



Forsee Power  
Société par actions simplifiée<sup>1</sup> au capital de 3.941.690,00 euros  
Siège social : 1 boulevard Hippolyte Marques, 94200 Ivry-sur-Seine  
494 605 488 RCS Paris

## DOCUMENT D'ENREGISTREMENT



Le document d'enregistrement a été approuvé le 1<sup>er</sup> octobre 2021 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF approuve ce document après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes cohérentes et compréhensibles. Le document d'enregistrement porte le numéro d'approbation suivant : I.21-058.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur faisant l'objet du document d'enregistrement.

Le document d'enregistrement peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et son (ses) supplément(s). L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Il est valide jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2022 et, pendant cette période et au plus tard en même temps que la note d'opération et dans les conditions des articles 10 et 23 du règlement (UE) 2017/1129, devra être complété par un supplément en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et sur celui de la Société (<https://www.forseepower.com>).

---

<sup>1</sup> L'adoption de la forme d'une société anonyme interviendra au plus tard au jour de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Les informations relatives à la Société présentées dans le présent document d'enregistrement tiennent compte par anticipation de la transformation en société anonyme à conseil d'administration de la Société et plus généralement des modifications statutaires et des nouvelles règles de gouvernance inhérentes à l'introduction en bourse de la Société.

## *TABLE DES MATIERES*

<b>1.</b>	<b>PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE .....</b>	<b>7</b>
1.1	Responsable du Document d'enregistrement .....	7
1.2	Attestation de la personne responsable.....	7
1.3	Rapports d'experts et déclarations d'intérêts.....	7
1.4	Informations provenant de tiers .....	7
1.5	Contrôle du Document d'enregistrement.....	7
<b>2.</b>	<b>CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....</b>	<b>8</b>
2.1	Commissaires aux comptes titulaires.....	8
2.2	Commissaire aux comptes suppléant.....	8
<b>3.</b>	<b>FACTEURS DE RISQUES.....</b>	<b>9</b>
3.1	Risques liés au secteur d'activité du Groupe .....	9
3.2	Risques liés à l'activité du Groupe .....	16
3.3	Risques liés à la stratégie du Groupe .....	23
3.4	Risques de marché.....	26
3.5	Risques réglementaires et juridiques .....	28
3.6	Politique de gestion des risques .....	32
<b>4.</b>	<b>INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE .....</b>	<b>39</b>
4.1	Raison sociale et nom commercial de la Société.....	39
4.2	Lieu et numéro d'enregistrement de la Société .....	39
4.3	Date de constitution et durée .....	39
4.4	Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités.....	39
<b>5.</b>	<b>APERCU DES ACTIVITES.....</b>	<b>40</b>
5.1	Présentation générale.....	40
5.2	Forces et atouts concurrentiels .....	41
5.3	Stratégie .....	47
5.4	Présentation des marchés et de la position concurrentielle.....	52
5.5	Présentation des activités du Groupe.....	67
5.6	Facteurs de dépendance .....	90
5.7	Investissements .....	90
5.8	Politique de développement durable.....	92
<b>6.</b>	<b>ORGANIGRAMME.....</b>	<b>99</b>
6.1	Organisation du Groupe.....	99
6.2	Filiales importantes de la Société .....	99
6.3	Acquisitions et cessions récentes.....	102

<b>7.</b>	<b>EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT .....</b>	<b>103</b>
7.1	Présentation générale.....	103
7.2	Principaux indicateurs de performance .....	119
7.3	Résultats des opérations.....	120
<b>8.</b>	<b>TRÉSORERIE ET CAPITAUX PROPRES DU GROUPE .....</b>	<b>136</b>
8.1	Présentation générale.....	136
8.2	Informations sur les capitaux, liquidités et sources de financement du Groupe.....	137
8.3	Restriction à l'utilisation de capitaux.....	157
8.4	Sources de financements nécessaires à l'avenir pour honorer les engagements pris en termes d'investissement .....	164
<b>9.</b>	<b>ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>165</b>
9.1	Réglementation relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs.....	165
9.2	Réglementation sur le transport de matières dangereuses .....	167
9.3	Réglementation relative aux substances chimiques.....	168
9.4	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.....	168
9.5	Les normes applicables aux produits du Groupe .....	169
<b>10.</b>	<b>TENDANCES .....</b>	<b>171</b>
10.1	Tendances d'activité .....	171
10.2	Perspectives d'avenir et objectifs .....	171
<b>11.</b>	<b>PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE .....</b>	<b>174</b>
<b>12.</b>	<b>ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>175</b>
12.1	Informations concernant le Conseil d'administration et la direction générale .....	175
12.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale.....	191
<b>13.</b>	<b>REMUNERATIONS ET AVANTAGES.....</b>	<b>192</b>
13.1	Rémunérations des mandataires sociaux .....	192
13.2	Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des mandataires sociaux .....	200
<b>14.</b>	<b>FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION 201</b>	
14.1	Date d'expiration du mandat actuel des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance .....	201
14.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la Société .....	201
14.3	Informations sur les comités du conseil.....	201
14.4	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur.....	204
14.5	Contrôle interne .....	206
<b>15.</b>	<b>SALARIES .....</b>	<b>208</b>
15.1	Nombre de salariés .....	208

15.2	Participations et stock-options des mandataires sociaux .....	209
15.3	Accords prévoyant une participation des salariés dans le capital de la Société.....	209
15.4	Relations sociales .....	209
<b>16.</b>	<b>PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....</b>	<b>211</b>
16.1	Actionnaires détenant plus de 5% du capital à la date du Document d'enregistrement .....	211
16.2	Existence de droits de vote différents .....	213
16.3	Contrôle de la Société.....	213
16.4	Accords pouvant entraîner un changement de contrôle.....	215
<b>17.</b>	<b>TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES .....</b>	<b>216</b>
17.1	Conventions intra-groupe et opérations avec des apparentés .....	216
17.2	Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre des exercices 2020, 2019 et 2018 .....	217
<b>18.</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIERES.....</b>	<b>221</b>
18.1	Informations financières historiques .....	221
18.2	Informations financières intermédiaires et autres.....	388
18.3	Audit des informations financières annuelles historiques .....	464
18.4	Informations financières pro forma .....	474
18.5	Politique en matière de dividendes .....	474
18.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage .....	474
18.7	Changement significatif de la situation financière ou commerciale.....	475
<b>19.</b>	<b>INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES.....</b>	<b>476</b>
19.1	Capital social .....	476
19.2	Acte constitutif et statuts .....	491
<b>20.</b>	<b>CONTRATS IMPORTANTS.....</b>	<b>494</b>
<b>21.</b>	<b>DOCUMENTS DISPONIBLES .....</b>	<b>499</b>

## Remarques Générales

Dans le présent document d'enregistrement, et sauf indication contraire :

- Le terme « Document d'enregistrement » désigne le présent document d'enregistrement ;
- Les termes la « Société » ou « Forsee Power » désignent la société Forsee Power dont le siège social est situé 1 boulevard Hippolyte Marques, 94200 Ivry-sur-Seine, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 494 605 488 ;
- Le terme le « Groupe » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société ainsi que ses filiales et participations directes et indirectes.

Afin de donner une information comptable permettant d'appréhender la situation financière du Groupe, le Document d'enregistrement comprend les états financiers suivants :

- les comptes consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, préparés conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne ;
- les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Société pour la période intermédiaire de six mois close le 30 juin 2021, préparés conformément à la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Le présent Document d'enregistrement décrit la Société telle qu'elle existera après transformation en société anonyme à conseil d'administration à compter de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, et adoption, à compter du règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de cette admission, des modifications statutaires et des règles de gouvernance décrites au chapitre 14 et en section 19.2 du Document d'enregistrement.

### *Informations sur le marché et l'environnement concurrentiel*

Le Document d'enregistrement contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille des marchés. Outre les estimations réalisées par le Groupe, les éléments sur lesquels sont fondées les déclarations du Groupe proviennent d'études et statistiques d'organismes tiers (voir la section 1.4 « Informations provenant de tiers » du Document d'enregistrement) et d'organisations professionnelles ou encore de chiffres publiés par les concurrents, les fournisseurs et les clients du Groupe. Certaines informations contenues dans le Document d'enregistrement sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. La Société ne prend aucun engagement, ni ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations. Il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.

### *Informations prospectives*

Le Document d'enregistrement contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir » ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou

terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents chapitres du Document d'enregistrement et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe concernant, notamment, le marché dans lequel il évolue, sa stratégie, sa croissance, ses résultats, sa situation financière, sa trésorerie et ses prévisions. Les informations prospectives mentionnées dans le Document d'enregistrement sont données uniquement à la date du Document d'enregistrement. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en constante évolution. Il ne peut donc anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

#### *Facteurs de risques*

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risques décrits au chapitre 3 « *Facteurs de risques* » du Document d'enregistrement avant de prendre toute décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société, à la date du Document d'enregistrement, pourraient également avoir un effet défavorable significatif.

#### *Arrondis*

Certaines données chiffrées (y compris les données financières) et pourcentages présentés dans le Document d'enregistrement ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Document d'enregistrement peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

#### *Sites Internet et liens hypertextes*

Les références à tout site Internet et les contenus des liens hypertextes du Document d'enregistrement ne font pas partie du Document d'enregistrement.

## **1. PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITE COMPETENTE**

### **1.1 Responsable du Document d'enregistrement**

M. Christophe Gurtner, Président de la Société.

### **1.2 Attestation de la personne responsable**

J'atteste que les informations contenues dans le Document d'enregistrement sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris,  
le 1<sup>er</sup> octobre 2021

Christophe Gurtner  
Président

### **1.3 Rapports d'experts et déclarations d'intérêts**

Néant.

### **1.4 Informations provenant de tiers**

Le Document d'enregistrement contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille de ses marchés. Outre les estimations et analyses réalisées par le Groupe, les éléments sur lesquels sont fondées les déclarations du Groupe proviennent d'études et statistiques de parties tierces et d'organisations professionnelles (telles que Bloomberg, MarketsandMarkets et McKinsey), ainsi que de données publiées par les concurrents, fournisseurs et clients du Groupe. A la connaissance de la Société, de telles informations ont été fidèlement reproduites et aucun fait n'a été omis qui rendrait ces informations inexactes ou trompeuses. La Société ne peut néanmoins garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les secteurs d'activités obtiendrait les mêmes résultats.

### **1.5 Contrôle du Document d'enregistrement**

Le Document d'enregistrement a été approuvé par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF n'approuve ce Document d'enregistrement qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du Document d'enregistrement.

## **2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES**

### **2.1 Commissaires aux comptes titulaires**

#### **Deloitte & Associés**

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre  
Représenté par M. Thierry Queron  
6 place de la Pyramide  
92908 Paris La Défense Cedex

Date de début du premier mandat : 30 juin 2017

Date d'expiration du mandat en cours : assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

#### **Jean Lebit**

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre  
Représenté par M. Jean Lebit  
18 avenue du 8 mai 1945  
95200 Sarcelles

Date de début du premier mandat : 20 décembre 2018

Date d'expiration du mandat en cours : assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

### **2.2 Commissaire aux comptes suppléant**

#### **GH Consulting**

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Paris  
77 rue de Prony  
75017 Paris

Date de début du premier mandat : 20 décembre 2018

Date d'expiration du mandat en cours : assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.



### 3. FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs, avant de procéder à l'acquisition d'actions de la Société, sont invités à examiner l'ensemble des informations contenues dans le présent Document d'enregistrement, y compris les facteurs de risques décrits ci-dessous. Ces risques sont, à la date du Document d'enregistrement, ceux dont la Société estime que la réalisation est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives et qui sont importants pour la prise de décision d'investissement. L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques présentée au présent chapitre 3 du Document d'enregistrement n'est pas exhaustive et que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date du Document d'enregistrement, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent ou pourraient exister ou survenir.

Dans le cadre des dispositions de l'article 16 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil, sont présentés dans le présent chapitre les principaux risques pouvant, à la date du Document d'enregistrement, affecter l'activité, la situation financière, la réputation, les résultats ou les perspectives du Groupe, selon leur criticité, c'est-à-dire leur gravité et leur probabilité d'occurrence, après prise en compte des plans d'action mis en place (décrits à la section 3.6 « Politique de gestion des risques » du Document d'enregistrement). Au sein de chacune des catégories de risques mentionnées ci-dessous, les facteurs de risque que la Société considère, à la date du Document d'enregistrement, comme les plus importants (signalés par un astérisque) sont mentionnés en premier lieu.

#### 3.1 Risques liés au secteur d'activité du Groupe

##### 3.1.1 Risque lié aux évolutions technologiques\*

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe développe, produit et commercialise des systèmes de batteries principalement à base lithium qu'il estime répondre à un certain nombre de besoins actuels ou anticipés au sein de ses différents segments d'activité, principalement dans le domaine de l'électromobilité (voir section 5.5 du Document d'enregistrement), à savoir :

- *Heavy Vehicles (HeV)* regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation électrique ou hybride des différents moyens de transport (bus, véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », tramways, trains, camions et marine) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel) ;
- *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* regroupant le marché de la mobilité électrique légère ainsi que celui d'autres applications électriques (scooter électrique, véhicules légers de 2 à 4 roues, vélo électrique, équipements médicaux, objets connectés, domotique, robotique et outillage professionnel).

Le marché des systèmes de batteries à base de lithium est cependant caractérisé par des technologies changeantes et des normes industrielles en constante évolution, qui restent difficiles à anticiper. L'introduction fréquente de nouveaux produits et/ou de nouveaux modèles de véhicules a raccourci les cycles de vie des batteries et pourrait rendre les batteries du Groupe obsolètes plus rapidement qu'anticipé. Des changements au niveau des standards des systèmes de batteries pourraient également rendre les produits du Groupe moins compétitifs, voire obsolètes. En premier lieu, la capacité du Groupe à s'adapter et à anticiper l'évolution des normes industrielles ainsi que les tendances du marché sera un facteur déterminant pour maintenir et améliorer sa position concurrentielle et ses perspectives de croissance. Pour ce faire, le Groupe a investi et prévoit de continuer à investir d'importantes ressources financières dans son infrastructure de Recherche et Développement (R&D) afin de proposer à ses clients des systèmes de batteries adaptés à leurs besoins et aussi voire plus efficaces que ses concurrents. Ainsi, l'effort de R&D du Groupe au cours des trois derniers exercices, exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires (hors frais de développement capitalisés), s'est élevé à 17 % en 2018, 10 % en 2019 et 8 %

en 2020 et à 8 % sur la période de six mois close le 30 juin 2021. Toutefois, le développement d'activités de R&D est par nature incertain, et le Groupe pourrait rencontrer des difficultés pratiques en vue de commercialiser les résultats de ses recherches ou ne pas parvenir à développer des systèmes en coopération avec les constructeurs des systèmes jugés satisfaisants. Par conséquent, les développements et les besoins des marchés concernés par les produits qu'il commercialise ou commercialisera pourraient ne pas correspondre aux anticipations du Groupe. Le Groupe ne peut ainsi garantir que ses produits répondront au mieux aux évolutions des attentes de ses clients actuels ou potentiels ni garantir le succès de ses futurs développements technologiques et sa capacité à les rendre incontournables sur les marchés visés. En second lieu, les concurrents du Groupe dans le marché des systèmes de batteries à base de lithium pourraient améliorer leurs technologies ou réaliser des avancées technologiques qui pourraient rendre les produits du Groupe obsolètes ou moins attractifs. L'incapacité à suivre les changements technologiques rapides et/ou l'évolution des normes industrielles aussi efficacement que ses concurrents, pourrait faire perdre au Groupe des parts de marché et entraîner une baisse de ses revenus.

En outre, des technologies différentes, existantes ou futures, pourraient répondre aux mêmes besoins, mais de manière plus efficace ou performante, que ceux couverts par les technologies du Groupe. Ainsi, certaines sociétés pourraient développer des batteries à partir de technologies émergentes (basées notamment sur le lithium-soufre ou le lithium-air) susceptibles de concurrencer la technologie du lithium-ion développée par le Groupe. Le Groupe ne peut ainsi garantir que ses produits seront plus efficaces que ceux développés sur la base d'autres technologies. Si les technologies retenues par le Groupe devaient être supplantées par d'autres, les activités et les résultats du Groupe pourraient en être significativement affectés.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où les technologies du Groupe ne rencontreraient pas le succès attendu et en l'absence de solutions alternatives développées par le Groupe, le déploiement de nouvelles technologies ou de technologies jugées plus efficaces pourrait requérir des investissements financiers plus importants que ceux que le Groupe a anticipé. Le Groupe consacre ainsi une quantité importante de ressources au développement de produits nouveaux et à l'amélioration des produits existants. Si le Groupe n'était plus en mesure de garantir un financement suffisant pour la recherche et le développement à l'avenir, sa position concurrentielle (en sachant que des concurrents pourraient disposer de ressources financières plus importantes) pourrait s'en trouver affaiblie. Toute incapacité du Groupe à développer de nouvelles technologies ou des technologies plus efficaces ou de réagir aux changements impactant les technologies existantes pourrait retarder de manière significative le développement, la production et la commercialisation de nouveaux produits par le Groupe, ce qui pourrait entraîner une perte de compétitivité, de revenus et de parts de marché au profit de ses concurrents.

De plus, certains fabricants de cellules de batteries qui ne sont pas, à la date du Document d'enregistrement, des fournisseurs du Groupe pourraient développer de nouvelles technologies (apportant notamment des ruptures majeures en termes de coûts, de densité ou de durée de vie), le Groupe pourrait ne pas avoir accès à ces technologies ou y avoir accès avec retard par rapport à ses concurrents. Une telle situation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives de développement.

Enfin, le Groupe a mis en place un certain nombre d'outils technologiques, notamment l'application de cellules de chimie avancées à haute densité énergétique, ou avec des durées de vie très élevées, un fonctionnement de sécurité en cas de risques, notamment d'incendie ou de conditions extrêmes, et des architectures électroniques avancées de systèmes de gestion de batteries (*Battery Management System* (BMS)) en combinaison avec des algorithmes logiciels BMS. Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de suivre le rythme des développements et des tendances de l'industrie, tels que le développement de logiciels prédictifs ou de variantes de l'intelligence artificielle. Par exemple, la dynamique de développement soutenu de la chimie cellulaire (avec de nouvelles générations de cellules qui fusionnent généralement tous les deux ou trois ans, et la possibilité constante d'innovations et d'améliorations radicales peuvent rendre les concepts précédents obsolètes) nécessite une analyse comparative

permanente et une prise de risque au stade du pré-développement, afin de développer des solutions appropriées, tant au niveau des modules que des systèmes.

### **3.1.2 Risque lié à l'absence d'acceptation par le marché des technologies développées par le Groupe\***

Le développement et le succès des activités du Groupe dépendent de sa capacité à proposer des systèmes de batteries dans les domaines de la mobilité adaptés au marché ainsi qu'à ses évolutions actuelles et envisagées. Le Groupe ne peut garantir que les systèmes de batteries qu'il commercialise ou qui sont commercialisées par d'autres acteurs du secteur répondront aux besoins du marché et des clients potentiels. Dans la mesure où le marché des batteries est en fort développement, l'acceptation durable des produits et solutions proposées dépendra de différents facteurs parmi lesquels les conditions tarifaires (dans l'absolu et relative aux autres sources d'énergie – le ratio TCO), la réglementation applicable, les services proposés et la perception par le marché des technologies proposées notamment en termes de prix, de qualité, de performance et de sécurité.

Une telle acceptation est directement liée à la perception qu'ont, et que pourraient avoir dans le futur, les clients du Groupe à l'égard des systèmes de batteries, notamment en termes de fiabilité, d'adaptation, de coût et de sécurité. Par ailleurs, la confiance des clients du Groupe dans la fiabilité de la technologie pourrait être altérée par la survenance d'incidents techniques sur les batteries, mais aussi, plus indirectement, sur des produits utilisant des technologies concurrentes.

En particulier, dans le domaine de la mobilité, le développement des véhicules électriques et leur adéquation aux besoins des clients du Groupe sont principalement limités par la double nécessité d'utiliser, en amont, des batteries disposant d'une autonomie suffisante et d'assurer, en aval, la disponibilité d'infrastructures de recharge. En raison de ces facteurs, le Groupe estime que les véhicules électriques constituent un moyen de transport adapté aux zones urbaines, mais ne peut garantir que le marché se développera, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

En outre, l'émergence et la poursuite de la pénétration sur le marché de technologies hybrides ou de piles à combustible nécessitant des systèmes de batteries pourraient potentiellement limiter la demande de systèmes de batteries, ces technologies nécessitant l'installation d'un nombre inférieur de systèmes de batteries dans un véhicule, par rapport à un véhicule entièrement électrique, si une augmentation potentielle du nombre de véhicules n'était pas suffisante pour équilibrer le nombre réduit de systèmes de batteries par véhicule.

### **3.1.3 Risque lié au succès des véhicules/produits proposés par les clients du Groupe\***

Le dynamisme des activités du Groupe dépend principalement de celui de l'industrie de ses clients, de leurs segments d'activité (bus, ferroviaire, maritime) ou des modèles de produits/véhicules qu'ils commercialisent et notamment de leur capacité à développer et commercialiser avec succès des produits/véhicules intégrant les systèmes de batteries du Groupe. Les décisions de développement et le niveau de commandes de packs de batteries proposés par le Groupe dépendent donc directement de la performance des véhicules/produits commercialisés par ses clients et notamment en ce qui concerne les véhicules commercialisés par les clients du Groupe au niveau d'acceptation par ces derniers et leurs clients au passage à l'électromobilité. Par conséquent, si le niveau de production de ses clients venait à diminuer, la demande pour les produits du Groupe pourrait également diminuer. Le niveau de production des clients du Groupe ainsi que le succès commercial des véhicules utilisant une énergie alternative sont influencés par de nombreux facteurs, notamment les prix des marchandises, les dépenses d'infrastructure, les dépenses de consommation, les échéances de remplacement des flottes de véhicules, les restrictions de voyage, les coûts du carburant, les demandes d'énergie, les dépenses municipales ou les incitations gouvernementales. Si le coût de ces véhicules devenait trop élevé (notamment relative aux autres sources d'énergie), ou si le marché de ces véhicules venait à se contracter ou à ne pas se développer, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats et les

perspectives du Groupe. Inversement, si le Groupe n'était pas en mesure de prévoir l'évolution de la demande pour ses systèmes de batteries avec précision, il pourrait ne pas être en mesure de répondre aux besoins de ses clients, ce qui pourrait entraîner une perte de revenus potentiels, ou se traduire en une production excédentaire, ce qui pourrait entraîner une augmentation de ses stocks et une surcapacité dans les usines, et par conséquent, une augmentation du coût de production unitaire et une diminution de la marge opérationnelle.

#### 3.1.4 Risque lié à la concurrence

Le marché de l'électromobilité est fortement concurrentiel. Le Groupe est confronté à une concurrence importante de la part d'autres acteurs internationaux, pour la plupart de grande taille, ainsi que de concurrents régionaux (voir section 5.4.4 du Document d'enregistrement). Les principaux concurrents du Groupe sont notamment les sociétés qui se concentrent sur la technologie des batteries électriques pour le marché des véhicules commerciaux, ferroviaires et maritimes, et le stockage stationnaire, telles que Akasol, les grands fournisseurs chinois de batteries tels que CATL, les sociétés qui se concentrent sur la technologie des batteries électriques pour le marché des véhicules commerciaux, telles que Romeo Power et BorgWarner et les fournisseurs automobiles de premier rang qui développent des motopropulseurs électriques pour remplacer les moteurs à combustion, tels que Cummins. À l'avenir, les sociétés existantes et les potentiels nouveaux arrivants proposant des solutions concurrentes, telles que les véhicules électriques à pile à combustible, pourraient également devenir des concurrents du Groupe.

De plus, le marché de l'e-mobilité pourrait devenir encore plus compétitif à l'avenir, notamment en raison de l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché en provenance de Chine et de pays émergents qui pourraient notamment bénéficier de coûts de production plus faibles et d'une stratégie de développement des technologies de stockage de l'énergie depuis de nombreuses années à une échelle nationale à l'image du programme gouvernemental baptisé "*Made in China 2025*" initié en 2015. En outre, toute consolidation parmi les concurrents du Groupe pourrait améliorer leurs offres de produits et leurs ressources financières, ce qui pourrait renforcer leur position concurrentielle par rapport à celle du Groupe à l'image du récent rachat d'Akasol par BorgWarner. En particulier, des fabricants d'équipement d'origine (*Original Equipment Manufacturer*) internationaux disposant de ressources financières importantes pourraient entrer ou étendre leur présence sur les marchés dans lesquels le Groupe est présent en créant des coentreprises avec d'autres fabricants de systèmes de batteries.

Par ailleurs, le Groupe s'approvisionne en cellules pour ses systèmes de batteries auprès de fournisseurs de cellules de premier plan, tels que LG et Toshiba. Même si, à la connaissance du Groupe, cela ne s'est pas encore produit à la date du Document d'enregistrement, les fournisseurs de cellules ou les équipementiers disposant de ressources financières importantes pourraient réorganiser leurs opérations et développer leurs propres systèmes de batteries élaborés avec des cellules produites de manière indépendante, sans que cela n'entraîne de risques pour leur chaîne d'approvisionnement. Si des fournisseurs de cellules ou des équipementiers venaient à entrer sur le marché des systèmes de batteries lithium-ion, cela pourrait entraîner une perturbation importante de l'activité du Groupe. En outre, l'internalisation de la technologie développée par le Groupe par ses principaux clients pourrait entraîner une perte de commandes. De plus, certains clients historiques du Groupe tels que Iveco/Heuliez, Wrightbus, CaetanoBus ou Alstom pourraient envisager d'attribuer des contrats à certains concurrents du Groupe afin de bénéficier d'offres structurées par ces concurrents pour gagner des parts de marché au détriment d'une rentabilité immédiate. De tels changements dans l'environnement concurrentiel pourraient potentiellement réduire la part de marché du Groupe, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

En outre, la capacité du Groupe à faire face à la concurrence dans les marchés dans lesquels il opère pourrait être affectée de manière négative par un certain nombre de facteurs, tels que (i) de nouveaux produits ou des améliorations de produits par des concurrents, y compris le remplacement de produits du Groupe par des technologies plus récentes fournies par des concurrents, affaiblissant ainsi la demande pour les produits du Groupe, (ii) l'incapacité à maintenir les relations avec les clients existants du

Groupe et à conclure de nouveaux contrats, ou à renouveler ou étendre les contrats existants avec des clients importants, (iii) l'acquisition de clients ou de fournisseurs par des concurrents, (iv) l'arrivée d'entreprises spécialisées sur un ou plusieurs segments d'activité sur lesquels le Groupe intervient, disposant de ressources financières et techniques plus importantes que celles du Groupe ou (v) des concurrents qui auraient des coûts de production inférieurs (en raison de leur situation géographique par exemple) et/ou une capacité de production et d'assemblage supérieure, ce qui peut leur permettrait d'être plus attractif en terme de prix.

Enfin, les concurrents actuels et potentiels du Groupe pourraient disposer de ressources financières, de fabrication, de recherche et développement et de marketing plus importantes que celles du Groupe et pourraient être en mesure de consacrer davantage de ressources à la conception, au développement, à la fabrication, à la distribution, à la promotion, à la vente et au soutien de leurs produits. Certains concurrents, en particulier ceux qui disposeraient de ressources supérieures, pourraient être en meilleure position pour réagir rapidement aux nouvelles technologies et pourraient être en mesure de concevoir, développer, commercialiser et vendre leurs produits plus efficacement. Le Groupe ne peut garantir qu'il sera en mesure d'affronter avec succès la concurrence sur les marchés sur lesquels il intervient. Si certains concurrents venaient à introduire de nouvelles technologies qui concurrencent ou surpassent la qualité, le prix ou la performance de ceux du Groupe, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de satisfaire ses clients existants ou d'attirer de nouveaux clients. Une concurrence accrue pourrait entraîner des réductions de prix, des pertes de revenus, des pertes de clients et de parts de marché, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

### **3.1.5 Risque lié à une évolution défavorable des politiques publiques de soutien aux énergies propres**

Les activités liées au stockage de l'énergie sont actuellement favorablement influencées par les politiques publiques, nationales ou internationales, de soutien aux énergies propres, que ce soit à travers des tarifs d'achat favorables, des crédits d'impôts, des subventions ou d'autres mécanismes incitatifs (bonus écologique dans le cadre d'achats de véhicules électriques, stationnement gratuit pour les véhicules basses émissions,...). Toute réduction ou suppression de tarifs d'achat favorables, de crédits d'impôts, de subventions ou d'autres mécanismes incitatifs en raison de changements de politique, d'une diminution du besoin de telles aides, subventions ou incitations en raison du succès perçu de l'industrie des véhicules électriques, pourrait entraîner une diminution de la compétitivité de l'industrie des véhicules électriques en général et des systèmes de batteries du Groupe, en particulier. Bien que certains crédits d'impôt et autres incitations pour la production d'énergie alternative et de véhicules électriques aient été disponibles par le passé, il n'existe aucune garantie que ces crédits d'impôt et incitations seront disponibles à l'avenir ou qu'ils resteront à leur niveau actuel. A titre d'exemple, un projet de développement de produits utilisant des modules VDA a été sélectionné en 2020 par le programme France Relance, ce qui permettra au Groupe de bénéficier d'une subvention de 1,348 millions d'euros en 2021-2022 pour un projet d'un montant total de 3,6 millions d'euros.

En outre, l'activité du Groupe est affectée par les lois et réglementations exigeant des réductions des émissions de carbone (à titre d'exemple, dans le cas des systèmes diesel-électrique, une réglementation anti-pollution contraint les opérateurs ferroviaires et maritimes à réduire leurs niveaux d'émissions). Ces lois et réglementations, qui ont pour objet d'encourager la demande en véhicules électriques, pourraient expirer, être abrogés ou modifiés. A titre d'exemple, les lobbies ayant un intérêt pour l'essence, le diesel ou le gaz naturel, en ce compris les législateurs, les régulateurs, les décideurs politiques, les organisations environnementales, les équipementiers, les groupes commerciaux ou les fournisseurs, pourraient tenter de retarder, d'abroger ou d'influencer les lois et réglementations favorisant les véhicules à batterie. Ainsi, les politiques publiques récentes tant en Europe qu'aux États-Unis, portées notamment par la COP21, sont restées incitatives pour les transports propres et les énergies renouvelables, et des « retour en arrière » ont été constatés (cf. pendant le précédent mandat présidentiel aux États-Unis), et restent possible à l'avenir.

De plus, des changements dans les conditions politiques, sociales ou économiques et fiscales au niveau gouvernemental ou local, y compris un manque d'intérêt législatif pour ces lois et réglementations, pourraient entraîner leur modification, leur abrogation ou retarder leur adoption. Tout défaut d'adoption, retard dans la mise en œuvre, expiration, abrogation ou modification de ces lois et réglementations, ou l'adoption de toute loi ou réglementation encourageant l'utilisation d'autres systèmes d'énergie alternatifs par rapport à ceux de l'énergie provenant des batteries, pourrait réduire le marché des batteries électriques et pourrait nuire à l'activité, aux résultats, à la situation financière et aux perspectives du Groupe.

### **3.1.6 Risque lié à une évolution défavorable de l'environnement économique**

Le Groupe pourrait être affecté par des changements dans les conditions économiques mondiales qui pourraient avoir un impact négatif sur les industries et notamment le marché de l'e-mobilité dans lequel la majorité de ses produits sont actuellement vendus et sur les marchés où le Groupe prévoit de se développer. Les changements dans les conditions économiques mondiales, y compris les craintes d'un ralentissement économique, affectent directement le climat général des affaires et les niveaux d'investissement des entreprises.

En particulier, les marchés sur lesquels le Groupe opère actuellement (Europe et Asie) et sur lesquels il a l'intention d'opérer à l'avenir (Amérique du Nord), pourraient souffrir d'une évolution négative de l'activité économique, de cycles économiques récessifs, de menaces de terrorisme, de conflits armés, de pandémies (telles que celle de la Covid-19), de coûts énergétiques significativement plus élevés, d'une faible confiance des consommateurs, de niveaux élevés de chômage, d'un accès réduit au crédit, de conflits commerciaux internationaux ou d'autres facteurs économiques pouvant affecter les dépenses des entreprises/consommateurs. En outre, une détérioration significative des conditions politiques, comme un conflit politique grave, ou l'impact des résultats d'élections, dans un ou plusieurs territoires où le Groupe opère pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

Enfin, la réduction des recettes fiscales, découlant de crises économiques ou du ralentissement de l'activité économique pourrait impacter négativement le montant des fonds publics disponibles pour, ou allouées à, la mise en œuvre de telles politiques de soutien aux solutions de stockage d'énergie. En période de difficultés économiques, les politiques publiques en faveur des solutions de stockage d'énergie pourraient ne pas être considérées comme prioritaires et être réduites. Les clients du Groupe pourraient ainsi retarder ou annuler des projets d'électrification de flottes de véhicules, ou chercher à réduire leurs coûts en renégociant les contrats conclus avec le Groupe, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

De tels événements pourraient amener les clients du Groupe à ralentir leurs dépenses pour ses systèmes de batteries, ce qui pourrait retarder et allonger les cycles de vente du Groupe. En outre, en période d'incertitude économique, les clients du Groupe pourraient rencontrer des difficultés pour obtenir un financement, ce qui pourrait compromettre leur capacité à honorer leurs échéances vis-à-vis du Groupe, ayant ainsi un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

### **3.1.7 Risque lié à la compétitivité de l'énergie électrique par rapport aux énergies fossiles traditionnelles ou aux technologies alternatives**

Le développement des marchés du Groupe et le succès de ses activités dépendront notamment de la compétitivité de la production d'énergie électrique par rapport aux sources d'énergie fossile traditionnelles.

Cette compétitivité dépendra notamment des investissements et coûts nécessaires à la production d'énergie, des fluctuations des prix, des conditions d'approvisionnement en matières premières et/ou en énergies fossiles (pétrole et gaz naturel, par exemple).

Dans le domaine de la mobilité, la demande croissante de batteries pour véhicules électriques a notamment été influencée dans le passé par l'instabilité du prix du pétrole ainsi que les réglementations et politiques destinées à favoriser les sources alternatives d'énergie. Une baisse importante du prix des énergies fossiles et/ou une baisse à moyen ou long terme du prix de l'essence pourrait impacter les politiques et initiatives gouvernementales et privées en faveur des énergies alternatives, ainsi que la perception de l'intérêt économique de ces énergies par les consommateurs finaux.

En outre, le développement significatif de technologies alternatives, telles que les diesels modernes, l'éthanol, les cellules à combustible (piles à hydrogène, marché sur lequel le Groupe est présent), le gaz naturel comprimé, ou des améliorations du moteur à combustion pourrait réduire l'intérêt existant pour les véhicules entièrement électriques. Les technologies de batteries existantes, les carburants ou d'autres sources d'énergie pourraient ainsi devenir les alternatives privilégiées des clients du Groupe. Toute incapacité du Groupe à développer des technologies ou des processus nouveaux ou améliorés, ou à réagir aux changements de technologies existantes, pourrait retarder de manière significative son développement et avoir un effet défavorable significatif sur les activités et les perspectives du Groupe. Les packs de batteries que le Groupe produit actuellement utilisent des cellules lithium-ion, qui, selon lui, représentent actuellement la norme industrielle en matière de technologie de batteries pour les véhicules électriques. Il est toutefois possible que d'autres types de batteries ou des technologies encore non développées ou inconnues soient privilégiées à l'avenir, comme les batteries au phosphate de fer lithié, ou LFP. Les batteries LFP ont actuellement une large gamme d'applications, y compris dans les véhicules électriques, et sont perçues par beaucoup comme offrant des performances rentables par rapport aux cellules lithium-ion. La rentabilité des LFP est due, en partie, à des investissements substantiels dans le développement de cette technologie et à la capacité de fabrication en Chine. Bien que le Groupe estime que ses produits et services offrent aux clients des avantages en termes de facilité d'intégration aux produits et services et de performances sous-jacentes, il est possible que ces clients et partenaires considèrent la technologie LFP, ou d'autres technologies, comme suffisante ou supérieure pour leurs besoins, et qu'ils exigent que le Groupe passe à la technologie LFP ou décide de s'associer à d'autres prestataires de services qui utilisent de telles technologies. En outre, il est possible que les performances, les caractéristiques de sécurité, la fiabilité ou la rentabilité des batteries LFP, ou d'une autre forme de batterie, s'améliorent à l'avenir de telle sorte que les offres du Groupe actuelles basées sur les cellules lithium-ion deviennent, ou soient perçues comme, inférieures ou obsolètes. En outre, il est possible que de nouvelles formes de batteries ou de technologies d'électrification, telles que les batteries à semi-conducteurs, apparaissent comme une alternative plus rentable ou plus sûre aux batteries actuellement proposées par le Groupe. Dans l'éventualité où LFP ou une nouvelle forme de batterie émergerait ou serait réputée présenter de meilleures performances, fonctionner à moindre coût ou présenter de meilleures caractéristiques de sécurité, le Groupe pourrait être contraint de tenter d'intégrer ces nouveaux types de batteries dans sa plateforme, ce qui pourrait ne pas être possible ou réalisable à un prix qui serait attractif pour les clients ou les partenaires potentiels. Tout développement concernant la technologie LFP ou une nouvelle technologie de batterie, ou de nouvelles technologies d'électrification qui sont basées sur des développements imprévus dans la technologie des piles à combustible, ou la perception qu'ils peuvent se produire, peut inciter le Groupe à investir lourdement dans des recherches supplémentaires pour concurrencer efficacement ces avancées, lesquelles recherches et développements peuvent ne pas être efficaces. Tout échec du Groupe à réagir avec succès aux changements dans les technologies existantes pourrait avoir un impact négatif sur sa position concurrentielle et ses perspectives de croissance.

Par ailleurs, les efforts effectués par le Groupe en matière de R&D pourraient ne pas être suffisants pour s'adapter à l'évolution de la technologie des véhicules électriques. Au fur et à mesure que les technologies évoluent, le Groupe se doit de mettre à niveau ou d'adapter ses systèmes de batteries avec les dernières technologies, en particulier des modules et des packs plus légers, des méthodes de refroidissement avancées et une chimie de batteries avancée ; ce qui pourrait également avoir un effet sur l'adoption des autres produits antérieurement proposés par le Groupe. Enfin, s'il n'était pas capable de se procurer et d'intégrer les dernières technologies dans ses systèmes de batteries, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de concurrencer les systèmes alternatifs ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités et ses perspectives.

Le succès des produits et solutions développés par le Groupe dépendra donc notamment de sa capacité à proposer des batteries présentant de meilleures caractéristiques techniques et à des prix plus compétitifs que les énergies fossiles traditionnelles ou les technologies alternatives plus récemment développées ou qui pourraient l'être à l'avenir.

Enfin, la compétitivité de l'énergie électrique par rapport aux énergies fossiles traditionnelles ou aux technologies plus récentes dépendra également de la réglementation nationale et internationale, notamment en matière fiscale.

Tout changement dans les facteurs décrits ci-dessus pourrait entraîner une diminution de la demande de batteries pour les applications mobiles ou stationnaires et avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

### **3.2 Risques liés à l'activité du Groupe**

#### **3.2.1 Risque lié l'exploitation des sites de production\***

Le Groupe développe et produit ses systèmes de batteries sur ses quatre sites de production (France, Pologne, Chine et Inde). Des risques liés à des facteurs opérationnels (internes) pourraient perturber plus ou moins durablement la production.

En premier lieu, les packs et modules de batteries du Groupe intègrent principalement des cellules lithium-ion que le Groupe stocke en nombre important sur ses sites de production. En cas de défaillance, les cellules lithium-ion peuvent libérer rapidement l'énergie qu'elles contiennent en dégageant de la fumée et des flammes. Un tel évènement pourrait enflammer les matériaux à proximité ainsi que d'autres cellules lithium-ion comme cela a pu être observé lors d'incendies/explosions dans des hangars/sites de production de certains fabricants ou chez des particuliers. A la date du Document d'enregistrement, aucun incendie/explosion ne s'est produit dans les sites de production du Groupe lié à une défaillance des cellules lithium-ion.

Ainsi, les processus de fabrication présentent des risques tels que des accidents industriels, des explosions, des incendies et des dangers pour l'environnement comme des rejets accidentels de produits polluants ou dangereux. De tels événements sont susceptibles de causer des interruptions ou ralentissements imprévus de l'activité, la destruction totale ou partielle d'installations voire des pollutions environnementales. De tels événements pourraient impliquer le Groupe dans des procédures judiciaires dirigées à son encontre par d'éventuelles victimes en réparation des préjudices subis et/ou entraîner l'application de pénalités, susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la réputation, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe. De même, en cas de cessation définitive des activités sur un site de production, des obligations de remise en état ou de dépollution pourraient être mises à la charge du Groupe en qualité de dernier exploitant et engendrer des coûts importants.

Le Groupe pourrait donc faire face à des interruptions imprévues de production, par exemple à la suite d'erreurs humaines, de défaillance de matériels ou encore d'avaries. Toute interruption dans le processus de fabrication est susceptible d'engendrer une perte de revenus alors que le Groupe continuera à faire face à des coûts fixes, pourrait l'empêcher d'honorer des commandes et/ou lui faire perdre des clients, entraînant le cas échéant l'application de pénalités contractuelles. Le Groupe pourrait en outre faire face à des retards importants dans le cadre de projets d'extension de ses usines ou à des investissements de rénovation ou en matière de sécurité non programmés. De tels interruptions ou accidents sont donc susceptibles d'entraîner une perte de chiffre d'affaires et ainsi d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la réputation, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

Un tel évènement dans l'usine d'un des concurrents du Groupe pourrait également entraîner une publicité négative indirecte pour le Groupe et ses systèmes de batteries ainsi que plus largement sur les segments dans lesquels le Groupe est présent.



En deuxième lieu, le Groupe ne peut exclure des perturbations sociales, notamment des grèves, débrayages, actions de revendication ou autres troubles sociaux, qui pourraient venir perturber son activité et avoir un impact négatif significatif sur son image ainsi que sur son activité et ses résultats. Historiquement, la France connaît ainsi chaque année un nombre d'heures de grève important.

Dans les différents pays où ses sites de production sont implantés, le Groupe, conformément à ses principes d'action et à son souci de dialogue social, est partie à des accords collectifs issus de négociations avec les partenaires sociaux dont certains sont conclus pour une période déterminée et donc sujets à renégociation périodique. Ces négociations ont par le passé, et pourraient à l'avenir, créer des tensions sociales, notamment des grèves, si de nouveaux accords avec les partenaires sociaux dans des termes et conditions acceptables par chaque partie étaient difficiles à trouver. Les négociations sociales, et notamment les négociations des accords collectifs susmentionnés ou les négociations salariales périodiques, sont susceptibles d'augmenter les coûts d'exploitation du fait du versement de salaires ou d'avantages en nature ou pécuniaires plus élevés qui en résulterait, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

Enfin, le Groupe n'est pas propriétaire mais locataire de ses sites de production. S'agissant du site de Poitiers, la date d'échéance du bail est fixée au 2 août 2033. Pour son site en Chine, le Groupe bénéficie de deux baux d'une durée respective de cinq et onze ans, étant précisé que ces deux baux arriveront à échéance le 29 février 2024 ; en Pologne, le bail est renouvelable tous les trois ans à des conditions de marché, la prochaine date d'échéance étant fixée au 31 janvier 2022. Enfin en Inde, le site de production est géré dans le cadre de l'accord de partenariat de la Société avec Minda, décrit dans la Section 5.5.5.3.4 du Document d'enregistrement. Si la Société n'est pas en mesure de renouveler ces baux dans les conditions acceptables, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

### **3.2.2 Risque lié à l'interruption ou la limitation de l'approvisionnement et de l'activité des sites de production\***

Les activités et les résultats du Groupe dépendent notamment de sa capacité à maximiser l'utilisation de son outil industriel, afin d'atteindre le niveau optimal de production. En raison de ces conditions d'exploitation et malgré l'expertise apportée à la conception de ses systèmes de batteries et à l'exploitation de ses sites de production, le Groupe pourrait faire face à des interruptions imprévues de production, par exemple à la suite d'interruptions de la fourniture d'énergie, de l'inflation ou de la pénurie des matières premières (telle que la pénurie actuelle de semi-conducteurs qui génère une forte volatilité et une faible fiabilité dans les programmes de production des constructeurs automobiles), de problèmes d'approvisionnement, d'actes de malveillance, de terrorisme ou d'événements naturels ou exceptionnels tels que la pandémie de Covid-19 ou de force majeure. Le contexte actuel de tension autour de la chaîne d'approvisionnement engendre des retards conséquents sur la livraison des composants (en particulier les cellules) entre l'Asie et l'Europe. La Société fait face à une augmentation significative des coûts de transport maritime afin de conserver les délais de livraison initialement envisagés. Par ailleurs, en septembre 2021, des coupures d'électricité ont eu lieu dans l'usine du Groupe située en Chine (Zhongshan) du fait d'une pénurie d'énergie, provoquant des arrêts de production nécessitant des réorganisations de production. Des coupures d'électricité imposées par les autorités locales pourraient aussi avoir lieu dans le but d'atteindre les objectifs climatiques fixés par la Chine. Dans l'hypothèse où cette situation perdurerait sur le long terme ou s'aggraverait, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

A titre d'exemple, depuis le début des mesures de confinement liées à la pandémie de Covid-19, le Groupe a été contraint de limiter la production de certains de ses sites à raison notamment des mesures de restrictions locales de déplacement ou de confinement. Ainsi, le Groupe a dû faire face à une interruption de la production de son usine chinoise située à Zhongshan entre fin janvier et début mars 2020. De même, l'usine française située à Chasseneuil-du-Poitou, a subi un arrêt de sa production de mi-mars à fin mars 2020, et n'a pu reprendre qu'une activité partielle sur ses principales lignes de

production à partir de début avril avant de reprendre une activité totale à partir de mi-mai 2020. Enfin, le démarrage de l'usine située en Inde en 2021 a été ralenti pour les mêmes raisons. De manière générale, du fait des mesures de restrictions de circulation liées à la crise sanitaire, les salariés du Groupe n'ont pas pu par moments dans le passé, et pourraient ne plus à l'avenir, pouvoir accéder aux sites de production. Par ailleurs, des nouvelles interruptions de production dues aux restrictions imposées pour limiter la propagation de la Covid-19 (notamment des variants), ou d'autres pandémies à l'avenir, ne peuvent pas être exclues.

Par ailleurs, les installations du Groupe sont exposées aux risques liés à la survenance de catastrophes naturelles, telles que les incendies, les inondations, les ouragans et les tremblements de terre (ou autres phénomènes climatiques).

Ces événements climatiques peuvent nécessiter la mise en place par le Groupe de moyens de protection ou sanitaires supplémentaires sur les sites se trouvant dans des zones à risque, et ainsi entraîner des coûts supplémentaires. La survenance d'une catastrophe naturelle pourrait entraîner la destruction de tout ou partie des installations du Groupe, des préjudices corporels ou le décès de salariés et interrompre la production pour une durée indéterminée et l'approvisionnement des clients. L'incapacité à reprendre rapidement les livraisons à la suite d'une catastrophe naturelle sur un lieu de production ou les coûts et contraintes divers liés aux réparations ou mesures palliatives provisoires associées pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe. En particulier, dans tous les pays où le Groupe est présent, le Groupe ne dispose que d'un seul site de production, limitant notamment les possibilités d'approvisionnement alternatives à partir d'un autre site de production du Groupe. Par ailleurs, de tels événements pourraient impliquer le Groupe dans des procédures judiciaires dirigées à son encontre par d'éventuelles victimes en réparation des préjudices subis et/ou entraîner l'application de pénalités, susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.2.3 Risque lié à la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses principaux clients**

Les ventes du Groupe sont réalisées au profit de divers clients industriels présents dans des secteurs très variés tels que les transports en commun, l'industrie ferroviaire, l'outillage professionnel, les installations médicales, la robotique et la domotique. Cependant, le Groupe réalise une partie significative de ses ventes avec certains clients stratégiques. Ainsi, une part importante du chiffre d'affaires consolidé du Groupe est réalisée dans le segment des véhicules lourds. Celui-ci a représenté 77 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 80 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021. Les ventes du Groupe auprès des dix premiers clients ont représenté 84 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 90 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021. Les deux clients avec lesquels le Groupe a réalisé les ventes les plus importantes représentaient respectivement 47 % et 14 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 58 % et 15 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021.

Par ailleurs, le carnet de commandes du Groupe pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2027 s'élève à la date du Document d'enregistrement à environ 1,0 milliard d'euros, dont une majeure partie auprès de certains clients historiques du Groupe tels que Iveco/Heuliez, Wrightbus, CaetanoBus et Alstom. Le carnet de commandes est fondé sur des prévisions d'achats réelles discutées avec les clients, mais ces prévisions ne constituent pas des engagements d'achats fermes. En outre, l'évaluation des probabilités que le carnet de commandes puisse être converti en commandes fermes pourrait ne pas être appropriée. De plus, les cellules de batteries lithium-ion ont généralement une durée de vie limitée. Si les clients ne convertissaient pas leurs prévisions en commandes fermes, le Groupe pourrait avoir un nombre plus important de cellules de batteries en stock, pouvant conduire à des périodes de garantie réduites ou à des dépréciations de la valeur du stock. Par conséquent, le carnet de commandes pourrait ne pas conduire à des revenus futurs correspondants et les ventes réelles pourraient, en fait, être sensiblement inférieures à ce que le carnet de commandes suggère à la date du Document

d'enregistrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe. Voir la section 7.1.2 pour une description détaillée des modalités de calcul du carnet de commandes.

La dépendance vis-à-vis d'un nombre restreint de clients pourrait rendre difficile la négociation de prix attractifs pour les systèmes de batteries du Groupe et pourrait l'exposer à une baisse de son chiffre d'affaires si un client stratégique venait à cesser de se fournir auprès du Groupe ou si le Groupe venait à perdre un client stratégique pour des raisons indépendantes de sa volonté. La capacité du Groupe à maintenir des relations étroites avec ses clients stratégiques est essentielle pour sa croissance. Si le Groupe ne parvenait pas à vendre ses produits à un ou plusieurs de ses clients stratégiques au cours d'une période donnée, ou si un client stratégique venait à acheter moins de produits, reporter ses commandes ou ne passer pas de commandes supplémentaires, ou si le Groupe ne parvenait pas à développer d'autres relations avec d'autres clients afin de diversifier ses sources de revenus, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe pourraient en être affectés de manière négative.

Par ailleurs, le succès du Groupe et sa capacité à augmenter ses revenus puis à devenir rentable dépend en partie de sa capacité à identifier des clients cibles et à convertir ces contacts en commandes significatives ou à continuer à développer ses relations avec les clients actuels. Dans le cadre du développement d'une nouvelle ligne de véhicules, les systèmes de batteries sont livrés aux clients sur la base d'une phase de prototypage, dans le cadre de laquelle ces derniers évaluent si les systèmes de batteries répondent à leurs exigences de performance avant qu'ils ne s'engagent sur des commandes fermes. Dans le cas où les essais susmentionnés ne seraient pas concluants du point de vue du client, ceci pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

Outre l'acquisition de nouveaux clients, le succès du Groupe dépend de la volonté de ses clients actuels de continuer à utiliser ses systèmes de batteries et de l'intégration de ses batteries dans leurs gammes de produits. À mesure que les clients du Groupe élargissent leurs gammes de produits, le Groupe ambitionne de devenir le principal fournisseur de leurs flottes. Pour assurer l'acceptation de ses produits, le Groupe doit constamment développer et introduire des batteries plus puissantes et bénéficiant d'une autonomie plus longue. Si le Groupe n'était pas en mesure de répondre aux exigences de performance de ses clients ou aux spécifications de l'industrie, de conserver ses clients existants ou de convertir les premiers déploiements d'essai en commandes fermes, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe pourraient être affectés de manière négative.

### **3.2.4 Risque lié à la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses fournisseurs**

Dans la mesure où la demande mondiale de cellules de batteries dépasse actuellement l'offre disponible, le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à remplacer un fournisseur par un autre, à augmenter le nombre de fournisseurs ou à changer un composant par un autre en temps voulu ou pas du tout en raison d'une interruption ou d'un retard de l'approvisionnement ou d'une augmentation de la demande dans l'ensemble de l'industrie. À la date du Document d'enregistrement, le Groupe s'approvisionne, pour chacun des principaux composants et matières premières nécessaires à la fabrication des batteries lithium-ion tels que le cobalt et le lithium auprès d'un nombre limité de fournisseurs. À titre d'exemple, les deux premiers fournisseurs du Groupe représentaient respectivement 38 % et 10 % des consommations de matières et composants utilisés dans la production des systèmes de batteries du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 39 % et 9 % de ces consommations au titre du semestre clos le 30 juin 2021. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et du semestre clos le 30 juin 2021, les dix premiers fournisseurs représentaient respectivement 82 % et 81 % des consommations de matières premières et composants utilisés dans la production des systèmes de batteries du Groupe. Si un fournisseur unique cessait de produire un composant avec peu ou pas de préavis, l'activité du Groupe pourrait en pâtir.

En outre, les fournisseurs de cellules de batteries du Groupe ont une influence significative sur le marché et sont en mesure de choisir, parmi leurs clients, ceux qu'ils approvisionnent en priorité en cellules de batteries. Si le Groupe ne répondait pas aux exigences de ses fournisseurs de cellules de batteries (par exemple en matière de délais de paiement), ils pourraient décider de cesser la fourniture de certains types de cellules de batteries ou de cellules de batteries en général. Dans un tel cas, le Groupe devrait s'approvisionner en cellules auprès d'un autre fournisseur, ce qui pourrait s'avérer difficile ou, dans certains cas, impossible, en particulier dans le cas de produits de cellules de batteries spécialisés. A titre d'exemple, afin d'augmenter les délais de paiement auprès de ses fournisseurs, le Groupe a entrepris en 2020 des démarches auprès de ces derniers et des organismes d'assurance-crédit en mettant notamment en place une garantie à première demande pour 7 millions de dollars américains, grâce à son partenaire bancaire HSBC, au profit de son plus important fournisseur LG Energy Solution, permettant ainsi une amélioration de 75 jours du délai de règlement avec ce fournisseur. Si le Groupe devait remplacer les produits d'un fournisseur de cellules de batteries dans l'un de ses systèmes de batteries, cela pourrait prendre du temps pour passer par tous les processus requis pour qualifier les produits du Groupe avec un nouveau fournisseur avant de pouvoir relancer la production en série de ce système de batteries avec des cellules de batterie différentes. En outre, l'attribution et l'indisponibilité ultérieure de composants électroniques avec des délais de livraison conséquents pourraient entraîner un retard dans l'exécution, ou le fait que le Groupe ne soit pas en mesure de livrer les produits à la date prévue.

Les matières premières (y compris les matières premières nécessaires aux fournisseurs de cellules de batteries du Groupe, en particulier le lithium et/ou le cobalt qui sont des matières premières clés pour la production de cellules lithium-ion) proviennent principalement de pays situés dans des marchés émergents, dont certains connaissent des conditions politiques et économiques instables. Le Groupe est donc exposé au risque que les matières premières requises pour les cellules de batteries qu'il utilise dans ses produits ne soient pas disponibles pour les fournisseurs en qualité, quantité et dans les délais requis et, par conséquent, que les produits dont le Groupe a besoin ne soient pas disponibles. Plus précisément, l'instabilité géopolitique des pays d'où proviennent les matières premières pourrait entraîner des pénuries de batteries au lithium. De plus, les différends commerciaux entre certains pays tels que les Etats-Unis et la Chine et certains pays européens (dont la France) ont conduit à une augmentation des tarifs douaniers applicables à certaines marchandises, dont certaines matières premières et composants utilisés dans la conception des systèmes de batteries, qui pourraient avoir un impact sur les coûts d'acquisition des composants.

En outre, les prix des matières premières, en particulier du lithium et/ou du cobalt, des pièces, des composants et des équipements de fabrication pourraient augmenter en raison de l'évolution de l'offre et de la demande. Un nombre limité de fournisseurs du Groupe dépendent d'un fournisseur unique ou d'un nombre limité de fournisseurs pour certaines matières premières, pièces et composants clés utilisés dans la fabrication et le développement des produits du Groupe. Par conséquent, les marges opérationnelles du Groupe pourraient être affectées par les fluctuations du prix des matières premières. Les prix et l'approvisionnement des matériaux nécessaires au Groupe pourraient fluctuer en fonction des conditions de marché et de la demande pour ces matériaux, en ce compris, par exemple, une augmentation de la production de bus urbains électriques par certains concurrents ou par des constructeurs sur des marchés adjacents tels que le marché de masse des voitures particulières. Par exemple, les fournisseurs de cellules de batteries du Groupe pourraient ne pas être en mesure de répondre aux exigences quantitatives et qualitatives du Groupe relatives aux spécifications et aux volumes de cellules de batteries et le Groupe pourrait ne pas être en mesure de trouver d'autres sources d'approvisionnement à un coût acceptable, en quantités adéquates ou livrables en temps voulu en raison de l'augmentation des prix des matières premières dans les cellules de batteries, en particulier le lithium et/ou le cobalt. Dans le passé, le Groupe a connu des retards dans le développement de produits en raison de la livraison de matières premières et de produits semi-finis de ses fournisseurs qui ne répondaient pas à ses spécifications. Toute incapacité future à obtenir des matières premières, des produits semi-finis ou des équipements de fabrication de haute qualité en quantités suffisantes à des conditions de prix compétitives et en temps voulu, en raison de l'offre et de la demande mondiales ou d'un différend avec un fournisseur, pourrait retarder la production de systèmes de batteries du Groupe, entraver sa capacité à honorer les commandes existantes ou futures et nuire à sa réputation et à sa rentabilité.

### **3.2.5 Risque lié à la baisse des prix de vente des systèmes de batteries du Groupe**

Les véhicules électriques lourds, les véhicules électriques légers et le stockage d'énergie peuvent être sujets à des baisses de prix de vente en raison de l'évolution rapide des technologies, des normes industrielles et des préférences des utilisateurs finaux. Par conséquent, les clients du Groupe pourraient s'attendre à ce que le Groupe, en tant que fournisseur, réduise ses coûts et abaisse le prix de ses systèmes de batteries afin d'atténuer l'impact négatif sur leurs marges.

Le Groupe a pour objectif de chercher continuellement à optimiser son processus de fabrication afin de fournir ses systèmes de batteries à des prix attractifs et compétitifs. La conception des systèmes de batteries du Groupe est flexible afin de permettre une fabrication à une cadence soutenue sur les mêmes lignes automatisées. Le Groupe pourrait néanmoins être confronté à l'avenir à d'éventuelles pressions (à la baisse) sur les prix. En effet, si le Groupe n'était pas en mesure de compenser toute baisse de ses prix de vente par (i) le développement de produits nouveaux ou comportant des innovations à des prix de vente ou des marges plus élevés, (ii) l'augmentation de ses volumes de vente ou (iii) la réduction des coûts des matériaux nécessaires à la fabrication de ses systèmes de batteries, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### **3.2.6 Risque associé à la défaillance des produits commercialisés par le Groupe**

En raison de la complexité technologique des systèmes de batteries qu'il fabrique, le Groupe n'est pas en mesure de garantir que ses clients ne seront pas confrontés à des défaillances ou difficultés liées à la qualité de ses produits. En effet, les packs et modules de batteries du Groupe intègrent des cellules lithium-ion. Or, les cellules lithium-ion peuvent libérer rapidement l'énergie qu'elles contiennent en dégageant de la fumée et des flammes ce qui pourrait enflammer les matériaux à proximité ainsi que d'autres cellules lithium-ion. Bien que les packs et modules de batteries du Groupe soient tolérants aux défaillances d'une seule cellule et, par conséquent, conçus pour contenir la libération d'énergie d'une seule cellule sans qu'elle se propage aux cellules voisines, une défaillance sur le terrain ou lors d'essais des packs de batteries pourrait se produire. A titre d'exemple, la société Unu GmbH fabriquant des scooters, a souhaité qu'une expertise soit menée sur les batteries fournies par la Société afin de déterminer si celles-ci avaient été défectueuses et pouvaient être à l'origine de différents incendies (voir section 18.7 du Document d'enregistrement). Ce résultat pourrait exposer le Groupe à des poursuites judiciaires, à des rappels de produits ou à des efforts de re-conception, qui pourraient être longs et coûteux.

Par ailleurs, la perception négative du public concernant l'adéquation des cellules lithium-ion pour les applications de mobilité ou tout autre incident pouvant impliquer des cellules lithium-ion, tel qu'un incendie de véhicule, même si cet incident n'implique pas de véhicules contenant les packs de batteries du Groupe, pourraient nuire à l'activité et à la réputation du Groupe. En outre, toute défaillance d'un véhicule électrique ou d'un produit de stockage d'énergie d'un concurrent pourrait également entraîner une publicité négative indirecte pour le Groupe et ses systèmes de batteries. A titre d'exemple, en avril 2021, du fait de la gravité des incendies et explosions survenus, la préfecture des Pyrénées-Orientales a ordonné la suspension de la commercialisation des batteries au lithium de la marque « Energy Cases » de la société SAS P.C.E.

En dépit de l'expérience acquise à l'occasion du développement de projets de mobilités, le Groupe reste à un stade d'apprentissage des technologies et de découverte des problèmes potentiels qui pourraient être liés à la qualité de ses produits. En particulier, le Groupe continue, en collaboration avec ses clients, à appréhender le fonctionnement et l'intégration de ses produits dans les systèmes et applications finales commercialisés. Le Groupe pourrait ne pas avoir anticipé tous les défauts ou les problèmes de qualité que les produits pourraient rencontrer compte tenu notamment de la quantité limitée d'expérience d'exploitation de ses clients avec ses systèmes de batteries. Les produits vendus dans des environnements exigeants tels que les transports publics, les équipements médicaux, les objets connectés, la domotique, la robotique et l'outillage professionnel pourraient requérir des caractéristiques

opérationnelles additionnelles qui pourraient interférer de manière imprévisible avec le bon fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe.

Bien qu'ayant développé des processus afin d'anticiper les déficiences technologiques de ses produits (via l'élaboration de tests) ou, le cas échéant, de répondre aux retours de produits et de mettre en œuvre les moyens correctifs nécessaires si un défaut était identifié, le Groupe pourrait toutefois ne pas être en mesure de détecter et de remédier à tous les défauts affectant les produits vendus et de gérer les difficultés relatives au retour des produits défectueux. Le traitement des déficiences identifiées pourrait entraîner des dépenses supplémentaires ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. En outre, le rappel de produits défectueux et le traitement des défauts identifiés pourraient avoir un impact défavorable sur l'image du Groupe et de ses produits.

Enfin, l'impossibilité pour le Groupe de répondre aux exigences de ses clients en termes de qualité de produits et de service après-vente pourrait donner lieu à des réclamations à son encontre, à une altération de la marque et, plus généralement, pourrait porter atteinte à sa réputation. Elle pourrait également avoir pour effet de détourner ses ressources d'autres allocations, dans la mesure où elle engendrerait des dépenses supplémentaires en matière de mise en conformité ou d'indemnisation, ce qui serait susceptible de nuire à ses efforts commerciaux et de marketing et pourrait ainsi avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

### **3.2.7 Risque lié aux systèmes informatiques**

D'une part, le Groupe s'appuie sur ses systèmes d'information pour assurer la conduite de ses activités (notamment pour le suivi de ses approvisionnements, ses commandes et la facturation de ses produits, la communication avec ses clients, la gestion de son personnel et la fourniture des informations nécessaires aux différents responsables opérationnels pour la prise de décisions). La gestion de son activité est ainsi de plus en plus dépendante des systèmes d'information (infrastructure, réseaux et applications informatiques). Malgré une politique de renforcement et un contrôle continu de la résilience et de la sécurisation des systèmes d'information, une panne ou une interruption importante résultant d'un incident (tels qu'une coupure d'électricité ou un incendie), d'un virus informatique, d'une attaque informatique ou d'une autre cause pourrait avoir un effet négatif sur la conduite de ses activités. La résolution de ces problèmes pourrait entraîner des investissements importants et non planifiés.

Par ailleurs, le Groupe externalise certains éléments de ses systèmes d'information et certaines activités dans le but d'optimiser la gestion de ses ressources, et d'améliorer l'efficacité et la sécurité de son infrastructure informatique. Il s'appuie ainsi sur la qualité du travail et l'expertise de ses prestataires de services en la matière, et est donc, en dépit du soin apporté à la sélection de ces prestataires et aux vérifications afférentes, exposé au risque de défaillance de leur part dans la réalisation de leurs obligations.

Le Groupe attribue également des droits d'accès à certaines parties de ses systèmes d'information à un nombre important de ses salariés mais également à des tiers, tels que des prestataires externes (prestataires informatiques ou consultants notamment). De ce fait, le Groupe est exposé au risque qu'un utilisateur puisse accéder à des données ou fonctionnalités auxquelles il n'était pas supposé accéder, ce qui pourrait conduire par exemple à la divulgation de données sensibles ou à la manipulation de données opérationnelles ou financières du Groupe.

D'autre part, le Groupe pourrait être sujet à des risques de sécurité des systèmes, des violations de données ou des cyber-attaques. Les cyber-attaques peuvent inclure des attaques par déni de service ayant un impact sur la disponibilité et la fiabilité du service client, l'exploitation de logiciels vulnérables, l'introduction de virus informatiques ou de logiciels malveillants dans les systèmes du Groupe afin de dérober des données confidentielles. A titre d'exemple, en 2020, le Groupe a été touché par une cyberattaque de type rançongiciel impactant pour quelques heures sa production en France. Le Groupe s'est alors appuyé sur l'assistance d'experts en cybersécurité afin de stopper la propagation de l'attaque,

préserver ses données et restaurer la disponibilité des systèmes informatiques affectés. Le Groupe a examiné les causes de l'attaque et a pris des mesures destinées à renforcer la sécurité de son système informatique. Il n'est toutefois pas à l'abri de nouvelles cyber-attaques, qui sont de plus en plus sophistiquées et peuvent être difficiles à détecter. De telles attaques pourraient notamment entraîner le détournement de la trésorerie, de droits de propriété intellectuelle ou de données ou avoir un impact opérationnel sur l'activité du Groupe. En outre, le Groupe est exposé aux erreurs involontaires ou aux actes malveillants de personnes qui ont un accès à ses systèmes mais qui excèdent la portée de leurs droits d'accès, ou qui modifient involontairement ou intentionnellement leurs paramètres.

La survenance de tels événements pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.3 Risques liés à la stratégie du Groupe**

#### **3.3.1 Risque lié à la gestion de la croissance rapide et de la transformation ainsi qu'à l'atteinte de la rentabilité du Groupe**

Le Groupe a connu une forte croissance de ses activités au cours des dernières années, passant d'un chiffre d'affaires consolidé de 27 653 milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2020 à 37 171 milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2021 et de 23 157 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 à un chiffre d'affaires consolidé de 62 060 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, et a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 44 % sur la période 2015-2020. Cette forte croissance s'est accompagnée d'une internationalisation de ses activités, avec par exemple l'ouverture récente d'un nouveau site de production en 2020-2021 en Inde. Le Groupe entend accentuer cette tendance en poursuivant une stratégie active d'expansion de ses activités à l'international (voir le paragraphe 5.3 « Stratégie » et le chapitre 10 « Informations sur les tendances » du Document d'enregistrement).

La stratégie de croissance du Groupe dépend en partie de sa capacité à développer de nouveaux produits, ce qui devrait le contraindre à utiliser sa trésorerie provenant des ventes réalisées ainsi que d'avoir recours à des sources de financement externes supplémentaires. Le Groupe ne peut garantir que la trésorerie provenant des ventes réalisées sera suffisante ou que des sources de financement supplémentaires seront disponibles, y compris à des conditions favorables, pour lui permettre de mettre en œuvre sa stratégie de croissance. Si la trésorerie n'était pas répartie de manière proportionnée entre les différents projets, ou si une initiative du Groupe s'avérait infructueuse, le Groupe pourrait ne pas atteindre son objectif de rentabilité à horizon 2023 et être contraint de retarder ou de réduire significativement sa stratégie de croissance, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

Par ailleurs, il existe un risque lié à la capacité du Groupe à mobiliser les ressources humaines et opérationnelles suffisantes et à prioriser les actions en vue d'atteindre à la fois les objectifs de transformation et les objectifs opérationnels.

En outre, les employés du Groupe pourraient ne pas être en mesure d'absorber la charge de travail supplémentaire induite par les projets de transformation, de maîtriser la complexité croissante et de délivrer leurs projets dans les temps impartis et au niveau de qualité attendu. Pour maintenir sa croissance et sa capacité d'innovation, le Groupe a par ailleurs réalisé des investissements substantiels, sans assurance au préalable qu'il réussira sa transformation ou bénéficiera d'un retour satisfaisant sur ces investissements.

#### **3.3.2 Risque lié aux acquisitions**

Au cours des dernières années, le Groupe a procédé à un nombre significatif d'acquisitions ciblées ayant fortement contribué à la croissance de ses activités (voir notamment le paragraphe 5.7 « Investissements » du Document d'enregistrement), dont certaines acquisitions significatives, telles

que les acquisitions des activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013.

Le Groupe entend poursuivre à l'avenir son développement en procédant à des acquisitions potentiellement significatives et ciblées notamment sur des pays stratégiques, afin d'étendre son empreinte géographique et enrichir son offre.

Dans le cadre de cette stratégie de croissance, le Groupe pourrait notamment rencontrer les difficultés suivantes :

- l'intégration de nouvelles sociétés pourrait engendrer des coûts substantiels, ainsi que des retards ou d'autres difficultés d'ordre financier et opérationnel ;
- les hypothèses avancées dans le plan d'affaires des sociétés acquises pourraient s'avérer incorrectes, notamment en matière de synergies et de performances ;
- le départ d'une partie des équipes de l'entreprise acquise, la violation le cas échéant des clauses de non-concurrence les liant au Groupe ou encore la naissance de litiges avec celles-ci ;
- la réalisation d'acquisitions dans un nouveau pays et/ou dans un pays qui n'est pas un des pays d'implantation du Groupe pourrait impliquer des risques accrus ;
- l'acquisition de nouvelles sociétés pourrait générer des contraintes juridiques imprévues, telles que l'apparition de passifs plus importants que ceux évalués lors de la phase de due diligence d'acquisition ;
- les *goodwills* enregistrés pourraient faire l'objet de dépréciations en raison de la survenance d'événements futurs défavorables (au 31 décembre 2020, les écarts d'acquisition enregistrés par le Groupe étaient de 1 523 milliers d'euros, dont 1 304 milliers d'euros provenaient de l'acquisition de Dow Kokam France réalisée en 2013) ;
- dans le cadre de prises de participation majoritaires ou minoritaires (comme c'est le cas dans la société NEO Capital par exemple (voir chapitre 6 du Document d'enregistrement)), l'apparition de désaccords avec, le cas échéant, les actionnaires minoritaires ou majoritaires, qui pourraient notamment affecter le processus de décision et la conduite des activités de la société concernée, voire la naissance de litiges avec lesdits actionnaires. Par ailleurs, au titre du pacte d'actionnaires de NEO Capital, Forsee Power pourrait être tenue de céder aux autres actionnaires de NEO Capital l'intégralité des titres qu'elle détient dans cette dernière dans le cas où Forsee Power ferait l'objet d'un changement de contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, au bénéfice d'une liste limitative d'entités concurrentes.

De manière générale, les bénéfices attendus des acquisitions futures ou réalisées pourraient ainsi ne pas se concrétiser dans les délais et aux niveaux attendus, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.3.3 Risque lié aux contraintes relatives au développement à l'international**

Le Groupe exploite ses activités en Europe et en Asie et a pour objectif de commercialiser ses produits dans le monde entier. Ainsi, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe réalisé hors zone « Europe » représentait 10,5 % du chiffre d'affaires consolidé total du Groupe. Le Groupe a en outre pour objectif de développer ses activités à l'international, notamment en Amérique du Nord. Le Groupe pourrait donc être confronté aux risques inhérents au caractère international de ses activités et de ses implantations, tels que notamment :

- des risques accrus en matière de corruption et d'éthique des affaires ;



- des modifications parfois importantes de la réglementation, notamment fiscale, ou son application imparfaite et des régimes fiscaux complexes ;
- des difficultés à obtenir l'exécution de contrats ou de décisions de justice ou des difficultés de recouvrement ou à obtenir l'exécution, ou à se conformer à, des dispositions légales vagues ou ambiguës ;
- la nationalisation ou l'expropriation de biens privés (expropriation sans indemnités suffisantes pour reconstruire l'usine à l'identique) ;
- l'exposition à des régimes juridiques divers, notamment en matière de propriété intellectuelle et de procédures collectives ;
- des droits de douane, des mesures protectionnistes et des obligations de licence pour l'import et l'export ;
- des difficultés à recruter ou fidéliser les salariés ;
- des mesures de contrôle des changes et autres interventions ou restrictions défavorables imposées par les gouvernements (notamment des limitations dans le versement de dividendes ou de tout autre paiement provenant des filiales étrangères, des retenues à la source ou toute autre imposition assise sur des paiements ou des investissements réalisés par les filiales étrangères et toute autre restriction imposée par les pouvoirs publics étrangers) ;
- le risque de guerre (avec un risque de mobilisation des salariés du Groupe dans les pays concernés) ;
- des troubles publics fréquents et des pratiques de corruption ;
- des risques de sanctions dans certains pays, pouvant notamment viser ses clients ou fournisseurs ou le risque d'un conflit entre les mesures de sanctions prises par différents pays, ou plus généralement la réglementation locale en vigueur, plaçant le Groupe dans une situation où le respect par le Groupe d'une mesure de sanction prise par un pays donné conduit à la violation par celui-ci d'une mesure de sanction prise par un autre pays ;
- des actes de terrorisme.

La survenance d'un ou plusieurs de ces risques pourrait affecter défavorablement l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.3.4 Risque lié aux équipes de management, dont M. Christophe Gurtner, et au recrutement et au maintien d'employés expérimentés**

La réussite du Groupe et sa croissance future dépendent notamment de la performance de son équipe de direction réunie autour de M. Christophe Gurtner, Président et fondateur du Groupe.

En cas d'accident ou de départ de l'un ou plusieurs de ces dirigeants et personnes clés, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de les remplacer rapidement, ce qui pourrait affecter sa performance opérationnelle.

En outre, dans le cas où ses dirigeants, son fondateur ou ses salariés clés rejoindraient un concurrent ou créeraient une activité concurrente, le Groupe pourrait en être négativement affecté. En effet, la recherche d'ingénieurs ayant une expérience dans les processus de fabrication des batteries, dépasse le nombre de personnes disponibles, et la concurrence pour attirer et retenir ces employés est intense. Cette concurrence est susceptible de s'intensifier si le marché des systèmes de batteries continue de croître comme prévu, ce qui pourrait nécessiter une augmentation de la rémunération des employés actuels au

fil du temps. Par ailleurs, le développement des activités du Groupe requiert l'acquisition, le maintien et le renouvellement de compétences en adéquation avec les évolutions et les attentes du marché. En raison de la nature hautement technique des systèmes de batteries du Groupe, ce dernier pourrait ne pas être en mesure de trouver des candidats qualifiés, de former son personnel aux solutions technologiques offertes par le Groupe ou encore de recruter et former les dirigeants nécessaires dans les zones géographiques ou segment d'activité dans lequel il intervient ou souhaite se développer. De plus, notamment en période de croissance forte, le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à recruter et conserver du personnel qualifié à des conditions économiques attractives pour le Groupe, représentant un risque de hausse des coûts salariaux et de baisse de la qualité des produits qu'il développe. Si le Groupe ne parvenait pas à faire face à ces défis posés par les ressources humaines, facteur clé pour son développement, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### 3.4 Risques de marché

#### 3.4.1 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque auquel est exposé le Groupe lorsqu'il éprouve des difficultés à faire face à ses besoins de trésorerie grâce à ses ressources disponibles.

Depuis sa création, le Groupe a financé sa croissance par un renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentations de capital successives, par apports en compte courant, ainsi que par le recours à l'endettement bancaire.

L'objectif du Groupe est de s'assurer en permanence qu'il dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance.

Au 30 juin 2021, la trésorerie du Groupe s'élevait à 4 195 milliers d'euros.

Le tableau ci-dessous présente les ressources disponibles (position de liquidité) du Groupe au 30 juin 2021 (se reporter à la note 7.13.2 « Gestion du risque de liquidité » des comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021) :

(En milliers d'euros)	Au 30 juin 2021
Autorisation de découvert	-
Sous-total facilités de crédit (a)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 195
Découverts bancaires - Trésorerie Passive	-
Liquidité nette (b)	4 195
Total position de liquidité (a) + (b)	4 195

Compte-tenu des éléments mentionnés à la section 3.6 du Document d'enregistrement (« Politique de gestion des risques ») concernant le risque de liquidité, à la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, le Groupe a procédé à la revue de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir au cours des douze prochains mois.

L'analyse des dettes financières du Groupe, par fourchette d'échéances, sur la base des échéances contractuelles résiduelles à la date de clôture est présentée à la note 8.11 des états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 inclus à la section 18.1 du Document d'enregistrement.

#### 3.4.2 Risque lié aux taux de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international. Il est donc sujet au risque de change provenant de différentes expositions en devises autres que l'euro, monnaie fonctionnelle de la Société et de

présentation des états financiers consolidés du Groupe. Le Groupe est exposé à un risque de change compte tenu des relations effectuées avec les participations situées en Chine, en Inde et en Pologne. Le Groupe est ainsi confronté au risque de change de la devise dollar américain (USD), du Yuan (RMB) et dans une moindre mesure du Zloty polonais (PLN), du dollar de Hong-Kong (HKD), de la Roupie indienne (INR) et du dollar de Singapour (SGD).

Le Groupe a mis en place des instruments de couverture de change sur le dollar américain (USD) à partir du premier semestre 2021.

Les flux d'encaissement réalisés en devises autres que l'euro le sont principalement en dollar américain (USD) et représentaient moins de 20 % du total des encaissements au 31 décembre 2020.

Bien que le Groupe contrôle et évalue sur une base régulière les tendances en matière de variation du taux de change, il ne peut néanmoins exclure qu'une évolution défavorable des taux de change des devises susvisées puisse avoir un effet défavorable sur sa situation financière consolidée et ses résultats.

### 3.4.3 Risque de crédit et/ou de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat conclu avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe. Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de retard dans les encaissements des clients ou en cas de faillite de l'un de ses clients. Il tend à ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis d'eux en essayant de diversifier la nature de sa clientèle et en développant sa part à l'export.

Le tableau suivant résume la situation des créances nettes du Groupe aux 31 décembre 2020, 2019 et 2018 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31 décembre 2020</b>	<b>31 décembre 2019</b>	<b>31 décembre 2018 (retraité)</b>
Créances clients	8 789	18 613	8 008
Dépréciation des créances clients	(184)	(104)	(80)
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	5 574	7 010	4 757
<b>Créances nettes</b>	<b>14 180</b>	<b>25 519</b>	<b>12 685</b>

Les ventes du Groupe auprès des dix premiers clients ont représenté 84 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 90 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021. Les deux clients avec lesquels le Groupe a réalisé les ventes les plus importantes représentaient respectivement 47 % et 14 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 58 % et 15 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021 ; ces clients sont présents sur le marché des véhicules lourds et respectent leurs engagements et notamment les délais de paiements vis-à-vis du Groupe. Le Groupe ne dispose pas de contrat d'assurance mais dispose de contrats d'affacturage dont la majorité à la date du Document d'enregistrement sont sans recours (voir section 8.2.1.6 du Document d'enregistrement). A la date du Document d'enregistrement, le Groupe étudie la mise en place de

solution de financement à l'acquisition des batteries du segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)*. A la date du Document d'enregistrement, le Groupe est exposé à un risque de crédit limité.

L'échéance des créances clients au 31 décembre 2020 était la suivante :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2020
<b>Créances clients</b>	<b>8 789</b>
Non échues	8 037
Echues	752

Si la solvabilité des clients venait à se dégrader, le Groupe pourrait être confronté à un risque de défaut accru concernant ses créances commerciales. Par exemple, si un client connaît des difficultés financières ou même une insolvabilité, le Groupe pourrait être dans l'incapacité de recouvrer les paiements en cours, ce qui entraînerait la radiation de ses créances. Des retards significatifs ou récurrents dans la réception des paiements, ou des incidents de créances irrécouvrables, pourraient avoir un effet négatif important sur l'activité, la situation financière, les résultats d'exploitation et les perspectives du Groupe.

#### 3.4.4 Risque lié aux taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt est liée à l'existence dans un groupe d'un endettement à taux variable dont le coût à moyen terme peut varier en fonction de l'évolution des taux d'intérêt.

Le Groupe est exposé de manière extrêmement limitée au risque de taux d'intérêt, dans la mesure où les dettes financières à long terme sont rémunérées à taux fixe.

Compte tenu de la nature de l'endettement financier, le degré d'exposition au risque de taux d'intérêt du Groupe est très limité au 31 décembre 2020.

### 3.5 Risques réglementaires et juridiques

#### 3.5.1 Risque lié à une évolution défavorable de la réglementation

Les systèmes de batteries du Groupe sont soumis à de nombreuses lois et réglementations locales, nationales et supranationales dans les juridictions dans lesquelles il opère et commercialise ses produits (voir chapitre 9 « Environnement réglementaire » du Document d'enregistrement).

Une modification ou un renforcement des dispositifs réglementaires applicables aux activités du Groupe, un durcissement de leur application, un conflit entre les lois et règlements adoptées par différents pays et/ou une évolution de leur interprétation par les autorités compétentes, pourraient entraîner des coûts ou des investissements supplémentaires qui pourraient être significatifs, à l'image des législations en matière de responsabilité environnementale telles que la réglementation environnementale relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le règlement 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 dit règlement « REACH » (*Registration Evaluation and Authorization of Chemicals*) relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur de nouvelles normes, telles celles relatives au recyclage des batteries (voir ci-dessous), pourrait engendrer des surcoûts ou des contraintes de logistique pour le Groupe. Les évolutions réglementaires pourraient également affecter les prix, marges, investissements et activités du Groupe, notamment si ces évolutions entraînaient des changements significatifs ou structurels du marché de la batterie pouvant affecter les parts de marché de la batterie dans l'e-mobilité, les volumes

produits ou les coûts de production. La survenance de l'un ou de plusieurs des événements susmentionnés pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

#### *Réglementation sur les piles et accumulateurs*

La directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs (modifiée par la directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013) impose à la fois une interdiction de mettre sur le marché des piles et accumulateurs contenant des substances considérées comme dangereuses et contient des règles spécifiques pour la collecte, le traitement, le recyclage et l'élimination des déchets de piles et d'accumulateurs. Elle impose un régime de « responsabilité élargie des producteurs » de piles et accumulateurs, rendant les producteurs, distributeurs ou personnes responsables de la mise sur le marché de tels produits et de la fin de vie de ceux-ci.

Ces dispositions ont été transposées en droit français et figurent actuellement aux articles R. 543-124 et suivants du Code de l'environnement (voir chapitre 9 « *Environnement législatif et réglementaire* » du Document d'enregistrement). Les producteurs de piles et accumulateurs doivent s'enregistrer sur un registre tenu par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). La Société est enregistrée en qualité de producteur de piles et accumulateurs.

À ce titre, la Société est tenue d'enlever ou faire enlever et de traiter ou faire traiter les déchets de batteries qui doivent être collectés séparément soit par les distributeurs dans le cadre de leur obligation de reprise des batteries usagées, soit par les collectivités locales responsables du ramassage des déchets. Le non-respect de ces obligations est susceptible d'entraîner la condamnation à payer des amendes pénales ou administratives, des frais significatifs pour le rattrapage des obligations ainsi que des risques de litiges avec des clients ou des tiers.

Par ailleurs, la Commission européenne a proposé, le 10 décembre 2020, un ensemble de mesures pour définir une nouvelle réglementation relative aux batteries afin de moderniser la législation de l'Union européenne ; cette réglementation devrait remplacer la directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 (voir chapitre 9 « *Environnement réglementaire* » du Document d'enregistrement). A la date du Document d'enregistrement, les éventuels impacts de cette nouvelle réglementation sur le Groupe sont en cours d'analyse.

En outre, le Groupe a connu une croissance des ventes de systèmes de batteries principalement depuis 2017. Dans la mesure où les batteries ont une durée de vie pouvant s'étendre de 8 à 15 ans selon la technologie utilisée ou le type de véhicules au sein desquelles elles sont installées, le Groupe prévoit que la première série de batteries en fin de vie lui sera retournée progressivement à horizon 2025. Le Groupe conçoit ses systèmes de batteries et mène des études afin de préparer la seconde vie des batteries, notamment en stockage stationnaire d'énergie (résidentiel, services publics,...) ou en collaboration avec des acteurs de la filière du recyclage. A la date du Document d'enregistrement, le Groupe ne dispose cependant pas d'une expérience industrielle de l'organisation de cette seconde vie ou du recyclage de batteries et ne peut anticiper avec certitude le volume ou le calendrier exact des premiers retours. Une incapacité du Groupe à organiser de manière efficace cette seconde vie ou à anticiper correctement le volume et le calendrier des retours de batteries pourrait avoir un impact négatif sur son activité voire sa réputation.

Compte tenu de l'historique d'exploitation limité des systèmes de batteries du Groupe, la direction a dû prendre des hypothèses concernant un certain nombre de facteurs relatifs au processus de retour des batteries, notamment le taux anticipé de retours de batteries pour cause de défectuosité, la durabilité et la fiabilité des batteries. Les hypothèses retenues pourraient s'avérer sensiblement différentes des performances réelles des systèmes de batteries du Groupe, ce qui pourrait amener le Groupe à engager des dépenses substantielles pour réparer ou remplacer des produits défectueux. Si les estimations du

Groupe s'avéraient incorrectes, bien que le Groupe ne soit pas contraint de racheter les batteries mais seulement de les reprendre gratuitement, il pourrait encourir des dépenses supplémentaires.

En outre, pour les nouveaux produits et les produits en cours de développement, le Groupe devra baser ses estimations de garantie sur les performances historiques de produits similaires, les résultats de tests et les informations recueillies au cours des activités de développement avec les clients. Si le Groupe n'était pas en mesure d'estimer avec précision les coûts de garantie futurs pour tout nouveau produit, il devrait reporter les revenus envisagés pour ce produit jusqu'à ce qu'il soit en mesure de déterminer une estimation raisonnable des frais de garantie associés.

La survenance d'un ou plusieurs de ces risques pourrait affecter défavorablement l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

#### *Réglementation sur les équipements électriques et électroniques et leurs déchets*

Le Groupe met sur le marché des batteries relevant de la réglementation sur les batteries. Il est directement concerné par la réglementation sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour certains composants électriques et électroniques composants la batterie. Ces produits sont également soumis au régime de responsabilité élargie du producteur et à des obligations de collecte et de traitement des batteries en fin de vie. Par conséquent, le non-respect de ces obligations est susceptible d'entraîner la condamnation à payer des amendes pénales ou administratives, des frais significatifs pour le rattrapage des obligations ainsi que des risques de litiges avec des clients ou des tiers

#### **3.5.2 Risque lié à la réglementation applicable aux véhicules électriques**

Les systèmes de batteries du Groupe sont utilisés comme composants dans les véhicules électriques. Or, tous les véhicules électriques vendus doivent être conformes aux normes de sécurité automobile internationales et nationales applicables, qui varient selon les différentes juridictions. Ainsi, l'incapacité des clients, constructeurs de véhicules, à satisfaire aux normes automobiles pourrait avoir un effet négatif important sur l'activité et les résultats du Groupe.

En outre, les réglementations liées à l'industrie des véhicules électriques étant en constante évolution, le Groupe pourrait avoir à engager des coûts importants afin de se conformer à ces réglementations évolutives.

Dans la mesure où les réglementations deviennent plus strictes ou évoluent, les composants ou les véhicules dans lesquels ils sont incorporés pourraient ne pas être conformes aux réglementations internationales, gouvernementales ou locales applicables, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les activités du Groupe. Par ailleurs, une mise en conformité par rapport à des réglementations évolutives pourrait engendrer des coûts significatifs, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

Enfin, au niveau international, il pourrait exister des lois dans des juridictions dans lesquelles le Groupe n'est pas encore présent ou des lois dont il n'a pas connaissance dans les juridictions dans lesquelles il est déjà présent, qui pourraient restreindre la vente de ses systèmes de batteries. Même pour les juridictions analysées par le Groupe, les lois dans ce domaine pourraient être complexes, difficiles à interpréter et soumises à des évolutions. Des limitations réglementaires interférant avec la capacité du Groupe ou celle de ses clients à vendre des systèmes de batteries pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

#### **3.5.3 Risque lié à la technologie et aux droits de propriété intellectuelle appartenant au Groupe ou utilisés par lui**

Les brevets et demandes de brevet (acquis depuis la reprise à la barre du tribunal de commerce en juillet 2021 des actifs attachés à la branche autonome d'activité d'Holiwatt dans le cadre de la procédure

collective ouverte à son encontre), marques, noms de domaines, technologies du Groupe faisant l'objet d'un droit de propriété et de manière générale tous les droits de propriété intellectuelle exploités par le Groupe ont vocation à jouer un rôle important dans la réussite des activités du Groupe. Si les mesures prises par le Groupe dans les pays dans lesquels il exerce ses activités pour protéger ses droits de propriété intellectuelle s'avèrent inefficaces, que des tiers violent ou font un usage non-autorisé des droits de propriété intellectuelle exploités par le Groupe ou, à l'inverse, si le Groupe violait les droits de propriété intellectuelle de tiers, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la réputation, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

Depuis la reprise en juillet 2021 des actifs attachés à la branche autonome d'activité d'Holiwatt, le Groupe est propriétaire de 21 brevets et demandes de brevet dans plusieurs pays. Si le Groupe, le cas échéant à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, n'a pas ou ne peut pas obtenir et conserver le droit exclusif d'utiliser ses brevets et demandes de brevet dans un pays donné, il pourrait être contraint d'engager des dépenses supplémentaires significatives pour commercialiser ses produits dans ce pays.

Le succès du Groupe dépend notamment de sa capacité à innover tout en évitant l'appropriation illicite ou la violation des brevets et autres droits de propriété intellectuelle de tiers. Les réclamations pour appropriation illicite ou violation de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle sont souvent coûteuses et longues, et si le Groupe ne parvenait pas à se défendre contre ces réclamations, il pourrait être contraint de cesser d'utiliser certaines technologies, de les modifier et/ou de payer des dommages-intérêts ou des redevances. Il est difficile de déterminer si les produits et les technologies du Groupe enfreignent les brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de tiers. Par ailleurs, certains concurrents du Groupe pourraient disposer de ressources plus importantes que celles du Groupe pour engager des actions en contrefaçon de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle. De plus, même si des tiers violent ou détournent les brevets, demandes de brevet ou d'autres droits de propriété intellectuelle du Groupe, les coûts liés au risque d'une action en justice contre ces tiers pourraient être trop élevés ou il pourrait ne pas être dans l'intérêt du Groupe d'engager de telles actions.

Le Groupe a développé, et entend continuer à développer, un nombre substantiel de logiciels (en partie fondés sur des codes « open-source »), de processus et de savoir-faire qui sont d'une importance clé pour le succès de son activité. Le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'obtenir une protection efficace de ses droits de propriété intellectuelle ou de son savoir-faire dans chacun des pays au sein desquels il est présent ou au sein desquels une telle protection est pertinente, et ses efforts pour protéger sa propriété intellectuelle ou son savoir-faire pourraient nécessiter la mobilisation de ressources financières, managériales et opérationnelles significatives. Malgré ses efforts, le Groupe pourrait ne pas parvenir à empêcher les tiers de violer ou de porter atteinte à ses droits de propriété intellectuelle ou à son savoir-faire. Par exemple, les employés qui quittent le Groupe peuvent aller travailler pour un concurrent et, dans le cadre de leur emploi au sein du Groupe, ont généralement accès à d'importantes informations confidentielles qui peuvent être (ou ne pas être) protégées par des droits de propriété intellectuelle. Bien que le Groupe s'appuie sur divers accords de confidentialité et mesures techniques pour protéger sa technologie, son savoir-faire et ses informations confidentielles, il n'existe aucune garantie que ces accords et mesures fourniront une protection suffisante en cas d'accès, d'utilisation non autorisés ou de divulgation de ces informations confidentielles.

Le Groupe pourrait enfin faire l'objet de poursuites affirmant qu'il a porté atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers, y compris du fait de l'affichage, de la publicité, de la distribution ou de la vente de produits fournis par ses partenaires. De telles poursuites pourraient engendrer des coûts substantiels pour le Groupe dans le cadre de sa défense et porter atteinte à sa réputation.

### **3.5.4 Risque lié aux contentieux et enquêtes en cours**

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, administratives, ou arbitrales notamment en matière de responsabilité civile ou pénale, de propriété intellectuelle, de concurrence, fiscale ou de discrimination. Les litiges les

plus significatifs en cours ou pour lesquels le Groupe a reçu des notifications sont détaillés en section 18.6 du Document d'enregistrement. Dans le cadre de certaines de ces procédures, des réclamations pécuniaires d'un montant important sont faites ou pourraient être faites à l'encontre d'une ou de plusieurs sociétés du Groupe. Au 30 juin 2021, le montant total des provisions pour risques et charges du Groupe s'élevait à 7 512 milliers d'euros dont 2 025 milliers d'euros au titre des contentieux et litiges en cours (voir la note 7.10.1 « Détail des provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2021). Les provisions éventuelles correspondantes, que le Groupe serait amené à enregistrer dans ses comptes, pourraient se révéler insuffisantes pour couvrir ces réclamations pécuniaires, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière, ses perspectives et ses résultats. Il ne peut être exclu que dans le futur de nouvelles procédures, connexes ou non aux procédures en cours, relatives aux risques identifiés par le Groupe ou liées à de nouveaux risques, soient engagées à l'encontre de l'une des entités du Groupe. Ces procédures, si elles connaissaient une issue défavorable, pourraient avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### 3.6 Politique de gestion des risques

La gestion des risques se rapporte aux mesures mises en œuvre par le Groupe pour identifier, analyser et maîtriser les risques auxquels il est exposé. Le dispositif de gestion des risques fait l'objet d'une surveillance régulière par les directions des entités opérationnelles du Groupe.

La gestion opérationnelle des risques et le contrôle interne relèvent de la responsabilité des directions opérationnelles et des filiales du Groupe, sous le contrôle fonctionnel du département qualité du Groupe. Le département qualité du Groupe est chargé (i) d'un suivi de la gestion des risques en collaboration avec le Comité exécutif (qui en réfère, le cas échéant, au Conseil de surveillance) et (ii) de la mise en place d'un dispositif de contrôle interne permettant de répondre aux risques identifiés.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité d'audit et des risques constitué au sein du Conseil d'administration de la Société sera notamment chargé de s'assurer de la pertinence, de la fiabilité et de la mise en œuvre des procédures de contrôle interne, d'identification, de couverture et de gestion des risques de la Société relatifs à ses activités et à l'information comptable financière et extra-financière. Le comité d'audit et des risques devra notamment entendre les responsables de l'audit interne (voir également le paragraphe 14.3 « Comités du conseil d'administration » du Document d'enregistrement).

A titre d'exemple, les plans d'actions et de politiques internes mis en place par les entités ou directions concernés pour gérer les risques majeurs identifiés par le Groupe (correspondant aux principaux risques évoqués dans les paragraphes 3.1 à 3.5 du présent chapitre) comprennent :

- *Risque lié aux évolutions technologiques* : Le Groupe est spécialisé dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées, il s'agit d'un secteur d'activité ayant fréquemment des avancées technologiques. La politique d'investissement significatif permanente en recherche et développement que le Groupe a mis en place et maintenu depuis plusieurs années lui a permis de développer, produire et commercialiser avec succès des systèmes de batteries qui ont pu lui permettre de conquérir des marchés en croissance en proposant notamment des produits fortement innovants. En outre, il maintient constamment une activité prospective et surveille de manière constante l'évolution des technologies potentiellement concurrentes du lithium-ion. Le Groupe a également construit sa stratégie pour réagir en cas d'évolutions technologiques qui viendraient perturber son activité et a notamment mis en place une veille concurrentielle constante et a développé au fil des années une intimité avec une grande majorité de ses clients lui permettant de suivre les évolutions en cours, et d'adapter son effort de recherche et développement ainsi que son outil de production en conséquence.
- *Risque lié à l'absence d'acceptation par le marché des technologies développées par le Groupe* : Le Groupe suit régulièrement l'évolution du secteur et considère qu'il y a aujourd'hui



peu d'acteurs internationaux pouvant répondre à la forte demande actuelle. En outre, le Groupe déploie une stratégie à l'international de production localisée lui permettant de développer une présence sur ses segments de marché afin de répondre aux politiques publiques de préférence locale, et aussi de répondre aux besoins de certains clients de disposer de plateformes de production globale. Le Groupe a par ailleurs mis en place un plan de productivité en lien avec son plan de développement produits lui permettant de maintenir sa compétitivité et de répondre aux attentes du marché, notamment en ce qui concerne la baisse du prix du kWh. Le Groupe a également acquis une maturité certaine au cours de ses dix années d'existence au regard d'acteurs plus récemment installés. Enfin, le Groupe développe des produits qui s'insèrent sur des cycles de vie longs et a adopté depuis longtemps une approche multi-vies permettant d'envisager des relais de croissance lorsque certains de ses produits deviendront obsolètes dans leur fonction première. Des perspectives peuvent aussi être envisagées en fin de parcours sur le recyclage des batteries. Enfin, la valorisation des données relatives à l'utilisation des batteries en vue de l'optimisation de leur fonctionnement est également un axe de croissance.

- *Risque lié à la concurrence* : Afin de minimiser ce risque, le Groupe maintient une stratégie d'innovation soutenue dans le but de se différencier de ses concurrents en termes d'offre de produits, tout en s'attachant à améliorer sa compétitivité. Ainsi, il a engagé une politique d'investissement dans certains pays dits à bas coût de main d'œuvre, tels que la Chine ou l'Inde en y implantant des unités commerciales et/ou de production. Le positionnement haut de gamme des produits du Groupe lui confère actuellement une certaine protection contre ce risque.
- *Risque lié à une évolution défavorable des politiques publiques de soutien aux énergies propres* : Bien que les politiques publiques puissent évoluer à l'avenir, le Groupe considère que la tendance actuelle est une tendance forte et à long terme qui pourrait même s'accroître à l'avenir compte tenu des éléments suivants :
  - la pression des populations au regard de la lutte contre le réchauffement climatique qui se traduit par une pression politique limitant la perspective d'un retour en arrière ;
  - l'approbation de l'ensemble des institutions significatives (Etats, Union Européenne, régions, municipalités) qui encouragent la mobilité électrique ;
  - la nécessité pour ces institutions de maintenir une politique de long terme et de maintenir la politique actuelle, compte-tenu des investissements significatifs requis tant pour les acteurs publics que privés.

En outre, d'autres incitations fiscales et d'autres mesures plus coercitives, telles que par exemple l'exclusion de véhicules à moteurs thermiques sur des périmètres croissants, ou l'obligation de recourir de façon plus généralisée à des véhicules électriques pour certaines applications, notamment pour les engins de chantier, ne sont pas à exclure pour permettre aux Etats et collectivités publiques d'atteindre les objectifs fixés et de répondre aux attentes des populations.

- *Risque lié à la compétitivité de l'énergie électrique par rapport aux énergies fossiles traditionnelles ou aux technologies alternatives* : Tout comme les différents acteurs de la filière, la stratégie de développement du Groupe est basée sur la recherche de la diminution régulière du TCO (*Total Cost of Ownership* ou coût total de possession) des applications fonctionnant avec les systèmes de batteries, afin de le rendre de plus en plus compétitif par rapport à ceux fonctionnant avec des énergies fossiles ou des énergies alternatives. La baisse constante du prix de revient de kWh, qui est une des réalisations et un objectif constant du Groupe sur ces applications clés et notamment pour le bus, permettent d'envisager et déjà d'observer une prise de conscience croissante des clients de l'attractivité de l'électrique par rapport aux systèmes à moteurs thermiques. De surcroît, les politiques fiscales de nombreux Etats restent pour le moment défavorables aux énergies fossiles et les restrictions croissantes de circulation des véhicules dits polluants dans les agglomérations conduisent mécaniquement de plus en plus

d'acteurs à se détourner des énergies fossiles. Par ailleurs, le développement d'énergies alternatives à l'électricité et non fossiles, comme par exemple l'hydrogène, sont pour l'heure moins favorables aux segments adressés par le Groupe, compte tenu de la complexité, du risque et du coût des infrastructures nécessaires. Il est à ce propos important de souligner que les bus fonctionnant à l'hydrogène avec des piles à combustibles nécessitent également des systèmes de batteries. A titre d'exemple, le Groupe est le fournisseur exclusif de systèmes de batteries pour l'un des leaders européens du bus à hydrogène. Enfin, la réduction des frais de maintenance et la prolongation de la durée de vie des batteries donnent des perspectives supplémentaires à la mobilité électrique.

- *Risque lié à l'exploitation des sites de production* : Le Groupe s'est doté d'un plan de continuité d'exploitation afin de répondre au mieux aux risques opérationnels identifiés. Ce plan est régulièrement mis à jour. Les sites de production du Groupe sont équipés d'alarmes et d'installations fixes d'extinction automatique à eau (*sprinklers*) sur le site de Chasseneuil-du-Poitou mis au point avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vienne (SDIS86) afin de faire face à d'éventuels incendies. Par ailleurs, conformément à la législation et à sa politique de gestion des ressources humaines, l'équipe de direction est engagée dans un dialogue social régulier avec les représentants du personnel afin de maintenir un climat social serein et de prévenir la survenance des risques identifiés. Cette politique est par ailleurs un atout mis en avant par le Groupe pour attirer de nouveaux talents et continuer à renforcer ses équipes dans un souci de recherche de l'excellence.
- *Risque lié à l'interruption des sites de production* : Le Groupe a mis en place un plan de continuité d'exploitation afin de prévoir les solutions alternatives nécessaires à la continuation de ses opérations. Afin de limiter les risques d'approvisionnement ou d'inflation des matières premières, le Groupe déploie une politique de maintien d'un niveau de stocks élevé pour les composants clés sur ses principaux sites de production. Le Groupe est également engagé dans une stratégie d'approvisionnement de produits standards afin de réduire la dépendance vis-à-vis de ses fournisseurs et de bénéficier de prix encore plus favorables. Enfin, le Groupe améliore régulièrement ses procédures de contrôle interne et ses outils afin de limiter les risques systèmes et de cyber criminalité.
- *Risque lié à la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses principaux clients* : Afin de limiter ce risque, le Groupe a d'une part pour objectif permanent de diversifier son portefeuille de clients afin de ne pas être dépendant d'un client unique ou d'un nombre trop limité de clients et, d'autre part, met en œuvre une stratégie globale visant à rechercher un équilibre au sein de son portefeuille d'activités (notamment en développant sa part à l'export). Par ailleurs, le Groupe a développé une relation forte avec ses principaux clients depuis de nombreuses années notamment en ayant joué avec succès un rôle de pionnier et d'accompagnateur dans la transition vers l'électromobilité de ces mêmes clients. Cette stratégie s'est matérialisée par une fidélité concrétisée par des partenariats avec des grands noms de l'industrie. La présence continue du Groupe auprès de ces clients, et cet accompagnement alors même que le marché commençait tout juste de se développer est un avantage unique dont dispose le Groupe par rapport à ses concurrents arrivés plus récemment sur le marché. Par ailleurs, la conception de certains produits des clients du Groupe, comme par exemple pour l'activité bus, est directement liée à la définition technique des systèmes de batteries développées par le Groupe, ce qui assure la pérennité de la relation pour plusieurs années, généralement jusqu'à la fin du cycle de production des modèles développés par ces clients. De plus, la notoriété du Groupe, sa maturité, sa présence à l'international ainsi que son effort significatif de recherche et développement sont des éléments limitant le risque de perte de clients, les concurrents disposant de caractéristiques s'approchant de celles du Groupe étant rares. Enfin, la présence du Groupe sur différents segments de marché ayant des cycles et réactions au marché différentes permet de dé-risquer naturellement le portefeuille du Groupe tout en saisissant des opportunités sur des segments intermédiaires. En outre, la présence du Groupe à l'international lui permet de répondre à la demande de certains clients de disposer de plateformes de production et de développement

international sur des projets globaux. A l'horizon fin 2023, le Groupe prévoit que ses ventes auprès de ses dix premiers clients devraient représenter environ 50 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

- *Risque lié à la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses fournisseurs* : Le Groupe veille dans la mesure du possible à disposer de plusieurs fournisseurs, à diversifier leur origine géographique et à choisir ceux proposant les produits les plus innovants, et mène un certain nombre d'initiatives, visant notamment à commander suffisamment longtemps en avance les composants et matières premières en ligne avec les besoins du client identifiés à l'avance avec ce dernier, afin de limiter le développement de relations de dépendance à l'égard de fournisseurs en particulier.
- *Risque associé à la défaillance des produits commercialisés par le Groupe* : Le Groupe a mis en place un système qualité assurant un contrôle à différentes étapes de la chaîne de production. De nombreux contrôles sont ainsi effectués pour réduire au minimum la possibilité d'une défaillance technique. Ces contrôles ont été bâtis sur l'expérience cumulée et diversifiée du Groupe, et sont renforcés dans le cas de survenances de défaillances nouvelles. L'organisation matricielle du Groupe avec une Direction Qualité rattachée à la Direction des Opérations dont le Chief Operating Officer est membre du comité exécutif du Groupe permet ainsi une forte réactivité en cas de défaut dont la responsabilité du Groupe serait démontrée. Le Groupe dispose également d'une équipe de service après-vente permettant d'assurer la gestion des réclamations et retours de produits, et organisée pour se rendre, le cas échéant, dans le cas par exemple de l'activité bus, dans les métropoles dans lesquelles sont utilisés ses systèmes de batteries afin de répondre au plus vite aux défaillances éventuelles. En outre, en lien avec le service après-vente, l'organisation du département qualité permet une étude approfondie des causes de défaillance du produit si nécessaire, en remontant à la cause et identifiant ainsi la responsabilité, client (utilisation non conforme aux caractéristiques vendues) ou Groupe. Enfin, le Groupe dispose également de couvertures d'assurances et revoit régulièrement les risques financiers en les provisionnant de manière qu'il estime adéquat.
- *Risque lié à la gestion de la croissance rapide et de la transformation du Groupe* : Le Groupe s'est bâti depuis dix ans à partir d'acquisitions successives et a ainsi développé une culture d'entreprise lui permettant d'appréhender sereinement le sujet de la croissance, externe ou interne, tant d'un point de vue financier qu'opérationnel. Cette expérience lui permet d'anticiper certaines étapes à franchir et d'être sélectif dans le choix et le cadencement de ses nouveaux projets d'expansion. Afin d'assurer l'adéquation de ses moyens technologiques et humains et de ses processus opérationnels à la forte croissance de ses activités, le Groupe met en œuvre plusieurs séries de mesures faisant l'objet d'un suivi régulier, tels qu'un plan de recrutement à long terme visant des profils à forte valeur ajoutée afin de garantir un niveau de compétences suffisant et la mise en place de comités de pilotage afin d'examiner l'atteinte des objectifs assignés aux projets en cours et prioriser les plans d'action et la mise en place de revues d'activité. Le Groupe met également en place des formations pour ses nouveaux salariés et propose des formations à l'ensemble des salariés tout au long de leur carrière afin de garantir un haut niveau d'expertise. Enfin, le Groupe veille à ce que ses procédures et contrôles opérationnels ou de *reporting* permettent un traitement exhaustif des informations qu'il reçoit (notamment financières), en adéquation avec la croissance de ses activités. Par ailleurs, la capacité de production déjà disponible et significative requière des efforts limités tant en ressources qu'en temps pour assurer une partie de la croissance à venir. Le Groupe et ses sites de production sont en effet déjà dimensionnés pour réaliser un chiffre d'affaires substantiellement supérieur à celui qu'il génère actuellement. Parallèlement, la structuration opérée par le Groupe avec à la fois une organisation régionale (deux régions aujourd'hui avec l'Europe et l'Asie, trois à l'avenir avec l'Amérique) ainsi que des fonctions transverses permet un déploiement rapide de nouvelles lignes de production ou de nouvelles implantations à l'international. A titre d'exemple, le nouveau site indien lancé en pleine pandémie de la Covid 19 a ainsi pu être rendu opérationnel très rapidement grâce à un système de lunettes connectées

permettant à la région Asie basée en Chine de mettre en place les lignes de production et de former les équipes indiennes à distance, les déplacements étant rendus impossibles par la pandémie. Enfin, le processus de standardisation en cours de certaines lignes de production permettra à l'avenir de bénéficier d'économies d'échelle et de capitaliser encore plus massivement sur le savoir-faire développé.

- *Risque lié aux équipes de management, dont M. Christophe Gurtner, et au recrutement et au maintien d'employés expérimentés* : Le Groupe a mis en place une organisation lui permettant d'assurer la continuité de ses activités en l'absence d'un ou plusieurs de ses membres clés sur une période prolongée. Par ailleurs la mise en place d'une organisation matricielle (région/fonction) depuis le mois de mai 2020 permet au Groupe de sécuriser le fonctionnement de ses opérations et la bonne circulation de l'information et des compétences. De plus, le Groupe maintient depuis de nombreuses années ses efforts de communications pour conserver et étendre sa notoriété auprès des tiers ainsi que de candidats potentiels qui pourraient être amenés à rejoindre ses équipes. A titre d'exemple, le travail entrepris par le Groupe autour de son plan ESG, et l'activité même du Groupe contribuant à réduire le réchauffement climatique, lui permettent naturellement d'attirer des talents sensibles à ces problématiques. C'est en particulier le cas de nombreux jeunes diplômés. Enfin, le Groupe est engagé dans un processus continu d'amélioration de ses outils lui permettant de fiabiliser la circulation de l'information et de pérenniser le savoir-faire et les compétences.
- *Risque de liquidité* : Les banques et partenaires financiers ont accompagné régulièrement le Groupe dans sa croissance organique et ses besoins de financement. Les actionnaires ont toujours apporté leur soutien financier dans le financement de celui-ci au travers d'injections en compte courant et d'augmentations de capital.

A la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, le Groupe considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir au cours des douze prochains mois compte tenu des éléments suivants :

- Au 30 juin 2021, la trésorerie du Groupe s'élevait à 4 195 milliers d'euros.
- De plus, le Groupe possède un carnet de commandes qui lui apporte une bonne visibilité sur ses ventes pour les mois à venir. Il reçoit également chaque semaine de nouvelles commandes de ses principaux clients, qui viennent étoffer ce carnet de commandes.
- Le Groupe dispose par ailleurs de plusieurs instruments de financement de son activité (voir les sections 8.2.1 et 8.3 du présent Document d'enregistrement pour la description des ressources financières, passifs financiers et la restriction à l'utilisation de capitaux) comprenant :
  - Les lignes de financement bancaire de 9 millions d'euros obtenues le 30 juin 2021 pour une période de 12 mois auprès de la Banque Populaire Val de France, de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, et du CIC. Ces lignes étaient non encore utilisées, et étaient donc disponibles, au 30 juin 2021.
  - Des lignes de financement contractées avec la BEI mises à disposition dans le cadre du contrat signé en décembre 2020. Parmi les 3 tranches obtenues, la Tranche B pour 8,5 millions d'euros et la Tranche C pour 10 millions d'euros étaient conditionnées à des covenants de niveau de chiffre d'affaires que le Groupe a d'ores et déjà atteint dès la clôture de l'exercice 2020. La Tranche B n'était pas encore utilisée et était donc disponible au 30 juin 2021. La tranche C de 10 millions d'euros est également conditionnée à la réalisation d'une augmentation de capital de 10 millions d'euros de la part d'un ou plusieurs actionnaires.

La Société estime pouvoir continuer à bénéficier de la mobilisation d'un ou plusieurs actionnaires, notamment dans le cadre de l'augmentation de capital préalable de 10 millions d'euros qui serait requise pour la libération de la Tranche C et la mise à disposition des 10 millions d'euros par la BEI, étant précisé que la Société n'envisage pas de tirer sur cette tranche C en cas de réalisation de l'augmentation de capital concomitante à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

- En complément, le Groupe dispose de plusieurs programmes d'affacturage (voir la note 3.3.10 des comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe au titre de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021 inclus à la section 18.2.1 du Document d'enregistrement).
- *Risque lié aux taux de change* : A la date du Document d'enregistrement, le Groupe ne détient aucun instrument dérivé de trading. Le Groupe dispose depuis avril 2021 d'un mécanisme de couverture de change afin de couvrir le risque sur le dollar américain (USD) au moyen de contrat à terme (*currency forward*) (voir la note annexe 3.3.19 des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021 figurant en section 18.2.1 du Document d'enregistrement). Par ailleurs, le Groupe travaille à équilibrer naturellement ses flux en devise, dans le cadre de ses négociations avec ses clients et ses fournisseurs. Ainsi, une partie des coûts engendrés en Yuan (RMB) est couverte par des encaissements dans la même devise réduisant ainsi le risque de change sur celle-ci. Les transactions dans les autres devises sont à la date du Document d'enregistrement considérées comme marginales à l'échelle du Groupe.
- *Risque de crédit ou de contrepartie* : Le Groupe a mis en place un suivi hebdomadaire des encaissements clients afin d'anticiper les risques potentiels de défaillance ou de litige, lui permettant de reporter régulièrement des soldes clients ne faisant apparaître que de très faibles retards. Par ailleurs, le Groupe a mis en place des conditions de prépaiements ou de paiements anticipés pour les clients qu'il juge potentiellement plus fragiles que les autres. Cette politique qui a porté ses fruits a vocation à perdurer, et limiter ainsi les risques de non recouvrement de créances.
- *Risque lié aux taux d'intérêt* : Le Groupe revoit régulièrement ses besoins de financement et anticipe la négociation ou renégociation de ses lignes de crédit afin de s'assurer de taux d'intérêts favorables.
- *Risque lié à une évolution défavorable de la réglementation* : Le Groupe investit des sommes significatives pour s'assurer qu'il conduit ses activités en minimisant les risques d'atteinte à l'environnement et effectue régulièrement les investissements nécessaires pour satisfaire aux exigences des réglementations. Par ailleurs, le Groupe a développé un service de reprise et de recyclage des batteries au lithium-ion usagées au bénéfice des utilisateurs de ces produits. Ce service permet aux utilisateurs de ces produits d'assurer à moindre frais une fin de vie respectueuse de l'environnement, tout en assurant une bonne gestion des ressources naturelles. Il permet par ailleurs au Groupe de respecter l'obligation de reprise et de recyclage que la directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs (modifiée par la directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013) impose aux producteurs de piles et accumulateurs situés dans les États de l'espace économique européen. En outre, le Groupe a mis en place des partenariats avec différentes sociétés spécialisées dans le recyclage des piles et batteries, tel que l'éco organisme français SCRELEC afin de remplir ses obligations de déclaration vis-à-vis de l'ADEME. Le Groupe a également mis en place une veille réglementaire effectuée par l'ensemble des départements. Par ailleurs, le contexte actuel montre une volonté politique forte d'accélérer l'électromobilité donnant un cadre clair et sécurisant pour les industriels du secteur. Enfin, la mise en place par le Groupe et le suivi d'un plan ESG permet d'anticiper certaines évolutions réglementaires à venir.

- *Risque lié aux contentieux et enquêtes en cours* : le Groupe suit régulièrement l'avancement des litiges potentiels ou avérés et fait appel au besoin à des conseils externes afin de l'assister dans les différentes procédures. Par ailleurs, le Groupe dispose de contrats d'assurance lui permettant de couvrir tout ou partie de ces litiges. Enfin, le suivi régulier des litiges permet d'ajuster le niveau de provisions nécessaires pour faire face aux obligations futures.

#### **4. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE**

##### **4.1 Raison sociale et nom commercial de la Société**

À la date du Document d'enregistrement, la dénomination sociale de la Société est « Forsee Power ».

##### **4.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société**

La Société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 494 605 488.

LEI : 969500S7F4LVSHHUZB87

##### **4.3 Date de constitution et durée**

La Société a été constituée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés en date du 28 février 2007, soit jusqu'au 27 février 2106, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

##### **4.4 Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités**

A la date du Document d'enregistrement, la Société a été constituée sous forme de société par actions simplifiée régie par le droit français et immatriculée au greffe du Tribunal de commerce de Paris sous le numéro 494 605 488.

L'assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à l'approbation par l'AMF du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme et d'adapter en conséquence ses statuts avec effet au plus tard à la date d'approbation du prospectus par l'AMF.

Le siège social de la Société est situé 1 boulevard Hippolyte Marques, 94200 Ivry-sur-Seine.

Les coordonnées de la Société sont les suivantes :

Téléphone : +33 1 85 51 30 30

Courriel : [Contact@forseepower.com](mailto:Contact@forseepower.com)

Site Internet : <https://www.forseepower.com>

Les informations figurant sur le site Internet de la Société ne font pas partie du Document d'enregistrement.

## 5. APERCU DES ACTIVITES

### 5.1 Présentation générale

Le Groupe est concepteur et fabricant de systèmes de batteries intelligents pour l'électromobilité. Acteur de la mobilité durable « zéro émission », le Groupe estime que cette activité peut contribuer à atténuer le changement climatique.

Le Groupe a développé depuis 2011 une expertise en solution de stockage de haute énergie et de haute puissance pour la mobilité légère et la mobilité lourde. Fort de cette expérience, il estime que les systèmes de batteries qu'il propose figurent parmi les plus performants des segments au sein desquels il est présent. Ces systèmes sont développés par ses ingénieurs à partir des cellules électrochimiques puis intégrés aux véhicules pour une première vie pendant une dizaine d'années. Dès l'origine, le Groupe développe des systèmes de batteries avec pour objectif qu'ils puissent être à l'avenir exploités dans le cadre d'une seconde vie en stockage stationnaire d'énergie ou en back-up de réseau, associés à la production d'énergie renouvelable comme des panneaux solaires. La Société a également pour ambition d'accompagner ses clients dans la gestion de la fin de vie et la valorisation des composants, tels que les cellules électrochimiques ou l'acier, en partenariat avec les acteurs de la filière du recyclage.

Le Groupe s'appuie sur une force commerciale internationale en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Ses clients sont présents dans les domaines de l'électromobilité et des dispositifs industriels et médicaux (*Industrial Tech*, activité, historique et minoritaire incluse comptablement dans le segment de la mobilité légère). La Société se positionne sur les marchés de l'électromobilité nécessitant des systèmes batteries complexes à haute valeur ajoutée : véhicules légers (deux et trois roues, karts, petits véhicules autonomes et robotiques) et véhicules lourds (bus, camions spéciaux tels que des camions miniers ou portuaires, véhicules non routiers pour la construction, l'agriculture et l'industrie, trains et navires). Le Groupe n'est en revanche pas présent sur le marché de la voiture particulière pour lequel les constructeurs développent eux-mêmes leurs technologies.

Le Groupe propose à ses clients une gamme complète de systèmes de batteries dans des formats et des combinaisons d'énergie et de puissance très variés afin d'accompagner les constructeurs de véhicules dans tous les scénarios d'électrification : charge au dépôt, charge rapide, hybridation moteur thermique ou pile à combustible (véhicules à hydrogène), toutes les configurations d'intégration (châssis, toit, arrière, portable ou embarquée pour les véhicules légers) et tous les cas d'usage.

Ce portefeuille de produits est complété par une offre de services pour accompagner les constructeurs et les collectivités dans l'électrification de leurs flottes. Cette offre s'étend de l'analyse des besoins techniques et technologiques du client (batterie / véhicule / infrastructure) à la structuration du financement de celui-ci avec une offre de location de batteries, véhicules, infrastructures de type '*mobility as a service*'.

Les systèmes de batteries du Groupe sont développés au sein des trois centres de recherche et développement du Groupe (Paris, Lyon et Zhongshan). Ils sont ensuite produits dans les 4 usines du Groupe en Europe et en Asie (France, Pologne, Chine et Inde).

A la date du Document d'enregistrement, le carnet de commandes du Groupe pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2027 s'élève à environ 1,0 milliard d'euros. Voir la section 7.1.2 pour une description détaillée des modalités de calcul du carnet de commandes.

La Société inscrit sa stratégie et son développement dans le thème de la durabilité. Il a ainsi pour objectif d'avoir un impact positif sur le climat, de limiter les conséquences sur le réchauffement climatique (innover dans des technologies efficaces et durables, aider ses clients et les villes à réduire leur empreinte carbone, étendre le cycle de vie de la batterie avec des applications de seconde vie, proposer une solution de financement pour accélérer la transition énergétique, prendre des mesures pour réduire sa propre empreinte carbone), sur l'humain (promouvoir la diversité et l'inclusion, créer une solide culture de la



santé, de la sécurité et de l'environnement, assurer le dialogue social, et les partenariats avec des écoles locales pour développer des programmes) et enfin sur l'environnement (adopter des comportements plus responsables vis-à-vis de sa consommation et ses déchets, réduire les consommations, améliorer la gestion des déchets et du recyclage).

## **5.2 Forces et atouts concurrentiels**

### **5.2.1 Un pionnier sur le marché de la batterie pour l'électromobilité fort de 10 ans d'expérience**

Le Groupe accompagne depuis plusieurs années de grands constructeurs internationaux comme Iveco Heuliez, Wrightbus, CaetanoBus ou Piaggio dans leur transition vers l'électrification de leurs véhicules et a pour objectif d'apporter des solutions technologiques performantes, sûres et durables.

Dès 2013, il équipe des bus électriques en Europe et en Amérique du Nord. Cependant, en Amérique du Nord, la Société a interrompu son activité principale sur le marché des bus électriques en 2016 compte tenu de l'obligation de disposer localement de sites de production (*Buy American Act* de 1933, renforcé en décembre 2015 par le *FAST Act* qui impose que les composants soient produits aux Etats-Unis à hauteur de 65 % en 2019 et de 70 % en 2020). La même année, le Groupe a développé son propre système de gestion de batterie (*Battery Management System*) haute puissance et a proposé des systèmes de batteries équipés d'un système de gestion thermique liquide, développé par les ingénieurs de ses centres de R&D en France.

Forsee Power a ensuite continué à innover, proposant dès 2014 des solutions fonctionnelles performantes avec des batteries de puissance à base de cellules Li-Ion NMC (recharge d'opportunité) puis les lancements successifs de batteries de haute énergie avec du Li-Ion NMC dès 2015 (ZEN 4, ZEN 35, ZEN 42...) permettant une autonomie sur une journée complète de service opérationnel ininterrompu, et de batteries de très haute puissance avec du Li-Ion LTO (PULSE 15, PULSE 2.5).

Depuis 2017-2018, le Groupe a accentué ses efforts de développement sur la réduction des coûts des produits afin de rendre à terme les coûts d'acquisition et d'exploitation plus économiques que les solutions thermiques. Cette évolution implique une innovation dans tous les domaines et disciplines de la conception des batteries (densité d'énergie des cellules, poids et coûts des matériaux, architecture électrique, logiciel, etc.). Parallèlement, le Groupe a proposé en 2018 des packs de batteries avec une approche « cell-to-pack » qui a pour fonction d'optimiser le volume des systèmes de batteries.

En 2021 le Groupe a lancé sa solution SLIM disponible pour les gammes ZEN, FLEX et PULSE qu'il estime être à ce jour les batteries les plus fines disponibles sur le marché (inférieur à 135mm) tout en conservant les mêmes performances opérationnelles.

Le Groupe cherche également constamment à innover afin de proposer des cycles de vie durables (jusqu'à 5 000 cycles), une densité d'énergie optimisée et un coût total de possession le plus avantageux possible pour ses clients avec pour objectif à horizon 2025 (en comparaison avec les niveaux de 2014) une densité énergétique multipliée par deux et un coût du kWh divisé par deux.

Le Groupe estime ainsi bénéficier d'une grande expérience des développements technologiques et de leurs applications commerciales concrète au sein de marchés dont la croissance est récente.

### **5.2.2 Une maîtrise technologique sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la conception à la production des systèmes de batteries complexes**

Fort de ses centres de R&D localisés en France et en Chine, de son expérience des technologies employées dans son industrie et des échanges avec ses clients, le Groupe propose aux constructeurs des systèmes de batteries dimensionnés pour répondre au plus près à leurs besoins techniques et commerciaux, en ligne avec les meilleurs standards du marché.

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe emploie une centaine d'ingénieurs rassemblant un ensemble d'expertises permettant un développement internalisé des solutions technologiques, l'industrialisation des produits ainsi que le suivi qualité et sécurité de ces produits.

Le modèle de développement de la Société repose sur la conception de modules de batteries standardisés afin de réduire les coûts de production et de proposer à ses clients des systèmes de batteries qui s'intègrent aussi simplement que possible non seulement aux différents types de véhicules mais aussi dans différentes parties de ces véhicules (châssis, toit, arrière) en fonction de leurs caractéristiques. Le Groupe est également agnostique quant à la forme des batteries ou à leur technologie sachant, qu'il dispose de l'expérience et du savoir-faire pour proposer un système de batteries adapté aux besoins de ses clients et aux spécificités de leurs véhicules. Il dispose en outre d'un grand nombre de fournisseurs de référence compte-tenu de cette souplesse technologique et de sa capacité à intégrer différentes technologies dans les systèmes qu'il propose à ses clients en fonction de leurs besoins. Cette stratégie vise à permettre au Groupe d'avoir un accès à différents marchés de spécialités tout en minimisant le risque de s'exposer à de potentielles internalisations de la production de système de batterie par leurs clients comme sur le marché de la voiture particulière.

Après une phase de discussions préliminaire durant laquelle le client fait état de son cahier des charges technique, les équipes projets du Groupe identifient le pack batterie le plus pertinent pour l'utilisation concernée et conçoivent avec les ingénieurs du Groupe le système de batterie adapté aux besoins du véhicule ainsi qu'à ses conditions d'usage. La relation contractuelle se matérialise sous la forme de simples commandes ou de contrats incluant le cas échéant un développement de systèmes en collaboration avec les clients concernés pour les véhicules présentant des caractéristiques et contraintes d'espace ou de puissance spécifiques. Dans ce dernier cas, les frais de développement peuvent être partiellement ou totalement assumés par le client concerné. Les flux commerciaux se matérialisent par la suite généralement via une estimation des volumes sur une période allant de un à trois ans comprenant une visibilité plus détaillée donnée par le client sur les douze premiers mois, des commandes fermes sur 6 mois avant production et un accord sur une réévaluation des prix tous les ans. Si les contrats long terme de l'ordre de 3 à 5 ans sont rares, un constructeur est a priori en pratique engagé dans la durée lorsqu'il fait le choix d'un système de batteries qui va être adapté à son modèle de véhicule. La relation commerciale dépend du succès des véhicules concernés, étant précisé que l'engagement commercial pour équiper un véhicule est généralement de deux à trois ans pour la mobilité légère, de quatre à cinq ans pour les bus et plus longue pour les trains.

La capacité du Groupe à proposer des produits standardisés ou fruits d'une collaboration technologique étroite favorise le positionnement du Groupe sur la durée de vie du véhicule comme partenaire unique ou privilégié.

### **5.2.3 Une gamme très large de produits et systèmes de batteries adaptée à une grande diversité d'usages et de marchés finaux**

Le Groupe a développé des gammes de systèmes de batteries complètes pour répondre aux besoins en énergie et/ou puissance des véhicules. Dans un même format de batterie, le Groupe peut proposer des systèmes de batteries d'énergie, de puissance ou d'une combinaison des deux. Ainsi, les systèmes de batteries du Groupe s'adaptent aux différents cas d'usage (topographie, kilomètres à parcourir, conditions climatiques), selon la nature du véhicule et/ou l'infrastructure de recharge en place ou à développer. Qu'il s'agisse d'un véhicule circulant durant toute une journée en toute autonomie ou d'un véhicule opérant par charge ultra rapide sur son parcours, le Groupe estime être en mesure d'apporter la solution qui s'intégrera au mieux dans le véhicule. Le Groupe propose également une gamme de batteries pour l'utilisation dans différents types de véhicules à hydrogène.

De la même manière, ces systèmes de batteries sont adaptés dans leur structure externe aux formats et aux espaces les plus contraignants. Ainsi, un même constructeur peut intégrer dans des véhicules similaires (même carrosserie) plusieurs solutions technologiques proposées par le Groupe (haute

puissance ou haute énergie) pour les différents usages souhaités (charge rapide/hydrogène ou charge au dépôt).

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe dispose de cinq gammes de produits : les gammes ZEN, FLEX et PULSE destinées aux véhicules lourds, la gamme GO destinée aux véhicules légers et la gamme LIFE destinée aux dispositifs médicaux.

Le Groupe dispose également des gammes de produits de Centum Adetel/ Holiwatt dont Forsee Power a repris une partie des actifs en juillet 2021 (voir section 6.3 du Document d'enregistrement). Ces gammes comprennent des systèmes embarqués de stockage d'énergie, des systèmes de charge rapide, des systèmes de récupération d'énergie, et des convertisseurs de puissance et convertisseurs auxiliaires, pour le domaine ferroviaire.

#### **5.2.4 Un focus sur des marchés à fort potentiel de création de valeur, avec un positionnement de leader européen sur ses marchés historiques (Europe/Asie)**

##### **5.2.4.1 Un focus sur les marchés combinant volumes et forte valeur ajoutée**

Les marchés de l'électromobilité sont multiples et recouvrent un spectre large allant des secteurs de niche tels que l'aérospatial et la défense aux segments de masse de la voiture particulière et des camions fabriqués en grande série.

Forsee Power se concentre sur les marchés de taille moyenne combinant volumes et forte valeur ajoutée.

En effet, les marchés de niche sont extrêmement spécifiques et ne représentent pas de volumes conséquents ni même de spécifications technologiques applicables à d'autres segments de marchés.

A l'inverse, les constructeurs positionnés sur des marchés de masse (comme les véhicules particuliers ou les camions de grande série) décident souvent de concevoir et de fabriquer leurs propres systèmes batteries et n'ont pas recours à un fournisseur indépendant. Cependant, sur le marché des camions, le Groupe estime que les constructeurs de taille moyenne qui n'auront pas la taille critique pour concevoir leurs batteries, les constructeurs de véhicules spéciaux et les constructeurs de camions à hydrogènes (fabriqués en grande série mais dotés de batteries de puissance plus technologiques) ont jusqu'à présent et devraient continuer à faire appel à des acteurs de batterie spécialisés.

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe est principalement présent sur les marchés du bus (Wrightbus, Caetano, Iveco Heuliez), du rail (Alstom), et des véhicules non routiers et spéciaux (camions miniers, pelleteuses, engins de construction agricole ou industrielle pour des clients tels que Tembo ou Kubota). Avec des volumes conséquents mais nécessitant des systèmes de batteries complexes, le marché du bus est celui qui présente à la date du Document d'enregistrement la majeure partie des revenus du Groupe et dont la rentabilité est estimée par la Société la plus importante. Par ailleurs les technologies développées pour cette application bénéficient à d'autres secteurs tels que le rail, la marine, les véhicules non routiers et les camions à usage spécial, marchés spécifiques en pleine croissance.

Le Groupe se positionne également sur le segment des véhicules légers, tels que les scooters et les véhicules à 3 roues, nécessitant des systèmes de batteries plus complexes que les batteries pour vélos (où le Groupe a choisi de ne pas être présent à part sur des produits à forte valeur ajoutée (voir section 5.4.3.1 du Document d'enregistrement)). La Société estime que ce segment offre des opportunités de croissance avec des volumes plus importants que le bus, mais inférieur au marché de masse de la voiture particulière.

Enfin, le marché des camions électriques, notamment à travers ses applications hydrogènes, constitue une opportunité supplémentaire pour laquelle le Groupe estime disposer de la capacité à proposer des systèmes adaptés dans le futur.

#### 5.2.4.2 Forsee Power, un leader européen sur ses principaux marchés en Europe et en Asie

Sur ces différents marchés, le Groupe occupe une place de référence.

Le Groupe estime être leader en Europe sur le secteur des bus en nombre de références client. Sur le marché du bus électrique (100 % batteries (*Battery Electric Vehicle*) et à pile à combustible (*Fuel Cell Electric Vehicle*)), le Groupe compte en effet, à la date du Document d'enregistrement, dix constructeurs dans ses références, dont 4 constructeurs de bus européens, notamment IVECO Heuliez (eWay), Wrightbus et Caetano qui s'équipent avec plusieurs technologies du Groupe (ZEN, PULSE, FLEX), le cas échéant sous forme de partenariat exclusif (Wrightbus).

Le Groupe se positionne également comme un équipementier de référence sur le marché naissant des véhicules « *off-highway* » (agriculture, construction, mines) et compte, à la date du Document d'enregistrement, une dizaine de références sur ce segment de marché. Le Groupe a notamment signé récemment un partenariat avec Kubota, un des leaders japonais des véhicules non routiers (voir section 5.5.3.4 du Document d'enregistrement).

Partenaire d'Alstom pour l'hybridation du TER Alstom, le Groupe équipe également les locomotives de maintenance de SOCOFER, se positionnant ainsi sur le marché ferroviaire. Ce positionnement a été renforcé en juillet 2021 par la reprise à la barre du tribunal de commerce des actifs attachés à la branche autonome d'activité d'Holiwatt qui fournit des produits et des systèmes de management de puissance pour le ferroviaire (voir section 6.3 du Document d'enregistrement).

Enfin, le Groupe bénéficie d'une certification DNV (*Det Norske Veritas*) pour les applications marines. Il s'agit d'une certification internationale de référence pour les composants et systèmes pour le secteur de la marine et du off-shore qui permet au Groupe de figurer sur la liste des fournisseurs pour les industriels du secteur.

Le Groupe est également présent sur le marché des véhicules lourds à hydrogène avec une offre de systèmes de batteries pour une utilisation sur route, sur rail ou sur navigation (maritime et fluvial). Le Groupe est notamment le partenaire exclusif de Wrightbus pour équiper ses bus à hydrogène standards et à double étages ainsi que le partenaire de Caetano pour son bus à hydrogène H2.City Gold. Wrightbus, un des leaders mondiaux du bus à hydrogène, a accumulé plus de deux millions de kilomètres d'expérience avec ses bus à hydrogène équipés de batteries Forsee Power qui circulent dans plusieurs villes du Royaume Uni. Caetano est également un leader en Europe, notamment au Portugal et à Londres. Les systèmes de batteries Forsee Power sont compatibles avec toutes les piles à combustibles et le Groupe a déjà pu expérimenter avec succès l'interface avec les piles à combustible de Ballard et Toyota. Dans le domaine maritime, le Groupe a équipé le navire à hydrogène Energy Observer qui fait actuellement un tour du monde de six ans (2017-2022) afin d'optimiser ses technologies et de promouvoir des solutions durables pour la transition énergétique.

D'autre part, le Groupe est un acteur de premier plan sur le marché du véhicule léger en Asie et en Europe. Il compte parmi ses références Piaggio, le leader européen du deux-roues, et accompagne de nombreux constructeurs et équipementiers en Chine et en Inde dont notamment Bosch, Niu, Znen et Doohan. Le Groupe estime être le seul fabricant européen à bénéficier d'un tel positionnement en Asie avec une double présence industrielle en Chine et en Inde. La force du Groupe est aussi d'accompagner le parcours clients des constructeurs et équipementiers qui exportent depuis la Chine les véhicules vers l'Europe où le Groupe peut assurer le service après-vente au sein de son site en Pologne.

#### 5.2.5 Une capacité à accompagner la dynamique du marché de l'électromobilité

Le Groupe bénéficie d'une capacité de production globale de près de 1 GWh en 2021 en Europe (France et Pologne) et en Asie (Chine et Inde), localisée pour accompagner la montée en puissance de l'électromobilité mondiale (voir section 5.4.1 du Document d'enregistrement). Evolutive, la capacité de

production est également polyvalente puisque la localisation de la production est définie selon celle des clients, s'appuyant sur une chaîne d'approvisionnement la plus locale possible et permettant ainsi de réduire l'empreinte carbone liée au transport à la fois des approvisionnements et des livraisons aux clients.

Le Groupe dispose d'une grande expérience dans la création d'unités de production, notamment en France avec l'installation d'une nouvelle usine près de Poitiers pour lancer la production en série des systèmes de batteries pour véhicules lourds et en Inde où le Groupe a mis en place très rapidement des lignes de production pour le marché des véhicules légers.

Les lignes de production sont dessinées par les ingénieurs industrialisation du Groupe en s'appuyant sur les ingénieurs R&D qui développent les systèmes de batteries dans leur intégralité et maîtrisent ainsi les contraintes liées à la production de ces systèmes et de leurs composants. Le Groupe sous-traite ensuite la fabrication des lignes d'assemblage auprès des spécialistes de la fabrication de lignes d'assemblage.

#### **5.2.5.1 Des capacités industrielles et commerciales permettant de saisir les opportunités de croissance**

Depuis sa création, le Groupe a cherché à mettre en place un maillage industriel lui permettant de répondre aux besoins de ses clients internationaux et de localiser la production au plus près des marchés. En 2011, le Groupe a ainsi réalisé l'acquisition des unités de production d'Uniross Batteries en Chine, un site opérationnel depuis 2003, et d'un site en France avec le rachat de E.R.S.E. lui donnant accès à une technologie de batteries pour véhicules lourds. L'année suivante, le Groupe a fait l'acquisition d'Energy One dont le site de production se trouve en Pologne. En 2013, l'acquisition de Dow Kokam France a renforcé le Groupe dans le domaine des systèmes de batteries pour véhicules lourds. En 2015, l'usine chinoise a été agrandie pour accompagner la croissance sur le marché des véhicules légers en Asie. En 2018, la Société a établi un nouveau site de production près de Poitiers pour l'industrialisation de ses systèmes pour véhicules lourds, portée par la forte croissance du secteur bus. En 2020, le Groupe a établi une base industrielle en Inde afin de produire des systèmes de batteries localement et être ainsi éligible au programme de subvention de la mobilité électrique lancé par le gouvernement indien (programme FAME II).

Les usines sont également dimensionnées pour faire évoluer les capacités de production et accompagner la croissance de la demande des clients du Groupe, avec pour objectif une production installée de plus de 2 GWh à horizon 2023. D'une part, la définition actuelle des usines autorise l'augmentation progressive de leur capacité (doublement environ) par l'ajout de lignes d'assemblage supplémentaires, soit par simple duplication soit par l'installation de nouvelles lignes. D'autre part, les équipes de production sont calibrées de manière à pouvoir produire en trois équipes, permettant ainsi aux usines du Groupe de pouvoir opérer 24h/24 pour absorber d'éventuelles variations de demande. Ensuite, l'augmentation capacitaire se fera par l'accroissement des sites du Groupe et de nouvelles implantations.

#### **5.2.5.2 Une solide histoire actionnariale et de partenariats industriels**

Depuis sa création, le Groupe bénéficie d'une structure actionnariale et de partenaires financiers solides pour l'accompagner dans son développement.

Fondée en 2011 par M. Christophe Gurtner, l'entreprise peut accélérer son développement et mettre en œuvre ses projets stratégiques au début de l'année 2013 grâce à l'arrivée au capital d'Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners), notamment le rachat de Dow-Kokam France en fin d'année 2013 (anciennement SVE-Dassault, préalablement détenue puis cédée par Groupe Industriel Marcel Dassault, la holding de la famille Dassault). Cette opération s'accompagna d'un réinvestissement de la holding de la famille Dassault en 2014 et permit au Groupe de poursuivre son développement sur les technologies de batteries pour les véhicules lourds dont le FLEX 7, produit historique du Groupe.

En 2017, le conglomérat japonais Mitsui & Co. est également entré au capital. Cette année-là, la Société annonçait une levée de fonds de 55 millions d'euros pour soutenir l'industrialisation de ses systèmes de batteries. Ce financement a été apporté par Mitsui & Co., Ltd. (Mitsui), la Banque Européenne d'Investissement via le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners). Ce financement a permis au Groupe de décupler ses capacités de production et de démarrer la production en série des systèmes de batteries intelligentes en Europe et en Chine à destination notamment des marchés du transport (bus, rail, camion, bateau, scooter). Mitsui est également un partenaire stratégique du développement du Groupe dans de nouvelles géographies et sur de nouveaux segments de marché. Mitsui bénéficie en effet d'un maillage de bureaux internationaux et de relations avec des constructeurs et équipementiers sur tous les continents. En 2020, la relation avec Mitsui a permis à la Société de s'établir très rapidement en Inde, bénéficiant d'un support commercial, juridique, administratif et industriel des équipes de Mitsui sur place. Mitsui a également été un facilitateur pour la mise en place du partenariat avec Kubota, un des leaders mondiaux des véhicules non routiers, pour qui Forsee Power développe un système de batteries pour équiper ses moteurs hybrides (voir section 5.5.3.4 du Document d'enregistrement). Au premier trimestre 2021, la Société a ouvert une représentation commerciale au Japon.

En 2018, le Groupe a annoncé l'entrée à son capital du fonds Sociétés de Projets Industriels (SPI), opéré par Bpifrance, avec un investissement d'un montant de 15 millions d'euros.

En 2020, dans le contexte de crise sanitaire de la COVID-19, les partenaires financiers du Groupe lui ont apporté leur soutien financier pour son développement (voir section 3.6 du Document d'enregistrement).

Au-delà de l'accompagnement financier, le Groupe s'est entouré de partenaires industriels de premier plan pour développer son activité tout au long de la chaîne de valeur notamment des fournisseurs de cellules comme LG, Toshiba, Kokam ou Xalt, des constructeurs et équipementiers leaders sur leurs marchés comme IVECO, Alstom, Piaggio, Bosch ou Kubota jusqu'aux acteurs de la filière recyclage tels que la SNAM et Veolia en France.

#### **5.2.5.3 Un management expérimenté et reconnu**

Le développement du Groupe est piloté par une équipe de direction organisée autour de son Président et fondateur, M. Christophe Gurtner. Le comité exécutif du Groupe est composé de 10 membres disposant d'une expérience cumulée dans l'industrie de la batterie de plus de 100 ans avec une forte culture d'excellence opérationnelle, une solide dimension internationale et une expérience reconnue dans le secteur automobile. Afin d'aligner leurs intérêts sur la performance du Groupe, les membres de l'équipe de direction sont intéressés à la performance du Groupe par l'attribution gratuite d'actions et d'options de souscription d'actions. Le Groupe a l'intention d'associer encore davantage les dirigeants aux performances et au succès du Groupe en mettant en place un plan d'intéressement à long terme dans le cadre de l'admission des actions de la Société à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext Paris (voir section 13.1.2 du Document d'enregistrement).

Au cours des dernières années, l'équipe de direction du Groupe a réussi à étendre la gamme de système de batterie, à favoriser la croissance de l'activité du Groupe et l'augmentation du nombre de clients à la fois sur ses segments d'activité mais également géographiquement. Au 31 décembre 2020, les effectifs, composés de 519 personnes, étaient ainsi répartis à hauteur de 60 % en France, 30 % en Chine et le solde réparti entre la Pologne, l'Inde et les représentations commerciales internationales. Cette croissance à la fois technologique et géographique est fondée notamment sur une organisation intégrant des équipes centralisées pour la gestion des fonctions finance, achats et chaîne d'approvisionnement, innovation, opérations et des équipes locales expertes des marchés et fonctionnement propres à chaque pays, notamment en coordination avec le comité exécutif.

### 5.3 Stratégie

La stratégie du Groupe est d'accroître ses capacités industrielles pour porter un déploiement géographique (5.3.1), d'accroître sa présence sur les marchés actuels et se développer sur les nouveaux secteurs les plus dynamiques (5.3.2), d'enrichir son offre de services (5.3.3), d'étendre le portefeuille client (5.3.4), de renforcer son avance technologique et la performance de ses batteries (5.3.5) et de procéder à des opérations de croissance externe (5.3.6).

Par ailleurs, afin de financer le développement de sa croissance, le Groupe a pour ambition de lever un montant d'environ 100 millions d'euros dans le cadre de l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. A titre illustratif, cette opération aurait comme objectifs l'innovation et le développement de nouveaux produits (à hauteur d'environ 30 millions d'euros), l'accélération du développement industriel à l'international (à hauteur d'environ 30 millions d'euros), la réalisation d'opérations opportunistes de développement (à hauteur d'environ 10 millions d'euros) ainsi que, pour le solde, le financement des besoins généraux du Groupe (à hauteur d'environ 30 millions d'euros). Postérieurement à cette opération, la Société entend également bénéficier du renforcement de ses capitaux propres pour renégocier ou refinancer certains contrats de financement et bénéficier de meilleures conditions d'emprunt.

#### 5.3.1 Accroître les capacités industrielles pour porter un déploiement géographique

La stratégie du Groupe repose sur une empreinte industrielle au plus près de ses marchés cibles.

##### 5.3.1.1 Augmenter les capacités de production dans les géographies existantes (Europe, Inde, Chine)

Au cours des dernières années, la Société a développé ses capacités industrielles pour atteindre une capacité installée de l'ordre de 1GWh à la date du Document d'enregistrement afin de suivre et d'anticiper la croissance des marchés de ses clients actuels et d'acquérir de nouveaux clients. La Société souhaite bénéficier du caractère extensible de ces sites de production actuels (surfaces construites disponibles pour l'ajout de lignes de production ou surface foncière disponible pour construire des bâtiments supplémentaires) pour augmenter ses capacités de production, permettant par là même d'atteindre une masse critique des sites industriels actuels et de servir plus de clients à partir de ces bases. L'objectif à horizon fin 2023 est d'avoir une capacité de production installée de 2 GWh.

##### 5.3.1.2 Construire une base industrielle aux Etats-Unis

La Société prévoit de construire (directement ou par le biais d'une acquisition) une base industrielle aux Etats-Unis afin d'adresser le marché des véhicules commerciaux en plein essor, principalement les bus, trains et véhicules *off-highway*. Une telle implantation serait non seulement un moyen d'optimiser les coûts et la chaîne d'approvisionnement, qui commence à s'implanter sur le continent (projets de gigafactories de LG Energy Solutions et Xalt notamment) mais aussi une exigence de certains marchés clés comme le marché du bus urbain qui exige une implantation locale afin de respecter le *FAST Act* (70 % de la valeur devant être produite localement dans le cadre des marchés publics). Le Groupe prévoit ainsi de procéder par voie de croissance organique ou externe. Au titre de la croissance organique, le Groupe entend trouver un site de production, recruter localement des équipes de direction et de production (de l'ordre de 120 salariés intervenant dans la production de systèmes à horizon 2027), dupliquer la production des produits et des lignes de produits existants, couvrir les besoins de clients actuels ainsi que de clients locaux avec sa ligne de systèmes de batteries mais également de systèmes conçus spécifiquement pour ce marché et favoriser l'émergence d'un centre de compétences locales. Alternativement, le Groupe cherchera, via l'acquisition d'un acteur local, à créer des synergies avec ses activités existantes ainsi qu'à étendre ses activités et compétences locales. L'objectif du Groupe est d'atteindre une capacité de production de 1GWh aux Etats-Unis d'ici à 2027, ce qu'il estime impliquerait plus de 13 millions d'euros sur la période en dépenses d'investissements.

### 5.3.2 Accroître la présence sur les marchés actuels et se développer sur les nouveaux secteurs les plus dynamiques

Les marchés de très gros volumes (automobiles) ne constituent pas un axe de développement des activités du Groupe. Ces marchés sont en effet caractérisés par des marges faibles et une internalisation des productions par ses clients.

La Société s'est à ce jour concentrée sur le démarrage de segments de marchés importants comme le bus et le scooter, qui lui ont permis de lancer une production industrielle avec des effets de gammes et de plateformes technologiques. La Société se développe par ailleurs sur de nouveaux segments de marché (*off-highway*, ferroviaire, marine) doté d'un potentiel de croissance important.

Ces différents marchés sont à des phases de développement différents.

La stratégie commerciale du Groupe est de renforcer sa présence dans ses marchés actuels (comme les véhicules légers et les véhicules commerciaux, qui représentaient à eux deux environ 75 % des revenus du Groupe au 31 décembre 2020) sur lesquels il a acquis une position de leader, et de développer progressivement les marchés émergents qui constituent de puissants relais de croissance.

#### 5.3.2.1 Véhicules lourds

##### **Véhicules commerciaux : Bus, camions et véhicules spéciaux**

Sur le marché des véhicules commerciaux, la stratégie de la Société est de renforcer sa position en :

- accompagnant ses clients actuels dans leur croissance, en étoffant sa gamme de produits et de services ; l'offre de « *battery as a service* » compte parmi les avantages compétitifs que la Société peut partager avec ses clients pour leur permettre de gagner des nouveaux marchés ;
- élargissant sa base de clients dans ses marchés actuels ;
- diversifiant les types de véhicules équipés de ses batteries ; en effet, au fur et à mesure des évolutions de ses technologies, la Société permet à ses clients de viser de nouvelles applications et ainsi ouvrir des nouveaux marchés :
  - o des formats de bus à plus forte autonomie, rendus possibles du fait de l'accroissement de la densité énergétique, et permettant d'adresser les marchés de bus interurbains ;
  - o des formats plus flexibles permettant d'adresser des nouveaux types de véhicules (camions et véhicules spéciaux) ;
- développant des nouveaux marchés, notamment en Asie et en Amérique du Nord, en s'appuyant sur l'expérience et la crédibilité de la Société en Europe et sur la localisation de ses productions.

##### **Véhicules « Off-highway »**

Le « *off-highway* », marché en devenir, jouit de très puissants moteurs de croissance du fait des réglementations antipollution et de santé publique pour les engins non routiers comme la norme Stage en Europe et Tier aux Etats-Unis qui visent à limiter les valeurs admissibles d'émissions de particules fines, en particulier de dioxyde d'azote.

Afin d'adresser au mieux ce marché, la Société a développé une gamme de produits dédiés et extrêmement modulaires.

Ce marché, encore en cours de définition/validation, devrait connaître une phase de forte croissance (voir section 5.4.3 du Document d'enregistrement).



La Société pourra compter sur sa base industrielle existante en Europe et en Asie pour acquérir de nouveaux clients qui bénéficieront de l'expérience et de la masse critique déjà atteinte sur les marchés des véhicules commerciaux et du scooter.

### **Rail et marine**

Dans les domaines ferroviaires et maritimes (qui requièrent des normes et des exigences techniques très contraignantes), la Société entend capitaliser sur sa courbe d'expériences acquise en accompagnant ses clients actuels dans leurs phases de développement et de lancement séries, et développer de nouveaux produits à forte valeur ajoutée.

Dans ce sens, Forsee Power vient d'intégrer, en juillet 2021, les actifs attachés à la branche autonome d'activité éléments de la société Holiwatt (ex Centum Adetel Transportation) qui se trouvait en redressement judiciaire (voir section 6.3 du Document d'enregistrement). Cette acquisition permet à Forsee Power d'intégrer un savoir-faire de plus de 20 ans dans le domaine ferroviaire et une offre de systèmes de stockages d'énergie et des convertisseurs de puissance et convertisseurs auxiliaires (CVS).

Dans un premier temps, le déploiement sur ces deux marchés devrait se faire prioritairement en Europe et en Asie.

#### **5.3.2.2 Véhicules légers**

Dans le domaine des véhicules légers, le Groupe bénéficie d'une position de leader dans le secteur scooter avec des clients tels que Piaggio et Bosch en Europe, et des clients asiatiques de premier ordre tels que Niu, Doohan, Omega Seiki.

Pour ce segment, la stratégie du Groupe est de se renforcer chez ces clients, en équipant leurs nouvelles gammes de produits et d'acquérir de nouveaux clients, en Europe et en Asie et tout particulièrement en Inde.

Le Groupe a par ailleurs élargi le périmètre de son segment véhicules légers, en acquérant des clients 3-roues, et 4-roues légers urbains ou utilitaires.

### **Robotique et *Industrial Tech***

Dans le domaine très large que constitue les différentes applications Industrial Tech, la Société a choisi de se concentrer sur deux secteurs principaux : la robotique AGV et le médical.

Le marché des *Automated Guided Vehicles* ou AGV est en plein essor (voir section 5.4.3 du Document d'enregistrement) dans un environnement où l'automatisation industrielle (usine du futur, industrie 4.0) et l'usage professionnel d'automates (logistique, agriculture, construction, maintenance) s'accroissent fortement. La Société entend se fonder sur ses plateformes produits existantes GO ou PULSE 0.5 pour répondre aux nouvelles demandes de la robotique en batteries plus compactes et plus denses en énergie ou de puissance. La Société estime que son expertise en mobilité électrique lui permettra de bénéficier d'un avantage compétitif sur les acteurs historiques de batterie au plomb.

Sur le marché du Médical, la Société entend se concentrer sur des équipements portables d'aide à la mobilité (respirateurs, ventilateurs, monitoring portatifs) ou en intervention d'urgence (défibrillateurs). Elle estime que ce sont des secteurs de niches à forte valeur ajoutée et aux revenus récurrents, avec des potentiels de croissance sur des régions telles qu'en Asie où la population est moins équipée. La gamme standard LIFE permet de répondre à ces besoins.

Enfin, sur les autres activités *Industrial Tech*, la Société entend identifier des projets ciblés dans les domaines de la sécurité ou de la domotique, comme avec les volets roulants de son client Somfy, qui nécessitent des volumes significatifs sur des batteries le plus souvent spécifiques.

### **5.3.3 Enrichir l'offre de services**

Concepteur et fabricant de systèmes à forte valeur ajoutée, le Groupe tire aujourd'hui la quasi-totalité de ses revenus de la vente de systèmes (environ 95 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2020). Le solde correspond principalement à des facturations d'ingénierie apportés à ses clients au cours de la phase de conception.

La société étoffe désormais son offre de service afin d'accompagner ses clients tout au long de la vie de leurs véhicules et entend enrichir cette offre de services, qui n'a certes pas aujourd'hui une contribution directe en revenus, mais qui constitue un facilitateur de vente et permet la fidélisation des clients.

Dans la phase de conception des véhicules, la Société accompagne ses clients dans ses choix technologiques à l'aide d'outils développés en interne (modèle de dimensionnement, modèles de vieillissement, modèle de TCO, etc.). La Société accompagne par ailleurs ses clients dans l'intégration des systèmes de batteries dans le véhicule : études mécaniques, interfaçage BMS et procède parfois également à des développements et des ajustements spécifiques. Ses équipes effectuent enfin des interventions sur site durant la phase de mise au point des prototypes. Avec le déploiement en série, la Société propose désormais des outils de maintenance dédiés (Diagtool), des formations pour les personnels de ses clients, des services de maintenance préventive et curative grâce à des outils de diagnostics à distance, un réseau de partenaires locaux, une hotline ou encore un suivi à distance des flottes de batteries/véhicule.

Enfin, la Société développe des services de financement de l'électromobilité qui peuvent inclure non seulement la batterie, mais également les véhicules et l'infrastructure de recharge complète, grâce à sa filiale NeoT (voir section 6.2 du Document d'enregistrement), le soutien de Mitsui et un vaste réseau bancaire et d'investisseurs avec certains accords de financement pré négociés afin de faciliter et d'accélérer le financement. L'offre de service, et notamment le financement, sont de vrais accélérateurs dans la transition énergétique des véhicules et un fort levier de fidélisation.

### **5.3.4 Etendre le portefeuille client**

A travers son développement sur ses marchés et géographies actuels et futurs, et l'extension de sa gamme de produits, le Groupe vise à renforcer les relations de long-terme qu'il a construit avec ses clients existants tout en élargissant sa clientèle vers des entreprises considérées aujourd'hui comme des prospects commerciaux

La capacité d'innovation de la Société lui permet de développer constamment des solutions adaptées aux nouveaux besoins de ses clients. Par exemple, sur le marché du bus, depuis 2014, elle fournit à ses clients majeurs, Iveco/Heuliez et Wrightbus des systèmes de batterie dont la performance croissante contribue au succès de leurs plateformes respectives et lui permet de se positionner comme leur fournisseur privilégié pour leurs futurs modèles.

Le portefeuille actuel, concentré autour de 10 clients représentant ensemble environ 80 % des revenus en 2021, a vocation à se diversifier vers de nouveaux clients, à mesure que l'activité du Groupe se développe dans de nouveaux secteurs d'activité notamment. En 2023, la société prévoit qu'environ 50 % des revenus provienne des 10 clients les plus importants actuellement.

### **5.3.5 Renforcer son avance technologique et la performance de ses batteries**

Le progrès technologique est un des principaux moteurs de croissance des marchés du Groupe. La faculté du Groupe à fournir des offres de systèmes de batteries répondant aux besoins de chaque client, tant en termes de conditions d'utilisation (autonomie, temps d'opération) que d'externalités (zéro émission, absence de bruits et de vibrations, coût total de possession (TCO) compétitif), constitue la base de la croissance du nombre de clients et de véhicules équipés. Dans cet optique, la Groupe a pour ambition de chercher à améliorer en permanence la performance de ses systèmes de batteries.

### **5.3.5.1 Promouvoir des formats flexibles**

En complément de la densité de ses systèmes, la Société met un accent tout particulier sur la modularité de ses formats de batteries, afin que ces dernières puissent s'intégrer de la manière la plus flexible possible dans les véhicules de ses clients. Une forte densité d'énergie au niveau d'un système peut en effet s'avérer inutile si le système utilise mal l'espace disponible pour l'installer.

Ce besoin de modularité est d'autant plus important que les clients de la Société développent des gammes complètes de véhicules disposant d'espaces d'intégration très variables. Afin de mutualiser les développements et les références de pièces, ces clients constructeurs souhaitent cependant s'appuyer sur une seule gamme de batteries.

La Société développe ainsi plusieurs formats de batteries, capables de s'installer dans différentes orientations (horizontales ou verticales) et d'être combinés entre eux de manières flexibles en vue de simplifier et d'optimiser leur installation par ses clients. La Société axe sa démarche industrielle sur des conceptions modulaires permettant de décliner dans différents formats les mêmes plateformes de modules, de BMS, de refroidissement, etc., notamment à travers sa gamme SLIM.

### **5.3.5.2 Accroître la densité énergétique (multipliée par 2 à horizon 2025 par rapport à 2014)**

La Société a fait de la densité d'énergie un axe fondamental de ses progrès technologiques. La densité d'énergie est en effet un critère primordial dans le choix d'un système de batterie. S'ils veulent être performants dans leurs métiers, les constructeurs, clients du Groupe, doivent respecter des contraintes très fortes en termes de poids (charge utile pour les transports de marchandises, capacité passager pour les bus) et d'encombrement (volume utile de chargement, esthétique de design).

En sélectionnant les cellules qu'elle estime les plus adaptées pour chaque système, en développant les technologies d'intégration les plus performantes (nouveaux matériaux) et les plus denses sans impact sur la durée de vie et la sécurité, la Société a pour objectif de continuer à diminuer le poids et le volume des systèmes de batterie. D'ici 2025, la Société vise ainsi un doublement de la densité d'énergie de ses systèmes en comparaison avec 2014.

### **5.3.5.3 Efficacité (rapport coût/kWh divisé par 2 à horizon 2025 (par rapport à 2014))**

Les clients du Groupe qui fabriquent les véhicules évoluent sur des marchés très concurrentiels et doivent assurer le meilleur TCO à leurs clients. Dans cette optique, la Société conçoit ses produits dans un souci d'efficacité économique afin d'atteindre les prix les plus compétitifs en se fondant principalement sur :

- une présence géographique cohérente avec les implantations de ses clients,
- des productions standardisées facilitant leur production et leur intégration dans le processus industriel de ses clients,
- une mutualisation des composants et des sous-ensembles internes de ses produits, afin de générer des effets d'échelle dans ses approvisionnements et des gains de productivité dans ses développements comme par exemple pour la gamme ZEN SLIM.

L'ensemble de ces éléments devrait permettre à la Société de diviser ses coûts de production par deux à horizon 2025 (en comparaison avec 2014), permettant à la fois d'offrir une grande compétitivité à ses clients tout en continuant à faire progresser ses marges.

#### **5.3.5.4 Développement de plateformes produits standardisées et intégrant l'intelligence artificielle**

Afin d'apporter à ses clients la plus grande efficacité dans ses développements, la Société développe et enrichit plusieurs gammes de produits standards. Ses clients bénéficient ainsi d'une forte réduction de leurs plannings de développement, d'une forte baisse de leurs frais d'ingénierie, d'un plus fort niveau d'innovation et de validation dans la mesure où ces technologies sont développées pour plusieurs clients et applications.

Cette stratégie de plateforme permet à la Société de concentrer ses efforts sur des technologies clés et innovantes, d'optimiser leur usage transversal dans différents produits et d'accélérer l'acquisition de nouveaux clients et projets sans démultiplier les efforts de développement. A horizon 2025, le Groupe envisage de générer plus de 90 % de ses revenus avec ses gammes standards, c'est-à-dire issus de ses gammes LIFE, GO, ZEN, FLEX et PULSE.

Au cœur de cette plateforme, la Société intègre l'intelligence et le savoir-faire accumulés par ses équipes d'ingénieurs dans ses algorithmes de gestions de la batterie et ses systèmes digitaux de gestions de flottes de batteries. A horizon 2025, la Société a pour objectif intégrer des systèmes d'intelligence artificielle dans toutes ses gammes de produits.

#### **5.3.6 Opérations de croissance externe**

Pour déployer sa stratégie de croissance sectorielle et géographique, la Société a prévu d'investir dans le développement de technologies et de compétences, ainsi que dans des actifs industriels dans les zones géographiques considérées.

En complément de sa croissance organique (embauches, acquisition d'équipements) la Société entend également procéder à des acquisitions ciblées permettant d'acquérir des produits déjà validés pour un des marchés ciblés et/ou des équipes techniques et/ou commerciales présentes dans des pays stratégiques pour son développement. Les critères évalués pour ces acquisitions seront la qualité des produits et des équipes, leurs alignement et complémentarité avec la stratégie de la Société, et leur évaluation financière.

La récente reprise en juillet 2021 d'une partie des actifs attachés à la branche autonome d'activité de Centum Adetel/ Holiwatt dans le domaine ferroviaire et de la charge illustre cette stratégie de croissance externe.

### **5.4 Présentation des marchés et de la position concurrentielle**

#### **5.4.1 Marché de la batterie rechargeable lithium-ion**

Le marché des batteries est traditionnellement divisé en deux catégories principales : les batteries primaires (non rechargeables) et les batteries secondaires (rechargeables).

Contrairement aux batteries primaires, qui ne peuvent être utilisées qu'une seule fois, les batteries secondaires peuvent être chargées/déchargées plusieurs fois (cycles) pendant un certain temps (années).

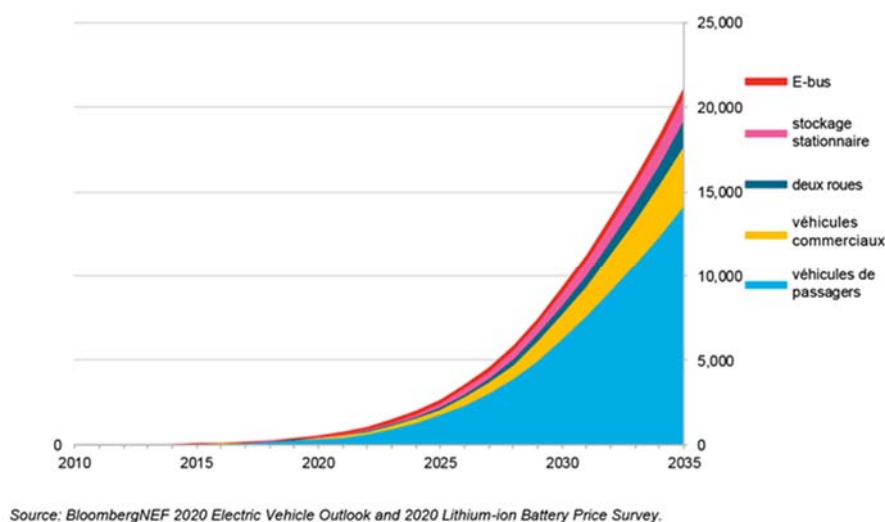
Les applications de ces batteries rechargeables sont nombreuses : batteries de démarrage, appareils électroniques (téléphones, tablettes, etc.), appareils médicaux, outils électriques chariots élévateurs, batteries de secours (Uninterruptible Power Supply), batteries stationnaires (télécommunications, énergies renouvelables), robotique ; à cela s'ajoutent les nombreuses applications d'électromobilité : véhicules guidés automatisés (Automated Guided Vehicles), véhicules légers (urbains et utilitaires), véhicules de tourisme, véhicules commerciaux (bus et camions), navires, matériel roulant ferroviaire (trains, tramways), applications aéronautiques et spatiales.

Le marché des batteries rechargeables se décompose en plusieurs couple électrochimiques, dont les principaux sont : plomb-acide (traditionnellement utilisées dans les batteries de démarrage automobiles), nickel-cadmium (batteries de secours ferroviaires), nickel métal hydrure (les premières voitures hybrides) et lithium-ion.

Si certaines des applications citées précédemment ont été lancées avec des technologies « traditionnelles » (plomb-acide ou nickel-cadmium), beaucoup se tournent désormais vers les technologies lithium-ion notamment du fait de leur plus forte densité, tant en énergie qu'en puissance.

La plupart des études de marché (notamment par Bloomberg et MarketsandMarkets) prédisent une très forte croissance du marché au cours des prochaines décennies. Avec une croissance d'environ 550 GWh en 2020 à plus de 9 400 GWh environ en 2030, Bloomberg<sup>2</sup> prédit par exemple un taux de croissance annuelle moyen (TCAM) supérieure à 30 %.

#### Perspectives de la demande de batteries lithium-ion (GWh/ an)



Source: BloombergNEF, *2020 Electric Vehicle Outlook and 2020 Lithium-ion Battery Price Survey*, extrait du rapport BloombergNEF, *Hitting the EV Inflection Point*, 2021.

#### 5.4.2 Moteurs de croissance

Parmi toutes les applications visées dans le paragraphe précédent, le Groupe se focalise sur les marchés de systèmes de batteries lithium-ion pour les applications d'électromobilité. Les principaux moteurs de croissance de l'électromobilité sont décrits dans les paragraphes suivants.

##### 5.4.2.1 Un fort engagement des pouvoirs publics (gouvernements, villes)

#### Les villes et régions

La plupart des grandes villes du monde ont engagé une accélération de leur rythme d'adoption des modes de transport « zéro émission » en milieu urbain ; parmi les initiatives notables figure la déclaration C40 « *Fossil Fuel Free Streets* », à laquelle 36 grandes villes représentant 25 % du PIB mondial ont adhéré. A titre d'exemple, la Ville de Paris s'est fixée pour objectif de sortir progressivement de la mobilité au diesel d'ici 2024 et de la mobilité à l'essence d'ici 2030. Par ailleurs, il a été mis en place des incitations financières (subventions pour les Parisiens qui arrêtent d'utiliser leurs anciens véhicules) et des mesures d'accompagnement afin de favoriser l'installation d'abris à vélos

<sup>2</sup> Bloomberg NEF *Hitting the EV Inflection Point*, 2021.

et de bornes de recharge électrique. De plus, aux Etats-Unis, dans le cadre du plan d'action multi-États pour les véhicules zéro émission, huit États (Californie, Connecticut, Maryland, Massachusetts, New York, Oregon, Rhode Island, et Vermont) se sont fixés pour objectif d'avoir 3,3 millions de véhicules à zéro émission sur les routes d'ici 2025.

## Les gouvernements

Un engagement multilatéral de la plupart des gouvernements du monde a accéléré la transition des moteurs à combustion vers les motorisations électriques. Quelques exemples notables sont décrits ci-dessous :

- **L'accord de Paris** : Traité international juridiquement contraignant sur le changement climatique adopté par 196 Etats lors de la COP21 à Paris, le 12 décembre 2015 et entrée en vigueur le 4 novembre 2016 ; les pays communiquent les mesures qu'ils prendront pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris ;
- **Plan d'action chinois contre la pollution atmosphérique** : Plan d'action triennal de 2018 à 2020 pour lutter contre la pollution atmosphérique. Le précédent plan d'action contre la pollution de l'air, publié en 2013, a joué un rôle important dans l'amélioration de la qualité de l'air dans les grandes villes. Les politiques clés du plan d'action 2013 comprennent un part de 20 % de carburants non fossile en 2025 et une baisse de 18 % de l'intensité carbone entre 2013 et 2025<sup>3</sup> ;
- **European Green Deal** : feuille de route pour rendre l'économie de l'Union européenne durable en transformant les défis climatiques et environnementaux en opportunités dans tous les domaines politiques, annoncée en décembre 2019 et qui engage l'Union européenne à devenir climatiquement neutre d'ici 2050. Cette feuille de route vise à transformer le bloc de 27 pays d'une économie à forte teneur en carbone à une économie à faible émission de carbone ;
- **National Clean Air Program** : stratégie nationale à long terme, limitée dans le temps, pour lutter contre le problème de la pollution de l'air en Inde. L'objectif est de réduire de 20 à 30 % les concentrations de particules d'ici 2024 en prenant 2017 comme année de référence pour la comparaison des concentrations. Dans le cadre de ce programme, 122 villes non conformes en 2017 ont été identifiées à travers le pays ;
- **Plan Biden** : L'objectif est de construire une infrastructure moderne et durable et un avenir énergétique propre et équitable. Ce plan d'infrastructure comprend 174 milliards de dollars de dépenses pour stimuler le marché des véhicules électriques et s'éloigner des voitures thermiques. L'administration Biden a annoncé en juillet 2021 un plan afin d'électrifier 50 000 bus dans les 8 prochaines années, soit 70 % de la flotte du pays.

A la date du Document d'enregistrement, en application et en complément de ces programmes multilatéraux, de nombreux pays (notamment l'Inde, la Chine, la Suède, le Royaume Uni, l'Italie, le Portugal, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique, la Finlande, la Norvège) ont également mis en place au niveau national des mesures fiscales incitatives pour basculer vers l'électrique.

### 5.4.2.2 Maturité de l'offre et des consommateurs

Le marché du véhicule électrique connaît une progression forte et continue du fait d'une maturité accrue des clients et de l'offre. À mesure que les batteries deviennent plus efficaces, que l'autonomie augmente et que les stations de recharge se multiplient, les ventes de véhicules électriques à batterie pure dépassent désormais celles des véhicules électriques hybrides rechargeables<sup>4</sup>. Les ventes de véhicules électriques

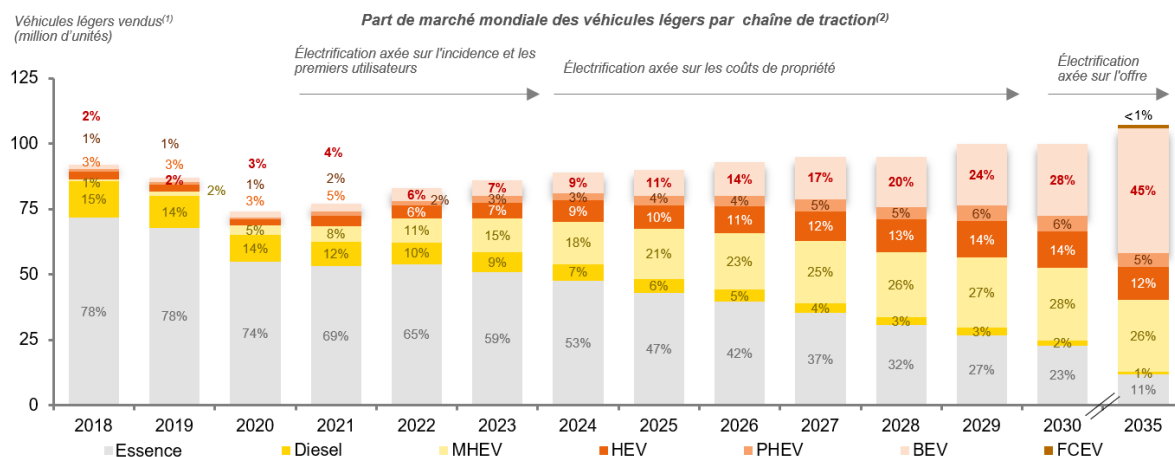
<sup>3</sup> Reuters, « China to cut energy intensity, but no consumption cap in new 5-year plan », 5 mars 2021.

<sup>4</sup> Agence Internationale de l'Energie (IEA), *Global EV Outlook 2021*, avril 2021.

ont doublé chaque année sur plusieurs marchés grâce notamment à de nombreuses subventions et réglementations qui encouragent leur adoption<sup>5</sup>. La part de production « *Original Equipment Manufacturer* » de véhicules électriques et de composants majeurs tels que les batteries et les moteurs électriques augmente dans la plupart des pays développés ; la Chine accueille les acteurs les plus matures. Les constructeurs accélèrent leurs plans de lancement de véhicules électriques : d'ici 2022, près de 240 modèles de bus électriques différents seront disponibles dans le monde<sup>6</sup>.

En quelques chiffres et exemples :

- Objectif de 80 % de la flotte de bus purement électrique à Paris d'ici 2025<sup>7</sup> ;
- Objectif de 100 % des bus du Grand Londres « zéro émission » d'ici 2037<sup>8</sup> ;
- Objectif pour les agences de transport public de la Californie de passer à une flotte de bus « zéro émission » d'ici 2040<sup>9</sup> ;
- Objectif d'avoir la quasi-totalité des voitures, des camionnettes, des bus et des véhicules utilitaires lourds étant « zéro émission » en Europe d'ici 2050<sup>10</sup> ;
- Prévision d'un TCAM de 41 % sur la période 2019 – 2027 pour les scooters et motos électriques en Europe<sup>11</sup> ;
- Prévision d'un TCAM de 45 % sur la période 2020 – 2027 du marché européen des véhicules commerciaux électriques<sup>12</sup>.



Notes: (1) Les ventes pour 2018, 2019 et 2020 sont des données réelles. Les données à partir de 2021 sont des projections du BCG.  
(2) Les prévisions incluent les voitures, les VUS et tous les autres véhicules de tourisme légers, à l'exception des fourgons lourds.  
(3) FCEV = électrique à pile à combustible, BEV = électrique à batterie, PHEV = électrique hybride rechargeable, HEV = électrique hybride complet, MHEV = électrique hybride doux.  
En raison de l'arrondissement, le pourcentage pour une année donnée peut ne pas être égal à 100 %

<sup>5</sup> Agence Internationale de l'Energie (IEA), *Global EV Outlook 2021*, avril 2021.

<sup>6</sup> Agence Internationale de l'Energie (IEA), *Global EV Outlook 2021*, avril 2021.

<sup>7</sup> Ile-de-France Mobilités, *Communiqué de presse, « Le STIF et la RATP présentent les nouveaux bus électriques »*, mai 2017.

<sup>8</sup> Mayor of London government, *Communiqué de presse, London's electric bus fleet becomes the largest in Europe*, 5 septembre 2019.

<sup>9</sup> California Air Resource Board, 2018.

<sup>10</sup> European Commission, *A fundamental transport transformation: Commission presents its plan for green, smart and affordable mobility*, 9 décembre 2020.

<sup>11</sup> MarketsandMarkets, *Electric scooter and motorcycle market – Global Forecast to 2027*, 2019.

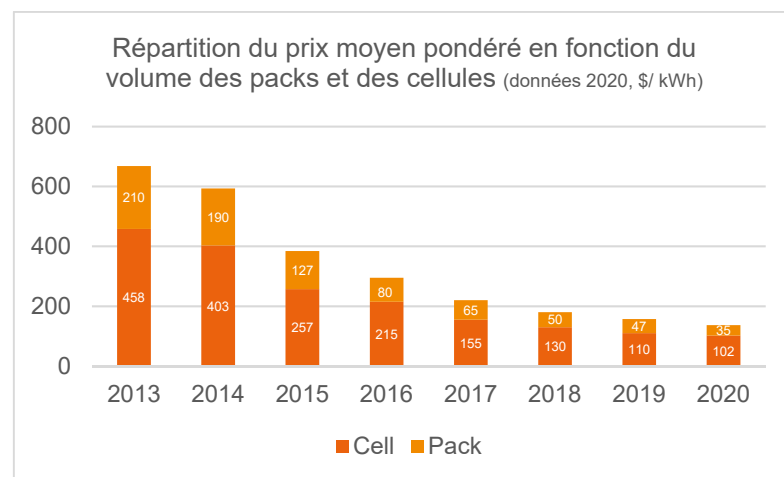
<sup>12</sup> MarketsandMarkets, *Electric commercial vehicle market – Global Forecast to 2027*, 2019.

Source: BCG, *Why Electric Cars Can't Come Fast Enough*, April 20, 2021.

#### 5.4.2.3 Parité économique

L'électrification est tirée par de fortes améliorations de l'économie des véhicules électriques, notamment :

- la diminution des coûts des batteries (de 668 USD à 137 USD par kilowattheure (kWh) entre 2013-20)<sup>13</sup> ;
- un fort potentiel pour la location de packs de batteries ;
- les subventions des États ;
- les améliorations continues des technologies de batteries (densité) permettant d'augmenter leurs autonomies.



Source : Bloomberg NEF, *"Hitting the EV Inflection Point"*, 2021

Selon une étude, dans tous les secteurs de marché, les véhicules électriques devraient devenir l'option la moins chère dans les 5 à 10 prochaines années<sup>14</sup>. « Le calendrier de parité du coût total de possession (aussi appelé TCO, *Total Cost of Ownership*) aux États-Unis et en Chine est comparable à celui de l'Europe, la parité intervient légèrement plus tôt en Chine, et les États-Unis légèrement plus tard, reflétant les différences de taxation des carburants et de subventions pour les véhicules électriques »<sup>15</sup>. Selon une étude, le bus électrique a atteint la parité en 2018 en Europe<sup>16</sup>. Ceci s'explique par l'utilisation intensive du véhicule tout au long de la journée (jusqu'à 16h par jour) et un dimensionnement de la batterie adapté à l'usage, correspondant exactement au besoin.

<sup>13</sup> BloombergNEF, *Lithium-ion Battery Price Survey finds prices fell 13 % from 2019 to 2020*, 16 décembre 2020.

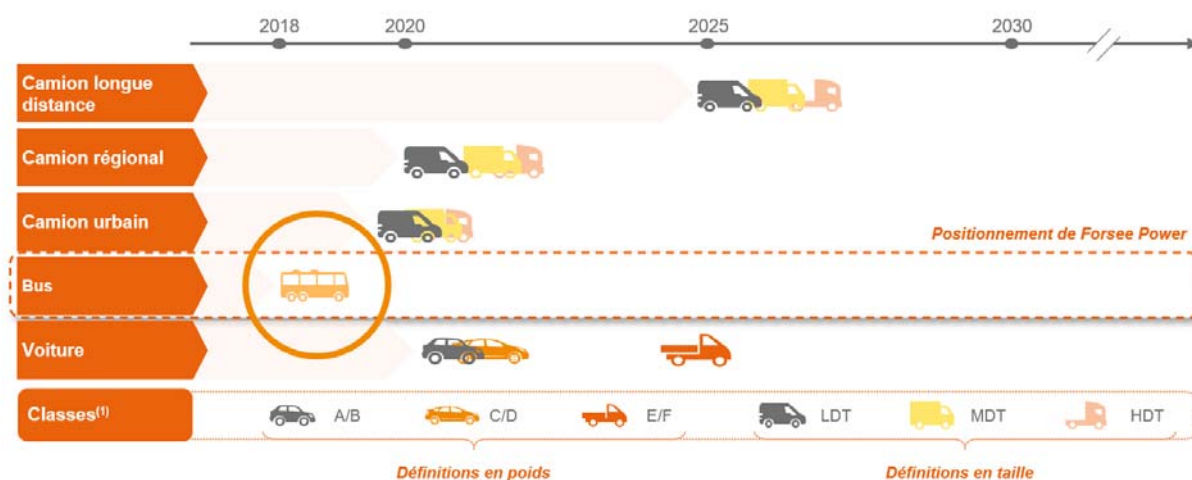
<sup>14</sup> McKinsey Energy Insights' *Global Energy Perspective*, janvier 2019.

<sup>15</sup> McKinsey Energy Insights' *Global Energy Perspective*, janvier 2019.

<sup>16</sup> McKinsey Energy Insights' *Global Energy Perspective*, janvier 2019.



## Calendrier de parité des coûts des véhicules électriques avec les véhicules à carburant, sur la base du TCO dans l'UE



<sup>(1)</sup> Catégories de véhicules :

- A/B : en dessous de 4 mètres - 20k CHF ;
- C/D : 4-5 mètres - 28-55k CHF ;
- E/F : supérieur à 4,5 mètres et à 50k CHF ;
- LDT : Transport léger (Light Duty Transport) ;
- MDT : Transport moyen (Medium Duty Transport) ;
- HDT : Transport lourd (Heavy Duty Transport).

Source : McKinsey Energy Insights' Global Energy Perspective, janvier 2019.

### 5.4.3 Principaux marchés du Groupe

Au sein du marché des batteries lithium-ion, dont la valeur devrait passer de 3,8 milliards d'euros en 2020 à 18,1 milliards d'euros en 2027<sup>17</sup>, le Groupe a centré sa stratégie sur deux segments d'activité :

- *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* ; et
- *Heavy Vehicles (HeV)*.

Ces segments d'activité représentaient respectivement 25 % et 75 % de l'activité du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ils sont répartis sur cinq zones géographiques. La ventilation du chiffre d'affaires par segments et par zone géographique est présentée dans la section 18.2 en note 6.2 des comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021 et dans la section 7.1.9 « Présentation sectorielle ».

En effet, chacun de ces marchés bénéficie d'un taux de croissance estimé/prévisionnel annuel moyen important (tel que détaillé ci-après), dans des phasages différents, apportant ainsi de potentiels relais de croissance successifs au développement du Groupe.

<sup>17</sup> Hors rail et maritime, sont prises en compte les études MarketsandMarkets 2018, 2019 et 2020 relatives à chacun des marchés en question pour le nombre d'unités de véhicules et des estimations de la Société pour les capacités de batteries et valeurs ; pour le rail et le maritime, les données sont issues intégralement des études MarketsandMarkets 2018 et 2020 respectivement.

#### 5.4.3.1 Véhicules légers (urbains et utilitaires) et *Industrial Tech* (Robotique, Médical)

Comme tous les autres secteurs, celui des véhicules légers connaît une forte croissance de son électrification. Initiée par le vélo, l'électrification gagne progressivement les scooters, les 3-roues, et plus récemment les 4 roues légers urbains ou utilitaires.

Ces marchés sont fortement soutenus par les politiques publiques visant à développer les moyens de transport alternatifs dans les villes (subventions, facilités de circulation et de parking). L'agrément de conduite et la convergence des TCO participent également à cette croissance.

A la différence du marché des voitures particulières, le marché des véhicules légers n'a pas jusqu'à présent opté pour une stratégie de verticalisation de sa fabrication de systèmes de batteries. La faible taille de ces systèmes, et sa forte variabilité d'un véhicule à l'autre peuvent expliquer en partie ce phénomène. Le marché des véhicules légers et de la robotique devrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 17,2 % sur la période 2020-2027, le marché passant de 1,2 milliards d'euros en 2020 à 3,8 milliards d'euros en 2027<sup>18</sup>.

#### Vélos

Le marché du vélo est d'ores et déjà passé à l'ère de la production de masse. La production des batteries de vélos est assurée par des grands constructeurs, principalement asiatiques, laissant peu de place aux systémiers à forte valeur ajoutée, sauf pour des systèmes demandant des performances supérieures (en puissance ou compacité) ou dans un contexte de relocalisation de la production en Europe.

#### 2/3 roues

Le marché du scooter et du 3-roues, plus technique et exigeant (vitesse, vibration, sécurité) représente un marché prometteur pour le Groupe. Selon MarketsandMarkets, dans son étude de 2019 « *Electric scooters and motorcycles market – Global Forecast to 2027* », le marché du scooter et de la moto électriques pour les batteries lithium-ion pourrait connaître une croissance au maximum de 56 % sur la période 2019-2027. A l'exception du marché chinois (majoritairement équipé en batteries plomb-acide), l'Inde représente actuellement le plus grand marché pour les 2-roues avec 1,8 millions d'unités sur les 4,5 millions que représentent le marché mondial. Il est également prévu plus de 25,5 % de taux de croissance annuelle moyenne entre 2021 et 2026 des 3-roues équipés de batteries lithium-ion en Asie-Pacifique<sup>19</sup>, croissance élevée à 27 % en Inde où les volumes sont les plus importants.

Le reste du marché asiatique se positionne également devant le marché européen<sup>20</sup>.

Pour tous les constructeurs, y compris européens, avoir une capacité de production et une chaîne d'approvisionnement en Asie constitue une condition nécessaire à leur succès. Les installations du Groupe en Asie (Chine et Inde) sont en ce sens un atout majeur et différenciant en comparaison avec d'autres concurrents européens.

Plus spécifiquement, pour le marché indien, la mise en place d'une production locale est désormais obligatoire pour pouvoir bénéficier des programmes de soutien FAME II.

---

<sup>18</sup> MarketsandMarkets, *Electric scooters and motorcycles market – Global Forecast to 2027*, 2019 et *Automated Guided Vehicle Market, Global Forecast to 2025*, 2020, pour le nombre d'unités et estimations de la Société pour les capacités de batteries et valeurs.

<sup>19</sup> MarketsandMarkets, *Asia Pacific 3-wheeler market – Forecast to 2026*, 2021.

<sup>20</sup> MarketsandMarkets, *Asia Pacific 3-wheeler market – Forecast to 2026*, 2021.

En termes de produit, les contraintes mécaniques inhérentes aux 2-roues rendent encore difficile d'offrir un produit standard commun à plusieurs constructeurs. Néanmoins, sous l'impulsion des constructeurs japonais et européens, les acteurs du marché travaillent à la mise en place des standards.

A contrario, le marché du 3-roues (indien notamment) offre plus d'opportunités de mutualisation de produits, d'effets d'échelle et des rapidités de mise sur le marché, pour des batteries fabriquées en plus petits volumes mais plus énergétiques (4-10 kWh par véhicule). La gamme de produits GO du Groupe répond à cette attente.

#### 4-roues légers

En complément de l'offre 2/3 roues, le marché des 4-roues légers tend à se développer en Europe et en Amérique du Nord, avec 3 applications phares :

- les **micro-véhicules** pour transport de passagers, véritable complément aux offres de mobilité urbaines (2-roues) pour un public adepte des transports alternatifs et flexibles, souvent peu adepte de la propriété (location, autopartage) et dépourvu de permis de conduire. Les principaux marchés potentiels sont situés en Europe, en Asie, et dans une moindre mesure dans les grandes villes nord-américaines ;
- les **véhicules utilitaires légers**, autonomes ou pas, pour les services aux collectivités en milieu urbain, ou pour les applications « *off-road* », notamment au sein d'exploitations agricoles ou forestières ;
- les **véhicules récréatifs** (kartings, ski-doo, jet-skis, divers petits véhicules sportifs) ont également élargi leur gamme vers le tout électrique qui offre un usage plus convivial (ex : centre de karting indoor sans bruit et sans odeur) et plus respectueux de l'environnement naturel (montagnes, plages, lacs), tout en garantissant des conditions de pilotage attractives.

#### Industrial Tech (industrie médicale et robotique)

L'activité *Industrial Tech* regroupe un champ d'applications très varié. Deux secteurs particuliers ont été identifiés et sont prioritaires pour le Groupe : la robotique et l'industrie médicale.

##### *Robotique (AGV, Automated Guided Vehicles)*

Tiré par le très fort développement des ventes en ligne et de la livraison à domicile (accéléré par les récents épisodes sanitaires), la chaîne de valeur logistique est en profonde mutation depuis quelques années, avec une « industrialisation » des processus de logistique interne et de préparation des commandes. Les principaux moteurs étant la satisfaction des clients (habités à des délais de livraisons de plus en plus courts), avec des forts enjeux d'optimisation du besoin en fonds de roulement.

Pour cela, les solutions robotiques logistiques, et notamment les AGV jouent un rôle prépondérant pour gagner en efficacité, et connaissent de ce fait une forte croissance. En effet, la taille du marché des AGV a été évaluée à 3,39 milliards de dollars en 2020 et devrait se développer à un taux de croissance annuel moyen de 13 % de 2021 à 2028<sup>21</sup>. Autonomes en énergie, subissant un usage intensif nécessitant des recharges rapides, ces équipements sont de plus en plus fortement orientés sur le TCO de leur fonctionnement.

Les différents robots AGV remplissent aujourd'hui des fonctions très diverses :

---

<sup>21</sup> *Grand View Research, Automated Guided Vehicle Market Size, Share & Trends Analysis Report By Vehicle Type, By Navigation Technology, By Application, By End-use Industry, By Component, By Battery Type, By Region, And Segment Forecasts, 2021 – 2028, mai 2021.*

- logistique : préparation de commandes (*picking robots*), transport de palettes,
- nettoyage industriel et désinfection,
- inspection de conduites ou de sites dangereux,
- maintenance diverse sur sites industriels,
- travaux agricoles, horticoles et viticoles.

D'autres applications telles que des drones logistiques, de l'assistance médicalisée (exosquelettes), des robots humanoïdes d'aide à domicile constituent des potentiels supplémentaires pour les années à venir.

### *Médical*

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe estime occuper une place importante dans le domaine des batteries pour équipements portables médicaux. Ces produits favorisent la mobilité de personnes en difficultés, réalisent des interventions de secours ou sont utilisés comme solution de back-up d'énergie en environnement médicalisé.

Il s'agit de marchés matures, à la croissance linéaire compte tenu du vieillissement de la population, mais aussi stimulée par certaines demandes urgentes liées aux crises sanitaires (ex : COVID-19). Ces marchés sont principalement situés en Europe, Amérique du Nord et Japon. Avec l'augmentation du pouvoir d'achat des populations et l'amélioration des politiques publiques de santé en Asie, le marché asiatique pourrait également offrir des opportunités de croissance au Groupe.

Ces secteurs de marché se caractérisent par d'une part des cycles de validation longs (1-2 ans) et d'autre part une commercialisation longue des produits, généralement plus de 10 ans.

#### **5.4.3.2 Véhicules lourds**

##### **Bus**

Le marché des véhicules commerciaux, et en particulier des bus urbains, bénéficie d'une dynamique de croissance très importante, et devrait représenter en 2030 le 2<sup>ème</sup> marché pour les batteries lithium-ion après celui des véhicules particuliers<sup>22</sup>.

Plus spécifiquement, le marché des bus urbains est le secteur dont l'électrification devrait être la plus rapide, pouvant atteindre selon une étude 60 % de la flotte mondiale de bus en 2040<sup>23</sup>.

La croissance du marché du bus électrique urbain est tirée par les réglementations nationales et locales qui encouragent les collectivités à effectuer une transition rapide de leurs flottes.

En France par exemple, depuis 2015, la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte impose une part minimale de véhicules à faibles émissions lors des renouvellements de flottes pour les parcs de plus de 20 autobus ou autocars : ce pourcentage étant passé à 50 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et passera à 100 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

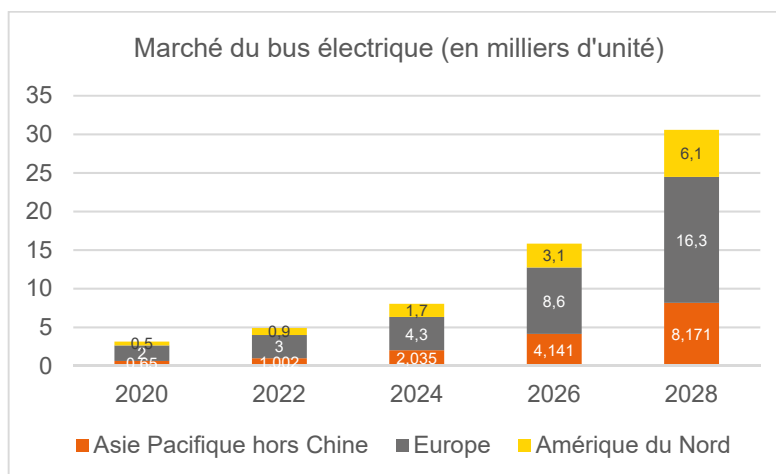
Au niveau mondial, la prévision en volumes du marché chinois du bus électrique était de loin la plus importante, avec une prévision de plus de 90 % des volumes en 2020<sup>24</sup>. Avant tout servi par les acteurs locaux, avec les technologies *Lithium Fer Phosphate*, il est difficilement accessible aux acteurs

<sup>22</sup> BloombergNEF, *Hitting the EV Inflection Point*, 2021.

<sup>23</sup> BloombergNEF, *Electric Vehicle Outlook*, 2020.

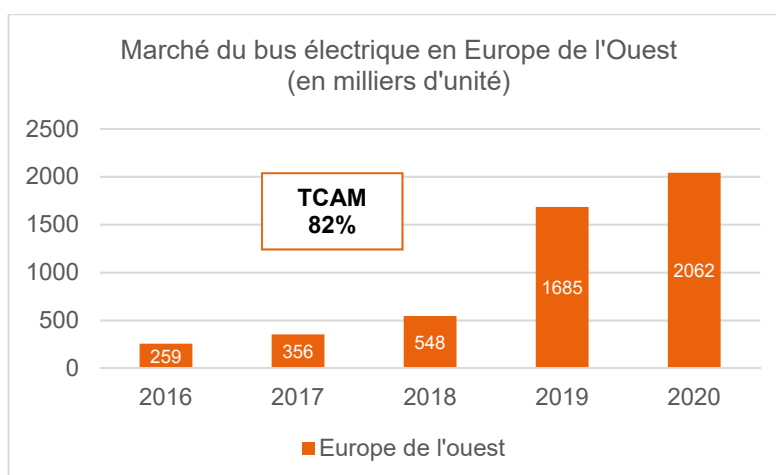
<sup>24</sup> MarketsandMarkets, *Electric Bus Market – Global Forecast to 2027*, 2019.

étrangers. Vient ensuite le marché européen, suivi par le marché nord-américain et le marché Asie-Pacifique (hors Chine).



Source : MarketsandMarkets, *Electric Commercial Vehicle Market – Global Forecast to 2027*, 2019

Sous l’effet des politiques publiques, le marché européen connaît une forte dynamique. Comme illustré par le tableau ci-dessous, après plus de 200 % de croissance (en termes d’unités) en 2019 par rapport à 2018, le marché européen a réussi à assurer plus de 20 % de croissance en 2020 malgré le ralentissement du fait de la crise sanitaire.



Source : Chatrou CME Solutions, février 2021

Au cours de l’exercice 2020, le nombre d’unités de bus urbains en Europe s’est établi à plus de 2 000 unités (source : Chatrou CME Solutions, février 2021) et devrait connaître une très forte croissance dans les prochaines années jusqu’à atteindre près de 22 000 unités en 2027 (Source : MarketsandMarkets, *Electric Bus Market – Global Forecast to 2027*, 2019). Par ailleurs, le marché des bus et des poids lourds devrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 27,8 % sur la période 2020-2027, le marché passant de 2,2 milliards d’euros en 2020 à 12,5 milliards d’euros en 2027<sup>25</sup>. Les deux principaux moteurs de ce marché sont :

- les progrès techniques (densité d’énergie) qui permettent d’augmenter les autonomies, élargissant ainsi progressivement la taille du marché accessible aux technologies toutes électriques et de l’étendre aux bus inter-urbains ;

<sup>25</sup> MarketsandMarkets, *Electric Bus Market – Global Forecast to 2027*, 2019 pour le nombre d’unités et estimations de la Société pour les capacités de batteries et valeurs.

- les plans d'électrification des grandes villes et des opérateurs publics qui viennent compléter et renforcer les politiques nationales. A titre d'exemple, la RATP a fixé un objectif d'électrification de 80 % de la flotte des bus parisiens d'ici 2025. Plus récemment, le programme « Zebra » (*Zero Emission Buses Regional Area*) au Royaume-Uni offre des subventions aux autorités locales pour accélérer leur transition vers des bus « zéro émission ».

La technologie de traction dominante sur le marché européen est le tout électrique avec recharge nocturne au dépôt, qui nécessite des batteries de forte capacité et à haute densité d'énergie. Du fait de leurs trajets réguliers, les bus urbains bénéficient en effet d'une forte prévisibilité de leur consommation d'énergie et d'un usage optimal de la batterie.

Néanmoins, certaines villes optent pour des projets intégrant de la recharge rapide, soit pour des impératifs de flexibilité (recharges intermédiaires rapides au cours de la journée de manière à pouvoir ré-affecter des véhicules d'une ligne à l'autre), soit pour des lignes de bus à haut niveau de service ayant des consommations énergétiques très importantes (véhicules de 18 mètres ou 24 mètres, trajets plus intensifs, services à bord), soit parce qu'ils disposent déjà d'une infrastructure de recharge électrique disponible sur la voie publique en combinaison avec des lignes de tramway ou de trolley (Europe de l'Est notamment).

En parallèle des bus urbains traditionnels, se développe également le secteur des navettes autonomes. Du fait des obstacles réglementaires et sociaux à la circulation autonome de véhicules, la puissance de démarrage de ce secteur de marché reste à confirmer. Néanmoins, tous ces véhicules adoptent des technologies de traction électrique mieux adaptées à l'intégration de technologies de conduite autonome.

Hors des frontières européennes, les marchés nord-américains et de l'Asie-Pacifique devraient également connaître une forte croissance entre 2022 et 2028<sup>26</sup>.

Aux Etats-Unis et au Canada, les constructeurs devraient bénéficier de politiques publiques volontaristes, et de marchés publics de grandes agglomérations permettant d'accroître rapidement les volumes. Ils devraient bénéficier également des avancées des marchés européens et chinois, tout en adaptant les spécifications techniques aux besoins locaux (distances, consommations énergétiques, puissance). La plus grande concentration des constructeurs devraient permettre de proposer des volumes d'achats significatifs.

En Asie-Pacifique (Inde et Asie du Sud Est notamment), de nombreux pays passent également le pas de l'électrification de leurs parcs roulants. Désireux pour certains de diversifier leurs sources de technologies de batteries afin de réduire leur dépendance aux fournisseurs chinois, certains constructeurs devraient vraisemblablement choisir de nouer des partenariats avec des acteurs européens de 1<sup>er</sup> plan implantés en Asie.

### **Autres véhicules commerciaux**

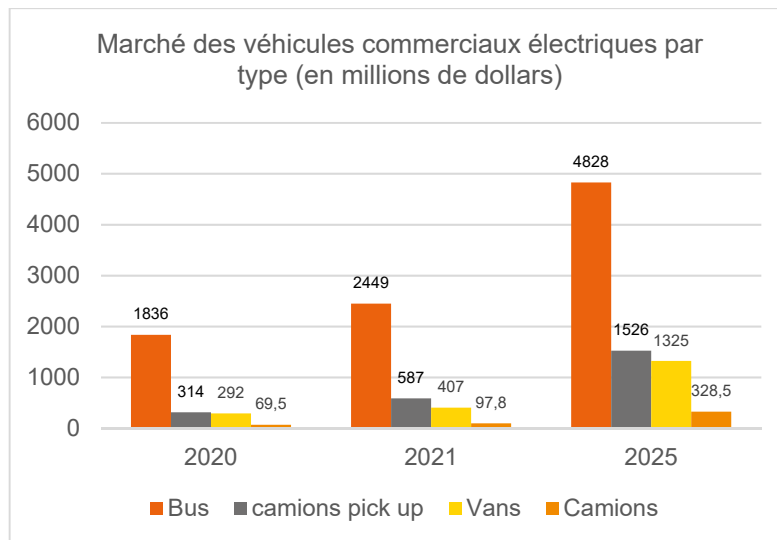
Les autres types de véhicules commerciaux, notamment les camionnettes en Europe et les camions légers de type « pick-up » en Amérique du Nord, ont également enclenché un processus d'électrification, quelques années après le marché des bus urbains.

La croissance de ce secteur est également tirée par la convergence des TCO, le cadre réglementaire et les progrès technologiques qui permettent désormais de concevoir ces véhicules en version tout électrique sans compromis sur les profils d'usage.

Du fait d'un démarrage plus tardif et d'une capacité de batteries embarquées nettement inférieure aux bus urbains (50-80kWh pour les camions légers contre 350-550 kWh pour les bus urbains), ce marché devrait rester inférieur en valeur au marché des bus urbains.

---

<sup>26</sup> *MarketsandMarkets, 2020 et estimations de la Société.*



Source : MarketsandMarkets, *Electric Commercial Vehicle Market – Global Forecast to 2027*, 2019 pour le nombre d'unités de véhicules et estimations de la Société pour les capacités de batteries et leurs valeurs

Selon les projections de MarketsandMarkets, « *Electric commercial vehicle market, Global Forecast to 2027* », le marché européen devrait devancer le marché nord-américain, avec le fort développement des camionnettes (plus de 332 400 unités en 2028 en Europe, contre 105 900 en Amérique du Nord) ; le marché nord-américain se développant surtout sur les « pick-up » (284 700 unités en 2028 en Amérique du Nord, contre 112 000 en Europe)<sup>27</sup>.

Dotées de séries plus importantes que le marché du bus urbain, le marché du « pick-up » pourrait s'avérer moins ouvert aux fournisseurs indépendants. En effet, les batteries devant équiper ces véhicules auront vraisemblablement des caractéristiques techniques assez proches des batteries de véhicules électriques particuliers (50-80kWh, 400V). Ainsi, un grand nombre de constructeurs ont annoncé vouloir concevoir et construire leurs propres batteries en association avec les constructeurs de cellules (Volvo avec SDI et Daimler avec CATL notamment).

Le Groupe pourrait néanmoins profiter de la croissance de ce marché dans la mesure où il est probable que :

- les grands constructeurs concentreront leurs efforts de développement sur les véhicules à forts volumes, laissant des opportunités pour les séries de taille moyenne ;
- les acteurs de taille moyenne, les nouveaux entrants et les fabricants de véhicules spéciaux diffusés en plus petites séries pourraient choisir de confier la conception et la fabrication de leurs systèmes à des acteurs tiers, et pourraient se mettre à la recherche de systèmes modulaires et sur étagère.

Par ailleurs, le Groupe pourrait également profiter du développement des véhicules commerciaux lourds à hydrogène, grâce à sa gamme de batteries de puissances adaptées aux systèmes à pile à combustible.

### Marché « Off-Highway »

Le marché « Off-Highway » est le terme couramment utilisé pour désigner les applications agricoles, les équipements de construction, les véhicules miniers, et tout autre véhicule industriel qui n'opère pas sur route (i.e. les excavatrices, niveleuses, bulldozer, chargeurs, tombereaux miniers, chariots télescopiques, pulvérisateurs, tracteurs de ferme, tracteurs de tonte, etc).

<sup>27</sup> MarketsandMarkets, *Electric Commercial Vehicle Market – Global Forecast to 2027*, 2019 et estimations de la Société.

Ce marché, très diversifié, a enclenché un mouvement d'électrification de ses systèmes de traction. En effet, le marché de la batterie pour le segment « *Off-Highway* » devrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 34,0 % sur la période 2020-2027, le marché passant de 0,1 milliards d'euros en 2020 à 1,0 milliards d'euros en 2027<sup>28</sup>.

Les moteurs de croissance de ce marché sont aussi variés que les applications et comprennent notamment :

- une politique « zéro émission » et une réduction du bruit dans les villes, qui impactent les modes de propulsion des équipements de construction ou d'entretien des jardins publics ;
- des coûts (installation et entretien) des systèmes de ventilation dans les mines sous-terraines pour préserver la santé du personnel, ainsi que les coûts d'acheminement du carburant, couplés à une volonté des acteurs miniers de verdir leur image sous la pression des politiques ESG ;
- des réglementations de dépollution des moteurs dans les véhicules agricoles rentabilisant l'investissement dans l'hybridation.

Par ailleurs, l'autonomisation des véhicules agricoles, visant à augmenter la productivité des équipements, passe par l'électrification du système de traction / des commandes.

Par conséquent, la plupart des opérateurs de véhicules « *Off-Highway* » (travaux publics, mines, exploitations agricoles) se sont fixés des politiques de réduction d'émission et mettent en place des programmes d'électrification de leurs flottes. Sous l'impulsion de cette demande en véhicules électriques ou hybrides, la plupart des constructeurs de véhicules « *Off-Highway* » proposent progressivement dans leur catalogue des versions électriques, hybrides ou hydrogènes de leurs véhicules.

Ces différentes applications nécessitent une grande modularité pour s'adapter aux différentes configurations mécaniques des équipements, aux divers niveaux de tension (48V sur les petites machines, 800V sur les plus importantes), d'énergie (quelques kWh jusqu'à plusieurs centaines de kWh) et de puissance en fonction des modes de recharge (une par jour ou multiples recharges rapides) ou des modes de traction (tout électrique, hybride, « *fuel cell* »).

## **Maritime et ferroviaire**

Parmi les divers moyens de transports lourds, les marchés maritimes et ferroviaires entament également l'électrification de leurs systèmes de propulsion.

Ce mouvement touche tant les transports de personnes (tramways, trains régionaux, ferries) que les transports de marchandises. En effet, le marché maritime et ferroviaire devrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 21,3 % sur la période 2020-2027, le marché passant de 0,2 milliards d'euros en 2020 à 0,8 milliards d'euros en 2027<sup>29</sup>.

Les principales motivations de ces transformations sont à la fois économiques (économies d'infrastructures dans le cas du ferroviaire sans caténaire) et énergétiques (dans le cas des systèmes diesel-électrique, une réglementation anti-pollution contraindrait les opérateurs ferroviaires et maritimes à réduire leurs niveaux d'émissions).

---

<sup>28</sup> MarketsandMarkets, *Off-highway Vehicle Market – Global Forecast to 2027*, 2019 pour les unités et estimations, et estimations de la Société pour les capacités de batteries et valeurs.

<sup>29</sup> MarketsandMarkets, *Marine Battery Market – Global Forecast to 2030*, 2020 et *Train Battery Market – Global Forecast to 2025*, 2018 pour le nombre d'unités et estimations de la Société pour les capacités de batteries et valeurs.



Pour une partie des applications, il s'agit d'intégrer un système de stockage électrique (batterie) dans un système de propulsion déjà en partie électrifié. Dans les systèmes ferroviaires sous caténaire, la force motrice est majoritairement dispensée par un moteur électrique ; l'implantation d'une batterie permet d'effectuer des trajets sans caténaire : alimentation de secours, extension de lignes sans prolonger le réseau caténaire (très coûteux en temps et en investissement), sortie du réseau de transport pour évoluer en site propre sans caténaire (zone industrielle, zone portuaire). La batterie permet également une amélioration de l'efficacité énergétique par la récupération de l'énergie de freinage, qui, autrement, serait renvoyée sur le réseau de caténaire et en grande partie perdue. Dans les systèmes de propulsion diesel-électrique (trains ou navires), la force motrice est dispensée par des moteurs électriques qui sont alimentés en énergie électrique par un générateur diesel-électrique. L'intégration d'une batterie permet alors d'optimiser les régimes moteurs (souvent en sous-charge, notamment dans les bateaux de service du fait des redondances moteurs) en les faisant travailler sur leurs meilleurs points d'efficacité.

Les marchés maritimes et ferroviaires tendent à évoluer par ailleurs vers des systèmes tout électrique dont l'énergie serait uniquement apportée par la batterie, notamment les services de transport de personnes qui effectuent des services réguliers comme les ferries et les trains régionaux. L'élimination de toute motorisation diesel, quand elle est possible, permet d'éviter les coûts de maintenance très élevés de ces systèmes de motorisation. Du fait de la masse de ces véhicules, la puissance de propulsion demandée et la consommation d'énergie sont très importantes dans ces applications ; en conséquence le dimensionnement de la batterie et du système de recharge sont critiques, pouvant justifier la mise en place de systèmes de recharge rapide.

Enfin, du fait de la très forte consommation énergétique et des problématiques d'intégration et de densité d'énergie, les marchés maritimes et ferroviaires s'orientent également vers une alimentation de leurs systèmes de traction par des piles à combustibles couplées avec une batterie pour lissage des pics de puissance.

Du fait de la durée de vie très longue de ces véhicules (30 à 40 ans), les autorités encouragent par ailleurs à effectuer cette électrification tant sur les véhicules neufs que sur le parc existant, à l'occasion des opérations de maintenance lourdes, afin d'avoir un effet plus efficace en terme environnemental. Cela induit des contraintes plus fortes en termes d'intégration des systèmes d'hybridation et de batterie, et ouvre un potentiel de marché important.

L'ensemble de ces évolutions alimente une demande croissante en batteries de traction maritime et ferroviaire. Les fortes contraintes techniques et sécuritaires et la longue durée de vie de ces véhicules orientent vers des technologies à forte valeur ajoutée, dotées de systèmes de sécurité évolués et d'une longue durée de vie.

#### 5.4.4 Analyse concurrentielle

Dans un contexte de concurrence accrue, le Groupe fait face à plusieurs concurrents dont les positionnements respectifs varient de ceux du Groupe en fonction de leur géographie et du secteur de marché considéré.

En particulier, Forsee Power, qui fait le choix de ne pas se positionner sur les marchés de masse, estime qu'il y a un risque d'internalisation par les constructeurs pour les acteurs qui adressent les marchés à très gros volumes tels que ceux des voitures et des camions.

Forsee Power a identifié ci-dessous une liste non exhaustive de ses potentiels concurrents :

- **Akasol** : est un fournisseur de systèmes de batteries d'origine allemande actif principalement dans les secteurs des véhicules commerciaux, ferroviaires et maritimes, et le stockage stationnaire, et disposant d'implantations industrielles en Allemagne et aux Etats-Unis. En juin 2021, BorgWarner, équipementier automobile américain, a finalisé l'acquisition d'Akasol.

- **BMZ** : fournisseur de batteries d'origine allemande, actif dans les secteurs des batteries portables, de la mobilité électrique légère et lourde, du stockage stationnaire, et disposant d'implantations industrielles en Europe, aux Etats unis et en Chine.
- **CATL** : 1<sup>er</sup> fabricant mondial d'accumulateurs et de systèmes, d'origine chinoise, est présent sur tous les secteurs de marché (véhicules particuliers, véhicules commerciaux, stockage stationnaire).
- **Corvus** : est un fournisseur de systèmes de batteries lithium-ion d'origine canadienne dédié au secteur maritime, et disposant de capacités de production au Canada et en Norvège.
- **Cummins** : groupe industriel américain qui conçoit et produit des moteurs diesel pour les véhicules commerciaux et industriels et a lancé une activité de batteries et piles à combustible.
- **Exicom** : est un acteur émergent en Inde, actif notamment sur le secteur des 2 et 3 roues.
- **Greenway et Sunwoda** : tous deux d'origine chinoise sont notamment actifs sur les secteurs des vélos électriques et des scooters.
- **Hoppecke** : est un fournisseur historique de batteries ferroviaires (signalisation, secours/auxiliaires et traction), également actif dans le stockage stationnaire. Historiquement orienté plomb-acide, Hoppecke a créé en 2019 une filiale dédiée aux technologies lithium-ion.
- **Impact Clean Power Technology** : fournisseur de systèmes de batteries d'origine polonaise, actif principalement dans les transports publics, le stockage stationnaire, les applications maritimes, et la robotique industrielle.
- **Leclanché** : acteur intégré (producteur de cellules et systèmes) d'origine suisse, actif sur les secteurs du stockage stationnaire, de la mobilité électrique (maritime, ferroviaire) et les systèmes spéciaux (défense, médical, robotique).
- **Microvast** : acteur intégré (producteur de cellules et systèmes) d'origine chinoise, actif principalement dans les secteurs des véhicules commerciaux et des véhicules particuliers, et dont les principaux marchés et moyens de productions sont situés en Chine.
- **Proterra** : fabricant américain de bus électriques, a lancé une gamme de systèmes de batteries pour bus et véhicules commerciaux.
- **Romeo Power** : d'origine américaine est actif sur le secteur des camions électriques aux Etats-Unis avec des systèmes réalisés à base de cellules cylindriques.
- **Saft** : est un acteur intégré (producteur de cellules et systèmes) d'origine française et fournisseur de batteries à usage industriel ; principalement actif dans les secteurs de l'aérospatial et de la défense, l'industrie, la télécommunication, le transport (maritime, ferroviaire) et le stockage stationnaire.
- **Xalt Energy** : est un acteur intégré (cellules et systèmes) d'origine américaine spécialisé dans les applications de transports lourds (véhicules commerciaux, maritime, véhicules spéciaux).

## 5.5 Présentation des activités du Groupe

### 5.5.1 Technologies et produits

#### 5.5.1.1 Technologies

Une batterie lithium-ion est basée sur un accumulateur électrochimique qui utilise le lithium sous une forme ionique. Il existe sur le marché différentes technologies formées de différents composés. Ainsi, dans les véhicules électriques plusieurs familles d'électrochimies peuvent être présentes dont les principales sont le NMC (Nickel Manganèse Cobalt), NCA (Nickel Cobalt Aluminium), LTO (Lithium Titanate Oxide) et LFP (Lithium Fer Phosphate).

Pour la conception de ses systèmes de batteries, la Société s'appuie sur une approche agnostique en matière d'électrochimie et une base de fournisseurs complémentaires pour l'approvisionnement en cellules assurant ainsi une flexibilité et une agilité optimales.

Ainsi, le Groupe qualifie et sélectionne un très vaste choix de technologies afin de concevoir les meilleurs systèmes de batteries pour chacune des applications qu'il adresse.

Les électrochimies actuellement mises en œuvre incluent le lithium-ion (NMC, LFP et LTO) à électrolyte liquide. Le Groupe reste attentif à la recherche sur les technologies sodium-ion et lithium-ion à électrolyte solide.

Les technologies NMC, LFP et LTO utilisées par la Société se déclinent en plusieurs formats cylindriques, poches et prismatiques ce qui permet plus de flexibilité dans la conception et l'industrialisation des systèmes de batteries.

Les modules de batteries sont constitués de cellules. Les cellules intégrées dans les batteries sont choisies auprès de fournisseurs renommés (Toshiba, LG, Panasonic notamment) pour la qualité, la performance et surtout pour leur exigence de sécurité. La batterie contient également un système de gestion de la batterie (*Battery Management System* (BMS)). Le tout est intégré dans une structure mécanique de protection et d'interfaçage avec le véhicule.

Le BMS est un calculateur (électronique et logiciel) indispensable à l'utilisation et à la sécurité des batteries lithium-ion. Il assure trois fonctions : (i) la sécurité en prévenant les événements critiques, (ii) la performance en optimisant la durée de vie de la batterie et (iii) la communication en échangeant les données avec le système hôte. Le BMS s'assure que les conditions d'utilisation des cellules sont toujours conformes à la spécification et au niveau de sécurité.

Les batteries de très haute qualité sont développées en suivant des normes de développement pour des systèmes sécurisés, comme la CEI 61508.

#### 5.5.1.2 Produits

Le Groupe a développé des gammes de systèmes de batteries complètes avec pour objectif de répondre à tous les besoins en énergie et/ou puissance des véhicules. Ainsi, les systèmes de batteries du Groupe s'adaptent à toutes les cas d'usage, selon la nature du véhicule et/ou l'infrastructure de recharge en place.

##### 5.5.1.2.1 Les systèmes de batteries pour véhicules lourds

#### Les modes d'utilisation de batteries dans les véhicules lourds

##### *Véhicules 100 % batterie*

- Charge de nuit/au dépôt : cette application nécessite des batteries à haute énergie. Le temps de recharge varie entre 3 et 6 heures selon l'énergie embarquée et la puissance de charge.

- Charge en bout de ligne : cette application nécessite des batteries d'énergie et de puissance. La recharge dure 15 minutes environ, elle peut avoir lieu par exemple pendant un temps de pause du conducteur.
- Charge rapide : cette application nécessite des batteries de haute puissance. La charge a lieu pendant quelques minutes à certains arrêts.
- Charge ultra-rapide : cette application nécessite des batteries de très haute puissance. La charge a lieu pendant quelques secondes à chaque arrêt (ou presque).

### *Véhicules à hydrogène*

Les véhicules à hydrogène nécessitent un système de batteries de puissance. Dans les bus, la pile à combustible, alimentée par des réservoirs d'hydrogène du véhicule produit de l'électricité qui alimente le moteur électrique. L'hydrogène est donc la source principale d'alimentation du véhicule. Les batteries, chargées par l'électricité de la pile, permettent de générer de l'énergie complémentaire lors des variations soudaines de charges (accélération ou montée en pente raide). Le véhicule avance soit au moyen de la batterie, soit au moyen de la pile à combustible, soit au moyen des deux pour délivrer plus de puissance.

### *Véhicules hybrides diesel/batterie*

Pour répondre aux besoins d'intégration des constructeurs, le Groupe propose des batteries s'intégrant sur le toit ou à l'arrière des véhicules.

Les différents types de batteries proposés par le Groupe sont exposées ci-après.

#### **- FORSEE ZEN**

La gamme de batteries ZEN du Groupe pour le transport lourd intègre les cellules NMC très haute énergie, capables de fournir des performances élevées pour les véhicules lourds qu'ils soient tout électrique, hybrides diesel ou à hydrogène, permettant une journée d'opérations en toute autonomie.

Les solutions ZEN sont évolutives et modulaires et peuvent être intégrées sur le toit, l'arrière ou encore dans le plancher, grâce au format SLIM qui a récemment enrichi la gamme.

##### ● ZEN 35

Le pack batterie haute énergie ZEN 35 de Forsee Power est un système modulaire de 35 kWh dont la conception mécanique a été optimisée pour une intégration sur le toit ou à l'arrière des bus électriques. Sa très bonne densité d'énergie de 125 Wh/kg permet au véhicule de circuler toute la journée sans être rechargé. La charge s'effectue la nuit, au dépôt.

##### ● ZEN 42

Le pack batterie haute énergie ZEN 42 de Forsee Power est un système modulaire de 42 kWh dont la conception mécanique a été optimisée pour une intégration sur le toit ou à l'arrière des bus électriques. Son excellente densité d'énergie de 147 Wh/kg permet au véhicule de circuler toute la journée sans être rechargé. La charge s'effectue la nuit, au dépôt.

##### ● ZEN 8/11/16/21 SLIM

L'offre ZEN SLIM modulaire l'une des plus plates au monde, disponible en 4 formats pour répondre à toutes les demandes d'énergie, permet de construire des systèmes en fonction des

besoins et de l'espace disponible dans le véhicule avec son faible encombrement de 135 mm. Les possibilités d'intégrations sont multiples : toit, arrière, plancher.

Les batteries couvrent un large éventail d'énergies de 8 à 21 kWh, de tensions de 50 V à 120 V et d'un courant de charge de 106 A. Les batteries SLIM disposent d'un système de refroidissement liquide intégré afin de réguler la température des modules logés dans le châssis et ainsi optimiser leur durée de vie et leur performance. Cette gestion thermique permet d'adresser des zones géographiques aux climats très contrastés. Les produits de la gamme Zen SLIM, comme tous les produits Zen, permettent au véhicule de circuler toute la journée sans recharge (charge au dépôt).

## - **FORSEE FLEX**

Les modules FLEX de Forsee Power sont destinés aux véhicules lourds électriques ou hybrides pouvant être chargés soit occasionnellement soit la nuit au dépôt grâce au rapport puissance / énergie élevé.

Intégrant un système de gestion thermique liquide, une électronique avancée et des cellules NMC à la technologie éprouvée, les modules FLEX bénéficient d'un haut niveau de fiabilité et de sécurité.

### • FLEX 7

Développé à partir des cellules « poche », le système modulaire de 7 kWh peut être connecté en série et en parallèle pour s'adapter parfaitement aux demandes de tensions et d'énergie requises par les véhicules. Avec un système de batteries Flex 7 de 150 kWh, une batterie permet de parcourir quotidiennement plus de 320 km grâce à la recharge d'opportunité qui permet de recharger la batterie à 40 % en 30 minutes.

## - **FORSEE PULSE**

La gamme PULSE est la gamme haute puissance de Forsee Power. Les propriétés hautes performances des cellules LTO offrent aux véhicules à motorisation hybride diesel ou à hydrogène la possibilité d'être chargés très rapidement (3 à 5 minutes) et très souvent (15 à 35 fois par jour) tout en bénéficiant d'une excellente durée de vie de 15 ans. Les solutions PULSE couvrent un large éventail d'énergies et de puissances permettant ainsi de répondre à toutes les applications de mobilité hybrides, légères ou lourdes.

### • PULSE 0.5

Développé pour répondre au besoin d'hybridation des véhicules légers, le module Pulse 0.5 dont le design a été développé pour s'intégrer aux espaces restreints de ces véhicules, intègre un système de refroidissement liquide permettant un fonctionnement optimal durant l'opération, quelles que soient les conditions climatiques.

### • PULSE 2.5

Le format extra-plat du module de batterie Pulse 2.5, lui permet de s'intégrer facilement dans tous les espaces, mêmes les plus restreints. Pour répondre à toutes les demandes d'énergies et de puissances, le module de 2.5 kWh peut se connecter en série et en parallèle augmentant ainsi l'énergie et/ou la puissance embarquée dans le véhicule. Ce module bénéficie d'une certification DNV pour une utilisation dans les applications maritimes.

### • PULSE 15

Ce système modulaire de 15 kWh dont la conception mécanique a été optimisée pour une intégration sur le toit ou à l'arrière des bus électriques offre une charge rapide.

- **PULSE Rail**

La technologie LTO, aux propriétés haute puissance intégrées dans les modules Pulse Rail, est adaptée à l'hybridation diesel-batteries ou hybridation hydrogène des trains et permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer le confort auditif et visuel des passagers, et de maîtriser les coûts d'infrastructure.

- **Gammes de produits issues de l'activité Holiwatt (ferroviaire)**

L'ensemble des produits ci-dessous seront renommés afin d'intégrer l'offre de produits existante de Forsee Power.

- **NeoSee**

Le NeoSee est un ensemble de coffres d'énergie électrique embarquée (type batterie, lithium capacitaire) gérés de manière synchronisée en temps réel afin de permettre des opérations en autonomie sans autre source d'énergie.

- **NeoB3**

Le NeoB3 est un système de charge rapide, conçu autour de cœurs électro-techniques intelligents permettant le transfert contrôlé en sécurité de grandes quantités d'énergie en un temps réduit. Il fonctionne généralement en bord de voie en complément des NeoSee installés sur les matériels roulants.

- **NeoGreen et NeoStab**

Les NeoGreen et NeoStab sont des systèmes de récupération d'énergie, connectés à la caténaire, ces systèmes récupèrent l'énergie de freinage générée par le matériel roulant (freinage électrique) et la restituent aux consommateurs (matériel roulant en phase d'accélération).

- **Convertisseurs de puissance et Convertisseurs Auxiliaires (CVS)**

Les convertisseurs de puissance et convertisseurs auxiliaires (CVS) s'apparentent à des onduleurs connectés sur la caténaire (donc la haute tension) et protègent les organes électriques aval (climatisation, réseau basse tension, ...) en les alimentant selon les tensions et courants nominaux

#### 5.5.1.2.2 **Les systèmes de batteries pour véhicules légers**

##### **Les modes d'utilisation de batteries dans les véhicules légers**

La batterie dans ce secteur est très majoritairement utilisée en mode unique de traction.

Les batteries sont essentiellement amovibles pour les vélos électriques et les scooters, la recharge se faisant à travers un chargeur externe branché au réseau. Les batteries doivent être légères, donc denses en énergie en utilisant la technologie lithium-ion NMC. Cette maniabilité permet ainsi d'effectuer des échanges de batteries (*hot swapping*) permettant de toujours avoir une batterie pleinement chargée et d'augmenter l'utilisation du véhicule dans la journée. Ainsi, il n'est pas rare pour l'utilisateur de détenir plus d'une batterie par véhicule.

Pour les 3-roues et 4-roues légers demandant entre 5 et 10 kWh d'énergie, les batteries sont rechargées à travers un convertisseur d'énergie embarqué et branché au réseau électrique. Le poids reste un élément déterminant pour ce type de batteries.

Le Groupe dispose d'une gamme large (GO, ZEN SLIM) et d'une compétence forte de développement de batteries sur-mesure pour répondre aux besoins de ces marchés.

#### - **FORSEE GO**

Forsee Power propose des solutions clés en main pour électrifier aussi bien des véhicules électriques légers urbains individuels 2, 3 ou 4 roues que des véhicules à guidage automatique (AGV) dans l'industrie logistique. La gamme FORSEE GO est composée de batteries portables ou embarquées avec un choix d'énergie et de puissance varié.

- **GO 8/10**

L'offre de systèmes de batteries embarquées du Groupe pour la mobilité légère et la robotique se décline à la date du Document d'enregistrement en deux batteries de 8 kWh et 10 kWh.

- **GO 1.6 Energy et GO 1.6 Power** : deux déclinaisons possibles destinées aux véhicules légers

Le Groupe a décliné sa batterie 48V portable en deux versions standards : GO 1.6 Energy et GO 1.6 Power. Quelle que soit leur version, les batteries GO 1.6 peuvent s'intégrer facilement dans la plupart des applications présentent sur le segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* ou robotiques car elles intègrent un protocole de communication standard CAN 2.0, protocole de communication série qui supporte des systèmes en temps réel avec un haut niveau de fiabilité.

La version Energy offre une puissance et une autonomie suffisantes pour des petites applications de mobilité urbaine (scooters de 50cc) ou des applications pour de la robotique.

La version Power a été développée pour des demandes récurrentes de fabricants souhaitant que leur véhicule urbain puisse atteindre plus de 50km/h. A l'instar de la version Energy, le pack batterie Go 1.6 Power s'adresse également aux applications robotiques mais plus lourdes.

- **Switching Box** pour connecter plusieurs batteries portables

Un des avantages concurrentiels de cette gamme GO 1.6 réside dans sa modularité. En effet jusqu'à 3 batteries identiques peuvent être reliées par un boîtier de connexion développé par le Groupe (la « Switching Box »). Cet équipement permet de doubler ou tripler l'autonomie du véhicule (mode switch) ou ses capacités de décharge donc de puissance (mode simultané).

Cette combinaison de batteries amovibles est particulièrement appréciable en mode échange standard de batteries à une station d'échange. En effet, un utilisateur peut très aisément (avec un poids de la batterie de 11kg) remplacer en fin de parcours ses batteries avec de nouvelles batteries chargées et repartir pour une nouvelle course.

- **Smart Tool**

Afin de faciliter la lecture du comportement de la batterie, Forsee Power a également développé à l'usage des techniciens après-ventes ou des concessionnaires un appareil permettant de visualiser rapidement sa charge, son nombre de cycles et certains états de sécurité ; l'objectif étant d'apporter un premier diagnostic de la batterie lors d'un retour de garantie par exemple.

##### 5.5.1.2.3 **Les systèmes de batteries pour le médical**

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe occupe une place importante dans le domaine des batteries pour équipements portables médicaux.

Les applications concernées par les produits du Groupe sont :

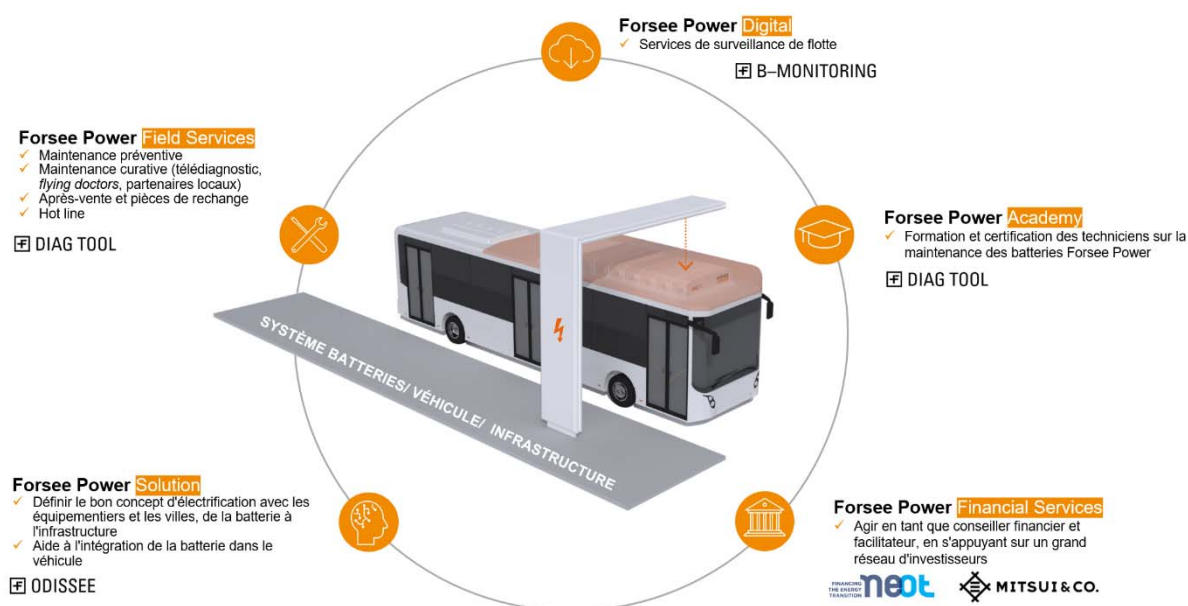
- les respirateurs, concentrateurs d'oxygène,
- les défibrillateurs,
- les pompes pousse-seringues pour perfusion,
- les équipements portables de *monitoring* (autonome ou en back-up du réseau électrique),
- la stimulation et le traitement musculaire.

Plus d'un million de packs de batteries ont été vendues par le Groupe depuis 10 ans en France, aux Etats-Unis et en Asie à partir des usines situées en Chine et en Pologne.

La Société a lancé depuis 3 ans la gamme de produits standards LIFE. Constituée de trois batteries, la gamme LIFE est destinée à l'industrie médicale et aux dispositifs industriels. Initiés en 2018, une nouvelle génération a vu le jour en 2021 pour assurer une meilleure autonomie aux équipements médicaux notamment tels que des concentrateurs d'oxygènes portables (POC), ou pousse-seringues dont le marché est en constante croissance, en raison du vieillissement des populations, d'une hausse du recours à l'hospitalisation à domicile et à la récente épidémie de Covid-19. La gamme LIFE est composée de 3 batteries au format ultra compact : LIFE 50, LIFE 75 et LIFE 100. Les batteries permettent la continuité des soins en toute mobilité et fiabilité.

En plus des homologations et des certifications de normes de sécurité exigées par le secteur médical, les batteries LIFE sont compatibles avec le profil de charge JEITA permettant une optimisation de la durée de vie de la batterie grâce à la régulation des tensions et des courants de charge en fonction de la température. En outre, la nouvelle génération de batteries LIFE intègre une clé de chiffrage (FHA-1) pour augmenter la sécurité contre l'utilisation de copies ou usages de batteries de contrefaçon.

### 5.5.1.3 Offre de services



Afin d'accélérer la transition vers l'électromobilité de ses clients et leurs produits, la Société a développé un ensemble de services pour les accompagner à chaque étape de cette transition. Ces services doivent



permettre à chacun de pouvoir relever les défis spécifiques de cette mutation en couvrant l'ensemble des étapes de la vie d'un produit de sa conception jusqu'à son recyclage.



## Conception système

Parmi les premiers à développer de l'électromobilité sur de nombreux secteurs, les équipes Forsee Power ont accumulé une expérience forte au-delà de la simple connaissance de la batterie couvrant à la fois la batterie, le véhicule associé et son infrastructure de charge. A l'aide d'outils développés en interne (modèle de simulation de vieillissement (Odissee), base de données de coûts, modèles de TCO complets intégrant la spécification technique, le financement et la fiscalité, etc.) pour identifier en amont les meilleurs choix technologiques, le Groupe via Forsee Power Solution propose à ses clients un accompagnement pour les orienter vers les bons produits et *business models* propres à l'électromobilité. Forsee Power Solution permet aux clients de bénéficier notamment :

- d'analyses technico-économiques (couvrant l'ensemble de la durée de vie de la batterie en passant par la seconde vie et le recyclage),
- du retour d'expérience du Groupe sur les points positifs et négatifs de chaque solution technique,
- d'un réseau de partenaires sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électromobilité (de la conception, en passant par le financement ou la seconde vie/recyclage des batteries), et
- d'une veille sur l'ensemble des *business models* émergeant sur l'ensemble des différents secteurs de l'électromobilité au niveau mondial.

## Financement

Le coût total de possession (TCO) d'un bus électrique est moins élevé qu'un véhicule thermique. En effet, selon deux études<sup>30</sup>, si l'investissement initial pour un bus électrique est plus élevé que pour un bus thermique diesel ou au gas, les coûts d'énergie et de maintenance sur la durée de la première vie du véhicule, soit environ une quinzaine d'années, sont sensiblement inférieurs à ceux d'un véhicule thermique et le bus électrique atteint ainsi la parité avec le bus diesel avant la période des quinze ans susmentionnée, sans intégrer les subventions éventuelles. Toutefois, l'investissement initial est supérieur, pour le moment par rapport à un véhicule diesel ou au gaz.

Ainsi, pour faciliter et accélérer la transition vers des flottes électriques (bus ou autres véhicules), Forsee Power a créé NEoT Capital avec EDF et Mitsubishi Corporation en 2016 afin de financer les installations sous forme de location batteries/véhicules/infrastructures. Ces offres de financement reposent sur le principe suivant :

- les fournisseurs d'équipements (batterie, véhicule, infrastructure) vendent lesdits équipements au financeur (et non au client final comme dans le cas d'une « vente sèche ») ;
- le financeur met ces équipements (ou « actifs ») à disposition du client final (opérateur de transports) contre le paiement d'un loyer ; et
- l'offre de location intègre tous les services de maintenance et garanties associés.

L'objectif de NEoT Capital est de faciliter la transition vers la mobilité « zéro émission » et l'accès aux solutions énergétiques hors réseau. A la date du Document d'enregistrement, NEoT Capital gère deux plateformes NEoT Green Mobility (qui propose aux collectivités et aux opérateurs des solutions de

<sup>30</sup> *Global Energy Perspective McKinsey – 2019 et étude réalisée par le Directeur investissements de Forsee Power.*

financement pour l'accès à la mobilité électrique et hydrogène) et NEO T Offgrid Africa (qui investit dans des projets d'énergies renouvelables distribuées en Afrique).

Ainsi, le Groupe conseille de nombreux clients et travaille également en consortium avec des partenaires industriels et financiers pour fournir des solutions de transports électriques clefs en main et financées. A titre d'exemple, le Groupe et ses partenaires ont livré entre 2020 et 2021 en Angleterre à un opérateur une des premières solutions de flotte de bus avec une infrastructure de charge entièrement financées sous la forme d'une location sur une période de 15 ans intégrant l'ensemble des services de maintenances et de garanties. En 2021, un des projets co-développés par le Groupe et Mitsui a été retenu en première phase par le ministère du transport britannique pour convertir l'ensemble de la flotte de transport urbain d'une ville de taille moyenne. La sélection finale des lauréats aura lieu en 2021/2022 ; cela permettant d'accompagner et de faciliter la vente de batteries.

### **Du prototype à la grande série**

Au-delà de la définition de la solution, Forsee Power Solution et Forsee Power Field Services accompagnent leurs clients dans l'intégration des systèmes de batteries dans les véhicules. Cette intégration souvent complexe, nécessite une période de mise au point des premières versions des prototypes. Forsee Power Solution peut lors de ces phases apporter un soutien technique en envoyant des ressources sur site ou bien fournir un support via Forsee Power Digital à distance grâce à ses solutions de suivi à distance de ses batteries.

### **Déploiement de la grande série**

Le déploiement de solutions d'électromobilité à grande échelle conduit les opérateurs et clients finaux à revoir complètement leurs méthodes et outils de gestion et d'entretien de leur flotte de véhicules. Pour répondre à ces besoins, le Groupe propose notamment :

- une maintenance à distance assurée par un outil de maintenance dédié (Diagtool) pour ses systèmes ; cet outil permet un suivi à distance de la flotte de batteries développées par les équipes du Groupe, dans un but de maintenance préventive et curative. Il est adapté aux systèmes de batteries pour les véhicules lourds et est très utilisé pour la gestion des flottes de bus ;
- des formations et certifications pour les personnels de maintenance et de bureaux d'études via son centre Forsee Power Academy ;
- des services de maintenance préventive et curative grâce à des outils de diagnostics à distance, des *flying doctors* et un réseau de partenaires locaux et une hotline via Forsee Power Field Services ;
- le suivi à distance des flottes de batteries/véhicules via Forsee Power Digital ;
- des services de structuration et de financement de la batterie jusqu'à l'infrastructure complète grâce à sa filiale NeoT, le soutien de son partenaire Mitsui et un vaste réseau bancaire et d'investisseurs avec certains accords de financement pré-négociés, via Forsee Power Financial Services.

### **Seconde vie et recyclage**

Le Groupe développe ses batteries dans un objectif d'économie circulaire, de manière à ce que leur conception mécanique et électrique facilite leur intégration en conteneurs. Elles peuvent ainsi être utilisées dans une deuxième vie dans un véhicule aux besoins moins exigeants, voire s'intégrer à des applications de stockage stationnaire destinées à optimiser un réseau ou à mettre en place un système de

stockage autonome couplé à la production d'énergies renouvelables comme les panneaux photovoltaïques ou les éoliennes.

Il a ainsi réalisé plusieurs projets pilotes de seconde vie afin d'anticiper le retour d'ici quelques années (à partir de 2025) des premières séries de produits conformément à la réglementation applicable qui le rend responsable de reprendre toutes les batteries vendues, sous certaines conditions définies par la directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs (modifiée par la directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 et la directive (EU) 2018/849)).

Le Groupe a démarré la production en série de ses systèmes de batteries pour véhicules lourds en 2018. Compte-tenu d'une durée de la première vie des batteries pouvant s'étendre de 8 à 15 ans selon la technologie (voir chapitre 9 « Environnement réglementaire » du Document d'enregistrement), il anticipe un retour progressif de certaines batteries aujourd'hui en service à bord des véhicules lourds de ses clients européens. Via des partenariats avec des industriels et des start-ups, le Groupe souhaite pouvoir offrir soit une seconde vie soit une solution de recyclage pour l'ensemble de ses clients. De 2015 à 2017, Forsee Power, EDF, Mitsubishi Motors Corporation, Mitsubishi Corporation et PSA Peugeot Citroën ont éprouvé une solution de stockage d'énergie à partir de batteries lithium-ion usagées des véhicules électriques dans le cadre d'un démonstrateur installé à Moissy-Cramayel. Ainsi, la solution technique existe, il faut désormais que le marché de la seconde vie se développe suite à la 1<sup>ère</sup> vie des batteries fournies par le Groupe.

Les batteries de seconde vie pourraient permettre d'étendre la valeur économique de la batterie et constituer une source de revenu complémentaire pour le Groupe à l'avenir.

### **5.5.2 Recherche et Développement**

Le Groupe compte trois centres de Recherche et Développement (R&D) situés respectivement en France et en Chine. Les équipes R&D du Groupe compte plus de 160 ingénieurs et techniciens couvrant la totalité des savoirs et savoir-faire requis pour l'innovation, la conception, le développement, la mise en production, ainsi que le suivi et le maintien des produits et systèmes en service.

Les équipes de R&D du Groupe disposent d'un large champ de compétences pluridisciplinaires, notamment :

- l'électrochimie, dont la physique des matériaux et la cinétique physico-chimique : analyse avancée des phénomènes de vieillissement sur tout le cycle de vie (stockage, recyclage...) ;
- l'analyse fonctionnelle système et dimensionnement électrique d'ensemble ;
- la conception thermomécanique complète à plusieurs échelles (cellules, modules, packs, système véhicule) ;
- les systèmes de câblages (puissance et contrôle-commande) ;
- le système de refroidissement ;
- la conception électronique analogique et numérique ;
- la compatibilité électromagnétique suivant les normes applicables et les cahiers des charges clients,
- la tenue aux vibrations, chocs et toutes autres conditions d'environnement propres aux véhicules ;

- le développement logiciel dans son ensemble (logiciels embarqués, logiciels de diagnostic et de maintenance, logiciels de tests...).

Le Groupe estime que ces compétences permettent à ses équipes de R&D de maîtriser les éléments clés pour ses clients, notamment :

- les analyses de dimensionnement et d'architecture préliminaire d'ensemble ;
- la modélisation fonctionnelle et comportementale, les simulations avancées en lien avec le profil de mission spécifique à chaque application ou secteur cible ;
- l'ingénierie des systèmes suivant une approche structurée : spécifications, architecture (fonctionnelle/logique et physique), les performances, les analyses de sûreté de fonctionnement, de sécurité et la fiabilité ;
- les stratégies et la conduite des essais d'intégration, vérification, qualification, validation et certification ;
- les développements des sous-ensembles thermomécaniques et de câblages ;
- le développements de produits et modules d'électronique de puissance ;
- le développement électronique numérique et analogique ;
- le développement logiciel embarqué conforme aux standards applicables mettant en œuvre des algorithmes de commande et de régulation avancés permettant de maximiser les performances et la durée de vie du système.

Les produits et systèmes du Groupe étant très majoritairement embarqués sur des véhicules dont la durée de vie dépasse 10 ou 12 ans dans la plupart des cas, les ingénieurs du Groupe s'attachent à concevoir des solutions robustes répondant aux différentes commandes. En outre, les activités de R&D visent à optimiser les performances et la valeur des produits et systèmes dans une optique de seconde vie, tout en veillant au caractère recyclable des matériaux et composants employés, ce qui permet aux batteries du Groupe d'être le plus concurrentiel possible par rapport aux batteries proposés par ses concurrents, notamment dans l'environnement innovant en constante évolution dans lequel il opère.

Les processus, méthodes et outils de R&D mis en œuvre tendent à répondre à la fois aux besoins de transversalité et de généricité sur l'étendue du portefeuille de produits, systèmes et solutions proposés par le Groupe, tout en tenant compte des spécificités propres à chaque gamme.

Les cycles de R&D comprennent :

1. une phase d'études ou d'exploration de concepts, sous un angle principalement scientifique et technologique, pouvant faire appel à des collaborations externes ;
2. une phase de maquettage fonctionnel visant à démontrer la faisabilité technique (fonctionnalités et performances clés), ainsi que l'établissement d'un premier cadrage technico-économique ;
3. des phases itératives de prototypage, allant jusqu'à la représentativité produit-process préalable à la préparation de la mise en série.

De plus, le Groupe s'oriente vers la mise en place de principes et méthodes de développement agiles, afin de mieux appréhender les évolutions des besoins au cours des phases de développement, et aussi favoriser une meilleure efficacité et autonomie des équipes projets multi-métiers.

Suite à la reprise des actifs attachés à la branche autonome d'activité de la société Holiwatt fin juillet 2021, certains produits et savoirs-faires sont protégés par des brevets qui ont été déposés. A la date du Document d'enregistrement, le Groupe dispose de 21 brevets déposés (dont 11 en vigueur), dont la majorité délivrés ou déposés dans plusieurs pays.

### **5.5.3 Applications**

#### **5.5.3.1 Bus et camions**

Dans ces véhicules, les systèmes de batteries de Forsee Power se combinent avec plusieurs sources d'énergies et présentent des avantages non seulement écologiques mais aussi économiques et de confort pour les passagers. Elles permettent des opérations en toute autonomie sur une journée complète, la recharge en bout de ligne, la recharge rapide, ultra rapide ou encore l'équipement de véhicules à hydrogène.

Les véhicules sont variés dans ce secteur de marché et comprennent, les minibus, les bus, les autocars et les camions.

#### **5.5.3.2 Rail**

Les batteries sont indissociables des projets de verdissement ferroviaire et s'adaptent à toutes les situations envisagées, au-delà de l'hybridation diesel-batteries. Elles permettent de réduire les émissions, de réduire les coûts d'infrastructure, tout en préservant le paysage naturel.

Dans le cas des tractions à hydrogène, la pile à combustible transforme l'hydrogène pour alimenter les batteries. Celles-ci permettent alors de réguler l'activité en stockant l'énergie lorsque la pile à combustible fournit un surplus et le restitue dans le cas inverse.

La batterie est également une solution économique de choix pour les trains électriques. L'installation de caténaires peut être très coûteuse et complexe (du simple au décuple qu'il s'agisse d'une voie dite classique ou d'une voie dans un tunnel). L'intégration de batteries permet alors une solution plus simple et plus économique pour étendre le réseau. L'énergie délivrée par les batteries prend le relais sur des portions de rames non équipées de caténaires et donc d'électricité.

A titre d'exemple, le Groupe travaille aux côtés d'Alstom pour équiper son premier TER hybride (voir section 5.5.4 « Clients » du Document d'enregistrement).

L'enjeu majeur du projet était d'intégrer des batteries dans des espaces initialement conçus pour des moteurs diesels et leurs réservoirs. Le projet d'Alstom consiste à transformer un parc de trains existant plutôt que d'attendre la fin de vie des trains, et ainsi accélérer la décarbonation du transport ferroviaire. La maîtrise technologique et la capacité des équipes de R&D du Groupe à concevoir des systèmes modulaires sont déterminantes dans la réussite du projet.

Depuis 2018, le Groupe a significativement accru ses investissements pour recruter des équipes d'ingénieurs experts du secteur ferroviaire, développer les bonnes technologies et installer une ligne de production dédiée au sein de son usine de Chasseneuil-du-Poitou. Le Groupe est l'un des rares fabricants de batteries à maîtriser la technologie LTO (Lithium Titanate Oxyde), dont les propriétés haute puissance sont parfaitement adaptées à l'hybridation diesel-batterie des trains.

Fin juillet 2021, Forsee Power a annoncé la reprise des actifs attachés à la branche autonome d'activité de la société Holiwatt intégrant une offre produits très large de systèmes de stockages d'énergie pour le transport ferroviaire sans caténaire, de systèmes de charge rapide embarqués et en bord de voie, de systèmes de récupération d'énergie et de convertisseurs de puissance et convertisseurs auxiliaires (CVS). Cette reprise comprend également l'intégration d'une équipe de 36 experts du marché ferroviaire aux effectifs du Groupe (voir section 6.3 du Document d'enregistrement).

### 5.5.3.3 Maritime

En tant qu'émetteur significatif d'émissions de gaz à effet de serre, le secteur maritime a entamé un virage vers un transport plus écologique, avec moins de diesel et moins de gasoil. En avril 2018, les 176 États membres de l'Organisation Maritime Internationale se sont accordés sur un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre à savoir : -50 % d'ici 2050 par rapport à 2008. A ce jour, 70 % des polluants des navires sont libérés à moins de 400 km des terres<sup>31</sup>. Les navires passent une grande partie de leur temps à quai dans les ports et doivent maintenir leurs moteurs en fonctionnement constant même lorsqu'ils sont stationnés. Ainsi, les ports et les zones environnantes sont très pollués. Environ les trois quarts des plus grandes villes du monde sont situées sur les côtes et la moitié de la population mondiale vit à moins de 60 km d'un océan. Certains ports, tels que Singapour, ont pris des mesures pour réduire leurs émissions en remplaçant l'énergie thermique par de l'énergie hybride ou 100 % électrique lorsque cela est possible.

Tout comme les bus ou les véhicules industriels et commerciaux, les constructeurs maritimes proposent une gamme électrique. Les bateaux pousseurs, les petits ferries, les yachts et les bateaux transportant des passagers peuvent désormais fonctionner en mode 100 % électrique (les batteries servant à alimenter l'ensemble du navire, à propulser et à recharger le bâtiment) ou en mode hybride lorsque les batteries sont utilisées à des fins spécifiques, en plus du diesel comme pour les cargos et les bateaux de pêche.

Les différentes utilisations des systèmes de batteries dans les navires hybrides sont indiquées ci-dessous :

- Contrôle de la variation de charge : les batteries absorbent les variations de charge du réseau, améliorant ainsi la consommation de carburant et réduisant les heures de fonctionnement du moteur.
- Réduction des nuisances sonores : lorsque les moteurs thermiques sont éteints, le bruit généré par ceux-ci n'existe plus. Ainsi, les équipes de maintenance peuvent intervenir dans la salle des machines sans aucun inconvénient. Le bruit est également supprimé lorsque des navires (par exemple, un yacht) restent sur place.
- Réduction des émissions de polluants : les batteries alimentent le navire afin que les moteurs puissent être éteints. Il y a donc moins de pollution dans les zones portuaires (les entrées et les sorties des navires se font uniquement avec des systèmes de batteries).

### 5.5.3.4 Agriculture, construction et mines

L'électrification pure n'est pas la seule solution envisageable pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions des équipements de construction et des engins agricoles et miniers. L'hybridation est également une approche efficace et viable pour de nombreuses catégories de véhicules.

Après un an de recherche et développement, les ingénieurs du Groupe ont développé la nouvelle solution Forsee Pulse haute puissance intégrant des cellules à oxyde de titanate de lithium (LTO) connues pour leur longue durée de vie et leurs caractéristiques de très haute puissance, idéales pour les applications hybrides. La batterie a été conçue pour se conformer aux spécifications ambitieuses de Kubota (voir paragraphe ci-dessous), qui incluent l'installation de systèmes de batteries dans divers types de véhicules, tels que les engins de construction, de manutention et agricoles.

En effet, le Groupe a été sélectionné par Kubota, un des leaders mondiaux des moteurs industriels de moins de 100 CV et également l'un des principaux fabricants de véhicules non routiers, comme partenaire pour le développement de ses systèmes de batteries LTO 48V. Le Groupe équipera les

---

<sup>31</sup> Centre for International Climate and Environmental Research de l'université d'Oslo (Norvège) (2009): *Update on emissions and environmental impacts from the international fleet of ships: the contribution from major ship types and ports.*

moteurs micro-hybrides des véhicules légers de construction et agricoles de Kubota. Il s'agit de la première transaction significative pour le Groupe sur le marché en forte croissance du véhicule non routier.

#### 5.5.3.5 Véhicules urbains et utilitaires légers

Les véhicules légers ont montré historiquement la voie vers l'électrification, notamment en Chine à partir d'une base de batteries au plomb qui existent depuis plus de 10 ans. La technologie batterie au plomb, polluant reconnu pour l'environnement, sa faible densité énergétique et sa durée de vie limitée ont favorisé l'introduction de la technologie du lithium-ion plus efficace et vertueuse du point de vue écologique, secteur technologique sur lequel le Groupe s'est positionné.

Les aides gouvernementales (Europe, Inde) en faveur du lithium-ion et l'augmentation exponentielle de la production des batteries lithium-ion ont permis de réduire les écarts de prix par rapport à la technologie historique du plomb, en particulier en prenant l'ensemble du coût de possession sur la durée (TCO). En effet, les batteries asiatiques principalement au plomb présente des cycles de vie très limités. Toutefois, la part de la technologie au plomb reste encore prépondérante en Chine.

La stratégie du Groupe s'est concentrée en mobilité électrique légère sur les scooters, marché émergent plus complexe que celui du marché du VAE (véhicule à assistance électrique) et disposant d'un potentiel très important en Europe et en Inde.

Des contrats significatifs ont été conclus notamment avec Bosch, Piaggio, ainsi qu'auprès d'acteurs locaux en Europe et en Chine, pour leurs besoins domestiques mais également à l'export vers l'Europe où le Groupe dispose depuis sa création d'une présence commerciale et d'un service après-ventes. En Inde, le Groupe a débuté la commercialisation de batteries de scooters fin 2020 et dispose à la date du Document d'enregistrement de moyens de production adaptés grâce à son usine de Pune pour répondre à la demande indienne. Par ailleurs, en juillet 2021, Omega Seiki Pvt Ltd, société du groupe indien Anglian Omega, et le Groupe, ont conclu un partenariat stratégique pour la fourniture de batteries lithium-ion à l'ensemble des gammes de véhicules commerciaux trois-roues d'Omega Seiki Mobility. Les véhicules électriques utilitaires d'Omega Seiki Mobility équipés du système de batterie lithium-ion du Groupe offriront une autonomie de batterie de 120 km.

L'activité VAE - vélos électriques s'est orientée en France et aux Etats-Unis vers la production de batteries sur-mesure, donc plus spécifiques pour des usages en vélo-partage dans les villes ou pour les loisirs. Initialement produites sur le site du Groupe en Chine, un regain d'intérêt se porte vers la relocalisation en Europe en raison de nouvelles taxes à l'import mises en place par l'Union Européenne ; ainsi le Groupe a pu conclure une nouvelle commande en France pour des produits à haute valeur ajoutée fabriqués en Pologne.

Des applications 2-roues tournées vers des activités de services ont fait également leur apparition tels que la logistique du dernier kilomètre et les services municipaux (police, nettoyage, collecte de déchets, distribution postale).

La gamme d'application en mobilité légère s'est récemment étendue aux 3-roues et 4-roues, notamment sur les secteurs suivants :

- les 3-roues ou e-Rickshaws (en particulier en Inde et pays limitrophes, et historiquement en Europe) : transports collectifs, petits taxis, transport de marchandises, services municipaux tels que distribution de courriers postaux, nettoyage ou collecte de déchets ;
- les 4-roues couvrent les sous-secteurs suivants :
  - o les voitures sans permis qui prennent de plus en plus d'essor dans les centres urbains et touchent une clientèle plus jeune avec l'électrique,

- le transport de marchandises en vans légers ou de personnes type navette,
- les véhicules récréatifs type karting, golf cart, buggy, quad, jet ski,
- les véhicules « *off-highway* » légers pour exploitation forestière, agricole, activités de construction.

Face à cette pluralité d'applications, le Groupe apporte une réponse produit centrée sur la ligne GO mais aussi sur celle Slim Zen pour les véhicules les plus puissants. Ce secteur est totalement légitime pour le Groupe qui peut grâce à son expérience sur les 2-roues et les véhicules lourds apporter une réponse pertinente et différenciée par rapport à ses concurrents.

Ainsi, ce secteur à fort potentiel des véhicules légers prend toute sa place dans la stratégie de développement du Groupe et devrait représenter dans les prochaines années un vecteur important de croissance.

#### 5.5.3.6 Véhicules autonomes et robotique

Ces applications comprennent les véhicules à guidage automatique (AGV), les véhicules terrestres autonomes (UGV), les robots de sécurité, les robots polyvalents et les petites navettes autonomes.

Les batteries sont soit intégrées soit interchangeables selon le besoin et le type de véhicules.

Le secteur de la logistique a de plus en plus recours à ces véhicules.

#### 5.5.4 Clients

La Société a développé au cours des dernières années un large portefeuille de clients dans ses 5 secteurs de marché, s'assurant ainsi une diversification de ses activités.

La plupart de ces clients sont aujourd'hui en phase de développement ou de démonstration, ou entament leur croissance. Néanmoins, le Groupe a permis à certains de ses clients de bénéficier d'une position de "*early mover*" et de profiter d'une dynamique de croissance très forte ; ce démarrage rapide de certains clients, notamment dans les secteurs des véhicules commerciaux et véhicules légers a abouti à une certaine concentration des revenus du Groupe. Ainsi, les ventes du Groupe auprès des dix premiers clients ont représenté 84 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et 90 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021.

Fort de ses équipes commerciales présentes en Europe, en Asie (Chine, Singapour, Japon) et en Amérique du Nord, et complétées par le réseau mondial de Mitsui, la Société estime désormais être en mesure de capitaliser sur ces premières références, et d'approcher avec succès les principaux donneurs d'ordre de ses marchés clés (comme par exemple Kubota et Kawasaki au Japon).

L'activité commerciale du Groupe est ainsi très soutenue, sur tous ses secteurs, et sur toutes les géographies. En conséquence, le Groupe devrait observer dans les prochaines années une augmentation du nombre de ses clients et de son chiffre d'affaires, lui permettant d'atténuer la concentration de son chiffre d'affaires sur un nombre de clients limité.

#### Véhicules légers et *Industrial Tech*

Le portefeuille clients est diversifié pour cette activité, et s'appuie également sur plusieurs clients clés.

Ainsi, dans la mobilité légère Piaggio et Bosch constituent 2 références majeures.



- **Piaggio** : partenariat établi depuis 2017 par un contrat pluri-annuel (sur la base de contrats cadres avec des commandes pour des systèmes batteries à destination de scooters). Forsee Power a été retenu pour développer plusieurs batteries pour la version électrique du scooter iconique Vespa. Produit complexe et réalisé sur mesure compte tenu de la contrainte de ne pas modifier le châssis historique du Vespa, le projet de développement a été un succès grâce à la bonne coordination des équipes Forsee Power en France et en Chine. La batterie est produite dans l'usine du Groupe située à Zongshan. Le Vespa Elettrica est considéré comme un scooter haut de gamme avec une autonomie de 100km et une vitesse maximum de 75km/h. En 2020, Piaggio a renouvelé sa confiance en Forsee Power avec le nouveau scooter Piaggio One prévu pour une clientèle plus jeune et avec un budget accessible.
- **Bosch** : partenariat initié en 2018, notamment au travers de la filiale Bosch Chine développant une chaîne de traction pour scooters. Plusieurs batteries sur-mesure ont été développées pour une commercialisation dans l'ensemble de l'Asie. Bosch a par ailleurs demandé au Groupe de l'accompagner dans son lancement de son activité en Inde. L'usine de Pune a ainsi pu démarrer fin 2020 sa production grâce au contrat conclu avec Bosch.
- **Sodikart** (acteur mondial dans le domaine du karting) : Forsee Power a été retenu en 2015 pour lancer sa gamme loisir et compétition de karts électriques. Les résultats sur piste de vitesse, d'accélération et de durée de vie ont été concluants. Après un premier lancement en Europe, Sodikart se déploie maintenant aux Etats-Unis et en Chine sur des centres *out-door* mais également *indoor* grâce à l'électrique.
- **Kubota** : Kubota matérialise l'apport de Mitsui dans le développement de l'activité du Groupe grâce à son réseau international, et notamment sa présence au Japon. Kubota permet au Groupe de pénétrer dans le secteur prometteur de l'hybridation des véhicules « *Off Highway* », avec un premier produit de puissance : le PULSE 0.5.

Concernant les références *Industrial Tech*, le portefeuille clients est large et diversifié mais historiquement récurrent. Certains clients font confiance au Groupe depuis plus de 10 ans.

- **Hager** : client historique depuis 2013 dans le domaine des batteries pour équipements d'alarmes et détecteurs de fumée. La production est réalisée en Pologne, avec une coopération globale entre les équipes Hager et Forsee Power en France, en Allemagne et plus récemment en Chine. Ceci démontre ainsi la capacité du Groupe à accompagner ses clients historiques au niveau international sur plusieurs sites dans le monde.
- **Somfy** : Client établi en 2019 et renforcé l'année dernière grâce à un contrat majeur pour des batteries de volets roulants qui se déploiera en 2021-2022. Le Groupe a pu ainsi mobiliser ses équipes en France et en Chine pour répondre globalement et localement de façon satisfaisante aux demandes de Somfy.
- **Medical** :
  - **O2 Concept et Precision Medical** : ces deux sociétés américaines, acteurs majeurs du domaine de l'aide à la respiration sont des clients historiques du Groupe depuis 2013. Plusieurs batteries pour concentrateurs d'oxygène ont été réalisées depuis l'usine du Groupe en Chine et sont toujours au catalogue depuis près de 10 ans. Récemment ces clients ont exprimé le souhait de pouvoir également recevoir une production provenant d'Europe et le site polonais du Groupe a ainsi intégré une des productions au début de 2021 ; démontrant ainsi la capacité industrielle du Groupe à répondre à différents besoins de localisation de production.

- **GCE-ESAB** : cet acteur majeur d'origine britannique est spécialisé dans le domaine des ventilateurs, qui ont été récemment utilisés dans le traitement de la COVID-19. Le Groupe fournit à ce client des batteries portables sur-mesure pour ses appareils.

## Véhicules Lourds

Le Groupe a développé un large portefeuille de clients dans le domaine des véhicules lourds, dont quelques clients leaders.

- **Iveco/Heuliez (Groupe CNHi)**: client du Groupe depuis 2012, le groupe Iveco/Heuliez a lancé ses premiers développements de bus électriques de série en 2014 et a choisi le Groupe dès 2015 sur la base du système Flex7 alors "sur étagère". Dès 2016, dans le cadre d'un partenariat de long terme, le Groupe a lancé le développement de la gamme Zen, permettant d'embarquer 350 kWh de batterie par bus de 12 mètres, permettant ainsi de répondre aux exigences du marché en terme d'autonomie et de capacité passagers. C'est avec ce système qu'Heuliez a établi un record d'autonomie sur piste en atteignant 527 km en octobre 2019. Iveco/Heuliez a par ailleurs capitalisé sur la large gamme du Groupe, et développé des bus articulés de 18 mètres ainsi que des systèmes avec charge rapide pour le marché hollandais, grâce aux gammes de produits Flex et Pulse développées par le Groupe. Iveco/Heuliez est également le 1<sup>er</sup> client de Forsee Power à avoir bénéficié de l'offre de financement de batteries proposée par le Groupe.
- **Wrightbus (Groupe Bamford)**: depuis 2012, Forsee Power fournit à Wrightbus la totalité de sa gamme de produits (Flex, Pulse, Zen). La relation avec Wrightbus est émaillée de projets pionniers : déploiement de la 1<sup>ère</sup> ligne de bus avec charges d'opportunité par induction en 2013, premiers bus « *fuel-cell* » à double étage en 2016, premiers bus à double étage intégrant des packs batteries dans le châssis en 2021. La profondeur de l'offre du Groupe permet à Wrightbus d'optimiser ses conceptions de véhicules, en adoptant notamment les formats "toiture" de packs batteries sur ses bus à simple étage, et Slim sur ses bus à double étage. Unis par un contrat de fourniture d'une durée de 5 ans et comportant une clause d'exclusivité d'une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et se terminant le 31 décembre 2022, le Groupe et Wrightbus collaborent au-delà du Royaume-Uni, et se projettent en Asie et en Amérique du Nord, où le Groupe l'accompagne notamment avec ses offres de financement.
- **Alstom** : Forsee Power est partenaire d'Alstom depuis 2016. Forsee Power a fourni les systèmes de batteries des premiers démonstrateurs du bus Aptis avec recharge d'opportunité (Flex7) (dont le projet devrait être arrêté par Alstom d'ici la fin de l'exercice 2021 si aucun repreneur ne se manifestait pour cette filiale), avant d'être sélectionné en 2018 pour fournir les batteries de haute énergie de la version série pour les marchés de la RATP (Alstom étant parmi les 3 fournisseurs sélectionnés). Forsee Power est également fournisseur d'Alstom pour son projet de train express régional hybride, qui consiste à remplacer la moitié des moteurs diesels des trains diesel-hybride avec un système de batteries de très haute puissance développé selon les standards ferroviaires. Après un test réussi, les systèmes de batteries haute puissance développées par le Groupe ont été intégrées au premier TER hybride expérimental début 2021 pour une production en série prévue en 2022. Conçu avec la SNCF et en partenariat avec les régions Occitanie, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine et Centre-Val-de-Loire, ce nouveau TER hybride baptisé « Régiolis Hybride » est fabriqué par Alstom avec pour objectif une économie de 20 % d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Régiolis Hybride bénéficiera notamment d'un freinage récupératif à l'arrivée en gare, permettant de charger les batteries, et d'utiliser cette énergie dans les phases de traction. A l'issue des essais, Alstom envisage de convertir entre 100 et 200 trains de son parc roulant en mode hybride.
- **Caetano Bus** : partenaire de Caetano Bus depuis 2017, Forsee Power fournit toute sa gamme de batteries (Zen, Pulse, Flex). Grâce aux batteries Zen35, Caetano a notamment remporté des marchés de bus tout électrique à Londres et à Lisbonne.

### 5.5.5 Production (usines)

Le Groupe dispose de 4 sites de production, en Europe (France, Pologne) et en Asie (Chine, Inde). Ce fort ancrage industriel, dimensionné pour répondre aux besoins de ses clients dans le monde entier, permet au Groupe de localiser la production de ses batteries au plus près des usines d'assemblage de ses clients, réduisant significativement l'empreinte carbone liée au transport et limitant les coûts et délais de livraison. Ces quatre sites de production assurent également les services de maintenance des batteries, en complément des dispositifs de diagnostic à distance.

#### 5.5.5.1 Les grandes étapes de production et les métiers

Les grandes étapes du processus de production des batteries du Groupe sont présentées ci-après :

- Contrôle des composants en entrée de ligne et tri des cellules effectué par niveau de performance ;
- Processus de *stacking* : assemblage des cellules entre elles (positionnement, pose des barres de bus, soudure inter-cellules,...) ;
- Contrôle du *stack* (module) ;
- Assemblage final du pack, avec tests qualitatifs à chacune des étapes :
  - pose des *stacks* ;
  - assemblage des faisceaux de communication ;
  - connexion des cartes électroniques ;
  - assemblage des faisceaux de puissance ;
  - assemblage des PDU (Power Distribution Unit : unité de distribution électrique composée principalement de produits électro-mécaniques qui gère l'ouverture et la fermeture des branches, c'est-à-dire le passage du courant, lors de la mise en route et l'arrêt de l'appareil, et qui mesure le courant durant son utilisation) et des BMS (Battery Management System : système de gestion de la batterie composé d'une carte électronique qui analyse l'ensemble des informations (tensions, températures) reçues des modules et de la PDU, puis réalise les calculs en temps-réel nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la batterie et sa sécurité) ;
  - fermeture des packs ;
  - contrôle libérateur puis packaging.

De nombreux métiers d'ingénieurs sont impliqués dans la phase précédant la production et la mise en service des systèmes de batteries, notamment :

- Chef de projets : pilotage des différentes fonctions pour un développement client ou une innovation interne.
- Ingénieur système : responsabilité de la conception complète du système et de l'intégration au sein du véhicule ; il s'assure de l'alignement du cahier des charges (voir ci-après) et des essais à mettre en place pendant la phase de développement ;
- Ingénieur qualité : garant du respect des procédures qualité internes et de celles du client, et de la définition des contrôles à mettre en place ;

- Ingénieur / responsable achat : en charge de choisir les fournisseurs, de les valider et de respecter les cibles de coûts du projet ;
- Ingénieur industrialisation / process : en charge de la mise en production, de la définition et de la réception des moyens de production et de contrôle.

Un cahier des charges intègre les besoins techniques et les besoins qualité des lignes de production. Les contrôles qualité sont intégrés à chaque étape de la ligne de production pour garantir la sécurité des produits du Groupe. Une étape automatisée de la formation des modules permet de contrôler les volumes et la maîtrise des coûts, suivie d'un assemblage final manuel du pack. Cet ensemble d'étapes permet d'assurer la qualité des produits avant le montage en système.

Une fois en production, plusieurs métiers interviennent notamment :

- Ingénieur qualité production : vérifie que les produits soient correctement testés, conformément aux définitions du projet et du client ;
- Opérateur : manipule et assemble les différents composants et assure la fabrication des produits ;
- Superviseur de ligne : pilote la charge des équipes de production afin d'assurer la cadence des lignes d'assemblage ;
- Responsable logistique : en charge de la définition des plans de production et des approvisionnements des composants ;
- Responsable maintenance : en charge de la maintenance des équipements de production et du site de production ;
- Responsable HSE : en charge de la mise en place des procédures sécurité pour la protection des personnes et des produits, et gestion des aspects environnementaux liés au site de production et aux produits et composants qui y sont gérés ;
- Responsable administration des ventes : en charge de l'enregistrement des commandes et de la facturation des produits.

Cette maîtrise de l'industrialisation comprend une expertise validée par les clients du Groupe dans des procédés de production multiples tels que la soudure ultrason, la soudure laser et la soudure par points.

Une attention particulière est portée à la qualité tout au long du process d'industrialisation. Les lignes assurent une traçabilité de chaque cellule depuis la validation en entrée de ligne jusqu'au pack complet. Ce niveau de qualité est garanti par un contrôle accru des entrées de composants et du process de tri des cellules. Le process s'appuie sur des experts en intégration des capacités de tests sur ligne et des dispositifs de contrôles.

Ainsi, les process de fabrication conformes aux normes ISO et AFNOR garantissent un haut niveau d'intégrité à chaque étape de la production.

#### **5.5.5.2 Capacité des sites de production du Groupe**

Pour faire face à la demande croissante de fabrication de packs de batteries, la stratégie de la Société est d'augmenter la capacité de ses sites en maximisant les utilisations des surfaces disponibles, puis en augmentant les superficies soit par des agrandissements ou des changements de site, sur différents continents afin d'avoir une présence mondiale cohérente et surtout proche de ses activités principales.

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe bénéficie d'une capacité de production de près de 1 GWh, pour une surface totale de 25 000 m<sup>2</sup>. L'objectif à court terme (à horizon fin 2023), est d'avoir une capacité de production installée de 2 GWh, pour une surface totale de 46 000 m<sup>2</sup>. A plus long terme, à horizon 2027, la Société envisage d'atteindre une capacité de production de 10 GWh, pour une surface de production de près de 95 000 m<sup>2</sup> regroupant 900 salariés ; le Groupe estime qu'atteindre cette capacité de production en 2027 impliquerait des dépenses d'investissement de l'ordre de 70 millions d'euros sur la période 2021-2027.

L'augmentation de capacité des équipements est principalement réalisée par l'automatisation des postes dits de « goulot d'étranglement », notamment le *stacking* des cellules, ainsi que les contrôles qualités en bord de ligne et les contrôles libérateurs. De ce fait, deux lignes de *stacking* automatique ont déjà été installées sur le site de Chasseneuil-du-Poitou, et d'autres projets d'automatisation de fabrication de modules standards sont en cours de développement. La standardisation des modules facilite l'automatisation et permet de produire en capacitance un composant qui sera, par la suite, utilisé dans différentes applications, en spécialisant les packs de batteries en fonction des besoins du client. Il en va de même pour des batteries de mobilité plus légère, comme sur les sites situés en Chine et en Inde, à savoir une automatisation des contrôles et de certains procédés de soudures et d'assemblage des cellules.

La responsabilité des définitions des lignes d'assemblage, que ce soit pour le *stacking* ou pour l'assemblage final des packs, reste au sein du Groupe. Cela permet de dupliquer facilement des concepts de lignes d'un site à un autre, et de garder le savoir-faire du Groupe et des équipes, en se basant sur les développements actuels.

### **5.5.5.3 Les sites de production**

#### **5.5.5.3.1 Le site de Poitiers (France)**

Le site de Poitiers est d'une superficie de 15 601 m<sup>2</sup>, répartie en 9 689 m<sup>2</sup> de zone de production, 3 693 m<sup>2</sup> de zone de stockage, 2 219 m<sup>2</sup> de bureaux, de locaux sociaux et de laboratoires et emploie 200 personnes.

L'agglomération du Grand Poitiers a fait l'acquisition du site et en assure l'ensemble des travaux de rénovation. Le bail en l'état futur d'achèvement signé par le Groupe et dont la date d'échéance est fixée au 2 août 2033 lui donne l'option de racheter le site au moment qu'il jugera opportun. Le Groupe a également bénéficié d'autres soutiens de nature financière de la part de la région Nouvelle Aquitaine, de l'Etat et du fonds de revitalisation « Federal Mogul », mis en place par l'ancien propriétaire du site repris suite au licenciement collectif qu'il a effectué, permettant ainsi un accompagnement, des subventions et des prêts à taux zéro accordés à des entreprises de l'industrie, de services aux entreprises et de la production sur le territoire de Chasseneuil-du-Poitou et plus largement du Grand Poitiers.

En ce qui concerne l'accompagnement du fonds de revitalisation « Federal Mogul », son soutien se manifeste par une subvention totale de 250 000 euros, conditionnée principalement par la création d'un minimum de 100 emplois en CDI sur le site. Les conditions à l'obtention de cette subvention ont été remplies et la dernière tranche de la subvention a été reçue en mars 2021 par le Groupe.

Enfin, le Groupe a sollicité un plan d'aide au recrutement auprès de la région Nouvelle Aquitaine et de l'Etat (PAT) qui lui a été accordé en avril 2018. Ce plan couvre une période allant de mars 2018 à septembre 2022 et permet au Groupe de bénéficier de subventions libérées au fur et à mesure de l'atteinte de seuils d'emplois sur le site. Le Groupe libère progressivement ces subventions en fonction des recrutements effectués et du niveau d'emplois créé sur le bassin.

La capacité de production d'environ 720 MWh installée sur le site de Chasseneuil-du-Poitou est équivalente au marché annuel européen actuel pour les bus électriques, soit l'équivalent de 2 300 systèmes qui se répartissent sur les différentes technologies du Groupe. La capacité sera augmentée pour

atteindre 1GWh en 2023. Le site dispose à la date du Document d'enregistrement de 5 lignes de production réparties de la façon suivante :

- une ligne manuelle de ZEN 4 avec une capacité annuelle en 2\*8 de 210 systèmes soit 210 bus,
- une ligne manuelle de FLEX 7 avec une capacité annuelle en 2\*8 de 189 systèmes soit 189 bus,
- une ligne manuelle et une ligne automatique de ZEN 35 / Zen 42 avec une capacité annuelle en 2\*8 de 924 systèmes soit 924 bus,
- une ligne manuelle et une ligne automatique de PULSE 15 avec une capacité annuelle en 2\*8 de 990 systèmes soit 990 bus.

Les activités du site de production de Chasseneuil-du-Poitou sont à la date du Document d'enregistrement soumises à déclaration au titre de la réglementation sur les ICPE (voir chapitre 9 « Environnement réglementaire » du Document d'enregistrement).

Le site de production devrait être entièrement certifié ISO9001, ISO14001 et IATF16949 d'ici 2022.

Le Groupe prévoit, concernant ce site de production, (i) d'augmenter sa capacité de production avec de nouvelles lignes de productions à horizon fin 2023, (ii) d'augmenter sa capacité (y compris celle de son entrepôt) à horizon fin 2025 et (iii) de construire une nouvelle installation permettant d'étendre l'atelier de production à horizon fin 2027.

#### 5.5.5.3.2 Le site de Wroclaw (Pologne)

Le site de fabrication de batteries en Pologne est situé dans la région de Wroclaw dont le bail a été apporté au Groupe en 2012 lors de l'acquisition de la société française Ersé. Le site de Ligota Piekna produit des packs de batteries industrielles depuis 2005 et son bail, dont la date d'échéance est fixée au 31 janvier 2022, est renouvelable tous les trois ans à des conditions de marché.

Forsee Power Poland emploie à la date du Document d'enregistrement 40 personnes sur une surface de 2 000 m<sup>2</sup> et produit environ 1 million de packs de batteries portables par an pour la *Business Unit Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)*.

La structure de Forsee Power Poland intègre l'ensemble des fonctions d'un site de production comprenant les méthodes industrielles, la qualité, l'approvisionnement, la logistique et le management de projet. L'équipe bénéficie du support technique de la Direction des Opérations du siège du Groupe en France mais également du site de Zhongshan en Chine qui fabrique à plus grande échelle les produits *Industrial Tech*. Par ailleurs, le site de Forsee Power Poland est devenu en 2019 le centre du service après-vente en Europe pour les produits de mobilité légère. Enfin, un responsable commercial Europe de l'Est a rejoint le Groupe en 2020 pour développer les prises de commandes régionales. L'activité commerciale concernant la production en Pologne est gérée par la *Business Unit Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)*. La gestion des stocks, l'approvisionnement et la facturation clients sont gérés à partir de l'*Enterprise Resource Planning* commun (Navision) de Forsee Power France. Les fonctions supports telles que les ressources humaines, le juridique ou la comptabilité sont externalisées.

Forsee Power Poland a obtenu dès 2010 la certification ISO 9001. Le site bénéficie également des certifications ISO 14001, 18001, 13485 et TUV Rheinland pour le secteur médical, la certification SQ 900 D pour le ferroviaire ainsi que l'agrément officiel Panasonic en tant qu'assembleur de batteries.

En 2021, Forsee Power Poland produit à nouveau des batteries pour les vélos à assistance électrique Starway. Ce contrat s'inscrit dans une tendance de relocalisation en Europe de la production de batteries permettant de raccourcir la chaîne d'approvisionnement également favorisée par certaines potentielles mesures anti-dumping à venir de l'Union européenne pour faire face à la concurrence chinoise. Le contexte qui s'amorce de relocalisation en Europe des productions de batteries constitue ainsi une

opportunité intéressante pour Forsee Power Poland d'augmenter ses volumes de production et de monter en gamme sur des batteries plus complexes.

Le Groupe prévoit, concernant ce site de production (i) d'améliorer sa capacité de production pour les systèmes de batteries destinées au segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* à horizon fin 2023, (ii) d'étendre ses capacités de production, d'essai et de services après-vente à horizon fin 2025 et (iii) de construire des lignes de production, des ateliers et des entrepôts supplémentaires à horizon fin 2027.

#### 5.5.5.3.3 Le site de Zhongshan (Chine)

Le site chinois du Groupe d'une superficie de 6 000m<sup>2</sup> est situé à Zhongshan, intégré dans la région de la Grande Baie (zone du Sud de la Chine comprenant 11 villes dont Shenzhen, Hong Kong et Guangzhou). Celle-ci fait partie des zones de développement définies par la Chine afin de créer une zone de pointe dans l'industrie et l'innovation. Le Groupe bénéficie de deux baux d'une durée respective de onze et cinq années couvrant le site, étant précisé que ces deux baux arriveront à échéance le 29 février 2024.

Ce site est le siège de Forsee Power Asie-Pacifique et intègre toutes les fonctions supports pour la zone. Il adresse divers marchés en Asie-Pacifique mais aussi en Europe et aux États-Unis en fonction des secteurs de marché et des produits.

En plus des fonctions opérationnelles nécessaires pour la gestion du site, il intègre les fonctions transversales telles que les ressources humaines, la finance et la R&D pour la zone Asie-Pacifique.

La Chine est le premier marché mondial pour le véhicule électrique. L'implémentation du Groupe en Chine offre un accès privilégié à ce marché mais aussi à l'écosystème industriel qui a été créé depuis plus de 10 ans (matériaux, machines et centres d'innovations).

Le site inclut aussi les départements opérationnels nécessaires au fonctionnement de l'usine (production, qualité, approvisionnement, planification, service après-ventes...) ainsi que les fonctions nécessaires au développement de nouveaux produits (programmes, R&D, achats). Il inclut aussi un département commercial spécifique en charge de développer le marché chinois.

L'usine chinoise est en mesure de produire de manière flexible une large gamme de produits, notamment des technologies industrielles, des batteries pour véhicules légers et des batteries pour véhicules lourds.

L'espace de production comprend :

- 3 lignes de production dédiées à l'*Industrial Tech* ;
- 1 ligne de production dédiée au *LeV* ;
- 1 ligne de production dédiée aux transports lourds.

Le bureau de R&D comprend des ingénieurs hautement qualifiés dans une vaste gamme de domaines et intègre toutes les expertises nécessaires à la conception de systèmes de batteries intelligents.

L'intégration du centre de R&D sur le site de production permet d'augmenter l'efficacité du *time to market* et de développer des produits innovants.

En 2019, Forsee Power China a intégré une équipe dédiée à la batterie poids lourds pour accompagner la feuille de route produits et le développement commercial en Asie. Au 31 décembre 2020, le Groupe employait 160 personnes sur le site de Zhongshan.

Une capacité totale de 410 MWh est actuellement installée. La capacité de production sera portée à 1GWh à l'horizon 2023.

Le site est entièrement certifié selon les normes internationales de gestion de la qualité ISO9001 et IATF16949 et de la gestion environnementale ISO14001 et bénéficie également d'une certification DNV (*Det Norske Veritas*).

Le Groupe prévoit, concernant ce site de production (i) de développer une nouvelle installation avec des lignes d'assemblage et des bureaux supplémentaires à horizon fin 2023, (ii) d'automatiser ses lignes de production et développer sa logistique et ses laboratoires à horizon fin 2025 et (iii) de développer davantage l'automatisation et la flexibilité de ses lignes de production à horizon fin 2027.

#### 5.5.5.3.4 Le site de Pune (Inde)

Le gouvernement indien a publié en avril 2019 la politique intitulée « FAME 2 » (*Faster Adoption and Manufacturing of Hybrid and EV*) afin d'encourager l'électrification dans le pays. Un financement total de 100 milliards de roupies (environ 1,24 milliard d'euros) devrait être utilisé pour électrifier jusqu'à 7 000 autobus, 500 000 trois-roues (ces deux modes de transport étant considérés comme des transports publics) et 1 million de deux-roues.

L'Inde est le plus important marché 2 roues au monde (plus de 20 millions d'unités vendues par an)<sup>32</sup>.

Au-delà du marché des deux-roues, le marché du bus est en forte croissance en Inde. En effet, sur 7 000 bus à électrifier d'ici 2025, déjà plus de 5 500 bus électriques ont été approuvés par le gouvernement indien<sup>33</sup>.

La Société entend se positionner en Inde sur les marchés du bus et du scooter.

Pour s'implanter rapidement sur le marché indien, la Société a signé un partenariat avec l'un des principaux équipementiers automobiles en Inde (Bosch) et avec un industriel indien (Minda), tel que résumé ci-après. Plus de 1 000 batteries pour deux roues seront livrées d'ici la fin de l'exercice 2021. Par ailleurs, Forsee Power India Private Limited et Mitsui & Co. India PVT. Ltd, ont conclu un contrat de services le 16 avril 2021, en vertu duquel Mitsui & Co. India PVT. Ltd fournit à Forsee Power India Private Limited un soutien afin d'étendre les activités du Groupe en Inde (voir chapitre 20 « Contrats importants » du Document d'enregistrement).

Forsee Power India est situé à Pune dans l'État du Maharashtra. Cette ville est l'un des trois principaux pôles de l'industrie automobile en Inde. Il confère ainsi au Groupe une grande proximité avec ses partenaires commerciaux. Forsee Power India a également un bureau dans la capitale indienne de Delhi.

L'usine de Pune d'une superficie de 2 000m<sup>2</sup> est la plus récente usine du Groupe en Asie. Etablie en 2020, elle est pleinement opérationnelle depuis 2021, date à laquelle elle a commencé à produire des batteries pour les activités LeV, et devrait permettre au Groupe d'adresser le marché intérieur indien. La production et les technologies ont été transférées de l'usine chinoise existante, permettant à l'usine indienne d'entrer rapidement en service. L'espace de production comprend 2 lignes de production dédiées au LeV.

Dans le cadre de son implantation en Inde, le Groupe a conclu en 2020 un partenariat avec un fabricant indien de pièces automobiles, Minda. Aux termes de cet accord, Minda met à la disposition de la Société son personnel ainsi que les lignes de production de son site industriel et constitue un interlocuteur privilégié pour favoriser le développement des relations du Groupe avec ce marché local. En contrepartie, la Société (i) prend en charge les coûts de production (sur la base des coûts réels) et fournit à son partenaire la documentation technique, les équipements nécessaires à la production de batterie

<sup>32</sup> Source : Apex industry body, the Society of Indian Automobile Manufacturers (SIAM).

<sup>33</sup> <https://fame2.heavyindustry.gov.in>.



pour les activités *LeV* ainsi que du personnel qualifié afin d'établir et de valider des processus de production conformes à ceux du Groupe, (ii) rembourse à son partenaire les dépenses d'investissement et d'exploitation engagées par celui-ci pour le fonctionnement du site et (iii) verse une commission de 15 % sur le montant des dépenses nécessaires et suffisantes pour la production (ces dépenses étant au préalable validées par le Groupe).

Des produits spécifiques pour le marché indien des *LeV* sont actuellement en cours de développement. Les actifs de production pertinents seront mis en place à cette date pour produire ces nouveaux types de produits.

L'usine indienne est également dédiée à servir les clients nationaux pour le marché des batteries *HeV* à partir de 2022-2023. En juin 2021, un protocole d'accord de fourniture avec un acteur important de la mobilité indienne (Omega Seiki) a ainsi été signé en vertu duquel plus de 5 000 batteries électriques de nouvelle génération seront livrées d'ici la fin de l'exercice 2022.

Ce site de production emploie 30 personnes (dont 3 employés du Groupe et 27 sous-traitants de Minda). Il dispose actuellement d'une capacité totale de 120 MWh, étant précisé que le Groupe a prévu de passer à 200 MWh en 2023.

Le site de production devrait être entièrement certifié ISO9001 en 2022 et IATF16949 d'ici 2023.

Le Groupe prévoit, concernant ce site de production, (i) de démarrer sa production dans une nouvelle installation à horizon fin 2023, (ii) d'augmenter ses capacités de production et d'essai sur les véhicules légers à horizon fin 2025 et (iii) de construire un nouveau laboratoire et une ligne d'assemblage pour les véhicules lourds à horizon fin 2027.

#### 5.5.6 Marketing

Pour accompagner la croissance du Groupe, ce dernier s'appuie sur une équipe dédiée au développement commercial, organisée par marchés et par zones géographiques. La direction développement commercial et stratégie s'articule en quatre pôles : la *business unit* véhicules lourds, la *business unit* véhicules légers et *Industrial Tech*, les ventes internationales et le développement stratégique.

Les *business units* sont composées d'ingénieurs commerciaux, de responsables grands comptes et de responsables des ventes. Chacune des *business units* s'appuie sur des équipes de services après-ventes pilotées par la région Europe et la région Asie-Pacifique.

Le pôle des ventes internationales complète les efforts des équipes des *business units*.

En Amérique du Nord, un directeur commercial a une mission multi-produits sur l'ensemble des Etats-Unis et du Canada.

En Europe Centrale, un agent commercial concentre ses efforts sur les clients véhicules lourds.

En Europe de l'Est, un directeur commercial basé sur le site de Wroclaw en Pologne a une approche multi-produits.

En Chine, une équipe est dédiée au développement commercial local pour l'ensemble des produits.

A Singapour, un directeur commercial a la charge du développement commercial pour toute l'Asie du Sud-Est avec une approche multi-produits.

En Inde, le développement commercial s'appuie sur la structure locale et se focalise sur le segment des véhicules légers.

Au Japon, la Société a établi un bureau début 2021 et s'appuie sur une équipe de 9 personnes mise à disposition par son actionnaire Mitsui et adresse les marchés des véhicules lourds et légers.

Le pôle développement stratégique intègre les fonctions de développement des partenariats, la stratégie produits et l'offre de services.

## **5.6 Facteurs de dépendance**

Les informations relatives aux facteurs de dépendance du Groupe figurent au chapitre 3 « Facteurs de risques » du Document d'enregistrement, en particulier les sections suivantes :

- 3.1.1 « *Risque lié aux évolutions technologiques* » ;
- 3.1.3 « *Risque lié au succès des véhicules/produits proposés par les clients du Groupe* » ;
- 3.1.5 « *Risque lié à une évolution défavorable des politiques publiques de soutien aux énergies propres* » ;
- 3.2.3 « *Risque lié à la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses principaux clients* » ;
- 3.2.4 « *Risque lié à la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses fournisseurs* » ;
- 3.2.7 « *Risque lié aux systèmes informatiques* » ;
- 3.3.4 « *Risque lié aux équipes de management, dont M. Christophe Gurtner, et au recrutement et au maintien d'employés expérimentés* ».

## **5.7 Investissements**

### **5.7.1 Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices**

Le montant total des investissements réalisés par le Groupe s'est élevé à 6 495 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, contre 7 331 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et 7 339 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les principaux investissements concernaient :

- la capitalisation des frais de développement respectivement pour 4 018 milliers d'euros en 2020, 2 980 milliers d'euros en 2019 et 4 423 milliers d'euros en 2018 ;
- les installations techniques respectivement pour 927 milliers d'euros en 2020, 1 163 milliers d'euros en 2019 et 1 031 milliers d'euros en 2018 ;
- les autres immobilisations corporelles respectivement pour 493 milliers d'euros en 2020, 337 milliers d'euros en 2019 et 520 milliers d'euros en 2018.

### **5.7.2 Principaux investissements en cours**

Le montant total des investissements réalisés par le Groupe s'est élevé à 4 861 milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2021, contre 2 869 milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2020. Au titre du semestre clos le 30 juin 2021, le montant total des investissements réalisés par le Groupe en France s'est élevé à 4 439 milliers d'euros (financés par la trésorerie générée par les activités du Groupe et complétés par l'utilisation de lignes de crédit disponibles) et dans le reste du monde à 422 milliers d'euros (réalisées par des financements internes).

Les investissements en cours concernant principalement :

- des aménagements au sein des différents sites du Groupe ;
- des améliorations des lignes de production ;
- des améliorations des systèmes d'information telles que la mise en place d'une Gestion Electronique des Documents (GED) et le déploiement d'un logiciel qualité ;
- le développement de nouveaux produits, tel que le développement d'une gamme batteries transport lourd à partir de modules VDA : le projet consiste à développer une nouvelle gamme de batteries composées de modules standardisés de type 'VDA'. Ces batteries sont destinées aux marchés de l'électromobilité (sauf la voiture individuelle) dont la demande est stimulée par les clients français et européens, notamment IVECO Heuliez. Le projet inclut une phase de développement et une adaptation des outils industriels du Groupe pour la production en série dans l'usine de Chasseneuil-du-Poitou. L'objectif est d'offrir aux clients du Groupe les produits les plus adaptés à leurs besoins, en puissance, en capacitaire, en énergie, tout en préservant un prix attractif. Le projet d'un budget total de 3,6 millions d'euros est subventionné à hauteur de 1,348 millions d'euros par l'Etat français dans le cadre du programme *France Relance*.

En juillet 2021, le Groupe a poursuivi son développement sur le marché des systèmes de batteries pour le ferroviaire avec la reprise des actifs attachés à la branche autonome d'activité de la société Holiwatt, spécialiste du stockage d'énergie ferroviaire et des systèmes de charge rapide établi à Ecully, près de Lyon. Cette acquisition s'est faite dans le cadre d'une offre de reprise suite à la mise en redressement judiciaire de la société Holiwatt en date du 2 juin 2021. L'offre de reprise a porté sur l'ensemble des immobilisations incorporelles (à l'exception des marques autres que la marque « POWER LIC » qui est reprise) et corporelles, les stocks de composants et de produits finis, les contrats en cours, sans reprendre les garanties données au titre des matériels déjà installés par Holiwatt. En contrepartie, Forsee Power a proposé un prix d'acquisition de 700 000 euros et la reprise de 36 collaborateurs (avec une garantie de non-licenciement pour motif économique dans les 2 ans à compter de la cession des actifs repris). Cette offre a été acceptée par le Tribunal de Commerce de Lyon en date du 21 juillet 2021 avec effet immédiat (voir section 6.1.3 du Document d'enregistrement).

### 5.7.3 Principaux investissements futurs

Les futurs investissements en dépenses d'investissement consisteront principalement à l'augmentation de la capacité de production du Groupe avec pour objectif de l'amener à 10 GWh à horizon 2027. La mise en place progressive de nouvelles lignes de production dans l'ensemble des usines du Groupe pour atteindre cette capacité s'accompagnera également des dépenses liées à l'aménagement des sites (infrastructures, IT...) ainsi que de nouveaux équipements nécessaires aux contrôles des produits (laboratoires, équipements de test....).

Parallèlement, le Groupe prévoit de poursuivre un effort soutenu dans le développement de nouveaux produits, ainsi que de recherches, afin de déployer à un rythme satisfaisant son plan d'amélioration continue de ses produits. Cet effort, qui répond par ailleurs à une attente du marché, permettra au Groupe de maintenir une offre produit de haute qualité sur ses différents secteurs de marché dans les années à venir.

Dans le cadre de la reprise des actifs attachés à la branche autonome d'activité de la société Holiwatt, l'année 2022 sera consacrée à la relance des ventes et à un développement accéléré des projets clients, mais basés uniquement sur le portefeuille « produits » existant. En parallèle, le Groupe prévoit de lancer des projets pour le développement de nouveaux produits. A cette fin, le Groupe devra, selon ses prévisions, dans un premier temps, assurer le financement de son plan de relance à hauteur de 9 millions d'euros sur les 24 premiers mois puis dans un second temps, soutenir la croissance encore à hauteur de

9 autres millions d'euros sur les 24 mois suivants pour amener cette division à l'équilibre opérationnel puis financier (voir section 6.1.3 du Document d'enregistrement).

#### 5.7.4 Informations sur les participations

Les informations sur les participations figurent à la Section 6.1 du Document d'enregistrement, en notes 1 et 5 des états financiers du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 et en notes 3 et 4 des comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2021.

### 5.8 Politique de développement durable

Le Groupe a été fondé afin de développer des technologies énergétiques fiables dans le but d'accompagner la transition énergétique sur le marché des transports. Dans ce but, le Groupe s'associe à des équipementiers du monde entier pour leur fournir des systèmes de batteries afin qu'ils puissent accomplir leur transition vers la mobilité « zéro émission ». A titre d'exemple, en 2020, 24 % des émissions de CO<sub>2</sub> étaient dues au marché des transports<sup>34</sup>.

Le Groupe a la volonté d'appliquer à l'ensemble de ses activités une politique de développement durable sur les plans sociaux, environnementaux et économiques. Le Groupe intègre dans sa stratégie les exigences sociétales et environnementales qui répondent ensemble au défi posé par le développement durable.

Dans ce cadre, l'engagement du Groupe en termes de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) s'articule autour de trois axes : (1) la mise en place d'actions et de contributions visant à limiter le changement climatique, (2) la création de valeur pour ses collaborateurs et les communautés et (3) l'adoption de comportements de consommation plus responsables, ces trois objectifs étant associés au principe fondamental d'une gouvernance transparente et robuste.

En effet, le Comité exécutif du Groupe détermine la stratégie de développement durable du Groupe qui est menée par la directrice de la communication, des affaires publiques et du développement durable, membre du Comité exécutif. En 2020, il a fixé 10 objectifs 2025 accompagnés d'un plan stratégique qui précise les évolutions clés vers ceux-ci, à savoir :

1. taux d'absentéisme : 4,49 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 3,8 % ;
2. taux de sévérité des accidents : 0,17 en 2020 avec pour objectif 2025 : 0 ;
3. la part de femmes représentée au conseil d'administration : 0 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 40-60 % ;
4. la part de femmes représentée dans les comités de direction : 26 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 40-60 % ;
5. la mise en place d'un code de conduite fournisseur : existant en 2020 (objectif atteint) ;
6. la part des fournisseurs ayant signé le code de conduite : 76,6 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 100 % ;
7. le poids de déchets par kWh produit : cet objectif sera qualifié en 2022, il s'agit de nettement réduire le volume de déchets dans le processus de production (de l'achat des composants à la livraison chez le client final) ;

---

<sup>34</sup> CNRS Intergovernmental Panel on Climate Change 2019.

8. le taux de recyclage des déchets : 73 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 100 % ;
9. la part de transport aérien dans le transport d'achat de composants : 27,69 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 5 %;
10. la part d'énergie renouvelable dans les consommations d'énergie : 15,61 % en 2020 avec pour objectif 2025 : 50 %.

Chaque objectif 2025 est suivi par un membre du Comité exécutif qui est responsable de l'atteinte de l'objectif en question. Le Comité exécutif examine également les performances de développement durable du Groupe deux fois par an. En outre, le Groupe s'engage avec des parties prenantes externes et internes pour évaluer les aspects financiers, éthiques, environnementaux et sociaux pertinents qui peuvent avoir un effet sur les opérations du Groupe.

Le Groupe soutient les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) et contribue à neuf d'entre eux, à savoir 3, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 16. Pour chacun de ces objectifs, le Groupe contribue comme suit :

ODD n°3 : Bonne santé et bien-être :

- Promouvoir une culture HSE (Hygiène, Santé et Environnement) forte ;
- Mettre en place une chaîne d'approvisionnement responsable, promouvant des conditions de travail sécuritaires ;

ODD n°5 : Egalité entre les sexes

- Recruter et développer ;
- Promouvoir la diversité et l'inclusion ;
- Assurer un environnement de travail éthique ;
- Mettre en place une chaîne d'approvisionnement responsable, promouvant la diversité et l'inclusion ;

ODD n°7 : Energie propre et d'un coût abordable

- Développer des technologies efficaces et durables ;
- Proposer des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique ;

ODD n°8 : Travail décent et croissance économique

- Favoriser le dialogue social ;
- Mettre en place une chaîne d'approvisionnement responsable, promouvant des conditions de travail décentes ;

ODD n°9 : Industrie, innovation et infrastructure

- Développer des technologies efficaces et durables ;

ODD n°11 : Villes et communautés durables

- Développer des technologies efficaces et durables ;
- Agir pour réduire notre empreinte carbone ;

#### ODD n°12 : Consommation et production responsables

- Prolonger le cycle de vie des batteries avec la seconde vie ;
- Agir pour réduire l’empreinte carbone ;
- Développement de procédures de management de l’environnement ;
- Réduction des consommations et optimisation de l’efficacité énergétique ;
- Gestion des déchets et amélioration des taux de recyclage ;
- Mettre en place une chaîne d’approvisionnement responsable, promouvant une consommation responsable ;

#### ODD n°13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

- Développer des technologies efficaces et durables ;
- Prolonger le cycle de vie des batteries avec la seconde vie ;
- Proposer des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique ;
- Agir pour réduire l’empreinte carbone ;
- Mettre en place une chaîne d’approvisionnement responsable, promouvant des comportements responsables vis-à-vis du climat ;

#### ODD n°16 : Paix, justice et institutions efficaces

- Assurer un environnement de travail éthique ;
- Mettre en place une chaîne d’approvisionnement responsable, promouvant l’éthique.

Le Groupe est également signataire du UN Global Compact depuis juin 2020 et a transmis à cette organisation une communication sur ses progrès en juin 2021, sous la forme d’un document équivalent à ce qui est indiqué dans la présente section du Document d’enregistrement, indiquant la feuille de route du développement durable du Groupe et l’état d’avancement à fin 2020.

En juin 2020, le Groupe a publié et diffusé son code de conduite à tous ses fournisseurs. L’objectif principal de ce code est d’assurer le strict respect et la conformité au code qui comprend un ensemble de principes alignés sur les objectifs de développement durable du Groupe dans les domaines du travail, des droits de l’homme, de l’environnement et de la gouvernance. Au 31 décembre 2020, 76,6 % des fournisseurs du Groupe avaient signé le code de conduite du Groupe ; l’objectif étant d’atteindre 100 % à horizon 2025, avec la mise en place d’audits de contrôle à partir de 2022 pour s’assurer du respect des principes établis par ce code.

Par ailleurs, pour parvenir à un environnement de travail éthique et transparent, le Groupe a mis en place plusieurs règles et directives pour les employés et autres parties prenantes externes. Le code de conduite du Groupe est distribué à tous les employés en France, en Chine, en Pologne et en Inde. Les employés du Groupe sont tenus de signer et de se conformer au code de conduite. Ce code comprend non

seulement l'ensemble des politiques et procédures internes du Groupe, mais également un récapitulatif des valeurs et des engagements du Groupe. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Groupe a notamment formulé plusieurs recommandations concernant la politique anti-corruption, la politique de sécurité informatique et a mis en place des procédures de protection des données personnelles.

Enfin, le Groupe est évalué annuellement sur ses pratiques et performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) par ses actionnaires ainsi que par certains de ses clients. Ces évaluations consistent à compléter un questionnaire sur les thèmes du développement durable ainsi que la feuille de route du développement durable du Groupe et les progrès de celui-ci en vue d'atteindre ses objectifs.

En 2020, le Groupe a reçu la médaille d'argent EcoVadis pour son engagement et sa performance en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Cette notation place le Groupe dans le top 25 des entreprises évaluées par EcoVadis et dans le top 9 des entreprises du secteur. Le Groupe a obtenu une note globale de 60/100 avec la répartition suivante :

- Environnement : 70/100
- Droits sociaux et humains : 60/100
- Éthique : 50/100
- Achats responsables : 40/100.

Cette stratégie a été confirmée en juillet 2021 par la notation *OneTrack* d'EthiFinance pour laquelle le Groupe a obtenu un résultat de 72 %, le plaçant à un niveau 'avancé +.

#### **5.8.1 Mise en place d'actions et de contributions visant à limiter le changement climatique**

Avec plus de 25 ans d'expertise dans les batteries, le Groupe développe des technologies capables de répondre aux besoins de puissance et d'énergie aussi bien pour un bus que pour un scooter. La démarche d'innovation s'articule principalement autour de l'éco-conception, qui établit des objectifs de cycles de vie prolongés, de performances supérieures et des standards de sécurité plus élevés.

Au terme de leur première utilisation dans un véhicule, les systèmes de batteries du Groupe disposent toujours de 80 % de leur capacité électrique, même après 10 à 15 ans d'activité. Le Groupe développe également ses batteries dans un objectif d'économie circulaire (voir la section 5.5.1.3 du Document d'enregistrement).

L'assemblage des packs de batteries représente moins de 25 % de l'empreinte carbone de la batterie (hors utilisation du produit). Même si l'impact sur l'empreinte carbone globale est effectivement limité, le Groupe s'engage à mettre en place des actions visant à réduire sa propre empreinte carbone.

#### *Scope 1 : Emissions de gaz à effet de serre directes provenant des installations du Groupe*

En France, le Groupe a achevé l'installation du nouveau système d'isolation de pointe dans son usine de Chasseneuil-du-Poitou. L'isolation est faite selon les normes RT 2012 afin de limiter les consommations de chauffage et de climatisation en l'absence de rejet de molécules polluantes et de combustion comme dans les radiateurs à fioul ou au gaz, ce qui assure une réduction significative de l'empreinte carbone du Groupe. La structure bénéficie également d'un accès optimal à la lumière du jour pour limiter l'utilisation de la lumière artificielle.

### *Scope 2 : Emissions de gaz à effet de serre indirectes, liées à la consommation d'énergie*

Le Groupe encourage le transport « zéro émission » auprès de ses collaborateurs. En Chine, le Groupe propose un service de navette et en Europe, de plus en plus de salariés se déplacent à vélo, notamment à Paris.

Avec la crise sanitaire internationale et le confinement afférent, le télétravail pour les collaborateurs de bureau est devenu la norme pendant l'année 2020. Le Groupe s'est adapté à ces circonstances exceptionnelles, en organisant le télétravail et en fournissant des directives sur le travail à domicile à ses employés. Limitant les transports, le télétravail a été un autre moyen de réduire les émissions de Scope 2.

### *Scope 3 : Autres émissions indirectes*

Les cellules permettant de fabriquer les systèmes de batteries sont expédiées aux sites de fabrication du Groupe depuis le Japon, la Corée du Sud et la Chine principalement. Elles représentent la majeure partie des composants sourcés et contribuent de manière significative aux émissions de Scope 3.

Dans le cadre de sa feuille de route 2025, le Groupe s'est engagé à optimiser le transport par voie routière, ferroviaire et maritime, moins énergivore que le transport aérien. Afin d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé en 2025, c'est-à-dire réduire le recours au transport aérien dans le cadre d'achat de composants à un taux maximum de 5 %, le Groupe a mis en place une nouvelle initiative « *The Railway Shipping Project* », visant à adopter le chemin de fer depuis la Corée du Sud pour le transport de marchandises pour les années à venir.

A partir de 2022, le Groupe calculera son empreinte carbone de manière annuelle et se fixera des objectifs de réduction en ligne avec un scénario de réduction des gaz à effet de serre de 1,5°C d'ici à 2100.

En outre, le Groupe s'est fixé un objectif de 50 % de part d'énergie renouvelable dans ses consommations d'énergie d'ici à 2025. En 2020, la part était de 15,61 % et l'objectif devrait être atteint en installant des équipements de production d'énergies renouvelables sur ses sites et en négociant une part adaptée d'énergies renouvelables avec ses fournisseurs d'énergie.

## **5.8.2 Création de valeur pour le personnel et les communautés où le Groupe opère**

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe est présent dans 7 pays et emploie 519 personnes. Depuis sa création, le Groupe a connu une mutation extrêmement rapide, accueillant des personnes d'horizons très divers mais partageant une même vision de la mobilité durable sans émission. Chaque année depuis 2017, le Groupe mène une enquête auprès de ses collaborateurs du monde entier afin d'évaluer leur niveau de satisfaction et élabore des plans d'amélioration pour chaque site afin de mieux répondre à leurs besoins.

### *Recrutement et développement des collaborateurs*

Au cours de l'exercice 2020, le Groupe a recruté 72 personnes en contrat permanent, principalement dans son site de production français dont les opérations ont démarré en 2018 et qui poursuit son développement. Agissant systématiquement dans l'optique d'une collaboration à long terme, le Groupe recherche en priorité des personnalités compatibles avec son projet, qu'il forme ensuite à l'exploitation de sa ligne de production en accordant une importance particulière à l'habilitation électrique.

### *Promotion de la diversité et de l'inclusion*

Le Groupe est soucieux de proposer un environnement de travail inclusif, qui valorise la diversité et le respect à tous les niveaux. Dans ce cadre, le Groupe assure tout au long de l'année la promotion de l'employabilité et de l'intégration des femmes, des seniors, des jeunes diplômés et des personnes en



situation de handicap, en organisant des journées internationales et des stages. Il accueille également des étudiants pour partager sur le monde de l'entreprise et ses métiers.

Si le taux de femmes dans les effectifs du Groupe est de 43 %, la représentation des femmes dans les comités de direction atteignait 26 % en 2020 ; le Groupe s'est fixé d'atteindre un taux de 40 % de femmes d'ici à 2025 au sein de ces comités. Le Groupe s'est également fixé un taux de 30 % au sein de son conseil d'administration d'ici 2025.

### *Favoriser le dialogue social*

L'équipe dirigeante est également particulièrement attentive à la qualité de vie au travail des collaborateurs. Depuis 2017, le Groupe réalise une enquête annuelle de satisfaction auprès de ses collaborateurs qui a atteint un taux de participation de 86,5 % en 2020 (par rapport à 74,2 % en 2019) assorti d'un taux de satisfaction de 62,8 % (par rapport à 64 % en 2019).

Le taux de satisfaction a légèrement baissé en 2020 principalement en raison de la crise de la COVID-19 et de l'effet qu'elle a eu sur le moral des équipes et sur la réduction des réunions et discussions en présentiel.

Composée d'environ 80 questions repartis en 14 thèmes, l'enquête permet de définir des plans d'actions pour chaque site et ainsi améliorer la satisfaction générale, notamment relative aux conditions de travail, à la bonne compréhension de la stratégie, à la communication, aux méthodes de management et à l'application des valeurs du Groupe, à savoir le respect, l'innovation, l'excellence opérationnelle et l'orientation client. L'objectif est non seulement d'être un leader sur le marché des systèmes de batteries pour l'électromobilité mais également d'être un employeur exemplaire offrant un environnement de travail motivant afin de fidéliser les équipes.

Un magazine interne, *Watt's Up*, est également diffusé deux fois par an par voie digitale ou papier à l'ensemble des collaborateurs du Groupe afin de les informer sur l'actualité du Groupe, les innovations, les campagnes de santé et de sécurité, les marchés et les progrès du Groupe dans la cadre de sa feuille de route annuelle.

En Pologne, des réunions rassemblant tous les salariés sont organisées deux à trois fois par an. En Chine, des réunions trimestrielles sont organisées avec les représentants syndicaux.

Les plans d'amélioration font l'objet de discussions approfondies au sein du Groupe et sont mis en œuvre l'année suivante. En décembre 2020, une réunion a été organisée avec les représentants des salariés d'Ivry et de Chasseneuil-du-Poitou afin d'échanger sur la qualité de vie au travail, l'environnement dans le Groupe et les problématiques rencontrées par les salariés. À la suite de cette réunion, une commission a été mise en place pour régulièrement aborder les problèmes et proposer des solutions. Des formations de sensibilisation aux signes de fatigue à destination des managers ont par exemple été mises en place.

### *Promouvoir une culture HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement) forte*

Afin d'assurer la santé et la sécurité de ses collaborateurs, le Groupe met en place des supports et des programmes de formation permettant de développer l'excellence opérationnelle de ses collaborateurs. Ainsi, chaque site du Groupe met en œuvre un programme HSE soutenu par des actions mensuelles et des campagnes d'affichage. Le Groupe mène des audits réguliers sur l'ensemble de ses sites de production. A titre d'exemple, des formations ont été dispensées sur les normes ISO et le soudage en Pologne.

Dans ce cadre, le Groupe s'est fixé deux objectifs à horizon 2025 : un taux d'absentéisme de 3,8 % (contre 4,5 % en 2020) et un taux de sévérité des accidents à 0 (contre 0,17 en 2020).

En raison de la crise sanitaire, de nombreuses formations en France ont été annulées au cours de l'exercice 2020. Cependant, le Groupe a défini les bases pour l'exercice en cours et a augmenté le nombre de formations dans l'ensemble des sites du Groupe.

### 5.8.3 Adoption de comportements de consommation plus responsables

De l'achat à la livraison, dans les bureaux ou sur les sites de production, le Groupe s'est engagé à réduire en permanence son empreinte écologique.

#### *Développement de procédures de management*

Afin de mesurer, maîtriser et limiter son impact sur l'environnement, le Groupe met progressivement en place des systèmes de management. Ainsi, deux des quatre sites de fabrication du Groupe (Zhongshan en Chine et Wrocław en Pologne) sont certifiés ISO14001. En France, le processus de certification devrait être achevé au cours de l'exercice 2022.

#### *Réduction de la consommation et optimisation de l'efficacité énergétique des installations*

Partout où il opère, le Groupe cherche à s'affranchir des matières jetables. Alors que la Chine avait déjà interdit les plastiques à usage unique en 2020, le Groupe a pris des mesures similaires en France et en Pologne. A titre d'exemple, en septembre 2020, le Groupe a exposé au salon de la robotique Sido sans aucun support papier ; les supports marketing (brochures, fiches produits) étaient dématérialisés et téléchargeables via des QR codes.

De plus, le Groupe a également réduit les déchets numériques en utilisant moins de stockage cloud et en numérisant les documents du Groupe afin que chacun puisse y accéder via le site intranet, depuis un ordinateur ou un smartphone, y compris les opérateurs. En partageant des documents au lieu de les stocker sur des serveurs, le Groupe réduit ainsi la consommation d'énergie dans les salles de serveurs. Une campagne dédiée à la limitation d'envoi d'e-mails a également été menée à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, la production des systèmes de batteries du Groupe ne nécessite pas d'eau dans le processus de fabrication, limitant ainsi la consommation d'eau du Groupe.

Enfin, le Groupe est soucieux de développer l'utilisation d'énergies renouvelables dans le cadre de son processus de production. Ainsi, dans le cadre de sa feuille de route 2025, le Groupe s'est fixé un objectif de 50 % d'énergies renouvelables pour sa consommation d'énergie.

#### *Gestion des déchets et amélioration des taux de recyclage*

Afin de limiter son empreinte environnementale, le Groupe doit réduire les déchets issus de ses processus de production. C'est la raison pour laquelle le Groupe souhaite favoriser les achats présentant un volume réduit d'emballages et de déchets potentiels afin de faciliter l'étude des possibilités de réutilisation et encourager la collaboration avec ses fournisseurs en vue d'optimiser les matériaux d'emballage.

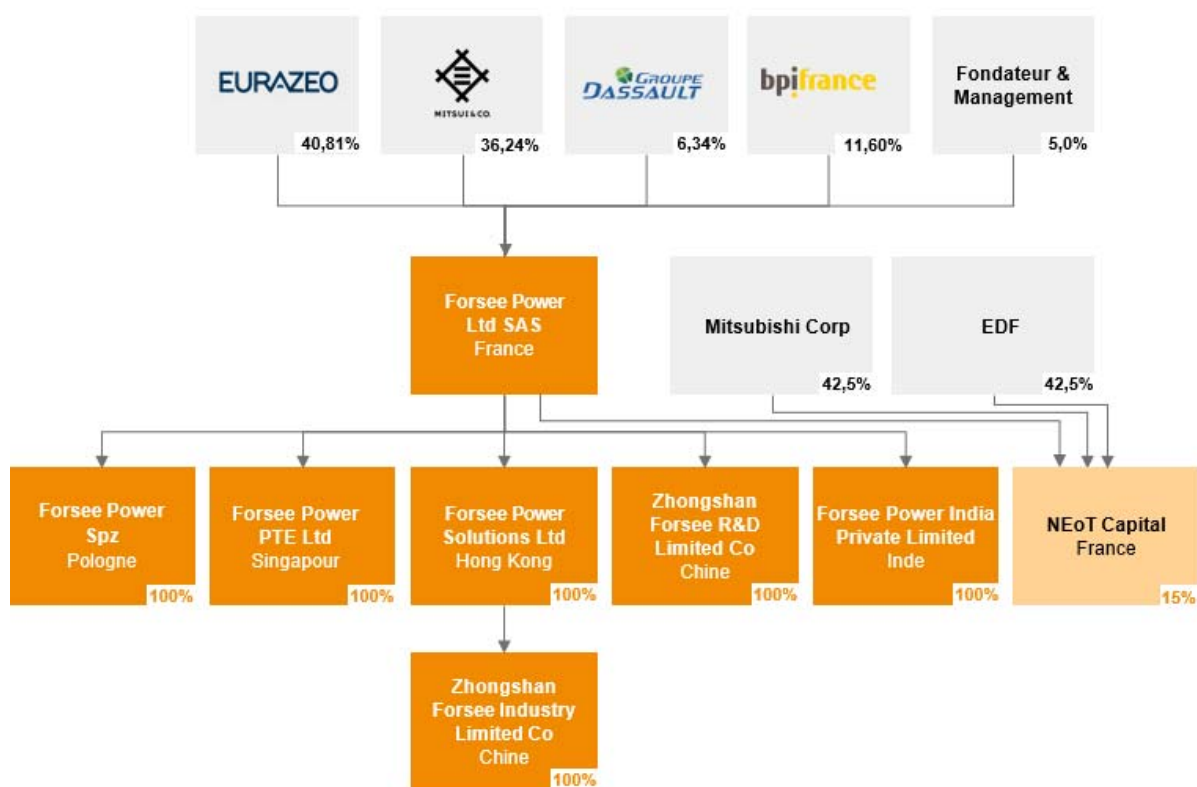
Enfin, le tri des déchets étant l'un des principaux facteurs d'efficacité du recyclage, les sites du Groupe sont équipés d'un système de tri dans les zones de production, dans un souci de rationalisation et d'optimisation des processus. Enfin, le recyclage des cellules et batteries au lithium est géré avec des partenaires dédiés (dont la SNAM en France), dans le respect des réglementations applicables et de manière systématique. Le produit Zen 35 enregistre par exemple un taux de recyclage actuel de 73 % sachant que la performance devrait être améliorée dans les années à venir en raison des investissements et innovations dans le domaine du recyclage.

L'objectif du Groupe à horizon 2025 est d'atteindre un taux de recyclage des déchets de production (hors déchets organiques) de 100 % et de réduire la part de déchets par kWh produit.

## 6. ORGANIGRAMME

### 6.1 Organisation du Groupe

L'organigramme simplifié ci-après présente l'organisation juridique du Groupe et ses principales filiales à la date du Document d'enregistrement.



\* NeoT n'étant pas une entité consolidée au sein du Groupe.

\*\* Les pourcentages ci-dessus reflètent les pourcentages de détention du capital.

Préalablement au règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, l'ensemble des actions de préférence émises par la Société (voir paragraphe 19.1.1 « Historique du capital social » du Document d'enregistrement) seront converties en actions ordinaires nouvelles, sur la base d'une action ordinaire nouvelle pour chaque action de préférence convertie.

### 6.2 Filiales importantes de la Société

Les principales filiales directes ou indirectes de la Société sont décrites ci-dessous :

- Zhongshan Forsee Power Industry Co., Ltd. est une société de droit chinois, au capital de USD 2.880.000, dont le siège social est situé aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages, No.39 Gongye Da Dao Zhong, Industry District, Xiao LanTown, Zhong Shan en République Populaire de Chine, et immatriculée sous le numéro 9144200075451119XY au Zhongshan *Administration for Market Regulation*. Zhongshan Forsee Power Industry Co., Ltd. est une société dédiée à la production de systèmes de batteries.
- Forsee Power India Private Ltd est une société de droit indien, au capital de 1.000.000 roupies, dont le siège social est situé 4th Floor, Wolrd Mark 3, Asset 7, Aerocity, NH-8, Delhi, South West Delhi, Delhi, Inde, 110037, et immatriculée sous le numéro U51909DL2020FTC365683

au registre du commerce et des sociétés de New-Delhi. Forsee Power India Private Ltd est une société dédiée à la production de systèmes de batteries.

- Forsee Power Spz est une société de droit polonais, au capital de 50.000 Zloty Polonais, dont le siège social est situé ul. Prosta 27a, 55-114 Ligota Piękna, Pologne, et immatriculée sous le numéro 0000256591 au Registre Judiciaire National. Forsee Power Spz est une société dédiée à la production de systèmes de batteries.
- Zhongshan Forsee Power Development Co., Ltd est une société de droit chinois, au capital de 120.000 euros, dont le siège social est situé 1<sup>er</sup> étage, No.39 Gongye Da Dao Zhong, Industry District, Xiao LanTown, Zhong Shan en République Populaire de Chine, et immatriculée sous le numéro 91442000MA52PUYC0T au Zhongshan *Administration for Market Regulation*. Zhongshan Forsee Power Development Co., Ltd. est une société dédiée à la recherche et au développement des produits développés par le Groupe.
- Forsee Power PTE Ltd est une société de droit singapourien, au capital de 10 000 dollars singapouriens, dont le siège social est situé 1 Georges Street, n°10-01, One Georges Street, Singapour (049145), et immatriculée sous le numéro 201838879C au registre du commerce et des sociétés de Singapour. Forsee Power PTE Ltd est une société dédiée aux services de conception et de conseil en ingénierie dans le domaine de la gestion de l'énergie et des systèmes d'énergie propre.
- Forsee Power Solutions Ltd est une société de droit hongkongais, au capital de 1 dollar hongkongais, dont le siège social est situé Flat/RM 2806, Central Plaza, 18 Harbour Road, Wanchai, Hong-Kong, et immatriculée sous le numéro 58025949-000-03-18-0 au registre du commerce et des sociétés de Hong-Kong. Forsee Power Solutions Ltd est une société holding intermédiaire détenant la participation dans Zhongshan Forsee Power Industry Ltd.Co.
- NEO Capital (entité non consolidée au sein du Groupe) est une société par actions simplifiée de droit français, au capital de 3 767 420,00 euros, dont le siège social est situé 49 rue de Ponthieu, 75008 Paris, France et immatriculée sous le numéro 821 239 670 au R.C.S de Paris. NEO Capital est une société dédiée au financement dans les secteurs des énergies renouvelables et de la mobilité électrique dans laquelle la Société détient 15 % du capital social et des droits de vote, étant précisé que Mitsubishi Corporation et EDF Développement Environnement détiennent à elles deux 85 % du capital social et des droits de vote. En date du 13 décembre 2016, EDF Développement Environnement, Mitsubishi Corporation et la Société ont conclu entre eux un pacte d'actionnaires aux fins de convenir de certaines modalités de gouvernance de la société NEO Capital et de leur conférer certains droits et obligations en leur qualité d'associés de la société NEO Capital. Ce pacte d'actionnaires prévoit notamment :
  - *Directeur Général* : Suite à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Directeur Général est proposé par EDF Développement Environnement et approuvé par les autres actionnaires.
  - *Management* : Mitsubishi Corporation a le droit de proposer la nomination d'un membre au sein de l'équipe de direction de la société NEO Capital.
  - *Conseil d'administration* : Le Conseil d'administration de la société NEO Capital doit comprendre 5 membres dont :
    - 2 administrateurs nommés sur proposition d'EDF Développement Environnement ;
    - 2 administrateurs nommés sur proposition de Mitsubishi Corporation ;

- 1 administrateur nommé sur proposition de la Société.

Par ailleurs, EDF Développement Environnement, Mitsubishi Corporation et la Société ont le droit de désigner chacun un censeur au sein du Conseil d'administration.

- *Décisions stratégiques* : Certaines décisions devront être soumises à l'approbation du Conseil d'administration statuant à la majorité des 3/5<sup>ème</sup> ou des 4/5<sup>ème</sup> le cas échéant, des membres du Conseil d'administration. Par ailleurs, certaines résolutions spécifiques devront être approuvées par l'assemblée générale des actionnaires à plus de 51 %, à au moins 75 % ou à l'unanimité des droits de vote, le cas échéant.
- *Financement* : EDF Développement Environnement, Mitsubishi Corporation et la Société se sont engagés à assurer le financement de la société NEO T Capital sous forme de capital et/ou de prêts d'actionnaires à hauteur de leur participation respective au capital social. Les prêts d'actionnaires portent intérêt au taux maximum déductible fiscalement visé à l'article 39-1-3° du Code général des impôts.
- *Sortie de Mitsubishi Corporation* : Mitsubishi Corporation a le droit d'offrir les actions qu'elle détient aux autres actionnaires de la société NEO T Capital à leur valeur initiale avec une décote de 30 %. Cependant, les autres actionnaires ne sont pas obligés d'acquérir les actions détenues par Mitsubishi Corporation.
- *Durée du pacte* : Le pacte a pris effet le 13 décembre 2016 pour une durée de 20 ans. A l'issue de la période initiale de 20 ans, le pacte sera automatiquement renouvelé pour une période de 5 ans, sauf avis contraire de l'une des parties adressé aux autres parties et à la société NEO T Capital.
- *Cessions interdites* : Aucune cession d'actions de la société NEO T Capital ne peut être effectuée au bénéfice d'une liste limitative d'entités concurrentes.
- *Droit de préemption* : Tout projet de cessions d'actions est soumis à un droit de préemption en faveur des autres actionnaires.
- *Droit de cession conjointe* : Dans l'hypothèse d'un transfert d'actions de la société NEO T Capital, les autres actionnaires bénéficient d'un droit de cession conjointe de l'intégralité de leurs actions dans les mêmes conditions que celles proposées pour la cession envisagée.
- *Obligation de sortie conjointe* : Dans le cas où un ou plusieurs actionnaires représentant plus de 80 % du capital social de la société NEO T Capital décideraient d'accepter une offre d'achat exclusivement en numéraire émise par un tiers et portant sur 100 % des actions de la société NEO T Capital, ces derniers auront le droit d'exiger le transfert de toutes les actions et créances détenues par tous les autres actionnaires au tiers acquéreur, aux mêmes conditions.
- *Changement de contrôle* : En cas de changement de contrôle d'un actionnaire, ce dernier sera tenu (i) de transférer aux autres actionnaires toutes les actions et créances de la société NEO T Capital qu'il détient ou (ii) d'acquérir auprès des autres actionnaires toutes les actions et créances de la société NEO T Capital qu'ils détiennent.

Par ailleurs, la Société pourrait être tenue de céder aux autres actionnaires de NEO T Capital l'intégralité des titres qu'elle détient dans cette dernière dans le cas où la Société ferait l'objet d'un changement de contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, au bénéfice d'une liste limitative d'entités concurrentes.

### 6.3 Acquisitions et cessions récentes

En juillet 2021, le Groupe a poursuivi son développement sur le marché des systèmes de batteries pour le ferroviaire avec la reprise des actifs attachés à la branche autonome d'activité de la société Holiwatt, anciennement Centum Adetel Transportation, spécialiste du stockage d'énergie ferroviaire et des systèmes de charge rapide établi à Ecully, près de Lyon. Cette acquisition s'est faite dans le cadre d'une offre de reprise suite à la mise en redressement judiciaire de la société Holiwatt en date du 2 juin 2021. L'offre de reprise a porté sur l'ensemble des immobilisations incorporelles (à l'exception des marques autres que la marque « POWER LIC » qui est reprise) et corporelles, les stocks de composants et de produits finis, les contrats en cours, sans reprendre les garanties données au titre des matériels déjà installés par Holiwatt. En contrepartie, Forsee Power a proposé un prix d'acquisition de 700 000 euros et la reprise de 36 collaborateurs (avec une garantie de non-licenciement pour motif économique dans les 2 ans à compter de la cession des actifs repris) ainsi que la reprise des congés payés et RTT acquis par ceux-ci pour respectivement 297 milliers d'euros et 26 milliers d'euros. En outre, dans le cadre de cette offre, acceptée par le Tribunal de Commerce de Lyon le 21 juillet 2021 avec effet immédiat, le Groupe a consenti à la mise en place d'une clause d'inaliénabilité d'une durée de 5 ans portant sur les brevets repris, sauf en cas de cessions, fusion ou apports partiels d'actifs constatés en intra-groupe entre la Société et une ou plusieurs entité(s) qu'elle contrôle à titre majoritaire. A la date du Document d'enregistrement, la société Holiwatt dispose d'un parc de plus de 3 000 matériels embarqués et en bord de ligne en fonctionnement. A titre d'exemple, en 2012, Holiwatt a lancé son premier système de récupération de l'énergie de freinage, et, à partir de 2015, a équipé le tramway de Nice et le tramway de la ville de Kaohsiung, sur l'île de Taïwan, de ses systèmes de batteries et de charge rapide en bord de voie pour permettre au tramway de fonctionner sans caténaire. Par ailleurs, le Groupe avait déjà confié par le passé à la société Holiwatt le développement d'une technologie au bénéfice d'Alstom, intégralement financé par la Société.

L'année 2022 sera consacrée à la relance des ventes et à un développement accéléré des projets clients, mais basés uniquement sur le portefeuille « produits » existant. En parallèle, le Groupe prévoit de lancer des projets pour le développement de nouveaux produits. Pour atteindre cet objectif, le Groupe devra, dans un premier temps, assurer le financement de son plan relance à hauteur de 9 millions d'euros sur les 24 premiers mois puis dans un second temps, soutenir la croissance encore à hauteur de 9 autres millions d'euros sur les 24 mois suivants pour amener cette division à l'équilibre opérationnel puis financier.

La BEI a consenti à la Société son accord préalable en date du 29 juin 2021 afin que cette dernière acquiert Holiwatt pour autant que les conditions listées ci-après soient respectées : (i) la Société ne reprenne pas les passifs liés aux actifs et aux salariés d'Holiwatt, (ii) le prix d'acquisition soit inférieur ou égal à 900.000 euros et (iii) l'acquisition d'Holiwatt soit en ligne avec le plan d'activité et de développement de la Société.

## **7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT**

Les développements suivants doivent être lus conjointement avec l'intégralité du Document d'enregistrement, incluant les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021 et les états financiers consolidés IFRS du Groupe au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, tels qu'ils figurent à la section 18 du Document d'enregistrement.

Certaines informations historiques incluses dans les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2018, utilisés au titre de l'information comparative dans les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, ont fait l'objet de retraitements par rapport aux états financiers consolidés audités au 31 décembre 2018. Ces retraitements concernent le reclassement d'instruments financiers. Ils sont détaillés à la Section 7.1.4 (« Facteurs affectant la comparabilité des résultats consolidés ») du Document d'enregistrement.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021 ont été établis selon la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire et les comptes consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018 ont été préparés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Le rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés au titre du semestre clos le 30 juin 2021 figure à la section 18.2.2 et les rapports d'audit des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018 figurent à la section 18.3 du Document d'enregistrement.

Les chiffres indiqués en milliers d'euros dans les tableaux et analyses figurant dans cette section ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages, calculés à partir de chiffres arrondis, peut ne pas correspondre à 100 %.

### **7.1 Présentation générale**

#### **7.1.1 Introduction**

Le Groupe est concepteur et fabricant de systèmes de batteries intelligents pour l'électromobilité. Acteur de la mobilité durable « zéro émission », le Groupe estime que cette activité peut contribuer à atténuer le changement climatique.

Le Groupe a développé depuis 2011 une expertise en solution de stockage de haute énergie et de haute puissance pour la mobilité légère et la mobilité lourde. Dès l'origine, le Groupe développe des systèmes de batteries avec pour objectif qu'ils puissent être à l'avenir exploités dans le cadre d'une seconde vie en stockage stationnaire d'énergie ou en back-up de réseau, associés à la production d'énergie renouvelable comme des panneaux solaires. La Société a également pour ambition d'accompagner ses clients dans la gestion de la fin de vie et la valorisation des composants, tels que les cellules électrochimiques ou l'acier, en partenariat avec les acteurs de la filière du recyclage. Le Groupe a ainsi réalisé plusieurs projets pilotes de seconde vie afin d'anticiper le retour d'ici quelques années (à partir de 2025) des premières séries de produits conformément à la réglementation applicable (le rendant responsable de reprendre les batteries vendues, sous certaines conditions définies par la directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs (modifiée par la directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 et la directive (EU) 2018/849), pour lesquelles le Groupe est responsable de la gestion de la fin de vie) (voir chapitre 9 « Environnement réglementaire » du Document d'enregistrement).

Le Groupe a été constitué à l'issue de plusieurs opérations de croissance externe ayant regroupé les activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013.

Le Groupe constate que son savoir-faire, sa notoriété, son organisation, ainsi que son outil de production opérationnel dans quatre pays, lui permettent de répondre depuis plusieurs années aux besoins de ses clients, et estime que les efforts constants qu'il déploie et qu'il prévoit de continuer à déployer lui permettront d'accroître son activité sur les deux segments d'activités sur lesquels il est présent, à savoir :

- *Heavy Vehicles (HeV)* (ou Transport et stockage) regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation électrique ou hybride des différents moyens de transport (bus, véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », tramways, trains, camions et marine) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel). Le stockage stationnaire ne fait pas partie de la première vie mais de la seconde vie.
- *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* (ou portable et mobilités) regroupant le marché de la mobilité électrique légère ainsi que celui d'autres applications électriques (scooter électrique, véhicules légers de 2 à 4 roues, vélo électrique, équipements médicaux, objets connectés, domotique, robotique et outillage professionnel).

Pour plus d'informations sur l'histoire du Groupe et son développement, son modèle économique et l'évolution des capacités le lecteur est invité à se reporter au chapitre 5 « Aperçu des activités » du Document d'enregistrement.

#### **7.1.2 Principaux facteurs ayant une influence significative sur les résultats du Groupe**

Certains facteurs clés ainsi que certains événements et opérations ont eu, et pourraient continuer à avoir, une incidence sur les activités, la situation financière et les résultats du Groupe.

Les facteurs de risques susceptibles d'avoir une incidence sur l'activité du Groupe sont décrits aux Sections 3 « Facteurs de risques » et 5 « Aperçu des activités » du Document d'enregistrement.

Les facteurs décrits ci-après ont eu dans la période récente, et pourraient continuer à avoir un impact significatif sur les résultats de la Société.

##### **(i) La capacité à retenir les clients existants**

La part des clients existants était de 96 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 30 juin 2021, 98 % au 31 décembre 2020, 94 % au 31 décembre 2019 et 94 % au 31 décembre 2018.

Une partie significative du chiffre d'affaires du Groupe a été réalisé avec un nombre limité de clients stratégiques. La contribution des dix premiers clients au chiffre d'affaires du Groupe était de 90 % au 30 juin 2021 et 83 % au 31 décembre 2020, 81 % au 31 décembre 2019 et 76 % au 31 décembre 2018. Le client avec lequel le Groupe a réalisé le chiffre d'affaires le plus important au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 représente 47 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe et le second pour 14 %.

Ainsi, les relations que le Groupe entretient avec ses clients clés sont au cœur de son plan d'affaire et impactent de manière significative le chiffre d'affaires du Groupe. Ces relations commerciales ne sont pas toutes formalisées par des contrats cadres et lorsque que c'est le cas, ces contrats comprennent par ailleurs des clauses permettant à chacune des parties, dans certaines circonstances et selon des modalités spécifiques, de ne pas poursuivre les relations.

Le niveau d'activité que la société réalise avec ses clients clés étant significatif, tout changement dans les relations avec ces entités affecte de ce fait la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.



Le succès du Groupe dépend par ailleurs de la volonté de ses clients actuels de continuer à utiliser ses systèmes de batteries et de l'intégration de ses batteries dans leurs gammes de produits. À mesure que les clients du Groupe élargissent leurs gammes de produits, le Groupe espère devenir le principal fournisseur de leurs flottes. Pour assurer l'acceptation de ses produits, le Groupe doit constamment développer et introduire des batteries plus puissantes et bénéficiant d'une autonomie plus longue.

Pour plus de détail sur l'importance des clients stratégiques, le lecteur est invité à se reporter à la Section 3.2.3 du Document d'enregistrement.

**(ii) La capacité à gagner de nouveaux clients**

La part des nouveaux clients était de 4 % au 30 juin 2021, 2 % au 31 décembre 2020, 6 % au 31 décembre 2019 et 6 % au 31 décembre 2018 du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Le succès du Groupe et sa capacité à augmenter ses revenus puis à devenir rentable dépend en partie de sa capacité à identifier des clients cibles, à attirer de nouveaux clients au moyen de sa stratégie et à convertir ces contacts en commandes significatives ou à développer ses relations avec les clients actuels. Ainsi, le Groupe prévoit, sur la base de son carnet de commandes estimé actuel, une diversification graduelle de sa clientèle.

Pour plus de détail le lecteur est invité à se reporter à la Section 3.2.3 du Document d'enregistrement.

**(iii) L'évolution du carnet de commande**

Le carnet de commande de la Société est un indicateur important. En effet, son atteinte et son développement présentent des effets significatifs sur l'activité et les performances du Groupe.

Le carnet de commandes du Groupe pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2027 s'élève à la date du Document d'enregistrement à environ 1,0 milliard d'euros, principalement auprès de certains clients stratégiques du Groupe tels que Iveco/Heuliez, Piaggio, Wrightbus, CaetanoBus et Alstom.

Le carnet de commandes comprend les indications de commandes fermes des clients, qui sont inclus dans le carnet de commandes avec une probabilité de 100 %, ainsi que les expressions d'intérêts spécifiques et les négociations avancées avec les clients pour lesquels le Groupe est seul fournisseur qui sont reflétées dans le carnet de commandes à des taux de probabilité pondérés correspondants (entre 50 % et 75 %). Le carnet de commandes reflète également les activités pour lesquelles le Groupe a reçu (i) une demande de cotation ou pour lesquelles le Groupe est en négociations bilatérales et auxquelles la direction a attribué une probabilité d'au moins 50 % et (ii) les commandes en cours avec les clients historiques pour lesquels le Groupe reçoit régulièrement des bons de commande et auxquels la direction a attribué une probabilité d'au moins 50 %. La définition de carnet de commande utilisée par le Groupe pour des besoins opérationnels ne correspond pas à un agrégat comptable normé répondant à une définition unique et généralement acceptée.

Au 30 juin 2021, 4 % (soit 40 082 milliers d'euros) du carnet de commandes était contracté (commandes fermes et irrévocables avec une probabilité de 100 %), tandis que 96 % était pondéré (70 % pour lesquels le Groupe est le seul fournisseur du client et 26 % pour lesquels le Groupe a des affaires en cours avec le client).

Au 31 décembre 2020, 5 % (soit 49 823 milliers d'euros) du carnet de commandes était contracté (commandes fermes et irrévocables avec une probabilité de 100 %), tandis que 95 % était pondéré (70 % pour lesquels le Groupe est le seul fournisseur du client et 25 % pour lesquels le Groupe a des affaires en cours avec le client).

Le carnet de commandes est fondé sur des prévisions d'achats réelles discutées avec les clients, mais ces prévisions ne constituent pas des engagements d'achats fermes. En outre, l'évaluation des probabilités de conversion du carnet de commandes en commandes fermes pourrait ne pas être

appropriée. De plus, les cellules de batteries lithium-ion ont généralement une durée de vie limitée. Si les clients ne convertissaient pas leurs prévisions en commandes fermes, le Groupe pourrait avoir un nombre plus important de cellules de batteries en stock, pouvant conduire à des périodes de garantie réduites ou à des dépréciations de la valeur du stock. Par conséquent, le carnet de commandes pourrait ne pas générer les revenus futurs correspondants. De ce fait, les ventes réelles pourraient être sensiblement inférieures à ce que le carnet de commandes suggère à la date du Document d'enregistrement.

#### **(iv) L'évolution des taux de change**

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. Cependant, dans chacun des pays où il exerce ses activités, le Groupe engage généralement des dépenses et réalise parfois des ventes en monnaies locales. Par conséquent, ces opérations doivent être converties en euros lors de la préparation des états financiers. S'agissant du compte de résultat, cette conversion est effectuée au taux moyen pour chaque période concernée. S'agissant du bilan, cette conversion est effectuée en prenant les taux de change applicables à la date de clôture du bilan.

Le Groupe est exposé à un risque de change compte tenu des relations effectuées avec les participations situées en Chine et en Pologne. Le Groupe est ainsi confronté au risque de change de la devise dollar américain (USD), du Yuan (RMB) et dans une moindre mesure du Zloty polonais (PLN), du dollar de Hong-Kong (HKD), de la Roupie indienne (INR) et du dollar de Singapour (SGD).

Les flux d'encaissement réalisés en devises autres que l'euro le sont principalement en dollar américain (USD) et représentaient moins de 20 % du total des encaissements au 31 décembre 2020.

A partir du premier semestre 2021, le Groupe a mis en place une couverture de change sur le dollar américain (USD) pour couvrir une partie des achats anticipés auprès de son principal fournisseur en dollar. Les variations de taux de change peuvent avoir un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires du Groupe, de ses charges et de ses résultats (se reporter à la section 3.4.3 « Risque de crédit ou de contrepartie » du Document d'enregistrement).

#### **(v) L'impact de la pandémie de Covid-19**

La pandémie de Covid-19 a affecté les activités du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, avec en particulier un impact significatif au cours des mois de mars à mai 2020, période au cours de laquelle les mesures de confinement mises en place par les autorités publiques dans les pays où le Groupe exerce ses activités ont été les plus strictes.

Ainsi, le Groupe a notamment été contraint de limiter la production de certains de ses sites en raison des mesures de restrictions locales de déplacement ou de confinement. En conséquence, le Groupe a dû faire face à une interruption de la production de son usine chinoise située à Zhongshan entre fin janvier et début mars 2020, ce qui a affecté ses volumes de ventes. De même, l'usine française située à Chasseneuil-du-Poitou, a subi un arrêt de sa production de mi-mars à fin mars 2020, et n'a pu reprendre qu'une activité partielle sur ses principales lignes de production à partir de début avril avant de reprendre une activité totale à partir de mi-mai 2020. Pendant cette même période, la production en Pologne et en Chine a été particulièrement élevée pour l'activité médicale, avec notamment la livraison de systèmes de batteries pour respirateurs, défibrillateurs et concentrateurs d'oxygène. Enfin, le démarrage de l'usine située en Inde en 2021 a été ralenti pour les mêmes raisons.

Ces mesures ont par ailleurs affecté les volumes de ventes et des stocks, du fait notamment des difficultés logistiques rencontrées. En effet, afin de sécuriser ses approvisionnements de cellules de batteries, achetées en grande partie en Asie, et d'autres composants, la Société envoie généralement ses commandes d'achat par lots à ses principaux fournisseurs plusieurs mois à l'avance. Ainsi, les commandes fermes vis-à-vis de son plus important fournisseur, le coréen LG Energy Solution, sont envoyées six mois à l'avance. Une croissance significative de l'activité, proche de ce qui avait été observé en 2019, avait été planifiée et budgétée pour l'exercice 2020, générant ainsi l'envoi aux fournisseurs de commandes d'achat début 2020 dimensionnées en conséquence. Le ralentissement net

de l'activité du fait de la Covid-19 à partir du mois de mars a ainsi généré un stock de cellules et de composants temporairement excédentaire.

Au cours des mois de mars 2020, avril 2020 et mai 2020, le Groupe a ainsi enregistré une diminution de ses ventes de systèmes de batteries de 15 %, 39 % et 20 % respectivement par rapport à la même période en 2019, conséquence directe des mesures confinement résultant de la crise sanitaire. En effet, les commandes qui auraient dû être livrées durant le confinement n'ont pas pu l'être. Elles ont été reportées, provoquant ainsi un décalage de chiffre d'affaires.

Le Groupe a ensuite enregistré une forte reprise de ses activités avec la levée progressive des mesures de confinement à compter du mois de juin 2020, qui s'est traduite par une augmentation de ses volumes au cours des mois de juin 2020, juillet 2020, août 2020, septembre 2020 et décembre 2020 de 82 %, 73 %, 8 %, 32 % et 92 %, respectivement, par rapport à la même période en 2019.

Les mesures de reconfinement décidées à l'automne 2020 ont ensuite eu un impact moindre sur les activités du Groupe que le confinement du printemps 2020, avec une diminution de ses volumes de ventes de système de batteries impactant le chiffre d'affaires consolidés de respectivement 34 % et 13 % en octobre et novembre 2020, et une augmentation de 92 % en décembre 2020 par rapport à 2019.

Les activités du Groupe ont enregistré une solide performance au cours du semestre clos le 30 juin 2021, avec une augmentation de ses volumes de ventes de systèmes de batteries de 34 % par rapport au 30 juin 2020, démontrant que d'une part le retard des ventes résultant de la pandémie a été quasiment absorbé dans sa totalité et que, d'autre part, les activités du Groupe ont retrouvé une dynamique de croissance.

#### **(vi) Les opérations de croissance externe**

Le Groupe a été constitué à l'issue de plusieurs opérations de croissance externe des activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013. Au cours des dernières années le Groupe a procédé à des créations ciblées ayant fortement contribué à la croissance de ses activités (voir notamment la section 5.7 « Investissements » du Document d'enregistrement). Plus récemment, Forsee Power a intégré, en juillet 2021, les actifs de la société Holiwatt (ex Centum Adetel Transportation) qui se trouvait en redressement judiciaire. Cette acquisition permet à Forsee Power d'intégrer un savoir-faire de plus de 20 ans dans le domaine ferroviaire et une offre de systèmes de stockages d'énergie et des convertisseurs de puissance et convertisseurs auxiliaires (CVS).

Dans le cadre de sa stratégie d'expansion (développée en section 5.3 du Document d'enregistrement), le Groupe entend poursuivre à l'avenir son développement en procédant à des acquisitions potentiellement significatives et ciblées notamment sur des pays stratégiques, afin d'étendre son empreinte géographique et enrichir son offre, ce qui pourrait avoir un effet favorable sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

A contrario, les bénéfices attendus des acquisitions futures ou réalisées pourraient ne pas se concrétiser dans les délais et aux niveaux attendus, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

#### **(vii) Les provisions**

Les dotations aux (et éventuelles reprises de) provisions ont affecté et devront structurellement continuer à affecter les résultats du Groupe. Les principales provisions pour risques et charges, dont le montant total s'élève à 7 512 milliers d'euros au 30 juin 2021 et à 6 640 milliers d'euros au 31 décembre 2020, sont détaillées ci-dessous :

- La provision pour service après vente (SAV) représentant 2 906 milliers d'euros au 30 juin 2021 (2 476 milliers d'euros au 31 décembre 2020) est destinée à couvrir le risque de coûts SAV

futurs pour la Société du fait de sa responsabilité sur les produits vendus. Cette provision, calculée de manière statistique, est ajustée en fonction des coûts de SAV effectivement supportés par la Société en cours d'exercice.

- La provision pour recyclage de 1 566 milliers d'euros au 30 juin 2021 (1 000 milliers d'euros à fin décembre 2020) couvre les coûts estimés futurs de recyclage des systèmes de batteries vendues par la société et pour lesquelles elle a un engagement de reprise, que ce soit contractuel ou (de toutes façons) réglementaire. Elle est calculée en fonction du nombre de systèmes vendus concernés et valorisée suivant le coût externe de recyclage des différents types de batteries. La société actualise régulièrement ces coûts de recyclage externe afin de prendre en compte les améliorations des coûts de traitement de cette filière relativement récente.
- La provision pour risques sur stock enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2020 pour 1 901 milliers d'euros (dont le montant est inchangé au 30 juin 2021) concerne un risque spécifique identifié sur les stocks des gammes Zen 4 et Flex 7. Ces deux produits, présents en stock sous forme à la fois de composants, de cellules et de produits finis, correspondent aux gammes de produits commercialisées les plus anciennes sur lesquels la Société anticipe un risque de ne pas pouvoir les écouler en totalité, ou bien de devoir concéder des baisses de prix exceptionnelles afin de les écouler. Ces gammes sont en effet en partie concurrencées par d'autres produits lancés plus récemment par la société. Le risque a été apprécié par le management de la société sur chacune des gammes de produits, et provisionné en conséquence. Cette provision a été reclassée en dépréciation pour stock au titre du 30 juin 2021 et 2020. Ce reclassement est détaillé en Section 7.1.4 « Facteurs affectant la comparabilité des résultats consolidés » du présent Document d'enregistrement).
- Les autres provisions, représentant un montant total de 3 165 milliers d'euros au 30 juin 2021 (3 165 milliers d'euros au 31 décembre 2020), correspondent à la valorisation d'autres risques, tels que des risques de pénalités clients, des contentieux, de la provision pour indemnité de départ en retraite et d'autres charges estimées probables et provisionnées en conséquence par la Société.

#### **(viii) L'évolution des prix et la maîtrise des coûts de structure**

Les véhicules électriques lourds, les véhicules électriques légers et le stockage d'énergie peuvent être sujets à des baisses de prix de vente en raison de l'évolution rapide des technologies, des normes industrielles et des préférences des utilisateurs finaux. Par conséquent, les clients du Groupe pourraient s'attendre à ce que le Groupe, en tant que fournisseur, réduise ses coûts et abaisse le prix de ses systèmes de batteries afin d'atténuer l'impact négatif sur leurs marges.

Par ailleurs, la flexibilité de la conception des systèmes de batteries du Groupe permet une fabrication à une cadence soutenue, ce qui permet au Groupe de fournir des systèmes de batteries à des prix attractifs et compétitifs.

Le coût des cellules de batterie dépend en partie des prix et de la disponibilité des matières premières telles que le lithium, le nickel, le cobalt et/ou d'autres métaux.

Les prix de ces matières fluctuent et leur approvisionnement disponible peut être instable en fonction des conditions du marché et de la demande mondiale, notamment en raison de l'augmentation de la production mondiale de véhicules électriques et de produits de stockage d'énergie.

Par ailleurs, du fait (i) du nombre limité de fabricants, (ii) des délais importants pour ces mêmes fabricants pour accroître leurs capacités de productions, et (iii) d'une croissance plus rapide de la demande que l'offre sur le marché des batteries, des tensions apparaissent sur l'approvisionnement des cellules et composants clés entrant dans la fabrication des systèmes de batterie. Ces tensions se traduisent alors généralement par une hausse des prix d'achats, pouvant dégrader les marges.

En conséquence, si le Groupe n'était pas en mesure de répercuter ces augmentations de prix tout en contrôlant son plan de charges et ses coûts de structure, cette évolution des prix pourrait avoir un impact négatif sur sa rentabilité.

### **7.1.3 Principaux postes du compte de résultat**

Les principaux postes du compte de résultat, sur lesquels s'appuie la direction pour analyser les résultats consolidés du Groupe sont décrits ci-dessous :

#### ***Chiffre d'affaires***

Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué de ventes de marchandises (systèmes de batteries) pour les différents segments de marché du Groupe ; et, dans une moindre mesure, de prestations de services, correspondant à des prestations d'ingénierie et de développement apportées aux clients de la Société au cours de la phase de conception (les informations concernant les clients et les produits nécessitant cette prestation sont détaillées dans le chapitre 5 du Document d'enregistrement).

A cela s'ajoute le chiffre d'affaires généré par les autres activités, essentiellement constitué de refacturations opérationnelles entre la Société et des tiers (sous-location et frais de personnel).

Le Groupe comptabilise les ventes de marchandises conformément à la norme IFRS 15. Les revenus sont évalués en fonction du transfert de contrôle. Le Groupe ne dispose pas d'engagement de retour de marchandises ou d'engagement de reprise. Par ailleurs, les contrats ne prévoient pas de retour de systèmes de batterie. Une fois que les produits sont livrés et facturés, le transfert de contrôle est irréversible. Les produits dont le recouvrement n'est pas probable ne sont pas reconnus dans les états financiers de la période de réalisation de l'opération.

Le chiffre d'affaires généré par les prestations de service est reconnu dès que ces prestations sont considérées comme étant réalisées, autrement dit, lorsque les conditions contractuelles sont considérées comme étant remplies.

#### ***Autres produits et charges opérationnels***

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des événements significatifs intervenus pendant la période de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Ce poste comprend essentiellement la production stockée, les subventions d'exploitation, les transferts de charges, le résultat de cessions des immobilisations et les autres produits et charges incluant essentiellement d'autres coûts ou d'autres produits non récurrents.

#### ***Services extérieurs et achats consommés***

Les services extérieurs et achats consommés comprennent essentiellement l'achat de cellules de batteries et de composants nécessaires à la production de produits finis, des honoraires liés aux activités de recherche et développement, ainsi que les frais de transports liés à l'approvisionnement des composants et à l'expédition des systèmes de batteries.

Les autres coûts comprennent les frais de location et charges locatives relatives aux locaux occupés par les sites du Groupe, les dépenses d'entretien et réparation des sites et des équipements, la rémunération d'intermédiaires (expert-comptable, auditeurs, avocats, prestataire CIR...) ainsi que les dépenses commerciales (participations à des salons, publicité digitale, des déplacements...).

#### ***Charges de personnel***

Les charges de personnel incluent les salaires, charges sociales, le CICE, la participation, les dotations aux provisions pour indemnités de fin de carrière ainsi que la charge liée aux paiements sur base d'actions (IFRS 2).

### ***Impôts, taxes et versements assimilés***

Ce poste est relatif aux taxes assises sur les salaires.

### ***Amortissements, provisions et dépréciations nettes***

Ce poste comprend :

- les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (relatives aux équipements industriels et de bureaux) ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (essentiellement de la R&D). La Direction a identifié les projets de développement conduisant à l'amélioration ou à la création d'un produit et/ou d'une technologie qui sont utilisés par un ou plusieurs clients. Ces projets et les dépenses affectées sont analysés régulièrement par la Direction en fonction des informations obtenues sur la période. La Direction apprécie les durées d'amortissement des projets de développement en fonction du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles (entre 5 et 7 ans) à partir de la date estimée de fin de projet. Les dépenses engagées ne répondant pas aux critères d'activation des frais de développement, et les dépenses engagées au titre des frais de recherche, sont comptabilisées en résultat.

Les dépenses engagées au titre des frais de développement sont inscrites obligatoirement en immobilisations incorporelles quand les conditions définies par la norme IAS 38 sont réunies :

- Faisabilité technique, et capacité technique pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif ;
- Intention d'achever le développement, capacité à utiliser ou à vendre l'actif, et disponibilité des ressources financières ;
- Probabilité de l'existence d'avantages économiques futurs ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses engagées.

Les dépenses engagées au titre des frais de développements portent sur l'amélioration de produit ou technologie qui seront utilisés par un ou plusieurs clients. Le Groupe évalue régulièrement à travers un Comité de suivi des projets les dépenses éligibles, principalement du temps passé, la date de début de projet et la date estimée de fin de projet (SOP Date).

Les durées d'amortissement des projets de développement sont issues du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles. La durée d'amortissement choisie pour l'ensemble des projets est de 5 ans à partir de la date estimée de fin de projet.

Les dépenses engagées ne répondant pas aux critères d'activation des frais de développement, et les dépenses engagées au titre des frais de recherche, sont comptabilisées en résultat.

- Les dotations aux provisions pour dépréciation et pour risques et charges nettes de reprises. Celles-ci correspondent notamment aux provisions pour dépréciation de stocks et intégration de risques clients mais également aux provisions pour le recyclage de batterie et la garantie SAV. Le stock de la Société est composé en partie de pièces achetées (cellules de batteries, composants), de produits semi-finis et de produits finis. La valorisation du stock intègre les frais d'approches, droits de douanes, coûts de transport sur achat, ainsi que les coûts de main d'œuvre de production. La provision pour dépréciation du stock est calculée à partir d'une analyse des cellules, composants et produits finis susceptibles de ne pas pouvoir être utilisés à l'avenir, et donc éventuellement à être mis au rebut. Les cellules et composants à faible rotation, ainsi que

certaines produits finis sont ainsi dépréciés suite à une revue détaillée en fonction du risque évalué. Les provisions précitées sont détaillées à la section 7.1.2 du Document d'enregistrement.

### ***Résultat financier***

Le résultat financier du Groupe englobe essentiellement les charges financières décaissées telles que les charges financières sur les découverts bancaires, sur les emprunts, sur les locations financements, sur l'affacturage, mais également les frais relatifs aux services bancaires.

Il comprend également les éléments suivants :

- les charges financières des dettes sur biens pris en location (application d'IFRS 16) ;
- la variation de la juste valeur des instruments financiers avec une relation de couverture de flux de trésorerie ;
- l'évaluation au coût amorti de l'emprunt auprès de la BEI ;
- les gains et pertes de change.

Le coût de l'endettement net est constitué des charges financières décaissées déduction faite des produits financiers encaissés.

### ***Impôt sur le résultat***

Il n'existe pas de périmètre d'intégration fiscale au sein du Groupe au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt courant et de l'impôt différé. La charge d'impôt est calculée selon les lois fiscales en vigueur, ou en vigueur à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales opèrent. Les créances fiscales relatives à des remboursements d'impôts exigibles versés (*carry back*) sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement est supérieur à 12 mois après la date de clôture et font l'objet d'une actualisation.

La contribution foncière des entreprises (CFE), assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, est analysée par le Groupe comme constituant une charge opérationnelle.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée des comptes sociaux, est analysée par le Groupe comme constituant de l'impôt sur le résultat.

## **7.1.4 Facteurs affectant la comparabilité des résultats consolidés**

### ***Modification du Périmètre de Consolidation***

#### ***Créations :***

Dans le cadre de son développement à l'international, le Groupe a créé en :

- 2020, une filiale en Inde, FORSEE POWER INDIA ;
- 2019, une filiale en Chine, Zhongshan Development Ltd.Co. ; et en
- 2018, une filiale à Singapour, FORSEE POWER PTE. LTD.

A la date du Document d'enregistrement, ces créations ne présentent pas d'impact sur la comparabilité des exercices. La filiale indienne, créée en 2020, n'a généré de l'activité qu'à partir du premier semestre 2021, sans incidence sur la comparabilité des exercices.

#### *Acquisition et cessions :*

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition ni à aucune cession au cours des exercices 2018, 2019 et 2020.

#### ***Changement de la méthode de consolidation***

Sans objet.

#### ***Reclassement d'instruments financiers***

Au 31 décembre 2019, les reclassements de présentation comptable sur certains instruments financiers ont été réalisés dans les états financiers consolidés :

##### **- Opérations de cession de créance (factor)**

Les états financiers consolidés IFRS ont toujours présenté un maintien au poste clients des créances cédées au factor, en contrepartie d'une dette financière présentée nette des retenues de garantie. Toutefois, compte tenu du développement des transactions relatives aux opérations de cession de créances, certains comptes relatifs à ces opérations de cession n'étaient pas traités de manière homogène.

L'ensemble des créances clients cédées aux différents factor (HSBC et BNP) a été reconstitué pour être présenté en dette financière, déduction faite des retenues de garantie et de la part non financée des créances cédées.

##### **- Bons de Souscription d'Action au profit de la BEI (BSA<sub>BEI A</sub>)**

Les états financiers précédemment publiés présentaient les BSA<sub>BEI A</sub> émis le 15 mars 2018 par la société au profit de la BEI comme un instrument de capitaux propres, c'est-à-dire sans incidence tant que l'instrument ne se dénoue pas.

Or ces BSA<sub>BEI A</sub> se dénouent par la remise d'un nombre d'action qui n'est pas fixe, et par ailleurs comprennent un put option indemnisable auprès de la BEI.

Par conséquent ces BSA<sub>BEI A</sub> ne peuvent pas être considérés comme un instrument de capitaux propres, et ont été classés et évalués comme un instrument dérivé passif dans les états financiers au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

La variation de juste valeur du dérivé entre la date d'émission et le 31 décembre 2018 a été comptabilisée en résultat financier. La valeur du dérivé correspond au coût de l'option en cas d'exercice de ces BSA<sub>BEI A</sub>.

La composante dette de l'emprunt BEI émis a été présentée au coût amorti au 31 décembre 2018.



Les postes des états financiers du 31 décembre 2018 impactés par ce changement de présentation sont présentés conformément à IAS 8 ci-dessous :

en milliers d'euros	31 décembre 2018 publié	Reclassement factor	Dérivé sur BSA <sub>BEI</sub> Warrant A	Impôts différés	31 décembre 2018 retraité
Actifs non courants	17 119	0	0	(2)	17 117
Actifs courants	38 861	547	0	0	39 408
<b>Total Actif</b>	<b>55 980</b>	<b>547</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>56 525</b>
Capitaux propres	2 852	0	(552)	(2)	2 298
Dettes	53 128	547	552	0	54 228
Passifs non courants	28 488	0	552	0	29 041
Passifs courants	24 640	547	0	0	25 187
<b>Total Passif</b>	<b>55 980</b>	<b>547</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>56 525</b>

Le compte de résultat au 31 décembre 2018 est impacté pour (552) milliers d'euros en charges financières, et pour (2) milliers d'euros en charge d'impôts différés.

Ces reclassements impactent le tableau de flux de trésorerie du 31 décembre 2018 au niveau des éléments non calculés.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a procédé à une renégociation du contrat de cessions de créances conclu avec HSBC, afin de permettre un transfert des risques de retard de paiement, d'impayé, de change et une limitation des recours du factor en cas de non-paiement des créances garanties.

Les créances cédées au factor HSBC, qui figuraient auparavant au bilan consolidé, n'y apparaissent plus à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

### *Conversion des comptes établis en devises étrangères*

Les comptes établis en devises des filiales situées à l'étranger sont convertis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 selon la méthode dite du cours de clôture compte tenu de la maturité du développement de ces participations utilisant dorénavant majoritairement la devise étrangère locale comme monnaie de fonctionnement de leur environnement économique.

Les comptes établis en devises étrangères sont convertis jusqu'au 31 décembre 2020 selon la méthode dite du cours historique. Les devises étrangères locales (Yuan en Chine et Zloty en Pologne) n'étaient pas majoritairement utilisées sur les précédents exercices comme monnaie de fonctionnement de ces entités compte tenu du volume des transactions internes entre ces entités et le reste du Groupe utilisant la devise euro.

Cette évolution de la monnaie de fonctionnement dans l'environnement économique des participations établissant des comptes en devises étrangères, est appliquée de manière prospective à compter de la date du changement de monnaie, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément au paragraphe 35 de la norme IAS

21 relative aux transactions en monnaies étrangères, et n'est pas concernée par la norme IAS 8 relative aux changements de méthodes comptables.

Le changement de monnaie de fonctionnement des filiales établissant des comptes en devises étrangères impacte la réserve de conversion au 1<sup>er</sup> janvier 2021 de la manière suivante :

en milliers d'euros	Au 1er janvier 2021
Incidence sur la variation de la réserve de conversion de la conversion des actifs non monétaires des taux historiques au taux à la date du changement de la monnaie fonctionnelle	49
Incidence du reclassement des réserves consolidées à la réserve de conversion de la conversion des actifs monétaires au taux du changement de la monnaie fonctionnelle	144
<b>Total impact du changement des monnaies de fonctionnement</b>	<b>193</b>

Le changement de monnaie de fonctionnement impacte l'état de la situation financière par une diminution de 49 milliers d'euros des immobilisations nettes (actifs non monétaires) en contrepartie de la réserve de conversion pour le montant correspondant à l'écart de conversion entre les taux historiques appliqués aux différentes immobilisations et leurs amortissements, et le taux de conversion à la date du changement. Les actifs monétaires ayant toujours été convertis au taux de clôture sur les exercices précédents, l'écart de conversion reconnu en résultat financier sur les périodes précédentes est reclassé pour 144 milliers d'euros du poste « réserves résultats accumulés sur les périodes précédentes » à la réserve de conversion.

#### *Changements de présentation comptable*

Les comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2020 ont été retraités par rapport aux comptes consolidés publiés au 31 décembre 2020 pour tenir compte d'un reclassement en dépréciation de stock de 1 901 milliers d'euros présentée en provision pour risque dans les comptes publiés.

Les postes des états financiers du 31 décembre 2020 impactés par ce retraitement sont présentés conformément à IAS 8 ci-dessous :

en milliers d'euros	31 décembre 2020 publié	Reclassement	31 décembre 2020
<b>Actifs non courants</b>	<b>35 804</b>		<b>35 804</b>
Goodwill	1 523		1 523
Immobilisations incorporelles	12 060		12 060
Immobilisations corporelles	16 731		16 731
Actifs financiers non courants	4 398		4 398
Autres actifs non courants	600		600
Actifs d'impôts différés	492		492
<b>Actifs courants</b>	<b>58 649</b>	<b>-1 901</b>	<b>56 749</b>
Stocks	30 184	-1 901	28 284
Créances clients	14 180		14 180
Autres actifs courants	3 013		3 013
Actifs financiers courants			
Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 273		11 273
<b>Total Actif</b>	<b>94 454</b>	<b>-1 901</b>	<b>92 553</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>-32 406</b>		<b>-32 406</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>-32 406</b>		<b>-32 406</b>
Capital social émis	2 999		2 999
Primes d'émission	991		991
Réserves de conversion	-1		-1
Réserves	-6 983		-6 983
Résultat net	-29 412		-29 412
<b>Intérêts minoritaires</b>			
<b>Dettes</b>	<b>126 859</b>	<b>-1 901</b>	<b>124 959</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>103 656</b>	<b>-1 901</b>	<b>101 755</b>
Passifs financiers non courants	87 456		87 456
Avantages du personnel	227		227
Provisions pour risques et charges	8 314	-1 901	6 413
Autres passifs non courants	3 197		3 197
Dérivés sur instrument financier	4 457		4 457
Passifs d'impôts différés	5		5
<b>Passifs courants</b>	<b>23 204</b>		<b>23 204</b>
Passifs financiers courants	4 864		4 864
Provisions pour risques et charges	0		0
Dettes fournisseurs	9 786		9 786
Autres passifs courants	8 554		8 554
<b>Total Passif</b>	<b>94 454</b>	<b>-1 901</b>	<b>92 553</b>

Il n'existe pas d'autre changement de présentation comptable sur la période par rapport aux comptes publiés de l'exercice clos au 31 décembre 2020. La présentation comptable est appliquée de façon constante sur les périodes présentées.

L'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global est présenté de manière séparée en deux états différents, à savoir un état consolidé du compte de résultat net d'une part et d'autre part un état consolidé des autres éléments du résultat global, compte tenu de l'évolution sur la période des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les précédents états financiers consolidés présentaient un état unique du résultat net et des autres éléments du résultat global compte tenu de l'absence d'opérations significatives comptabilisées directement dans les capitaux propres.

#### 7.1.5 Principaux changements au niveau du chiffre d'affaires

Sans objet.

#### 7.1.6 Saisonnalité

La saisonnalité ne présente pas d'incidences matérielles sur l'activité de la Société.

### 7.1.7 Principaux changements de modalités d'application des normes

#### *Reconnaissance des actifs d'impôts différés au titre des déficits reportables*

Les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si la Direction dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Les impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ont été reconnus par prudence à hauteur de l'imputation estimée sur les bénéfices fiscaux futurs prévisionnels des trois prochains exercices. Au 31 décembre 2020, tous les impôts différés actifs ont été neutralisés.

### 7.1.8 Première application des normes

#### *Première application d'IFRS 15 et d'IFRS 9*

L'exercice 2018 a donné lieu à la première application des normes précitées.

Norme IFRS 15 relative à la reconnaissance du revenu : la norme IFRS 15 remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction » et établit un modèle en cinq étapes s'appliquant à tous les contrats conclus avec les clients. L'application de cette nouvelle norme n'a pas généré d'impact significatif sur l'information financière présentée.

Norme IFRS 9 relative aux instruments financiers : l'application de la nouvelle norme IFRS 9 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat global et la situation financière consolidée des périodes présentées. La perte attendue sur les créances a été évaluée par la Direction comme non significative compte-tenu de la qualité du portefeuille client du Groupe.

Le Groupe a par ailleurs mis en place des instruments de couverture de change sur le dollar américain (USD) à partir du premier semestre 2021.

#### *Première application d'IFRS 16*

L'exercice 2019 a été marqué par la première application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location.

Le Groupe a appliqué IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée. A ce titre, aucun retraitement des états financiers publiés avant la date d'application de la norme et présentés en comparaison n'est effectué. Dans le cadre de la transition, les principales mesures de simplification prévues par IFRS 16 et retenues par le Groupe ont été les suivantes :

- exclusion des contrats d'une durée de 12 mois ou moins et des contrats à faible valeur ;
- application de la norme uniquement aux contrats précédemment identifiés comme des contrats de location selon IAS 17 ;
- droit d'utilisation égal à la valeur comptable de l'actif si la norme IFRS 16 avait été appliquée à la date de prise d'effet du contrat ;
- utilisation de la durée résiduelle du contrat à la date de transition pour déterminer le taux d'actualisation à la date de transition ;
- exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation à la date de première application.

Les loyers des contrats exclus du scope de la norme IFRS 16 sont comptabilisés directement en charges opérationnelles. Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est appliqué un *spread* pour tenir compte des durées des contrats de location. Le taux d'endettement marginal moyen pondéré au 1er janvier 2019 s'élevait à 3,61 %.

Ainsi, les impacts de la première application de la norme IFRS 16 sur les états financiers consolidés du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont les suivants :

en milliers d'euros	31 Décembre 2018 retraité	Application IFRS 16	1er janvier 2019
Immobilisations corporelles - Valeur brute	8 165	3 910	12 074
Amortissements et dépréciations	(4 294)	(1 616)	(5 910)
<b>Total valeur nette</b>	<b>3 870</b>	<b>2 294</b>	<b>6 164</b>
Actifs d'impôts différés	3 838	127	3 965
Autres actifs courants	6 868	(26)	6 842
<b>Total actif</b>	<b>14 576</b>	<b>2 395</b>	<b>16 971</b>

en milliers d'euros	31 Décembre 2018 retraité	Application IFRS 16	1er janvier 2019
Capitaux propres	2 852	(316)	2 536
Passifs financiers non courants	25 034	2 711	27 745
<b>Total passif</b>	<b>27 886</b>	<b>2 395</b>	<b>30 281</b>

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le résultat net consolidé du Groupe est impacté par le retraitement des charges de loyers pour 749 milliers d'euros, la constatation de charges d'intérêts pour (99) milliers d'euros et de charges d'amortissements des droits d'utilisation pour 610 milliers d'euros. La dette a, quant à elle, augmenté de 2 711 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le décaissement net lié aux contrats de location et classé en « Trésorerie provenant des opérations de financement » s'élève à 650 milliers d'euros de remboursement du principal des dettes sur biens pris en location.

Le lecteur est invité à se reporter à la note 6.3.1 « première application d'IFRS 16 sur les contrats de location » des états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

#### 7.1.9 Présentation sectorielle

Le Groupe présente son information sectorielle sur la base de l'information financière présentée à la direction du Groupe dans son *reporting* interne, qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments d'activités et d'évaluation de leur performance. Les *reporting* du Groupe comportent deux segments d'activité, *Light Vehicles and*

*Industrial Tech (LeV & Ind Tech) et Heavy Vehicles (HeV)*, précédemment nommés *smart life* et *smart transport & mobility* dans les comptes clos au 31 décembre 2019 et 2018. Ces derniers sont définis dans la section 7.1.1 du Document d'enregistrement.

Ces segments d'activité sont répartis par zone géographique et le chiffre d'affaires par zone géographique est déterminé selon la localisation des clients. Les zones géographiques sont détaillées ci-après :

- **France**

Le chiffre d'affaires généré sur cette zone est réalisé avec des clients localisés en France, essentiellement sur le marché du bus. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les activités du Groupe ont généré un chiffre d'affaires en France de 44 186 milliers d'euros, représentant 71 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

- **Europe (hors de France)**

Le chiffre d'affaires généré sur cette zone est réalisé avec des clients européens, notamment au Royaume-Uni, en Italie et au Portugal sur les marchés du bus et des deux roues. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les activités du Groupe sur cette zone ont généré un chiffre d'affaires de 12 532 milliers d'euros, représentant 20 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

- **Asie**

En 2011, le Groupe réalise l'acquisition de la société Uniross dont l'offre consiste en la conception, la réalisation et la commercialisation de systèmes complets de stockage d'énergie : batterie, électronique de contrôle de charge et chargeur, pour des marchés allant des terminaux portables à la robotique, la domotique, les vélos et véhicules électriques et qui dispose d'une usine d'assemblage en Chine à Zhongshan. Ce site regroupe des activités de production, de recherche et développement, et de service après-vente.

A la fin de l'exercice 2020, le Groupe annonce l'installation d'une nouvelle structure en Inde. Il entend de cette manière se positionner localement sur les marchés du bus et du scooter. Le site est pleinement opérationnel depuis mars 2021 et comprend la production locale à Pune, les ventes, l'intégration et le service après-vente. Les dépenses engagées et/ou envisagées sur ce site sont décrites dans la section 5.5.5.3.4 du Document d'enregistrement.

Le chiffre d'affaires généré sur cette zone est réalisé avec des clients localisés en Chine principalement sur le marché du deux roues. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les activités du Groupe en Asie ont généré un chiffre d'affaires de 3 526 milliers d'euros, représentant 6 % du chiffre d'affaires consolidé.

- **Etats-Unis**

Le chiffre d'affaires généré sur cette zone est réalisé avec des clients localisés essentiellement aux Etats-Unis sur les activités d'équipements médicaux et objets connectés (segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)*). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les activités du Groupe sur cette zone ont généré un chiffre d'affaires de 1 675 milliers d'euros, représentant 3 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

- **Reste du monde**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les activités du Groupe sur cette zone ont généré un chiffre d'affaires de 141 milliers d'euros, représentant moins de 1 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

### ***Facteurs ayant une incidence significative sur la rentabilité d'un segment d'activité***

Le Groupe évalue la performance de chacun de ses segments d'activité dans le cadre de son *reporting* interne sur la base du chiffre d'affaires du segment concerné.

Le Groupe n'identifie pas de facteurs impactant individuellement les segments d'activité. Ainsi, le lecteur est invité à se reporter aux « Principaux facteurs ayant une incidence sur les résultats consolidés » décrits dans la section 7.1.2 du Document d'enregistrement.

Par ailleurs, les écarts de marges entre les deux segments d'activité ne sont actuellement pas très significatifs. Néanmoins le cycle de vente est plus long sur le segment *Heavy Vehicles (HeV)* en raison d'investissements et de développements plus longs car dépendants des commandes publiques.

## **7.2 Principaux indicateurs de performance**

Le Groupe utilise comme principaux indicateurs de performance le chiffre d'affaires (voir ci-dessus) et l'EBITDA. Ces indicateurs de performance sont suivis de manière régulière par le Groupe pour analyser et évaluer ses activités et leurs tendances, mesurer leur performance, préparer les prévisions de résultats et procéder à des décisions stratégiques.

### ***Définition de l'EBITDA***

Le Groupe considère l'EBITDA, mesure à caractère non comptable, comme une mesure de performance.

La réconciliation de cet agrégat avec les comptes IFRS est présenté dans les tableaux ci-après :

En milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020	31 décembre 2020 retraité <sup>(1)</sup>	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(10 154)</b>	<b>(9 592)</b>	<b>(19 373)</b>	<b>(22 768)</b>	<b>(20 736)</b>
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(980)	(1 050)	(2 123)	(849)	(307)
Amortissements des droits d'utilisation sur immobilisations corporelles	(620)	(639)	(1 283)	(610)	0
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(571)	(520)	(1 036)	(855)	(752)
Dépréciation nette d'actifs	124	(647)	(2 904)	(268)	(3)
<b>EBITDA</b>	<b>(8 107)</b>	<b>(6 736)</b>	<b>(12 027)</b>	<b>(20 186)</b>	<b>(19 674)</b>

(1) Les comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2020 ont été retraités par rapport aux comptes consolidés publiés au 31 décembre 2020 pour tenir compte d'un reclassement en dépréciation de stock de 1 901 milliers d'euros présenté en provision pour risque dans les comptes publiés. Ce retraitement est détaillé dans la section 7.1.4. du Document d'enregistrement.

## 7.3 Résultats des opérations

### 7.3.1 Résultats des opérations pour les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020

#### 7.3.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 37 171 milliers d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 9 518 milliers d'euros, soit une hausse de 34 % par rapport au premier semestre 2020. Cette augmentation s'explique par la forte croissance du segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)* (+ 9 275 milliers d'euros soit une hausse de 46 %), résultant de l'augmentation des livraisons des packs de batterie pour les clients historiques sur l'activité du bus et de la hausse du chiffre d'affaires du segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* (+ 242 milliers d'euros soit une hausse de 3 %), expliquée notamment par l'augmentation des ventes de packs de batterie à destination des deux et trois roues.

L'évolution du chiffre d'affaires par segment d'activité et zone géographique est détaillée dans le tableau ci-après.

(En milliers d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020	Var
<b>France</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	27 529	14 622	+ 12 907
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	2 415	2 672	– 257
<b>Total</b>	<b>29 945</b>	<b>17 293</b>	<b>+ 12 652</b>
<b>En %</b>	<b>81%</b>	<b>62%</b>	
<b>Europe</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	1 996	5 643	– 3 647
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	1 753	2 124	– 371
<b>Total</b>	<b>3 749</b>	<b>7 767</b>	<b>– 4 018</b>
<b>En %</b>	<b>10%</b>	<b>28%</b>	
<b>Asie</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	-	3	– 3
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	2 597	1 514	+ 1 083
<b>Total</b>	<b>2 597</b>	<b>1 517</b>	<b>+ 1 080</b>
<b>En %</b>	<b>7%</b>	<b>5%</b>	
<b>Etats-Unis</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	-	30	– 30
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	832	990	– 158
<b>Total</b>	<b>832</b>	<b>1 020</b>	<b>– 188</b>
<b>En %</b>	<b>2%</b>	<b>4%</b>	
<b>Reste du monde</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	48	-	+ 48
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	-	56	– 56
<b>Total</b>	<b>48</b>	<b>56</b>	<b>– 8</b>
<b>En %</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>37 171</b>	<b>27 653</b>	<b>+ 9 518</b>
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	<b>29 573</b>	<b>20 298</b>	<b>+ 9 275</b>



(En milliers d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020	Var
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	7 597	7 355	+ 242

Le segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)* est resté le premier contributeur au chiffre d'affaires consolidé du Groupe (80 % sur le premier semestre 2021 contre 73 % un an plus tôt).

Le chiffre d'affaires de ce segment s'est élevé à 29 573 milliers d'euros sur le premier semestre 2021, en progression de 9 275 milliers d'euros, soit une hausse de 46 % par rapport à fin juin 2020. Ceci s'explique essentiellement par :

- la forte progression du chiffre d'affaires en France (+ 12 907 milliers d'euros), provenant essentiellement du client historique Iveco/Heuliez ;
- partiellement compensée par le recul du chiffre d'affaires en Europe (– 3 647 milliers d'euros), résultant essentiellement d'une baisse ponctuelle de certaines commandes du client Caetano au Portugal combinée à un retard de livraison de certains produits au Royaume-Uni.

Le segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* a représenté 20 % du chiffre d'affaires du Groupe à fin juin 2021 (contre 27 % à fin juin 2020).

Le chiffre d'affaires de ce segment s'est établi à 7 597 milliers d'euros, en hausse de 242 milliers d'euros, soit une progression de 3 % par rapport à fin juin 2020, en raison de l'augmentation des livraisons de packs de batterie pour les deux roues. Cette hausse reflète principalement :

- la hausse du chiffre d'affaires en Asie (+ 1 083 milliers d'euros), conséquence directe de l'augmentation des ventes de packs de batterie pour les deux roues en Chine (Piaggio et Bosch) ;
- partiellement compensée par le recul du chiffre d'affaires en Europe (– 371 milliers d'euros) et en France (– 257 milliers d'euros) lié à la baisse des ventes de packs de batteries pour les autres petits véhicules.

### 7.3.1.2 Produits opérationnels courants et charges opérationnelles courantes

Le tableau ci-dessous présente les charges opérationnelles courantes et le résultat opérationnel courant du Groupe, en valeur absolue et en pourcentage du chiffre d'affaires, pour les périodes indiquées.

	Semestres clos le 30 juin				
	2021		2020		Variation %
	Milliers d'euros	% du chiffre d'affaires	Milliers d'euros	% du chiffre d'affaires	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>37 171</b>	-	<b>27 653</b>	-	<b>34</b>
Autres produits et charges opérationnels	-177	0	-742	-3	-76
Services extérieurs et achats consommés	-33 212	-89	-24 960	-90	33
Charges de personnel	-10 593	-28	-8 413	-30	26
Impôts et taxes	-471	-1	-479	-2	-2
Amortissements	-2 171	-6	-2 210	-8	-2
Provisions et dépréciations	-700	-2	-442	-2	58
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>-10 154</b>	<b>-27</b>	<b>-9 592</b>	<b>-35</b>	<b>6</b>

### ***Autres produits et charges opérationnels***

Les autres produits et charges opérationnels se sont élevés à (177) milliers d'euros au premier semestre 2021, contre (742) milliers d'euros au premier semestre 2020. Le poste correspond essentiellement aux transferts de charges et aux gains et pertes de change. En pourcentage du chiffre d'affaires, ils sont passés de 3 % au premier semestre 2020 à moins de 1 % au premier semestre 2021 principalement du fait des transferts de charges et de l'impact positif des gains et pertes de changes nets. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des frais d'augmentation de capital capitalisés entre les deux périodes.

### ***Services extérieurs et achats consommés***

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Achats consommés	(28 877)	(21 029)
Honoraires, prestations extérieures	(1 772)	(1 562)
Locations, entretien & assurances	(499)	(282)
Transports, déplacements & réceptions	(965)	(1 183)
Frais d'études et de recherche	(648)	(611)
Frais postaux & de télécommunications	(133)	(127)
Sous-traitance	(269)	(150)
Autres	(48)	(19)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(33 212)</b>	<b>(24 960)</b>

Les services extérieurs et achats consommés ont connu une hausse au premier semestre 2021 de 33 % par rapport au semestre précédent soit une augmentation de 8 252 milliers d'euros pour atteindre 33 212 milliers d'euros au premier semestre 2021. Cette hausse s'explique principalement par :

- l'augmentation des achats consommés pour 7 848 milliers d'euros (+ 37 % par rapport au premier semestre 2020) principalement due à l'augmentation de l'activité et en partie due à la hausse des prix de certains composants, essentiellement le prix des cellules en raison des conditions de marché ;
- l'augmentation des locations, entretiens et assurances pour 217 milliers d'euros principalement du fait de l'augmentation des charges d'entretien pour 169 milliers d'euros sur l'usine de Chasseneuil du Poitou ;
- l'augmentation des honoraires et prestations extérieures pour 210 milliers d'euros provenant d'une part du contrat de sous-traitance en Inde pour 123 milliers d'euros et de l'utilisation de prestataires externes en France.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les services extérieurs et achats consommés sont restés stables passant de 90 % au premier semestre 2020 à 89 % au premier semestre 2021. Ceci s'explique par la progression moins rapide de certains postes (honoraires, prestations extérieures et locations, entretiens et assurances) que la progression de l'activité partiellement compensée par une légère hausse des prix de certains composants.

### ***Charges de personnel***

La hausse des charges de personnel de 2 180 milliers d'euros, soit une augmentation de 26 % par rapport au premier semestre 2020 s'explique essentiellement par la hausse des effectifs en France (+ 15 salariés), avec notamment le recrutement d'ingénieurs et de salariés ayant des postes d'encadrement, et la hausse

des effectifs en Chine (+ 15 salariés) correspondant essentiellement à des opérateurs (ouvriers), en lien avec la hausse de l'activité.

La Société avait par ailleurs bénéficié de mesures exceptionnelles dans le cadre de la crise sanitaire au cours du premier semestre 2020 (activité partielle sur le premier semestre 2020 en France et exemption de charges sociales de février à décembre 2020 en Chine), ce qui n'a pas été le cas au cours du premier semestre 2021.

Enfin, la hausse annuelle des salaires en Chine de 5,5 % en moyenne explique également la hausse du poste sur la période.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les charges de personnel sont passées de 30 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2020 à 28 % au premier semestre 2021. Ceci résulte d'une hausse moins rapide de ce poste par rapport à l'augmentation du chiffre d'affaires.

### ***Impôts, taxes et versements assimilés***

Les impôts, taxes et versements assimilés ont été stables passant de (479) milliers d'euros au premier semestre 2020 à (471) milliers d'euros au premier semestre 2021. En pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts, taxes et versements assimilés ont diminué, pour passer de 2 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2020 à 1 % au premier semestre 2021.

### ***Amortissements, provisions et dépréciations nettes***

Le poste a été stable, passant de (2 651) milliers d'euros au premier semestre 2020 à (2 872) milliers d'euros au premier semestre 2021. Sa contribution en pourcentage du chiffre d'affaires est en recul pour atteindre 8 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2021 contre 10 % au premier semestre 2020.

Une provision de 1 901 milliers d'euros a été enregistrée au second semestre 2020, reclassée en dépréciation au premier semestre 2021 (ce reclassement est détaillé en Section 7.1.4 « Facteurs affectant la comparabilité des résultats consolidés » du présent document d'enregistrement), pour couvrir la baisse de la valeur nette de réalisation des stocks des gammes Zen 4 et Flex 7. Ces deux produits, présents en stock sous forme à la fois de composants, de cellules et de produits finis, correspondent aux gammes de produits commercialisées les plus anciennes sur lesquels le Management anticipe un risque de ne pas pouvoir les écouler en totalité, ou bien de devoir concéder des baisses de prix exceptionnelles afin de les écouler. Ces gammes sont en effet en partie concurrencées par d'autres produits lancés plus récemment par le Groupe.

### ***Résultat opérationnel***

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat opérationnel du Groupe a baissé de 562 milliers d'euros au premier semestre 2021 par rapport au premier semestre 2020, soit une baisse de 6 %, passant de (9 592) milliers d'euros au premier semestre 2020 à (10 154) milliers d'euros au premier semestre 2021.

### ***Résultat financier***

Le résultat financier du Groupe a diminué de 3 947 milliers d'euros, passant de (2 430) milliers d'euros au premier semestre 2020 à (6 377) milliers d'euros au premier semestre 2021, conséquence directe de l'augmentation du coût de l'endettement financier brut de 1 197 milliers d'euros, qui s'établit à (3 151) milliers d'euros au premier semestre 2021 contre (1 954) milliers d'euros au premier semestre 2020 et de la hausse des charges financières de 2 750 milliers d'euros, qui s'élèvent à (3 226) milliers d'euros à fin juin 2021 contre (476) milliers d'euros à fin juin 2020.

L'augmentation du coût de l'endettement financier brut s'explique essentiellement par la hausse des dettes financières du Groupe, liées aux financements significatifs obtenus en 2020 et portant effets

depuis. Ces derniers concernent, notamment, l'emprunt obligataire convertible souscrit par les actionnaires BPI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest), et l'obtention de prêts garantis par l'Etat auprès de BNP Paribas, HSBC et Bpifrance et prêt Atout auprès de Bpifrance (se reporter à la section 8 pour plus de détails et à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

L'augmentation des autres charges financières s'explique essentiellement par la variation de juste valeur des dérivés.

### **Charge d'impôt**

L'évolution de la charge d'impôt résulte de celle des impôts différés. Des impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si la Direction dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Ainsi, la charge d'impôt s'établit à 238 milliers d'euros au premier semestre 2021 contre 3 568 milliers d'euros au premier semestre 2020. L'impôt théorique s'élève à un produit d'impôt de 4 133 milliers d'euros au premier semestre 2021 contre un produit d'impôt de 3 186 milliers d'euros au premier semestre 2020.

Les différences entre la charge fiscale théorique (soit un produit d'impôt au premier semestre 2021 et 2020) et la charge fiscale réelle de 238 milliers d'euros au premier semestre 2021 et 3 568 milliers d'euros au premier semestre 2020, résulte, au titre du premier semestre 2020, de l'impact des impôts différés sur déficits fiscaux antérieurs non reconnus pour 3 121 milliers d'euros ainsi que des dépréciations de déficits fiscaux reconnus antérieurement au bilan pour 3 918 milliers d'euros ; et de l'impact des impôts différés sur déficits fiscaux antérieurs non reconnus pour 3 284 milliers d'euros au premier semestre 2021.

### **Résultat net**

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à (16 769) milliers d'euros au premier semestre 2021 contre (15 590) milliers d'euros au premier semestre 2020, soit une augmentation des pertes de 1 179 milliers d'euros sur le semestre clos du 30 juin 2021.

## **7.3.2 Résultats des opérations pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019**

### **7.3.2.1 Chiffre d'affaires**

Le Groupe présente son information sectorielle sur la base de l'information financière présentée à la direction du Groupe dans son *reporting* interne, qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments et d'évaluation de leur performance. Les *reporting* du Groupe comportent deux segments d'activité, *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* et *Heavy Vehicles (HeV)*, répartis ensuite sur cinq zones géographiques. Ces derniers sont définis dans la section 7.1.1 du Document d'enregistrement.

L'évolution du chiffre d'affaires par segment d'activité et zone géographique est détaillée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019	Var
France			
Heavy Vehicles (HeV)	38 341	22 001	+ 16 340

En milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019	Var
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	5 846	5 093	+ 753
<b>Total</b>	<b>44 186</b>	<b>27 095</b>	<b>+ 17 091</b>
<b>En %</b>	<b>71%</b>	<b>54%</b>	
<b>Europe</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	9 171	6 721	+ 2 450
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	3 361	9 890	– 6 529
<b>Total</b>	<b>12 532</b>	<b>16 611</b>	<b>– 4 079</b>
<b>En %</b>	<b>20%</b>	<b>33%</b>	
<b>Asie</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	6	6	-
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	3 520	3 888	– 368
<b>Total</b>	<b>3 526</b>	<b>3 894</b>	<b>– 368</b>
<b>En %</b>	<b>6%</b>	<b>8%</b>	
<b>Etats-Unis</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	30	2	+ 28
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	1 645	2 662	– 1 017
<b>Total</b>	<b>1 675</b>	<b>2 663</b>	<b>– 988</b>
<b>En %</b>	<b>3%</b>	<b>5%</b>	
<b>Reste du monde</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	20	-	+ 20
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	121	79	+ 42
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>79</b>	<b>+ 62</b>
<b>En %</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>62 060</b>	<b>50 342</b>	<b>+ 11 718</b>
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	<b>47 568</b>	<b>28 730</b>	<b>+ 18 838</b>
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	<b>14 492</b>	<b>21 612</b>	<b>– 7 120</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 62 060 milliers d'euros en 2020, en hausse de 11 718 milliers d'euros, soit une progression de 23 %. Cette augmentation s'explique par la croissance du segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)*, résultant de la hausse des ventes de batteries à destination de véhicules à motorisation hybride ou électrique, conséquence directe de la dynamique de renouvellement des parcs en agglomérations (passage à l'hybride ou l'électrique), alors que le chiffre d'affaires du segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* a baissé de 33 %, conséquence directe des mesures confinement résultant de la crise sanitaire. En effet, les commandes qui auraient dû être livrées durant le confinement n'ont pas pu l'être, du fait de la situation de certains clients. Elles ont été reportées, provoquant un décalage de chiffre d'affaires (constaté lors de la livraison).

**Le segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)*** est resté le premier contributeur au chiffre d'affaires consolidé du Groupe (77 % en 2020 contre 57 % en 2019).

Le chiffre d'affaires de ce segment s'est élevé à 47 568 milliers d'euros en 2020, en hausse de 18 838 milliers d'euros, soit une augmentation de 66 % par rapport à 2019. Ceci résulte essentiellement :

- de la forte progression du chiffre d'affaires en France (+ 16 340 milliers d'euros), provenant essentiellement de la vente de systèmes de batteries à destination du marché du bus, conséquence directe de la montée en puissance de clients existants (Iveco/Heuliez, Wrightbus, Alstom Aptis) ; et
- de la hausse du chiffre d'affaires en Europe (+ 2 450 milliers d'euros), résultant essentiellement de la contribution en année pleine du contrat conclu courant 2019 avec la société Bamford Bus au Royaume-Uni compensé partiellement par la baisse des commandes du client Caetano sur le segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)* en Europe.

**Le segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)*** a représenté 23 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2020 (contre 43 % en 2019).

Le chiffre d'affaires de ce segment d'activité s'est établi à 14 492 milliers d'euros, en baisse de 7 120 milliers d'euros, soit une diminution de 33 % par rapport à 2019, en raison du ralentissement de l'activité inhérent à la crise sanitaire qui a ainsi généré des décalages d'activités sur certains contrats. Ce recul reflète principalement :

- le recul du chiffre d'affaires en Europe (– 6 529 milliers d'euros), conséquence directe des mesures confinement résultant de la crise sanitaire. En effet, les commandes qui auraient dû être livrées durant le confinement n'ont pas pu l'être. Elles ont été reportées, provoquant ainsi un décalage de chiffre d'affaires ;
- le recul du chiffre d'affaires aux Etats-Unis (– 1 017 milliers d'euros), résultant essentiellement de la crise sanitaire qui a fortement impacté ce segment d'activité et du « *Buy American Act* », limitant l'achat de certains composants et/ou matériels non fabriqués sur le sol américain.

Ces effets sont partiellement compensés par la hausse du chiffre d'affaires de ce segment d'activité en France de 753 milliers d'euros.

### 7.3.2.2 Résultat opérationnel

Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat opérationnel du Groupe, en valeur absolue et en pourcentage du chiffre d'affaires, pour les périodes indiquées.

	Exercices clos les 31 décembre				
	2020		2019		Variation %
	Milliers d'euros	% du chiffre d'affaires	Milliers d'euros	% du chiffre d'affaires	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>62 060</b>	<b>-</b>	<b>50 342</b>	<b>-</b>	<b>23</b>
Autres produits et charges opérationnels	4 224	7	1 409	3	200
Services extérieurs et achats consommés	-57 993	-93	-51 635	-103	12
Charges de personnel	-18 200	-29	-17 343	-34	5
Impôts et taxes	-867	-1	-584	-1	48
Amortissements	-4 443	-7	-2 315	-5	92
Provisions et dépréciations	-4 155	-7	-2 642	-5	57
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>-19 373</b>	<b>-31</b>	<b>-22 768</b>	<b>-45</b>	<b>-15</b>

### ***Autres produits et charges opérationnels***

Les autres produits et charges opérationnels se sont élevés à un produit de 4 224 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, contre 1 409 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit une augmentation de + 200 %. En pourcentage du chiffre d'affaires, les autres produits et charges opérationnels sont passés de 3 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 à 7 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La hausse de la période s'explique essentiellement par la comptabilisation, en 2020, d'une partie de la consommation de matières premières et des variations stocks de la Chine (totalisant 2 816 milliers d'euros), qui aurait dû être comptabilisée dans le poste « services extérieurs et achats consommés », en autres charges. Ceci est sans incidence significative sur la période.

### ***Services extérieurs et achats consommés***

La décomposition du poste se présente comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Achats consommés	(50 287)	(41 575)
Honoraires, prestations extérieures	(3 447)	(2 696)
Locations, entretien & assurances	(795)	(995)
Transports, déplacements & réceptions	(2 233)	(3 008)
Frais d'études et de recherche	(1 583)	(3 340)
Frais postaux & de télécommunications	(261)	(169)
Sous-traitance	(327)	(80)
Gains et pertes de change sur achats	982	268
Autres	(43)	(40)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(57 993)</b>	<b>(51 635)</b>

Les services extérieurs et achats consommés ont connu une hausse au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 de 12 % par rapport à l'exercice précédent, soit une augmentation de 6 358 milliers d'euros pour atteindre 57 993 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- la hausse des achats consommés de 8 712 milliers d'euros (+ 21 %). Les coûts liés à l'acquisition de cellules et autres composants entrant dans la fabrication des systèmes de batterie sont enregistrés dans les achats de marchandises, compris dans le poste « Achats consommés » du compte de résultat du Groupe. L'augmentation de 21 % est directement liée à la hausse du chiffre d'affaires (+ 23 %) en lien avec l'activité et l'effet prix sur certains composants (dont notamment les cellules). Cet effet est partiellement compensé par :
- la baisse des frais d'études et de recherche de 1 757 milliers d'euros, conséquence directe de la baisse d'activité inhérente à la crise sanitaire, et
- le classement en autres charges pour 2 816 milliers d'euros de consommation de matières premières et des variations stocks de la Chine sus-visé.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les services extérieurs et achats consommés sont passés de 103 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à 93 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Ces variations sont cohérentes avec l'accélération des activités du Groupe et sont en ligne avec la hausse du chiffre d'affaires (+ 23 %). La période est également marquée par une amélioration progressive de la marge brute, expliquée par l'affaiblissement du dollar (effet mécanique de traduction) et la baisse du prix des cellules LG elle-même en dollar (effet mécanique de transaction).

Le coût des cellules de batterie dépend en partie des prix et de la disponibilité des matières premières telles que le lithium, le nickel, le cobalt et/ou d'autres métaux.

Les coûts de ces matières premières ont augmenté en raison de l'augmentation des coûts de production et de la hausse de la demande sur le marché des véhicules électriques.

Les prix de ces matières fluctuent et leur approvisionnement disponible peut être instable en fonction des conditions du marché et de la demande mondiale, notamment en raison de l'augmentation de la production mondiale de véhicules électriques et de produits de stockage d'énergie (voir la section 7.1.2 (viii) pour une description des conditions de marché des cellules et l'impact général sur la structure de coûts de la Société).

### ***Charges de personnel***

La hausse des charges de personnel de 857 milliers d'euros, soit une hausse de 5 % par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2019, résulte principalement de la hausse des rémunérations sur l'exercice, lesquelles ont connu une augmentation de 327 milliers d'euros par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Cette évolution s'explique par la diminution du nombre d'opérateurs en Chine, qui sont les ouvriers opérant sur les lignes de production (– 22 Equivalents temps plein « ETP ») partiellement compensée par une augmentation du nombre d'ingénieurs et de cadres en France (+ 7 ETP). L'augmentation de la masse salariale s'explique par le fait que le salaire des ingénieurs recrutés en Chine est plus élevé que celui des opérateurs.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les salaires et charges sont passés de 34 % à l'exercice clos le 31 décembre 2019 à 29 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ceci résulte d'une hausse moins rapide des charges de personnel par rapport à l'augmentation du chiffre d'affaires.

### ***Impôts et taxes***

Les impôts, taxes et versements assimilés ont augmenté de 283 milliers d'euros au 31 décembre 2020 par rapport au 31 décembre 2019, soit une hausse de 48 %, pour atteindre 867 milliers d'euros au 31 décembre 2020, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des taxes assises sur salaire, conséquence directe de la hausse de la masse salariale en France expliquée ci-avant. En pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts, taxes et versements assimilés ont augmenté, pour passer de 1,2 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2019, à 1,4 % au 31 décembre 2020.

### ***Amortissements, provisions et dépréciations nettes***

Le poste a augmenté de 3 640 milliers d'euros passant de (4 957) milliers d'euros au 31 décembre 2019, à (8 597) milliers d'euros au 31 décembre 2020. Cette croissance s'explique essentiellement par la hausse des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles à hauteur de 2 190 milliers d'euros, résultant majoritairement de l'activation de dépenses de développement permettant à la Société d'augmenter sa capacité de production et d'améliorer son outil de production dans ses différentes usines pour 1 905 milliers d'euros. Elles correspondent essentiellement à des coûts de personnel. Pour plus de détail sur les critères de comptabilisation des dépenses de développement, le lecteur est invité à se reporter à la section 7.1.3 du Document d'enregistrement.

A cela s'ajoutent :



- la hausse des dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location du Groupe qui sont passées de (610) milliers d'euros à fin décembre 2019 à (1 283) milliers d'euros à fin décembre 2020, soit une hausse de 673 milliers d'euros, résultat de la conclusion de quelques nouveaux contrats de location pour les usines ; et
- la hausse de 778 milliers d'euros des dotations aux provisions pour risques et charges qui s'établissent à (3 152) milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre (2 374) milliers d'euros au 31 décembre 2019, correspondant principalement à la provision pour recyclages de batteries et à la provision sur stocks (se reporter à la note 8.10 des états financiers consolidés 2020) ; et
- l'augmentation des dépréciations nettes d'actifs de 735 milliers d'euros, expliquée majoritairement par l'accélération de la dépréciation d'un actif incorporel (système de batterie « Zen 4 » qui a été considéré comme ayant une obsolescence plus rapide que prévue) en 2020.

### ***Résultat opérationnel***

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat opérationnel du Groupe a augmenté de 3 395 milliers d'euros au 31 décembre 2020, par rapport au 31 décembre 2019, soit une hausse de 15 %, passant de (22 768) milliers d'euros au 31 décembre 2019 à (19 373) milliers d'euros au 31 décembre 2020.

### ***Résultat financier***

Le résultat financier du Groupe a diminué de 2 535 milliers d'euros, passant de (3 776) milliers d'euros à fin décembre 2019 à (6 311) milliers d'euros à fin décembre 2020, conséquence directe de l'augmentation du coût de l'endettement financier brut de 3 037 milliers d'euros, qui s'établit à (5 251) milliers d'euros à fin décembre 2020 contre (2 214) milliers d'euros à fin décembre 2019.

Ceci s'explique essentiellement par la hausse des dettes financières du Groupe, liées aux nouveaux financements significatifs obtenus sur la période. Ces derniers concernent, notamment, l'emprunt obligataire convertible souscrit par les actionnaires BPI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest), et l'obtention de prêts garantis par l'Etat auprès de BNP Paribas, HSBC et Bpifrance et prêt Atout auprès de Bpifrance (se reporter à la section 8 pour plus de détails et à la note 2 des états financiers consolidés 2020).

### ***Charge d'impôt***

L'évolution de la charge d'impôt résulte de celle des impôts différés. Des impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si la Direction dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Ainsi, la charge d'impôt s'établit à (3 728) milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 197 milliers d'euros au 31 décembre 2019. L'impôt théorique s'élève à un produit d'impôt de 6 806 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre un produit d'impôt de 7 432 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les différences entre la charge fiscale théorique (soit un produit d'impôt en 2020 et 2019) et la charge fiscale réelle de 10 534 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 7 236 milliers d'euros au 31 décembre 2019, résulte de l'impact des impôts différés sur déficits fiscaux antérieurs non reconnus pour 9 917 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 6 542 milliers d'euros au 31 décembre 2019, du fait de l'absence de perspectives de profit dans les trois années à venir.

En effet, en réponse aux recommandations de l'AMF et de l'ESMA, le Groupe limite depuis le 31 décembre 2020 les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables des entités fiscales pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont attendues au-delà de 3 ans.

## Résultat net

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à (29 412) milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre (26 347) milliers d'euros au 31 décembre 2019, soit une augmentation des pertes de 3 065 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2020.

### 7.3.3 Résultats des opérations pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

Des reclassements de présentation comptable sur certains instruments financiers ont été réalisés dans les états financiers consolidés (se reporter à la Section 7.3.2 « Résultats des opérations pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 »).

#### 7.3.3.1 Chiffre d'affaires

Le Groupe présente son information sectorielle sur la base de l'information financière présentée à la direction du Groupe dans son *reporting* interne, qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments et d'évaluation de leur performance. Les *reporting* du Groupe comportent deux segments d'activité, *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* et *Heavy Vehicles (HeV)*, répartis sur cinq zones géographiques.

L'évolution du chiffre d'affaires par segment et zone géographique est détaillée dans le tableau ci-après.

En milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018 Retraité	Var
<b>France</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	22 001	3 610	+ 18 391
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	5 093	4 316	+ 777
<b>Total</b>	<b>27 095</b>	<b>7 926</b>	<b>+ 19 169</b>
<b>En %</b>	<b>54%</b>	<b>34%</b>	
<b>Europe</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	6 721	3 485	+ 3 236
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	9 890	5 268	+ 4 622
<b>Total</b>	<b>16 611</b>	<b>8 753</b>	<b>+ 7 858</b>
<b>En %</b>	<b>33%</b>	<b>38%</b>	
<b>Asie</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	6	-	+ 6
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	3 888	2 762	+ 1 126
<b>Total</b>	<b>3 894</b>	<b>2 762</b>	<b>+ 1 132</b>
<b>En %</b>	<b>8%</b>	<b>12%</b>	
<b>Etats-Unis</b>			
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	2	5	- 3
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	2 662	3 379	- 717
<b>Total</b>	<b>2 663</b>	<b>3 384</b>	<b>- 721</b>
<b>En %</b>	<b>5%</b>	<b>15%</b>	
<b>Reste du monde</b>			

En milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018 Retraité	Var
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	-	214	- 214
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	79	118	- 39
<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>332</b>	<b>- 253</b>
<b>En %</b>	<b>0%</b>	<b>1%</b>	

<b>TOTAL</b>	<b>50 342</b>	<b>23 157</b>	<b>+ 27 185</b>
<i>Heavy Vehicles (HeV)</i>	<b>28 730</b>	<b>7 315</b>	+ 21 415
<i>Light Vehicles and Industrial Tech (LeV &amp; Ind Tech)</i>	<b>21 612</b>	<b>15 842</b>	+ 5 770

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 50 342 milliers d'euros en 2019 en hausse de 27 185 milliers d'euros. Cette croissance s'explique principalement par l'accélération du segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)*, en particulier le marché du Bus en France et en Europe. Le lecteur est invité à se reporter au chapitre 5 du Document d'enregistrement pour plus de détails sur les nouveaux marchés, les nouveaux produits et les nouveaux clients. Le lecteur est également invité à se reporter à la Section 7.1.2 « Principaux facteurs ayant une incidence significative sur les résultats du Groupe ».

**Le segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)*** a représenté 57 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2019 (contre 32 % en 2018).

Le chiffre d'affaires de ce segment d'activité s'est élevé à 28 730 milliers d'euros en 2019, en hausse de 21 415 milliers d'euros. Cette croissance résulte essentiellement :

- de la forte progression du chiffre d'affaires en France (+ 18 391 milliers d'euros), provenant essentiellement de la montée en puissances des clients existants sur le marché du bus, principalement Iveco/Heuliez en France (+ 16 506 milliers d'euros), et ;
- de la hausse du chiffre d'affaires en Europe (+ 3 236 milliers d'euros), résultant essentiellement de la contribution du client Caetano en Europe pour respectivement + 3 300 milliers d'euros, sur le marché du bus.

**Le segment d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)*** a représenté 43 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2019 (contre 68 % en 2018).

Le chiffre d'affaires de ce segment s'est établi à 21 612 milliers d'euros en 2019, en hausse de 5 770 milliers d'euros, soit une progression de 36 % par rapport à 2018. Cette progression reflète principalement :

- la hausse du chiffre d'affaires en Europe (+ 4 622 milliers d'euros), provenant essentiellement de la contribution du client Piaggio pour 4 414 milliers d'euros partiellement compensée par une baisse du chiffre d'affaires généré avec le client Unu Motor pour 584 milliers d'euros ;
- la croissance du chiffre d'affaires en France (+ 777 milliers d'euros), portée essentiellement par la contribution du client Sodikart pour + 729 milliers d'euros.
- le progression du chiffre d'affaires en Asie (+ 1 126 milliers d'euros), résultant essentiellement de la contribution de Bosch pour + 646 milliers d'euros.

Ces effets sont partiellement compensés par le recul du chiffre d'affaire de ce segment d'activité aux Etats-Unis de 717 milliers, résultant du recul de l'activité médicale sur le segment, conséquence directe de l'impact du *Buy American Act* sur les commandes publiques notamment.

### 7.3.3.2 Produits opérationnels courants et charges opérationnelles courantes

Le tableau ci-dessous présente les charges opérationnelles courantes et le résultat opérationnel du Groupe, en valeur absolue et en pourcentage du chiffre d'affaires, pour les périodes indiquées.

	Exercices clos les 31 décembre				
	2019		2018 retraité		Variation %
	Milliers d'euros	% du chiffre d'affaires	Milliers d'euros	% du chiffre d'affaire	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>50 342</b>	<b>-</b>	<b>23 157</b>	<b>-</b>	<b>117</b>
Autres produits et charges opérationnels	1 409	3	-504	-2	-380
Services extérieurs et achats consommés	-51 635	-103	-27 850	-120	85
Charges de personnel	-17 343	-34	-12 663	-55	37
Impôts et taxes	-584	-1	-368	-2	59
Amortissements	-2 314	-5	-1 059	-5	119
Provisions et dépréciations	-2 642	-5	-1 444	-6	83
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>	<b>-22 767</b>	<b>-45</b>	<b>-20 731</b>	<b>-90</b>	<b>10</b>

#### *Autres produits et charges opérationnels*

Les autres produits et charges opérationnels se sont élevés à un produit de 1 409 milliers d'euros au 31 décembre 2019, contre une charge de 504 milliers d'euros au 31 décembre 2018, représentant 3 % du chiffre d'affaires de l'exercice du 31 décembre 2019. En pourcentage du chiffre d'affaires, les autres produits et charges opérationnels sont passés de (2) % à l'exercice clos le 31 décembre 2018 à 3 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La variation observée entre 2018 et 2019 s'explique principalement par l'augmentation de la production stockée (+ 3 063 milliers d'euros) liée à l'augmentation de l'activité, partiellement compensée par l'impact des charges non récurrentes individuellement non significatives de + 865 milliers d'euros.

#### *Services extérieurs et achats consommés*

La décomposition du poste « Services extérieurs et achats consommés » se présente comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Achats consommés	(41 575)	(18 570)
Honoraires, prestations extérieures	(2 696)	(2 039)
Locations, entretien & assurances	(995)	(2 039)
Transports, déplacements & réceptions	(3 008)	(2 483)
Frais d'études et de recherche	(3 340)	(1 800)
Frais postaux & de télécommunications	(169)	(173)
Sous-traitance	(80)	(819)
Gains et pertes de change sur achats	268	91
Autres	(40)	(18)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(51 635)</b>	<b>(27 850)</b>

Les services extérieurs et achats consommés ont connu une hausse au 31 décembre 2019 de 85 % par rapport à l'exercice précédent soit une augmentation de 23 785 milliers d'euros pour atteindre (51 635) milliers d'euros au 31 décembre 2019. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- l'augmentation des achats consommés de 23 005 milliers d'euros (+ 124 %). Les coûts liés à l'acquisition de cellules et autres composants entrant dans la fabrication des systèmes de batterie sont enregistrés dans les achats de marchandises, compris dans le poste « Achats consommés » du compte de résultat du Groupe. L'augmentation de 124 % résulte essentiellement de la hausse du chiffre d'affaires (+ 117 %) et l'effet prix sur certains composants (dont notamment les cellules) ;
- la hausse des frais d'études et de recherche de 1 540 milliers d'euros, conséquence directe de la hausse de l'activité.

Ces effets sont partiellement compensés par la baisse du poste « Locations, entretien & assurances » de 1 044 milliers d'euros, expliqué par la première application de la norme IFRS 16, en 2019.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les services extérieurs et achats consommés sont passés de 120 % au 31 décembre 2018, à 103 % au 31 décembre 2019.

Cette hausse est directement liée à l'accélération de l'activité sur la période et à la hausse de la consommation pour la production des systèmes de batterie.

### ***Charges de personnel***

La hausse des charges de personnel de 4 680 milliers d'euros, soit une hausse de 37 %, par rapport à l'exercice précédent, résulte principalement de la hausse des rémunérations sur l'exercice clos le 31 décembre 2019, lesquelles ont augmenté de 3 552 milliers d'euros par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Face à l'accélération de l'activité, le groupe a procédé à des recrutements, portant le nombre de salariés de 340 à 468 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces recrutements ont également vocation à accompagner la croissance future anticipée par le Groupe.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les charges de personnel sont passées de 55 % à l'exercice clos le 31 décembre 2018 à 34 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ce recul résulte d'un effet volume compensé par un effet coût : une hausse principalement du nombre d'opérateurs répartie entre la France et la Chine.

### ***Impôts, taxes et versements assimilés***

Les impôts, taxes et versements assimilés ont augmenté de 216 milliers d'euros au 31 décembre 2019 par rapport au 31 décembre 2018, soit une hausse de 59 %, pour atteindre (584) milliers d'euros au 31 décembre 2019, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des taxes assises sur les salaires, conséquence directe de l'évolution de la masse salariale en France. En pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts, taxes et versements assimilés ont baissé légèrement, pour passer de 1,6 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2018, à 1,2 % au 31 décembre 2019.

### ***Amortissements, provisions et dépréciations nettes***

Le poste a augmenté de 2 450 milliers d'euros passant de (2 507) milliers d'euros au 31 décembre 2018, à (4 957) milliers d'euros au 31 décembre 2019. Cette croissance s'explique essentiellement par :

- la hausse des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles à hauteur de 910 milliers d'euros, résultant majoritairement de l'activation de dépenses de développement permettant à la Société d'augmenter sa capacité de production et d'améliorer

son outil de production dans ses différentes usines. Elles correspondent essentiellement à des coûts de personnel ;

- la reconnaissance au 31 décembre 2019 de dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location à hauteur de 610 milliers d'euros suite à l'application de la norme IFRS 16 (se reporter à la note 6.3.1 des états financiers consolidés 2019) ; et
- la hausse de 929 milliers d'euros des dotations nettes aux provisions pour risques et charges qui s'établissent à (2 374) milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre (1 445) milliers d'euros au 31 décembre 2018. Elles correspondent principalement à la provision pour recyclages de batteries, à la provision pour la garantie SAV et à la provision sur stocks. La hausse de la période s'explique essentiellement par la hausse de la provision SAV, en lien avec la hausse du chiffre d'affaires.

### ***Résultat opérationnel***

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat opérationnel du Groupe a augmenté de 2 032 milliers d'euros au 31 décembre 2019 par rapport au 31 décembre 2018, soit une hausse de 10 %, passant de (20 736) milliers d'euros au 31 décembre 2018, à (22 768) milliers d'euros au 31 décembre 2019.

### ***Résultat financier***

Des reclassements de présentation comptable sur certains instruments financiers ont été réalisés dans les états financiers consolidés impactant le résultat financier au 31 décembre 2018 à hauteur de 552 milliers d'euros en charges financières (se reporter à la Section 7.1.4 « Facteurs affectant la comparabilité des résultats consolidés »), conduisant à retraiter le résultat financier audité au 31 décembre 2018.

Le résultat financier du Groupe s'est dégradé de 1 720 milliers d'euros, passant de (2 056) milliers d'euros à fin décembre 2018 à (3 776) milliers à fin décembre 2019. Ceci s'explique principalement par :

- l'augmentation du coût de l'endettement financier de 930 milliers d'euros, résultant notamment de la mise à disposition de la troisième tranche du prêt conclu avec la BEI, et ;
- la variation de juste valeur de dérivé et effet du taux d'intérêt effectif (« TIE ») à hauteur de + 575 milliers d'euros.

L'endettement du Groupe est détaillé au chapitre 8 « Trésorerie et capitaux propres du Groupe » du Document d'enregistrement.

### ***Charge d'impôt***

L'évolution de la charge d'impôt résulte de celle des impôts différés. Des impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si la Direction dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Ainsi, au 31 décembre 2019, le Groupe a enregistré un produit d'impôt de 197 milliers d'euros contre une charge d'impôt de (405) milliers d'euros au 31 décembre 2018. L'impôt théorique est un produit qui s'élève à un produit d'impôt de 7 432 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre un produit d'impôt de 7 597 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Les différences entre la charge fiscale théorique et la charge fiscale réelle de 7 236 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 8 002 milliers d'euros au 31 décembre 2018, résultent de l'impact des impôts différés sur déficits fiscaux antérieurs non reconnus pour 6 542 milliers d'euros au 31 décembre 2019

et 7 362 milliers d'euros au 31 décembre 2018, du fait de l'absence de perspectives de profit dans les trois années à venir.

### ***Résultat net***

Compte tenu des facteurs présentés ci-dessus, le résultat net de l'ensemble consolidé se traduit par une perte de 26 347 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre une perte de 23 197 milliers d'euros au 31 décembre 2018, soit une dégradation de 3 150 milliers d'euros.

## 8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX PROPRES DU GROUPE

### 8.1 Présentation générale

La présente section est consacrée à la présentation des informations concernant les capitaux propres, les liquidités et les sources de financement du Groupe.

Les commentaires sur les capitaux propres, les liquidités, les sources de financement et les flux de trésorerie présentés à la présente section du Document d'enregistrement sont formulés sur la base des informations financières du Groupe et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés présentés au chapitre 18 « Informations financières » du Document d'enregistrement.

Les principaux besoins de financement du Groupe incluent ses besoins en fonds de roulement, ses dépenses d'investissement (notamment dans le cadre de sa stratégie de développement et de croissance externe (voir la section 5.3 et la section 5.7 « Investissements » du Document d'enregistrement)), ses remboursements d'emprunts et ses paiements d'intérêts.

La Société a principalement été financée par :

- des augmentations de capital : la Société a reçu un total de 30,5 millions d'euros au travers de l'apport des fondateurs et d'augmentations de capital (se reporter au paragraphe ci-après 8.2.1.2 « Augmentations de capital ») ;
- des financements avec la BEI (Banque Européenne d'Investissement) (la « **BEI** ») :
  - un contrat de financement conclu le 18 décembre 2017 (le « **Contrat de Crédit BEI 2017** »), avec la mise à disposition de la première tranche de 7,5 millions d'euros en mars 2018, de la deuxième tranche de 7,5 millions d'euros en octobre 2018 et de la troisième et dernière tranche de 5 millions d'euros en décembre 2019. Ce financement de 20 millions d'euros était accompagné de l'émission de 6 857 BSA<sub>BEI A</sub>, émis le 15 mars 2018 (voir section 19.1.4.1 du Document d'enregistrement).
  - un contrat de financement conclu le 21 décembre 2020 à maturité 5 ans avec la BEI de 50 millions d'euros (le « **Contrat de Crédit BEI 2020** ») par la mise à disposition d'un financement réparti en quatre tranches de 21,5 millions, 8,5 millions d'euros, 10 millions d'euros et 10 millions d'euros respectivement (se reporter au paragraphe ci-après 8.2.1.5 « Financements bancaires »). Ce financement impose des covenants, notamment financiers (détaillés dans la section 8.3 ci-après).
- des prêts garantis par l'Etat français (se reporter au paragraphe « Autres financements bancaires » ci-après de la section 8.2.1.5 « Financements bancaires ») ;
- d'autres prêts et lignes de crédit court terme (se reporter au paragraphe « Autres financements bancaires » ci-après de la section 8.2.1.5 « Financements bancaires »);
- des contrats d'affacturage (se reporter au paragraphe ci-après 8.2.1.6 « Affacturage »).

Les lecteurs sont invités à lire les informations suivantes sur les flux de trésorerie du Groupe conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe au titre des semestres clos le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020 et les états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, tels qu'ils figurent au chapitre 18 « Informations financières » du Document d'enregistrement, ayant fait l'objet respectivement d'un rapport d'examen limité des commissaires aux comptes relatif au semestre clos le 30 juin 2021 et de rapports d'audit des commissaires aux comptes figurant respectivement aux sections 18.2.2 et 18.3 du Document d'enregistrement.



Sur la base des prévisions de trésorerie mises à jour, le Groupe considère que celui-ci sera en mesure de faire face à ses besoins de liquidité au cours de la période de douze mois suivant la date du présent Document d'enregistrement, ainsi que de procéder au paiement des intérêts de sa dette financière au cours de cette période. Pour plus de détail, le lecteur est invité à se reporter au risque de liquidité décrit à la section 3.4.1 du Document d'enregistrement.

## **8.2 Informations sur les capitaux, liquidités et sources de financement du Groupe**

### **8.2.1 Ressources financières et passifs financiers**

#### **8.2.1.1 Trésorerie nette**

La trésorerie nette du Groupe s'établit à 4 195 milliers au 30 juin 2021, 11 273 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 2 914 milliers d'euros au 31 décembre 2019 et 12 076 milliers d'euros au 31 décembre 2018. L'analyse de l'évolution des flux de trésorerie est détaillée dans la section 8.2.4 « Flux de trésorerie consolidés du Groupe ».

Le Groupe utilise sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour financer ses besoins d'exploitation courante mais également ses dépenses d'investissement en immobilisation corporelles et incorporelles, notamment en matière de développement de systèmes de batterie innovants et dans une moindre mesure de frais de recherche. La trésorerie du Groupe est majoritairement libellée en euros.

La capacité du Groupe à générer à l'avenir de la trésorerie par ses activités opérationnelles dépendra de ses performances opérationnelles futures, elles-mêmes dépendantes, dans une certaine mesure, de facteurs économiques, financiers, concurrentiels, de marchés, réglementaires et autres, dont la plupart échappent au contrôle du Groupe.

#### **8.2.1.2 Augmentations de capital**

La Société a constaté une augmentation de capital de 10 millions d'euros (prime d'émission incluse) le 21 décembre 2018 avec l'entrée au capital du fonds SPI (Sociétés de projets industriels). Ce fonds est géré par Bpifrance pour le compte de l'Etat français dans le cadre du programme d'investissement d'avenir.

Une seconde augmentation de capital en numéraire d'un montant de 4 millions d'euros (prime d'émission incluse) a été réalisée le 13 mars 2019 par l'émission de 10 550 nouvelles actions de préférence de catégorie C3 au profit du fonds SPI.

D'autres augmentations de capital (décidées par l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2019) ont été constatées le 26 décembre 2019, pour un montant global (prime d'émission incluse) de 16,7 millions d'euros, (i) libérées par apport de 2,5 millions d'euros, des actionnaires Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) et Mitsui, (ii) par la conversion de 5,2 millions d'euros d'obligations convertibles émises en juillet 2019 (OC 3 et OC 4), (iii) par la conversion de 4,5 millions d'euros de comptes fournisseurs Mitsui et par (iv) conversion de 4,5 millions d'euros de comptes courants associés d'Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest).

Les parties liées contrôlant le Groupe ont par le passé apporté leur soutien financier dans le développement de celui-ci, par exemple à travers plusieurs injections en compte courant d'actionnaires, à un taux moyen proche de 10 % de la part d'un ou plusieurs fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo (les « Conventions d'Avance en Compte Courant »). Ces avances en compte courant étaient destinées à financer le besoin en fonds de roulement de la Société dans le cadre de son activité. La dette financière relative aux parties liées s'élevait à 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2020, 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 et 10,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les Conventions d'Avance en Compte Courant ont été substituées, à l'occasion du paiement des intérêts dus au titre des OC 5 comme indiqué ci-après, par une convention d'avance en compte courant, en date du 28 septembre 2021 conclue avec les fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo (la « Convention d'Avance en Compte Courant »). Le montant des avances consenties par les fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant seront rémunérées à hauteur de 0,5% par an (en cas de réalisation du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris avant le 31 mai 2022). Les avances, subordonnées en application de la convention de subordination conclue avec la Banque Européenne d'Investissement en date du 3 juin 2021 en lien avec le Contrat de Crédit BEI 2020, resteront bloquées jusqu'à la plus proche des dates entre (i) l'autorisation de la Banque Européenne d'Investissement pour procéder au remboursement desdites sommes et (ii) le remboursement par la Société de toute dette au bénéfice de la Banque Européenne d'Investissement.

Par ailleurs, le 28 septembre 2021, les associés de la Société ont procédé à des opérations capitalistiques afin notamment de :

- (i) céder l'intégralité des OC 5 en circulation (telles que décrites à la section 8.2.1.4 du Document d'enregistrement) au bénéfice de Mitsui & Co., Ltd. ; les OC 5 acquises étant intégralement converties par Mitsui & Co., Ltd. en 76 923 ADPC3<sup>35</sup>. A l'issue de cette opération de conversion, il n'existe plus aucune obligation convertible en circulation ;
- (ii) payer les intérêts dus aux porteurs d'OC 5 par inscription des sommes dues en compte courant d'associés<sup>36</sup> ;
- (iii) réserver une augmentation de capital en numéraire d'un montant (prime d'émission incluse) de 2 142 400 euros au bénéfice du Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels, par émission de 3 296 actions ordinaires nouvelles au prix unitaire de souscription de 650 euros (voir section 19.1.7 du Document d'enregistrement). L'augmentation de capital a été souscrite par compensation de créances en incorporant au capital le compte courant du Fonds SPI – Société de Projets Industriels à hauteur de 2 142 400 euros.

Le 29 septembre 2021, une augmentation de capital en numéraire d'un montant (prime d'émission incluse) de 9 148 000 euros réservée au bénéfice des fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo, a été réalisée par l'émission de 14 074 actions ordinaires nouvelles au prix unitaire de souscription de 650 euros (voir section 19.1.7 du Document d'enregistrement). L'augmentation de capital a été souscrite par compensation de créances en incorporant au capital le compte courant des fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo à hauteur de 9 148 000 euros. Cette opération a permis au Groupe de procéder au remboursement de la quasi-totalité des montants dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant.

A l'issue des augmentations de capital par incorporation des comptes courants d'associés en date des 28 et 29 septembre 2021, le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels est titulaire d'une créance à l'encontre de la Société s'élevant à 115 401,27 euros inscrite sur son compte courant d'associé et les fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo sont titulaires d'une créance à l'encontre de la Société s'élevant à 208 852,85 euros inscrite sur leurs comptes courants d'associés respectifs selon la répartition détaillée ci-dessous :

---

<sup>35</sup> Chaque OC5 a donné droit, dans le cadre de la conversion, à un nombre d'ADPC3 déterminé selon une parité de conversion calculée, à la date de la conversion, selon la formule suivante :  $X = 76.923/79.122$ .

<sup>36</sup> Le paiement des intérêts afférents aux OC5 a été réalisé le 28 septembre 2021 par inscription en compte courant d'associé (i) de la somme de 2 228 759,51 euros au nom du Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels et (ii) de la somme de 2.054.102,62 euros au nom des fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo.

<b>Fonds Eurazeo</b>	<b>Montant de la créance inscrit dans les comptes de la Société</b> (en euros)
FPCI Electranova Capital	44 490,40
FPCI Electranova - Idinvest Smart City Venture Fund	42 661,60
FCPI Idinvest Patrimoine N°4	1 411,88
FCPI Idinvest Patrimoine N°5	180,24
FCPI Idinvest Patrimoine N°6	8 320,10
FCPI Objectif Innovation Patrimoine N°7	736,52
FCPI Objectif Innovation Patrimoine N°8	300,80
FCPI Objectif Innovation Patrimoine N°9	6 192,88
FIP Régions & Industries	1 609,13
FCPI Idinvest Patrimoine 2015	3 403,56
FCPI Idinvest Patrimoine 2016	2 949,87
Idinvest Innov FRR France	19 640,34
Idinvest Growth Secondary S.L.P	76 955,53
<b>TOTAL</b>	<b>208 852,85</b>

Une seconde convention d'avance en compte courant a été signée en date du 28 septembre 2021 entre la Société et le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels, en vue d'organiser les termes et conditions de l'avance d'un montant de 115 401,27 euros. Cette avance, subordonnée en application de la convention de subordination conclue avec la Banque Européenne d'Investissement en date du 3 juin 2021 en lien avec le Contrat de Crédit BEI 2020, restera bloquée jusqu'à la plus proche des dates entre (i) l'autorisation de la Banque Européenne d'Investissement pour procéder au remboursement desdites sommes et (ii) le remboursement par la Société de toute dette au bénéfice de la Banque Européenne d'Investissement.

Dans le cadre des opérations susmentionnées, la Société a obtenu le 28 septembre 2021 l'accord de la BEI nécessaire pour la modification des termes et conditions des OC5 détenues par le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels et les fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo, en vue de faciliter leur cession à Mitsui & Co., Ltd (l'« Accord BEI »).

#### 8.2.1.3 Endettement financier

Certaines informations historiques incluses dans les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2018, utilisés au titre de l'information comparative dans les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, ont fait l'objet de retraitements par rapport aux états

financiers consolidés audités au 31 décembre 2018. Ces retraitements concernent le reclassement d'instruments financiers détaillé à la Section 7.1.4 du Document d'enregistrement.

### ***Endettement financier net***

L'endettement financier net du Groupe peut se résumer ainsi :

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Emprunts obligataires	29 720	28 727		
Emprunts auprès de la BEI	19 185	18 765	18 107	12 522
Emprunts auprès de la BPI			19	149
Emprunt Atout auprès de la BPI	5 000	5 000		
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI	5 000	5 000		
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP	6 427	6 263		
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC	6 427	6 263		
Dettes sur droit d'utilisation - non courant	8 918	9 289	1 815	
Dépôts et cautionnements reçus	56	56	56	20
Dettes relatives aux parties liées	7 100	6 821	6 162	10 416
Dettes relatives au financement des créances clients		1 382	9 238	4 033
Intérêts courus sur dettes financières	3 845	3 856	1 080	321
Dettes sur droit d'utilisation - courant	905	896	674	
Ligne de crédit court terme			4 500	6 000
Couvertures de juste valeur liées au risque de change	-29			
Intérêts courus non échus - passif	13	3	10	6
Concours bancaires (trésorerie passive)				
<b>Total endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>92 117</b>	<b>92 321</b>	<b>41 661</b>	<b>33 467</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 195	11 273	2 913	12 075
<b>Total endettement financier net</b>	<b>87 922</b>	<b>81 048</b>	<b>38 748</b>	<b>21 392</b>

## Echéances de la dette financière

L'échéancier des dettes financières au 30 juin 2021 est le suivant :

en milliers d'euros	30 juin 2021	à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Covenant
Emprunts obligataires	29 270			29 270	non
Emprunts auprès de la BEI	19 185			19 185	oui
Emprunt Atout auprès de la BPI	5 000		5 000		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI	5 000		5 000		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP	6 427		6 427		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC	6 427		6 427		non
Dettes sur biens pris en location	8 918		3 514	5 404	non
Dépôts et cautionnements reçus	56			56	non
Dettes relatives aux parties liées	7 100		7 100		non
Dettes relative au financement des créances clients					non
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>87 382</b>		<b>33 467</b>	<b>53 915</b>	
Intérêts courus sur dettes financières	3 845		3 845		non
Dettes sur biens pris en location	905	905			non
Couvertures de juste valeur liées au risque de change	-29	-29			
Ligne de crédit court terme					non
Intérêts courus non échus	13	13			non
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>4 735</b>	<b>889</b>	<b>3 845</b>		
<b>Endettement financier brut et assimilé</b>	<b>92 117</b>	<b>889</b>	<b>37 313</b>	<b>53 915</b>	

### 8.2.1.4 Financement par emprunts obligataires convertibles et non convertibles

En 2019, la Société a émis 5 millions d'euros d'obligations convertibles auprès d'Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) (OC 3 de 3 millions d'euros) et de la BPI (OC 4 de 2 millions d'euros) début juillet 2019. Ces obligations ont été converties en actions en décembre 2019.

En 2020, la Société a émis 30 millions d'euros d'obligations convertibles OC 5 auprès du Fonds SPI (15 millions d'euros) et d'Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) (15 millions d'euros) en février et mai. Leur maturité est de 5 ans au taux d'intérêt annuel de 10 % (étant toutefois précisé que le taux a été abaissé à 0,5 % à compter du 28 septembre 2021). Ces obligations n'avaient pas été converties en actions au 30 juin 2021 et ont été intégralement converties en 76 923 ADPC3 le 28 septembre 2021. Chaque OC5 a donné droit, dans le cadre de la conversion, à un nombre d'ADPC3 déterminé selon une parité de conversion calculée, selon la formule suivante :  $X = 76.923/79.122$ .

### 8.2.1.5 Financements bancaires

#### Contrat de crédit BEI 2020

La Société et la BEI ont conclu le Contrat de Crédit BEI 2020 le 21 décembre 2020. A ce titre, la BEI a accepté de mettre à disposition de la Société un financement long-terme de 50 millions d'euros divisé en quatre tranches dont les montants sont les suivants : (i) une tranche A d'un montant maximum en principal de 21,5 millions d'euros (qui a été tirée par la société en juin 2021), (ii) une tranche B d'un montant maximum en principal de 8,5 millions d'euros, (iii) une tranche C d'un montant maximum en principal de 10 millions d'euros et (iv) une tranche D d'un montant maximum en principal de 10 millions d'euros, qui, sous réserve d'avoir satisfait les conditions préalables à leur mise à disposition (détaillées ci-après) seront disponibles jusqu'au troisième anniversaire de la date de signature du Contrat de Crédit BEI 2020. Ces tranches sont remboursables *in fine* et arrivent à maturité à la date du cinquième anniversaire de leurs dates de mise à disposition respectives. Ce financement a notamment pour objet de refinancer un précédent crédit au titre du Contrat de Crédit BEI 2017 (pour un montant de 20 millions

d'euros (en trois tranches)) et de financer un programme d'investissement relatif à un système de batterie innovant et s'intégrant dans le cadre de projets de transition énergétique durable en France et en Pologne.

Conformément, aux conditions préalables du tirage de la Tranche A du Contrat de Crédit BEI 2020, la Société a émis 3 500 BSA<sub>BEI C</sub>, dont les termes et conditions sont détaillées en partie 19.1.4.1 du Document d'enregistrement. Etant précisé que la BEI est toujours titulaire de BSA<sub>BEI A</sub>, émis à l'occasion de la mise à disposition de la première tranche du Contrat de Crédit BEI 2017, comme détaillé en 19.1.4.1 du Document d'enregistrement.

Ce financement présente des conditions et des restrictions détaillées ci-dessous dans la section 8.3 du Document d'enregistrement. Le tirage de chaque tranche du Contrat de Crédit BEI 2020 est soumise à des conditions préalables et notamment d'émission de bons de souscription d'actions (les BSA<sub>BEI A</sub>, BSA<sub>BEI B</sub>, BSA<sub>BEI C</sub> et BSA<sub>BEI D</sub>), dont les termes et conditions pour les BSA existants à la date du Document d'enregistrement sont détaillées en 19.1.4.1 du Document d'enregistrement.

### *Instruments financiers dérivés*

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés de la Société au 30 juin 2021, 31 décembre 2020, 2019 et 2018.

	<b>Date d'émission</b>	<b>Nombre d'instruments</b>	<b>30 juin 2021</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31 décembre 2020</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31 décembre 2019</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31 décembre 2018</b> <i>(en milliers d'euros)</i>
BSA <sub>BEI A</sub> pour BEI	15 mars 2018	6 857	5 139	2 984	2 986	2 577
Dérivé sur OC 5	Emission de la 1ère tranche le 28 février 2020 et émission de la 2nde tranche le 20 mai 2020	123 957	938	1 473	0	0
BSA <sub>BEI C</sub> pour BEI	4 juin 2021	3 500	2 273	0	0	0
<b>Total</b>		<b>134 314</b>	<b>8 350</b>	<b>4 457</b>	<b>2 986</b>	<b>2 577</b>

La Société a émis, le 15 mars 2018, 6 857 Bons de Souscription d'Action (BSA<sub>BEI A</sub>) au profit de la BEI pour l'accord du financement de 20 millions d'euros. Chaque BSA<sub>BEI A</sub> donne le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société (sous réserve des ajustements prévus dans les termes et conditions de ces

BSA<sub>BEI A</sub>) au prix d'exercice de 10 euros<sup>37</sup>. Ces BSA<sub>BEI A</sub> sont présentés et évalués comme un instrument dérivé passif pour les raisons suivantes :

- Ces BSA<sub>BEI A</sub> ne remplissent pas la condition d'un instrument de capitaux propres dans la mesure où son dénouement ne peut se traduire par un nombre fixe d'actions de la société ;
- Ces BSA<sub>BEI A</sub> sont assortis d'un put option permettant à la BEI de disposer d'un remboursement en numéraire pour la juste valeur des actions non reçues.

La variation de juste valeur du dérivé est comptabilisée en résultat financier. La valeur du dérivé correspond au coût de l'option en cas d'exercice de ces BSA.

Un instrument dérivé a été reconnu sur les emprunts obligataires OC 3 et OC 4 émis le 4 juillet 2019 et convertis en capital le 18 décembre 2019.

Un instrument dérivé a été reconnu sur les emprunts obligataires OC 5 dont la première tranche a été émise le 28 février 2020 et la seconde tranche le 20 mai 2020.

La Société a émis, le 4 juin 2021, 3 500 Bons de Souscription d'Action (BSA<sub>BEI C</sub>) au profit de la BEI en application d'un contrat de prêt pour le tirage de la tranche A d'un montant de 21 500 000 d'euros. Chaque BSA<sub>BEI C</sub> donne le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société (sous réserve des ajustements prévus dans les termes et conditions de ces BSA<sub>BEI C</sub>) au prix d'exercice de 10 euros<sup>38</sup>.

### ***Autres financements bancaires***

En 2020, la Société a bénéficié de financements bancaires à hauteur de 25 millions d'euros à travers :

- des prêts garantis par l'Etat (PGE), afin de sécuriser ses besoins de trésorerie notamment dans le contexte de décalage de ses projets et faire face aux conséquences de la pandémie Covid-19. Ceux-ci s'élèvent à 20 millions d'euros et sont répartis comme suit : (i) deux prêts garantis par l'Etat répartis à part égale entre HSBC et BNP Paribas pour un montant de 7 500 milliers d'euros chacun aux taux effectifs globaux respectifs de 1,69 % et 2,14 %, uniquement pour ses besoins d'exploitation en France (HSBC) et pour le financement de trésorerie de la Société pour le soutien de son activité en France (BNPP) ; et (ii) un prêt soutien à l'innovation (PGE) accordé

<sup>37</sup> A noter que dans le cas où notamment de nouvelles actions seraient émises par la Société (l'« Evènement d'Ajustement »), la Société s'engage à (i) émettre de nouveaux BSA<sub>BEI A</sub> au profit des titulaires des BSA<sub>BEI A</sub> ou (ii) ajuster le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI A</sub> afin que la participation des titulaires des BSA<sub>BEI A</sub> aux bénéfices de la Société demeure identique à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Evènement d'Ajustement (l'« Engagement d'Ajustement »). L'Engagement d'Ajustement ne sera toutefois pas applicable dans le cas où l'émission d'actions nouvelles remplit cumulativement les conditions listées ci-après : l'augmentation de capital est réalisée (i) pour financer le développement de la Société ; (ii) sur la base d'un prix par action au moins égal à 379,16 euros (prime d'émission incluses) ; et (iii) BEI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners) sont dilués au titre de l'augmentation de capital dans les mêmes proportions. A ce titre, l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ne représentera pas un Evènement d'Ajustement.

<sup>38</sup> A noter que dans le cas où notamment de nouvelles actions seraient émises par la Société (l'« Evènement d'Ajustement »), la Société s'engage à (i) émettre de nouveaux BSA<sub>BEI C</sub> au profit des titulaires des BSA<sub>BEI C</sub> ou (ii) ajuster le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI C</sub> afin que la participation des titulaires des BSA<sub>BEI C</sub> aux bénéfices de la Société demeure identique à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Evènement d'Ajustement (l'« Engagement d'Ajustement »). L'Engagement d'Ajustement ne sera toutefois pas applicable dans le cas notamment où l'émission d'actions nouvelles remplit cumulativement les conditions listées ci-après : l'augmentation de capital est réalisée (i) pour financer le développement de la Société ; (ii) sur la base d'un prix par action au moins égal à 379,16 euros (prime d'émission incluses) ; et (iii) BEI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners) sont dilués au titre de l'augmentation de capital dans les mêmes proportions. A ce titre, l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ne représentera pas un Evènement d'Ajustement.

par Bpifrance pour un montant de 5 000 milliers d'euros au taux effectif global de 2,35 %. Conformément au régime légal applicable aux prêts garantis par l'Etat, ces prêts avaient une échéance initiale d'un an à compter de leur mise à disposition. Ils ne sont assortis d'aucun covenant financier. La Société a opté pour l'option de remboursement de tous ses PGE sur la durée la plus longue. Ainsi, les trois PGE ont bénéficié du report additionnel d'un an de remboursement de capital, et le capital sera ainsi amorti linéairement jusqu'en 2026.

Le PGE conclu avec BNP Paribas a par ailleurs fait l'objet d'un avenant le 19 mars 2021 ayant pour principal objet de mettre en place un nouveau taux de 0,75 % à compter de la date d'échéance initiale (le 4 juin 2021) de ce PGE et d'ajuster la périodicité du remboursement en échéances trimestrielles conformément aux modalités prévues au contrat.

Les déclarations et engagements à la charge de la Société au titre de ces contrats ainsi que les cas d'exigibilité anticipée qui y sont stipulés sont conformes aux standards de marché pour ce type de prêts (Prêts Garantis par l'Etat - PGE) et concernent principalement la solvabilité de la Société, la préservation de ses actifs, le respect des termes du contrat concerné, de son objet et des conditions d'octroi particulières aux prêts garantis par l'Etat.

- le prêt Atout accordé par Bpifrance, d'un montant de 5 millions d'euros et au taux effectif global de 5 %. Ce prêt bénéficie d'une période de différé d'amortissement d'un an et sera ensuite remboursé trimestriellement à compter du 31 août 2021 et jusqu'au 31 mai 2025 et n'est assorti d'aucun covenant financier. Les déclarations et engagements à la charge de la Société au titre de ce contrat ainsi que les cas d'exigibilité anticipée sont semblables au PGE sus-visé.

La Société avait mis en place une ligne de crédit court terme d'une valeur de 6 millions d'euros, au taux Euribor + 3 % avec BNP Paribas en octobre 2018 pour le financement du besoin en fonds de roulement du client HEULIEZ/IVECO. Une première tranche de 1,5 million d'euros a été remboursée en 2019. Cette ligne de crédit a été intégralement remboursée en 2020. Se reporter à la section 8.2.4.3 « Flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les exercices clos au 31 décembre 2020, 31 décembre 2019, et 31 décembre 2018 » pour plus de détail sur les lignes de crédit court terme.

Enfin, en 2021, la Société a obtenu trois nouvelles lignes de financement de 3 millions d'euros chacune, à un taux de 2 %, et associées à un gage sur stock à hauteur de 130 %. Ces contrats sont définis par des conditions particulières, et des conditions générales. Les conditions générales incluent des clauses d'exigibilité immédiate « classiques », dont celle de reconstitution des capitaux propres au moins à 50 % du capital social au plus tard 9 mois après l'arrêté des comptes annuels.

Se reporter à la section 8.2.4.3 « Flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les exercices clos au 31 décembre 2020, 31 décembre 2019, et 31 décembre 2018 » pour plus de détail sur les lignes de crédit court terme.

#### 8.2.1.6 Affacturage

Dans le cadre de son activité, le Groupe a conclu des contrats d'affacturage avec BNP Paribas Factor, HSBC Factoring France et Banco Santander permettant d'accélérer le recouvrement des créances clients et les entrées de trésorerie, en mettant en place des financements sécurisés par des créances clients.

Milliers d'euros	Semestre clos le 30				1 <sup>er</sup> janvier 2018
	juin	Exercices clos le 31 décembre			
	2021	2020	2019	2018	
Cession de créances sans recours	2 421	2 086	0	0	0
Cession de créances avec recours	0	1 520	15 172	6 293	5 573
<b>Total des créances cédées</b>	<b>2 421</b>	<b>3 607</b>	<b>15 172</b>	<b>6 293</b>	<b>5 573</b>



### ***Programme d'affacturage sans recours***

Le Groupe a renégocié fin 2020 ses contrats d'affacturage et dispose d'un programme d'affacturage sans recours, c'est-à-dire avec un transfert des risques de retard de paiement, d'impayé, de change, et une limitation des recours du factor en cas de non paiement des créances garanties.

Le contrat d'affacturage renégocié transférant au factor les droits contractuels aux flux de trésorerie et la quasi-totalité des risques et avantages associés, les créances clients cédées et mobilisées sans recours sont conformément à IFRS 9 décomptabilisées du poste « Créances clients » du bilan consolidé à l'exception des dépôts de garantie maintenus au poste « Actifs financiers ».

Le contrat d'affacturage sans recours (contrat HSBC Factoring France) couvre un encours à durée indéterminée limité à 3 500 milliers d'euros réparti entre 3 300 milliers d'euros pour les créances libellées en Euro et 200 milliers d'euros pour les créances libellées en dollar américain (\$), et un encours couvrant le marché export pour 700 milliers d'USD.

Le montant des créances cédées sans recours (contrat HSBC) et qui ne sont plus présentées au bilan, s'élève à 2 421 milliers d'euros au 30 juin 2021 (2 086 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

L'encours de créance financé par l'affacturage sans recours est présenté en note 7.6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### ***Programme d'affacturage avec recours***

Les créances clients cédées et mobilisées auprès d'établissements de crédit sans transfert du risque de crédit sont maintenues dans les états financiers au poste « Créances clients ».

La trésorerie issue des opérations de créances cédées et mobilisées auprès de l'organisme financier d'affacturage est présentée en dette financière nette des réserves et dépôts de garantie appliqués par l'organisme d'affacturage.

Le Groupe dispose d'un seul contrat d'affacturage avec recours au 31 décembre 2020 (contrat BNP Paribas Factor) pour un encours à durée indéterminée limitée à 3 550 milliers d'euros. Depuis le 30 juin 2021, la Société a cessé d'escompter ses créances au titre de ce contrat..

Le montant des créances cédées avec recours (contrat BNP) et qui sont présentées au bilan est nul au 30 juin 2021 suite à la clôture du contrat en juin 2021 (1 520 milliers d'euros au 31 décembre 2020).

L'encours de créance financé par l'affacturage avec recours est présenté en note 7.6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### ***Contrat d'affacturage inscrit dans un programme de reverse factoring d'un client***

Un contrat d'affacturage inscrit dans un programme de reverse factoring d'un client (Heuliez Bus étendu également à IVECO et Case NewHolland suite à la fusion de ces sociétés) auprès d'un établissement bancaire (Banco Santander) a été mis en place avec des modalités de règlement par escompte variable selon la maturité de la créance à la date de la cession au factor.

Ce contrat d'affacturage est sans recours au moment de l'escompte, c'est à dire avec un transfert des risques de retard de paiement, d'impayé, de change, et une limitation des recours du factor en cas de non paiements des créances garanties, conduisant selon IFRS 9 à la décomptabilisation des créances clients dès la présentation à l'escompte auprès du factor.

Cet affacturage est à durée illimitée et sans plafond sur les créances du client Heuliez-Iveco (groupe Case New Holland). Aucune facture à date d'échéance postérieure au 31 décembre 2020 n'a été escomptée.

Dans le cadre du contrat d'affacturage inscrit dans un programme de reverse factoring d'un client, le Groupe a escompté au 30 juin 2021 auprès de l'établissement bancaire Banco Santander pour 5 047 milliers d'euros de créances dont la date d'échéance est postérieure au 30 juin 2021 (aucune créance n'a été cédée au 31 décembre 2020).

L'encours de créance financé par l'affacturage inscrit dans un programme de reverse factoring est présenté en note 7.6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

#### **8.2.1.7 Dette sur droit d'utilisation**

Le Groupe a appliqué IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée. A ce titre, aucun retraitement des états financiers publiés avant la date d'application de la norme et présentés en comparaison n'est effectué (la première application d'IFRS 16 sur les contrats de location est détaillée dans la Section 7.1.8 du Document d'enregistrement).

En conséquence, la dette sur droit d'utilisation s'élève à 9,8 millions d'euros au 30 juin 2021, à 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 et à 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2019. La hausse de cette dette locative s'explique par la prise d'effet du Bail en Etat Futur d'Achèvement (BEFA) pour le site de Chasseneuil du Poitou en 2020 pour 8,3 millions d'euros.

#### **8.2.2 Engagements hors bilan et obligations contractuelles**

Voir la note 10.2 des comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et la note 9.3 des comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021.

#### ***30 juin 2021 :***

La société FORSEE POWER SAS a consenti des garanties de type « garantie d'actif passif » au profit de certains de ses actionnaires lors de leurs entrées au capital et/ou lors de leur investissement complémentaire dans la Société (cf. Notes 4.3.12.1 et 8.9.3.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020). Si une déclaration de la garantie s'avérait inexacte, la société s'est engagée à réparer le préjudice subi par les actionnaires concernés au travers, au choix de l'actionnaire concerné, soit d'un paiement, soit d'une émission d'actions réservée sur exercice de BSA G (dont l'annulation a eu lieu le 28 septembre 2021). Aucun appel en garantie n'a jamais été formulé par les actionnaires à la date du Document d'enregistrement et une grande majorité des garanties consenties sont aujourd'hui expirées et ne peuvent plus donner lieu à indemnisation. Le montant maximum de l'indemnisation qui pourrait le cas échéant être appelée au titre des garanties encore en vigueur est plafonné à 7,8 millions d'euros (correspondant au plafond des garanties consenties en 2017 au bénéfice de Mitsui et en 2018 au bénéfice de Mitsui et BPI). Ce plafond reste toutefois théorique à la date du Document d'enregistrement, car une grande majorité des sujets couverts par ces garanties ont expiré (seuls les préjudices issus de violations

des déclarations afférentes aux matières fiscales<sup>39</sup>, anti-corruption<sup>40</sup> ou environnementales<sup>41</sup> restent couverts jusqu'à leur période de prescription, plus 30 jours).

Enfin, les garanties consenties en décembre 2019 et en février 2020 par la Société (pour un montant d'indemnisation global d'environ 10,9 millions d'euros), détaillée ci-après, ont expiré le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

### ***31 décembre 2020 :***

La société FORSEE POWER SAS a consenti quatre garanties au profit de certains de ses actionnaires lors de leurs entrées au capital et/ou lors de leur investissement complémentaire dans la Société (cf. Notes 4.3.12.1 et 8.9.3.1 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2020). Si une déclaration de la garantie s'avère inexacte, la société s'est engagée à réparer le préjudice subi par les actionnaires concernés au travers soit d'un paiement, soit d'une émission d'actions réservée sur exercice de BSA G (dont l'annulation a eu lieu le 28 septembre 2021), soit d'une augmentation de capital souscrite par les investisseurs par compensation avec la créance qu'ils ont sur la société résultant du préjudice subi. Le montant maximum de l'indemnisation qui pourrait être due par la société est plafonné à 18,7 millions d'euros. Etant précisé que les deux dernières garanties consenties en décembre 2019 et en février 2020 par la Société (pour un montant d'indemnisation global d'environ 10,9 millions d'euros) ont expiré le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Par ailleurs, le plafond des garanties consenties en 2017 et en 2018 au bénéfice de Mitsui et BPI s'élève donc à environ 7,8 millions d'euros. Ce plafond reste théorique à la date du Document d'enregistrement car une grande partie des sujets couverts par ces garanties ont expiré (seuls les préjudices issus de violations des déclarations afférentes aux matières fiscales, anti-corruption ou environnementales restent couverts jusqu'à leur période de prescription plus 30 jours). Ces périodes de prescription sont détaillées au paragraphe « 30 juin 2021 » ci-avant.

### ***31 décembre 2019 :***

En juillet 2019, la société FORSEE POWER SAS a signé une convention de gage au profit d'Heuliez BUS portant sur des composants à titre de garantie, pour sureté, en principal, intérêts, frais et accessoires, de l'acompte versé par celui-ci pour les commandes. Au 31 décembre 2019, la valeur des composants gagés s'élève à 2,7 millions d'euros. Ce montant a été soldé en 2020.

Au 31 décembre 2019, la société FORSEE POWER SAS a consenti trois garanties au profit de certains de ses actionnaires lors de leurs entrées au capital et/ou lors de leur investissement complémentaire dans la Société (cf. Notes 4.3.12.1 et 8.9.3.1 Etats financiers consolidés au 31 décembre 2019). Si une déclaration de la garantie s'avère inexacte, la société s'est engagée à réparer le préjudice subi par les actionnaires concernés au travers soit d'un paiement, soit d'une émission d'actions réservée sur exercice de BSA G (dont l'annulation a eu lieu le 28 septembre 2021), soit d'une augmentation de capital souscrite par les investisseurs par compensation avec la créance qu'ils ont sur la société résultant du préjudice subi. Le montant maximum de l'indemnisation qui pourrait être due par la société est plafonné à 11,7 millions d'euros.

### ***31 décembre 2018 :***

---

<sup>39</sup> En matière fiscale, la prescription est triennale pour la plupart des impôts. La prescription en matière fiscale est acquise pour la quasi-totalité des enjeux fiscaux couverts par la garantie consentie en 2017 au profit de Mitsui et sera acquise au 31 décembre 2021 pour la quasi-totalité des enjeux fiscaux couverts par la garantie consentie en 2018 au profit de BPI.

<sup>40</sup> En matière de corruption/illégalité, le délai de prescription peut atteindre 20 ans. Toutefois concernant la garantie consentie en 2018 à BPI, le délai maximum de mise en jeu de la garantie a été limité à une durée de 10 années à compter du 21 décembre 2018.

<sup>41</sup> En matière environnementale, la durée de prescription peut atteindre 30 ans à compter de la date de la connaissance du préjudice ou de la consolidation du dommage initial ou aggravé. Toutefois concernant la garantie consentie en 2018 à BPI, le délai maximum de mise en jeu de la garantie a été limité à une durée de 10 années à compter du 21 décembre 2018.

Néant.

### 8.2.3 Commentaires sur les principaux postes de bilan

Certaines informations historiques incluses dans les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2018, utilisés au titre de l'information comparative dans les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, ont fait l'objet de retraitements par rapport aux états financiers consolidés audités au 31 décembre 2018. De même, certaines informations historiques incluses dans les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2020, utilisés au titre de l'information comparative dans les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021 ont fait l'objet de retraitements par rapport aux états financiers consolidés audités au 31 décembre 2020.

Ces retraitements sont détaillés à la section 7.1.4 du Document d'enregistrement.

(En milliers d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020 retraité	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité	Var. 30 juin 2021 - 31 décembre 2020	Var. 31 décembre 2020 - 31 décembre 2019	Var. 31 décembre 2019 - 31 décembre 2018
<b>Actifs non courants</b>	<b>33 903</b>	<b>35 804</b>	<b>25 173</b>	<b>17 117</b>	<b>- 1 901</b>	<b>+ 10 631</b>	<b>+ 8 056</b>
Dont immobilisations incorporelles	12 831	12 060	10 131	7 645	+ 771	+ 1 929	+ 2 486
Dont immobilisations corporelles	16 891	16 731	8 570	3 870	+ 160	+ 8 161	+ 4 700
Dont actifs financiers	1 009	4 398	723	215	- 3 389	+ 3 675	+ 508
<b>Actifs courants</b>	<b>48 631</b>	<b>56 749</b>	<b>50 354</b>	<b>39 408</b>	<b>- 8 118</b>	<b>+ 6 395</b>	<b>+ 10 946</b>
Dont stocks	24 414	28 284	18 170	10 040	- 3 870	+ 10 114	+ 8 130
Dont créances clients	13 128	14 180	25 519	12 685	- 1 052	- 11 339	+ 12 834
Dont actifs financiers	3 785	-	-	-	+ 3 785	-	-
Dont trésorerie et équivalent de trésorerie	4 195	11 273	2 913	12 075	- 7 078	+ 8 360	- 9 162
<b>Total Actif</b>	<b>82 535</b>	<b>92 553</b>	<b>75 527</b>	<b>56 525</b>	<b>- 10 018</b>	<b>+ 17 026</b>	<b>+ 19 002</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>-49 065</b>	<b>-32 406</b>	<b>-3 441</b>	<b>2 297</b>	<b>- 16 659</b>	<b>- 28 965</b>	<b>- 5 738</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>107 046</b>	<b>101 755</b>	<b>35 286</b>	<b>29 041</b>	<b>+ 5 291</b>	<b>+ 66 469</b>	<b>+ 6 245</b>
Dont passifs financiers	88 112	87 456	26 158	23 010	+ 656	+ 61 298	+ 3 148
Dont dérivés sur instrument financier	8 350	4 457	2 986	2 577	+ 3 893	+ 1 471	+ 409
<b>Passifs courants</b>	<b>24 554</b>	<b>23 204</b>	<b>43 682</b>	<b>25 187</b>	<b>+ 1 350</b>	<b>- 20 478</b>	<b>+ 18 495</b>
Dont passifs financiers	4 005	4 864	15 502	10 458	- 859	- 10 638	+ 5 044
Dont dettes fournisseurs	11 897	9 786	19 832	9 975	+ 2 111	- 10 046	+ 9 857
<b>Total Passif</b>	<b>82 535</b>	<b>92 553</b>	<b>75 527</b>	<b>56 525</b>	<b>- 10 018</b>	<b>+ 17 026</b>	<b>+ 19 002</b>

#### Evolution entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021

Au 30 juin 2021, les actifs non courants ont diminué de 1 901 milliers d'euros. Ceci s'explique majoritairement par la baisse des actifs financiers non courants de 3 389 milliers d'euros, résultant principalement du reclassement du gage sur espèces en « actifs financiers courants » (- 3 785 milliers d'euros), détaillé ci-après. Cet effet est partiellement compensé par la hausse :

- des actifs incorporels sur la période de 771 milliers d'euros, imputable à l'activation des frais de recherche et de développement ;
- des autres actifs non courants de 733 milliers d'euros, expliquée essentiellement par la comptabilisation au 30 juin 2021 d'avances versées à des fournisseurs d'immobilisation pour + 1 323 milliers d'euros précédemment classées en créances (« avances versées à des fournisseurs »).

Au 30 juin 2021, les actifs courants se sont élevés à 48 631 milliers d'euros contre 56 749 milliers d'euros 31 décembre 2020, soit une baisse de 8 118 milliers d'euros (- 14 %), qui s'explique principalement par :

- la baisse des stocks de 3 870 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2020 du fait notamment de livraisons significatives de packs de batteries sur le second trimestre ;
- la baisse des créances de 1 052 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2020 du fait d'un recours plus important au contrat d'affacturage inversé Santander ;

- la baisse de la trésorerie et équivalents de trésorerie (se reporter à la section 8.2.4.3 du Document d'enregistrement).

Ces effets sont partiellement compensés par la comptabilisation au 30 juin 2021 d'un gage sur espèces en autres actifs financiers courants pour 3 785 milliers d'euros (en actifs financiers non courants au 31 décembre 2020). Le Groupe disposait de garantie à première demande à hauteur de 7 000 milliers de dollars américains auprès d'un établissement bancaire au profit d'un fournisseur étranger jusqu'au 31 décembre 2021. Cette garantie à première demande est garantie par un gage sur espèces pour un montant de 4 500 milliers de dollars américains. Cette trésorerie n'étant pas immédiatement disponible, ce gage sur espèce n'est pas présenté dans le poste « Trésorerie » mais dans le poste « Actifs financiers » conformément à IAS 7 (se reporter à la note 3.3.10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

L'évolution des capitaux propres entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 est détaillée en note 7.9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les passifs non courants ont enregistré une augmentation de 5 291 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2020, qui correspond notamment à l'augmentation des dérivés sur instruments financiers pour 3 893 milliers d'euros du fait de leur réévaluation et la hausse des provisions pour risques et charges pour 872 milliers d'euros liés à l'actualisation des provisions pour SAV et recyclages nettes des coûts de la période ;

Les passifs courants ont, quant à eux, enregistré une hausse de 1 350 milliers d'euros par rapport à l'exercice 2020, ce qui s'explique principalement par :

- la diminution du passif financier courants de 859 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent (se reporter à la section 8.2.1 et à la section 8.2.4.3).
- la hausse des dettes fournisseurs de 2 111 milliers d'euros résultant principalement de la hausse des dettes fournisseurs pour 892 milliers d'euros liés à l'achat de composants pour la production des packs de batterie d'une part et de l'augmentation des avances et acomptes reçus pour 1 220 milliers d'euros d'autre part.

### **Evolution entre le 31 décembre 2018, 2019 et 2020**

Les actifs non courants ont connu, au 31 décembre 2020, une augmentation de 10 631 milliers d'euros soit une hausse de 42 % par rapport à l'exercice précédent, et qui résulte essentiellement de :

- la hausse des actifs incorporels sur la période de 1 929 milliers d'euros, résulte de l'activation des frais de recherche et de développement ;
- la hausse des actifs corporels de 8 161 milliers d'euros, s'explique principalement par l'augmentation des droits d'utilisation sur constructions de 7 649 milliers d'euros, correspondant au nouveau site de Chasseneuil du Poitou ;
- l'impact net de l'application de la norme IFRS 16, à hauteur de 2 297 milliers d'euros sur l'exercice 2019 et 7 049 milliers d'euros sur l'exercice 2020 (pour plus de détails, le lecteur est invité à se reporter au chapitre 7 du Document d'enregistrement).

Les actifs courants se sont élevés, au 31 décembre 2020, à 56 749 milliers d'euros contre 50 354 milliers d'euros au 31 décembre 2019, soit une hausse de 16 %, qui s'explique principalement par :

- la hausse de 56 % des stocks sur la période représentant une augmentation de 10 114 milliers d'euros par rapport à 2019. La pandémie de la Covid-19 a ralenti l'activité du deuxième trimestre 2020 et la Société n'a pas été en mesure d'écouler immédiatement les stocks relatifs

aux commandes fournisseurs qui ont été passées, avec parfois six mois d'avance compte tenu des délais usuels pratiqués avec les fournisseurs concernés avant la pandémie ;

- la baisse des créances au 31 décembre 2020 de 11 339 milliers d'euros, en raison d'une utilisation moindre du factoring en 2020 par rapport à 2019. En effet, une hausse significative de la facturation est intervenue sur le deuxième semestre 2019 durant lequel 15 172 milliers d'euros de créances cédées ont été reconsolidées à la clôture ;
- la hausse de la trésorerie et équivalents de trésorerie (se reporter à la section 8.2.4.3 du Document d'enregistrement).

L'évolution des capitaux propres entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2020 est détaillée en note 8.9 des états financiers consolidés des exercices clos au 31 décembre 2018, 2019 et 2020.

Les passifs non courants ont enregistré une augmentation de 66 469 milliers d'euros au 31 décembre 2020 par rapport au 31 décembre 2019, soit une hausse de 188 % qui correspond notamment à l'augmentation de 61 298 milliers d'euros du passif financier (se reporter à la section 8.2.1 et à la section 8.2.4.3).

Les passifs courants ont, quant à eux, enregistré un recul de 20 478 milliers d'euros au 31 décembre 2020, par rapport à l'exercice 2019, ce qui s'explique principalement par :

- la diminution du passif financier courants de 10 638 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent (se reporter à la section 8.2.1 et à la section 8.2.4.3).
- la baisse des dettes fournisseurs de 10 046 milliers d'euros résultant de la variation négative du poste « clients - avances et acomptes reçus » de 7 818 milliers d'euros. Cette évolution est principalement liée à la diminution des avances reçues en 2020 par rapport à 2019 du fait d'une situation financière meilleure en 2020.

## **8.2.4 Flux de trésorerie consolidés du Groupe**

### **8.2.4.1 Présentation et analyse des principales catégories d'utilisation de la trésorerie du Groupe**

#### ***Financement du besoin en fonds de roulement***

Le besoin en fonds de roulement correspond principalement à la valeur des stocks nets augmentée des créances clients nettes et des autres actifs courants et diminuée des dettes fournisseurs et des autres passifs courants (voir la note 8.17 des comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018 et la note 7.17 des comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021).

La variation du besoin en fonds de roulement s'est élevée à 7 252 milliers d'euros au cours du semestre clos le 30 juin 2021, (7 714) milliers d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à 3 367 milliers d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et à (5 064) milliers d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018. L'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement est détaillée dans la section 8.2.4.3 ci-dessous.

#### ***Dépenses d'investissement***

Les dépenses d'investissement du Groupe représentent les frais de recherche et de développement ainsi que les achats d'immobilisations corporelles et incorporelles nécessaires pour (i) développer de nouveaux produits, ou (ii) pour augmenter les capacités de production du Groupe et le lancement de nouvelles usines. Elles correspondent au poste « Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes) » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

Les dépenses d'investissement du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021 et des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018 se sont élevées à 4 861 milliers d'euros (13 % du chiffre d'affaires), 6 495 milliers d'euros (10 % du chiffre d'affaires), 7 331 milliers d'euros (15 % du chiffre d'affaires) et 7 339 milliers d'euros (32 % du chiffre d'affaires), respectivement.

Pour plus d'informations concernant les dépenses d'investissements historiques, en cours de réalisation et futures du Groupe, voir la section 5.7 « Investissements » du Document d'enregistrement.

### ***Paiement d'intérêts et remboursement de dettes financières***

L'endettement financier du Groupe est détaillé précédemment à la section 8.2.1.3 du Document d'enregistrement. Le résultat financier est détaillé à la Section 7.3 du Document d'enregistrement.

#### **8.2.4.2 Flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les semestres clos les 30 juin 2021 et 30 juin 2020**

##### ***Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles***

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie provenant des opérations liées à l'activité au titre des semestres clos les 30 juin 2021 et 30 juin 2020 :

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net	-16 769	-15 590
Amortissements & provisions	2 996	2 004
(Plus)/Moins value sur cessions	193	144
Paiement en actions	247	224
Variation du dérivé sur instrument financier	2 693	82
Charge (Produit) d'impôt sur résultat	238	3 568
Gains/Pertes liés aux var. de juste valeur et au TIE	778	329
Reprise de l'avantage octroyé sur emprunt PGE en résultat	-7	-2
CCA reconnues sur biens pris en location	-117	-2
Charge financière nette	3 151	2 430
Effet des couvertures de change	-29	
Effet de change sur gage sur espèces	-122	
Reprises des produits différés et des QP de subventions présentées en résultat, et autres éléments calculés	451	128
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>-6 297</b>	<b>-6 685</b>
<b>Variation des subventions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variation des créances et dettes IS (hors CIR)	-1	-18
(Charge) ou Produit d'impôt exigible	0	-24
<b>Charge fiscale décaissée</b>	<b>-1</b>	<b>-42</b>
Stocks	3 999	-9 774
Créances clients	1 130	4 601
Autres créances	1 443	-2 872
Dettes fournisseurs	415	-336
Autres dettes	264	1 361
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>7 252</b>	<b>-7 020</b>
<b>Trésorerie provenant des opérations liées à l'activité (A)</b>	<b>953</b>	<b>-13 747</b>

La trésorerie provenant des opérations liées à l'activité du Groupe s'élève à 953 milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2021, (13 747) milliers d'euros au titre du semestre clos du 30 juin 2020.

L'amélioration de la trésorerie provenant des opérations liées à l'activité pour 14 700 milliers d'euros entre les premiers semestres 2021 et 2020 résulte de l'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement, elle-même principalement liée à l'évolution du niveau de stock sur ces périodes. La Société avait en effet augmenté son niveau de stock lors du premier semestre 2020 de 9 774 milliers d'euros, alors qu'elle est parvenue à le réduire lors du premier semestre 2021 de 3 999 milliers d'euros. Le stockage important effectué au premier semestre 2020 était directement lié à la baisse soudaine de l'activité en tout début de crise de la Covid-19. La réduction de stock du premier semestre 2021 est le reflet à la fois d'un bon niveau d'activité et du retour à une situation plus normalisée par rapport à la situation du début de crise de la Covid-19.

Par ailleurs, à la suite du renforcement de sa trésorerie en 2020 du fait des financements reçus sous forme d'obligations convertibles (30 millions d'euros), de PGE (20 millions d'euros) et de prêt Atout (5 millions d'euros), la Société avait entrepris des démarches auprès de ses principaux fournisseurs et des organismes d'assurance-crédit afin d'augmenter les délais de paiement. La Société avait notamment mis en place une garantie à première demande pour 7 millions de dollars américains, grâce à son partenaire bancaire HSBC, au profit de son plus gros fournisseur LG Energy Solution, permettant une amélioration de 75 jours du délai de règlement avec ce fournisseur. Ces démarches avaient déjà porté leurs fruits sur l'exercice 2020, et ont continué d'impacter favorablement le poste fournisseurs au premier semestre 2021.

### *Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement*

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement au titre des semestres clos les 30 juin 2021 et 2020 :

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes et avances versées)	-4 861	-2 869
Subvention d'investissement relative à un projet R&D	337	
Gage sur espèces		
Cessions d'immobilisations (nettes des créances)	0	0
Encaissements sur actifs financiers	8	-0
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (B)</b>	<b>-4 515</b>	<b>-2 869</b>

Les flux nets de trésorerie provenant des opérations d'investissement du groupe se sont élevés à (4 515) milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2021 et (2 869) milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2020.

Le niveau des acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes et avances versées) a augmenté entre le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020, en lien avec la hausse de l'activité. Ces acquisitions concernent principalement les dépenses en recherche et développement, ainsi que celles permettant à la Société d'augmenter sa capacité de production ou d'améliorer son outil de production dans ses différentes usines.

### *Flux de trésorerie liés aux opérations de financement*



Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie provenant des opérations de financement au titre des semestres clos les 30 juin 2021 et 2020 :

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Souscription à l'émission de BSA warrant C	4	0
Frais décaissés sur émissions de capital	0	-86
Variation des autres passifs financiers	10	0
Encaissement du CIR et d'une subvention d'exploitation	0	0
Emissions d'emprunts	21 500	55 000
Ligne de crédit court terme pour financement du BFR	0	-4 500
Remboursements d'emprunts	-20 000	0
Remboursements dettes sur bien pris en location	-444	-295
Financement factor	-1 381	-4 329
Décaissement des frais d'émission emprunt BEI	-108	0
Décaissement des frais d'émission IPO	-250	
Variations des passifs financiers relatifs aux parties liées	278	388
Charges financières décaissées	-3 162	-1 559
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>	<b>-3 553</b>	<b>44 619</b>
Incidence des taux de conversion	38	-5
<b>Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)</b>	<b>-7 078</b>	<b>28 000</b>

La trésorerie provenant des opérations de financement du groupe s'est élevée à (3 553) milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2021 et 44 619 milliers d'euros au titre du semestre clos le 30 juin 2020.

Au 30 juin 2021, la trésorerie provenant des opérations de financement a principalement concerné, (i) le tirage de la première tranche de l'emprunt BEI signé en décembre 2020 pour 21 500 milliers d'euros et le remboursement de l'emprunt BEI émis en 2017 et 2018 pour (22 105) milliers d'euros, dont 20 000 milliers d'euros de capital et 2 105 milliers d'euros d'intérêts capitalisés ; (ii) aux impacts du financement factor (décrits ci-avant en section 8.2.1.6) pour (1 381) milliers d'euros ; et (iii) aux charges financières décaissées pour (3 162) milliers d'euros. Le résultat financier comprend des frais financiers capitalisés qui ne seront décaissés qu'à échéance, ce qui explique la différence avec les charges financières décaissées. Ces frais capitalisés concernent en partie le prêt BEI, les OC et les PGE capitalisés en 2021.

Au 30 juin 2020, la trésorerie provenant des opérations de financement a principalement concerné (i) à hauteur de 55 000 milliers d'euros, des émissions d'emprunts, avec en particulier la souscription à part égale par les actionnaires BPI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) à des obligations convertibles émises par la Société en février et en mai 2020 pour un montant total de 30 millions d'euros, par les PGE pour 15 millions d'euros et par l'emprunt Atout souscrit auprès de la BPI pour 5 millions d'euros et par le prêt soutien à l'innovation pour 5 millions d'euros accordé par la BPI ; et (ii) aux impacts du financement factor (décrits ci-avant en section 8.2.1.6) pour (4 329) milliers d'euros, et des lignes de crédit court terme pour (4 500) milliers d'euros, et (1 559) milliers d'euros de charges financières décaissées. Le résultat financier comprend des frais financiers capitalisés qui ne seront décaissés qu'à échéance, ce qui explique la différence avec les charges financières décaissées.

### 8.2.4.3 Flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les exercices clos au 31 décembre 2020, 31 décembre 2019, et 31 décembre 2018

#### *Flux de trésorerie liés à l'activité*

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie provenant des opérations liées à l'activité au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019, et 2018 :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité
Résultat net	(29 412)	(26 347)	(23 197)
Ecart de conversion en résultat financier	0	0	(47)
Amortissements & provisions	7 595	4 689	3 269
(Plus)/Moins value sur cessions	27	16	(154)
Paieement en actions	464	268	
Variation du dérivé sur instrument financier	(1 486)	409	3
Variation des impôts différés	3 720	(231)	376
Charge fiscale décaissée	8	35	29
Gains/Pertes liés aux var. de juste valeur et au TIE	658	616	474
Subvention d'exploitation	(117)		
CCA reconnues sur biens pris en location	(560)		
Charge financière nette	4 863	3 776	2 056
Autres	(27)		
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>(14 268)</b>	<b>(16 769)</b>	<b>(17 193)</b>
<b>Variation des subventions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(82)</b>
Variation des créances et dettes IS (hors CIR)	(21)	(38)	159
Charge fiscale décaissée	(8)	(35)	(29)
<b>Variation des créances et dettes liées à l'impôt</b>	<b>(29)</b>	<b>(73)</b>	<b>131</b>
Stocks	(12 085)	(8 114)	(4 972)
Créances clients	11 319	(12 819)	(3 717)
Autres créances	(1 732)	(545)	(4 832)
Dettes fournisseurs	(7 264)	15 778	6 483
Autres dettes	2 049	9 068	1 974
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>(7 714)</b>	<b>3 367</b>	<b>(5 064)</b>
<b>Trésorerie provenant des opérations liées à l'activité (A)</b>	<b>(22 011)</b>	<b>(13 475)</b>	<b>(22 208)</b>

La trésorerie provenant des opérations liées à l'activité du Groupe s'élève à (22 011) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, (13 475) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et (22 208) milliers d'euros au titre de l'exercice clos du 31 décembre 2018.

#### Evolution entre 2019 et 2020

La forte dégradation de la trésorerie provenant des opérations liées à l'activité pour 8 536 milliers d'euros entre les exercices 2019 et 2020 résulte de la variation du besoin en fonds de roulement, conséquence directe de la hausse des stocks pour + 3 971 milliers d'euros.

Afin de sécuriser sa production, après la réception des commandes (fermes ou anticipées), la Société anticipe plusieurs mois à l'avance ses approvisionnements les plus sensibles. La pandémie de la Covid-19 a ralenti l'activité du deuxième trimestre 2020 et la Société n'a pas été en mesure d'écouler immédiatement les stocks relatifs aux commandes fournisseurs qui ont été passées avant la pandémie. En conséquence, le niveau des stocks en 2020 (en particulier sur le premier trimestre 2020) était donc plus élevé qu'en 2019 en raison de l'impact des commandes passées avant la crise sanitaire. Par ailleurs, à la suite du renforcement de sa trésorerie en 2020 du fait des financements reçus sous forme d'obligations convertibles (30 millions d'euros), de PGE (20 millions d'euros) et de prêt Atout (5 millions d'euros), la Société a entrepris des démarches auprès de ses principaux fournisseurs et des organismes d'assurance-crédit afin d'augmenter les délais de paiement. La Société a notamment mis en place une garantie à première demande pour 7 millions de dollars américains, grâce à son partenaire

bancaire HSBC, au profit de son plus gros fournisseur LG Energy Solution, permettant une amélioration de 75 jours du délai de règlement avec ce fournisseur, représentant un effet favorable de l'ordre de 5 millions d'euros sur le besoin en fonds de roulement. Ces démarches ont déjà porté leurs fruits sur l'exercice 2020, et doivent également impacter favorablement le poste fournisseurs en 2021.

L'impact net sur la trésorerie liée aux variations des créances clients et des dettes fournisseurs est positif, aussi bien en 2020 pour 4 055 milliers d'euros qu'en 2019 pour 2 959 milliers d'euros.

### **Evolution entre 2018 et 2019**

L'évolution de la trésorerie provenant des opérations liées à l'activité du Groupe entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 de 8 733 milliers d'euros s'explique principalement par l'amélioration du besoin en fonds de roulement, résultant de la hausse des créances clients.

### ***Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement***

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019, et 2018 :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité
Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes)	(6 495)	(7 331)	(7 339)
Gage sur espèces	(3 663)		
Cessions d'immobilisations (nettes des créances)	126	1	0
Encaissements sur actifs financiers	0	4	(14)
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (B)</b>	<b>(10 032)</b>	<b>(7 325)</b>	<b>(7 353)</b>

Les flux nets de trésorerie provenant des opérations d'investissement du groupe se sont élevés à (10 032) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, (7 325) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et (7 353) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le niveau des acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes) est assez stable entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2020. Ces acquisitions concernent principalement les dépenses en recherche et développement, ainsi que celles permettant à la Société d'augmenter sa capacité de production ou d'améliorer son outil de production dans ses différentes usines. Ainsi la hausse des dépenses de trésorerie provenant des opérations d'investissement est essentiellement imputable au gage sur espèces au 31 décembre 2020 pour (3 663) milliers d'euros. Ce gage a permis à la Société, au travers d'une garantie bancaire fournie par la banque HSBC, d'augmenter d'environ 75 jours ses délais de paiement avec son principal fournisseur, et d'optimiser ainsi son besoin en fonds de roulement.

## ***Flux de trésorerie liés aux opérations de financement***

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie provenant des opérations de financement au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019, et 2018 :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité
Augmentation de capital en numéraire	0	6 000	10 000
Frais décaissés sur émissions de capital	(86)	(115)	(374)
Variation des autres passifs financiers	(8)	4	(3)
Encaissement du CIR et d'une subvention d'exploitation	0	26	86
Emissions d'emprunts	55 000	10 224	15 000
Ligne de crédit court terme pour financement du BFR	(4 500)	(1 500)	6 000
Remboursements d'emprunts	(33)	(130)	(413)
Remboursements dettes sur bien pris en location	(634)	(650)	
Financement factor	(7 856)	5 205	(772)
Frais d'émission d'emprunt	(40)	(138)	(513)
Variations des passifs financiers relatifs aux parties liées	660	(4 254)	(1 049)
Charges financières décaissées	(2 086)	(3 030)	(1 736)
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>	<b>40 417</b>	<b>11 643</b>	<b>26 227</b>
Incidence des taux de conversion	(16)	(4)	(2)
<b>Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)</b>	<b>8 359</b>	<b>(9 162)</b>	<b>(3 336)</b>

La trésorerie provenant des opérations de financement du groupe s'est élevée à 40 417 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, 11 643 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et 26 227 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### **Evolution entre 2019 et 2020**

En 2020, la trésorerie provenant des opérations de financement a principalement concerné, (i) à hauteur de 55 000 milliers d'euros, des émissions d'emprunts, avec en particulier la souscription à part égale par les actionnaires BPI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) à des obligations convertibles émises par la Société en février et en mai 2020 pour un montant total de 30 millions d'euros, par les PGE pour 15 millions d'euros et par l'emprunt Atout souscrit auprès de la BPI pour 5 millions d'euros et par le prêt soutien à l'innovation pour 5 millions d'euros accordé par la BPI, et (ii) aux impacts du financement factor (décrits ci-avant en section 8.2.1.6) pour (7 856) milliers d'euros, et des lignes de crédit court terme pour (4 500) milliers d'euros, et (2 086) milliers d'euros de charges financières décaissées. Le résultat financier comprend des frais financiers capitalisés qui ne seront décaissés qu'à échéance, ce qui explique la différence avec les charges financières décaissées. Ces frais capitalisés concernent en partie le prêt BEI, les OC et les PGE capitalisés en 2020.

Au 31 décembre 2019, la trésorerie provenant des opérations de financement correspond essentiellement :

- (i) aux flux liés aux des augmentations de capital en numéraire.

La société a constaté une augmentation de capital de 4 millions d'euros le 13 mars 2019 par l'émission de 10 550 nouvelles actions de préférence de catégorie C3 au profit du fonds SPI.

La Société a par ailleurs constaté une augmentation de capital de 16,5 millions d'euros le 18 Décembre 2019, par apport de 2,5 millions d'euros des actionnaires Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) et Mitsui, la conversion de 5 millions d'euros d'obligations convertibles émises en juillet 2019 (OC 3 et OC 4), la conversion de 4,5 millions d'euros comptes fournisseurs Mitsui et de 4,5 millions d'euros de comptes courants associés d'Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest).

- (ii) Aux flux liés aux émissions et remboursements d'emprunts, résultant de la mise à disposition de la troisième tranche de 5 millions d'euros par la Banque Européenne d'Investissement en décembre 2019. La Société a par ailleurs émis 5 millions d'euros d'obligations convertibles auprès de la BPI (2 millions d'euros) et d'Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) (3 millions d'euros) début juillet 2019. Enfin la société a remboursé la première tranche relative à la ligne de crédit court terme d'une valeur de 6 millions d'euros avec son partenaire BNP pour un montant de 1,5 millions d'euros a eu lieu au 31 janvier 2019 comme prévu contractuellement.
- (iii) A l'effet du reclassement des cessions de créances pour 5 205 milliers d'euros. Les états financiers consolidés IFRS ont toujours présentés un maintien au poste clients des créances cédées au factor, en contrepartie d'une dette financière présentée nette des retenues de garantie. Toutefois compte tenu du développement des transactions relatives aux opérations de cession de créance, certains comptes relatifs à ces opérations de cession n'étaient pas traités de manière homogène. L'ensemble des créances clients cédées aux différents factor (HSBC et BNP) a été reconstitué pour être présenté en dette financière, déduction faite des retenues de garantie et de la part non financée des créances cédées (voir notes 0 et 0 des états financiers consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019).
- (iv) Aux remboursements des compte-courant d'associés à hauteur de (4 254) milliers d'euros, et ;
- (v) Aux charges financières décaissées à hauteur de (3 030) milliers d'euros.

Au 31 décembre 2018, la trésorerie provenant des opérations de financement provient principalement :

- (i) de l'augmentation de capital constatée par la société le 28 décembre 2018 à la suite de l'entrée au capital du fond SPI pour 10 000 milliers d'euros ;
- (ii) des émissions d'emprunts à hauteur de 15 000 milliers d'euros, résultant de la mise à disposition des deux premières tranches du prêt en mars et en octobre 2018 (7,5 millions par tranche). Le protocole BEI est détaillé en section 8.3 ;
- (iii) de la mise en place d'une ligne de crédit court terme pour 6 000 milliers d'euros avec la BNP au mois d'octobre 2018 pour le financement du BFR du client HEULIEZ/IVECO ;
- (iv) des remboursements de comptes-courant d'associés à hauteur de (1 049) milliers d'euros, et ;
- (v) des charges financières à hauteur de (1 736) milliers d'euros.

Les flux de financement sont détaillés ci-avant dans la section 8.2.4 du Document d'enregistrement.

### **8.3 Restriction à l'utilisation de capitaux**

#### ***Contrat de Crédit BEI 2020***

- **Lignes de crédit**

Aux termes du Contrat de Crédit BEI 2020, la BEI met à la disposition de la Société un prêt d'investissement d'un montant maximum en principal de 50 millions d'euros destiné, notamment, à refinancer un précédent crédit au titre du Contrat de Crédit BEI 2017 et à financer une partie du programme d'investissement de 100 millions d'euros relatif à un système de batterie innovant et s'intégrant dans le cadre de projets de transition énergétique durable en France et en Pologne. Le Contrat de Crédit BEI 2020 est divisé en quatre tranches dont les montants sont les suivants : (i) une tranche A

d'un montant maximum en principal de 21,5 millions d'euros (la « **Tranche A** »), (ii) une tranche B d'un montant maximum en principal de 8,5 millions d'euros (la « **Tranche B** »), (iii) une tranche C d'un montant maximum en principal de 10 millions d'euros (la « **Tranche C** ») et (iv) une tranche D d'un montant maximum en principal de 10 millions d'euros (la « **Tranche D** ») et ensemble avec la Tranche A, la Tranche B et la Tranche C, les « **Tranches** »), chacune devant être mise à disposition, sous réserve de la satisfaction des conditions préalables qui s'y rapportent, au plus tard à la date du troisième anniversaire du Contrat de Crédit BEI 2020 et arrivant à maturité à la date du cinquième anniversaire de leurs dates de mise à disposition respectives.

A la date du Document d'enregistrement, seule la Tranche A a été tirée, pour un montant de 21,5 millions d'euros en juin 2021.

Par ailleurs, la Tranche B sera tirée, pour un montant de 8,5 millions d'euros d'ici la date de règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, à un taux d'intérêt réduit par rapport aux conditions initiales, à 3% par an. Ce taux réduit a été consenti, sous réserve :

- d'une levée de fonds supérieure ou égale à 75 millions d'euros devant être réalisée au plus tard le 31 mai 2022 dans le cadre de l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (le « **Tirage de la Tranche B** ») ; et
- du remboursement intégral de la Tranche B dans les deux mois suivant l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ; et
- de l'absence de survenance d'un cas de défaut visé au Contrat de Crédit BEI 2020, à savoir défaut de paiement, défaut croisé de paiement non remédié dans un délai de 30 jours, cessation de paiement, procédure collective et ouverture d'une procédure de saisie sur actifs.

En cas de non-réalisation des conditions susmentionnées, les conditions initialement prévues au Contrat de Crédit BEI 2020 et décrites dans la présente section s'appliqueraient. Ceci se traduirait alors par l'application (en sus du taux d'intérêt annuel de 3% susvisé) depuis la date de décaissement du taux d'intérêt capitalisé prévu au Contrat de Crédit BEI 2020 (i.e. 4% capitalisé par an) ainsi que par l'octroi de bons de souscriptions d'actions au profit de la BEI qui lui permettrait de souscrire au nombre d'actions auxquelles elle aurait pu avoir droit en cas de tirage dans les conditions actuellement prévues au Contrat de Crédit BEI 2020<sup>42</sup>.

Il est toutefois prévu, par exception à ce qui précède, que dans l'hypothèse où la Société rembourserait la Tranche B dans un délai de 20 jours suivant l'événement considéré, alors il ne serait pas fait application de la rémunération initiale et les conditions de rémunération « réduites » seraient conservées.

Les conditions préalables à la mise à disposition des différentes Tranches sont, notamment, les suivantes :

- s'agissant de la Tranche B, la remise d'un certificat signé par un représentant habilité de la Société confirmant que le chiffre d'affaires consolidé de la Société au cours des 12 derniers mois est supérieur à 50 millions d'euros ;
- s'agissant de la Tranche C, (i) la remise d'un certificat signé par un représentant habilité de la Société confirmant que le chiffre d'affaires consolidé de la Société au cours des 12 derniers

---

<sup>42</sup> Chaque bon de souscription d'actions émis donne droit à son titulaire de recevoir un nombre d'actions ordinaires de la Société déterminé par application de la formule suivante  $X = 8,500 / (SP \times 1,7)$ . Où X désigne le nombre d'actions nouvelles octroyées au titulaire de bons de souscription d'actions et SP désigne le prix de référence réputé égal à 379,16 euros ou au prix de souscription auquel des tiers auraient souscrit à une augmentation de capital d'au moins 10 millions d'euros (voir section 19.1.4.1 du Document d'enregistrement).

mois est supérieur à 60 millions d'euros, (ii) la réalisation d'une augmentation de capital ou d'une émission de nouvelles obligations convertibles en actions pour un montant supérieur à 10 millions d'euros et (iii) si, à la date du tirage concernée, aucune augmentation de capital ou émission de nouvelles obligations convertibles en actions pour un montant supérieur à 40 millions d'euros n'a eu lieu, la signature d'une convention de gage sans dépossession en faveur de la BEI et portant sur les biens meubles de la Société (à l'exclusion des stocks) ; et

- s'agissant de la Tranche D, (i) la remise d'un certificat signé par un représentant habilité de la Société confirmant que le chiffre d'affaires consolidé de la Société au cours des 12 derniers mois est supérieur à 100 millions d'euros et que son EBITDA, tel que défini dans le contrat, est positif sur cette période, (ii) la réalisation d'une augmentation de capital ou d'une émission de nouvelles obligations convertibles en actions pour un montant supérieur à 40 millions d'euros et (iii) la preuve que (a) les obligations convertibles émises par la Société et souscrites par Sociétés de Projets Industriels et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) en février et mai 2020 ont été converties en actions et que (b) les obligations convertibles qui auraient été émises au titre des conditions préalables à la mise à disposition de la Tranche C pour un montant de 10 millions d'euros ont été converties en actions.

#### ● Intérêts et frais

Les Tranches portent intérêt à un taux annuel égal à la somme (i) d'un taux d'intérêt fixe de 3 % par an et (ii) d'un taux d'intérêt capitalisé applicable à chaque Tranche.

Le taux d'intérêt capitalisé applicable à la Tranche A est de 4,5% par an, le taux d'intérêt capitalisé applicable à la Tranche B est de 4 % par an, le taux d'intérêt capitalisé applicable à la Tranche C est de 3 % par an (et peut être réduit à 1,5 % par an si, préalablement au tirage de la Tranche C, la Société a reçu, au titre d'une augmentation de capital ou d'une émission d'obligations subordonnées au Contrat de Crédit BEI 2020, la somme de 40 millions d'euros) et le taux d'intérêt capitalisé applicable à la Tranche D est de 2 % par an.

En complément des intérêts visés ci-dessus, au titre d'un contrat de souscription conclu entre la BEI et la Société, la Société a accepté d'émettre, au bénéfice de la BEI, concomitamment à la mise à disposition de la Tranche A, de la Tranche B et de la Tranche C, des bons de souscriptions d'actions ordinaires. La description de ces bons de souscription est détaillée ci-après dans la section 19.1.4.1 du Document d'enregistrement.

#### ● Sûretés

Dans le cadre du Contrat de Crédit BEI 2020, la BEI bénéficie de sûretés consenties par la Société afin de garantir ses obligations. Ainsi, la Société a consenti un nantissement de fonds de commerce (portant sur son fonds de commerce de prise de participations, acquisitions, et gestion de biens et droits immobiliers, prestations de conseil, conception, fabrication, commercialisation de batteries et de tous accessoires associés, pris en son établissement principal, et ses établissements secondaires situés à Moissy-Cramayel, Chasseneuil-du-Poitou et Ivry-sur-Seine) et a accepté de consentir, sur demande de la BEI et préalablement à la mise à disposition de la Tranche A, un gage sans dépossession sur ses biens meubles (à l'exclusion du stock), en garantie de ses obligations au titre du Contrat de Crédit BEI 2020 et des documents de financement qui s'y rattachent.

Par ailleurs, si le montant total du chiffre d'affaires, du résultat net ou de l'EBITDA de la Société et de ses filiales garantes cesse de représenter 90% du chiffre d'affaires, du résultat net ou de l'EBITDA, respectivement, consolidé du groupe formé par la Société et ses filiales, la Société s'est engagée, à faire en sorte que soit consentie une garantie inconditionnelle, irrévocable et à première demande en faveur de la BEI en garantie des obligations de la Société au titre du Contrat de Crédit BEI 2020, par toute filiale additionnelle de la Société, de sorte que, le chiffre d'affaires, le résultat net et l'EBITDA de la

Société et ses filiales garantes, représentent, le cas échéant, 90% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, 90% du résultat net consolidé du Groupe ou 90% de l'EBITDA consolidé du Groupe.

Pour les besoins de cet engagement, l'EBITDA (tel que défini dans le Contrat de Crédit BEI 2020) se calcule, notamment, avant prise en compte de certains éléments exceptionnels, des résultats des participations minoritaires et avant prise en compte de tout gain provenant d'une réévaluation à la hausse des actifs.

- **Engagements et clauses restrictives**

Le Contrat de Crédit BEI 2020 contient certains engagements de faire, de ne pas faire et d'information de la Société (sous réserve des exceptions et dérogations d'usage), usuels pour ce type de financement, et notamment les engagements suivants :

- utiliser les sommes empruntées au titre du Contrat de Crédit BEI 2020 aux fins de financer le programme d'investissement ;
- mettre en œuvre et faire en sorte que soit mis en œuvre le programme d'investissement financé par le prêt conformément à la description technique annexée au Contrat de Crédit BEI 2020 et d'achever ledit programme d'investissement à la date d'achèvement qui y est indiquée (ledit programme d'investissement étant en ligne avec la stratégie établie par la Société décrite à la section 5.3 « Stratégie » du Document d'enregistrement) ;
- ne pas céder, vendre ou autrement transférer et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne cède, ni ne vende ou ne transfère autrement un quelconque actif immobilisé corporel, incorporel ou financier autrement que dans la mesure permise par le Contrat de Crédit BEI 2020 ;
- maintenir en bon état de marche (et renouveler ou réparer, le cas échéant) ceux de ses actifs qui sont nécessaire à la mise en œuvre du programme d'investissement ;
- respecter et faire en sorte que chacune de ses filiales respecte les lois et règlements auxquels elles sont soumises ;
- ne pas modifier substantiellement la nature générale de ses activités et des activités du groupe qu'elle forme avec ses filiales ;
- ne pas conclure et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne conclue de quelconques opérations de fusion, d'absorption, apports partiels d'actifs ou toutes opérations d'effet équivalent autrement que dans la mesure permise par le Contrat de Crédit BEI 2020 ;
- conserver une participation majoritaire au capital de ses filiales ;
- ne pas procéder à des opérations de croissance externe (c'est-à-dire les investissements ou acquisitions portant sur d'autres entités, des entreprises, des fonds de commerce ou des branches d'activité, ou des titres de sociétés), étant précisé que lorsque de telles opérations de croissance externe portent, notamment, (i) sur des transferts d'actifs entre la Société et des garants au titre du Contrat de Crédit BEI 2020, (ii) des entités nouvellement créées qui n'ont pas débuté leur activité commerciale et sont situées dans un pays de l'Union Européen ou de l'OCDE, (iii) des titres de sociétés à responsabilité limitée pour lesquels le prix versé est inférieur à 5 % du montant total consolidé des actifs du groupe de la Société et ses filiales au titre d'un même exercice social ou 12,5 % en cumulé pendant la durée du contrat (sous réserve du respect de certains critères additionnels) ou (iv) des opérations préalablement autorisées par écrit par la BEI, la Société est libre d'y procéder ;



- ne pas souscrire et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne souscrive à de nouveaux endettements financiers autrement que dans la mesure permise par le Contrat de Crédit BEI 2020 ;
- ne pas consentir et ne pas laisser subsister et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne consente ni ne laisse subsister de sûretés réelles et/ou personnelles autrement que dans la mesure permise par le Contrat de Crédit BEI 2020 ;
- ne pas conclure et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne conclue de contrats de couverture autrement que dans la mesure permise par le Contrat de Crédit BEI 2020 ;
- ne pas déclarer et ne pas distribuer et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne déclare ni ne distribue de dividendes, à l'exception (i) de toutes distributions autorisées par la BEI, (ii) des paiements résultant d'une liquidation ou d'une réorganisation amiable d'une société du groupe qui n'est ni la Société ni une filiale devenue garant au titre du Contrat de Crédit BEI 2020 et (iii) de tous paiements de dividendes par les filiales de la Société ;
- ne pas consentir et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne consente de crédits, d'avances ou de prêts, autrement que dans la mesure permise par le Contrat de Crédit BEI 2020 ;
- rester dûment et valablement constituée en tant que société à responsabilité limitée dans la juridiction dans laquelle elle est constituée et à faire en sorte que chacune de ses filiales reste dûment et valablement constituée en tant que société à responsabilité limitée dans la juridiction dans laquelle elle est constituée ;
- ne pas déplacer et faire en sorte qu'aucune de ses filiales ne déplace son siège social ou le centre de ses intérêts principaux ou le lieu de son activité en dehors de la juridiction dans laquelle elle a été constituée ;
- ne pas modifier les termes des contrats de crédits existants liant la Société, en ce compris les modalités de paiement et de remboursement au titre de ces contrats ; et
- fournir certaines informations comptables, financières et factuelles concernant la Société et le programme d'investissement financé par le prêt) et si nécessaire, organiser la visite des sites exploités par la Société.

Enfin, le Contrat de Crédit BEI 2020 impose de préserver, à tout moment, un niveau positif de fonds propres au niveau de la Société. Le Contrat de Crédit BEI 2020 impose à la Société, sur une base consolidée, de maintenir (i) un ratio de couverture du service de la dette (cash-flows/service de la dette) supérieur à 2.0:1.0 et (ii) un ratio d'endettement sur fonds propres inférieur à 1.0:1.0, testés annuellement à la fin de chaque année financière et pour la première fois pour la période s'achevant le 31 décembre 2024. Au 30 juin 2021, le montant des fonds propres de la Société était de (49 065) milliers d'euros. A la date du Document d'enregistrement, la Société ne respecte pas les ratios mentionnés ci-dessus. Toutefois, la Société dispose de la période entre la mise en place du crédit et le 31 décembre 2024 pour se mettre en conformité avec ces ratios et a développé sa stratégie pour y parvenir.

#### • **Cas de remboursements anticipés obligatoires ou volontaires**

L'endettement contracté en vertu du Contrat de Crédit BEI 2020 doit faire l'objet d'un remboursement anticipé obligatoire (sous réserve de certaines exceptions), en tout ou partie, (i) dans certains cas spécifiques : (1) si le montant du programme d'investissement est moins que le montant indiqué dans le Contrat de Crédit BEI 2020 et le prêt excède donc 50 % du coût total du programme d'investissement, pour la portion excédentaire, (2) en cas de remboursement anticipé volontaire par la Société ou l'une de ses filiales de tout ou partie d'un endettement financier autre que le Contrat de Crédit BEI 2020 ou un autre financement contracté auprès de la BEI (ou si un tel remboursement est probable, trente jours après

une période de consultation demandée par la BEI), (3) en cas d'adoption d'une loi ou de tout texte réglementaire qui aurait pour effet de restreindre la capacité de la Société à se conformer à ses obligations au titre du Contrat de Crédit BEI 2020 et des documents de financement qui s'y rattachent ou (4) en cas de non-conversion en actions, au plus tard 6 mois avant leur échéance finale, des 79 122 obligations convertibles (OC5) émises par la Société et souscrites par le Fonds SPI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest) en février et mai 2020 ; (ii) en cas d'une cession d'actifs immobilisés s'inscrivant dans le programme d'investissement financé par le prêt et à l'exception de cessions d'actifs corporels inférieures à 50 000 euros au titre d'un même exercice social (cette franchise ne s'appliquant pas en cas de cession de titres de filiales détenant des actifs immobilisés s'inscrivant dans le programme d'investissement financé par le prêt), sans l'accord de la BEI, pour le montant de la cession ; et (iii) en cas de survenance de certains événements habituels, tels qu'un changement de contrôle de la Société (le seuil de détention minimum (en droits de vote) des actionnaires existants (i.e. les fonds dont la gestion est assurée par Eurazeo, Mitsui & Co., Ltd., le Fonds SPI - Sociétés de Projets Industriels, Groupe Industriel Marcel Dassault et M. Christophe Gurtner) définissant le changement de contrôle ayant été abaissé de 50,1% à 20%, sous réserve d'une levée de fonds supérieure ou égale à 75 millions d'euros devant être réalisée au plus tard le 31 mai 2022 dans le cadre de l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (la « Modification du Changement de Contrôle »)), un changement de Président.

L'endettement contracté en vertu du Contrat de Crédit BEI 2020 peut être volontairement remboursé par anticipation par la Société, en tout ou partie, sous réserve du respect d'un préavis.

Tout remboursement anticipé au titre du Contrat de Crédit BEI 2020, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donne lieu au paiement d'une pénalité de remboursement anticipé, correspondant, pour chacune des Tranches à (i) 2 % du montant remboursé par anticipation au titre de la Tranche concernée, si le remboursement anticipé a lieu avant le premier anniversaire de la date de mise à disposition de la Tranche concernée, (ii) 1,5 % du montant remboursé par anticipation au titre de la Tranche concernée, si le remboursement anticipé a lieu après le premier anniversaire de la date de mise à disposition de la Tranche concernée mais avant ou à la date du deuxième anniversaire de la date de mise à disposition de la Tranche concernée, (iii) 1 % du montant remboursé par anticipation au titre de la Tranche concernée, si le remboursement anticipé a lieu après le deuxième anniversaire de la date de mise à disposition de la Tranche concernée mais avant ou à la date du troisième anniversaire de la date de mise à disposition de la Tranche concernée ou (iv) 0,5 % du montant remboursé par anticipation au titre de la Tranche concernée, si le remboursement anticipé a lieu après le troisième anniversaire de la date de mise à disposition de la Tranche concernée (la « **Pénalité de Remboursement Anticipé** »).

- **Cas d'exigibilité anticipée**

Le Contrat de Crédit BEI 2020 prévoit un certain nombre de cas d'exigibilité anticipée usuels pour ce type de financement, dont notamment les défauts de paiement, le non-respect des ratios financiers ou de toute autre obligation ou déclaration, défaut croisé, procédures collectives et insolvabilité, certaines condamnations pécuniaires ou survenance d'évènement significatif défavorable. La Société a déjà eu recours à des demandes de renonciation (*waiver*) au titre du Contrat de Crédit BEI 2020, par exemple lors de l'acquisition de la société Holiwatt en date du 29 juin 2021 (voir section 6.3 du Document d'enregistrement), dans la perspective de l'introduction en bourse de la Société (voir ci-dessus) et de l'ouverture de crédit par mobilisation de billets à ordre (voir ci-dessous) ainsi qu'au titre du Contrat de Crédit BEI 2017. Tout remboursement effectué suite à la survenance d'un cas d'exigibilité anticipée donnerait par ailleurs lieu au paiement de la Pénalité de Remboursement Anticipé.

Dans le cadre du projet d'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société a obtenu en date du 28 septembre 2021 l'accord de la BEI afin notamment de permettre (i) la transformation de la Société en société anonyme, (ii) la division de la valeur nominale des actions de la Société devant intervenir préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus, (iii) la conversion de l'ensemble des actions de préférence émises par la Société en actions ordinaires préalablement au règlement-livraison des actions de la Société et (iv)

l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris (l'« Accord de la BEI pour l'Introduction en Bourse »).

Afin de procéder à la mise en œuvre de l'Accord BEI, du Tirage de la Tranche B, de la Modification du Changement de Contrôle, de l'Accord de la BEI pour l'Introduction en Bourse, et de la Mise en Place des Ouvertures de Crédit (tel que ce terme est défini ci-dessous), la Société s'est engagée à verser à la BEI une indemnité de 1 250 000 euros à la plus proche des deux dates suivantes : (i) dans les 60 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ou (ii) le 31 mai 2022.

### ***Ouverture de crédit par mobilisation de billets à ordre***

Aux termes de trois contrats négociés au 1<sup>er</sup> semestre 2021 (ensemble, les « **Contrats** ») avec, respectivement, (i) Banque Populaire Val de France (contrat conclu le 30 juin 2021), (ii) Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou (contrat conclu le 30 juin 2021) et (iii) Crédit Industriel et Commercial (contrat conclu le 2 juillet 2021) (ensemble, les « **Banques** »), les Banques ont accordé une ouverture de crédit par mobilisation de billets à ordre pour un montant de 3 millions d'euros chacune (soit un montant total de 9 millions d'euros) aux fins de financer le besoin en fonds de roulement relatif aux stocks. Ces ouvertures de crédits partagent les mêmes conditions financières, la même date de maturité (30 juin 2022) et prennent rang *pari passu* (ensemble, les « **Ouvertures de Crédit** »). Les relations entre les Banques sont régies par une convention intercréanciers.

A la date du Document d'enregistrement, la Société a utilisé ces Ouvertures de Crédit à hauteur d'un montant de 9 millions d'euros.

Les conditions préalables à la mise à disposition des différentes Ouvertures de Crédit sont, notamment, les suivantes :

- signature de la convention intercréanciers ; et
- signature d'un acte de gage sans dépossession au bénéfice des Banques.

Afin de mettre en place les Ouvertures de Crédit, la Société a obtenu en date du 28 septembre 2021 la renonciation (*waiver*) de la BEI de faire usage de la clause d'exigibilité anticipée en raison du non-respect de certains engagements et clauses restrictives prévus au Contrat de Crédit BEI 2020, et notamment l'absence de souscription à de nouveaux endettements financiers. En contrepartie de l'obtention de cette renonciation, le taux d'intérêt capitalisé applicable à la Tranche A du Contrat de Crédit BEI 2020 a été augmenté de 0,5% passant de 4% à 4,5% par an (applicable rétroactivement) (la « Mise en Place des Ouvertures de Crédit »).

#### **● Intérêts et frais**

Les Ouvertures de Crédit portent intérêt à un taux annuel égal à la somme (i) d'un taux d'intérêt fixe de 2 % par an et (ii) d'un taux d'intérêt correspondant à l'EURIBOR 3 mois du jour de l'escompte de chaque billet à ordre.

#### **● Sûreté**

En garantie des obligations de la Société au titre des Ouvertures de Crédit, les Banques bénéficient de gages sans dépossession portant sur les stocks de la Société à hauteur de 130% du montant garanti.

- **Engagements et clauses restrictives**

Les Contrats contiennent certains engagements de faire, de ne pas faire et d'information de la Société (sous réserve des exceptions et dérogations d'usage), usuels pour ce type de financement, et notamment les engagements suivants :

- ne consentir aucun avantage ni ne donner la préférence à aucune Banque dans le paiement de toutes sommes dues (en ce compris les intérêts, frais et accessoires) au titre des Ouvertures de Crédits ;
- ne procéder à aucun remboursement anticipé de l'une quelconque des Ouvertures des Crédits sans avoir au préalable obtenu le consentement écrit des autres Banques ;
- envoyer simultanément aux Banques, par courriels, les avis de tirage au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement indiqué dans lesdits avis de tirage et qui comprendront les mêmes montants, les mêmes durées et les mêmes fréquences ;
- sauf accord préalable des Banques, ne pas consentir tant comme débiteur principal que comme caution ou garant, de nouveaux gages ou sûretés portant sur les stocks à l'exception des gages sans dépossession consentis au bénéfice des Banques ;
- utiliser les sommes mise à disposition au titre des Ouvertures de Crédit conformément à leur objet ; et
- fournir certaines informations comptables, financières et factuelles concernant la Société.

- **Remboursements anticipés volontaires**

L'endettement contracté au titre des Contrats peut être volontairement remboursé par anticipation par la Société, en tout ou partie, sous réserve du respect d'un préavis.

Tout remboursement anticipé volontaire donne lieu au paiement d'une pénalité de remboursement anticipé, correspondant, pour chacune des Ouvertures de Crédit à 4 % du montant remboursé par anticipation.

- **Cas d'exigibilité anticipée**

Les Contrats prévoient un certain nombre de cas d'exigibilité anticipée usuels pour ce type de financement, dont notamment les défauts de paiement, le non-respect de toute obligation ou déclaration, défaut croisé, procédures collectives et insolvabilité, non-respect par l'emprunteur de l'un quelconque des engagements prévus dans la convention intercréanciers, changement de contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce. Tout remboursement effectué suite à la survenance d'un cas d'exigibilité anticipée donne lieu au paiement d'une pénalité de remboursement correspondant à 5% du montant remboursé.

#### **8.4 Sources de financements nécessaires à l'avenir pour honorer les engagements pris en termes d'investissement**

Afin de financer son développement et ses investissements futurs, la Société envisage de réaliser une augmentation de capital dans le cadre d'une admission de ses actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Le Groupe pourrait par la suite avoir recours à d'autres financements en fonds propres et/ou à des souscriptions d'emprunts. Par ailleurs, pour assurer son financement, le Groupe pourra également compter sur le versement du CIR.

## **9. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE**

### **9.1 Réglementation relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs**

La directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs (modifiée par la directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 et la directive (EU) 2018/849) impose à la fois une interdiction de mettre sur le marché des piles et accumulateurs contenant des substances considérées comme dangereuses et contient des règles spécifiques pour la collecte, le traitement, le recyclage et l'élimination des déchets de piles et d'accumulateurs. Elle impose un régime de « responsabilité élargie des producteurs » de piles et accumulateurs, rendant les producteurs, distributeurs ou personnes responsables de la mise sur le marché de tels produits et de la fin de vie de ceux-ci.

De plus, la réglementation sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), issue de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 est applicable pour certains composants électriques et électroniques composant les batteries et mises sur le marché par le Groupe. La réglementation DEEE impose également un régime de responsabilité élargie du producteur pour les équipements électriques et électroniques, y compris les batteries. Ce régime impose notamment une collecte séparée des piles et accumulateurs pour leur traitement en fin de vie. Les dispositions relatives aux déchets de piles et d'accumulateurs ont été transposées en droit français et figurent actuellement aux articles R. 543-124 et suivants du Code de l'environnement.

La réglementation distingue les piles et accumulateurs automobiles, les piles et accumulateurs industriels et enfin les piles et accumulateurs portables. Les producteurs de piles et accumulateurs doivent s'enregistrer sur un registre tenu par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). La Société est enregistrée en qualité de producteur de piles et accumulateurs.

À ce titre, la Société est tenue d'enlever ou faire enlever et de traiter ou faire traiter les déchets de piles et accumulateurs intégrés aux batteries qui doivent être collectés séparément soit par les distributeurs dans le cadre de leur obligation de reprise des batteries usagées, soit par les collectivités locales responsables du ramassage des déchets. Le non-respect de ces obligations est susceptible d'entraîner la condamnation à payer des amendes pénales ou administratives, des frais significatifs pour le rattrapage des obligations ainsi que des risques de litiges avec des clients ou des tiers. La réglementation envisage que l'enlèvement et le traitement des déchets puissent se faire soit par un éco-organisme agréé financé par les producteurs soit par la mise en place d'un système individuel qui doit être approuvé par les autorités. En l'occurrence, le Groupe conçoit des batteries avec pour objectif qu'elles soient aisément réparables et démontables afin d'isoler les éléments réutilisables ou recyclables. Afin de remplir ses obligations de déclaration vis-à-vis de l'ADEME, le Groupe a mis en place des partenariats avec différentes sociétés spécialisées dans le recyclage des piles et accumulateurs intégrés aux batteries, tel que l'éco organisme français SCRELEC. Dans le cadre de la seconde vie des batteries, il sera organisé le retour des batteries pour diagnostic. Lorsque la fin de vie sera diagnostiquée, le Groupe procédera sur son site au démantèlement et à la séparation de l'ensemble des éléments recyclables afin de garantir un taux de recyclage minimum de 50 % conformément à la réglementation.

La directive européenne n°2006/66/CE du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs devrait être remplacée par une nouvelle réglementation européenne.

En effet, dans le cadre du Pacte Vert pour l'Europe, la Commission Européenne a proposé, le 10 décembre 2020, un ensemble de mesures pour définir un nouveau règlement « batteries » afin de moderniser la législation de l'Union Européenne et mettre en place un plan d'actions pour une approche circulaire. Ce règlement viendra remplacer notamment la directive n°2006/66/CE. A la date du Document d'enregistrement, un débat législatif est en cours et devrait aboutir à une adoption du texte au plus tard début 2022 ; la directive n°2006/66/CE devant être abrogée avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Les principales mesures proposées par la Commission Européenne sont résumées ci-dessous :

- Nouvelle classification des batteries : pour s'assurer que le règlement couvre toutes les batteries, y compris d'éventuels nouveaux types de batteries.
- Étiquetage : les batteries devront être étiquetées, de manière visible, lisible et indélébile, pour fournir les informations nécessaires à l'identification des batteries et de leurs principales caractéristiques et d'autres informations telles que la durée de vie, la capacité de charge, l'exigence de collecte séparée, la présence de substances dangereuses et la sécurité des risques.
- Système de gestion de batteries pour véhicules électriques : pour stocker les informations et les données nécessaires pour déterminer l'état de santé et la durée de vie attendue des batteries.
- Gestion de la fin de vie : dispositions sur l'enregistrement, la responsabilité élargie du producteur, la collecte, le traitement et le recyclage, y compris l'efficacité du recyclage, les informations sur la fin de vie, la réutilisation des batteries et les rapports. Ces règles remplaceront les règles correspondantes de la directive n°2006/66/CE.
- Nouvel objectif de taux de collecte pour les piles portables : les taux de collecte augmenteront progressivement afin de garantir que d'ici fin 2025, 65 % des déchets de piles portables soient collectés et d'ici fin 2030, 70 % de ces déchets soient collectés.
- Passeport batterie : d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2026, les batteries industrielles et les batteries de véhicules électriques disposeront d'un enregistrement électronique pour chaque batterie individuelle mise sur le marché.
- Création d'un système de reporting pour les batteries automobiles et industrielles.
- Objectifs d'efficacité du recyclage : de nouveaux objectifs d'efficacité de recyclage et de valorisation matière seront définis pour les batteries plomb-acide, les batteries nickel-cadmium et les batteries au lithium. L'objectif pour les batteries au lithium sera fixé à 65 % à partir de 2025.
- Obligation de déclarer l'empreinte carbone tout au long du cycle de vie : obligation d'information sous la forme d'une déclaration d'empreinte carbone, puis les batteries seront soumises à une classification en classes de performance d'empreinte carbone. À terme, les batteries devront respecter des seuils d'empreinte carbone maximale sur leur cycle de vie.
- Performances et durabilité : des informations devront être fournies sur chaque batterie. Ces informations devront être mises à disposition en ligne dans une base de données batterie et/ou dans le passeport batterie.
- Quantité de contenus recyclés : la documentation technique des batteries industrielles et des véhicules électriques à stockage interne contenant du cobalt, du plomb, du lithium ou du nickel dans des matières actives devra contenir des informations sur la quantité de matières ci-dessus valorisées.
- Diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement pour les matières premières dans les batteries industrielles et les batteries de véhicules électriques : des politiques de diligences raisonnables seront établies pour les batteries industrielles rechargeables et les batteries de véhicules électriques mises sur le marché unique. La Commission Européenne sera habilitée à revoir la liste des substances et des catégories de risques.
- Vérification par un tiers : via des organismes notifiés, sur les dispositions relatives aux déclarations d'empreinte carbone et de contenus recyclés, et sur la politique de diligences raisonnables pour l'approvisionnement responsable des matières premières.

En Chine, la loi relative à la prévention et au contrôle de la pollution par les déchets solides (*Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Solid Waste Pollution*) prévoit, notamment, que la gestion et l'élimination des déchets dangereux et/ou toxiques doit être menée à bien par la société responsable de leur création. Cette élimination peut être effectuée en propre ou via un tiers mais la société doit respecter les standards réglementaires chinois et recevoir les autorisations nécessaires à leur stockage. A ce titre, une société qui sous-traite la gestion de ses déchets doit s'assurer que son cocontractant respecte ces critères légaux.

De plus, la loi relative à la prévention et au contrôle de la pollution par les déchets solides (*Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Solid Waste Pollution*) impose également aux sociétés qui travaillent avec ces matières d'établir, en plus des mesures préventives, des plans d'urgence en cas d'accident et de communiquer ces plans aux autorités compétentes (département local de l'environnement ainsi qu'à ceux responsables de la supervision et de l'administration de la prévention et du contrôle de la pollution) pour enregistrement. Ces mêmes départements peuvent mener des inspections afin de vérifier la cohérence des mesures envisagées.

Par ailleurs, le Groupe est soumis aux réglementations standards en ce qui concerne l'environnement, la sécurité et le recyclage en Chine et en Inde. Il n'existe pas de demande de réglementation spécifique pour les batteries si ce n'est l'utilisation d'un organisme accrédité pour leur recyclage.

Enfin, en ce qui concerne les Etats-Unis, le Groupe passe par des centres en Europe et n'est pas directement responsable de la qualification de ses produits aux Etats-Unis ni de leur recyclage.

## **9.2 Règlements sur le transport de matières dangereuses**

Les batteries font partie des matières dangereuses telles que définies par les réglementations internationales. Par conséquent, leur transport est soumis à la réglementation dite Transport de Matières Dangereuses (TMD) composée de plusieurs règlements adoptés par le cadre des Nations-Unies et qui régissent chacun un mode de transport : transport routier, ferroviaire, fluvial, maritime ou aérien. Elle s'applique aux transports entre deux Etats parties au règlement concerné. Par ailleurs, au sein de l'Union européenne, la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative aux transports intérieurs des marchandises dangereuses, rend obligatoire l'application des règlements relatifs au transport routier, ferroviaire et fluvial entre deux Etats membres de l'Union européenne.

Les obligations imposées par ces règlements comprennent notamment des mesures d'étiquetage des marchandises dangereuses, des obligations relatives à la sûreté, notamment pour la prévention des actes de malveillance ainsi qu'une procédure en cas d'accident de transport impliquant des marchandises dangereuses.

Sur l'usine du Groupe située à Chasseneuil-du-Poitou, un conseiller à la sécurité indépendant réalise un audit annuel, en plus de l'audit interne annuel : cet audit concerne les processus du Groupe, le respect de la réglementation et la prévention des risques, sur un périmètre d'entreposage et de transport terrestre/maritime (en expédition). De plus, tous les transporteurs et prestataires logistiques du Groupe bénéficient des certifications Opérateur Economique Agréé sur les douanes et la sûreté/sécurité (OEA) et TMD.

En Chine, la loi relative à la prévention et au contrôle de la pollution par les déchets solides (*Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Solid Waste Pollution*) prévoit la mise en œuvre d'un ensemble d'obligations concernant le mode de stockage des produits dangereux, notamment en fonction de leur nature. Il convient ainsi de respecter les réglementations locales et nationales sur la surveillance, le contrôle, la ventilation, la protection solaire, la régulation de la température, la prévention des incendies, l'extinction des incendies, la décompression, la prévention des empoisonnements, l'étanchéité à l'humidité, la protection contre la foudre, la prévention de l'électricité statique, la prévention de la corrosion.

Par ailleurs, la loi relative à la prévention et au contrôle de la pollution par les déchets solides (*Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Solid Waste Pollution*) prévoit également que les matières dangereuses doivent être stockées dans des entrepôts distincts et respecter des conditions spéciales de stockage. A titre d'exemple, les conditions de stockage du lithium sont les suivantes :

- surface au sol de chaque batterie inférieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> ;
- distance entre deux batteries supérieure ou égale à 1 mètre ;
- distance entre chaque plaque de batterie, la poutre et la colonne supérieure ou égale à 0,3 mètre ;
- distance entre chaque batterie et le mur supérieure ou égale à 0,5 mètre.

### 9.3 Réglementation relative aux substances chimiques

Au sein de l'Union européenne, le règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 dit règlement « REACH » (*Registration Evaluation and Authorization of Chemicals*) relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (le « **Règlement REACH** ») impose aux fabricants, aux importateurs et aux utilisateurs en aval de veiller à fabriquer, mettre sur le marché ou utiliser des substances qui n'ont pas d'effets nocifs pour la santé humaine et l'environnement (à partir d'un volume annuel supérieur à une tonne). Ces dispositions reposent sur le principe de précaution. Des certificats de conformité au Règlement REACH sont donc demandés par le Groupe aux fournisseurs concernés par ces substances chimiques.

Les substances chimiques les plus préoccupantes, susceptibles de provoquer des effets irréversibles graves sur la santé ou l'environnement, sont soumises à autorisation. Après leur inscription sur une liste dite « liste de l'annexe XIV » du Règlement REACH, ces substances ne peuvent plus être fabriquées, importées ou utilisées, après les dates fixées pour chacune de ces opérations, sans autorisation de la Commission européenne.

De plus, des restrictions, voire une interdiction, peuvent être mises en œuvre pour certaines substances qui constituent un risque inacceptable pour la santé humaine et l'environnement. En pratique, cela impose aux utilisateurs de telles substances d'identifier et de sécuriser leur approvisionnement en substances de substitution, ou de modifier leur processus de fabrication.

Le non-respect de ces obligations est susceptible d'entraîner des sanctions pénales et des sanctions administratives qui peuvent être appliquées simultanément.

En application du Règlement REACH, et lorsque le Groupe est l'importateur sur le territoire européen de produits chimiques, le Groupe doit s'assurer que l'une des entités de la chaîne d'approvisionnement a procédé à l'enregistrement du produit. Si tel n'est pas le cas, le Groupe doit alors effectuer cet enregistrement.

Par ailleurs, le Groupe est tenu d'informer de la présence à plus de 0,1 % de tous composés considérés comme *Substance of Very High Concern* (SVHC). En l'espèce, à la date du Document d'enregistrement, les batteries fabriquées ou mises sur le marché par le Groupe ne contiennent aucune substance SVHC.

### 9.4 Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

En droit français, les installations classées pour la protection de l'environnement (ou ICPE) sont des activités ou équipements susceptibles de présenter des dangers ou inconvénients à l'encontre des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la



santé, la protection de l'environnement ou encore l'utilisation rationnelle de l'énergie. Suivant leur dangerosité vis-à-vis de ces intérêts à protéger, la mise en service d'une ICPE est soumise à une procédure de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation par le préfet local. La procédure d'obtention d'une autorisation d'exploiter comprend notamment le dépôt d'un dossier décrivant les capacités techniques et financières du futur exploitant ainsi qu'une enquête publique. Les activités du site de production de Chasseneuil-du-Poitou sont à la date du Document d'enregistrement soumises à déclaration au titre de la réglementation sur les ICPE compte-tenu des niveaux de seuils de lithium par mètre carré.

Durant la période d'exploitation d'une ICPE, l'exploitant est tenu de se conformer à la réglementation en matière d'environnement et aux prescriptions techniques édictées soit par arrêté ministériel, soit par arrêté adopté par le préfet local. Ces prescriptions visent notamment à contrôler les conséquences des activités classées sur les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, tels que les émissions dans l'eau ou dans l'air, des mesures de protection contre la pollution de l'eau ou du sol ou encore des mesures de protection contre les incendies.

Lors de la cessation des activités sur un site soumis à la réglementation relative aux ICPE, le dernier exploitant de ces activités est tenu de remettre le site en état, en fonction de l'usage futur qui sera fait de ce site, ce qui a été fait à la charge de l'ancien exploitant sur le site de Chasseneuil-du-Poitou. Pour les ICPE soumises à déclaration, l'usage futur retenu pour déterminer les obligations de remise en état du site est un usage industriel, sauf incompatibilité de cet usage avec les documents d'urbanisme applicables à la date de la cessation d'activité. De plus, la responsabilité du dernier exploitant perdure pendant trente ans après la notification de cessation définitive des activités de l'ICPE, période durant laquelle le préfet est susceptible d'ordonner des mesures supplémentaires de remise en état.

## **9.5 Les normes applicables aux produits du Groupe**

### **● La norme ECE R100**

Les batteries du Groupe pour les véhicules lourds sont certifiées ECE R100. La norme ECE R100 est une norme internationale pour véhicules électriques dont une section spécifique est dédiée aux bus et camions électriques et répond à une série de 9 tests :

- test de vibration ;
- test de choc thermique et cyclage ;
- test de choc mécanique ;
- test d'intégrité ;
- test de résistance au feu ;
- test de protection contre le court-circuit ;
- test de protection contre la surcharge ;
- test de protection contre la sur-décharge ;
- test de protection contre la sur-température.

L'essai de résistance au feu n'est pas obligatoire pour les bus et camions lorsque les batteries sont situées à une hauteur supérieure à 1,5 mètre (comme sur les toits des bus). Toutefois, conformément à la norme ECE R100, le Groupe teste toutes ses batteries à la résistance au feu puisque celles-ci peuvent être placées à l'arrière de bus, sur le toit ou dans le plancher selon le véhicule.

- **La norme ECE R10 (véhicules lourds)**

Le règlement ECE R.10 (prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique) s'applique aux véhicules à moteur ayant moins de quatre roues (mais aussi aux véhicules à deux roues et à trois roues), aux voitures, camions, cars mais également aux véhicules électriques et électroniques (dont les batteries et moteurs de véhicules électriques). Ce règlement comprend divers tests, notamment l'immunité et les émissions radiofréquences, l'immunité transitoire et les émissions. Il inclut également une exigence en matière d'explosion, d'ondulation, d'harmoniques et de vibrations, ainsi que des conseils et des exigences pour les véhicules électriques. Les batteries du Groupe pour véhicules lourds sont certifiées ECE R10.

- **La norme ECE R136 (véhicules légers)**

Le règlement ECE R136 (prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules de la catégorie L (tels qu'ils sont définis dans la résolution d'ensemble sur la construction des véhicules (R.E.3)), en ce qui concerne les dispositions particulières applicables à la chaîne de traction électrique) s'applique à :

- la chaîne de traction électrique des véhicules de la catégorie L, dont la vitesse par construction dépasse 6 km/h, équipés d'un ou plusieurs moteurs de traction mus par l'électricité et non raccordés en permanence au réseau, et aux composants et systèmes à haute tension qui sont galvaniquement reliés au rail haute tension de la chaîne de traction électrique ;
- système rechargeable de stockage de l'énergie électrique (SRSEE) des véhicules de la catégorie L dont la vitesse par construction dépasse 6 km/h, équipés d'un ou plusieurs moteurs de traction mus par l'électricité et non raccordés en permanence au réseau.

Elle ne définit pas les prescriptions concernant la sécurité des véhicules routiers après un accident.

Ce règlement comprend les règles d'homologation, et les divers tests associés à l'homologation de type. Il inclut également des exigences en matière de résistance au feu, d'explosion, d'ondulation, de cycles thermiques, de résistance à l'eau, d'harmoniques et de vibrations, ainsi que des conseils et des exigences pour les véhicules électriques de la catégorie L. Les batteries du Groupe pour véhicules lourds sont certifiées ECE R136.

- **La norme UN38-3**

La norme UN38-3 fait référence à la section 38.3 de la troisième partie de l'essai de transport spécial des Nations-Unies et du manuel standard pour le transport des marchandises dangereuses, qui nécessite une simulation élevée, un essai de cycle à haute et basse températures, un essai de vibration, un essai de choc, un court-circuit à 55°C, un test d'impact, un test de surcharge avant le transport de la batterie au lithium et un test de décharge forcée pour assurer la sécurité du transport de la batterie au lithium. Ces tests doivent être conduits par un laboratoire indépendant qui délivre un certificat. Ce certificat UN38.3 garantit la qualité des batteries et leur sécurité lors du transport. Il est obligatoire de l'obtenir pour transporter les batteries quel que soit le moyen de transport utilisé (terrestre, maritime ou aérien) ; ces standards de sécurité élevés sont conformes aux règles l'association du transport aérien international (IATA).

## **10. TENDANCES**

### **10.1 Tendances d'activité**

Une description détaillée des résultats du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le semestre clos le 30 juin 2021 figure au chapitre 7 « Examen de la situation financière et du résultat » du Document d'enregistrement.

### **10.2 Perspectives d'avenir et objectifs**

Les objectifs et les tendances présentés ci-dessous sont fondés sur des données, des hypothèses et des estimations, notamment en matière de perspectives économiques, considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du Document d'enregistrement.

Ces perspectives d'avenir et ces objectifs, qui résultent des orientations stratégiques du Groupe, ne constituent pas des données prévisionnelles ou des estimations de bénéfice du Groupe. Les chiffres, données, hypothèses, estimations et objectifs présentés ci-dessous sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés de façon imprévisible, en fonction, entres autres, de l'évolution de l'environnement économique, financier, concurrentiel, légal, réglementaire, comptable et fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du Document d'enregistrement.

En outre, la matérialisation de certains risques décrits au chapitre 3 « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement pourrait avoir un impact négatif sur les activités, la situation financière, la situation de marché, les résultats ou les perspectives du Groupe et donc remettre en cause sa capacité à réaliser les objectifs présentés ci-dessous.

Par ailleurs, la réalisation de ces objectifs suppose le succès de la stratégie du Groupe et de sa mise en œuvre.

Par conséquent, le Groupe ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant à la présente section.

#### ***Perspectives d'évolution des activités du Groupe et objectifs financiers***

Les perspectives d'évolution des activités du Groupe et les objectifs financiers et opérationnels présentés ci-dessous reposent notamment sur des tendances et perspectives de marché en ligne avec celles exposées au paragraphe 5.4 « Présentation des marchés et de la position concurrentielle » du Document d'enregistrement.

#### ***Objectifs de chiffre d'affaires***

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le Groupe prévoit de générer un chiffre d'affaires d'environ 71 millions d'euros. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élevait à 62 060 milliers d'euros (voir notamment section 7.1.2(v) du Document d'enregistrement).

Le Groupe a également pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires annuel d'environ 180 millions d'euros à horizon 2023 et d'environ 600 millions d'euros à horizon 2027.

La croissance du chiffre d'affaires repose sur :

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, l'absence d'aggravation durable des conditions d'approvisionnement pouvant, le cas échéant, créer un décalage de chiffre d'affaires ;
- la croissance des marchés sur les segments d'activité sélectionnés par le Groupe d'une part et la poursuite d'un gain de parts de marché, d'autre part ;

- un taux de croissance annuel moyen supérieur à 40 % sur la période 2021-2027 ;
- une augmentation progressive du poids du segment d'activité *Heavy Vehicles (HeV)* dans le chiffre d'affaires total du Groupe sur la période 2021-2027.

Au-delà de 2027, le Groupe anticipe une croissance soutenue de son activité portée par celle de l'électromobilité sur ses principaux marchés.

### *Objectifs d'EBITDA*

Le Groupe a pour objectif l'atteinte du seuil de rentabilité (EBITDA à l'équilibre) à horizon fin 2023 et une marge d'EBITDA<sup>43</sup> supérieure à 15 % à horizon 2027.

Cette amélioration de la rentabilité s'appuie principalement sur :

- la croissance du chiffre d'affaires ;
- la capacité du Groupe à produire des volumes additionnels à partir de ses installations actuelles qui seront progressivement renforcées en fonction des besoins ;
- le déploiement du plan de productivité du Groupe, consistant à développer, produire et commercialiser de nouveaux systèmes de batteries de moins en moins coûteux, offrant plus de fonctionnalités et dégagant également de meilleures marges ;
- des évolutions de marché en ligne avec les tendances présentées dans la section 5.4 du Document d'enregistrement ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe, telle que décrite dans la section 5.3 du Document d'enregistrement ;
- l'absence de modifications significatives des conditions économiques et financières négociées avec les fournisseurs par rapport à celles en vigueur au 31 décembre 2020 ; et
- l'absence de changement significatif de l'environnement réglementaire (y compris les interprétations qui pourraient être retenues par certains régulateurs nationaux) et fiscal existant à la date du Document d'enregistrement.

### *Besoin en fonds de roulement*

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le Groupe prévoit d'enregistrer un besoin en fonds de roulement inférieur à 50 % de son chiffre d'affaires au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élevait à 62 060 milliers d'euros et le besoin en fonds de roulement du Groupe à 26 111 milliers d'euros, soit 42% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Le Groupe a également pour objectif d'atteindre un besoin en fonds de roulement inférieur à 10 % de son chiffre d'affaires à horizon 2027.

Cette diminution du besoin en fonds de roulement repose principalement sur :

- l'utilisation des lignes de *factoring* des créances clients à caractère déconsolidant au regard des normes IFRS, et la capacité d'obtention de nouvelles lignes de même nature auprès des partenaires bancaires ;

---

<sup>43</sup> EBITDA / chiffre d'affaires.

- l'amélioration de la qualité du crédit de la Société auprès des sociétés d'assurance-crédit et de la Banque de France, permettant d'améliorer progressivement les conditions de paiements des fournisseurs ;
- l'optimisation du niveau de stocks avec la relocalisation de certains approvisionnements notamment concernant les cellules de batteries de l'Asie vers l'Europe ; cette relocalisation dépendra de la capacité des fournisseurs européens à proposer des cellules de caractéristiques et de niveaux de prix satisfaisants.

#### *Dépenses d'investissement (immobilisations corporelles)*

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le Groupe prévoit d'atteindre un montant en termes de dépenses d'investissement (immobilisations corporelles) inférieur à 10 % du chiffre d'affaires du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élevait à 62 060 milliers d'euros et les dépenses d'investissement (immobilisations corporelles) du Groupe à 2 299 milliers d'euros, soit 4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Le Groupe a également pour objectif d'atteindre un montant en termes de dépenses d'investissement (immobilisations corporelles) inférieur à 3 % du chiffre d'affaires du Groupe à horizon 2027.

Cette diminution des dépenses d'investissement repose principalement sur un maintien d'une politique de gestion rigoureuse des dépenses d'investissement en préférant les solutions permettant un rapide retour sur investissement.

#### *Segments d'activité*

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, le Groupe prévoit que les segments d'activité « *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* » et « *Heavy Vehicules (HeV)* » représenteront respectivement 25 % et 75 % du chiffre d'affaire du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 correspondant à une répartition identique par rapport à celle de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le Groupe a également pour objectif que les segments d'activité *Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)* et *Heavy Vehicles (HeV)* représentent respectivement 15 % et 85 % du chiffre d'affaire du Groupe à horizon 2027.

Cette variation repose principalement sur :

- la croissance des marchés sur les segments d'activité sélectionnés par le Groupe d'une part et la poursuite d'un gain de parts de marché, d'autre part ;
- une augmentation progressive du poids de l'activité *Heavy Vehicles (HeV)* dans le chiffre d'affaires total du Groupe sur la période 2021-2027.

## **11. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE**

La Société n'entend pas faire de prévisions ou d'estimations de bénéfices.

## 12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION GENERALE

A la date du Document d'enregistrement, la Société est une société par actions simplifiée. Une assemblée générale des associés se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration, avec effet au plus tard à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers.

En outre, l'assemblée générale des associés se réunira préalablement à l'approbation par l'AMF du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris aux fins d'adopter de nouveaux statuts avec effet au plus tard à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers. Un descriptif résumé des principales stipulations de ces statuts relatives au conseil d'administration, en particulier à son mode de fonctionnement et ses pouvoirs, ainsi qu'un descriptif résumé des principales stipulations du règlement intérieur du conseil d'administration que la Société envisage de mettre en place figurent à la Section 19.2 du Document d'enregistrement.

### 12.1 Informations concernant le Conseil d'administration et la direction générale

#### 12.1.1 Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la composition du Conseil d'administration à la date de fixation du prix des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, ainsi que les mandats des membres du Conseil d'administration de la Société au cours des cinq dernières années :

	Informations personnelles				Expérience	Position au sein du Conseil		Participation à des comités de Conseil
	Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées	Indépendance	Echéance du mandat	
Christophe Gurtner Président Directeur Général <sup>(1)</sup>	57	M	Française	19 722	-	✗	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	– Comité Stratégique
Bpifrance Investissement, représentée par Eric Lecomte	58	M	Française	45 737	-	✗	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice	– Comité d'audit et des risques

	Informations personnelles				Expérience	Position au sein du Conseil		Participation à des comités de Conseil
	Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées	Indépendance	Echéance du mandat	
							clos le 31 décembre 2023	
EURAZEO INVESTMENT MANAGER (anciennement Idinvest Partners) représentée par Matthieu Bonamy	47	M	Française	160 850	-	✗	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	– Comité des nominations et des rémunérations
Kosuke Nakajima <sup>(2)</sup>	47	M	Japonaise	142 859 <sup>(3)</sup>	-	✗	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	– Comité Stratégique
Pierre Lahutte	49	M	Française	-	1 <sup>(4)</sup>	✗	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	– Comité Stratégique – Comité RSE
Joerg Ernst	54	M	Allemande	-	-	✓	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	– Comité Stratégique
Isabelle Tribotté	51	F	Française	-	- <sup>(5)</sup>	✓	Assemblée générale	– Comité



	Informations personnelles				Expérience	Position au sein du Conseil		Participation à des comités de Conseil
	Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées	Indépendance	Echéance du mandat	
							statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	Stratégique
Sylvie Bernard-Curie	57	F	Française	-	-	✓	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité d'audit et des risques</li> <li>Comité des nominations et des rémunérations</li> </ul>
Corinne Jouanny	53	F	Française	-	1 <sup>(6)</sup>	✓	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité Stratégique</li> </ul>
Sonia Trocme - Le Page	55	F	Française / Américaine	-	-	✓	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité d'audit et des risques</li> <li>Comité RSE</li> </ul>
Veronique Staat	53	F	Française	-	-	✓	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité d'audit et des risques</li> <li>Comité des nominations et des</li> </ul>

	Informations personnelles				Expérience	Position au sein du Conseil		Participation à des comités de Conseil
	Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées	Indépendance	Echéance du mandat	
							clos le 31 décembre 2023	rémunérations
Florence Didier-Noaro	55	F	Française	-	-	✓	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comité d'audit et des risques</li> <li>Comité RSE</li> </ul>

(1) A la date du Document d'enregistrement, M. Christophe Gurtner est Président de la Société et membre du Comité de Surveillance de la Société depuis le 1er juin 2011.

(2) Lié à Mitsui & Co., Ltd. (M. Kosuke Nakajima est General Manager du département des solutions de batteries chez Mitsui & Co., Ltd.).

(3) Détenues par Mitsui & Co., Ltd.

(4) Président du Directoire de Navya.

(5) Isabelle Tribotté deviendra administratrice indépendante d'OVH Cloud à compter de la date d'admission des actions de la société OVH Cloud aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (en cours à la date du Document d'enregistrement).

(6) Administratrice indépendante de la société Balyo.

### Profil, expérience et expertise des membres du Conseil d'administration

Figurent ci-dessous le profil, l'expérience et l'expertise de chacun des administrateurs.

Nom : <b>Christophe Gurtner</b> Président Directeur Général	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Management, réorganisation, fusions-acquisitions, développement commercial et stratégique.
Principales activités exercées hors de la société :	-
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Président de la Société et membre du Comité de Surveillance de la Société
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées)	<ul style="list-style-type: none"> <li>NeoT : Président ;</li> <li>Conseiller du Commerce Extérieur de la France (non renouvelé à fin 2021).</li> </ul>

françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	-

<b>Nom : Bpifrance Investissement, représentée par Eric Lecomte</b> Administrateur	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	En France : investissement dans les sociétés d'économie mixte, investissements dans les entreprises locales de distribution d'énergies, montage et investissements dans les projets de production d'énergies renouvelables, montage et investissements dans les projets d'industrialisations d'innovations
Principales activités exercées hors de la société :	Directeur d'investissement senior au sein de Bpifrance Investissement en charge du fonds sociétés projets industriels (investissements pour favoriser l'industrialisation des innovations en France)
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Membre du Comité de surveillance de la Société
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>— SUNCNIM SAS : Membre du conseil d'administration représentant permanent de Bpifrance Investissement</li> <li>— AVRIL PROTEIN SOLUTIONS SAS : Membre du comité stratégique</li> <li>— EVERTREE SAS : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— VALLOUREC UMBILICAS SAS : Membre du conseil d'administration représentant permanent de Bpifrance Investissement</li> <li>— AFYREN NEOXY : Membre du conseil d'administration représentant permanent de Bpifrance Investissement</li> <li>— PROLEIN SAS : Membre du conseil d'administration représentant permanent de Bpifrance Investissement</li> <li>— LACROIX ELECTRONICS BEAUPREAU SAS : Membre du conseil d'administration représentant permanent de Bpifrance Investissement</li> <li>— FCPI DEMETER 4 infra : Membre du Comité consultatif.</li> </ul>
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	<ul style="list-style-type: none"> <li>— SAEML UEM - Usine Electrique de Metz : Membre du conseil d'administration</li> <li>— LUCIA HOLDING SAS : Membre du conseil d'administration, représentant permanent de Bpifrance Investissement</li> <li>— ECOSIS SAS : Membre du conseil d'administration.</li> </ul>

Nom : <b>EURAZEO INVESTMENT MANAGER</b> (anciennement dénommé Idinvest Partners) représenté par Matthieu BONAMY Administrateur	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Capital-risque, capital développement, transition énergétique, technologies vertes, mobilité électrique, nouvelles mobilités
Principales activités exercées hors de la Société :	Venture Partner chez EURAZEO
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Membre du Comité de surveillance de la Société
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Wemaintain : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— Seatower : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— SpaceFill : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— Zola : Censeur</li> <li>— Allthings : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— Sunfire : Censeur</li> <li>— Meteoswift : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— NIoT Capital : Censeur</li> <li>— Dance : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— Breezometer : Censeur.</li> </ul>
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Leosphere : Membre du Conseil d'administration</li> <li>— FirstFuel : Observateur</li> <li>— Volta Charging : Observateur.</li> </ul>

Nom : <b>Kosuke NAKAJIMA</b> Administrateur	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	24 années d'expérience dans l'une des plus importantes sociétés d'investissement et de trading dans les domaines de ressources minérales et métalliques ainsi que des batteries (notamment pour véhicules électriques), Mitsui & Co. Ltd.
Principales activités exercées hors de la société :	<i>General Manager</i> du département des solutions de batteries chez Mitsui & Co., Ltd.
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Membre du Comité de surveillance de la Société
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>— ToKai 2 GmbH : Membre du Conseil d'administration.</li> </ul>

étrangères, sociétés non cotées étrangères)	
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	<ul style="list-style-type: none"> <li>– CAETANOBUS – FABRICACAO DE CARROCARIAS, S.A. : Membre du Conseil d'administration</li> <li>– Atieva, Inc. : Membre du Conseil d'administration</li> <li>– Mitsui Bussan Automotive Inc. : Membre du Conseil d'administration</li> <li>– AZAPA Co., Ltd. : Membre du Conseil d'administration.</li> </ul>

Nom : <b>Pierre LAHUTTE</b> Administrateur	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	25 ans d'expérience dans les machines agricoles, la mobilité et le transport avec un fort accent sur le développement durable et l'introduction de solutions de decarbonisation disruptives (électrique, biométhane, hydrogène)
Principales activités exercées hors de la Société :	Président du Directoire de NAVYA, administrateur de FRIEM S.p.A. et membre du Conseil de surveillance du Groupe Berto
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Membre du Comité de surveillance de la Société
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– NAVYA (société cotée) : Président du Directoire</li> <li>– FRIEM S.p.A.: Administrateur</li> <li>– Groupe Berto : membre du Conseil de surveillance</li> <li>– AMILU SAS : President.</li> </ul>
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	<ul style="list-style-type: none"> <li>– CNH Industrial NV : Membre du Group Executive Council</li> <li>– Association des constructeurs européens d'automobiles : Membre du Conseil d'administration</li> <li>– IVECO France SAS : Président du Conseil d'administration</li> <li>– IVECO Irisbus Italia S.p.A. : President du Conseil d'administration</li> <li>– IVECO Orecchia S.p.A : Président du Conseil d'administration</li> <li>– IVECO Czech Republic a. s. : Président du Conseil de surveillance</li> <li>– IVECO MAGIRUS AG : Membre du Conseil de surveillance</li> <li>– NAVECO Ltd. : Administrateur</li> <li>– SAIC IVECO Commercial Vehicle Investment Co. Ltd. : Administrateur</li> <li>– SOFVIA SAS : Président du Conseil d'administration.</li> </ul>

Nom : <b>Joerg ERNST</b> Administrateur indépendant	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Plus de 30 ans d'expérience dans les systèmes de propulsion électrique pour différents secteurs tels que le ferroviaire, les voitures électriques, les véhicules commerciaux, les avions électriques, les mines et la construction, ainsi que les infrastructures et la logistique / Connaissance de la technologie et des processus, de la stratégie à la fabrication / Relations à long terme avec les clients et l'industrie au niveau mondial
Principales activités exercées hors de la Société :	Missions industrielles dans les associations « <i>Verband Deutscher Verkehrsunternehmen</i> » ( <i>Association of German Transport Companies</i> ) et l'Union internationale des transports publics. Mentoring pour l'apprentissage continu et le partage de l'expertise commerciale. Coach commercial pour différentes industries.
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>— ZongXi Siemens Motor JV Beijing CN : Membre du conseil d'administration;</li> <li>— ZDRE Siemens Gearbox JV Taijuan CN : Membre du conseil d'administration ;</li> <li>— CNA e.V Bahntechnik, Nuremberg : Membre du conseil de surveillance.</li> </ul>
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	Néant

Nom : <b>Isabelle TRIBOTTE</b> Administratrice indépendante	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Stratégie, marketing, ventes à l'international Qualité et expérience clients Secteurs industrie, énergie et infrastructure Compétences en automatismes, robotique et management de l'énergie Certification administrateur indépendant
Principales activités exercées hors de la Société :	Administratrice indépendante Consultante BPI – Programme accélérateur PME
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées)	— OVH Cloud : Membre du conseil d'administration (à compter de la date d'admission des actions de la société OVH Cloud aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris – en

françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	cours à la date du Document d'enregistrement)
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	Néant

Nom : <b>Sylvie BERNARD-CURIE</b> Administratrice indépendante	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Audit international / Direction opérationnelle Ressources Humaines / Développement des compétences et des potentiels / Acquisition des talents / Diversité et inclusion / Gestion d'équipes et coordination / Accompagnement individuel et collectif de dirigeant(e)s / Psychologie du travail
Principales activités exercées hors de la Société :	Associée fondatrice de A.life (Coach / Formatrice / Consultante)  Chargée de cours Soft Skills en école de commerce  Psychologue en libéral
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	— Association EllaSanté : Administratrice.
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	Néant

Nom : <b>Corinne JOUANNY</b> Administratrice indépendante	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Management de l'innovation / Business Stratégie / Recherche & Développement
Principales activités exercées hors de la Société :	Vice-Présidente Exécutive au sein de Capgemini Engineering
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées	— Balyo : Administratrice indépendante ; — Altran Lab : Directrice générale.

françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	Néant

Nom : <b>Sonia TROCME - LE PAGE</b> Administratrice indépendante	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Plus de 28 années d'expérience en analyse financière, fusions-acquisitions, conseil en levées de fonds internationales de <i>private equity</i> , <i>venture capital</i> et infrastructures dont renouvelables, investissement d'impact, stratégie RSE et mesure ESG et impact positif. Expérience en groupe bancaire et entrepreneur. Leadership, stratégie, <i>business development</i> , analyse de risques, gouvernance.
Principales activités exercées hors de la Société :	Présidente fondatrice de Nantucket Capital, conseil en stratégies d'investissement d'impact et RSE
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Nantucket Capital : Présidente fondatrice ;</li> <li>– SofiOuest : administratrice indépendante, membre du Comité d'investissement, membre du Comité de valorisation et Présidente du Comité ESG ;</li> <li>– Generali Investissement à Impact (GII Fund) : membre du Comité d'investissement ;</li> <li>– 50inTech : censeur du Comité Stratégique ;</li> <li>– Eonef : membre du Comité Stratégique ;</li> <li>– RogerVoice : censeur du Comité Stratégique.</li> </ul>
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Conseiller du Commerce Extérieur ;</li> <li>– <i>European Network for Women in Leadership</i> : membre du Conseil d'administration ;</li> <li>– <i>TimeToStart</i> : Présidente et membre du Conseil d'administration.</li> </ul>

Nom : <b>Véronique STAAT</b> Administratrice indépendante	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Stratégie Ressources Humaines et développement des dirigeants / Transformation managériale et ESG / Gouvernance / Stratégie d'investissement et d'intégration
Principales activités exercées	Administratrice de sociétés / Membre du Comité d'Investissement d'une société d'investissement / Senior Advisor en stratégie



hors de la Société :	Ressources Humaines
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Septodont : Membre de l'<i>Advisory Board</i> ;</li> <li>– Creadev : Membre du Conseil de surveillance;</li> <li>– Creadev : Membre du Comité d'investissement ;</li> <li>– Creadev : Membre du Comité des rémunérations.</li> </ul>
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	– Deloitte France : Vice Présidente du conseil d'administration, membre du Comité d'audit et du Comité stratégique.

Nom : <b>Florence DIDIER-NOARO</b> Administratrice indépendante	
Résumé des principaux domaines d'expertise et d'expérience :	Responsabilité sociétale de l'entreprise, audit financier et extra-financier, information financière et extra-financière
Principales activités exercées hors de la Société :	Dirigeante-Fondatrice d'Innwise, conseil en stratégie durable
Mandats en cours :	
— Mandats et fonctions dans les sociétés du Groupe	Néant
— Mandats et fonctions dans les sociétés extérieures au Groupe : (sociétés cotées françaises, sociétés non cotées françaises, sociétés cotées étrangères, sociétés non cotées étrangères)	Néant
Mandats ayant expirés au cours des cinq dernières années	Néant

#### *Renseignements personnels concernant les membres du conseil d'administration*

**Christophe Gurtner**, 57 ans, diplômé de l'Institut Supérieur de Commerce de Paris, a effectué les 13 premières années de sa carrière professionnelle chez Saft Batteries, filiale du Groupe Alcatel-Alstom. Dès 1993, il occupe successivement des postes de management commercial dans la division batteries portables, d'abord en charge de la France puis de l'international. En 1995, il assure la direction générale de la filiale allemande, pour les batteries portables, industrielles, la conversion d'énergie et l'éclairage de sécurité. Puis en 1998, il prend la direction de la *business unit* grand public. En 2001, en charge d'une réorganisation, à partir d'une nouvelle holding qu'il crée en France, il rachète Uniross Batteries Ltd (Royaume-Uni), une des sociétés qu'il dirigeait. L'entreprise devient dès 2005 le leader en Europe et le

n°3 mondial dans son secteur par croissance interne (Chine, Allemagne, Italie) et externe (Etats-Unis, Mexique, Afrique du Sud). En 2006, l'entreprise est cotée à la bourse à Paris, sur le marché libre. En 2009, il cède l'entreprise au groupe indien Eveready Industries Ltd et il continue à en assurer la direction jusqu'en 2012. En 2011, il crée Forsee Power en rachetant tout d'abord la division Industrie d'Uniross Batteries SAS puis en rachetant successivement entre 2011 et 2013, ERSE en France, EnergyOne en Pologne et Dow Kokam France. Il préside et développe la Société depuis 2013 avec pour objectif de constituer un leader international dans le domaine des systèmes de batteries pour l'électromobilité. En 2016, souhaitant accélérer la transition des villes vers les transports publics électriques, il co-fonde et préside depuis lors NEO Capital SAS, la première société de développement et de gestion européenne dédiée au financement du transport public électrique.

**Eric Lecomte**, 57 ans, diplômé de l'Institut d'Administration des Entreprises de Nancy et titulaire d'une Maîtrise de droit a commencé sa carrière en participant à la création d'une société de rating opérant sur la bourse de Nancy. Il a ensuite été chargé de clientèle à la SDR Lordex (prêts et investissements dans les entreprises lorraines) avant d'être Directeur régional de la banque Paribas à Nancy. En 1999, il rejoint le groupe Caisse des dépôts en tant que Directeur d'investissement de CDC PME en charge de la création et du suivi de fonds d'investissement régionaux. Il intègre en 2001 l'établissement public en tant que gestionnaire de participation puis Responsable du département sociétés d'économie mixte et filiales dont la CDC est actionnaire, regroupant plus de 500 participations. Il fonde en 2008 le département Energie Environnement en charge d'investir dans les projets de production d'énergies renouvelables. En 2014, il rejoint BPI France Investissement pour participer à la création du fonds Sociétés Projets Industriels visant à investir dans l'industrialisation d'innovations en France dont il est, à la date du Document d'enregistrement, Directeur d'investissement senior.

**Matthieu Bonamy**, 47 ans, est diplômé d'un MBA de l'INSEAD, d'un master de l'Ecole Polytechnique et a également étudié le *private equity* à Oxford Said business School. Matthieu a 20 ans d'expérience dans le domaine des investissements, de la transition énergétique et du développement de produits logiciels, dont 15 ans dans le capital-risque et les financements structurés. Avant de rejoindre Eurazeo, Matthieu a occupé diverses responsabilités exécutives, notamment en tant que directeur des opérations et des finances dans une *scale-up* internationale dans le domaine des énergies renouvelable. Il a, entre autres, investi et/ou siège aux conseils d'administrations de Leosphere (Fr, M&A), Enlighted (US, M&A), Wemaintain (Fr), Sunrun (US, IPO), Allthings (CH), Sunfire (DE, SPAC), Volta Charging (US), Breezometer (IL), , Actility (Fr), FirstFuel (US, acquired), Zola Electric (US/ TZ/RW), Seatower (NO), Sunfire (Ge), Immotor (Cn), Forsee Power (Fr, partial exit), Neurala (US), Forsee Power (Fr), NEOT Capital (Fr), Spacefill (Fr), MeteoSwift (Fr), COVE (SGP). Il a également cocréé deux sociétés spécialisées dans le domaine des financements structurée avec des investisseurs Fortune 500. Matthieu a rejoint Eurazeo il y a 10 ans et dirige la pratique d'investissement *Smart City* : nouvelles énergies, avenir de la mobilité, logistique, immobilier et industrie 4.0, etc. Son activité se concentre sur le soutien d'entrepreneurs exceptionnels développant des modèles d'affaires innovants rendus possibles par les technologies numériques telles que l'IoT (*Internet of Things*), l'analyse des données de masse, le SaaS (*Service as a Software*), l'intelligence artificielle, les télécommunications, etc..

**Kosuke Nakajima**, 46 ans, est diplômé de l'université japonaise de Waseda en ingénierie civile. Il a intégré la société Mitsui & Co., Ltd, dès 1997. Il dispose de plus 24 années d'expérience chez Mitsui & Co. Ltd., l'une des plus importantes sociétés d'investissement et de trading dans les domaines des ressources minérales et métalliques ainsi que des batteries (notamment pour véhicules électriques). Après avoir occupé divers postes au sein de la société Mitsui & Co., Ltd, il occupe désormais les fonctions de *General Manager* du département des solutions de batteries chez Mitsui & Co., Ltd.

**Pierre Lahutte**, 49 ans, est Officier de Réserve de l'Arme Blindée Cavalerie, diplômé de NEOMA ESC Rouen et titulaire d'un MBA de l'Isenberg School of Management de l'UMass Amherst. Après avoir commencé en 1997 une carrière internationale au sein de New Holland Agriculture, Pierre Lahutte devient en 2007 responsable mondial de la ligne de produits tracteurs agricoles. En 2012, il rejoint IVECO pour prendre en charge la *Business Unit* IrisBus. Suite à la fusion de Case New Holland Global et de Fiat Industrial, il est promu en 2014 *Group Executive Council* de CNH Industrial

en charge d'IVECO Trucks and Bus et intègre également le Conseil d'administration de l'association des constructeurs européens d'automobiles. Suite à ses 5 années à la tête d'IVECO, il rejoint, en 2020, les conseils d'administration de FRIEM S.p.A. (rectifieurs de courant pour électrolyse) et du Groupe Berto (location de camions avec chauffeurs) ainsi que le comité de surveillance de Forsee Power. En juin 2020, il rejoint en tant que *Chief Development and Strategy Officer*, la société NAVYA (conduite autonome) dont il reprend la Présidence du Directoire en 2021. Pierre Lahutte est également fondateur et président d'AMILU SAS, société de consulting en transport durable et agriculture régénératrice.

**Joerg Ernst**, 54 ans, est titulaire d'un MBA de l'école de commerce du lac de Constance et de plusieurs autres diplômes d'écoles de gestion et de commerce et d'universités. Il dispose de plus de 30 ans de connaissances approfondies et d'une expérience réussie dans le secteur du ferroviaire et des infrastructures. Il a commencé sa carrière en 1986 chez AEG AG, Constance, où il a occupé plusieurs postes, puis a occupé différents postes de direction au sein de la division Infrastructure de Daimler Benz Industries, en passant par la direction générale, avant de rejoindre Siemens AG. Il a effectué plusieurs missions jusqu'au poste de directeur général de la division Infrastructure de Siemens AG. De 2005 à 2009, il a occupé des postes internationaux aux États-Unis, notamment à Cincinnati et Atlanta, en tant que directeur général et responsable d'une unité commerciale, suivis d'une expérience de plus de 15 ans en tant que vice-président exécutif de Siemens AG, puis de Siemens Mobility GmbH. Il possède un savoir-faire et des connaissances approfondies dans différents secteurs tels que le ferroviaire, les voitures électriques, les camions électriques, les engins de chantier électriques, les avions électriques, l'énergie éolienne, les infrastructures et les applications industrielles. Joerg Ernst est également membre du conseil d'administration de ZongXi Siemens Motor JV Beijing CN et de ZDRE Siemens Gearbox JV Taijuan CN, membre du conseil de surveillance de CNA e.V. Railway Technology, Nuremberg, et membre du comité industriel du « *Verband Deutscher Verkehrsunternehmen* » (*Association of German Transport Companies*) et membre de différents comités de l'Union internationale des transports publics.

**Isabelle Tribotte**, 51 ans, ingénieur diplômée de l'Ecole Centrale de Nantes en automatismes / robotique et de l'ESCP Paris en stratégie / marketing. Elle a débuté sa carrière en 1992 chez VELUX France avant de rejoindre Parker Hannifin de 1995 à 1999 en tant qu'ingénieur technico-commercial sur le territoire France. En 2000, elle rejoint Schneider Electric au sein duquel elle exerce plusieurs fonctions de marketing (marketing produit, marketing opérationnel, *business development*, stratégie et acquisitions) dans différentes entités du groupe. En 2010, elle prend la direction générale d'une acquisition réalisée par Schneider Electric, SCADA Group, située entre le Canada, l'Australie et le Royaume Uni ; elle y développera les synergies commerciales et pilotera l'intégration. En 2012, elle dirige la filiale commerciale France dédiée aux automatismes industriels. En 2015, elle prend la Direction Groupe de la Qualité et de l'Expérience Client. Puis en 2018, elle rejoint la division Moyenne Tension de Schneider Electric, pour diriger les opérations commerciales à l'international. Depuis juillet 2021, elle a quitté le groupe Schneider Electric et se consacre à des mandats d'administrateur indépendant et des missions de *consulting* pour la BPI.

**Sylvie Bernard-Curie**, 57 ans, diplômée d'expertise comptable, de l'EDHEC et du Certificat Administrateur de Société IFA – Sciences Po, psychologue du travail, *executive coach*, a plus de 30 ans d'expérience en audit financier, ressources humaines et développement des talents. Après avoir été auditrice pendant 10 ans dans les secteurs industrie et services puis Directrice des Ressources Humaines Talents-Associée de KPMG pendant 20 ans, elle est maintenant Associée-Fondatrice du cabinet A.Life, cabinet spécialisé dans le développement des *Soft Skills*, le management des talents et l'accompagnement des dirigeants et comités de direction. Elle est administratrice de EllaSanté, centre médical pionnier dans la prévention et l'accompagnement de nouveaux comportements favorables à la santé. Pour œuvrer pour la parité dans les organes de direction, elle a été co-présidente du chapitre France de l'association internationale *Women Corporate Directors* de 2009 à 2013, présidente du Comité des Sages du programme EVE de 2011 à 2019. Elle a créé et coordonné en 2020 un vaste programme de mentoring mobilisant 60 femmes leaders-membres d'IWF France (*International Women's Forum*) dont elle est membre actif et 10 grandes entreprises.

**Corinne Jouanny**, 55 ans, diplômée de l'Ecole des Mines de Paris, titulaire d'un doctorat en sciences et génie des matériaux, a plus de 28 ans d'expérience au sein d'Altran, leader global en Recherche & Développement (R&D) externalisée. Elle a conduit de nombreux projets de R&D et de management de la performance et de l'innovation pour de nombreux clients internationaux d'Altran dans différents secteurs et le développement d'activités de conseil liées à des approches novatrices du management de l'innovation. Elle a développé de nouvelles offres de services et les a mises en œuvre au cours de projets catalysant des innovations majeures. Ses réalisations lui ont valu en 2014 de se voir décerner le Trophée de la femme d'Innovation de l'année par L'Usine Nouvelle. En tant que Directrice de l'Innovation d'Altran France puis du Groupe Altran, elle a déployé 6 programmes de Recherche et Innovation répondant aux nouveaux enjeux de marché, puis elle a assuré la direction des lignes de services globales d'Altran, fédérant une équipe et des communautés internationales. Depuis l'intégration d'Altran au sein du Groupe Capgemini, elle est Vice-Présidente Exécutive, Chief of Presales & Innovation Scaling, cross-industries, pour la Global Business Line Capgemini Engineering. Elle est également administratrice indépendante de la société Balyo.

**Sonia Trocme - Le Page**, 54 ans, titulaire d'un MBA de la City University of New York (Baruch College) et d'une Maîtrise de Finance à Paris-Dauphine, est également certifiée en *impact investing* par l'Institut des Hautes Etudes du Développement Durable, en stratégie ESG (ESSEC) et en gouvernance (Board by Aliath). Après 10 ans en banque de financement et fusions-acquisitions aux Etats-Unis et en France, elle a co-fondé et co-géré pendant 15 ans le conseil international en levées de fonds Global Private Equity. Dans ce cadre, elle a levé 7 milliards d'euros de capital-investissement auprès d'institutionnels et de family offices du monde entier pour des fonds de private equity et d'infrastructures, notamment renouvelables, européens, américains, asiatiques et africains. En 2016, elle fonde Nantucket Capital, conseil en investissement d'impact social et environnemental, accompagnant des fonds et entrepreneurs d'impact ainsi que des fondations dans leurs stratégies d'impact et leurs levées de fonds. Elle a notamment conseillé la Fondation de France et Raise pour la stratégie d'investissement et la structuration de leur fonds d'impact, France2i. Nantucket Capital est également structeur d'un contrat à impact de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie sur un sujet d'économie circulaire. Elle est administratrice indépendante de Sofiouest, holding d'investissement du groupe SIPA-Ouest France et membre du comité d'investissement du fonds Generali investissement à Impact. Elle est aussi *business angel* et membre du comité stratégique de start-ups à mission sociétale, membre active de Femmes Business Angels. Elle est depuis 2009 engagée dans plusieurs initiatives de soutien à l'entrepreneuriat féminin ou de quartiers défavorisés. Nommée Conseiller du Commerce Extérieur de la France de 2012 à 2015, elle a reçu le prix « La Tribune Women Awards » en Finance en 2010 pour le succès de son entreprise et ses engagements sociétaux.

**Véronique Staat**, 53 ans, diplômée de l'école de management de Grenoble, expert-comptable et commissaire aux comptes, a eu une carrière très riche chez Deloitte entre 1991 et 2020 au service des clients (auditrice de groupes cotés puis intrapreneuse en *digital learning* et enfin *senior partner consulting* en capital humain), de la transformation Ressources Humaines (pour les collaborateurs et les associés) et de la gouvernance (successivement Directrice de cabinet du Président, membre du Comité Exécutif puis administratrice et enfin Vice-Présidente du Conseil d'administration). Elle a animé ou contribué à de nombreux comités internationaux autour du développement Ressources Humaines et a eu une expérience de trois ans au Royaume-Uni. Depuis fin 2020, Véronique Staat est membre de l'*Advisory Board* de Septodont (acteur mondial de la pharmacie dentaire) et membre du Conseil de surveillance, du Comité d'investissement et du Comité des rémunérations de Creadev (société d'investissement *evergreen* opérant au niveau mondial et adossée à l'Association Famille Mulliez). Elle accompagne en outre certains dirigeants dans leur stratégie de transformation (en particulier managériale, Ressources Humaines et ESG). Elle est membre du Cercle Des Administrateurs.

**Florence Didier-Noaro**, 55 ans, a débuté sa carrière en 1989 chez Deloitte en qualité d'auditeur financier. Nommée associée de Deloitte France en 2001, elle a été successivement en charge au sein de la direction de la Qualité et des Risques Professionnels puis de la ligne de services dédiée aux projets IFRS et aux opérations d'appel public à l'épargne du suivi et de la mise en œuvre des normes comptables internationales et des diligences spécifiques dans le cadre de projets d'appel public à l'épargne. En 2007,

elle rejoint les activités de Deloitte Conseil pour accompagner des projets de mise en œuvre de systèmes de *reporting* de consolidation. A compter de 2013, elle rejoint puis dirige les activités d'audit et de conseil en développement durable de Deloitte France. Depuis 2018, elle est dirigeante fondatrice d'Innwise, cabinet de conseil en stratégie durable dédié à la prise en considération des enjeux de durabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision. Florence Didier-Noaro est diplômée de NEOMA Business School et de l'Executive Master Trajectoires Dirigeants de Sciences Po Paris.

#### *Nationalité des membres du Conseil d'administration*

Dix membres du Conseil d'administration sont de nationalité française et deux membres du Conseil d'administration sont de nationalité étrangère (allemande et japonaise).

#### *Membres indépendants du Conseil d'administration*

Au regard des critères d'indépendance définis par le Code Middlenext (dans sa version mise à jour en septembre 2021) auquel la Société entend se référer à compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, 7 membres du Conseil d'administration, soit Joerg Ernst, Isabelle Tribotté, Sylvie Bernard-Curie, Corinne Jouanny, Sonia Trocme - Le Page, Veronique Staat et Florence Didier-Noaro seront des membres indépendants au sein du Conseil d'administration.

Figure ci-dessous l'analyse de l'indépendance par la Société de chaque administrateur, au regard des critères édictés par le Code Middlenext.

Critères <sup>(1)</sup>	Christophe Gurtner	Matthieu BONAMY (Eurazeo)	Eric LECOMTE (Bpifrance Investissement)	Kosuke NAKAJIMA	Pierre LAHUTTE	Joerg Ernst	Isabelle Tribotté	Sylvie Bernard-Curie	Corinne Jouanny	Sonia Trocme - Le Page	Veronique Staat	Florence Didier-Noaro
<b>Critère 1</b> : Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
<b>Critère 2</b> : Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.)	✓	✓	✓	✓	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
<b>Critère 3</b> : Ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Critères <sup>(1)</sup>	Christophe Gurtner	Matthieu BONAMY (Eurazeo)	Eric LECOMTE (Bpifrance Investissement)	Kosuke NAKAJIMA	Pierre LAHUTTE	Joerg Ernst	Isabelle Tribotté	Sylvie Bernard-Curie	Corinne Jouanny	Sonia Trocme - Le Page	Veronique Staat	Florence Didier-Noaro
pourcentage de droit de vote significatif												
<b>Critère 4 :</b> Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
<b>Critère 5 :</b> Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

(1) Dans ce tableau, ✓ représente un critère d'indépendance satisfait et ✗ représente un critère d'indépendance non satisfait.

#### *Représentation équilibrée des femmes et des hommes*

A compter du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le Conseil d'administration comprendra six femmes, soit 50 % des membres du Conseil d'administration. La composition du Conseil d'administration sera ainsi conforme aux dispositions combinées des articles L.225-18-1 et L.22-10-3 du Code de commerce prévoyant une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration des sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

#### 12.1.2 Direction générale

Les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général de la Société seront cumulées. M. Christophe Gurtner, qui exerce, à la date du Document d'enregistrement, les fonctions de Président de la Société sous sa forme de société par actions simplifiée, sera désigné Président Directeur Général de la Société à la date d'approbation du prospectus par l'AMF.

#### *Déclarations relatives aux membres du Conseil d'administration et aux dirigeants mandataires sociaux*

En outre, à la connaissance de la Société, au cours des cinq dernières années : (i) aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un administrateur ou d'un dirigeant mandataire social de la Société, (ii) aucun administrateur ni aucun des dirigeants mandataires sociaux de la Société n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire, (iii) aucune mise en cause et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un administrateur ou d'un dirigeant mandataire social de la Société par des autorités judiciaires ou administratives (y compris des organismes professionnels désignés) et (iv) aucun administrateur ni aucun des dirigeants mandataires sociaux de la Société n'a été déchu par un tribunal du droit d'exercer

la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

## **12.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale**

A la connaissance de la Société, sous réserve des relations présentées au chapitre 17 « Transactions avec des parties liées » du Document d'enregistrement, il n'existe pas à la date du Document d'enregistrement, de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs à l'égard de la Société des membres du Conseil d'administration et des dirigeants mandataires sociaux de la Société et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

A la date du Document d'enregistrement, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucune restriction acceptée par les membres du Conseil d'administration concernant la cession de leur participation dans le capital social de la Société, à l'exception des règles relatives à la prévention des délits d'initiés et des stipulations du pacte d'associés de la Société en vigueur qui sera résilié au jour de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

## 13. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

### 13.1 Rémunérations des mandataires sociaux

L'information du présent chapitre est établie en se référant au code de gouvernement d'entreprise Middennext tel qu'il a été publié en septembre 2021 et validé en tant que code de référence par l'AMF. Les tableaux relevant de la position-recommandation AMF DOC-2021-02 sont présentés ci-dessous.

A la date du Document d'enregistrement, la Société est constituée sous forme d'une société par actions simplifiée, avec un comité de surveillance. Une assemblée générale des associés se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration, avec effet au plus tard à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers. M. Christophe Gurtner, actuellement Président de la Société, en sera désigné Président Directeur Général à la date de sa transformation en société anonyme.

#### 13.1.1 Rémunération des membres du Comité de surveillance

Le tableau ci-après détaille le montant de la rémunération versée aux membres du comité de surveillance de la Société par la Société ou par toute société du Groupe au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020.

**Tableau n° 3 : Tableau sur la rémunération de l'activité et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants**

En €	Exercice 2019		Exercice 2020	
Mandataires sociaux non dirigeants	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>M. Christophe Gurtner, Membre du Comité de surveillance</b>				
Rémunération de l'activité	-	-	-	-
Autres rémunérations	241 500	231 000	231 378	241 500
<b>Total</b>	<b>241 500</b>	<b>231 000</b>	<b>231 378</b>	<b>241 500</b>
<b>Eurazeo (anciennement dénommé IDInvest Partners), Membre du Comité de surveillance</b>				
Rémunération de l'activité	-	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Monsieur Nakajima Kosuke, Membre du Comité de surveillance</b>				
Rémunération de l'activité	-	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



En €	Exercice 2019		Exercice 2020	
Mandataires sociaux non dirigeants	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>BPIFrance Investissement, Membre du Comité de surveillance</b>				
Rémunération de l'activité	-	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-
<b>Monsieur Pierre Lahutte, Membre du Comité de surveillance</b>				
Rémunération de l'activité	-	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	60 000*	60 000*
<b>Total</b>	-	-	<b>60 000</b>	<b>60 000</b>

\* Rémunération au titre de la convention de conseil en stratégie et développement conclu par la société AMILU avec la Société (présentée à la section 17.1 du Document d'enregistrement).

Il sera proposé à une assemblée générale des actionnaires de la Société devant se tenir au plus tard au jour de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectif relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, de fixer le montant global de la rémunération allouée au Conseil d'administration, sous sa nouvelle forme de société anonyme, à 262 000 euros au titre de l'exercice en cours ainsi que pour chaque exercice ultérieur. Seuls les administrateurs indépendants percevront une rémunération, qui comprendra une part fixe et une part variable, dont le montant dépendra de leur participation effective aux réunions du Conseil d'administration et de l'étendue des travaux du conseil. Les administrateurs indépendants membres de comités du conseil percevront également une rémunération variable, à ce titre, en fonction de leur participation effective aux réunions des comités dont ils sont membres. Les administrateurs indépendants présidents de comités du conseil percevront également une rémunération fixe.

A ce titre, il est envisagé que la politique de rémunération des administrateurs suive les principes suivants à la date d'admission des actions aux négociations :

- une somme annuelle de 20.000 euros brut sera attribuée à chacun des membres du Conseil d'administration qualifié d'indépendant au titre de leurs fonctions d'administrateurs,
- une somme forfaitaire de 2.500 euros brut sera attribuée à chacun des membres du Conseil d'administration qualifié d'indépendant par réunion du Conseil d'administration en cas de présence physique du membre concerné,
- une somme annuelle de 4.000 euros brut sera attribuée au Président du comité des nominations et des rémunérations, à condition qu'il soit qualifié d'indépendant au titre de ses fonctions de Président du comité de nominations et des rémunérations,
- une somme forfaitaire de 2.000 euros brut sera attribuée à chacun des membres du comité des nominations et des rémunérations, à condition qu'ils soient qualifiés d'indépendant, par réunion du comité des nominations et des rémunérations en cas de présence physique du membre concerné,

- une somme annuelle de 6.000 euros brut sera attribuée au Président du comité d'audit et des risques, à condition qu'il soit qualifié d'indépendant, au titre de ses fonctions de Président du comité d'audit et des risques,
- une somme forfaitaire de 2.500 euros brut sera attribuée à chacun des membres du comité d'audit et des risques, à condition qu'ils soient qualifiés d'indépendant, par réunion du comité d'audit et des risques en cas de présence physique du membre concerné,
- une somme annuelle de 4.000 euros brut sera attribuée au Président du comité RSE, à condition qu'il soit qualifié d'indépendant au titre de ses fonctions de Président du comité RSE,
- une somme forfaitaire de 2.000 euros brut sera attribuée à chacun des membres du comité RSE, à condition qu'ils soient qualifiés d'indépendant, par réunion du comité RSE en cas de présence physique du membre concerné, et
- une somme forfaitaire de 2.000 euros brut sera attribuée à chacun des membres du comité stratégique, à condition qu'ils soient qualifiés d'indépendant, par réunion du comité stratégique en cas de présence physique.

Cette politique de rémunération des administrateurs pourra être revue annuellement.

### 13.1.2 Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Les tableaux ci-après détaillent les rémunérations attribuées et versées à M. Christophe Gurtner, Président de la Société, par la Société et par toute société du Groupe, au cours des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020 :

**Tableau n° 1 : Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social**

	Exercice 2019	Exercice 2020
<b>M. Christophe Gurtner</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	241 500 €	231 378 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribués au cours de l'exercice	765 000 €	-
Valorisation des actions attribuées gratuitement	-	-
<b>Total</b>	<b>1 006 500€</b>	<b>231 378 €</b>

## Tableau n° 2 : Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Le tableau suivant présente les rémunérations attribuées aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

	Exercice 2019		Exercice 2020	
	Montants attribués <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>	Montants attribués <sup>(1)</sup>	Montants versés <sup>(2)</sup>
<b>M. Christophe Gurtner</b>				
Rémunération fixe	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €
Rémunération variable annuelle <sup>(3)</sup>	31 500 €	21 000 €	21 378 €	31 500 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Rémunération de l'activité	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>241 500 €</b>	<b>231 000 €</b>	<b>231 378 €</b>	<b>241 500 €</b>

(1) Rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement.

(2) Rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social.

(3) Rémunération variable dont le quantum et les conditions d'attribution sont délégués au Comité de surveillance, sous réserve de l'atteinte des critères quantitatifs et qualitatifs.

## Tableau n° 4 : Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par la Société ou toute société de son Groupe

Néant.

## Tableau n° 5 : Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Néant.

## Tableau n° 6 : Actions attribuées gratuitement durant l'exercice à chaque mandataire social

Néant.

## Tableau n° 7 : Actions attribuées gratuitement devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social

Néant.

**Tableau n° 8 : Historique des attributions d'options de souscription d'actions**

Information sur les options de souscription ou d'achat			
Date d'assemblée	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3 <sup>44</sup>
Date de l'Assemblée Générale Extraordinaire	20 et 21 décembre 2018	22 juillet 2020	5 août 2021
Date des décisions du Président (attribution)	2 avril 2019 28 janvier 2020 13 novembre 2020	-	12 août 2021
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées, dont le nombre pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux et les salariés	17 137	10 000	15 000
dont nombre total de stock-options attribuées au dirigeant mandataire social de la Société	2 250	0	15 000
Point de départ d'exercice des options	A l'issue de 4 années suivant la date d'attribution, sauf réalisation d'événements particuliers prévus dans le règlement du Plan permettant un exercice accéléré <sup>45</sup>	A l'issue de 4 années suivant la date d'attribution, sauf réalisation d'événements particuliers prévus dans le règlement du Plan permettant un exercice accéléré <sup>46</sup>	A l'issue d'une période de 2 années suivant la date d'attribution sauf réalisation d'événements particuliers prévus dans le règlement du Plan permettant un exercice accéléré <sup>47</sup>
Date d'expiration	20 décembre 2033	22 juillet 2035	5 août 2036
Prix de souscription ou d'achat	340 € pour les options déjà attribuées <sup>48</sup>	-	650 €

<sup>44</sup> Le Plan n°3 s'est substitué (i) à hauteur de 8 587 stock-options non attribuées au titre du Plan n°1 et (ii) à hauteur de 10 000 options de souscription d'actions intégralement non attribuées au titre du Plan n°2.

<sup>45</sup> Les options de souscriptions d'actions du Plan 1 seront exerçables avant la période de blocage de 4 ans, en cas de survenance (i) d'une opération de changement de contrôle de la Société, (ii) d'une opération de cession à 100 % de la Société et/ou (iii) en cas d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris des actions de la Société.

<sup>46</sup> Les options de souscriptions d'actions du Plan 2 seront exerçables avant la période de blocage de 4 ans, en cas de survenance (i) d'une opération de changement de contrôle de la Société, (ii) d'une opération de cession à 100 % de la Société et/ou (iii) en cas d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris des actions de la Société.

<sup>47</sup> Les options de souscriptions d'actions du Plan 3 seront exerçables avant la période de blocage de 2 ans, en cas de survenance (i) d'une opération de changement de contrôle de la Société ou (ii) d'une opération de cession à 100 % de la Société.

<sup>48</sup> Pour les options non encore attribuées, le prix de souscription des actions sera fixé à la date d'attribution de l'option correspondante, au regard des mêmes méthodes et pondérations que celles exposées dans le rapport de Grant Thornton en date du 29 septembre 2018.

Information sur les options de souscription ou d'achat			
Date d'assemblée	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3 <sup>44</sup>
Modalités d'exercice (lorsque le plan comporte plusieurs tranches)	-	-	-
Nombre d'actions souscrites à la date du Document d'enregistrement	0	0	0
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques	750	0	0
Options de souscription ou d'achat d'actions déjà consenties à la date du Document d'enregistrement	8 550	0	15 000
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes à consentir à la date du Document d'enregistrement	0	0	0

**Tableau n° 9 : Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers**

	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix d'exercice moyen pondéré	Plan n°1
Options consenties, durant l'exercice, par la Société et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de la Société et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale)	2 550	340 €/action	2 550
Options détenues sur la Société et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de la Société et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé (information globale)	-	-	-

**Tableau n° 10 : Historique des attributions d'actions gratuites**

Informations sur les actions attribuées gratuitement	
Plan d'attribution gratuite	Plan n°1

Date de l'Assemblée Générale Extraordinaire	5 août 2021
Date de décision du Président (attribution)	14 septembre 2021
Nombre total d'actions attribuées gratuitement, dont le nombre attribué à	4 000
<i>M. Christophe Gurtner</i>	0
Date d'acquisition des actions	1 an à compter de l'attribution, soit le 5 août 2022
Date de fin de période de conservation	1 an à compter de la date d'acquisition, soit le 5 août 2023
Nombre d'actions souscrites	0
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	0
Actions attribuées gratuitement restantes à la date du Document d'enregistrement	4 000

**Tableau n° 11**

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
<b>M. Christophe Gurtner</b> (en tant que Président de la Société avant transformation en société anonyme)		X		X		X		X
Date début mandat :	1 <sup>er</sup> juin 2011 (membre du Comité de surveillance)							
Date fin mandat :	A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023							

Il sera proposé au Conseil d'administration de la Société devant se réunir au jour de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, de fixer la rémunération de M. Christophe

Gurtner au titre de ses fonctions de Président-Directeur général de la Société comme suit, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

- Rémunération fixe annuelle de 241 500 euros brut par an ;
- Rémunération variable composée :
  - du versement d'un bonus s'élevant à 25% du montant de sa rémunération fixe annuelle, conditionné par l'existence au 31 décembre 2021 d'un montant de trésorerie (i.e. sommes des disponibilités, valeurs mobilières de placement, lignes de crédit disponibles ou de tout autre instrument financier liquide) supérieur à 19,122 millions d'euros. Suite à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, les objectifs sur lesquels sera déterminée la rémunération variable de M. Christophe Gurtner seront pour les exercices à venir en lien avec les objectifs de la Société à moyen-long termes mentionnés au chapitre 10 du Document d'enregistrement ; et
  - de l'attribution de (i) 333 333 actions gratuites et/ou d'options de souscription d'actions (postérieurement à la division de la valeur nominale des actions de la Société devant intervenir préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris) en cas de réalisation par la Société d'un chiffre d'affaires consolidé au moins égal à 71,3 millions d'euros (hors taxes) au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021, (ii) 333 333 actions gratuites et/ou d'options de souscription d'actions (postérieurement à la division de la valeur nominale des actions de la Société devant intervenir préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris) conditionnée par la fixation d'un cours moyen de bourse des actions de la Société au 31 décembre 2021 basé sur les 30 dernières séances de bourse devant être au moins égal au cours d'introduction en bourse de la Société, et (iii) 333 333 actions gratuites et/ou d'options de souscription d'actions (postérieurement à la division de la valeur nominale des actions de la Société devant intervenir préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris) conditionnée par la mise en place d'une feuille de route par le Comité RSE au 31 décembre 2021 et l'obtention, à cette même date, d'une évaluation EcoVadis en matière RSE (au moins 60%) et d'une notation RSE par Ethifinance (au moins « Advance+ »). A la date du Document d'enregistrement, l'acquisition/l'exercice des 999 999 actions gratuites et/ou options de souscription d'actions mentionnées ci-dessus, représenterait, sur une base non-diluée, 2,47% du capital de la Société.

Dans le cadre de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société envisage d'intensifier sa politique d'intéressement à long terme des principaux dirigeants et managers clés du Groupe, et notamment son Président Directeur Général. Cette politique aura pour objectif de fidéliser les collaborateurs de la Société, à travers de l'adoption d'un plan d'attribution gratuite d'actions et/ou d'une attribution d'option de souscription d'actions, pouvant donner accès jusqu'à 16 000 actions ordinaires de la Société (avant la division de la valeur nominale des actions de la Société devant intervenir préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris) au bénéfice des mandataires sociaux et/ou des cadres de la Société. La Société envisage de proposer l'adoption de ce plan à l'occasion de l'assemblée générale des associés qui se réunira préalablement à l'approbation par l'AMF du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Ce programme d'attribution comporterait notamment :

- une attribution gratuite de stock-options qui bénéficierait à terme aux mandataires sociaux et cadres de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, en ce compris le Président Directeur Général de la Société. Les stock-options attribuées dans le cadre de cette attribution le seraient (a) sous condition de présence du bénéficiaire ainsi que (b) sous condition de critères de performance liés (i) au chiffre d'affaires, (ii) au cours de bourse et (iii) au respect des engagements RSE par la Société (i.e. maintien des évaluations et/ou notations Ecovadis et Ethifinance pour 2021). Les stock-options attribués dans ce cadre donneront droit à une action ordinaire de la Société par stock-option attribué et seront exerçables pendant une durée de 15 ans à compter de leur date d'attribution.
- une attribution gratuite d'actions qui bénéficierait à terme aux mandataires sociaux et cadres de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, en ce compris le Président Directeur Général de la Société. Les actions attribuées dans le cadre de cette attribution le seraient (a) sous condition de présence du bénéficiaire ainsi que (b) sous condition de critères de performance liés (i) au chiffre d'affaires, (ii) au cours de bourse et (iii) au respect des engagements RSE par la Société (i.e. maintien des évaluations et/ou notations Ecovadis et Ethifinance pour 2021). Les actions attribuées gratuitement dans ce cadre seront soumises à une période d'acquisition d'un an et à une période de conservation d'un an.
- La somme (i) des actions susceptibles d'être acquises ou émises en vertu de l'exercice des options de souscription d'actions et (ii) des actions susceptibles d'être attribuées gratuitement dans le cadre de ce plan, ne pourra pas excéder 16.000 actions ordinaires de la Société (avant la division de la valeur nominale des actions de la Société devant intervenir préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris).

### **13.2 Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des mandataires sociaux**

A l'exception des provisions pour indemnités légales de départ à la retraite détaillées sous la note 8.10.2 de l'annexe aux comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 figurant à la section 18.1 du Document d'enregistrement, la Société n'a pas provisionné de sommes aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des membres de la direction et du comité de surveillance.

La Société n'a pas versé de primes d'arrivée ou de départ aux mandataires sociaux susvisés. Le Groupe n'a pas versé de primes d'arrivée ou de départ aux mandataires sociaux.



## **14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

### **14.1 Date d'expiration du mandat actuel des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance**

Les informations concernant la date d'expiration des mandats des membres du Conseil d'administration et de la direction figurent à la section 12.1 du Document d'enregistrement.

### **14.2 Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la Société**

La Société a conclu en date du 24 juillet 2020 une convention de conseil en stratégie et développement avec la société AMILU, représentée par M. Pierre Lahutte, membre du Comité de surveillance de la Société, dont les termes figurent dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 tel que reproduit à la section 17.2 du Document d'enregistrement.

### **14.3 Informations sur les comités du conseil**

A la date du Document d'enregistrement, la Société est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée.

La Société sera transformée en société anonyme à conseil d'administration, avec modification concomitante de ses statuts, avec effet au plus tard à la date d'approbation par l'AMF du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Dans le cadre de cette transformation, le Conseil d'administration de la Société constituera trois comités spécialisés : un comité d'audit et des risques, un comité des nominations et des rémunérations, un comité RSE et un comité Stratégique.

Les règlements intérieurs de ces comités, dont les principales dispositions sont présentées ci-après, seront applicables sous condition suspensive de la fixation du prix des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

#### **14.3.1 Comité d'audit et des risques**

##### *Composition*

Le comité d'audit et des risques sera composé de cinq (5) membres, dont quatre (4) désignés parmi les membres indépendants du conseil d'administration. La composition du comité d'audit et des risques peut être modifiée par le Conseil d'administration, et en tout état de cause, est obligatoirement modifiée en cas de changement de la composition générale du Conseil d'administration.

Les membres du comité d'audit et des risques doivent disposer de compétences particulières en matière financière et/ou comptable.

La durée du mandat des membres du comité d'audit et des risques coïncide avec celle de leur mandat de membre du Conseil d'administration. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

Le président du comité d'audit et des risques est désigné, après avoir fait l'objet d'un examen particulier, par le Conseil d'administration sur proposition du comité des nominations et des rémunérations parmi les membres indépendants. Le comité d'audit et des risques ne peut comprendre aucun dirigeant mandataire social.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité d'audit et des risques sera composé

de Sonia Trocme - Le Page (en qualité de président du comité d'audit et des risques), Eric Lecomte, Sylvie Bernard-Curie, Veronique Staat et Florence Didier-Noaro.

### *Missions*

La mission du comité d'audit et des risques est d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et de s'assurer de l'efficacité du dispositif de suivi des risques et de contrôle interne opérationnel, et le cas échéant, de formuler des recommandations pour en garantir l'intégrité, afin de faciliter l'exercice par le conseil d'administration de ses missions de contrôle et de vérification en la matière.

Dans ce cadre, le comité d'audit et des risques exerce notamment les missions principales suivantes :

- suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, d'audit interne et de gestion des risques relatifs à l'information comptable financière et extra-financière ;
- suivi du contrôle légal des comptes sociaux et consolidés par les Commissaires aux comptes de la Société ;
- suivi de l'indépendance des Commissaires aux comptes ; et
- suivi des dispositifs et procédures en place pour assurer la diffusion et l'application des politiques et règles de bonnes pratiques en matière notamment de conformité.

Le comité d'audit et des risques rend compte régulièrement de l'exercice de ses missions au Conseil d'administration et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le comité d'audit et des risques se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins deux fois par an à l'occasion de la préparation des comptes annuels et des comptes semestriels.

### **14.3.2 Comité des nominations et des rémunérations**

#### *Composition*

Le comité des nominations et des rémunérations sera composé de trois (3) membres, dont deux (2) membres seront des membres indépendants du Conseil d'administration. Ils sont désignés par ce dernier parmi ses membres et en considération notamment de leur indépendance et de leur compétence en matière de rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées.

La durée du mandat des membres du comité des nominations et des rémunérations coïncide avec celle de leur mandat de membre du conseil. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier. Le comité des nominations et des rémunérations est présidé par un membre indépendant du Conseil d'administration.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité des nominations et des rémunérations sera composé de Sylvie Bernard-Curie (en qualité de président du comité des nominations et des rémunérations), Matthieu Bonamy et Veronique Staat.

#### *Missions*

Le comité des nominations et des rémunérations est un comité spécialisé du Conseil d'administration dont les missions principales sont d'assister celui-ci dans (i) la composition des instances dirigeantes de la Société et de son Groupe et (ii) la détermination et l'appréciation régulière de l'ensemble des

rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux de la Société, en ce compris tous avantages différés et/ou indemnités de départ volontaire ou forcé du Groupe.

Dans le cadre de ses missions en matière de nominations, le comité exerce notamment les missions suivantes :

- propositions de nomination des membres du Conseil d'administration, de la direction générale et des comités du conseil ; et
- évaluation annuelle de l'indépendance des membres du Conseil d'administration.

Dans le cadre de ses missions en matière de rémunérations, il exerce notamment les missions suivantes :

- examen et proposition au Conseil d'administration concernant l'ensemble des éléments et conditions de la rémunération des principaux dirigeants du Groupe ;
- examen et proposition au Conseil d'administration concernant la méthode de répartition de la rémunération de l'activité du conseil d'administration ; et
- consultation pour recommandation au Conseil d'administration sur toutes rémunérations afférentes à des missions exceptionnelles qui seraient confiées, le cas échéant, par le Conseil d'administration à certains de ses membres.

Le comité des nominations et des rémunérations se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins une fois par an, préalablement à la réunion du Conseil d'administration se prononçant sur la situation des membres du Conseil d'administration au regard des critères d'indépendance adoptés par la Société et, en tout état de cause, préalablement à toute réunion du conseil d'administration se prononçant sur la fixation de la rémunération des membres de la direction générale ou sur la répartition de la rémunération de l'activité du Conseil d'administration.

#### 14.3.3 **Comité RSE**

##### *Composition*

Le comité RSE sera composé de trois (3) membres, dont deux (2) membres seront des membres indépendants du Conseil d'administration. La composition du comité RSE peut être modifiée par le Conseil d'administration, et en tout état de cause, est obligatoirement modifiée en cas de changement de la composition générale du Conseil d'administration.

La durée du mandat des membres du comité RSE coïncide avec celle de leur mandat de membre du Conseil d'administration. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

Le président du comité RSE est désigné parmi les membres indépendants du Conseil d'administration.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité RSE sera composé de Florence Didier-Noaro (en qualité de président du comité RSE), Sonia Trocme - Le Page et Pierre Lahutte.

##### *Missions*

Dans le cadre de ses missions, le comité RSE exerce notamment les missions suivantes :

- s'assurer de la prise en compte des sujets relevant de la responsabilité sociale et environnementale dans la stratégie du Groupe et dans sa mise en œuvre ;

- examiner les rapports rédigés en application des obligations légales et réglementaires dans le domaine de la RSE ; et
- examiner les engagements du Groupe en matière de développement durable, au regard des enjeux propres à son activité et à ses objectifs.

Le comité RSE rend compte régulièrement de l'exercice de ses missions au conseil d'administration et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le comité RSE se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins quatre (4) fois par an.

#### 14.3.4 **Comité Stratégique**

##### *Composition*

Le comité Stratégique sera composé de six (6) membres, dont trois (3) membres seront des membres indépendants du Conseil d'administration. La composition du comité Stratégique peut être modifiée par le Conseil d'administration, et en tout état de cause, est obligatoirement modifiée en cas de changement de la composition générale du Conseil d'administration.

La durée du mandat des membres du comité Stratégique coïncide avec celle de leur mandat de membre du Conseil d'administration. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité Stratégique sera composé de Christophe Gurtner (en qualité de président du comité Stratégique), Kosuke Nakajima, Joerg Ernst, Isabelle Tribotté, Pierre Lahutte et Corinne Jouanny.

##### *Missions*

Dans le cadre de ses missions, le comité Stratégique a notamment pour missions l'étude et la préparation de décisions d'investissements structurants ainsi que la présentation et la discussion de la stratégie préparée par la direction générale.

Le comité Stratégique rend compte régulièrement de l'exercice de ses missions au conseil d'administration et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le comité Stratégique se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins quatre (4) fois par an.

#### **14.4 Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur**

Dans un souci de transparence et d'information du public, dans la perspective, notamment, de l'admission de ses actions aux négociations sur Euronext Paris, la Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise.

La Société entend se référer, à compter de l'admission de ses titres aux négociations sur Euronext Paris, au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Middlenext tel qu'il a été publié en septembre 2021 (dans la mesure où les principes qu'il contient seront compatibles avec l'organisation, la taille, les moyens et la structure actionnariale de la Société).

La Société a pour objectif de se conformer à l'ensemble des recommandations du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Middlenext.

Le tableau ci-dessous présente la position de la Société par rapport à l'ensemble des recommandations édictées par le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Middlednext à la date du Document d'enregistrement.

Recommandations du Code Middlednext	Adoptée	Sera adoptée
<b>Le pouvoir de surveillance</b>		
R1 : Déontologie des membres du conseil	X	
R2 : Conflits d'intérêts	X	
R3 : Composition du conseil – Présence de membres indépendants		X <sup>(1)</sup>
R4 : Information des membres du conseil	X	
R5 : Formation des membres du conseil	X	
R6 : Organisation des réunions du conseil et des comités	X	
R7 : Mise en place des comités		X <sup>(1) (2)</sup>
R8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la responsabilité sociale/sociétale et environnementale des entreprises (RSE)		X <sup>(1)</sup>
R9 : Mise en place d'un règlement intérieur du conseil		X <sup>(3)</sup>
R10 : Choix de chaque administrateur	X	
R11 : Durée des mandats des membres du conseil	X	
R12 : Rémunération de l'administrateur		X <sup>(4)</sup>
R13 : Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil		X <sup>(3)</sup>
R14 : Relation avec les actionnaires	X	

Recommandations du Code Middlednext	Adoptée	Sera adoptée
<b>Le pouvoir exécutif</b>		
R15 : Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise		X <sup>(1)</sup>
R16 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X	
R17 : Préparation de la succession des dirigeants		X <sup>(5)</sup>
R18 : Cumul contrat de travail et mandat social	X	
R19 : Indemnités de départ	X	
R20 : Régimes de retraite supplémentaires	X <sup>(6)</sup>	
R21 : Stock-options et attributions gratuite d'actions	X	
R22 : Revue des points de vigilance	X	

(1) Une assemblée générale des actionnaires se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider, notamment, la désignation de nouveaux administrateurs (et la mise en place subséquente par le conseil d'administration des comités décrits à la section 14.3 « Informations sur les comités du conseil » du Document d'enregistrement).

(2) Cette recommandation sera appliquée, à l'exception de la présidence du comité Stratégique qui ne sera pas confiée à un administrateur indépendant mais à M. Christophe Gurtner, Président et fondateur de la Société, compte tenu du stade de développement de la Société.

(3) Le règlement intérieur du Conseil d'administration sera adopté préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

(4) Il sera proposé de verser une rémunération aux administrateurs lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

(5) Le règlement intérieur du Comité des nominations et des rémunérations sera adopté préalablement à l'approbation de l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, il attribuera notamment à ce comité le soin d'établir un plan de succession des dirigeants de la Société (voir la section 14.3 du Document d'enregistrement).

(6) Aucun mandataire social dirigeant du Groupe ne bénéficie d'un régime de retraite supplémentaire.

## 14.5 Contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne mis en œuvre au sein du Groupe est détaillé à la section 3.6 du Document d'enregistrement.

Dans la mesure où, à la date du Document d'enregistrement, aucun titre financier de la Société n'est admis aux négociations sur un marché réglementé, la Société n'est pas tenue de préparer de rapport sur le gouvernement d'entreprise, détaillant notamment les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil.

A compter de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2021, et pour autant que les actions de la Société soient admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le Conseil d'administration de la Société sera tenu d'établir ce rapport conformément aux dispositions des articles L. 225-37, L. 22-10-9, L.225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-11 du Code de commerce.

## 15. SALARIES

### 15.1 Nombre de salariés

Au 31 décembre 2020, le Groupe employait 459 salariés dans les sociétés entrant dans son périmètre de consolidation.

A cette date, environ 65 % des salariés étaient employés en Europe (dont environ 56 % du total en France).

Par ailleurs, le Groupe a repris 36 personnes suite à la reprise des actifs attachés à la branche autonome d'activité de la société Holiwatt en juillet 2021.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la masse salariale du Groupe s'élevait à 18 200 milliers d'euros contre 17 343 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et 12 663 milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018. La masse salariale correspond à l'addition de tous les salaires bruts et des charges sociales patronales, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés et les autres coûts de personnel, payés au cours de chaque exercice.

Au 31 décembre 2020, le Groupe employait 82 % de ses salariés en contrats à durée indéterminée (CDI) et 12 % en contrats à durée déterminée (CDD).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, des effectifs du Groupe répartis par pays :

	Effectifs au 31 décembre		
Pays	2020	2019	2018
France	257	250	154
Chine	160	182	150
Autres pays	42	36	36
<b>Total</b>	459	468	340

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, de la répartition des effectifs par catégorie socioprofessionnelle (CSP) :

	Effectifs au 31 décembre		
Répartition de l'effectif par CSP	2020	2019	2018
Cadres	181	178	137
Non cadres	278	290	203
<b>Total</b>	459	468	340

### Conditions de travail et politique de ressources humaines

Le Groupe attache une importance particulière aux enjeux sociaux concernant en particulier la santé et la sécurité au travail, la motivation des collaborateurs, la qualité du dialogue social, la promotion de la diversité et l'intégration au tissu social local. Tous ces thèmes font partie de la stratégie RSE du Groupe, déclinée dans chaque division (voir section 5.8 du Document d'enregistrement).



## **15.2 Participations et stock-options des mandataires sociaux**

A l'occasion de la mise en place de plans d'intéressement du management en décembre 2018 et août 2021, la Société a attribué à certains dirigeants et principaux cadres du Groupe des options de souscription d'actions ordinaires de la Société ainsi que des actions gratuites.

A la date du Document d'enregistrement, M. Christophe Gurtner, Président de la Société, détient 17 250 stock-options de la Société, pouvant donner droit à 3,54 % du capital de Forsee Power sur une base diluée et les autres dirigeants et principaux cadres du Groupe détiennent 5 550 stock-options et 4 000 actions gratuites, pouvant donner droit à 2,20 % du capital de Forsee Power sur une base diluée (voir section 16.1 du Document d'enregistrement).

Dans le cadre de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société entend mettre en œuvre une politique d'intéressement à long terme de ses principaux dirigeants (voir section 13.1.2 du Document d'enregistrement).

## **15.3 Accords prévoyant une participation des salariés dans le capital de la Société**

### **15.3.1 Accords de participation**

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe n'a pas mis en place d'accords de participation.

### **15.3.2 Accords d'intéressement**

A la date du Document d'enregistrement, le Groupe n'a pas mis en place d'accords d'intéressement.

### **15.3.3 Actionnariat salarié**

A la date du Document d'enregistrement, la Société a adopté plusieurs plans d'intéressement tels que décrits ci-après :

- (i) Stock-Options 2018 : par décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date des 20 et 21 décembre 2018, la Société a donné compétence au Président afin d'attribuer conformément aux dispositions des articles L.225-177 à L. 225-185 du Code de commerce, 17 137 options donnant droit à la souscription de 17.137 actions ordinaires de la Société ; le Président a fait usage de cette délégation et a attribué 8 550 options sur les 17 137 options du plan, dont 6 300 à certains salariés du Groupe;
- (ii) Stock-Options 2021 : par décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 5 août 2021, la Société a donné compétence au Président afin d'attribuer conformément aux dispositions des articles L.225-177 à L. 225-185 du Code de commerce, 15 000 options donnant droit à la souscription de 15.000 actions ordinaires de la Société ; le Président a fait usage de cette délégation et a attribué l'intégralité des 15 000 options du plan ; le plan de Stock-Options 2021 s'est substitué à hauteur de 8 587 stock-options non attribuées au titre du plan de Stock-Options 2018 et à hauteur de 10 000 stock-options non attribués au titre du plan de Stock-Options 2020 ;
- (iii) AGA : par décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 5 août 2021, la Société a donné compétence au Président afin d'attribuer 4 000 actions gratuites de la Société ; le Président a fait usage de cette délégation et a attribué l'intégralité des 4 000 actions ordinaires du plan.

## **15.4 Relations sociales**

Les salariés du Groupe sont représentés à différents niveaux par des représentants d'organisations syndicales et des représentants du personnel en conformité avec la loi applicable.

A la date du Document d'enregistrement, la Société dispose d'un Comité social et économique (CSE).

Les salariés situés en France sont représentés par les instances représentatives du personnel. Compte-tenu de la taille des effectifs dans les autres pays dans lesquels le Groupe est présent, le Groupe n'est pas soumis à la date du Document d'enregistrement à la mise en place de représentations équivalentes.

Le Groupe considère avoir des relations satisfaisantes avec ses salariés et leur représentant (délégué syndical) avec la signature régulière d'accords, parmi lesquels notamment des accords salariaux, d'intéressement, d'égalité femme-homme.

## **16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES**

### **16.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital à la date du Document d'enregistrement**

A la date du Document d'enregistrement, la Société est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée dont le capital social de 3 941 690 euros est divisé en 62 093 actions ordinaires, 121 373 actions de préférence de catégorie C2 (les « ADPC2 »), 185 300 actions de préférence de catégorie C3 (les « ADPC3 ») et 25 403 actions de préférence de catégorie C3b (les « ADPC3b »), chacune d'une valeur nominale de 10 euros.

Préalablement au règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, l'ensemble des actions de préférence émises par la Société seront converties en actions ordinaires nouvelles, sur la base d'une action ordinaire nouvelle pour chaque action de préférence convertie.

Une assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, aux fins de procéder à une division de la valeur nominale des actions de la Société, sans incidence sur le montant du capital social.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société à la date du Document d'enregistrement (i.e. prenant en compte les opérations capitalistiques décrites à la section 8.2.1.2 « Augmentations de capital » du Document d'enregistrement) :

Actionnaire	Base non-diluée					Base diluée <sup>(1)</sup>	
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	Catégories d'actions	% du capital	% de droits de vote	% du capital	% de droits de vote
Fonds Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest)	160 850	95 393,91	14 074 actions ordinaires 121 373 ADPC2 25 403 ADPC3b	40,81%	35,51%	37,14%	29,94%
Mitsui & Co., Ltd.	142 859	97 371,55	142 859 ADPC3	36,24 %	36,24 %	32,99%	32,99%
Fonds SPI - Sociétés de Projets Industriels	45 737	31 173,97	42 441 ADPC3 3 296 actions ordinaires	11,60%	11,60%	10,56%	10,83%
Groupe Industriel Marcel Dassault	25 001	25 001	25 001 actions ordinaires	6,34%	9,31%	5,77%	7,85%
Christophe Gurtner	19 722	19 722	19 722 actions ordinaires	5,00%	7,34%	8,54%	11,60%
Banque européenne d'investissement	-	-	-	-	-	2,79%	3,79%
Managers	-	-	-	-	-	2,20%	3,00%
<b>TOTAL</b>	394 169	268 662,43	62 093 actions ordinaires 121 373 ADPC2 185 300 ADPC3 25 403 ADPC3b	100%	100%	100%	100%

<sup>(1)</sup> Après exercice des 7 800 « stock-options 2018 » attribués aux mandataires et aux salariés, des 15 000 « stock-options 2021 » (intégralement attribuées), des 10 357 BSA émis au profit de la Banque Européenne d'Investissement et acquisition des 4 000 actions gratuites (intégralement attribuées) (voir également le paragraphe 19.1.4 « Autres titres donnant accès au capital » du Document d'enregistrement).

## 16.2 Existence de droits de vote différents

A chaque action ordinaire est attachée une voix dans le cadre des décisions collectives des associés.

A chaque ADPC2 est attaché 0,67 droits de vote dans le cadre des décisions collectives des associés de la Société. En outre, pour les besoins de calcul du quorum nécessaire à la tenue des assemblées générales, tel que visé à l'article 17.6 des statuts de la Société, chaque ADPC2 sera réputée représenter 0,67 action.

A chaque ADPC3 est attachée une quote-part de voix dans le cadre des décisions collectives des associés correspondant strictement à la quote-part de capital que représente ladite ADPC3.

Les ADPC3b ne bénéficient d'aucun droit de vote dans le cadre des décisions collectives des associés de la Société, sous réserve des décisions à prendre, le cas échéant, au sein de l'assemblée spéciale des titulaires d'ADPC3b.

Préalablement au règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, l'ensemble des actions de préférence émises par la Société seront converties en actions ordinaires nouvelles, sur la base d'une action ordinaire nouvelle pour chaque action de préférence convertie.

Sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, sera attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins, au nom du même actionnaire. Pour le calcul de cette durée de détention, il n'est pas tenu compte de la durée de détention des actions de la Société précédant la date d'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

## 16.3 Contrôle de la Société

A la date du Document d'enregistrement, le fondateur du Groupe, M. Christophe Gurtner, ainsi que les fonds Eurazeo (anciennement dénommé IDInvest), Groupe Industriel Marcel Dassault, Mitsui & Co Ltd, le fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels et la Banque Européenne d'Investissement sont parties à un pacte d'actionnaires conclu le 21 décembre 2018. Ce pacte serait résilié de plein droit au jour de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Une convention concernant la répartition des sièges du Conseil d'administration de la Société (la « Convention ») a été conclue le 27 septembre 2021 entre (i) la Société, (ii) Mitsui & Co., Ltd., (iii) le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels, (iv) FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°9, FCPI Idinvest Patrimoine n°6, FCPI Idinvest Patrimoine 2016, FPCI Electranova Capital – Idinvest Smart City VF, Idinvest Innov FRR France, Idinvest Expansion 2016, FIP Régions & Industries, FCPI Idinvest Patrimoine 2015 et INDINVEST GROWTH SECONDARY S.L.P (les « Fonds Eurazeo ») et (v) M. Christophe Gurtner (les « Parties »). La Convention prévoit notamment :

*Action de concert* : les Parties déclarent que la Convention n'est pas constitutive d'une action de concert entre elles au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce ;

*Composition du Conseil d'administration* : les Parties s'engagent, dans les limites de leurs pouvoirs respectifs en tant qu'actionnaires de la Société, à faire en sorte que le Conseil d'administration de la Société soit composé comme suit :

- tant que Mitsui & Co., Ltd détiendra plus de 15 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), le Conseil d'administration comprendra à tout moment un administrateur nommé parmi les candidats proposés par Mitsui & Co., Ltd ;

- tant que le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels détiendra plus de 2,5 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), le Conseil d’administration comprendra à tout moment un administrateur nommé parmi les candidats proposés par le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels ;
- tant que les Fonds Eurazeo détiendront collectivement plus de 15 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), le Conseil d’administration comprendra à tout moment un administrateur nommé parmi les candidats proposés par les Fonds Eurazeo ;
- tant que M. Christophe Gurtner détiendra plus de 2,5 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), le Conseil d’administration comprendra à tout moment un administrateur nommé parmi les candidats proposés par M. Christophe Gurtner.

*Maintien de la composition du Conseil d’administration* : les Parties ont chacune le droit de proposer un candidat à un poste d’administrateur au Conseil d’administration de la Société et la Société s’engage à ce que les candidatures proposées soient soumises à l’examen des actionnaires de la Société en vue de leur approbation, comme suit :

- tant que Mitsui & Co., Ltd. détiendra plus de 15 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), il aura le droit de proposer un candidat au poste d’administrateur au Conseil d’administration de la Société ;
- tant que le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels détiendra plus de 2,5 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), il aura le droit de proposer un candidat au poste d’administrateur au Conseil d’administration de la Société ;
- tant que les Fonds Eurazeo détiendront collectivement plus de 15 % du capital et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), ils auront collectivement le droit de proposer un candidat au poste d’administrateur au Conseil d’administration de la Société ;
- tant que M. Christophe Gurtner détiendra plus de 2,5 % du capital social et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée), il aura le droit de proposer un candidat au poste d’administrateur au Conseil d’administration de la Société.

En conséquence, les Parties s’engagent à voter (ou à faire voter) en faveur de toute résolution proposée pour la nomination d’un administrateur, le remplacement d’un administrateur, ainsi que la révocation d’un administrateur, tel que proposé par Mitsui & Co., Ltd, le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels, les Fonds Eurazeo et M. Christophe Gurtner, selon le cas.

Néanmoins, il a été convenu que les engagements de vote mentionnés ci-dessus cesseront dans les cas suivants :

- si Mitsui & Co., Ltd cessait de détenir plus de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée) pendant une durée de plus de six mois, alors Mitsui & Co., Ltd cesserait d’avoir tout droit ou obligation au titre des engagements de vote susmentionnés et serait libre de voter en faveur ou contre toute nomination au Conseil d’administration, qu’elle soit ou non proposée par le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels, les Fonds Eurazeo ou M. Christophe Gurtner;
- si le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels cessait de détenir plus de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée) pendant une durée de plus de six mois, alors le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels cesserait d’avoir tout droit ou obligation au titre des engagements de vote susmentionnés et serait libre de voter en faveur ou

contre toute nomination au Conseil d'administration, qu'elle soit ou non proposée par Mitsui & Co., Ltd, les Fonds Eurazeo ou M. Christophe Gurtner;

- si les Fonds Eurazeo cessaient de détenir plus de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société pendant une durée de plus de six mois, alors les Fonds Eurazeo cesseraient d'avoir tout droit ou obligation au titre des engagements de vote susmentionnés et seraient libre de voter en faveur ou contre toute nomination au Conseil d'administration, qu'elle soit ou non proposée par Mitsui & Co., Ltd, le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels ou M. Christophe Gurtner ;
- si M. Christophe Gurtner cessait de détenir plus de 2,5 % du capital et des droits de vote de la Société (sur une base entièrement diluée) pendant une durée de plus de six mois, alors M. Christophe Gurtner cesserait d'avoir tout droit ou obligation au titre des engagements de vote susmentionnés et serait libre de voter en faveur ou contre toute nomination au Conseil d'administration, qu'elle soit ou non proposée par Mitsui & Co., Ltd, le Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels ou les Fonds Eurazeo.

*Durée de la Convention* : la Convention entrera en vigueur à la date du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris pour une durée de 15 ans à compter de la signature de la Convention.

#### **16.4 Accords pouvant entraîner un changement de contrôle**

A la date du Document d'enregistrement, il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de la Société.

## **17. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES**

### **17.1 Conventions intra-groupe et opérations avec des apparentés**

Les parties liées au Groupe comprennent notamment les actionnaires de la Société, ses filiales non consolidées, les entreprises associées (les sociétés mises en équivalence), et les entités sur lesquelles les différents dirigeants du Groupe exercent au moins une influence notable.

La Société a conclu en date du 24 juillet 2020 une convention de conseil en stratégie et développement avec la société AMILU, représentée par M. Pierre Lahutte, membre du Comité de surveillance de la Société, dont les termes figurent dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 tel que reproduit à la section 17.2 ci-après.

Dans le cadre de cette convention de conseil en stratégie et développement, la société AMILU a pour missions :

- de conseiller la Société sur sa stratégie et ses développements sur le marché des batteries pour véhicules routiers et non routiers, notamment les bus, les camions, les véhicules industriels et agricoles ;
- d'analyser le marché adressable par la Société, ses produits et son portefeuille technologique, ses capacités industrielles ainsi que ses ressources commerciales et financières ;
- de proposer de nouveaux segments et applications, de cibler de nouveaux clients, de nouvelles régions et de nouveaux partenariats ;
- de suggérer à la Société des marchés qui pourraient être délaissés ou réorganisés ;
- de développer la vente de produits mais aussi de services et de financements.

A l'exception de cette transaction, il n'existe pas d'autres transactions avec les parties liées du Groupe.

Les comptes courants d'actionnaires et les contrats conclus avec Mitsui & Co., Ltd. sont respectivement présentés à la section 8.2.1.2 « Augmentations de capital » et à la section 20 « Contrats importants » du Document d'enregistrement.



## **17.2 Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre des exercices 2020, 2019 et 2018**

### **17.2.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice 2020**

#### **FORSEE POWER**

Société par Actions Simplifiée  
54-56, avenue Hoche  
75 008 – PARIS

---

#### **Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2020

---

Aux Associés de la société FORSEE POWER

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

##### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article 15 des statuts, nous avons été avisés de la convention suivante mentionnées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce qui est intervenue au cours de l'exercice écoulé.

##### Personne concernée

M. Pierre LAHUTTE, membre du Conseil de Surveillance de FORSEE POWER SAS.

##### Nature et objet

Convention de conseil en stratégie et développement conclue le 24 juillet 2020 entre la Société et la société AMILU représenté par M. Pierre LAHUTTE. La convention a pour objet des prestations, le conseil sur la stratégie et les développements sur le marché des batteries pour véhicules routiers.

##### Modalités

- Rémunération mensuelle fixe de 10 000 euros ;

- Rémunération variable pour tout nouveau contrat commercial facturée annuellement ;
- Durée : 3 mois renouvelables par période successive de 12 mois.

La société a supporté en charges de la période un total de facturation pour la société AMILU de 60 000,00€ HT.

Paris-La Défense et Sarcelles, le 12 mai 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Thierry QUERON

Cabinet Jean LEBIT

## **17.2.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice 2019**

### **FORSEE POWER**

Société par actions simplifiée  
54-56, avenue Hoche  
75 008 PARIS

---

### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2019

---

Aux associés,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

---

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article 15 des statuts, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice, écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Sarcelles et Paris-La-Défense, le 8 juin 2020

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Jean LEBIT

Thierry QUERON

### **17.2.3 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice 2018**

#### **FORSEE POWER**

Société par Actions Simplifiée  
54-56  
75008 PARIS

Avenue

Hoche

---

#### **Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

---

A l'assemblée générale de la société FORSEE POWER,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

---

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

##### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article 14 des statuts, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Sarcelles et Paris-La-Défense, le 06 juin 2019

Les Commissaires aux comptes

Jean LEBIT

Deloitte & Associés

Thierry QUERON

**18.     INFORMATIONS FINANCIERES**

**18.1   Informations financières historiques**

**18.1.1 Comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020**

**GROUPE  
FORSEE POWER**

---

**Comptes consolidés IFRS  
au 31 décembre 2020**

---

**FORSEE POWER S.A.S.**  
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 998 760 €  
Siège social : 54-56, Avenue Hoche  
75 008 Paris  
RCS Paris 494 605 488

## Etat consolidé de la situation financière

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Actifs non courants</b>		<b>35 804</b>	<b>25 173</b>
Goodwill	8.1	1 523	1 523
Immobilisations incorporelles	8.2	12 060	10 131
Immobilisations corporelles	8.3	16 731	8 570
Actifs financiers non courants	8.4	4 398	723
Autres actifs non courants	8.7	600	14
Actifs d'impôts différés	8.18	492	4 212
<b>Actifs courants</b>		<b>58 649</b>	<b>50 354</b>
Stocks	8.5	30 184	18 170
Créances clients	8.6	14 180	25 519
Autres actifs courants	8.7	3 013	3 752
Actifs financiers courants	8.6		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8.8	11 273	2 913
<b>Total Actif</b>		<b>94 454</b>	<b>75 527</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>(32 406)</b>	<b>(3 441)</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>(32 406)</b>	<b>(3 441)</b>
Capital social émis	8.9	2 999	2 999
Primes d'émission	8.9	991	82 585
Réserves de conversion groupe		(1)	0
Réserves	8.9	(6 983)	(62 677)
Résultat net	8.9	(29 412)	(26 347)
<b>Participations ne conférant pas le contrôle</b>			
Réserves des minoritaires			
Intérêts minoritaires de la période			
<b>Dettes</b>		<b>126 859</b>	<b>78 968</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>103 656</b>	<b>35 286</b>
Passifs financiers	8.11	87 456	26 158
Avantages du personnel	8.10	227	235
Provisions pour risques et charges	8.10	8 314	5 153
Autres passifs non courants	8.16	3 197	748
Dérivé sur instrument financier	8.11	4 457	2 986
Passifs d'impôts différés	8.18	5	5
<b>Passifs courants</b>		<b>23 204</b>	<b>43 682</b>
Passifs financiers	8.11	4 864	15 502
Provisions pour risques et charges	8.10	0	
Dettes fournisseurs	8.15	9 786	19 832
Autres passifs courants	8.16	8 554	8 348
<b>Total Passif</b>		<b>94 454</b>	<b>75 527</b>

## Etat consolidé du résultat global

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	9.1	<b>62 060</b>	<b>50 342</b>
Autres produits et charges opérationnels	9.2	4 224	1 409
Services extérieurs et achats consommés	9.3	(57 993)	(51 635)
Charges de personnel	9.4	(18 200)	(17 343)
Impôts et taxes	9.5	(867)	(584)
Amortissements	9.6	(4 443)	(2 315)
Provisions et dépréciations nettes	9.6	(4 155)	(2 642)
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>		<b>(19 373)</b>	<b>(22 768)</b>
Produits financiers	9.7		
Cout de l'endettement financier brut	9.7	(5 251)	(2 214)
Autres charges et produits financiers nets	9.7	(1 060)	(1 562)
<b>Résultat financier</b>	9.7	<b>(6 311)</b>	<b>(3 776)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(25 684)</b>	<b>(26 544)</b>
Impôts sur le résultat	9.8	(3 728)	197
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(29 412)</b>	<b>(26 347)</b>
Résultat net des activités abandonnées			
<b>Résultat net</b>		<b>(29 412)</b>	<b>(26 347)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(29 412)</i>	<i>(26 347)</i>
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Résultat global</b>		<b>(29 412)</b>	<b>(26 347)</b>

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Résultat net		(29 412)	(26 347)
Ecart de conversion en résultat financier	9.7	0	0
Amortissements & provisions	9.6	7 595	4 689
(Plus)/Moins value sur cessions	9.2	27	16
Païement en actions	8.9.3.2	464	268
Variation du dérivé sur instrument financier	8.12	(1 486)	409
Variation des impôts différés	8.18	3 720	(231)
Charge fiscale décaissée	9.8	8	35
Gains/Pertes liés aux var. de juste valeur et au TIE	9.2	658	616
Subvention d'exploitation	9.2	(117)	
CCA reconnues sur biens pris en location		(560)	
Charge financière nette	9.7	4 863	3 776
Autres		(27)	
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(14 268)</b>	<b>(16 769)</b>
<b>Variation des subventions</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Variation des créances et dettes IS (hors CIR)	8.17	(21)	(38)
Charge fiscale décaissée	8.17	(8)	(35)
<b>Variation des créances et dettes liées à l'impôt</b>		<b>(29)</b>	<b>(73)</b>
Stocks	8.17	(12 085)	(8 114)
Créances clients	8.17	11 319	(12 819)
Autres créances	8.17	(1 732)	(545)
Dettes fournisseurs	8.17	(7 264)	15 778
Autres dettes	8.17	2 049	9 068
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>		<b>(7 714)</b>	<b>3 367</b>
<b>Trésorerie provenant des opérations liées à l'activité (A)</b>		<b>(22 011)</b>	<b>(13 475)</b>
Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes)	8.2	(6 495)	(7 331)
Gage sur especes		(3 663)	
Cessions d'immobilisations (nettes des créances)	8.2	126	1
Encaissements sur actifs financiers	8.4	(0)	4
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (B)</b>		<b>(10 032)</b>	<b>(7 325)</b>
Augmentation de capital en numéraire	8.9	(0)	6 000
Frais décaissés sur émissions de capital	8.9	(86)	(115)
Variation des autres passifs financiers	8.11	(8)	4
Encaissement du CIR et d'une subvention d'exploitation		0	26
Emissions d'emprunts	8.11	55 000	10 224
Ligne de crédit court terme pour financement du BFR	8.11	(4 500)	(1 500)
Remboursements d'emprunts	8.11	(33)	(130)
Remboursements dettes sur bien pris en location	8.11	(634)	(650)
Financement factor	8.11	(7 856)	5 205
Frais d'émission d'emprunt	8.11	(40)	(138)
Variations des passifs financiers relatifs aux parties liées	8.11	660	(4 254)
Charges financières décaissées	9.7	(2 086)	(3 030)
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>		<b>40 417</b>	<b>11 643</b>
Incidence des taux de conversion		(16)	(4)
<b>Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)</b>		<b>8 359</b>	<b>(9 162)</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	8.8	2 914	12 076
Trésorerie nette à la clôture	8.8	11 273	2 914
<b>Variation de trésorerie nette</b>		<b>8 359</b>	<b>(9 162)</b>



## Variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Notes	Capital social émis	Primes liées au capital	Réserves de conversion	Autres Réserves et résultats globaux	Total attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2019</b>		<b>2 452</b>	<b>62 475</b>	<b>0</b>	<b>(62 630)</b>	<b>2 297</b>		<b>2 297</b>
Transactions entre les actionnaires	8.9.3							
Var. de capital en numéraire		158	5 842			6 000		6 000
Variation de capital par conversion du passif financier des parties liées	8.11	251	9 249		(0)	9 500		9 500
Variation de capital par conversion d'OC		138	5 086			5 224		5 224
Coûts nets d'ID de transaction sur émission de capital			(67)		19	(48)		(48)
Résultat global					(26 347)	(26 347)		(26 347)
Adoption IFRS 16 au 1er janvier 2019					(316)	(316)		(316)
Paielements en actions				(0)	268	268		268
Autres					(18)	(18)		(18)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2019</b>		<b>2 999</b>	<b>82 585</b>	<b>(0)</b>	<b>(89 024)</b>	<b>(3 441)</b>		<b>(3 441)</b>
Transactions entre les actionnaires	8.9.3							
Var. de capital en numéraire	8.9	(0)			(0)	(0)		(0)
Apurement des réserves	8.9		(81 594)		81 594	(0)		(0)
Variation de capital par conversion d'OC								
Coûts nets d'ID de transaction sur émission de capital					0	0		0
Résultat global					(29 412)	(29 412)		(29 412)
Autres éléments du résultat global								
Paielements en actions					464	464		464
Autres				(1)	(17)	(18)		(18)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2020</b>		<b>2 999</b>	<b>991</b>	<b>(1)</b>	<b>(36 395)</b>	<b>(32 405)</b>		<b>(32 406)</b>

## SOMMAIRE DES NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN IFRS

1.	Présentation du GROUPE FORSEE POWER .....	9
2.	Faits caractéristiques de l'exercice.....	10
3.	Evènements postérieurs à la clôture .....	12
4.	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation .	13
4.1.	Référentiel comptable .....	13
4.1.1.	Base de préparation des états financiers consolidés.....	13
4.1.2.	Utilisations d'estimations de la Direction .....	13
4.2.	Modalités de consolidation.....	15
4.2.1.	Date de clôture et comptes annuels des entreprises consolidées.....	15
4.2.2.	Méthodes de consolidation.....	15
4.2.2.1.	Participations contrôlées exclusivement : intégration globale .....	15
4.2.2.2.	Opérations éliminées dans les états financiers consolidés .....	16
4.2.2.3.	Conversion des comptes établis en devises étrangères .....	16
4.2.2.4.	Traitement des regroupements d'entreprises.....	16
4.2.2.5.	Transactions avec les intérêts minoritaires.....	17
4.3.	Méthodes comptables et règles d'évaluation.....	17
4.3.1.	Présentation des éléments non courants et courants.....	17
4.3.2.	Goodwill.....	18
4.3.3.	Frais de développement.....	18
4.3.4.	Immobilisations incorporelles et corporelles .....	19
4.3.5.	Contrats de location.....	19
4.3.6.	Dépréciation des actifs immobilisés.....	20
4.3.7.	Actifs financiers .....	20
4.3.8.	Stocks et en-cours.....	21
4.3.9.	Créances clients.....	21
4.3.10.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	22
4.3.11.	Capital et frais d'émission de capital .....	22
4.3.12.	Paievements réalisés avec des actions.....	22
4.3.12.1.	Transactions avec des actionnaires investisseurs .....	22
4.3.12.2.	Transactions avec le Management et les salariés .....	22
4.3.13.	Avantages du personnel .....	22
4.3.14.	Provisions pour risques et charges .....	23
4.3.15.	Dettes financières .....	23
4.3.16.	Dettes fournisseurs .....	24
4.3.17.	Instruments dérivés .....	24
4.3.18.	Comptabilité de couverture .....	24
4.3.19.	Reconnaissance des revenus.....	24
4.3.20.	Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche.....	24
4.3.21.	Fiscalité .....	25
4.3.21.1.	Impôts sur les sociétés.....	25
4.3.21.2.	Impôts différés .....	25
4.3.22.	Contribution économique territoriale .....	25
4.3.23.	Résultat financier.....	26
4.3.24.	Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères .....	26
4.3.25.	Résultat par action.....	26
4.3.26.	Secteurs opérationnels.....	26
4.3.27.	Parties liées.....	27
5.	Informations relatives au périmètre de consolidation .....	27
6.	Informations permettant la comparabilité des comptes.....	28
6.1.	Variation de périmètre de l'exercice .....	28
6.2.	Variation de périmètre de l'exercice précédent.....	28
6.3.	Changements de présentation et de méthodes comptables.....	28
6.3.1.	Reclassement d'instruments financiers .....	28

7.	Informations par segment d'activité et par zone géographique.....	29
7.1.	Informations par segment d'activité.....	29
7.2.	Informations par zone géographique.....	30
8.	Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée.....	31
8.1.	Goodwill.....	31
8.2.	Immobilisations incorporelles.....	32
8.3.	Immobilisations corporelles.....	33
8.4.	Actifs financiers.....	34
8.5.	Stocks et en-cours.....	34
8.6.	Créances.....	35
8.7.	Autres actifs.....	35
8.8.	Trésorerie.....	36
8.9.	Capitaux propres.....	36
8.9.1.	Capital social.....	36
8.9.2.	Dividendes.....	37
8.9.3.	Paiements fondés sur des actions.....	37
8.9.3.1.	Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie.....	37
8.9.3.2.	Stock-Options.....	38
8.9.4.	Résultat net par action.....	39
8.10.	Provisions pour risques et charges.....	39
8.10.1.	Détail des Provisions pour risques et charges.....	39
8.10.2.	Pensions et indemnités de départ à la retraite.....	40
8.10.2.1.	Régime de cotisations définies.....	40
8.10.2.2.	Régime de prestations définies.....	40
8.10.2.3.	Indemnités de fin de carrière.....	40
8.11.	Emprunts et dettes financières.....	42
8.12.	Instruments financiers dérivés.....	44
8.13.	Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers.....	45
8.13.1.	Gestion du risque de crédit.....	45
8.13.2.	Gestion du risque de liquidité.....	45
8.13.3.	Gestion du risque de marché.....	46
8.13.3.1.	Gestion du risque lié à la concurrence.....	46
8.13.3.1.	Gestion du risque lié aux technologies utilisées.....	46
8.13.3.2.	Gestion du risque de change.....	46
8.13.3.3.	Gestion du risque de prix.....	46
8.13.3.4.	Gestion du risque de taux d'intérêt.....	46
8.13.3.5.	Gestion du risque de marchés financiers.....	46
8.14.	Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers.....	46
8.14.1.	Trésorerie, prêts et créances.....	46
8.14.2.	Actifs à la juste valeur.....	47
8.14.3.	Instruments financiers dérivés et de couverture.....	47
8.14.4.	Passifs financiers au coût amorti.....	47
8.14.5.	Bilan des instruments financiers.....	47
8.15.	Dettes fournisseurs et avances.....	48
8.16.	Autres passifs.....	49
8.17.	Détail du Besoin en Fonds de Roulement.....	50
8.18.	Impôts différés.....	51
9.	Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé.....	53
9.1.	Ventilation du chiffre d'affaires.....	53
9.2.	Autres produits et charges opérationnels.....	53
9.3.	Services extérieurs et achats consommés.....	54
9.4.	Charges de personnel et effectifs.....	54
9.5.	Impôts et taxes.....	54
9.6.	Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation.....	55
9.7.	Résultat financier.....	55

9.8.	Impôt sur les résultats.....	55
10.	Autres informations.....	56
10.1.	Relations avec les parties liées .....	56
10.1.1.	Rémunérations versées au management.....	56
10.1.2.	Autres transactions avec les parties liées .....	56
10.2.	Engagements hors bilan .....	57
10.3.	Honoraires du commissaire aux comptes .....	57

## 1. Présentation du GROUPE FORSEE POWER

FORSEE POWER SAS, désigné sous l'appellation « GROUPE FORSEE POWER » ou « Groupe », est une Société par Actions Simplifiées de droit français créée en février 2007, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 494 605 488.

Le siège social de FORSEE POWER SAS se situe au 54-56 Avenue Hoche à PARIS 75008.

FORSEE POWER SAS est une société spécialisée dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées :

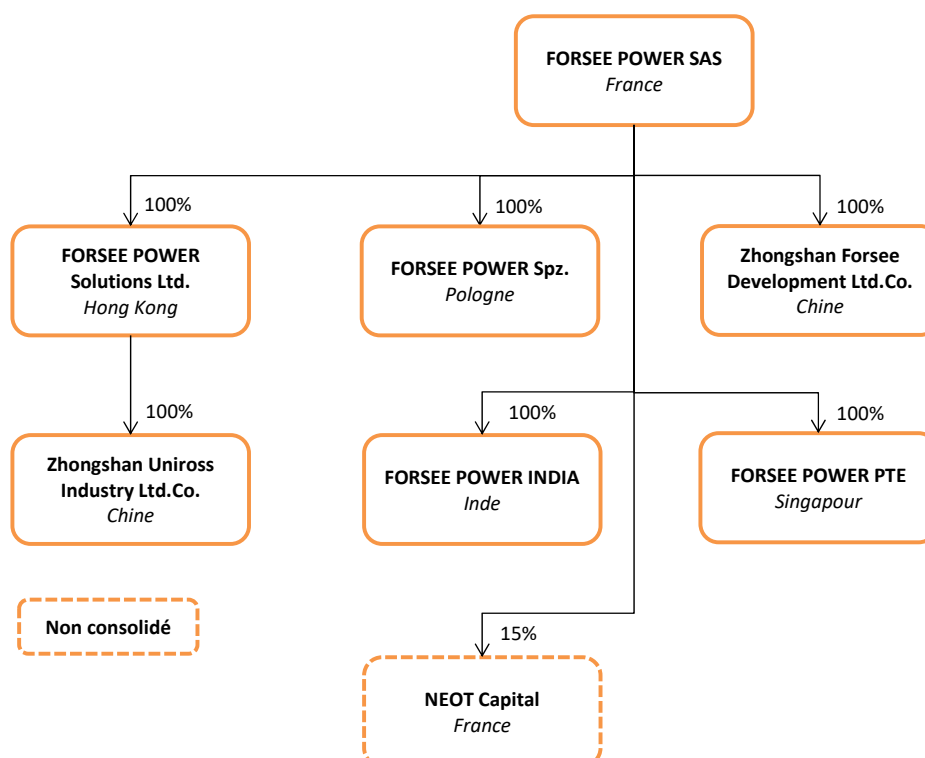
- dans le domaine de la portabilité et de la mobilité (vélo, scooters, matériel roulant, installations médicales, domotique, outillage professionnel ...) ;
- du transport électrique (bus, camions, véhicules circuits courts, transport maritime et ferroviaire, marine et offshore) et du stockage de l'énergie électrique (résidentiels, secteurs).

Le Groupe est constitué à la suite de plusieurs opérations de croissance externe des activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013.

Les comptes consolidés sont établis selon les normes IFRS et ont été arrêtés le 11 mai 2021 par le Président de la société FORSEE POWER SAS.

Le Groupe ne fait pas appel à des capitaux d'un marché réglementé au 31 décembre 2020.

### Organigramme du Groupe au 31 décembre 2020



## **2. Faits caractéristiques de l'exercice**

Le Groupe a conduit sur l'exercice clos au 31 décembre 2020 plusieurs opérations :

### **Financement**

La Société a obtenu au cours de l'exercices 2020 plusieurs financements significatifs, de ses actionnaires et de ses partenaires bancaires.

Les actionnaires BPI et Idinvest ont souscrit à part égale pour un montant total de 30 M€ à des obligations convertibles émises par la Société en février et en mai 2020.

Les banques ont quant à elles contribué à hauteur de 25 M€ en juin 2020 au travers de PGE pour 15 M€, répartis à part égale entre HSBC et BNP Paribas, ainsi que de prêt Atout pour 5 M€ et de prêt soutien à l'innovation pour 5 M€ accordés par Bpi France.

La BEI (Banque Européenne d'Investissement) a également apporté sa contribution au travers de la signature avec la Société, en décembre 2020, d'un contrat de financement long-terme consistant en une extension du prêt actuel in fine de 21,5 M€ pour cinq nouvelles années, ainsi que par la mise à disposition d'un financement complémentaire d'un montant total de 28,5 M€. Ce nouveau financement, qui témoigne du soutien de la BEI au projet de développement de Forsee Power, est réparti en trois tranches in fine de 8,5 M€, 10 M€ et 10 M€. La Société n'a, pour le moment, pas eu recours à ces nouvelles tranches, qui demeurent donc disponibles.

### **Evolutions opérationnelles / Développement international :**

À la suite de la Crise de la COVID-19, la Société a dû faire face à une interruption de la production de son usine chinoise entre fin janvier et début mars 2020. L'usine française, après un arrêt de production de mi-mars à fin mars, a pu maintenir une activité partielle sur ses principales lignes de production dès début avril avant de reprendre une l'activité totale à partir de mi-mai. Pendant cette même période, la production en Pologne et en Chine a été particulièrement élevée pour l'activité médicale, avec notamment la livraison de systèmes de batteries pour respirateurs, défibrillateurs et concentrateurs d'oxygène.

La rénovation complète de l'usine de Chasseneuil-du-Poitou s'est poursuivie comme prévu tout au long de l'exercice, avec quelques semaines de décalage du fait de la crise de la COVID-19. Les nouveaux bâtiments rénovés ont été réceptionnés pour partie, avec le transfert de toutes les lignes de production fin 2020. Le redémarrage des lignes dans cette nouvelle disposition totalement rénovée s'est déroulé comme prévu, avec par ailleurs des gains d'efficacité et de bien-être pour le personnel. La livraison des nouveaux bâtiments va se poursuivre jusqu'à l'été 2021, et permettra à Forsee Power, au-delà de disposer d'un site entièrement modernisé, de doubler sa surface de production disponible au quatrième trimestre 2021.

Le Groupe a par ailleurs poursuivi son développement à l'international avec la création à l'été 2020 de sa filiale, Forsee Power India détenue à 100% par Forsee Power SAS. Cette filiale sera en charge de l'assemblage, la vente et l'après-vente de batteries pour le marché indien. L'entreprise a loué un bâtiment d'environ 2.000 m<sup>2</sup> pour produire les batteries qui seront dans un premier temps destinées au marché des deux et trois roues électriques.

### **Développement commercial**

Forsee Power a été sélectionné par le Groupe Kubota comme partenaire pour le développement de ses systèmes de batteries. Forsee Power équipera les moteurs micro-hybrides des véhicules légers de construction et agricoles de Kubota. Kubota est le leader mondial des moteurs industriels de moins de

100 CV et également l'un des principaux fabricants de véhicules non-routiers, notamment mini pelles et pelleteuses.

### **Engagement RSE**

Forsee Power a publié en 2020 son premier rapport de développement durable et a dévoilé sa stratégie ainsi qu'une feuille de route jusqu'en 2025, traduisant ainsi son engagement d'entreprise responsable.

Forsee Power a remporté la certification « Silver » décernée par l'agence de notation EcoVadis pour son engagement et sa performance en matière de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Cette reconnaissance de l'engagement du Groupe place ainsi Forsee Power parmi le Top 25% des entreprises évaluées par EcoVadis à travers le monde et du Top 9% des entreprises de son secteur.

### **Intéressement**

Conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 20 et 21 décembre 2018, le Président a, adopté le plan d'attribution des options donnant droit à la souscription d'actions de la Société (les « Stock-Options 2018 »), et (i) a par décisions en date du 28 janvier 2020 attribué 1.800 Stock -Options 2018, (ii) et 750 Stock-Options 2018, par décisions du 13 novembre 2020, dans les conditions légales et réglementaires et conformément aux résolutions de l'assemblée générale extraordinaire.

Il est par ailleurs précisé que l'assemblée générale extraordinaire en date du 22 juillet 2020, a autorisé le président de la Société, conformément aux dispositions de l'article L.225-177 à L.225-185 du Code de commerce, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des dirigeants sociaux visés au 4ème alinéa de l'article L. 225-185 du Code de commerce, et de certains salariés de la Société (et des sociétés dont 10 % du capital ou des droits de vote sont détenus directement ou indirectement par la Société), des options donnant droit à la souscription d'actions de la Société (les « Stock-Options 2020 ») pour un maximum de 10.000 Stock-Options donnant droit à la souscription maximum de 10.000 actions de la Société.

### **3. Evènements postérieurs à la clôture**

#### **Développement / Innovation**

Forsee Power a dévoilé début 2021 les nouvelles batteries extra-plates de sa nouvelle gamme « SLIM ». Ces nouvelles batteries à haute densité d'énergie ZEN SLIM sont proposées sous trois configurations différentes et composent l'offre modulaire la plus plate au monde.

Forsee Power a également annoncé l'ouverture d'un bureau au Japon localisé à Tokyo et hébergé par l'actionnaire japonais du Groupe, Mitsui & Co., Ltd.

#### **Autres**

Dans le cadre du contentieux avec la société Unu GmbH, la société Forsee Power SAS a été assignée en référé expertise devant le tribunal de commerce de Paris au mois de mars 2021.

La société Unu souhaitait en effet qu'une expertise soit menée sur les batteries afin de déterminer si celles-ci avaient été défectueuses et pouvaient être à l'origine de différents sinistres. Forsee Power ne s'est pas opposée à cette demande d'expertise judiciaire mais a indiqué que celle-ci devait également porter sur les scooters produits par la société Unu, dont les caractéristiques non-conformes aux spécifications contractuelles sont à l'origine de dysfonctionnements des batteries étant susceptibles d'avoir entraîné lesdits sinistres. Par une ordonnance du 14 avril 2021, le juge des référés a ordonné la nomination d'un expert dont la mission portera à la fois sur l'étude des batteries et sur celle des scooters. La provision constatée dans les comptes comprend donc à la fois les honoraires du conseil de Forsee Power mais également ceux de l'expert judiciaire et des experts externes sollicités par Forsee Power.



## 4. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

### 4.1. Référentiel comptable

#### 4.1.1. Base de préparation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés du Groupe FORSEE POWER sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standard*) telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et adoptées par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (*Standing Interpretations Committee – SIC*) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (*International Financial Interpretations Committee – IFRIC*).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2020.

Dans une première analyse, le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat global et sa situation financière.

Les options ouvertes par le référentiel comptable et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- IAS 38 – Immobilisations incorporelles : le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations incorporelles au coût historique amorti ;
- IAS 16 – Immobilisations corporelles : le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations corporelles au coût historique amorti ;
- IAS 12 – Impôts sur les résultats : le Groupe a opté pour la présentation de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en impôts sur les résultats au regard de l'interprétation IFRIC de 2006 et du communiqué de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 14 janvier 2010 ;
- IAS 33 – Résultat par action : le Groupe n'est pas coté sur un marché réglementé mais celui-ci a toutefois opté pour la présentation d'information relative au résultat par action ;
- IFRS 8 – Segments opérationnels : le Groupe n'est pas coté sur un marché réglementé mais celui-ci a toutefois opté pour la présentation d'une information sectorielle.

En l'absence de normes ou interprétations applicables, le Groupe se base sur les principes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe.

La devise de présentation des comptes consolidés et des notes annexes aux comptes est l'Euro.

#### 4.1.2. Utilisations d'estimations de la Direction

L'établissement des états financiers, en conformité avec les normes comptables internationales, implique de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. La direction est amenée à réviser ces estimations en fonction de

l'expérience passée et de sa vision du marché. Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement sur les éléments suivants :

*(a) Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill*

Les principales hypothèses utilisées par le Management pour apprécier annuellement la valeur recouvrable des goodwill sont les flux de trésorerie futurs et le taux d'actualisation.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour déterminer la valeur d'utilité sont ceux résultant des prévisions actualisées couvrant un horizon de 5 années selon le dernier plan stratégique. Le plan stratégique couvre la période 2021-2025 et a été élaboré avec des hypothèses économiques jugées réalistes par le Management, qu'il s'agisse des niveaux de chiffre d'affaires ou des coûts de production.

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût moyen pondéré du capital calculé sur la base de paramètres sectoriels, éventuellement majoré d'un *spread* reflétant le degré de risque spécifique de l'actif testé. Les données utilisées pour la détermination de ces taux proviennent dans leur grande majorité d'une source externe indépendante.

*(b) Frais de recherche et développement*

Le Management a identifié les projets de développement conduisant à l'amélioration ou à la création d'un produit et/ou d'une technologie qui sont utilisés par un ou plusieurs clients. Ces projets et les dépenses affectées sont analysés régulièrement par le Management en fonction des informations obtenues sur la période. Le Management apprécie les durées d'amortissement des projets de développement en fonction du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles (entre 5 et 7 ans).

*(c) Crédit impôt recherche (CIR)*

Le Management évalue le produit relatif au Crédit d'impôt recherche sur la base des dépenses éligibles, des échanges avec l'administration fiscale et des conclusions obtenues de la part des conseils et experts.

*(d) Frais relatifs aux opérations de recapitalisations*

Dans le cadre des opérations de recapitalisation intervenues sur la période, le Management a fait appel à son jugement pour déterminer les coûts liés à ces opérations au 31 décembre 2020 en vue d'une imputation sur les primes lors de leurs émissions.

*(e) Evaluation des créances*

Le Management évalue la valeur vénale des créances en fonction des probabilités de recouvrement.

*(f) Provisions*

Le Management analyse avec ses conseils juridiques les litiges et évalue les provisions à comptabiliser s'il est nécessaire de réaliser une sortie de trésorerie pour le Groupe.

*(g) Reconnaissance des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux*

Les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si le Management dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Les impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ont été reconnus par prudence à hauteur de l'imputation estimée sur les bénéfices fiscaux futurs prévisionnels des 3 prochains exercices.

*(h) Engagements sociaux*

Le Management examine les hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation des engagements postérieurs à l'emploi notamment le taux d'actualisation, le taux de *turn over* et le taux de progression des salaires.

*(i) Frais d'émission d'emprunt*

Les coûts relatifs aux émissions d'emprunt sont identifiés par le Management et repris en résultat au rythme du coût financier des emprunts émis.

*(j) Evaluation de la juste valeur des paiements en actions (Stock-Options)*

Le coût des transactions menées avec des membres du personnel et réglées en instruments de capitaux propres au moyen de stock-options, est évalué par le Management à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date à laquelle ils ont été attribués.

L'estimation de la juste valeur de ces paiements fondés sur des actions requiert de recourir au modèle d'évaluation des options de Black & Scholes qui prend en compte des hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action.

*(k) Evaluation de la juste valeur des dérivés sur instruments financiers*

La juste valeur des dérivés sur instruments financiers est évaluée à partir du modèle de Black & Scholes qui prend en compte des hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

*(l) Evaluation des dettes financières sur contrat de location*

Le Management a évalué tous les faits et circonstances pour déterminer la probabilité qu'une résiliation anticipée ou une des options de renouvellement incluses dans les contrats de location devraient être exercées à l'avenir afin d'évaluer le passif sur les contrats de location selon IFRS 16.

Le Management a utilisé les données disponibles telles que la prime de risque et le spread de la société par rapport au taux sans risque pour évaluer le taux d'endettement marginal utilisé pour l'évaluation des passifs selon IFRS 16.

## **4.2. Modalités de consolidation**

### **4.2.1. Date de clôture et comptes annuels des entreprises consolidées**

Les présents comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes sociaux des sociétés filiales de la société FORSEE POWER SAS. Tous ces comptes couvrent une période de 12 mois et sont arrêtés au 31 décembre 2020.

Les états financiers utilisés au titre de l'information comparative sont ceux clos au 31 décembre 2019 et couvrent une période de 12 mois.

Les comptes annuels relatifs aux périodes présentées des sociétés consolidées en intégration globale sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenues pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

#### **4.2.2.Méthodes de consolidation**

##### **4.2.2.1. Participations contrôlées exclusivement : intégration globale**

Une participation est une entité filiale contrôlée par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles à la date de clôture des comptes sont pris en considération.

Les états financiers de filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date où le contrôle cesse.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante dits « Part attribuable aux propriétaires de la société mère » ou « Part du Groupe », et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « Participations ne conférant pas le contrôle » ou « Intérêts minoritaires » ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

##### **4.2.2.2. Opérations éliminées dans les états financiers consolidés**

Dans les états financiers consolidés il est procédé à l'élimination des éléments suivants :

- Comptes réciproques de créances et de dettes,
- Opérations internes au Groupe (achats, ventes, dividendes, marges internes ...),
- Provisions constituées au titre de sociétés consolidées,
- Toute autre opération impliquant deux, ou plus, sociétés du Groupe.

##### **4.2.2.3. Conversion des comptes établis en devises étrangères**

Les participations établissant leurs états financiers en devises étrangères correspondent à des entités se trouvant à l'étranger (Chine, Pologne et Inde), et dont leurs opérations sont conduites principalement par le Groupe à partir de la France en fonction des objectifs de production du Groupe. Ces entités étrangères ne maîtrisent pas à ce jour leurs opérations et ne sont pas gérées de manière indépendante en particulier sur le plan financier.

Ces participations étant des centres de production interne, les états financiers de ces entités étrangères ne sont pas établis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité (devise euro, dollar américain, dollar hongkongais ou roupie indienne), cette monnaie peut être différente de la devise locale de l'entité, c'est-à-dire le Yuan pour la Chine et le Zloty pour la Pologne.

La conversion des états financiers établis en devises étrangères s'effectue selon la méthode dite du cours historique :

- Les éléments d'actif et de passif non monétaires (immobilisations, goodwill) et les composantes des capitaux propres sont convertis en euro au taux de change historique ;
- Les éléments d'actif et de passif monétaires, sont convertis en euros au taux de change de clôture ;

- Les éléments du compte de résultat et les flux de trésorerie sont convertis en euro au cours de change aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice ;
- La différence de conversion en résultant est comptabilisée dans le résultat financier.

#### **4.2.2.4. Traitement des regroupements d'entreprises**

Le Groupe comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode dite de l'acquisition en application de la norme IFRS 3. Le Groupe est considéré comme acquéreur dès qu'il contrôle en substance l'entreprise.

Le coût d'une acquisition est mesuré à sa juste valeur le jour de l'acquisition. Les frais d'acquisition externes supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à leur juste valeur, sauf exceptions prévues par la norme IFRS 3. Les actifs non identifiables, tels que les fonds de commerce ou mali technique, ne sont pas maintenus dans les actifs acquis. Les passifs éventuels sont également évalués et comptabilisés s'il s'agit d'une obligation actuelle. L'incidence de la fiscalité différée est comptabilisée conformément à IAS 12.

La période pour évaluer la juste valeur du prix d'acquisition, y compris les compléments de prix éventuels, et pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs identifiables, est d'une durée de 12 mois après la date d'acquisition. Passé ce délai, toute modification du prix d'acquisition et de la valeur des actifs et passifs identifiables est comptabilisée en résultat global.

Les regroupements d'entreprises sont traités en évaluant la juste valeur de l'actif net identifiable pour les participations ne conférant pas le contrôle (intérêts minoritaires) entraînant la comptabilisation d'un goodwill complet partagé entre la part du Groupe et la part relative aux intérêts minoritaires. Le goodwill complet est présenté dans l'état de la situation financière et ne fait pas l'objet d'un amortissement mais d'une dépréciation.

En présence d'un goodwill négatif, c'est-à-dire lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs nets de la filiale acquise, le Groupe revoit la valeur des actifs et passifs afin de s'assurer de l'absence de dépréciation ou de provision pour risques et charges à comptabiliser. En présence d'écart d'évaluation sur les actifs incorporels, ces derniers sont plafonnés pour ne pas constater de goodwill négatif. Après ces analyses, le goodwill négatif est considéré comme un profit résultant d'une acquisition dans des conditions avantageuses et est comptabilisé en résultat de la période d'acquisition.

#### **4.2.2.5. Transactions avec les intérêts minoritaires**

Les transactions avec les intérêts minoritaires (participations ne conférant pas le contrôle) sans incidence sur le contrôle d'une filiale sur laquelle le Groupe dispose d'un contrôle exclusif, sont considérées comme des transactions entre associés sans incidence sur la valeur économique du Groupe, et sont comptabilisées en capitaux propres conformément à la norme IFRS 10 :

- En présence d'une acquisition complémentaire d'intérêts minoritaires, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise par le Groupe est comptabilisé en déduction des capitaux propres ;
- En cas de cession à des intérêts minoritaires, l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés cédés par le Groupe est comptabilisé en capitaux propres.

Ces transactions ne modifient pas les valeurs comptables des actifs et passifs de la participation concernée, y compris les goodwill et écart d'évaluation.

### **4.3. Méthodes comptables et règles d'évaluation**

#### **4.3.1. Présentation des éléments non courants et courants**

L'état de la situation financière présente les actifs et passifs en courants et non courants conformément à la norme IAS 1 relative à la présentation des états financiers.

Les actifs et passifs sont présentés en courants lorsque :

- Le Groupe s'attend à pouvoir réaliser l'actif ou régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les 12 mois suivant la date de clôture ;
- L'actif ou le passif sont détenus aux fins d'être négociés ou de transactions ;
- L'actif se compose de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie ;

Tous les actifs ou passifs ne répondant pas à l'un des critères ci-dessus sont présentés en non courants.

Les actifs financiers non courants et les autres actifs non courants évalués au coût amorti sont présentés avec une actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine correspondant généralement au taux d'Euribor 1 an à la date de clôture des états financiers consolidés.

#### **4.3.2. Goodwill**

Les goodwill complets issus de regroupement d'entreprises sont affectés à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) concernée. Les UGT sont définies comme étant le plus petit groupe d'actifs liés générant des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des flux de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais font l'objet de test de dépréciation à travers l'UGT à laquelle ils appartiennent, au moins à chaque date de clôture. Une dépréciation liée à une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable dont la méthode de détermination est présentée ci-dessous. La dépréciation à constater au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles, et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « Dépréciations des goodwill ».

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité d'une UGT, les flux de trésorerie futurs sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le Groupe utilise un seul taux d'actualisation pour ses flux de trésorerie futurs. Ce taux est calculé en fonction du coût moyen des capitaux employés. Les flux futurs de trésorerie sont déterminés sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Le Groupe utilise les prévisions les plus récentes, le plan à 5 ans, et au-delà de cet horizon, la valeur terminale correspond à la capitalisation à l'infini du dernier flux de l'horizon, sur la base d'un taux de croissance nul.

#### **4.3.3. Frais de développement**

Les dépenses engagées au titre des frais de développement sont inscrites obligatoirement en immobilisations incorporelles quand les conditions définies par la norme IAS 38 sont réunies :

- Faisabilité technique, et capacité technique pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif
- Intention d'achever le développement, capacité à utiliser ou à vendre l'actif, et disponibilité des ressources financières ;
- Probabilité de l'existence d'avantages économiques futurs ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses engagées.

Les dépenses engagées au titre des frais de développements portent sur l'amélioration de produit ou technologie qui seront utilisés par un ou plusieurs clients. Le Groupe évalue régulièrement à travers un Comité de suivi des projets les dépenses éligibles, principalement du temps passé, la date de début de projet et la date estimée de fin de projet (SOP Date).

Les durées d'amortissement des projets de développement sont issues du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles. La durée d'amortissement choisie pour l'ensemble des projets est de 5 ans à partir de la date estimée de fin de projet.

Les dépenses engagées ne répondant pas aux critères d'activation des frais de développement, et les dépenses engagées au titre des frais de recherche, sont comptabilisées en résultat.

#### **4.3.4.Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles, figurent dans les comptes consolidés pour leur prix d'acquisition ou de production, ou leur juste valeur si elles ont été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, diminué des amortissements cumulés et des dépréciations liées à des pertes de valeur constatées.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Lorsque cela est applicable, le coût total de l'actif corporel est réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément étant comptabilisé séparément. Tel est le cas lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les amortissements pour dépréciation ont été déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en fonction de leur utilisation probable. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des composants de chaque immobilisation comme suit :

Logiciels et licences	Linéaire	5 ans
Matériel industriel	Linéaire	5 ans
Installations générales et agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans

#### **4.3.5.Contrats de location**

La norme IFRS 16 sur les contrats de location remplace la norme IAS 17 et les interprétations liées. Elle introduit un principe unique de comptabilisation des contrats de location pour les preneurs avec la reconnaissance d'un actif immobilisé et d'une dette de location pour la grande majorité des contrats.

Le preneur enregistre ainsi :

- Un actif non courant représentatif du droit d'utilisation du bien loué à l'actif de l'état de la situation financière consolidée ;
- Une dette financière représentative de l'obligation de payer ce droit au passif de l'état de la situation financière consolidée ;

- Des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les dettes de location au compte de résultat consolidé.

À la date de prise d'effet du contrat de location, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements minimum restant à effectuer sur la période non résiliable du contrat ainsi que des paiements liés aux options que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. Ce montant est ensuite évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À cette même date, le droit d'utilisation est comptabilisé pour une valeur correspondant au montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, (i) les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur, (ii) les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat ainsi que (iii) l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Ce montant est ensuite diminué des amortissements et des pertes de valeur constatés. Les droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat, y compris les options de résiliation anticipée et de renouvellement que le preneur est raisonnablement certain d'exercer. Lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou lorsqu'il comprend une option d'achat, qui sera exercée avec une certitude raisonnable, le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent selon les mêmes conditions que celles appliquées aux actifs détenus en propre.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et le remboursement du principal du passif locatif et sont reconnus dans les flux sur les opérations de financement, dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Par la suite, la dette et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent doivent être ré-estimé pour prendre en compte les situations suivantes :

- La révision de la durée de location ;
- Toute modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option de résiliation anticipée ou de renouvellement ;
- La ré-estimation des garanties de valeur résiduelle ;
- La révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers ;
- Les ajustements des loyers.

Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont (i) l'exclusion des contrats de courte durée et (ii) l'exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les loyers des contrats exclus du scope de la norme IFRS 16 ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, sont comptabilisés en charges opérationnelles.

#### **4.3.6. Dépréciation des actifs immobilisés**

Les actifs immobilisés, à durée de vie définie ou indéfinie, font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, et que leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année en comparant la valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

#### **4.3.7. Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IAS 39, et présentés selon les dispositions des normes IAS 32 et IFRS 7.



Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument. Les actifs financiers, utilisés par le Groupe, sont classés selon les quatre catégories :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat tels que les placements VMP : correspondent à des actifs titres acquis par le Groupe dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur (hors coûts direct de transaction comptabilisés en résultat). A chaque arrêté comptable les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.
- Placements détenus jusqu'à l'échéance tels que les dépôts et cautionnements : titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. En dehors de rares exceptions, la norme prévoit l'interdiction de céder ces titres avant leur échéance. Ces titres sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, puis ultérieurement selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. En cas de signe objectif de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- Prêts et créances rattachés ou non à des participations : cette catégorie enregistre les actifs financiers non dérivés à paiement déterminé ou déterminable. Ces actifs sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et les créances dont l'échéance est inférieure à 12 mois après la date de clôture ne sont pas actualisés. En cas de signe objectif de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- Actifs financiers disponibles à la vente : cette catégorie regroupe les autres actifs financiers tels que des participations non consolidées. Ils sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition (frais de transaction inclus). A chaque arrêté, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. En l'absence de marché actif, le Groupe évalue la juste valeur d'une participation non consolidée sur la base d'une quote-part de capitaux propres et sur les perspectives de rentabilité de cette la participation. Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans une réserve spéciale. En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable, la moins-value latente est comptabilisée en capitaux propres. Ces variations, y compris les dépréciations, sont contrepassées et constatées dans le résultat de l'exercice au moment de la cession de ces actifs.

Il n'a pas été identifié d'actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2020.

#### **4.3.8.Stocks et en-cours**

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré (CMUP).

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût d'achat comprenant le prix d'achat, les frais d'approche (transport et passage en douane), le marquage et les frais accessoires. Les frais financiers ne sont pas présentés dans l'évaluation des stocks.

Les marges internes, nettes des frais d'approche, pratiquées entre les différentes sociétés du Groupe sur des marchandises présentées en stock à la date de clôture, sont éliminées des états financiers consolidés.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle des produits à la date de clôture de l'exercice.

#### **4.3.9.Créances clients**

Les créances clients sont évaluées à leur juste valeur et principalement composées de la différence entre le chiffre d'affaires constaté, facturé, et les encaissements reçus des clients. Les créances évaluées pour leur juste valeur sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement en

tenant compte des sommes couvertes par les organismes d'assurance-crédit. Les dépréciations sont déterminées client par client. Les dépréciations sont comptabilisées en résultat sur la ligne « Provisions et dépréciations nettes », à l'exception des dépréciations constatées sur des créances nées sur la période qui sont présentées en diminution du chiffre d'affaires conformément à la norme IFRS 15.

Les créances clients cédées et mobilisées auprès d'un organisme d'affacturage ne sont pas maintenues dans les états financiers consolidés.

Il n'existe pas de créances clients relatives à des retenues de garantie ou de SAV compte tenu de l'absence de retour significatif.

Les produits relatifs à la vente de prestation de services et de biens non livrés à la date de clôture sont présentés en déduction des créances clients (produit constaté d'avance).

#### **4.3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme offrant une grande liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture (actifs financiers à la juste valeur par résultat). Les variations de valeur sont enregistrées en « Résultat Financier ».

#### **4.3.11. Capital et frais d'émission de capital**

Les instruments de capitaux propres sont enregistrés lors de leur émission à leur prix de transaction déduction faite des coûts de transaction. Les instruments de capitaux propres ne donnent pas lieu à réévaluation. Si l'instrument de capitaux propres est annulé ou racheté, la contrepartie versée est directement déduite des capitaux propres et aucun profit ou perte n'est enregistré en résultat.

Les frais directement attribuables aux émissions d'augmentation de capital sont comptabilisés en déduction de la prime d'émission, c'est-à-dire en déduction des capitaux propres conformément à IAS 32.

#### **4.3.12. Paiements réalisés avec des actions**

##### **4.3.12.1. Transactions avec des actionnaires investisseurs**

Les transactions basées sur des actions avec des associés investisseurs ne sont pas qualifiées de paiements en actions selon IFRS 2 mais sont assimilés à des instruments de capitaux propres et traités selon IAS 32. Ils sont enregistrés en capitaux propres pour leur prix de transaction (montant de la souscription) et ne sont pas réévalués lors des arrêts ultérieurs.

Les Bons de Souscription d'Actions de *warrant* d'indemnisation (BSA<sub>G</sub>) correspondent à des instruments émis par la société au profit d'investisseurs associés, et sont présentés en Note 8.9.3.

##### **4.3.12.2. Transactions avec le Management et les salariés**

Les distributions de stock-options (SO) auprès de membre du personnel sont assimilées à des paiements en actions et sont évaluées et présentées dans les états financiers consolidés conformément à la norme IFRS 2.

Les paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments de capitaux en contrepartie des services rendus par les membres du personnel. L'évaluation à la juste valeur est établie au jour de la date d'attribution des stock-options et au moyen du modèle d'évaluation financière des options de Black & Scholes. Ce modèle d'évaluation comprend plusieurs hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

Le coût d'un paiement effectué en actions est comptabilisé en charge de la période sur la ligne « Charges de personnel », en proportion des services rendus à partir de la date d'attribution des actions gratuites.

Si la période d'acquisition des droits s'étale sur plusieurs périodes, le coût d'un paiement en action est réparti au prorata temporis.

Le coût est ajusté à chaque date de clôture si au cours de la période le nombre d'actions à émettre varie. Le coût comptabilisé en charge n'est pas repris au résultat même si l'option n'est pas exercée par le bénéficiaire.

#### **4.3.13. Avantages du personnel**

Les avantages du personnel sont évalués et présentés conformément à la norme IAS 19 selon :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations sociales, les primes payables, les véhicules mis à disposition du personnel qu'ils soient acquis par le Groupe ou financés au moyen d'un contrat de location financement, les dépenses de formation, ainsi que tous les autres éléments consommés gratuitement par le personnel ;
- Les avantages à long terme, telles que les médailles du travail et les primes payables au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Les indemnités de fin de contrat ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies ou à cotisations définies).

Les avantages à court terme sont comptabilisés en résultat sur la ligne « Avantages du personnel » et présentés en Note 9.4 ci-dessous.

Le Groupe verse au titre des régimes de retraite de bases, des cotisations à des organismes de prévoyance. Dans le cadre de ces régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes portées en résultat sur la ligne « Avantages du personnel ».

Le Groupe n'a pas mis en place d'avantages au personnel dans le cadre de régimes à prestations définies. Son engagement se limite aux indemnités légales de fin de carrière qui sont évaluées selon la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation est ensuite actualisée pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses financières et des hypothèses démographiques.

#### **4.3.14. Provisions pour risques et charges**

Une provision pour risques et charges est comptabilisée dès qu'il existe une obligation, nettement précisée quant à son objet, résultant d'événements survenus ou en cours, et rendant probable une sortie de ressources mais dont l'échéance reste incertaine. Le montant provisionné dans la situation financière est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture, en excluant les produits éventuellement attendus. Chaque risque ou charge fait l'objet d'une évaluation au cas par cas à la date de clôture et les provisions sont ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions sont présentées en provisions courantes si la provision couvre une obligation devant être réglée ou dénouée dans les 12 mois suivants la date de clôture, à défaut les provisions sont présentées en non courantes.

Les provisions non courantes sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif conformément à la norme IAS 37.

Les actifs et passifs éventuels, c'est-à-dire un actif ou un passif dont l'existence dépend d'événements futurs incertains, ne sont pas comptabilisés dans la situation financière à l'exception des passifs éventuels reconnus lors d'un regroupement d'entreprises.

#### **4.3.15. Dettes financières**

Les passifs financiers sont évalués selon les dispositions de la norme IAS 39, et présentés selon les normes IAS 32 et IFRS 7.

Ils sont enregistrés à leur juste valeur au moment de leur acquisition (coût de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières sont ventilées dans les états financiers consolidés entre :

- Les emprunts et dettes financières à long terme pour la partie des dettes supérieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs non courants ;
- Les emprunts et dettes financières à court terme pour la partie inférieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs courants.

Les dettes financières non courantes rémunérées ne font pas l'objet d'une actualisation à la date de clôture.

Le Groupe ne dispose pas de passif financier évalué à la juste valeur (autres que des instruments dérivés) dans l'état de la situation financière à la date de clôture.

Les passifs financiers obtenus dans des conditions hors marché (emprunt à taux zéro) sont présentés à leur juste valeur avec contrepartie du profit en résultat. Le profit est par la suite repris en résultat pour être intégré au taux d'intérêt effectif de l'emprunt pour ramener ce dernier au taux normal du marché.

Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la juste valeur initiale de la dette émise, et étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **4.3.16. Dettes fournisseurs**

Les dettes fournisseurs cédées et mobilisées auprès d'un organisme d'affacturage sont maintenues dans les états financiers consolidés.

#### **4.3.17. Instruments dérivés**

Les Bons de Souscription d'Action (BSA) émis par la société ne répondant pas à la définition d'un instrument de capitaux propres, c'est-à-dire lorsque le dénouement de l'instrument ne se traduit pas par la remise d'un nombre fixe d'actions de la société, sont classés et évalués comme un instrument dérivé et présenté au passif.

Cet instrument financier passif est évalué à la juste valeur à la date d'émission de l'instrument, et à chaque date de clôture. La variation de juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée en résultat et présentée en charge financière.

#### **4.3.18. Comptabilité de couverture**

Le Groupe ne dispose pas d'instrument avec une relation de couverture (de juste valeur ou de flux de trésorerie) sur les périodes présentées.

#### **4.3.19. Reconnaissance des revenus**

Les revenus du Groupe sont évalués et présentés selon la norme IFRS 15. Les revenus sont évalués en fonction du transfert de contrôle.

Le Groupe ne dispose pas d'engagement de retour de marchandises ou d'engagement de reprise.

Les produits dont le recouvrement n'est pas probable ne sont pas reconnus dans les états financiers de la période de réalisation de l'opération.

#### **4.3.20. Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche**

Les produits relatifs aux subventions d'exploitation sont présentés en autres produits opérationnels.

Des crédits d'impôt recherche (CIR) sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire. Le produit relatif au crédit d'impôt recherche est présenté en déduction des charges auxquelles le CIR est lié, net des honoraires engagés au titre de l'évaluation de ce crédit d'impôt. Les flux de trésorerie issus du Crédit d'impôt recherche sont présentés dans les flux de trésorerie relatifs aux opérations de financement.

Les subventions d'exploitation ayant le même fonctionnement que le CIR sont traitées de la même façon que le CIR.

Les créances fiscales relatives au crédit d'impôt sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement ou l'imputation sur les impôts exigibles est supérieur à 12 mois après la date de clôture, et font l'objet d'une actualisation.

#### **4.3.21. Fiscalité**

##### **4.3.21.1. Impôts sur les sociétés**

Il n'existe pas de périmètre d'intégration fiscale au sein du Groupe au 31 décembre 2020.

Les créances fiscales relatives à des remboursements d'impôts exigibles versés (*carry back*) sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement est supérieur à 12 mois après la date de clôture et font l'objet d'une actualisation.

##### **4.3.21.2. Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporaires observées entre la valeur dans les états financiers consolidés d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale conformément à la norme IAS 12. Les différences permanentes telles que les dépréciations des goodwill et les paiements aux actions ne font pas l'objet d'une fiscalité différée.

Les taux d'imposition utilisés pour l'évaluation des impôts différés sont ceux relatifs à l'entité fiscale dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif. Le taux d'imposition retenu pour les sociétés françaises est de 26,5%. Les différences temporaires assises sur les biens immobiliers sont soumises au régime des plus ou moins-values de cession immobilière.

Les effets de modification des taux d'imposition (report variable) sont inscrits dans le compte de résultat de la période au cours duquel le changement a été décidé par l'administration fiscale locale sauf lorsque la contrepartie a été comptabilisée initialement en capitaux propres, dans ce cas l'effet de changement de taux est comptabilisé également dans les capitaux propres.

Les impôts différés ont été comptabilisés en fonction des échéances de retournement des différences temporaires et des nouveaux taux d'imposition issus de la loi de finance 2020 pour les sociétés françaises (taux progressif jusqu'à 25% en 2022).

Les impôts différés actifs et impôts différés passifs sont présentés en position nette (impôts différés nets) pour chaque entité fiscale.

En présence d'impôts différés nets actifs générés principalement par des situations fiscales déficitaires (déficits fiscaux reportables), les impôts différés actifs sont comptabilisés (reconnus) dans la situation financière que dans la mesure où il est fortement probable qu'ils seront imputés sur des bénéfices futurs de l'entité fiscale concernée. Les impôts différés actifs non reconnus sont mentionnés le cas échéant dans la Note 8.18 ci-dessous.

Les impôts différés sont présentés dans la partie non courante de la situation financière et ne font pas l'objet d'une actualisation.

#### **4.3.22. Contribution économique territoriale**

La contribution économique territoriale (CET) des sociétés françaises du Groupe est présentée au compte de résultat consolidé :

- En « Impôts et Taxes » pour la contribution foncière des entreprises (CFE), celle-ci étant assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, elle est de ce fait assimilable à une charge opérationnelle ;
- En « Impôts sur les sociétés » pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), celle-ci étant assise sur la valeur ajoutée produite par le Groupe, elle présente les caractéristiques des impôts sur le résultat au regard de la norme IAS 12. Les retraitements affectant la valeur ajoutée telle que définie par le Code général des impôts pour la détermination de la CVAE, font l'objet d'un impôt différé au taux de la CVAE conformément à la norme IAS 12.

#### **4.3.23. Résultat financier**

Le résultat financier comprend les éléments encaissés suivants :

- Les produits financiers encaissés d'instruments financiers tels que les revenus des titres, des prêts et des créances ainsi que les produits de cessions des VMP ;
- Les charges financières décaissées telles que les charges financières sur les découverts bancaires, sur les emprunts, sur les locations financements, sur l'affacturage, mais également les frais relatifs aux services bancaires ;

Le résultat financier comprend également les éléments calculés suivants :

- Les effets de l'actualisation des éléments de la situation financière ;
- La variation de la juste valeur des instruments financiers avec une relation de couverture de flux de trésorerie ;
- Les dépréciations et reprises de provision des actifs financiers évalués au coût amorti ;

Le coût de l'endettement net est constitué des charges financières décaissées déduction faite des produits financiers encaissés.

#### **4.3.24. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères**

La comptabilisation et l'évaluation des transactions libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au cours du jour de la transaction.

En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change à la clôture. Les gains et pertes de change en résultant sont inscrits au compte de résultat :

- En résultat opérationnel pour les transactions commerciales ;
- En produits de trésorerie ou dans le coût de l'endettement financier pour les opérations financières.

#### **4.3.25. Résultat par action**

Le résultat net de base par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation au cours de la période.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le bénéfice net par action.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée génère un effet anti-dilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte.

#### **4.3.26. Secteurs opérationnels**

Un secteur opérationnel est une composante distincte :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges, y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatives à des transactions avec d'autres composantes du Groupe ;
- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Management du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Groupe comporte deux secteurs opérationnels appelés :

- Portable et mobilité ;
- Transport et stockage.

Le premier niveau d'information sectoriel du Groupe est le secteur opérationnel, le second est le secteur géographique.

Les données sectorielles du reporting interne et celles présentées dans la Note 7 ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les États financiers consolidés.

La mesure de la performance de chaque segment est effectuée à partir de l'EBITDA, de l'EBIT et du résultat opérationnel. Les agrégats EBITDA et EBIT se définissent comme suit :

- L'EBITDA se définit comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations ;
- L'EBIT se définit comme le résultat opérationnel.

#### **4.3.27. Parties liées**

Les parties liées présentées dans les états financiers consolidés sont définies comme étant :

- Les parties contrôlées par le Groupe : il n'a pas été identifié de participation contrôlée ou d'entreprise associée ;
- Les parties contrôlant le Groupe telles que les personnes morales actionnaires ;
- Les personnes physiques membre du personnel de direction du Groupe ou des parties contrôlant le Groupe, ou qui l'influencent notablement.

Les actifs et passifs financiers relatifs aux parties liées sont présentés en actifs ou passifs financiers non courants si ceux-ci sont réglés ou rendus exigibles dans les 12 mois suivant la date de clôture de la période présentée, à défaut ces éléments sont présentés en actifs et passifs financiers courants. Les actifs et passifs relatifs aux parties liées sont actualisés pour leur part non courante si l'effet de la valeur temps est significatif.

Les informations relatives aux parties liées sont présentées en Note 10.1 ci-dessous conformément à la norme IAS 24.

## 5. Informations relatives au périmètre de consolidation

Les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

Société	Localisation	31 décembre 2020			31 décembre 2019		
		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
FORSEE POWER SAS	France	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER SOLUTIONS Ltd.	Hong-Kong	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER Spz	Pologne	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN UNIROSS INDUSTRY Ltd.Co.	Chine	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN FORSEE DEVELOPMENT Ltd.Co.	Chine	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER INDIA (1)	Inde	100%	100%	IG			NC
FORSEE POWER PTE	Singapour	100%	100%	IG			NC
NEOT CAPITAL	France	15%	15%	NC	15%	15%	NC

### (1) Création en 2020

Au 31 décembre 2020, le périmètre de consolidation comprend 7 sociétés en intégration globale.

Les participations ci-dessous n'ont pas été consolidées au 31 décembre 2020 compte tenu d'une incidence non significative dans le résultat 2020 du Groupe :

- NEOT CAPITAL (15%)
- N Green Mobility, filiale de NEOT CAPITAL



## **6. Informations permettant la comparabilité des comptes**

### **6.1. Variation de périmètre de l'exercice**

- Création de l'entité Forsee Power India en juillet 2020 et détenue à 100 % par Forsee Power SAS.
- Intégration des comptes de la filiale Forsee Power Pte située à Singapour et détenue à 100 % par Forsee Power SAS.

### **6.2. Variation de périmètre de l'exercice précédent**

- Création de l'entité chinoise Zhongshan Forsee Development en mai 2019 et détenue à 100 % par Forsee Power SAS.

Cette création intervient dans le cadre d'une scission partielle de Zhongshan Uniross Industry.

### **6.3. Changements de présentation et de méthodes comptables**

#### **6.3.1. Reclassement d'instruments financiers**

Les reclassements de présentation comptable sur certains instruments financiers ont été réalisés dans les états financiers consolidés :

- Opérations de cession de créance (factor) :

Avant 2020, les états financiers consolidés IFRS présentaient un maintien au poste clients des créances cédées au factor HSBC, en contrepartie d'une dette financière présentée nette des retenues de garantie.

En 2020, le contrat de cession de créances avec HSBC a été renégocié afin d'assurer un transfert des risques de retard de paiement, d'impayé, de change et une limitation des recours du factor en cas de non paiements des créances garanties.

L'ensemble des créances clients cédées au factor HSBC n'est donc pas présenté dans le bilan consolidé.

## 7. Informations par segment d'activité et par zone géographique

Le Management a défini les segments d'activité sur la base des reporting qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments et d'évaluation de leur performance.

Les reporting du Groupe comportent deux secteurs opérationnels appelés :

- *Light Vehicles and Industrial Tech* : regroupant le marché de la mobilité légère ou des équipements portables des applications dont les besoins en énergie sont inférieurs à 2-4 kWh. Le Groupe développe des packs batteries répondant à une large majorité des besoins du marché sur les segments du vélo électrique (e-Bikes), du scooter électrique (e- Scooters), des autres véhicules légers de 1 à 4 roues, des équipements médicaux, des objets connectés, de la domotique, de la robotique et de l'outillage professionnel.
- *Heavy Vehicles* : regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation hybride ou électrique des différents moyens de transport (véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », bus, camions, marine, offshore, tramways et trains) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel).

### 7.1. Informations par segment d'activité

Le compte de résultat par segment d'activité n'est pas disponible au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 0 M€ sur le secteur *LeV & Ind Tech (Light Vehicles and industrial tech)* et de 36,4 M€ sur le secteur *HeV (Heavy Vehicles)* au 31 décembre 2020.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 6 M€ sur le secteur *LeV & Ind Tech (Light Vehicles and industrial tech)* et de 26,5 M€ sur le secteur *HeV (Heavy Vehicles)* au 31 décembre 2019.

Les orientations prévues en 2020 par le Management permettront d'atténuer le degré de dépendance à l'égard de ces clients.

en milliers d'euros	LeV & Ind Tech	HeV	Inter secteur et Autres	31 décembre 2020
Actifs sectoriels non courants	15 721	20 018	65	35 804
Actifs sectoriels courants	9 675	35 837	13 138	58 649
Passifs sectoriels non courants	(44 240)	(6 365)	(53 050)	(103 656)
Passifs sectoriels courants	(1 729)	(2 338)	(19 137)	(23 204)
<b>Total</b>	<b>(20 574)</b>	<b>47 152</b>	<b>(58 984)</b>	<b>(32 406)</b>
Capitalisation de frais de R&D		4 018		4 018
Acquisition d'immobilisations	834		1 643	2 476
Autres dépenses d'investissement non courants	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>834</b>	<b>4 018</b>	<b>1 643</b>	<b>6 495</b>

en milliers d'euros	LeV & Ind Tech	HeV	Inter secteur et Autres	31 décembre 2019
Actifs sectoriels non courants	7 029	16 549	1 595	25 173
Actifs sectoriels courants	25 153	20 341	4 860	50 354
Passifs sectoriels non courants	(4 003)	(3 494)	(27 789)	(35 286)
Passifs sectoriels courants	(10 974)	(14 718)	(17 990)	(43 682)
<b>Total</b>	<b>17 206</b>	<b>18 678</b>	<b>(39 325)</b>	<b>(3 441)</b>
Capitalisation de frais de R&D	24	2 956		2 980
Acquisition d'immobilisations	1 297	498	2557	4 351
Autres dépenses d'investissement non courants				
<b>Total</b>	<b>1 321</b>	<b>3 454</b>	<b>2557</b>	<b>7 331</b>

## 7.2. Informations par zone géographique

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
France	44 633	28 116
Europe	10 916	16 457
Asie	3 843	2 880
Etats-Unis	1 968	2 598
Reste du monde	700	291
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>62 060</b>	<b>50 342</b>

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
France	9 326	6 508
Europe	11	8
Asie	823	815
Reste du monde		
<b>Total Investissements</b>	<b>10 159</b>	<b>7 331</b>

## 8. Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée

### 8.1. Goodwill

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2020
Goodwill	1 523						1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>
<b>Dépréciations</b>							
Goodwill							
<b>Total</b>							
<b>Goodwill</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>

Il n'a pas été établi de tests de sensibilité dans la détermination de la valeur actuelle des goodwill au 31 décembre 2020, les tests de dépréciation n'ont pas décelé d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2020.

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2020
Goodwill issu des activités Ersé (2012)	219	219
<b>Goodwill UGT Portable et Mobilité</b>	<b>219</b>	<b>219</b>
Goodwill issu des activités Dow Kokam (2013) (1)	1 304	1 304
<b>Goodwill UGT Transport et Stockage</b>	<b>1 304</b>	<b>1 304</b>
<b>Total</b>	<b>1 523</b>	<b>1 523</b>

- (2) L'acquisition des activités de Dow Kokam France en 2013 a généré un goodwill de 1 304 K€ après la reconnaissance d'un passif éventuel de 6,5 M€ relatif au contentieux en cours avec l'Administration fiscale sur le Crédit d'impôt recherche des exercices 2010 à 2012. Cette provision sur passif éventuel a été reprise intégralement en résultat au 30 juin 2017 suite à l'abandon des motifs de contestation de l'Administration fiscale le 3 juillet 2017.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Impairment	Effets de conversion	31 décembre 2019
Goodwill	1 523						1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>
<b>Dépréciations</b>							
Goodwill							
<b>Total</b>							
<b>Goodwill</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>

## 8.2. Immobilisations incorporelles

L'augmentation des immobilisations incorporelles en cours correspond aux dépenses de recherche et développement activées.

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2020.

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Redassement	Ecart de conversion	Autres	31 décembre 2020
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de développement	4 702							4 702
Logiciels	1 310		151					1 461
Autres immobilisations incorporelles	143		16	(10)		(4)		145
Frais de développement en cours	8 616		4 018		(3 120)			9 514
Immobilisations incorporelles en cours	(2 502)		(0)	(118)	3 120			500
<b>Total</b>	<b>12 269</b>		<b>4 185</b>	<b>(128)</b>		<b>(4)</b>		<b>16 322</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Frais de recherche	(1 003)		(1 905)					(2 908)
Logiciels	(1 099)		(180)					(1 279)
R&D Autres immobilisations incorporelles	(36)		(40)			2		(74)
<b>Total</b>	<b>(2 138)</b>		<b>(2 125)</b>			<b>2</b>		<b>(4 262)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>10 131</b>		<b>2 059</b>	<b>(128)</b>		<b>(2)</b>		<b>12 060</b>

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Redassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2019
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de recherche	2 028		0		2 675			4 702
Concession, brevets & droits similaires	1 103				207			1 310
Autres immobilisations incorporelles	5 789	0	3 364	(14)	(2 881)	0		6 257
<b>Total</b>	<b>8 920</b>	<b>0</b>	<b>3 364</b>	<b>(14)</b>	<b>(1)</b>	<b>0</b>		<b>12 269</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Logiciels	(1 275)		(878)	14		0		(2 138)
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>7 645</b>	<b>0</b>	<b>2 486</b>	<b>(0)</b>	<b>(1)</b>	<b>0</b>		<b>10 131</b>

### 8.3. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	Nvx contrats de loc IFRS 16	31 décembre 2020
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>								
Constructions	18					(1)		17
Droits d'utilisation sur constructions	4 083					(21)	8 290	12 352
Installations techniques, matériels et outillages	6 432		927	(328)	2	(30)		7 003
Autres immobilisations corporelles	1 882		493	(68)		(10)		2 297
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles	225				34	(1)	23	280
Immobilisations corporelles en cours	3 204		879	(147)	(2)	262		4 196
<b>Total</b>	<b>15 844</b>		<b>2 299</b>	<b>(543)</b>	<b>34</b>	<b>198</b>	<b>8 313</b>	<b>26 146</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Constructions	(10)		(2)			1		(11)
Droits d'utilisation sur constructions	(2 078)		(1 194)			15		(3 257)
Installations techniques, matériels et outillages	(4 053)		(687)	116		12		(4 612)
Autres immobilisations corporelles	(1 008)		(345)	36		4		(1 313)
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles	(124)		(89)		(8)	0		(221)
<b>Total</b>	<b>(7 273)</b>		<b>(2 317)</b>	<b>152</b>	<b>(8)</b>	<b>33</b>		<b>(9 414)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>8 570</b>		<b>(18)</b>	<b>(391)</b>	<b>26</b>	<b>231</b>	<b>8 313</b>	<b>16 731</b>

L'augmentation des immobilisations corporelles en cours correspond aux dépenses liées aux lignes de production automatiques qui seront mises en service en 2022 sur le site de Chasseneuil-du-Poitou.

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations corporelles au 31 décembre 2020.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Adoption d'IFRS 16	31 décembre 2019
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>								
Constructions	18					0		18
Droit d'utilisation de biens immobiliers			412			(9)	3 680	4 083
Installations techniques, matériels et outillages	5 316		1 163	(45)		(2)		6 432
Autres immobilisations corporelles	1 557	0	337	(12)		1		1 882
Droit d'utilisation des véhicules de tourisme			17		(23)		230	225
Immobilisations corporelles en cours	1 273		1 947	(14)		(1)		3 204
<b>Total</b>	<b>8 165</b>	<b>0</b>	<b>3 875</b>	<b>(72)</b>	<b>(23)</b>	<b>(12)</b>	<b>3 911</b>	<b>15 844</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Constructions	(8)		(2)			(0)		(10)
Amort droit d'utilisation de biens immobiliers			(541)			6	(1 543)	(2 078)
Installations techniques, matériels et outillages	(3 509)		(562)	17		1		(4 053)
Amort droit d'utilisation des véhicules de tourisme			(75)		23		(71)	(124)
Autres immobilisations corporelles	(778)		(268)	38		(0)		(1 008)
<b>Total</b>	<b>(4 294)</b>		<b>(1 449)</b>	<b>55</b>	<b>23</b>	<b>6</b>	<b>(1 614)</b>	<b>(7 273)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>3 870</b>	<b>0</b>	<b>2 427</b>	<b>(17)</b>		<b>(6)</b>	<b>2 297</b>	<b>8 570</b>

## 8.4. Actifs financiers

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2020
<b>Actifs financiers</b>								
Titres immobilisés (1)	558					(0)		558
Dépôts de garanties et cautionnements versés	165		3 674		1	(0)		3 840
Autres actifs financiers (versements à effectuer)	(0)			0	(1)	25	(24)	(0)
<b>Total</b>	<b>723</b>		<b>3 674</b>	<b>0</b>		<b>24</b>	<b>(24)</b>	<b>4 398</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	723		3 674	0		24	(24)	4 398

(1) Les titres immobilisés correspondent à la participation de 15% pour 557,5 K€ dans NEOT CAPITAL (cf. Note 5).

Les actifs financiers non courants non rémunérés n'ont pas été actualisés au 31 décembre 2020 compte tenu des montants non significatifs et du taux d'Euribor 1 an.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2019
<b>Actifs financiers</b>								
Titres immobilisés	38		520			0		558
Dépôts de garanties et cautionnements versés	178			(12)				165
<b>Total</b>	<b>215</b>		<b>520</b>	<b>(12)</b>		<b>(8)</b>	<b>8</b>	<b>723</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	215		520	(12)		(8)	8	723

## 8.5. Stocks et en-cours

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Matières premières et autres approvisionnements	17 327	12 584
En cours de production	1 463	1 701
Marchandises et produits finis	13 506	5 082
Dépréciations de stocks	(2 112)	(1 197)
<b>Stocks nets</b>	<b>30 184</b>	<b>18 170</b>

## 8.6. Créances

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créances clients	8 789	18 613
Dépréciation des créances clients	(184)	(104)
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	5 574	7 010
<b>Créances nettes</b>	<b>14 180</b>	<b>25 519</b>

L'échéance des créances clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Créances clients</b>	<b>8 789</b>	<b>18 613</b>
Non échues	8 789	0
Echues à moins d'un 1 an		18 613
Echues à plus d'un 1 an	0	0

## 8.7. Autres actifs

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créances sociales	24	56
Créances fiscales	800	2 168
Comptes courants	270	75
Débiteurs divers (1)	1 344	1 056
Charges constatées d'avance (2)	1 205	441
Dépréciation des autres actifs courants	(30)	(30)
<b>Autres actifs</b>	<b>3 612</b>	<b>3 766</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	<i>3 013</i>	<i>3 752</i>
<i>Non courant</i>	<i>600</i>	<i>14</i>

1) Dont 655 K€ sur Zhongshan Uniross Industry Ltd contre 676 K€ en 2019 ;

2) Dont 559 K€ sur dettes de location



## 8.8. Trésorerie

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	11 273	2 913
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>11 273</b>	<b>2 913</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 273	2 913
Découverts bancaires		
<b>Trésorerie nette</b>	<b>11 273</b>	<b>2 914</b>
en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	2 913	12 075
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>2 913</b>	<b>12 075</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 913	12 075
Découverts bancaires		
<b>Trésorerie nette</b>	<b>2 913</b>	<b>12 076</b>

## 8.9. Capitaux propres

### 8.9.1. Capital social

Au 31 décembre 2020 le nombre de titres de la société FORSEE POWER SAS en circulation est de 299 876 à la valeur nominale de 10 €, soit un montant total du capital social de 2 998 760 €.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) du 18 décembre 2017, des actions de préférence ont été créés : les actions de préférence de catégorie C2 et les actions de préférence de catégorie C3 (ADPC3). A Chaque ADPC2 est attaché 0,67 droits de vote et à chaque ADPC3 est attachée une quote-part de voix correspondant à la quote-part de capital que représente la dite ADPC3. L'AGE du 18 décembre 2017 a converti 5 275 actions ordinaires en 5 275 ADPC3 et 87 074 actions ordinaires en ADPC2.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur l'exercice 2017 à la suite de la recapitalisation du Groupe :

- Le 18 décembre 2017 pour 40 700 € par l'émission de 4 070 actions ordinaires au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 1 502 481,20 € par compensation de créance ;
- Le 18 décembre 2017 pour 342 990 € par l'émission de 34 299 ADPC2 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 12 661 818,84 € par compensation de créance ;
- Le 18 décembre 2017 pour 474 730 € par l'émission de 47 473 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 17 525 132,68 € en numéraire.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur 2018 à la suite du refinancement du Groupe :

- Le 21 décembre 2018 par l'émission de 26 375 ADP C3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 9 736 595 € en numéraire.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur 2019 à la suite de la recapitalisation du Groupe :

- Le 13 mars 2019 pour 105 500 € par l'émission de 10 550 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 3 894 638 € en numéraire ;
- Le 18 décembre pour 131 880 € par l'émission de 13 188 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 4 868 482 € en numéraire ;
- Le 18 décembre pour 52 750 € par l'émission de 5 275 ADPC3b au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 1 947 319 € en numéraire ;
- Le 18 décembre pour 118 670 € par l'émission de 11 867 ADPC3b au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 4 380 822 € en numéraire ;
- Le 26 décembre pour 82 610 € par la souscription de 8 261 ADPC3b par conversion de 7 913 OC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 3 049 631 € en numéraire ;
- Le 26 décembre pour 55 160 € par la souscription de 5 516 ADPC3 par conversion de 5 274 OC4 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 2 036 287 € en numéraire.

Le Groupe ne détient pas d'actions propres dans les périodes présentées.

### **8.9.2.Dividendes**

La société FORSEE POWER SAS n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La société n'envisage pas de distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

### **8.9.3.Paiements fondés sur des actions**

#### **8.9.3.1. Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie**

Dans le cadre des dernières levées de fonds, la société a émis plusieurs garanties au profit des nouveaux investisseurs pour couvrir certains risques spécifiques. Ces garanties financières ont pris la forme d'émission de plusieurs Bons de Souscription d'Action ou *warrant* de garantie :

- 100 BSA<sub>G1</sub> lors de l'AGE du 18 décembre 2017 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 52 748 ADPC3 ;
- 100 BSA<sub>BEI Warrant 2</sub> au 15 mars 2018 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 1 650 ADPC3 ;
- 100 BSA<sub>G2</sub> lors de l'AGE du 21 décembre 2018 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 26 375 ADPC3.

Ces BSA ne sont pas une composante d'un instrument financier hybride avec une composante dette/capitaux propres. Par ailleurs les bénéficiaires de ces BSA étant des actionnaires investisseurs, les BSA attachés à ces actions ne sont pas qualifiés de paiement en action selon IFRS 2.

Ces BSA de garantie comportent des caractéristiques semblables à des BSA de type *Ratchet* permettant aux investisseurs de maintenir leur prix moyen d'investissement. Ces BSA sont exerçables à tout moment et jusqu'à leur date d'échéance sous réserve de la survenance d'un risque couvert.

Toutefois compte tenu que les conditions d'exercice de ces BSA de warrant de garantie n'ayant jamais été remplies pour les principaux risques couverts par la garantie, la Direction estime que la probabilité de réunir les conditions d'exercice de ces BSA est très petite. Ainsi la Direction considère que ces instruments financiers ont une valeur non significative, et ne sont donc pas présentés en tant que dérivé passif.

Compte tenu de ces éléments, ces BSA de warrant de garantie sont qualifiés selon IAS 32 d'instrument de capitaux propres, et seront enregistrés en capitaux propres pour leur montant de transaction aux dates d'émission et d'exercice.

### 8.9.3.2. Stock-Options

Le tableau ci-dessous présente les stock-options attribuées au 31 décembre 2020 :

	Date d'attribution	Nombre de SO attribués	Nombre de SO annulés	Nombre en cours	Vesting period	Maturity
Stock Options (SO 2019)	2 avril 2019	6 000	0	6 000	4 years	2 avril 2023
Stock Options (SO 2019)	28 janvier 2020	1 800	0	1 800	4 years	28 janvier 2024
Stock Options (SO 2019)	13 novembre 2020	750	0	750	4 years	13 novembre 2024
<b>Total</b>		<b>8 550</b>	<b>0</b>	<b>8 550</b>		

La charge reconnue au titre des transactions basées sur des actions sur les périodes présentées est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Coûts déjà constatés en réserves à la date de clôture</b>	<b>268</b>	<b>0</b>
Charges constatées en résultat de la période	464	268
Reprise des coûts des attributions caduques sur la période	0	0
<b>Coûts en réserves à la date de clôture</b>	<b>733</b>	<b>268</b>
Charges à reconnaître sur les exercices futurs	1 323	1 163
Reprise des coûts des attributions exercées sur la période	0	
<b>Coût total à la date d'attribution</b>	<b>2 056</b>	<b>1 432</b>

Le tableau ci-dessous résume les données utilisées dans le modèle d'évaluation des stock-options

	Hypothèses utilisées au 31 December 2020 - à la juste valeur au PER selon IFRS 2 (Black & Scholes)				Evaluation unitaire selon IFRS 2	Cout probable IFRS 2
	Strike price en €	Taux sans risque	Prime de risque	Volatility attendue		en milliers d'euros
Stock Options (SO 2019)	340,00 €	-0,44%	10,0%	69,6%	238,63 €	1 432
Stock Options (SO 2019)	340,00 €	-0,59%	10,0%	70,8%	240,11 €	432
Stock Options (SO 2019)	340,00 €	-0,74%	10,0%	80,4%	256,01 €	192

#### 8.9.4. Résultat net par action

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Résultat net	(29 412)	(26 347)
Nombre moyen d'action en circulation	299 876	255 252
<b>Résultat net par action</b>	<b>(98,08) €</b>	<b>(103,22) €</b>
Résultat net	(29 412)	(26 347)
Effect des dilutions :		
6 857 BSA BEI Warrant A émis le 15 mars 2018 pouvant être convertis en actions ordinaires AO (1)	7 965	7 965
100 BSA G <sub>1</sub> de garantie émis le 18 décembre 2017 pouvant être convertis pour un montant maximum de 52 748 ADP C <sub>3</sub> (2)	52 748	52 748
100 BSA Warrant B BEI de garantie émis le 15 mars 2018 pouvant être convertis pour un montant maximum de 1 650 AO (2)	1 650	1 650
100 BSA G <sub>2</sub> de garantie émis le 21 décembre 2018 pouvant être convertis pour un montant maximum de 26 375 ADP C <sub>3</sub> (2)	26 375	26 375
<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>(75,68) €</b>	<b>(76,59) €</b>

- 1) BSA émis dans le cadre de l'émission de l'emprunt BEI de 20 M€ et faisant l'objet d'une présentation distincte en dérivé (cf. Note 8.12). Le ratio d'exercice des BSA BEI Warrant A a conduit à ajuster lors de l'AGE du 18 décembre 2019 de 6 857 à 7 965 le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être souscrites.
- 2) BSA de garantie émis au profil des investisseurs entrants depuis décembre 2017 (cf. Note 8.9.3.1) ;

#### 8.10. Provisions pour risques et charges

##### 8.10.1. Détail des Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2020
<b>Provisions</b>									
Litiges	1 895		377	(113)	(113)	(0)			2 158
Avantages au personnel	235			(9)	(9)				227
Autres provisions pour risques et charges	3 259		3 561	(664)	(664)	0		(0)	6 156
Provision réglementaire									
<b>Provisions</b>	<b>5 389</b>		<b>3 938</b>	<b>(785)</b>	<b>(785)</b>	<b>(0)</b>		<b>(0)</b>	<b>8 541</b>
<b>Dont</b>									
Courant									
Non courant	5 389		3 938	(785)	(785)	(0)		(0)	8 541

Les principales provisions sont :

- 294 K€ de litiges Prud'hommaux ;
- 615 k€ de provision pour risque commercial ;
- 803 k€ de provision liée à des frais de procédure ;
- 1 000 k€ pour le recyclage des batteries ;

- 2 476 k€ pour la garantie SAV ;
- 1 900 k€ pour la provision sur stocks.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2019
<b>Provisions</b>									
Litiges	482		2 521	(1 108)					1 895
Avantages au personnel	204		31						235
Autres provisions pour risques et charges	2 329		1 110	(180)					3 259
Provision réglementaire									
<b>Provisions</b>	<b>3 014</b>		<b>3 662</b>	<b>(1 288)</b>					<b>5 389</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	3 014		3 662	(1 288)					5 389

## 8.10.2. Pensions et indemnités de départ à la retraite

### 8.10.2.1. Régime de cotisations définies

Une charge a été comptabilisée au 31 décembre 2020 au titre des régimes à cotisations définies.

### 8.10.2.2. Régime de prestations définies

Le Groupe ne dispose pas de régime à prestations définies.

### 8.10.2.3. Indemnités de fin de carrière

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Indemnités de fin de carrière	227	235
Médailles du travail		
<b>Total</b>	<b>227</b>	<b>235</b>
en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Provision de début de période</b>	<b>235</b>	<b>204</b>
Coût net sur la période	(9)	31
Prestations versées		
Pertes et (gains) actuariels reconnus en capitaux propres		
<b>Provision de fin de période</b>	<b>227</b>	<b>235</b>

## HYPOTHESES ACTUARIELLES

Pour le régime d'indemnités de fin de carrière, les hypothèses de base (taux de rotation du personnel, augmentation de salaire) de ces calculs ont été déterminées en fonction de la politique prévisionnelle et historique du Groupe. Les hypothèses prises en compte pour les évaluations se déclinent ainsi :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Hypothèses financières</b>		
Taux d'actualisation	0,65%	0,81%
Hypothèse de taux de progression des salaires à long terme	1,00%	3,00%
Taux de charges sociales Cadres	44,00%	44,00%
Taux de charges sociales Non cadres	17 à 35%	17 à 35%
<b>Hypothèses démographiques</b>		
Ages de départ en fin de carrière retenus pour les cadres	65-67 ans	65-67 ans
Ages de départ en fin de carrière retenus pour les non cadres	65-67 ans	65-67 ans
Table de mortalité	INSEE 2019	INSEE 2018

Les taux d'actualisation retenus sont obtenus par référence au taux de rendement des obligations émises par les entreprises de 1<sup>er</sup> rang de maturité équivalente à la duration des régimes évalués d'environ 10 ans.

Le taux a été déterminé en considérant des indices de marché de taux des obligations notées AA disponibles à fin décembre 2020.

Il n'a pas été effectué d'analyse de la sensibilité de l'engagement au 31 décembre 2020.

## 8.11. Emprunts et dettes financières

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Emissions	Intérêts présentés au titre des emprunts à taux zéro	Remboursements	Reclassement	Ecart de conversion	Effet du TIE	Variation nette	Juste valeur	Emissions emprunts IFRS 16	31 décembre 2020
Emprunts obligataires (1)		30 000									30 000
Emprunts auprès de la BEI (2)	18 107	0					658				18 765
Emprunts auprès de la BPI	19		14	(33)							0
Emprunt Atout auprès de la BPI		5 000									5 000
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI		5 000									5 000
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP (3)		7 500	(1 237)								6 263
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC (3)		7 500	(1 237)								6 263
Dettes sur droit d'utilisation - non courant (4)	1 815			(634)	(199)	(6)				8 313	9 289
Dépôts et cautionnements reçus	56										56
Dettes relatives aux parties liées	6 162	660		0							6 821
Dettes relatives au financement des créances clients	9 238							(7 856)			1 382
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>35 396</b>	<b>55 660</b>	<b>(2 461)</b>	<b>(666)</b>	<b>(199)</b>	<b>(6)</b>	<b>658</b>	<b>(7 856)</b>		<b>8 313</b>	<b>88 839</b>
Intérêts courus sur dettes financières	1 080	3 856		(1 080)		(0)					3 856
Autres dettes obligataires					(1 478)				206		(1 272)
Dettes sur droit d'utilisation - courant	674				224	(3)					896
Ligne de crédit court terme (5)	4 500							(4 500)			
Intérêts courus non échus - passif	10							(8)			3
Concours bancaires (trésorerie passive)											
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>6 264</b>	<b>3 856</b>		<b>(1 080)</b>	<b>(1 254)</b>	<b>(3)</b>		<b>(4 508)</b>	<b>206</b>		<b>3 482</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>41 661</b>	<b>59 516</b>	<b>(2 461)</b>	<b>(1 746)</b>	<b>(1 453)</b>	<b>(9)</b>	<b>658</b>	<b>(12 364)</b>	<b>206</b>	<b>8 313</b>	<b>92 321</b>
<i>Dont</i>											
<i>Courant</i>	15 518	3 856		(1 080)	(1 254)	(3)		(12 379)	206		4 865
<i>Non courant</i>	26 142	55 660	(2 461)	(666)	(199)	(6)	658	15		8 313	87 455

- 1) La société FORSEE POWER SA a émis 30 M€ d'obligations convertibles OC5 auprès du Fonds SPI (15 M€), et d'Idinvest (15 M€) en février et mai 2020. Ces obligations n'ont pas été converties en actions en décembre 2020.
- 2) Refinancement par la BEI et mise à disposition de la première tranche de 7,5 M€ en mars 2018, de la deuxième tranche de 7,5 M€ en octobre 2018 et de la troisième et dernière tranche de 5 M€ en décembre 2019.

Les frais directement attribuables aux émissions d'emprunts sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif conformément à IFRS 9, et présentés en résultat financier dans l'état du résultat global. Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la valeur initiale de la dette financière.

L'emprunt de 20 M€ de la BEI est accompagné de 6 857 BSA BEI Warrant A émis le 15 mars 2018. L'instrument financier dérivé sur l'emprunt et les BSA est présenté en Note 8.12 ci-dessous.

- 3) Les Prêts Garantis par l'Etat auprès de la BNP et d'HSBC ont été accordés à taux 0.  
Ce taux ne correspond pas au taux normal de marché et les comptes consolidés présentent ainsi cet avantage en diminution de la dette financière et reconnaissent un produit constaté d'avance. Cette aide est étalée sur la durée de vie des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif conformément à IFRS 9, et présentée en résultat financier dans l'état du résultat global.
- 4) L'émission correspond principalement à la prise d'effet du Bail en Etat Futur d'Achèvement (BEFA) pour le site de Chasseneuil du Poitou en 2020 pour 8 257 K€.
- 5) Ligne de crédit court terme pour financement du BFR du client HEULIEZ/IVECO mis en place en octobre 2018 et remboursé en 2020.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Emissions	Frais d'émission d'emprunt	Remboursements	Reclassement	Ecart de conversion	Effet du TIE	Variation nette	Conversion en capital	Adoption d'IFRS 16	31 décembre 2019
Emprunts obligataires (1)		5 224							(5 224)		
Emprunts auprès de la BEI	12 522	5 000	(138)				722				18 107
Emprunts auprès de la BPI	149			(130)							19
Dette sur droit d'utilisation - non courant		431		(650)	(694)	16				2 711	1 815
Dépôts et cautionnements reçus	20	36									56
Dettes relatives aux parties liées	10 416			(4 254)							6 162
Dette relative au financement des créances clients	4 033							5 205			9 238
<b>Dette financière long terme</b>	<b>27 141</b>	<b>10 691</b>	<b>(138)</b>	<b>(5 034)</b>	<b>(694)</b>	<b>16</b>	<b>722</b>	<b>5 205</b>	<b>(5 224)</b>	<b>2 711</b>	<b>35 396</b>
Intérêts courus sur dettes financières	321	984		(238)	19	(0)				(6)	1 080
Dette sur droit d'utilisation - courant					675	(1)					674
Ligne de crédit court terme	6 000			(1 500)				0			4 500
Intérêts courus non échus - passif	6							4			10
Concours bancaires (trésorerie passive)											
<b>Dette financière court terme</b>	<b>6 327</b>	<b>984</b>		<b>(1 738)</b>	<b>694</b>	<b>(1)</b>		<b>5</b>		<b>(6)</b>	<b>6 264</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>33 467</b>	<b>11 675</b>	<b>(138)</b>	<b>(6 772)</b>		<b>15</b>	<b>722</b>	<b>5 209</b>	<b>(5 224)</b>	<b>2 705</b>	<b>41 661</b>
<i>Dont</i>											
<i>Courant</i>	10 458	10 222		(5 771)	596	15		5		(6)	15 518
<i>Non courant</i>	23 010	1 453	(138)	(1 001)	(596)	0	722		(5 224)	2 711	26 142

- 1) La société FORSEE POWER SA a émis 5 M€ d'obligations convertibles auprès d'Idinvest (OC3 de 3 M€) et de la BPI (OC4 de 2 M€) début juillet 2019. Ces obligations ont été converties en actions en décembre 2019.

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	à 1 an	1 à 4 ans	5 ans ou plus	Covenant
Emprunts obligataires	30 000			30 000	non
Emprunts auprès de la BEI	18 765		18 765		non
Emprunts auprès de la BPI	0	0			non
Emprunt Atout auprès de la BPI	5 000		5 000		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI	5 000		5 000		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP	6 263		6 263		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC	6 263		6 263		non
Dettes sur biens pris en location	9 289		3 489	5 800	non
Dépôts et cautionnements reçus	56			56	non
Dettes relatives aux parties liées	6 821		6 821		non
Dettes relative au financement des créances clients	1 382	1 382			non
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>88 839</b>	<b>1 382</b>	<b>51 600</b>	<b>35 856</b>	
Intérêts courus sur dettes financières	3 856		3 856		non
Dettes sur biens pris en location	896	896			non
Ligne de crédit court terme (5)					non
Intérêts courus non échus - passif	3	3			non
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>4 754</b>	<b>898</b>	<b>3 856</b>		
<b>Endettement financier brut et assimilé</b>	<b>93 593</b>	<b>2 281</b>	<b>55 456</b>	<b>35 856</b>	

## 8.12. Instruments financiers dérivés

	Date d'émission	Nombre d'instruments	31 décembre 2020	31 décembre 2019
BSA Warrant A pour BEI	18 mars 2018	6 857	2 984	2 986
Dérivé sur OCA 3 et OC 4	4 juillet 2019	13 187	0	0
Dérivé sur OCA 5	1er mars 2020	123 957	1 473	0
<b>Total</b>		<b>144 001</b>	<b>4 457</b>	<b>2 986</b>

La société a émis le 15 mars 2018 pour 6 857 Bons de Souscription d'Action (BSA BEI Warrant A) au profit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour l'accord du financement de 20 M€.

Ces BSA BEI Warrant A sont présentés et évalués comme un instrument dérivé passif pour les raisons suivantes :

- Ces BSA BEI Warrant A ne remplissent pas la condition d'un instrument de capitaux propres dans la mesure où son dénouement ne peut se traduire par un nombre fixe d'actions de la société ;
- Ces BSA BEI Warrant A sont assortis d'un *put option* permettant à la BEI de disposer d'un remboursement en cash pour la juste valeur des actions non reçues.



La variation de juste valeur du dérivé est comptabilisée en résultat financier. La valeur du dérivé correspond au coût de l'option en cas d'exercice de ces BSA.

Un instrument dérivé a été reconnu sur les emprunts obligataires OC 3 et OC 4 émis le 4 juillet 2019 et convertis en capital le 18 décembre 2019.

Un instrument dérivé a été reconnu sur les emprunts obligataires OC 5 émis le 1<sup>er</sup> mars 2020.

Les variations de la période et de la période précédente sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31 décembre 2020</b>	<b>31 décembre 2019</b>
<b>Instrument dérivé à l'ouverture</b>	<b>2 986</b>	<b>2 577</b>
Variation de juste valeur reconnue en résultat	(8)	408
Instrument dérivé émis sur la période (net des coûts)	1 478	29
Instrument dérivé annulé suite à conversion		(28)
<b>Instrument dérivé à la clôture</b>	<b>4 457</b>	<b>2 986</b>

### **8.13. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers**

#### **8.13.1. Gestion du risque de crédit**

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de retard dans les encaissements des clients ou en cas de défaillance de l'un de ses clients. Il fait en sorte de ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis d'eux en diversifiant la nature de sa clientèle et en développant sa part à l'export.

Le Groupe ne dispose pas de contrat d'assurance.

Le Groupe étudie actuellement la mise en place de solution de financement à l'acquisition des batteries de la division Transport et Stockage.

Le Groupe est exposé à un risque de crédit limité au 31 décembre 2020.

#### **8.13.2. Gestion du risque de liquidité**

Le Groupe est confronté à un risque de liquidité, c'est-à-dire à un risque que le Groupe ne puisse pas faire face à ses obligations financières, inhérent à la nature de recherche et développement.

Par expérience, les banques et partenaires financiers ont accompagné régulièrement le Groupe dans sa croissance organique et ses besoins de financement.

Les parties liées contrôlant le Groupe ont toujours apporté leur soutien financier dans le financement de celui-ci. Il a ainsi bénéficié de plusieurs injections en compte courant et d'une recapitalisation financière le cas échéant. La dette financière relative aux parties liées s'élève à 6,8 M€ au 31 décembre 2020.

Une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 4 M€ a été réalisée en mars 2019 une seconde augmentation de capital a été constatée le 18 décembre 2019 d'un montant de 16,5 M€ avec l'arrivée d'un nouvel associé, portant le capital social à 2 998 760 €.

Par ailleurs Forsee Power a finalisé le 18 décembre 2017 un financement de 55 millions d'euros pour soutenir l'industrialisation de ses systèmes de batteries. Ce financement a été opéré par le conglomérat japonais Mitsui & Co., Ltd. (entrée au capital avec un apport de 18 millions d'euros de capital et 2 millions d'euros d'achat d'actions au fondateur), la Banque Européenne d'Investissement via le Fonds

européen pour les investissements stratégiques dans le cadre du plan Juncker (prêt de 20 millions d'euros en 3 tranches conditionnées signé en mars 2018) et les associés historiques (capitalisation des apports en comptes courants à hauteur de 14,6 millions d'euros). En 2020, Forsee Power réalise une levée de fonds de 55 M€ (emprunt obligataire de 30 M€, 2 emprunts auprès de la BPI de 5 M€ chacun et 2 PGE de 7.5 M€ chacun).

Le Groupe s'assure ainsi en permanence qu'il dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance.

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Autorisation de découvert		
<b>Sous-total facilités de crédit (a)</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 273	2 913
Découverts bancaires - Trésorerie Passive		
<b>Liquidité nette (b)</b>	<b>11 274</b>	<b>2 913</b>
<b>Total position de liquidité (a) + (b)</b>	<b>11 274</b>	<b>2 913</b>

### 8.13.3. Gestion du risque de marché

#### 8.13.3.1. Gestion du risque lié à la concurrence

Le Groupe est exposé à un risque lié à la concurrence notamment concernant les prix. Ce risque est actuellement maîtrisé compte tenu du positionnement haut de gamme des produits du Groupe.

#### 8.13.3.1. Gestion du risque lié aux technologies utilisées

Le Groupe est spécialisé dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées, il s'agit d'un secteur d'activité ayant fréquemment des avancées technologiques.

Afin de limiter le risque lié aux technologies utilisées, le Groupe possède des brevets sur les technologies développées en interne et investit chaque année significativement en recherche et développement.

#### 8.13.3.2. Gestion du risque de change

Le Groupe est exposé à un risque de change compte tenu des relations effectuées avec les participations situées en Chine et en Pologne. Le Groupe est ainsi confronté au risque de change de la devise dollar américain (USD), du Yuan (RMB) et dans une moindre mesure du Zloty polonais (PLN), du dollar de Hong-Kong (HKD) de la Roupie indienne (INR) et du dollar de Singapour (SGD).

Le Groupe ne dispose pas de couverture de change sur l'évolution du cours de devises au 31 décembre 2020.

#### 8.13.3.3. Gestion du risque de prix

Le Groupe est exposé aux risques de prix relatifs aux matières premières rentrant dans la composition des éléments de batteries (lithium principalement).

Le Groupe n'a pas mis en place de couverture spécifique liée à l'évolution du cours du prix.

#### 8.13.3.4. Gestion du risque de taux d'intérêt

Le Groupe est exposé de manière limitée au risque de taux d'intérêt, dans la mesure où les dettes financières sont rémunérées à taux fixe.

Compte tenu de la nature de l'endettement financier, le degré d'exposition au risque de taux d'intérêt du Groupe est limité au 31 décembre 2020.

#### **8.13.3.5. Gestion du risque de marchés financiers**

Le degré d'exposition du Groupe face aux risques relatifs au cours des actions ou des devises est quasi inexistant car le Groupe ne dispose pas de placement auprès de SICAV actions ou monétaires, et ne détient pas de participations ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

### **8.14. Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers**

#### **8.14.1. Trésorerie, prêts et créances**

Le Groupe estime que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, des autres créances, des dettes fournisseurs, des autres dettes et des divers dépôts et cautionnements, est une bonne approximation de la valeur de marché en raison du fort degré de liquidité de ces postes et de leur échéance à moins d'un an.

#### **8.14.2. Actifs à la juste valeur**

Le Groupe ne détient pas de valeurs mobilières de placements.

#### **8.14.3. Instruments financiers dérivés et de couverture**

Le Groupe ne détient aucun instrument dérivé de trading et de couverture à la juste valeur sur les périodes présentées.

#### **8.14.4. Passifs financiers au coût amorti**

Pour les dettes fournisseurs, le Groupe considère que la valeur comptable est une bonne approximation de la valeur de marché, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

La valeur de marché des dettes financières à long terme et à court terme est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie décaissés futurs estimés, actualisés en utilisant les taux observés par le Groupe en fin de période pour les instruments possédant des conditions et des échéances similaires.

#### **8.14.5. Bilan des instruments financiers**

Les valeurs de marché des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière ont été classées dans le tableau ci-dessous selon la hiérarchie en trois niveaux définie dans la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : juste valeur déterminée exclusivement par référence aux prix constatés sur des marchés actifs ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée par un modèle utilisant des paramètres de marchés observables directement ou indirectement ;
- niveau 3 : juste valeur évaluée par un modèle incorporant certains paramètres non observables sur un marché ;

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Coût amorti	Niveau
Titres immobilisés	558			558	3
Créances rattachées à des participations					3
Dépôts de garanties et cautionnements versés	3 840			3 840	3
Autres actifs financiers	0			0	3
<b>Actifs financiers</b>	<b>4 398</b>			<b>4 398</b>	
Créances nettes	14 180			14 180	3
Autres actifs	3 612			3 612	3
Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 273	11 273			1
<b>Actif</b>	<b>33 463</b>	<b>11 273</b>		<b>22 191</b>	
Dette financière long terme	88 839			88 839	3
Dette financière court terme	3 482			3 482	3
Dérivé sur instrument financier	4 457	4 457			3
Dettes fournisseurs	9 786			9 786	3
Autres passifs	11 751			11 751	3
<b>Passif</b>	<b>118 314</b>	<b>4 457</b>		<b>113 857</b>	

Les méthodes et hypothèses utilisées afin d'estimer la juste valeur des éléments d'actifs et passifs financiers sont présentées ci-dessous :

- Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur par le biais du compte résultat ;
- Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur par le biais des capitaux propres
- Les prêts, créances et dettes sont évalués au coût amorti ;
- Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti ;

#### 8.15. Dettes fournisseurs et avances

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Fournisseurs	8 684	10 913
Clients - Avances et acomptes reçus	1 101	8 919
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>9 786</b>	<b>19 832</b>

L'échéance des dettes fournisseurs est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Fournisseurs</b>	8 684	10 913
Non exigibles		
Exigibles à moins d'un 1 an	8 684	10 913
Exigibles à plus d'un 1 an	0	0

#### 8.16. Autres passifs

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Dettes sociales	7 313	6 432
Dettes fiscales	959	754
Produits constatés d'avance (1)	2 804	417
Dettes sur actif	0	0
Autres dettes courantes diverses (2)	675	1 493
<b>Autres passifs</b>	<b>11 751</b>	<b>9 096</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	8 554	8 348
<i>Non courant</i>	3 197	748

1) Dont 2 475 K€ relatifs à l'avantage perçu des émissions de prêts à taux 0

2) Dont 635 K€ sur Zhongshan Uniross Industry Ltd contre 745 K€ en 2019 ;

## 8.17. Détail du Besoin en Fonds de Roulement

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2019	BFR	Reclassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	31 décembre 2020
Stocks nets	8.5	18 170	12 085	0	(70)	0	30 184
Créances clients nettes	8.6	25 519	(11 319)		(20)		14 180
Autres actifs courants	8.7	3 422	1 732	(2 026)	140		3 269
Dettes fournisseurs	8.15	(19 832)	7 264	2 662	119		(9 786)
Autres passifs courants	8.16	(9 060)	(2 049)	(636)	9		(11 737)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>18 219</b>	<b>7 714</b>	<b>(0)</b>	<b>178</b>	<b>0</b>	<b>26 111</b>

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2019	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	31 décembre 2020
Variation des impôts différés		4 208	(3 476)	(0)	(245)		487
Variation des créances et dettes IS		308	21		(1)		330
<i>dont CIR</i>							
Charges fiscales comptabilisées		197	3 728				(3 728)
<b>Total des variations de l'impôt</b>			<b>273</b>	<b>(0)</b>	<b>(245)</b>		

Le détail du Besoin en Fonds de Roulement de l'exercice précédent est le suivant :

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018	Variation de périmètre	BFR	Reclassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	31 décembre 2019
Stocks nets	8.5	10 040		8 114		15		18 170
Créances clients nettes	8.6	12 684		12 819		15		25 519
Autres actifs courants	8.7	4 320	(0)	545	(1 389)	(28)	(26)	3 422
Dettes fournisseurs	8.15	(9 975)		(15 778)	5 753	167		(19 832)
Autres passifs courants	8.16	(5 144)		(9 068)	5 135	16		(9 060)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>11 925</b>	<b>(0)</b>	<b>(3 367)</b>	<b>9 500</b>	<b>185</b>	<b>(26)</b>	<b>18 219</b>

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	31 décembre 2019
Variation des impôts différés		3 831		1 025	19	(794)	127	4 081
Variation des créances et dettes IS		270		38		0		308
<i>dont encaissement du CIR</i>								
Charges fiscales comptabilisées		(405)		(197)				197
<b>Total des variations de l'impôt</b>				<b>867</b>	<b>19</b>	<b>(794)</b>	<b>127</b>	

## 8.18. Impôts différés

Les impôts différés se décomposent de la manière suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Différences temporaires fiscales	16	16
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	57	58
Retraitement IFRS 16 sur contrats de location	113	116
Frais d'augmentation de capital	128	195
Frais d'émission d'emprunt au TIE	80	50
Passifs sur contrat IFRS 15 non reconnu en revenu		168
Marges internes sur stocks	35	118
Autres différences temporaires	60	(11)
Activation des déficits		3 498
<b>Total Impôts différés nets</b>	<b>488</b>	<b>4 208</b>

Dans le sens des recommandations de l'AMF et de l'ESMA, le Groupe limite depuis le 31 décembre 2020 les IDA sur déficits fiscaux reportables des entités fiscales pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont attendues au-delà de 3 ans.

Les impôts différés ont été valorisés pour les sociétés françaises avec un taux d'imposition dégressif passant à 26.5% en 2021 pour atteindre 25% en 2022 suite à la loi de finances 2021.

En milliers d'euros	31 décembre 2020		31 décembre 2019	
	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA (1)	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA
Forsee Power	0	0	13 991	3 498
Forsee Power Industry				
Z.U.I.				
Forsee Power Spz				
<b>Total éléments reconnus dans les états financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 991</b>	<b>3 498</b>
Forsee Power	110 351	27 588	71 533	17 883
Forsee Power Industry				
Z.U.I.				
Forsee Power Spz				
<b>Total éléments non reconnus dans les états financiers</b>	<b>110 351</b>	<b>27 588</b>	<b>71 533</b>	<b>17 883</b>
<b>Total</b>	<b>110 351</b>	<b>27 588</b>	<b>85 524</b>	<b>21 381</b>

(1) IDA non reconnu en fonction du planning fiscal prévisionnel.

La variation des impôts différés est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Impôts différés actifs à l'ouverture</b>	<b>4 212</b>	<b>3 836</b>
Charge comptabilisée au résultat global	(4 270)	0
IDA sur activation des contrats de location	116	116
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	(0)	0
Autres	434	376
<b>Impôts différés actifs à la clôture</b>	<b>492</b>	<b>4 212</b>
<b>Impôts différés passifs à l'ouverture</b>	<b>5</b>	<b>0</b>
Charge comptabilisée au résultat global	0	0
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	(0)	0
Autres	0	5
<b>Impôts différés passifs à la clôture</b>	<b>5</b>	<b>5</b>



## 9. Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé

### 9.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Répartition du chiffre d'affaire par nature</b>	62 060	50 342
Ventes de marchandises	58 206	48 066
Prestations de services	3 403	2 107
Autres activités	451	169
<b>Total</b>	<b>62 060</b>	<b>50 342</b>

### 9.2. Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Production stockée	8 057	3 162
Subventions d'exploitation	117	34
Transferts de charges	0	0
Résultat cession d'immobilisations	121	(3)
Variation des justes valeurs	0	0
Autres produits et charges	(4 213)	(821)
Autres produits et charges non courants	(186)	(962)
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>4 224</b>	<b>1 409</b>

### 9.3. Services extérieurs et achats consommés

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Achats consommés	(50 287)	(41 575)
Honoraires, prestations extérieures	(3 447)	(2 696)
Locations, entretien & assurances	(795)	(995)
Transports, déplacements & réceptions	(2 233)	(3 008)
Frais d'études et de recherche	(1 583)	(3 340)
Frais postaux & de télécommunications	(261)	(169)
Sous-traitance	(327)	(80)
Gains et pertes de change sur achats	982	268
Autres	(43)	(40)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(57 993)</b>	<b>(51 635)</b>

#### 9.4. Charges de personnel et effectifs

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
<b>Charges de personnel</b>		
Rémunération	(13 280)	(12 953)
Charges sociales	(4 098)	(3 833)
Autres avantages court terme et CICE	(359)	(289)
Charges sur stock-options	(464)	(268)
Participation	0	0
<b>Total</b>	<b>(18 200)</b>	<b>(17 343)</b>
<b>Effectif moyen</b>		
Cadres	181	178
Non Cadres	278	290
<b>Total</b>	<b>459</b>	<b>468</b>

#### 9.5. Impôts et taxes

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Taxes assises sur les salaires	(371)	(224)
Autres taxes	(495)	(360)
<b>Impôts &amp; taxes</b>	<b>(867)</b>	<b>(584)</b>

#### 9.6. Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(2 123)	(849)
Amortissements des droits d'utilisation sur immobilisations corporelles	(1 283)	(610)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(1 036)	(855)
Provisions pour risques et charges	(3 152)	(2 374)
Dépréciation nettes d'actifs	(1 003)	(268)
<b>Dotations nettes</b>	<b>(8 597)</b>	<b>(4 957)</b>

## 9.7. Résultat financier

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Produits financiers encaissés sur les actifs financiers	0	0
<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Charges d'intérêts sur emprunt	(5 251)	(2 214)
<b>Cout de l'endettement financier brut</b>	<b>(5 251)</b>	<b>(2 214)</b>
Gains et pertes de change	(335)	(103)
Gains et pertes de change liés aux réserves de conversion	0	0
Dépréciations nettes des actifs financiers évalués au coût amorti	0	0
Variation de juste valeur du dérivé et effet du TIE	(657)	(1 412)
Charges financières des dettes sur bien pris en location	(333)	(99)
Autres charges financières	(86)	
Autres produits financiers	352	52
<b>Autres charges et produits financiers nets</b>	<b>(1 060)</b>	<b>(1 562)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(6 311)</b>	<b>(3 776)</b>

## 9.8. Impôt sur les résultats

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Impôt courant	(8)	(35)
Impôt différé	(3 720)	231
<b>Charge fiscale</b>	<b>(3 728)</b>	<b>197</b>

La preuve d'impôt sur les périodes présentées est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Charge fiscale théorique (au taux en vigueur)	6 806	7 432
Charge fiscale réelle	(3 728)	197
<b>Différence</b>	<b>10 534</b>	<b>7 236</b>
Différences permanentes	128	155
Crédit d'impôts (CIR, CICE)		(8)
Dérivé sur instrument financier	174	288
Ajustement taux d'IS en France (report variable)	(7)	(2)
Charges financières non déductibles et non reconnues	151	239
Déficit fiscal né sur l'exercice et non reconnu	6 419	6 542
Déficit fiscal antérieur non reconnu	3 498	
Autres différences	172	21
<b>Détail des différences</b>	<b>10 534</b>	<b>7 235</b>

## 10. Autres informations

### 10.1. Relations avec les parties liées

#### 10.1.1. Rémunérations versées au management

Le Groupe n'étant pas astreint aux obligations légales de publication des comptes consolidés, les rémunérations allouées au management du Groupe ne sont pas publiées.

#### 10.1.2. Autres transactions avec les parties liées

Les transactions réalisées entre le Groupe et les parties liées sont effectuées à des conditions normales de marché.

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Compte courant Actif	270	75
Compte courant Passif	6 821	6 162
<b>Total éléments de l'état de la situation financière</b>	<b>7 091</b>	<b>6 237</b>
Charges d'intérêt	(616)	(984)
Charges opérationnelles		
<b>Total éléments du compte de résultat</b>	<b>(616)</b>	<b>(984)</b>

### 10.2. Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2020, la société FORSEE POWER SAS a consenti quatre garanties au profit de certains de ses actionnaires (cf. Notes 4.3.12.1 et 8.9.3.1). Si une déclaration de la garantie s'avère inexacte, la société s'est engagée à réparer le préjudice subi par les actionnaires concernés au travers soit d'un paiement, soit d'une émission d'actions réservée sur exercice de BSA, soit d'une augmentation de

capital souscrite par les investisseurs par compensation avec la créance qu'ils ont sur la société résultant du préjudice subi. Le montant maximum de l'indemnisation qui pourrait être due par la société est plafonné à 18 717 K€.

### 10.3. Honoraires du commissaire aux comptes

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	68	147
Services autres que la certification des comptes		
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>147</b>

*En HT et hors frais*

## **18.1.2 Comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019**

### **GROUPE FORSEE POWER**

---

### **Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2019**

---

**FORSEE POWER S.A.S.**  
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 998 760 €  
Siège social : 54-56, Avenue Hoche  
75 008 Paris  
RCS Paris 494 605 488

## Etat consolidé de la situation financière

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Actifs non courants</b>		<b>25 173</b>	<b>17 117</b>
Goodwill	8.1	1 523	1 523
Immobilisations incorporelles	8.2	10 131	7 645
Immobilisations corporelles	8.3	8 570	3 870
Actifs financiers non courants	8.4	723	215
Autres actifs non courants	8.7	14	28
Actifs d'impôts différés	8.18	4 212	3 836
<b>Actifs courants</b>		<b>50 354</b>	<b>39 408</b>
Stocks	8.5	18 170	10 040
Créances clients	8.6	25 519	12 685
Autres actifs courants	8.7	3 752	4 608
Actifs financiers courants	8.6		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8.8	2 913	12 075
<b>Total Actif</b>		<b>75 527</b>	<b>56 525</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>(3 441)</b>	<b>2 297</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>(3 441)</b>	<b>2 297</b>
Capital social émis	8.9	2 999	2 452
Primes d'émission	8.9	82 585	62 475
Réserves de conversion groupe		(0)	0
Réserves	8.9	(62 677)	(39 433)
Résultat net	8.9	(26 347)	(23 197)
<b>Participations ne conférant pas le contrôle</b>			
Réserves des minoritaires			
Intérêts minoritaires de la période			
<b>Dettes</b>		<b>78 968</b>	<b>54 228</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>35 286</b>	<b>29 041</b>
Passifs financiers	8.11	26 158	23 010
Avantages du personnel	8.10	235	204
Provisions pour risques et charges	8.10	5 153	2 811
Autres passifs non courants	8.16	748	435
Dérivé sur instrument financier	8.11	2 986	2 577
Passifs d'impôts différés	8.18	5	5
<b>Passifs courants</b>		<b>43 682</b>	<b>25 187</b>
Passifs financiers	8.11	15 502	10 458
Provisions pour risques et charges	8.10		
Dettes fournisseurs	8.15	19 832	9 975
Autres passifs courants	8.16	8 348	4 755
<b>Total Passif</b>		<b>75 527</b>	<b>56 525</b>

## Etat consolidé du résultat global

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	9.1	<b>50 342</b>	<b>23 157</b>
Autres produits et charges opérationnels	9.2	1 409	(504)
Services extérieurs et achats consommés	9.3	(51 635)	(27 850)
Charges de personnel	9.4	(17 343)	(12 663)
Impôts et taxes	9.5	(584)	(368)
Amortissements	9.6	(2 315)	(1 059)
Provisions et dépréciations nettes	9.6	(2 642)	(1 448)
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>		<b>(22 768)</b>	<b>(20 736)</b>
Produits financiers	9.7		
Cout de l'endettement financier brut	9.7	(2 214)	(1 284)
Autres charges et produits financiers nets	9.7	(1 562)	(772)
<b>Résultat financier</b>	9.7	<b>(3 776)</b>	<b>(2 056)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(26 544)</b>	<b>(22 793)</b>
Impôts sur le résultat	9.8	197	(405)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(26 347)</b>	<b>(23 197)</b>
Résultat net des activités abandonnées			
<b>Résultat net</b>		<b>(26 347)</b>	<b>(23 197)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		(26 347)	(23 197)
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Résultat global</b>		<b>(26 347)</b>	<b>(23 197)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		(26 347)	(23 197)
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			



## Tableau consolidé des flux de trésorerie

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Résultat net		(26 347)	(23 197)
Ecart de conversion en résultat financier	9.7	0	(47)
Amortissements & provisions	9.6	4 689	3 269
(Plus)/Moins value sur cessions	9.2	16	(154)
Païement en actions	8.9.3.2	268	
Variation du dérivé sur instrument financier	8.12	409	3
Variation des impôts différés	8.18	(231)	376
Charge fiscale décaissée	9.8	35	29
Gains/Pertes liés aux var. de juste valeur et au TIE	9.2	616	474
Charge financière nette	9.7	3 776	2 056
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(16 769)</b>	<b>(17 193)</b>
<b>Variation des subventions</b>		<b>0</b>	<b>(82)</b>
Variation des créances et dettes IS (hors CIR)	8.17	(38)	159
Charge fiscale décaissée	8.17	(35)	(29)
<b>Variation des créances et dettes liées à l'impôt</b>		<b>(73)</b>	<b>131</b>
Stocks	8.17	(8 114)	(4 972)
Créances clients	8.17	(12 819)	(3 717)
Autres créances	8.17	(545)	(4 832)
Dettes fournisseurs	8.17	15 778	6 483
Autres dettes	8.17	9 068	1 974
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>		<b>3 367</b>	<b>(5 064)</b>
<b>Trésorerie provenant des opérations liées à l'activité (A)</b>		<b>(13 475)</b>	<b>(22 208)</b>
Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes)	8.2	(7 331)	(7 339)
Cessions d'immobilisations (nettes des créances)	8.2	1	0
Encaissements sur actifs financiers	8.4	4	(14)
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (B)</b>		<b>(7 325)</b>	<b>(7 353)</b>
Augmentation de capital en numéraire	8.9	6 000	10 000
Frais décaissés sur émissions de capital	8.9	(115)	(374)
Variation des autres passifs financiers	8.11	4	(3)
Encaissement du CIR et d'une subvention d'exploitation		26	86
Emissions d'emprunts	8.11	10 224	15 000
Ligne de crédit court terme pour financement du BFR	8.11	(1 500)	6 000
Remboursements d'emprunts	8.11	(130)	(413)
Remboursements dettes sur bien pris en location	8.11	(650)	
Financement factor	8.11	5 205	(772)
Frais d'émission d'emprunt	8.11	(138)	(513)
Variations des passifs financiers relatifs aux parties liées	8.11	(4 254)	(1 049)
Charges financières décaissées	9.7	(3 030)	(1 736)
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>		<b>11 643</b>	<b>26 227</b>
Incidence des taux de conversion		(4)	(2)
<b>Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)</b>		<b>(9 162)</b>	<b>(3 336)</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	8.8	12 076	15 412
Trésorerie nette à la clôture	8.8	2 914	12 076
<b>Variation de trésorerie nette</b>		<b>(9 162)</b>	<b>(3 336)</b>

## Variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Notes	Capital social émis	Primes liées au capital	Réserves de conversion	Autres Réserves et résultats globaux	Total attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2018</b>		<b>2 188</b>	<b>52 828</b>	<b>(0)</b>	<b>(39 424)</b>	<b>15 592</b>		<b>15 592</b>
Transactions entre les actionnaires	8.9.3							
Var. de capital en numéraire		264	9 736			10 000		10 000
Coûts nets d'ID de transaction sur émission de capital			(89)			(89)		(89)
Résultat global					(23 197)	(23 197)		(23 197)
Autres éléments du résultat global								
Ecart de conversion				0	(9)	(9)		(9)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2018</b>		<b>2 452</b>	<b>62 475</b>	<b>0</b>	<b>(62 630)</b>	<b>2 297</b>		<b>2 297</b>
Transactions entre les actionnaires	8.9.3							
Var. de capital en numéraire	8.9	158	5 842			6 000		6 000
Variation de capital par conversion du passif financier des parties liées	8.9	251	9 249			9 500		9 500
Variation de capital par conversion d'OC		138	5 086			5 224		5 224
Coûts nets d'ID de transaction sur émission de capital			(67)		19	(48)		(48)
Résultat global					(26 347)	(26 347)		(26 347)
Autres éléments du résultat global								
Adoption IFRS 16 au 1er janvier 2019					(316)	(316)		(316)
Paielements en actions					268	268		268
Autres				(0)	(18)	(18)		(18)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2019</b>		<b>2 999</b>	<b>82 585</b>	<b>(0)</b>	<b>(89 024)</b>	<b>(3 441)</b>		<b>(3 441)</b>

## SOMMAIRE DES NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN IFRS

1.	Présentation du GROUPE FORSEE POWER.....	9
2.	Faits caractéristiques de l'exercice .....	10
3.	Evènements postérieurs à la clôture.....	11
4.	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation..	12
4.1.	Référentiel comptable .....	12
4.1.1.	Base de préparation des états financiers consolidés .....	12
4.1.2.	Utilisations d'estimations de la Direction.....	13
4.2.	Modalités de consolidation .....	14
4.2.1.	Date de clôture et comptes annuels des entreprises consolidées .....	14
4.2.2.	Méthodes de consolidation .....	15
4.2.2.1.	Participations contrôlées exclusivement : intégration globale.....	15
4.2.2.2.	Opérations éliminées dans les états financiers consolidés .....	15
4.2.2.3.	Conversion des comptes établis en devises étrangères.....	15
4.2.2.4.	Traitement des regroupements d'entreprises .....	16
4.2.2.5.	Transactions avec les intérêts minoritaires .....	16
4.3.	Méthodes comptables et règles d'évaluation .....	17
4.3.1.	Présentation des éléments non courants et courants .....	17
4.3.2.	Goodwill .....	17
4.3.3.	Frais de développement .....	17
4.3.4.	Immobilisations incorporelles et corporelles.....	18
4.3.5.	Contrats de location .....	18
4.3.6.	Dépréciation des actifs immobilisés .....	19
4.3.7.	Actifs financiers.....	19
4.3.8.	Stocks et en-cours.....	20
4.3.9.	Créances clients .....	20
4.3.10.	Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	21
4.3.11.	Capital et frais d'émission de capital.....	21
4.3.12.	Palements réalisés avec des actions .....	21
4.3.12.1.	Transactions avec des actionnaires investisseurs.....	21
4.3.12.2.	Transactions avec le Management et les salariés.....	21
4.3.13.	Avantages du personnel.....	22
4.3.14.	Provisions pour risques et charges.....	22
4.3.15.	Dettes financières.....	22
4.3.16.	Dettes fournisseurs.....	23
4.3.17.	Instruments dérivés.....	23
4.3.18.	Comptabilité de couverture.....	23
4.3.19.	Reconnaissance des revenus .....	23
4.3.20.	Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi.....	23
4.3.21.	Fiscalité.....	24
4.3.21.1.	Impôts sur les sociétés .....	24
4.3.21.2.	Impôts différés .....	24
4.3.22.	Contribution économique territoriale .....	25
4.3.23.	Résultat financier .....	25
4.3.24.	Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères.....	25
4.3.25.	Résultat par action .....	25
4.3.26.	Secteurs opérationnels .....	26
4.3.27.	Parties liées .....	26
5.	Informations relatives au périmètre de consolidation.....	27
6.	Informations permettant la comparabilité des comptes .....	27
6.1.	Variation de périmètre de l'exercice.....	27
6.2.	Variation de périmètre de l'exercice précédent .....	27
6.3.	Changements de présentation et de méthodes comptables .....	28

6.3.1.	Première application d'IFRS 16 sur les contrats de location.....	28
6.3.2.	Reclassement d'instruments financiers.....	29
7.	Informations par segment d'activité et par zone géographique.....	31
7.1.	Informations par segment d'activité.....	31
7.2.	Informations par zone géographique.....	32
8.	Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée.....	33
8.1.	Goodwill.....	33
8.2.	Immobilisations incorporelles.....	34
8.3.	Immobilisations corporelles.....	35
8.4.	Actifs financiers.....	36
8.5.	Stocks et en-cours.....	36
8.6.	Créances.....	37
8.7.	Autres actifs.....	37
8.8.	Trésorerie.....	38
8.9.	Capitaux propres.....	38
8.9.1.	Capital social.....	38
8.9.2.	Dividendes.....	39
8.9.3.	Paielements fondés sur des actions.....	39
8.9.3.1.	Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie.....	39
8.9.3.2.	Stock-Options.....	40
8.9.4.	Résultat net par action.....	41
8.10.	Provisions pour risques et charges.....	41
8.10.1.	Détail des Provisions pour risques et charges.....	41
8.10.2.	Pensions et indemnités de départ à la retraite.....	42
8.10.2.1.	Régime de cotisations définies.....	42
8.10.2.2.	Régime de prestations définies.....	42
8.10.2.3.	Indemnités de fin de carrière.....	42
8.11.	Emprunts et dettes financières.....	43
8.12.	Instruments financiers dérivés.....	46
8.13.	Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers.....	47
8.13.1.	Gestion du risque de crédit.....	47
8.13.2.	Gestion du risque de liquidité.....	47
8.13.3.	Gestion du risque de marché.....	48
8.13.3.1.	Gestion du risque lié à la concurrence.....	48
8.13.3.1.	Gestion du risque lié aux technologies utilisées.....	48
8.13.3.2.	Gestion du risque de change.....	48
8.13.3.3.	Gestion du risque de prix.....	48
8.13.3.4.	Gestion du risque de taux d'intérêt.....	48
8.13.3.5.	Gestion du risque de marchés financiers.....	48
8.14.	Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers.....	49
8.14.1.	Trésorerie, prêts et créances.....	49
8.14.2.	Actifs à la juste valeur.....	49
8.14.3.	Instruments financiers dérivés et de couverture.....	49
8.14.4.	Passifs financiers au coût amorti.....	49
8.14.5.	Bilan des instruments financiers.....	49
8.15.	Dettes fournisseurs et avances.....	50
8.16.	Autres passifs.....	51
8.17.	Détail du Besoin en Fonds de Roulement.....	52
8.18.	Impôts différés.....	53
9.	Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé.....	55
9.1.	Ventilation du chiffre d'affaires.....	55
9.2.	Autres produits et charges opérationnels.....	55
9.3.	Services extérieurs et achats consommés.....	56
9.4.	Charges de personnel et effectifs.....	56
9.5.	Impôts et taxes.....	56

9.6.	Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation .....	57
9.7.	Résultat financier .....	57
9.8.	Impôt sur les résultats .....	57
9.9.	Compte de résultat par destination .....	59
10.	Autres informations .....	59
10.1.	Relations avec les parties liées .....	59
10.1.1.	Rémunérations versées au management .....	59
10.1.2.	Autres transactions avec les parties liées.....	59
10.2.	Engagements hors bilan.....	60
10.3.	Honoraires du commissaire aux comptes .....	60

## 1. Présentation du GROUPE FORSEE POWER

FORSEE POWER SAS, désigné sous l'appellation « GROUPE FORSEE POWER » ou « Groupe », est une Société par Actions Simplifiées de droit français créée en février 2007, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 494 605 488.

Le siège social de FORSEE POWER SAS se situe au 54-56 Avenue Hoche à PARIS 75008.

FORSEE POWER SAS est une société spécialisée dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées :

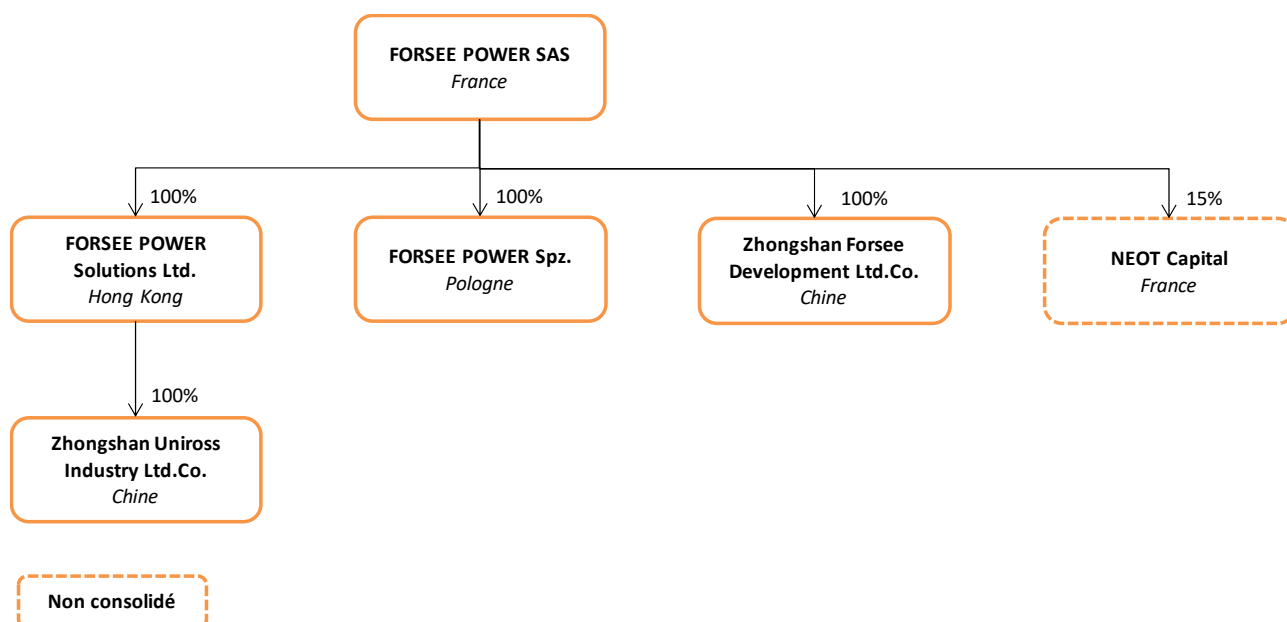
- dans le domaine de la portabilité et de la mobilité (vélo, scooters, matériel roulant, installations médicales, domotique, outillage professionnel ...) ;
- du transport électrique (bus, camions, véhicules circuits courts, transport maritime et ferroviaire, marine et offshore) et du stockage de l'énergie électrique (résidentiels, secteurs).

Le Groupe est constitué à la suite de plusieurs opérations de croissance externe des activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013.

Les comptes consolidés sont établis selon les normes IFRS et ont été arrêtés le 5 juin 2020 par le Président de la société FORSEE POWER SAS.

Le Groupe ne fait pas appel à des capitaux d'un marché réglementé au 31 décembre 2019.

### Organigramme du Groupe au 31 décembre 2019



## **2. Faits caractéristiques de l'exercice**

Le Groupe a conduit sur l'exercice clos au 31 décembre 2019 plusieurs opérations :

### **Financement :**

- Remboursement de la première tranche relative à la ligne de crédit court terme d'une valeur de 6 M€ avec notre partenaire BNP pour un montant de 1,5 M€ a eu lieu en 31 janvier 2019 comme prévu contractuellement. La Société négocie avec notre partenaire BNP la mise en place d'une ligne moyen terme comprise entre 8 M€ et 10 M€ en remplacement du premier contrat.
- La société a constaté une augmentation de capital de 4 M€ le 13 mars 2019 par l'émission de 10 550 nouvelles actions de préférence de catégorie C3 au profit du fonds SPI.
- La société a émis 5M€ d'obligations convertibles auprès de la BPI (2 M€) et d'Idinvest (3M€) début juillet 2019.
- La Société a constaté une augmentation de capital de 16,5 M€ le 18 Décembre 2019, par apport de 2,5M€ des actionnaires Idinvest et Mitsui, la conversion de 5M€ d'obligations convertibles émises en juillet 2019 (OC3 et OC4), la conversion de 4,5 M€ de comptes fournisseurs MITSUI et de 4,5M€ de comptes courants associés d'Idinvest.
- Mise à disposition de la troisième tranche de 5 M€ par la Banque Européenne d'Investissement en Décembre 2019.

### **Evolutions opérationnelles / Ressources Humaines :**

- Poursuite des opérations sur le site non rénové de Chasseneuil du Poitou, production sur lignes FLEX, PULSE et ZEN.
- Première production de batteries type " Transport " sur le site chinois, batterie PULSE 2.5, à destination du client Wrightbus.
- Des retards très importants dans la livraison des lignes automatiques PULSE 15 et ZEN 35 qui finalement ne sont arrivées, respectivement, qu'en octobre puis décembre 2019.
- Mouvement de grèves de collaborateurs du site de Chasseneuil du Poitou, début juillet, à la suite de la période de canicule et des conditions de travail, sous températures trop élevées.
- Election d'un CSE en octobre 2019 représentant les collaborateurs des sites d'Ivry et de Chasseneuil du Poitou. Ce CSE remplacera les 2 derniers élus de la DUP à compter du 1er janvier 2020.
- Début des travaux de réhabilitation du site de Chasseneuil en décembre 2019. Ces travaux doivent durer jusqu'à fin juillet 2020 pour une mise à disposition de la grande majorité du site et se poursuivre jusqu'à début 2021 pour les surfaces restantes.

### **Développement commercial :**

- 19 cas de batteries avec un départ feu sur le produit UNU entre Février 2019 et mars 2020. La cause originelle probable identifiée vient du changement de moteur et du controller par UNU sur les versions 1.1 et 1.2 de son scooter, à partir de début 2018 qui sont clairement hors spécification d'utilisation de la batterie.
- Mise en liquidation du client Wrightbus en septembre 2019, finalement racheté par la société Bamford Bus en décembre de la même année.

### 3. Evènements postérieurs à la clôture

#### **Financement :**

- Remboursement d'une tranche de 500 k€ supplémentaire relative à la ligne de crédit court terme auprès de notre partenaire BNP. La valeur restante du crédit court terme s'élève à 4M€.
- La société a émis 15M€ d'obligations convertibles auprès de la BPI (10 M€) et d'Idinvest (5M€) en février 2020.
- La société a émis 15M€ d'obligations convertibles auprès de la BPI (5 M€) et d'Idinvest (10M€) en mai 2020 par décisions du président usant des délégations de compétences consenties à cet effet par l'assemblée générale extraordinaire du 28 février 2020.
- La société a obtenu un accord de ses banques et de la BPI sur un financement complémentaire pour un montant de 25M€ sous forme d'un PGE de 7.5M€ auprès de la BNPP, d'un PGE de 7.5 M€ auprès d'HSBC, d'un prêt ATOUT de 5M€ et d'un Prêt Soutien Innovation de 5M€ auprès de BPI Financement.

Ces prêts sont conditionnés aux trois points suivants qui devraient être levés dans les prochaines semaines :

- Libération de la tranche de 15M€ d'obligations convertibles émises en mai 2020
- Remboursement de 4M€ de crédit court terme auprès de la BNPP
- Approbation de la résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires concernant l'affectation des pertes et report à nouveau en déduction des Primes d'émission.

#### **Evolutions opérationnelles / Ressources Humaines :**

- Suite à la Crise du COVID 19, la société a dû faire face à un arrêt complet de l'usine Chinoise pendant plusieurs semaines entre fin janvier et début mars puis à un arrêt total de la production France à compter du 19 mars 2020 (quasi 100% des batteries pour véhicules lourds) et soit plus de 80% du CA total sur cette période avec une hypothèse de réouverture début mai 2020. Pendant cette même période, la production s'est poursuivie en Pologne et en Chine, mais avec une activité réduite car les clients sont en Europe et aux USA, sauf pour la partie médicale (respirateurs, défibrillateurs, concentrateurs d'oxygène, pompe à injection) dont la production s'accélère.



## 4. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

### 4.1. Référentiel comptable

#### 4.1.1. Base de préparation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés du Groupe FORSEE POWER sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standard*) telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et adoptées par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (*Standing Interpretations Committee – SIC*) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (*International Financial Interpretations Committee – IFRIC*).

Les nouvelles normes d'application obligatoire au 1er janvier 2019 sont les suivantes :

- Norme IFRS 16 relative aux contrats de location.

La mise en œuvre et les effets de la première application d'IFRS 16 sont décrits dans la note 6.3.1.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2019.

Dans une première analyse, le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat global et sa situation financière.

Les options ouvertes par le référentiel comptable et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- IAS 38 – Immobilisations incorporelles : le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations incorporelles au coût historique amorti ;
- IAS 16 – Immobilisations corporelles : le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations corporelles au coût historique amorti ;
- IAS 12 – Impôts sur les résultats : le Groupe a opté pour la présentation de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en impôts sur les résultats au regard de l'interprétation IFRIC de 2006 et du communiqué de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 14 janvier 2010 ;
- IAS 33 – Résultat par action : le Groupe n'est pas coté sur un marché réglementé mais celui-ci a toutefois opté pour la présentation d'information relative au résultat par action ;
- IFRS 8 – Segments opérationnels : le Groupe n'est pas coté sur un marché réglementé mais celui-ci a toutefois opté pour la présentation d'une information sectorielle.

En l'absence de normes ou interprétations applicables, le Groupe se base sur les principes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe.

La devise de présentation des comptes consolidés et des notes annexes aux comptes est l'Euro.

#### 4.1.2. Utilisations d'estimations de la Direction

L'établissement des états financiers, en conformité avec les normes comptables internationales, implique de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur

l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. La direction est amenée à réviser ces estimations en fonction de l'expérience passée et de sa vision du marché. Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement sur les éléments suivants :

*(a) Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill*

Les principales hypothèses utilisées par le Management pour apprécier annuellement la valeur recouvrable des goodwill sont les flux de trésorerie futurs et le taux d'actualisation.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour déterminer la valeur d'utilité sont ceux résultant des prévisions actualisées couvrant un horizon de 5 années selon le dernier plan stratégique. Le plan stratégique couvre la période 2020-2024 et a été élaboré avec des hypothèses économiques jugées réalistes par le Management, qu'il s'agisse des niveaux de chiffre d'affaires ou des coûts de production.

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût moyen pondéré du capital calculé sur la base de paramètres sectoriels, éventuellement majoré d'un *spread* reflétant le degré de risque spécifique de l'actif testé. Les données utilisées pour la détermination de ces taux proviennent dans leur grande majorité d'une source externe indépendante.

*(b) Frais de recherche et développement*

Le Management a identifié les projets de développement conduisant à l'amélioration ou à la création d'un produit et/ou d'une technologie qui sont utilisés par un ou plusieurs clients. Ces projets et les dépenses affectées sont analysés régulièrement par le Management en fonction des informations obtenues sur la période. Le Management apprécie les durées d'amortissement des projets de développement en fonction du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles (entre 5 et 7 ans).

*(c) Crédit impôt recherche (CIR)*

Le Management évalue le produit relatif au Crédit d'impôt recherche sur la base des dépenses éligibles, des échanges avec l'administration fiscale et des conclusions obtenues de la part des conseils et experts.

*(d) Frais relatifs aux opérations de recapitalisations*

Dans le cadre des opérations de recapitalisation intervenues sur la période, le Management a fait appel à son jugement pour déterminer les coûts liés à ces opérations au 31 décembre 2019 en vue d'une imputation sur les primes lors de leurs émissions.

*(e) Evaluation des créances*

Le Management évalue la valeur vénale des créances en fonction des probabilités de recouvrement.

*(f) Provisions*

Le Management analyse avec ses conseils juridiques les litiges et évalue les provisions à comptabiliser s'il est nécessaire de réaliser une sortie de trésorerie pour le Groupe.

*(g) Reconnaissance des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux*

Les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si le Management dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Les impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ont été reconnus par prudence à hauteur de l'imputation estimée sur les bénéfices fiscaux futurs prévisionnels des 5 prochains exercices.

*(h) Engagements sociaux*

Le Management examine les hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation des engagements postérieurs à l'emploi notamment le taux d'actualisation, le taux de *turn over* et le taux de progression des salaires.

*(i) Frais d'émission d'emprunt*

Les coûts relatifs aux émissions d'emprunt sont identifiés par le Management et repris en résultat au rythme du coût financier des emprunts émis.

*(j) Evaluation de la juste valeur des paiements en actions (Stock-Options)*

Le coût des transactions menées avec des membres du personnel et réglées en instruments de capitaux propres au moyen de stock-options, est évalué par le Management à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date à laquelle ils ont été attribués.

L'estimation de la juste valeur de ces paiements fondés sur des actions requiert de recourir au modèle d'évaluation des options de Black & Scholes qui prend en compte des hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

*(k) Evaluation de la juste valeur des dérivés sur instruments financiers*

La juste valeur des dérivés sur instruments financiers est évaluée à partir du modèle de Black & Scholes qui prend en compte des hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

*(l) Evaluation des dettes financières sur contrat de location*

Le Management a évalué tous les faits et circonstances pour déterminer la probabilité qu'une résiliation anticipée ou une des options de renouvellement incluses dans les contrats de location devraient être exercées à l'avenir afin d'évaluer le passif sur les contrats de location selon IFRS 16.

Le Management a utilisé les données disponibles telles que la prime de risque et le spread de la société par rapport au taux sans risque pour évaluer le taux d'endettement marginal utilisé pour l'évaluation des passifs selon IFRS 16.

## **4.2. Modalités de consolidation**

### **4.2.1. Date de clôture et comptes annuels des entreprises consolidées**

Les présents comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes sociaux des sociétés filiales de la société FORSEE POWER SAS. Tous ces comptes couvrent une période de 12 mois et sont arrêtés au 31 décembre 2019.

Les états financiers utilisés au titre de l'information comparative sont ceux clos au 31 décembre 2018 et couvrent une période de 12 mois.

Les comptes annuels relatifs aux périodes présentées des sociétés consolidées en intégration globale sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenues pour le Groupe. Ils

sont retraités afin d’être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l’établissement des comptes consolidés.

#### **4.2.2.Méthodes de consolidation**

##### **4.2.2.1. Participations contrôlées exclusivement : intégration globale**

Une participation est une entité filiale contrôlée par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l’entité afin d’obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles à la date de clôture des comptes sont pris en considération.

Les états financiers de filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu’à la date où le contrôle cesse.

L’intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l’entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l’entreprise consolidante dits « Part attribuable aux propriétaires de la société mère » ou « Part du Groupe », et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « Participations ne conférant pas le contrôle » ou « Intérêts minoritaires » ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l’entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

##### **4.2.2.2. Opérations éliminées dans les états financiers consolidés**

Dans les états financiers consolidés il est procédé à l’élimination des éléments suivants :

- Comptes réciproques de créances et de dettes,
- Opérations internes au Groupe (achats, ventes, dividendes, marges internes ...),
- Provisions constituées au titre de sociétés consolidées,
- Toute autre opération impliquant deux, ou plus, sociétés du Groupe.

##### **4.2.2.3. Conversion des comptes établis en devises étrangères**

Les participations établissant leurs états financiers en devises étrangères correspondent à des entités se trouvant à l’étranger (Chine et Pologne), et dont leurs opérations sont conduites principalement par le Groupe à partir de la France en fonction des objectifs de production du Groupe. Ces entités étrangères ne maîtrisent pas à ce jour leurs opérations et ne sont pas gérées de manière indépendante en particulier sur le plan financier.

Ces participations étant des centres de production interne, les états financiers de ces entités étrangères ne sont pas établis dans la monnaie fonctionnelle de l’entité (devise euro, dollar américain ou dollar hongkongais), cette monnaie peut être différente de la devise locale de l’entité, c’est-à-dire le Yuan pour la Chine et le Zloty pour la Pologne.

La conversion des états financiers établis en devises étrangères s’effectue selon la méthode dite du cours historique :

- Les éléments d’actif et de passif non monétaires (immobilisations, goodwill) et les composantes des capitaux propres sont convertis en euro au taux de change historique ;
- Les éléments d’actif et de passif monétaires, sont convertis en euros au taux de change de clôture ;

- Les éléments du compte de résultat et les flux de trésorerie sont convertis en euro au cours de change aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice ;
- La différence de conversion en résultant est comptabilisée dans le résultat financier.

#### **4.2.2.4. Traitement des regroupements d'entreprises**

Le Groupe comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode dite de l'acquisition en application de la norme IFRS 3. Le Groupe est considéré comme acquéreur dès qu'il contrôle en substance l'entreprise.

Le coût d'une acquisition est mesuré à sa juste valeur le jour de l'acquisition. Les frais d'acquisition externes supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à leur juste valeur, sauf exceptions prévues par la norme IFRS 3. Les actifs non identifiables, tels que les fonds de commerce ou mali technique, ne sont pas maintenus dans les actifs acquis. Les passifs éventuels sont également évalués et comptabilisés s'il s'agit d'une obligation actuelle. L'incidence de la fiscalité différée est comptabilisée conformément à IAS 12.

La période pour évaluer la juste valeur du prix d'acquisition, y compris les compléments de prix éventuels, et pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs identifiables, est d'une durée de 12 mois après la date d'acquisition. Passé ce délai, toute modification du prix d'acquisition et de la valeur des actifs et passifs identifiables est comptabilisée en résultat global.

Les regroupements d'entreprises sont traités en évaluant la juste valeur de l'actif net identifiable pour les participations ne conférant pas le contrôle (intérêts minoritaires) entraînant la comptabilisation d'un goodwill complet partagé entre la part du Groupe et la part relative aux intérêts minoritaires. Le goodwill complet est présenté dans l'état de la situation financière et ne fait pas l'objet d'un amortissement mais d'une dépréciation.

En présence d'un goodwill négatif, c'est-à-dire lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs nets de la filiale acquise, le Groupe revoit la valeur des actifs et passifs afin de s'assurer de l'absence de dépréciation ou de provision pour risques et charges à comptabiliser. En présence d'écart d'évaluation sur les actifs incorporels, ces derniers sont plafonnés pour ne pas constater de goodwill négatif. Après ces analyses, le goodwill négatif est considéré comme un profit résultant d'une acquisition dans des conditions avantageuses et est comptabilisé en résultat de la période d'acquisition.

#### **4.2.2.5. Transactions avec les intérêts minoritaires**

Les transactions avec les intérêts minoritaires (participations ne conférant pas le contrôle) sans incidence sur le contrôle d'une filiale sur laquelle le Groupe dispose d'un contrôle exclusif, sont considérées comme des transactions entre associés sans incidence sur la valeur économique du Groupe, et sont comptabilisées en capitaux propres conformément à la norme IFRS 10 :

- En présence d'une acquisition complémentaire d'intérêts minoritaires, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise par le Groupe est comptabilisé en déduction des capitaux propres ;
- En cas de cession à des intérêts minoritaires, l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés cédés par le Groupe est comptabilisé en capitaux propres.

Ces transactions ne modifient pas les valeurs comptables des actifs et passifs de la participation concernée, y compris les goodwill et écart d'évaluation.

### **4.3. Méthodes comptables et règles d'évaluation**

#### **4.3.1. Présentation des éléments non courants et courants**

L'état de la situation financière présente les actifs et passifs en courants et non courants conformément à la norme IAS 1 relative à la présentation des états financiers.

Les actifs et passifs sont présentés en courants lorsque :

- Le Groupe s'attend à pouvoir réaliser l'actif ou régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les 12 mois suivant la date de clôture ;
- L'actif ou le passif sont détenus aux fins d'être négociés ou de transactions ;
- L'actif se compose de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie ;

Tous les actifs ou passifs ne répondant pas à l'un des critères ci-dessus sont présentés en non courants.

Les actifs financiers non courants et les autres actifs non courants évalués au coût amorti sont présentés avec une actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine correspondant généralement au taux d'Euribor 1 an à la date de clôture des états financiers consolidés.

#### **4.3.2. Goodwill**

Les goodwill complets issus de regroupement d'entreprises sont affectés à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) concernée. Les UGT sont définies comme étant le plus petit groupe d'actifs liés générant des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des flux de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais font l'objet de test de dépréciation à travers l'UGT à laquelle ils appartiennent, au moins à chaque date de clôture. Une dépréciation liée à une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable dont la méthode de détermination est présentée ci-dessous. La dépréciation à constater au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles, et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « Dépréciations des goodwill ».

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité d'une UGT, les flux de trésorerie futurs sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le Groupe utilise un seul taux d'actualisation pour ses flux de trésorerie futurs. Ce taux est calculé en fonction du coût moyen des capitaux employés. Les flux futurs de trésorerie sont déterminés sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Le Groupe utilise les prévisions les plus récentes, le plan à 5 ans, et au-delà de cet horizon, la valeur terminale correspond à la capitalisation à l'infini du dernier flux de l'horizon, sur la base d'un taux de croissance nul.

#### **4.3.3. Frais de développement**

Les dépenses engagées au titre des frais de développement sont inscrites obligatoirement en immobilisations incorporelles quand les conditions définies par la norme IAS 38 sont réunies :

- Faisabilité technique, et capacité technique pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif
- Intention d'achever le développement, capacité à utiliser ou à vendre l'actif, et disponibilité des ressources financières ;
- Probabilité de l'existence d'avantages économiques futurs ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses engagées.

Les dépenses engagées au titre des frais de développements portent sur l'amélioration de produit ou technologie qui seront utilisés par un ou plusieurs clients. Le Groupe évalue régulièrement à travers un Comité de suivi des projets les dépenses éligibles, principalement du temps passé, la date de début de projet et la date estimée de fin de projet (SOP Date).

Les durées d'amortissement des projets de développement sont issues du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles. La durée d'amortissement choisie pour l'ensemble des projets est de 5 ans à partir de la date estimée de fin de projet.

Les dépenses engagées ne répondant pas aux critères d'activation des frais de développement, et les dépenses engagées au titre des frais de recherche, sont comptabilisées en résultat.

#### **4.3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles, figurent dans les comptes consolidés pour leur prix d'acquisition ou de production, ou leur juste valeur si elles ont été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, diminué des amortissements cumulés et des dépréciations liées à des pertes de valeur constatées.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Lorsque cela est applicable, le coût total de l'actif corporel est réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément étant comptabilisé séparément. Tel est le cas lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les amortissements pour dépréciation ont été déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en fonction de leur utilisation probable. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des composants de chaque immobilisation comme suit :

Logiciels et licences	Linéaire	5 ans
Matériel industriel	Linéaire	5 ans
Installations générales et agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans

#### **4.3.5. Contrats de location**

La norme IFRS 16 sur les contrats de location remplace la norme IAS 17 et les interprétations liées. Elle introduit un principe unique de comptabilisation des contrats de location pour les preneurs avec la reconnaissance d'un actif immobilisé et d'une dette de location pour la grande majorité des contrats.

Le preneur enregistre ainsi :

- Un actif non courant représentatif du droit d'utilisation du bien loué à l'actif de l'état de la situation financière consolidée ;
- Une dette financière représentative de l'obligation de payer ce droit au passif de l'état de la situation financière consolidée ;

- Des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les dettes de location au compte de résultat consolidé.

À la date de prise d'effet du contrat de location, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements minimum restant à effectuer sur la période non résiliable du contrat ainsi que des paiements liés aux options que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. Ce montant est ensuite évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À cette même date, le droit d'utilisation est comptabilisé pour une valeur correspondant au montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, (i) les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur, (ii) les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat ainsi que (iii) l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Ce montant est ensuite diminué des amortissements et des pertes de valeur constatés. Les droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat, y compris les options de résiliation anticipée et de renouvellement que le preneur est raisonnablement certain d'exercer. Lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou lorsqu'il comprend une option d'achat, qui sera exercée avec une certitude raisonnable, le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent selon les mêmes conditions que celles appliquées aux actifs détenus en propre.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et le remboursement du principal du passif locatif et sont reconnus dans les flux sur les opérations de financement, dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Par la suite, la dette et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent doivent être ré-estimé pour prendre en compte les situations suivantes :

- La révision de la durée de location ;
- Toute modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option de résiliation anticipée ou de renouvellement ;
- La ré-estimation des garanties de valeur résiduelle ;
- La révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers ;
- Les ajustements des loyers.

Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont (i) l'exclusion des contrats de courte durée et (ii) l'exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les loyers des contrats exclus du scope de la norme IFRS 16 ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, sont comptabilisés en charges opérationnelles.

#### **4.3.6. Dépréciation des actifs immobilisés**

Les actifs immobilisés, à durée de vie définie ou indéfinie, font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, et que leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année en comparant la valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

#### **4.3.7. Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IAS 39, et présentés selon les dispositions des normes IAS 32 et IFRS 7.

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument. Les actifs financiers, utilisés par le Groupe, sont classés selon les quatre catégories :



- Actifs financiers à la juste valeur par résultat tels que les placements VMP : correspondent à des actifs titres acquis par le Groupe dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur (hors coûts direct de transaction comptabilisés en résultat). A chaque arrêté comptable les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.
- Placements détenus jusqu'à l'échéance tels que les dépôts et cautionnements : titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. En dehors de rares exceptions, la norme prévoit l'interdiction de céder ces titres avant leur échéance. Ces titres sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, puis ultérieurement selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. En cas de signe objectif de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- Prêts et créances rattachés ou non à des participations : cette catégorie enregistre les actifs financiers non dérivés à paiement déterminé ou déterminable. Ces actifs sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et les créances dont l'échéance est inférieure à 12 mois après la date de clôture ne sont pas actualisés. En cas de signe objectif de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- Actifs financiers disponibles à la vente : cette catégorie regroupe les autres actifs financiers tels que des participations non consolidées. Ils sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition (frais de transaction inclus). A chaque arrêté, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. En l'absence de marché actif, le Groupe évalue la juste valeur d'une participation non consolidée sur la base d'une quote-part de capitaux propres et sur les perspectives de rentabilité de cette la participation. Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans une réserve spéciale. En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable, la moins-value latente est comptabilisée en capitaux propres. Ces variations, y compris les dépréciations, sont contrepassées et constatées dans le résultat de l'exercice au moment de la cession de ces actifs.

Il n'a pas été identifié d'actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2019.

#### **4.3.8.Stocks et en-cours**

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré (CMUP).

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût d'achat comprenant le prix d'achat, les frais d'approche (transport et passage en douane), le marquage et les frais accessoires. Les frais financiers ne sont pas présentés dans l'évaluation des stocks.

Les marges internes, nettes des frais d'approche, pratiquées entre les différentes sociétés du Groupe sur des marchandises présentées en stock à la date de clôture, sont éliminées des états financiers consolidés.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle des produits à la date de clôture de l'exercice.

#### **4.3.9.Créances clients**

Les créances clients sont évaluées à leur juste valeur et principalement composées de la différence entre le chiffre d'affaires constaté, facturé, et les encaissements reçus des clients. Les créances évaluées pour leur juste valeur sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement en tenant compte des sommes couvertes par les organismes d'assurance-crédit. Les dépréciations sont déterminées client par client. Les dépréciations sont comptabilisées en résultat sur la ligne « Provisions

et dépréciations nettes », à l'exception des dépréciations constatées sur des créances nées sur la période qui sont présentées en diminution du chiffre d'affaires conformément à la norme IFRS 15.

Les créances clients cédées et mobilisées auprès d'un organisme d'affacturage sont maintenues dans les états financiers consolidés.

Il n'existe pas de créances clients relatives à des retenues de garantie ou de SAV compte tenu de l'absence de retour significatif.

Les produits relatifs à la vente de prestation de services et de biens non livrés à la date de clôture sont présentés en déduction des créances clients (produit constaté d'avance).

#### **4.3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme offrant une grande liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture (actifs financiers à la juste valeur par résultat). Les variations de valeur sont enregistrées en « Résultat Financier ».

#### **4.3.11. Capital et frais d'émission de capital**

Les instruments de capitaux propres sont enregistrés lors de leur émission à leur prix de transaction déduction faite des coûts de transaction. Les instruments de capitaux propres ne donnent pas lieu à réévaluation. Si l'instrument de capitaux propres est annulé ou racheté, la contrepartie versée est directement déduite des capitaux propres et aucun profit ou perte n'est enregistré en résultat.

Les frais directement attribuables aux émissions d'augmentation de capital sont comptabilisés en déduction de la prime d'émission, c'est-à-dire en déduction des capitaux propres conformément à IAS 32.

#### **4.3.12. Paiements réalisés avec des actions**

##### **4.3.12.1. Transactions avec des actionnaires investisseurs**

Les transactions basées sur des actions avec des associés investisseurs ne sont pas qualifiées de paiements en actions selon IFRS 2 mais sont assimilés à des instruments de capitaux propres et traités selon IAS 32. Ils sont enregistrés en capitaux propres pour leur prix de transaction (montant de la souscription) et ne sont pas réévalués lors des arrêts ultérieurs.

Les Bons de Souscription d'Actions de *warrant* d'indemnisation (BSA<sub>G</sub>) correspondent à des instruments émis par la société au profit d'investisseurs associés, et sont présentés en Note 8.9.3.

##### **4.3.12.2. Transactions avec le Management et les salariés**

Les distributions de stock-options (SO) auprès de membre du personnel sont assimilées à des paiements en actions et sont évaluées et présentées dans les états financiers consolidés conformément à la norme IFRS 2.

Les paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments de capitaux en contrepartie des services rendus par les membres du personnel. L'évaluation à la juste valeur est établie au jour de la date d'attribution des stock-options et au moyen du modèle d'évaluation financière des options de Black & Scholes. Ce modèle d'évaluation comprend plusieurs hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

Le coût d'un paiement effectué en actions est comptabilisé en charge de la période sur la ligne « Charges de personnel », en proportion des services rendus à partir de la date d'attribution des actions gratuites. Si la période d'acquisition des droits s'étale sur plusieurs périodes, le coût d'un paiement en action est réparti au prorata temporis.

Le coût est ajusté à chaque date de clôture si au cours de la période le nombre d'actions à émettre varie. Le coût comptabilisé en charge n'est pas repris au résultat même si l'option n'est pas exercée par le bénéficiaire.

#### **4.3.13. Avantages du personnel**

Les avantages du personnel sont évalués et présentés conformément à la norme IAS 19 selon :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations sociales, les primes payables, les véhicules mis à disposition du personnel qu'ils soient acquis par le Groupe ou financés au moyen d'un contrat de location financement, les dépenses de formation, ainsi que tous les autres éléments consommés gratuitement par le personnel ;
- Les avantages à long terme, telles que les médailles du travail et les primes payables au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Les indemnités de fin de contrat ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies ou à cotisations définies).

Les avantages à court terme sont comptabilisés en résultat sur la ligne « Avantages du personnel » et présentés en Note 9.4 ci-dessous.

Le Groupe verse au titre des régimes de retraite de bases, des cotisations à des organismes de prévoyance. Dans le cadre de ces régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes portées en résultat sur la ligne « Avantages du personnel ».

Le Groupe n'a pas mis en place d'avantages au personnel dans le cadre de régimes à prestations définies. Son engagement se limite aux indemnités légales de fin de carrière qui sont évaluées selon la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation est ensuite actualisée pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses financières et des hypothèses démographiques.

#### **4.3.14. Provisions pour risques et charges**

Une provision pour risques et charges est comptabilisée dès qu'il existe une obligation, nettement précisée quant à son objet, résultant d'événements survenus ou en cours, et rendant probable une sortie de ressources mais dont l'échéance reste incertaine. Le montant provisionné dans la situation financière est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture, en excluant les produits éventuellement attendus. Chaque risque ou charge fait l'objet d'une évaluation au cas par cas à la date de clôture et les provisions sont ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions sont présentées en provisions courantes si la provision couvre une obligation devant être réglée ou dénouée dans les 12 mois suivants la date de clôture, à défaut les provisions sont présentées en non courantes.

Les provisions non courantes sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif conformément à la norme IAS 37.

Les actifs et passifs éventuels, c'est-à-dire un actif ou un passif dont l'existence dépend d'événements futurs incertains, ne sont pas comptabilisés dans la situation financière à l'exception des passifs éventuels reconnus lors d'un regroupement d'entreprises.

#### **4.3.15. Dettes financières**

Les passifs financiers sont évalués selon les dispositions de la norme IAS 39, et présentés selon les normes IAS 32 et IFRS 7.

Ils sont enregistrés à leur juste valeur au moment de leur acquisition (coût de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières sont ventilées dans les états financiers consolidés entre :

- Les emprunts et dettes financières à long terme pour la partie des dettes supérieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs non courants ;
- Les emprunts et dettes financières à court terme pour la partie inférieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs courants.

Les dettes financières non courantes rémunérées ne font pas l'objet d'une actualisation à la date de clôture.

La trésorerie issue des opérations de créances cédées et mobilisées auprès de l'organisme financier d'affacturage est présentée en dette financière nette des réserves et dépôts de garantie appliqués par l'organisme d'affacturage.

Le Groupe ne dispose pas de passif financier évalué à la juste valeur (autres que des instruments dérivés) dans l'état de la situation financière à la date de clôture.

Les passifs financiers obtenus dans des conditions hors marché (emprunt à taux zéro) sont présentés à leur juste valeur avec contrepartie du profit en résultat. Le profit est par la suite repris en résultat pour être intégré au taux d'intérêt effectif de l'emprunt pour ramener ce dernier au taux normal du marché.

Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la juste valeur initiale de la dette émise, et étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **4.3.16. Dettes fournisseurs**

Les dettes fournisseurs cédées et mobilisées auprès d'un organisme d'affacturage sont maintenues dans les états financiers consolidés.

#### **4.3.17. Instruments dérivés**

Les Bons de Souscription d'Action (BSA) émis par la société ne répondant pas à la définition d'un instrument de capitaux propres, c'est-à-dire lorsque le dénouement de l'instrument ne se traduit pas par la remise d'un nombre fixe d'actions de la société, sont classés et évalués comme un instrument dérivé et présenté au passif.

Cet instrument financier passif est évalué à la juste valeur à la date d'émission de l'instrument, et à chaque date de clôture. La variation de juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée en résultat et présentée en charge financière.

#### **4.3.18. Comptabilité de couverture**

Le Groupe ne dispose pas d'instrument avec une relation de couverture (de juste valeur ou de flux de trésorerie) sur les périodes présentées.

#### **4.3.19. Reconnaissance des revenus**

Les revenus du Groupe sont évalués et présentés selon la norme IFRS 15. Les revenus sont évalués en fonction du transfert de contrôle.

Le Groupe ne dispose pas d'engagement de retour de marchandises ou d'engagement de reprise à l'exception des batteries de type Flex 7 bénéficiant d'un engagement contractuel de reprise des batteries en fin de cycle. Cet engagement est provisionné dans les états financiers.

Les produits dont le recouvrement n'est pas probable ne sont pas reconnus dans les états financiers de la période de réalisation de l'opération.

#### **4.3.20. Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi**

Les produits relatifs aux subventions d'exploitation sont présentés en autres produits opérationnels.

Des crédits d'impôt recherche (CIR) sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire. Le produit relatif au crédit d'impôt recherche est présenté en déduction des charges auxquelles le CIR est lié, net des honoraires engagés au titre de l'évaluation de ce crédit d'impôt. Les flux de trésorerie issus du Crédit d'impôt recherche sont présentés dans les flux de trésorerie relatifs aux opérations de financement.

Les subventions d'exploitation ayant le même fonctionnement que le CIR sont traitées de la même façon que le CIR.

Le produit relatif au crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi est présenté en déduction du poste « Avantage au personnel ».

Les créances fiscales relatives au crédit d'impôt sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement ou l'imputation sur les impôts exigibles est supérieur à 12 mois après la date de clôture, et font l'objet d'une actualisation.

#### **4.3.21. Fiscalité**

##### **4.3.21.1. Impôts sur les sociétés**

Il n'existe pas de périmètre d'intégration fiscale au sein du Groupe au 31 décembre 2019.

Les créances fiscales relatives à des remboursements d'impôts exigibles versés (*carry back*) sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement est supérieur à 12 mois après la date de clôture et font l'objet d'une actualisation.

##### **4.3.21.2. Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporaires observées entre la valeur dans les états financiers consolidés d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale conformément à la norme IAS 12. Les différences permanentes telles que les dépréciations des goodwill et les paiements aux actions ne font pas l'objet d'une fiscalité différée.

Les taux d'imposition utilisés pour l'évaluation des impôts différés sont ceux relatifs à l'entité fiscale dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif. Le taux d'imposition retenu pour les sociétés françaises est de 28%. Les différences temporaires assises sur les biens immobiliers sont soumises au régime des plus ou moins-values de cession immobilière.

Les effets de modification des taux d'imposition (report variable) sont inscrits dans le compte de résultat de la période au cours duquel le changement a été décidé par l'administration fiscale locale sauf lorsque la contrepartie a été comptabilisée initialement en capitaux propres, dans ce cas l'effet de changement de taux est comptabilisé également dans les capitaux propres.

Les impôts différés ont été comptabilisés en fonction des échéances de retournement des différences temporaires et des nouveaux taux d'imposition issus de la loi de finance 2019 pour les sociétés françaises (taux progressif jusqu'à 25% en 2022).

Les impôts différés actifs et impôts différés passifs sont présentés en position nette (impôts différés nets) pour chaque entité fiscale.

En présence d'impôts différés nets actifs générés principalement par des situations fiscales déficitaires (déficits fiscaux reportables), les impôts différés actifs sont comptabilisés (reconnus) dans la situation financière que dans la mesure où il est fortement probable qu'ils seront imputés sur des bénéfices futurs.

de l'entité fiscale concernée. Les impôts différés actifs non reconnus sont mentionnés le cas échéant dans la Note 8.18 ci-dessous.

Les impôts différés sont présentés dans la partie non courante de la situation financière et ne font pas l'objet d'une actualisation.

#### **4.3.22. Contribution économique territoriale**

La contribution économique territoriale (CET) des sociétés françaises du Groupe est présentée au compte de résultat consolidé :

- En « Impôts et Taxes » pour la contribution foncière des entreprises (CFE), celle-ci étant assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, elle est de ce fait assimilable à une charge opérationnelle ;
- En « Impôts sur les sociétés » pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), celle-ci étant assise sur la valeur ajoutée produite par le Groupe, elle présente les caractéristiques des impôts sur le résultat au regard de la norme IAS 12. Les retraitements affectant la valeur ajoutée telle que définie par le Code général des impôts pour la détermination de la CVAE, font l'objet d'un impôt différé au taux de la CVAE conformément à la norme IAS 12.

#### **4.3.23. Résultat financier**

Le résultat financier comprend les éléments encaissés suivants :

- Les produits financiers encaissés d'instruments financiers tels que les revenus des titres, des prêts et des créances ainsi que les produits de cessions des VMP ;
- Les charges financières décaissées telles que les charges financières sur les découverts bancaires, sur les emprunts, sur les locations financements, sur l'affacturage, mais également les frais relatifs aux services bancaires ;

Le résultat financier comprend également les éléments calculés suivants :

- Les effets de l'actualisation des éléments de la situation financière ;
- La variation de la juste valeur des instruments financiers avec une relation de couverture de flux de trésorerie ;
- Les dépréciations et reprises de provision des actifs financiers évalués au coût amorti ;

Le coût de l'endettement net est constitué des charges financières décaissées déduction faite des produits financiers encaissés.

#### **4.3.24. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères**

La comptabilisation et l'évaluation des transactions libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au cours du jour de la transaction.

En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change à la clôture. Les gains et pertes de change en résultant sont inscrits au compte de résultat :

- En résultat opérationnel pour les transactions commerciales ;
- En produits de trésorerie ou dans le coût de l'endettement financier pour les opérations financières.

#### **4.3.25. Résultat par action**

Le résultat net de base par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation au cours de la période.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le bénéfice net par action.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée génère un effet anti-dilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte.

#### **4.3.26. Secteurs opérationnels**

Un secteur opérationnel est une composante distincte :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges, y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatives à des transactions avec d'autres composantes du Groupe ;
- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Management du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Groupe comporte deux secteurs opérationnels appelés :

- Portable et mobilité ;
- Transport et stockage.

Le premier niveau d'information sectoriel du Groupe est le secteur opérationnel, le second est le secteur géographique.

Les données sectorielles du reporting interne et celles présentées dans la Note 7 ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les États financiers consolidés.

La mesure de la performance de chaque segment est effectuée à partir de l'EBITDA, de l'EBIT et du résultat opérationnel. Les agrégats EBITDA et EBIT se définissent comme suit :

- L'EBITDA se définit comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations sur les créances ;
- L'EBIT se définit comme le résultat opérationnel.

#### **4.3.27. Parties liées**

Les parties liées présentées dans les états financiers consolidés sont définies comme étant :

- Les parties contrôlées par le Groupe : il n'a pas été identifié de participation contrôlée ou d'entreprise associée ;
- Les parties contrôlant le Groupe telles que les personnes morales actionnaires ;
- Les personnes physiques membre du personnel de direction du Groupe ou des parties contrôlant le Groupe, ou qui l'influencent notablement.

Les actifs et passifs financiers relatifs aux parties liées sont présentés en actifs ou passifs financiers non courants si ceux-ci sont réglés ou rendus exigibles dans les 12 mois suivant la date de clôture de la

période présentée, à défaut ces éléments sont présentés en actifs et passifs financiers courants. Les actifs et passifs relatifs aux parties liées sont actualisés pour leur part non courante si l'effet de la valeur temps est significatif.

Les informations relatives aux parties liées sont présentées en Note 10.1 ci-dessous conformément à la norme IAS 24.

## 5. Informations relatives au périmètre de consolidation

Les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2019 sont les suivantes :

Société	Localisation	31 décembre 2019			31 décembre 2018		
		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
FORSEE POWER SAS	France	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER SOLUTIONS Ltd.	Hong-Kong	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER Spz	Pologne	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN UNIROSS INDUSTRY Ltd.Co.	Chine	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN FORSEE DEVELOPMENT Ltd.Co. (1)	Chine	100%	100%	IG			NC
NEOT CAPITAL	France	15%	15%	NC	15%	15%	NC

(1) Création en mai 2019

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation comprend 4 sociétés en intégration globale.

Les participations ci-dessous n'ont pas été consolidées au 31 décembre 2019 compte tenu d'une incidence non significative dans le résultat 2019 du Groupe :

- NEOT CAPITAL (15%)
- N Green Mobility, filiale de NEOT CAPITAL
- Forsee Power Pte Ltd (Singapour)

## 6. Informations permettant la comparabilité des comptes

### 6.1. Variation de périmètre de l'exercice

- Création de l'entité chinoise Zhongshan Forsee Development en mai 2019 et détenue à 100 % par Forsee Power SAS.

Cette création intervient dans le cadre d'une scission partielle de Zhongshan Uniross Industry.

### 6.2. Variation de périmètre de l'exercice précédent

Il n'existe aucune variation de périmètre sur l'exercice clos au 31 décembre 2018.



### 6.3. Changements de présentation et de méthodes comptables

#### 6.3.1. Première application d'IFRS 16 sur les contrats de location

Le Groupe a appliqué IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée. A ce titre, aucun retraitement des états financiers publiés avant la date d'application de la norme et présentés en comparaison n'est effectué.

Dans le cadre de la transition, les principales mesures de simplification prévues par IFRS 16 et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Exclusion des contrats d'une durée de 12 mois ou moins et des contrats à faible valeur ;
- Application de la norme uniquement aux contrats précédemment identifiés comme des contrats de location selon IAS 17;
- Droit d'utilisation égal à la valeur comptable de l'actif si la norme IFRS 16 avait été appliquée à la date de prise d'effet du contrat ;
- Utilisation de la durée résiduelle du contrat à la date de transition pour déterminer le taux d'actualisation à la date de transition ;
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation à la date de première application.

Les loyers des contrats exclus du scope de la norme IFRS 16 sont comptabilisés directement en charges opérationnelles.

Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est appliqué un spread pour tenir compte des durées des contrats de location.

Le taux d'endettement marginal moyen pondéré au 1<sup>er</sup> janvier 2019 s'élève à 3.61 %.

#### Impacts de la première application de la norme IFRS 16 sur les états financiers consolidés du Groupe au 1er janvier 2019

en milliers d'euros	31 Décembre 2018	Application IFRS 16	1er janvier 2019
Immobilisations corporelles - Valeur brute	8 165	3 910	12 074
Amortissements et dépréciations	(4 294)	(1 616)	(5 910)
<b>Total valeur nette</b>	<b>3 870</b>	<b>2 294</b>	<b>6 164</b>
Actifs d'impôts différés	3 838	127	3 965
Autres actifs courants	6 868	(26)	6 842
<b>Total actif</b>	<b>14 576</b>	<b>2 395</b>	<b>16 971</b>

en milliers d'euros	31 Décembre 2018	Application IFRS 16	1er janvier 2019
Capitaux propres	2 852	(316)	2 536
Passifs financiers non courants	25 034	2 711	27 745
<b>Total passif</b>	<b>27 886</b>	<b>2 395</b>	<b>30 281</b>

Le résultat net consolidé du Groupe au 31 décembre 2019 est impacté par le retraitement des charges de loyers pour 749 K€, la constatation de charges d'intérêts pour (99) K€ et de charges d'amortissements des droits d'utilisation pour (610) K€.

Au 31 décembre 2019, le décaissement net lié aux contrats de location et classé en « Trésorerie provenant des opérations de financement » s'élève à (650) K€ de remboursement du principal des dettes sur biens pris en location.

### 6.3.2.Reclassement d'instruments financiers

Les reclassements de présentation comptable sur certains instruments financiers ont été réalisés dans les états financiers consolidés :

- Opérations de cession de créance (factor) :

Les états financiers consolidés IFRS ont toujours présentés un maintien au poste clients des créances cédées au factor, en contrepartie d'une dette financière présentée nette des retenues de garantie (cf. Notes 4.3.9 et 4.3.15).

Toutefois compte tenu du développement des transactions relatives aux opérations de cession de créance, certains comptes relatifs à ces opérations de cession n'étaient pas traités de manière homogène.

L'ensemble des créances clients cédées aux différents factor (HSBC et BNP) a été reconstitué pour être présenté en dette financière, déduction faite des retenues de garantie et de la part non financée des créances cédées (cf. Notes 4.3.9 et 4.3.15).

- Bons de Souscription d'Action au profit de la BEI (BSA <sub>BEI Warrant A</sub>)

Les états financiers précédemment publiés présentaient les BSA <sub>BEI Warrant A</sub> émis le 15 mars 2018 par la société au profit de la BEI comme un instrument de capitaux propres, c'est-à-dire sans incidence tant que l'instrument ne se dénoue pas.

Or ces BSA <sub>BEI Warrant A</sub> se dénouent par la remise d'un nombre d'action qui n'est pas fixe, et par ailleurs comprennent un *put option* indemnisable auprès de la BEI.

Par conséquent ces BSA <sub>BEI Warrant A</sub> ne peuvent pas être considérés comme un instrument de capitaux propres, et ont été classés et évalués comme un instrument dérivé passif dans les états financiers au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

La variation de juste valeur du dérivé entre la date d'émission et le 31 décembre 2018 a été comptabilisée en résultat financier. La valeur du dérivé correspond au coût de l'option en cas d'exercice de ces BSA.

La présentation de la composante dette de l'emprunt BEI émis a été présentée au cout amorti au 31 décembre 2018.

Les postes des états financiers du 31 décembre 2018 impactés par ce changement de présentation sont présentés conformément à IAS 8 ci-dessous :

en milliers d'euros	31 décembre 2018 publié	Reclassement factor	Dérivé sur BSA <sub>BEI</sub> Warrant A	Impôts différés	December 31, 2018
<b>Actifs non courants</b>	<b>17 119</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>17 117</b>
Goodwill	1 523				1 523
Immobilisations incorporelles	7 645				7 645
Immobilisations corporelles	3 870				3 870
Actifs financiers non courants	215				215
Autres actifs non courants	28				28
Actifs d'impôts différés	3 838			(2)	3 836
<b>Actifs courants</b>	<b>38 861</b>	<b>547</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 408</b>
Stocks	10 040				10 040
Créances clients	9 878	2 807			12 685
Autres actifs courants	6 868	(2 260)			4 608
Instruments financiers actif - part < 1 an	0				0
Actifs financiers courants	0				0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	12 075				12 075
<b>Total Actif</b>	<b>55 980</b>	<b>547</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>56 525</b>
					<b>0</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>2 852</b>	<b>0</b>	<b>(552)</b>	<b>(2)</b>	<b>2 298</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>2 852</b>	<b>0</b>	<b>(552)</b>	<b>(2)</b>	<b>2 298</b>
Capital social émis	2 452				2 452
Primes d'émission	62 475				62 475
Réserves de conversion groupe	0				0
Réserves	(39 433)				(39 433)
Résultat net	(22 643)		(552)	(2)	(23 197)
<b>Participations ne conférant pas le contrôle</b>	<b>0</b>				<b>0</b>
Réserves des minoritaires	0				0
Intérêts minoritaires de la période	0				0
<b>Dettes</b>	<b>53 128</b>	<b>547</b>	<b>552</b>	<b>0</b>	<b>54 228</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>28 488</b>	<b>0</b>	<b>552</b>	<b>0</b>	<b>29 041</b>
Passifs financiers	25 034		(2 025)	0	23 010
Avantages du personnel	204				204
Provisions pour risques et charges	2 811				2 811
Autres passifs non courants	435				435
Dérivé sur instrument financier			2 577		2 577
Passifs d'impôts différés	5				5
<b>Passifs courants</b>	<b>24 640</b>	<b>547</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 187</b>
Passifs financiers	9 910	547			10 457
Provisions pour risques et charges	0				0
Dettes fournisseurs	9 975				9 975
Autres passifs courants	4 755				4 755
<b>Total Passif</b>	<b>55 980</b>	<b>547</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>56 525</b>

Le compte de résultat au 31 décembre 2018 est impacté pour (552) K€ en charges financières, et pour (2) K€ en charge d'impôts différés.

Ces reclassements impactent le tableau de flux de trésorerie du 31 décembre 2018 au niveau des éléments non calculés.

## 7. Informations par segment d'activité et par zone géographique

Le Management a défini les segments d'activité sur la base des reporting qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments et d'évaluation de leur performance.

Les reporting du Groupe comportent deux secteurs opérationnels appelés :

- *Smart Life* : regroupant le marché de la mobilité légère ou des équipements portables des applications dont les besoins en énergie sont inférieurs à 2-4 kWh. Le Groupe développe des packs batteries répondant à une large majorité des besoins du marché sur les segments du vélo électrique (e-Bikes), du scooter électrique (e- Scooters), des autres véhicules légers de 1 à 4 roues, des équipements médicaux, des objets connectés, de la domotique, de la robotique et de l'outillage professionnel.
- *Smart Transport & Mobilité* : regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation hybride ou électrique des différents moyens de transport (véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », bus, camions, marine, offshore, tramways et trains) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel).

### 7.1. Informations par segment d'activité

Le compte de résultat par segment d'activité n'est pas disponible au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2019.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 6 M€ sur le secteur *Smart Life* et de 26,5 M€ sur le secteur Transport et Stockage au 31 décembre 2019.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 5,8 M€ sur le secteur *Smart Life* et de 6 M€ sur le secteur Transport et Stockage au 31 décembre 2018.

Les orientations prévues en 2019 par le Management permettront d'atténuer le degré de dépendance à l'égard de ces clients.

en milliers d'euros	Smart Life	Smart Transport et Mobilité	Inter secteur et Autres	31 décembre 2019
Actifs sectoriels non courants	7 029	16 549	1 595	25 173
Actifs sectoriels courants	25 153	20 341	4 860	50 354
Passifs sectoriels non courants	(4 003)	(3 494)	(27 789)	(35 286)
Passifs sectoriels courants	(10 974)	(14 718)	(17 990)	(43 682)
<b>Total</b>	<b>17 206</b>	<b>18 678</b>	<b>(39 325)</b>	<b>(3 441)</b>
Capitalisation de frais de R&D	24	2 956		2 980
Acquisition d'immobilisations	1 297	498	2 557	4 351
Autres dépenses d'investissement non courants	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 321</b>	<b>3 454</b>	<b>2 557</b>	<b>7 331</b>

en milliers d'euros	Smart Life	Smart Transport et Mobilité	Inter secteur et Autres	31 décembre 2018
Actifs sectoriels non courants	11 958	3 889	1 270	17 117
Actifs sectoriels courants	13 497	10 441	15 469	39 407
Passifs sectoriels non courants	(364)	(2 807)	(25 869)	(29 040)
Passifs sectoriels courants	(6 681)	(10 021)	(8 485)	(25 187)
<b>Total</b>	<b>18 410</b>	<b>1 502</b>	<b>(17 615)</b>	<b>2 298</b>
Capitalisation de frais de R&D	688	3 735		4 423
Acquisition d'immobilisations	693	498	1726	2 917
Autres dépenses d'investissement non courants				
<b>Total</b>	<b>1 381</b>	<b>4 232</b>	<b>1726</b>	<b>7 339</b>

## 7.2. Informations par zone géographique

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
France	28 116	9 021
Europe	16 457	8 256
Asie	2 880	1 344
Etats-Unis	2 598	4 495
Reste du monde	291	41
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>50 342</b>	<b>23 157</b>

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
France	6 508	7 120
Europe	8	23
Asie	815	196
Reste du monde		
<b>Total Investissements</b>	<b>7 331</b>	<b>7 339</b>

## 8. Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée

### 8.1. Goodwill

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2019
Goodwill	1 523						1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>
<b>Dépréciations</b>							
Goodwill							
<b>Total</b>							
<b>Goodwill</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>

Il n'a pas été établi de tests de sensibilité dans la détermination de la valeur actuelle des goodwill au 31 décembre 2019, les tests de dépréciation n'ont pas décelé d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2019.

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2019
Goodwill issu des activités Ersé (2012)	219	219
<b>Goodwill UGT Portable et Mobilité</b>	<b>219</b>	<b>219</b>
Goodwill issu des activités Dow Kokam (2013) (1)	1 304	1 304
<b>Goodwill UGT Transport et Stockage</b>	<b>1 304</b>	<b>1 304</b>
<b>Total</b>	<b>1 523</b>	<b>1 523</b>

- (2) L'acquisition des activités de Dow Kokam France en 2013 a généré un goodwill de 1 304 K€ après la reconnaissance d'un passif éventuel de 6,5 M€ relatif au contentieux en cours avec l'Administration fiscale sur le Crédit d'impôt recherche des exercices 2010 à 2012. Cette provision sur passif éventuel a été reprise intégralement en résultat au 30 juin 2017 suite à l'abandon des motifs de contestation de l'Administration fiscale le 3 juillet 2017.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Impairment	Effets de conversion	31 décembre 2018
Goodwill	1 523						1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>
<b>Dépréciations</b>							
Goodwill							
<b>Total</b>							
<b>Goodwill</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>

## 8.2. Immobilisations incorporelles

L'augmentation des immobilisations incorporelles en cours correspond aux dépenses de recherche et développement activées.

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2019.

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	Autres	31 décembre 2019
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de développement	2 028		0		2 675			4 702
Logiciels	1 103				207			1 310
Autres immobilisations incorporelles	86	0	72	(14)		0		143
Frais de développement en cours	5 636		2 980					8 616
Immobilisations incorporelles en cours	66		313		(2 881)			(2 502)
<b>Total</b>	<b>8 920</b>	<b>0</b>	<b>3 364</b>	<b>(14)</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>		<b>12 269</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Frais de recherche	(253)		(750)					(1 003)
Logiciels	(1 010)		(89)					(1 099)
R&D Autres immobilisations incorporelles	(12)		(39)	14		0		(36)
<b>Total</b>	<b>(1 275)</b>		<b>(878)</b>	<b>14</b>		<b>0</b>		<b>(2 138)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>7 645</b>	<b>0</b>	<b>2 486</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>		<b>10 131</b>

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2018
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>							
Frais de recherche	(0)				2 028		2 028
Concession, brevets & droits similaires	1 026		77				1 103
Autres immobilisations incorporelles	3 535		4 511	(229)	(2 028)	(1)	5 789
<b>Total</b>	<b>4 561</b>		<b>4 588</b>	<b>(228)</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>8 920</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
Logiciels	(957)		(318)			0	(1 275)
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>3 605</b>		<b>4 270</b>	<b>(228)</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>7 645</b>

### 8.3. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	Adoption d'IFRS 16	31 décembre 2019
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>								
Constructions	18					0		18
Droits d'utilisation sur constructions			412			(9)	3 680	4 083
Installations techniques, matériels et outillages	5 316		1 163	(45)		(2)		6 432
Autres immobilisations corporelles	1 557	0	337	(12)		1		1 882
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles			17		(23)	0	230	225
Immobilisations corporelles en cours	1 273		1 947	(14)		(1)		3 204
<b>Total</b>	<b>8 165</b>	<b>0</b>	<b>3 875</b>	<b>(72)</b>	<b>(23)</b>	<b>(12)</b>	<b>3 911</b>	<b>15 844</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Constructions	(8)		(2)			(0)		(10)
Droits d'utilisation sur constructions			(541)			6	(1 543)	(2 078)
Installations techniques, matériels et outillages	(3 509)		(562)	17		1		(4 053)
Autres immobilisations corporelles	(778)		(268)	38		(0)		(1 008)
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles			(75)		23	(0)	(71)	(124)
<b>Total</b>	<b>(4 294)</b>		<b>(1 449)</b>	<b>55</b>	<b>23</b>	<b>6</b>	<b>(1 614)</b>	<b>(7 273)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>3 870</b>	<b>0</b>	<b>2 427</b>	<b>(17)</b>		<b>(6)</b>	<b>2 297</b>	<b>8 570</b>

L'augmentation des immobilisations corporelles en cours correspond aux dépenses liées à la création du site industriel à Chasseneuil du Poitou.

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations corporelles au 31 décembre 2019.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2018
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>							
Constructions	19					(1)	18
Installations techniques, matériels et outillages	4 283		1 031			2	5 316
Autres immobilisations corporelles	2 043		520		(1 005)	(2)	1 557
Immobilisations corporelles en cours	392		1 176	(295)		(0)	1 273
<b>Total</b>	<b>6 736</b>		<b>2 728</b>	<b>(295)</b>	<b>(1 005)</b>	<b>(0)</b>	<b>8 165</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
Constructions	(6)		(2)			0	(8)
Installations techniques, matériels et outillages	(2 994)		(490)		(14)	(11)	(3 509)
Autres immobilisations corporelles	(1 523)		(952)	678	1 018	1	(778)
<b>Total</b>	<b>(4 523)</b>		<b>(1 444)</b>	<b>678</b>	<b>1 005</b>	<b>(9)</b>	<b>(4 294)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>2 213</b>		<b>1 284</b>	<b>383</b>	<b>(0)</b>	<b>(10)</b>	<b>3 870</b>



## 8.4. Actifs financiers

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2019
<b>Actifs financiers</b>								
Titres immobilisés (1)	38		520			0		558
Dépôts de garanties et cautionnements versés	178			(12)				165
Autres actifs financiers (versements à effectuer)	0			(0)		(8)	8	(0)
<b>Total</b>	<b>215</b>		<b>520</b>	<b>(12)</b>		<b>(8)</b>	<b>8</b>	<b>723</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	215		520	(12)		(8)	8	723

(1) Les titres immobilisés correspondent à la participation de 15% pour 557,5 K€ dans NEOT CAPITAL (cf. Note 5).

Les actifs financiers non courants non rémunérés n'ont pas été actualisés au 31 décembre 2019 compte tenu des montants non significatifs et du taux d'Euribor 1 an.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2018
<b>Actifs financiers</b>								
Titres immobilisés	37		0			(0)		38
Dépôts de garanties et cautionnements versés	154		23				0	178
<b>Total</b>	<b>192</b>		<b>23</b>			<b>(14)</b>	<b>14</b>	<b>215</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	192		23			(14)	14	215

## 8.5. Stocks et en-cours

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Matières premières et autres approvisionnements	12 584	7 254
En cours de production	1 701	1 056
Marchandises et produits finis	5 082	2 682
Dépréciations de stocks	(1 197)	(951)
<b>Stocks nets</b>	<b>18 170</b>	<b>10 040</b>

## 8.6. Créances

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Créances clients	18 613	8 008
Dépréciation des créances clients	(104)	(80)
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	7 010	4 757
<b>Créances nettes</b>	<b>25 519</b>	<b>12 685</b>

L'échéance des créances clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Créances clients</b>	<b>18 613</b>	<b>8 008</b>
Non échues	0	0
Echues à moins d'un 1 an	18 613	8 008
Echues à plus d'un 1 an	0	0

## 8.7. Autres actifs

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Créances sociales	56	45
Créances fiscales	2 168	3 349
Comptes courants	75	462
Débiteurs divers (1)	1 056	432
Charges constatées d'avance	441	379
Dépréciation des autres actifs courants	(30)	(30)
<b>Autres actifs</b>	<b>3 766</b>	<b>4 636</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	3 752	4 608
<i>Non courant</i>	14	28

1) Dont 676 K€ sur Zhongshan Uniross Industry Ltd ;

## 8.8. Trésorerie

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	2 913	12 075
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>2 913</b>	<b>12 075</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 913	12 075
Découverts bancaires		
<b>Trésorerie nette</b>	<b>2 914</b>	<b>12 076</b>
en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	12 075	15 415
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>12 075</b>	<b>15 415</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	12 075	15 415
Découverts bancaires		3
<b>Trésorerie nette</b>	<b>12 076</b>	<b>15 412</b>

## 8.9. Capitaux propres

### 8.9.1. Capital social

Au 31 décembre 2019 le nombre de titres de la société FORSEE POWER SAS en circulation est de 299 876 à la valeur nominale de 10 €, soit un montant total du capital social de 2 998 760 €.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) du 18 décembre 2017, des actions de préférence ont été créés : les actions de préférence de catégorie C2 et les actions de préférence de catégorie C3 (ADPC3). A Chaque ADPC2 est attaché 0,67 droits de vote et à chaque ADPC3 est attachée une quote-part de voix correspondant à la quote-part de capital que représente la dite ADPC3. L'AGE du 18 décembre 2017 a converti 5 275 actions ordinaires en 5 275 ADPC3 et 87 074 actions ordinaires en ADPC2.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur l'exercice 2017 à la suite de la recapitalisation du Groupe :

- Le 18 décembre 2017 pour 40 700 € par l'émission de 4 070 actions ordinaires au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 1 502 481,20 € par compensation de créance ;
- Le 18 décembre 2017 pour 342 990 € par l'émission de 34 299 ADPC2 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 12 661 818,84 € par compensation de créance ;
- Le 18 décembre 2017 pour 474 730 € par l'émission de 47 473 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 17 525 132,68 € en numéraire.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur 2018 à la suite du refinancement du Groupe :

- Le 21 décembre 2018 par l'émission de 26 375 ADP C3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 9 736 595 € en numéraire.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur 2019 à la suite de la recapitalisation du Groupe :

- Le 13 mars 2019 pour 105 500 € par l'émission de 10 550 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 3 894 638 € en numéraire ;
- Le 18 décembre pour 131 880 € par l'émission de 13 188 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 4 868 482 € en numéraire ;
- Le 18 décembre pour 52 750 € par l'émission de 5 275 ADPC3b au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 1 947 319 € en numéraire ;
- Le 18 décembre pour 118 670 € par l'émission de 11 867 ADPC3b au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 4 380 822 € en numéraire ;
- Le 26 décembre pour 82 610 € par la souscription de 8 261 ADPC3b par conversion de 7 913 OC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 3 049 631 € en numéraire ;
- Le 26 décembre pour 55 160 € par la souscription de 5 516 ADPC3 par conversion de 5 274 OC4 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 2 036 287 € en numéraire.

Le Groupe ne détient pas d'actions propres dans les périodes présentées.

### **8.9.2.Dividendes**

La société FORSEE POWER SAS n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La société n'envisage pas de distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

### **8.9.3.Paiements fondés sur des actions**

#### **8.9.3.1. Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie**

Dans le cadre des dernières levées de fonds, la société a émis plusieurs garanties au profit des nouveaux investisseurs pour couvrir certains risques spécifiques. Ces garanties financières ont pris la forme d'émission de plusieurs Bons de Souscription d'Action ou *warrant* de garantie :

- 100 BSA<sub>G1</sub> lors de l'AGE du 18 décembre 2017 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 52 748 ADPC3 ;
- 100 BSA<sub>BEI Warrant 2</sub> au 15 mars 2018 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 1 650 ADPC3 ;
- 100 BSA<sub>G2</sub> lors de l'AGE du 21 décembre 2018 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 26 375 ADPC3.

Ces BSA ne sont pas une composante d'un instrument financier hybride avec une composante dette/capitaux propres. Par ailleurs les bénéficiaires de ces BSA étant des actionnaires investisseurs, les BSA attachés à ces actions ne sont pas qualifiés de paiement en action selon IFRS 2.

Ces BSA de garantie comportent des caractéristiques semblables à des BSA de type *Ratchet* permettant aux investisseurs de maintenir leur prix moyen d'investissement. Ces BSA sont exerçables à tout moment et jusqu'à leur date d'échéance sous réserve de la survenance d'un risque couvert.

Toutefois compte tenu que les conditions d'exercice de ces BSA de warrant de garantie n'ayant jamais été remplies pour les principaux risques couverts par la garantie, la Direction estime que la probabilité de réunir les conditions d'exercice de ces BSA est très petite. Ainsi la Direction considère que ces instruments financiers ont une valeur non significative, et ne sont donc pas présentés en tant que dérivé passif.

Compte tenu de ces éléments, ces BSA de warrant de garantie sont qualifiés selon IAS 32 d'instrument de capitaux propres, et seront enregistrés en capitaux propres pour leur montant de transaction aux dates d'émission et d'exercice.

### 8.9.3.2. Stock-Options

Le tableau ci-dessous présente les stock-options attribués au 31 décembre 2019 :

	Date d'attribution	Nombre de SO attribués	Nombre de SO annulés	Nombre en cours	Vesting period	Maturity
Stock Options (SO 2019)	4 avril 2019	6 000	0	6 000	4 years	4 avril 2023
<b>Total</b>		<b>6 000</b>	<b>0</b>	<b>6 000</b>		

La charge reconnue au titre des transactions basées sur des actions sur les périodes présentées est la suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Coûts déjà constatés en réserves à la date de clôture</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Charges constatées en résultat de la période	268	
Reprise des coûts des attributions caduques sur la période	0	
<b>Coûts en réserves à la date de clôture</b>	<b>268</b>	<b>0</b>
Charges à reconnaître sur les exercices futurs	1 163	
Reprise des coûts des attributions exercées sur la période	0	
<b>Coût total à la date d'attribution</b>	<b>1 432</b>	<b>0</b>

Le tableau ci-dessous résume les données utilisées dans le modèle d'évaluation des stocks-options

	Hypothèses utilisées au 31 December 2019 - à la juste valeur au PER selon IFRS 2 (Black & Scholes)				Evaluation unitaire selon IFRS 2	Coût probable IFRS 2 en milliers d'euros
	Strike price en €	Taux sans risque	Prime de risque	Volatility attendue		
Stock Options (SO 2019)	340,00 €	-0,44%	10,0%	69,6%	238,63 €	1 432

#### 8.9.4. Résultat net par action

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Résultat net	(26 347)	(23 197)
Nombre moyen d'action en circulation	255 252	219 566
<b>Résultat net par action</b>	<b>(103,22) €</b>	<b>(105,65) €</b>
Résultat net	(26 347)	(23 197)
Effect des dilutions :		
6 857 BSA <sub>BEI Warrant A</sub> émis le 15 mars 2018 pouvant être convertis en actions ordinaires AO (1)	7 965	6 857
100 BSA <sub>G1</sub> de garantie émis le 18 décembre 2017 pouvant être convertis pour un montant maximum de 52 748 ADP <sub>C3</sub> (2)	52 748	52 748
100 BSA <sub>Warrant B BEI</sub> de garantie émis le 15 mars 2018 pouvant être convertis pour un montant maximum de 1 650 AO (2)	1 650	1 650
100 BSA <sub>G2</sub> de garantie émis le 21 décembre 2018 pouvant être convertis pour un montant maximum de 26 375 ADP <sub>C3</sub> (2)	26 375	26 375
<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>(76,59) €</b>	<b>(82,64) €</b>

- 1) BSA émis dans le cadre de l'émission de l'emprunt BEI de 20 M€ et faisant l'objet d'une présentation distincte en dérivé (cf. Note 8.12). Le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI Warrant A</sub> a conduit à ajuster lors de l'AGE du 18 décembre 2019 de 6 857 à 7 965 le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être souscrites.
- 2) BSA de garantie émis au profil des investisseurs entrants depuis décembre 2017 (cf. Note 8.9.3.1) ;

#### 8.10. Provisions pour risques et charges

##### 8.10.1. Détail des Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2019
<b>Provisions</b>									
Litiges	482		2 521	(1 108)					1 895
Avantages au personnel	204		31						235
Autres provisions pour risques et charges	2 329		1 110	(180)					3 259
Provision réglementaire									
<b>Provisions</b>	<b>3 014</b>		<b>3 662</b>	<b>(1 288)</b>					<b>5 389</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	3 014		3 662	(1 288)					5 389

Les principales variations des provisions sont :

- 130 K€ de litiges Prud'hommaux ;
- 400 k€ de provision Pénalités pour IVECO ;
- 900 k€ de provision *recall* UNU ;
- 1000 k€ pour le recyclage des batteries ;

- 1000 k€ pour la garantie SAV ;
- 200 k€ pour la provision sur stocks ;
- (1 100) k€ de reprise sur les provisions liées à la sortie du site de Moissy.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2018
<b>Provisions</b>									
Litiges	827		323	(668)					482
Avantages au personnel	207			(3)	(3)				204
Autres provisions pour risques et charges	473		2 116	(260)					2 329
Provision réglementaire									
<b>Provisions</b>	<b>1 508</b>		<b>2 438</b>	<b>(932)</b>	<b>(3)</b>				<b>3 014</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	1 508		2 438	(932)	(3)				3 014

## 8.10.2. Pensions et indemnités de départ à la retraite

### 8.10.2.1. Régime de cotisations définies

Une charge a été comptabilisée au 31 décembre 2019 au titre des régimes à cotisations définies.

### 8.10.2.2. Régime de prestations définies

Le Groupe ne dispose pas de régime à prestations définies.

### 8.10.2.3. Indemnités de fin de carrière

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Indemnités de fin de carrière	235	204
Médailles du travail		
<b>Total</b>	<b>235</b>	<b>204</b>

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Provision de début de période</b>	<b>204</b>	<b>207</b>
Coût net sur la période	31	(3)
Prestations versées		
Pertes et (gains) actuariels reconnus en capitaux propres		
<b>Provision de fin de période</b>	<b>235</b>	<b>204</b>

## HYPOTHESES ACTUARIELLES

Pour le régime d'indemnités de fin de carrière, les hypothèses de base (taux de rotation du personnel, augmentation de salaire) de ces calculs ont été déterminées en fonction de la politique prévisionnelle et historique du Groupe. Les hypothèses prises en compte pour les évaluations se déclinent ainsi :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Hypothèses financières</b>		
Taux d'actualisation	0,81%	1,46%
Hypothèse de taux de progression des salaires à long terme	3,00%	3,00%
Taux de charges sociales Cadres	44,00%	43,00%
Taux de charges sociales Non cadres	17 à 35%	17 à 37%
<b>Hypothèses démographiques</b>		
Ages de départ en fin de carrière retenus pour les cadres	65-67 ans	65-67 ans
Ages de départ en fin de carrière retenus pour les non cadres	65-67 ans	65-67 ans
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2018

Les taux d'actualisation retenus sont obtenus par référence au taux de rendement des obligations émises par les entreprises de 1<sup>er</sup> rang de maturité équivalente à la duration des régimes évalués d'environ 10 ans.

Le taux a été déterminé en considérant des indices de marché de taux des obligations notées AA disponibles à fin décembre 2019.

Il n'a pas été effectué d'analyse de la sensibilité de l'engagement au 31 décembre 2019.

## 8.11. Emprunts et dettes financières

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Emissions	Frais d'émission d'emprunt	Remboursements	Reclassement	Ecart de conversion	Effet du TIE	Variation nette	Conversion en capital	Adoption d'IFRS 16	31 décembre 2019
Emprunts obligataires (1)		5 224							(5 224)		
Emprunts auprès de la BEI (2)	12 522	5 000	(138)				722				18 107
Emprunts auprès de la BPI	149			(130)							19
Dettes sur droit d'utilisation - non courant		431		(650)	(694)	16				2 711	1 815
Dépôts et cautionnements reçus	20	36									56
Dettes relatives aux parties liées	10 416			(4 254)							6 162
Dettes relative au financement des créances clients	4 033							5 205			9 238
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>27 141</b>	<b>10 691</b>	<b>(138)</b>	<b>(5 034)</b>	<b>(694)</b>	<b>16</b>	<b>722</b>	<b>5 205</b>	<b>(5 224)</b>	<b>2 711</b>	<b>35 396</b>
Intérêts courus sur dettes financières	321	984		(238)	19	(0)				(6)	1 080
Dettes sur droit d'utilisation - courant					675	(1)					674
Ligne de crédit court terme (3)	6 000			(1 500)				0			4 500
Intérêts courus non échus - passif	6							4			10
Concours bancaires (trésorerie passive)											
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>6 327</b>	<b>984</b>		<b>(1 738)</b>	<b>694</b>	<b>(1)</b>		<b>5</b>		<b>(6)</b>	<b>6 264</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>33 467</b>	<b>11 675</b>	<b>(138)</b>	<b>(6 772)</b>		<b>15</b>	<b>722</b>	<b>5 209</b>	<b>(5 224)</b>	<b>2 705</b>	<b>41 661</b>
<i>Dont</i>											
<i>Courant</i>	10 458	10 222		(5 771)	596	15		5		(6)	15 518
<i>Non courant</i>	23 010	1 453	(138)	(1 001)	(596)	0	722		(5 224)	2 711	26 142



- 1) La société FORSEE POWER SA a émis 5 M€ d'obligations convertibles auprès d'Idinvest (OC3 de 3 M€) et de la BPI (OC4 de 2 M€) début juillet 2019. Ces obligations ont été converties en actions en décembre 2019.
- 2) Refinancement par la BEI et mise à disposition de la première tranche de 7,5 M€ en mars 2018, de la deuxième tranche de 7,5 M€ en octobre 2018 et de la troisième et dernière tranche de 5 M€ en décembre 2019.  
Les frais directement attribuables aux émissions d'emprunts sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif conformément à IFRS 9, et présentés en résultat financier dans l'état du résultat global. Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la valeur initiale de la dette financière.  
L'emprunt de 20 M€ de la BEI est accompagné de 6 857 BSA BEI Warrant A émis le 15 mars 2018. L'instrument financier dérivé sur l'emprunt et les BSA est présenté en Note 8.12 ci-dessous.
- 3) Ligne de crédit court terme pour financement du BFR du client HEULIEZ/IVECO mis en place en octobre 2018 et remboursé pour 1,5 M€ en janvier 2019.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31-déc.-17	Emissions	Frais d'émission d'emprunt	Remboursements	Effet du TIE	Effets de conversion	Variation nette	31 décembre 2018
Emprunts obligataires								
Emprunts auprès établis. de crédit	561	15 000	(513)	(413)	616		(2 580)	12 671
Dépôts et cautionnements reçus				(0)			20	20
Dettes relatives aux parties liées	11 485	10 416		(11 465)			(20)	10 416
Dette relative au financement des créances clients	4 805						(772)	4 033
<b>Dette financière long terme</b>	<b>16 852</b>	<b>25 416</b>	<b>(513)</b>	<b>(11 878)</b>	<b>616</b>		<b>(3 352)</b>	<b>27 141</b>
Intérêts courus sur dettes financières		321						321
Ligne de crédit court terme		6 000						6 000
Concours bancaires (trésorerie passive)	3						(3)	
Intérêts courus non échus - passif	9						(3)	6
<b>Dette financière court terme</b>	<b>12</b>	<b>6 321</b>				<b>0</b>	<b>(6)</b>	<b>6 327</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>16 864</b>	<b>31 737</b>	<b>(513)</b>	<b>(11 878)</b>	<b>616</b>	<b>0</b>	<b>(3 358)</b>	<b>33 467</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>	<i>4 947</i>	<i>6 321</i>		<i>(130)</i>	<i>98</i>		<i>(3 358)</i>	<i>7 878</i>
<i>Non courant</i>	<i>11 917</i>	<i>25 416</i>	<i>(513)</i>	<i>(11 748)</i>	<i>518</i>	<i>0</i>		<i>25 589</i>

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	à 1 an	1 à 4 ans	5 ans ou plus	Covenant
Emprunts auprès de la BEI	18 107			18 107	non
Emprunts auprès de la BPI	19	19			non
Dettes sur biens pris en location	1 815		1 482	333	non
Dépôts et cautionnements reçus	56			56	non
Dettes relatives aux parties liées	6 162		6 162		non
Dettes relative au financement des créances clients	9 238	9 238			non
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>35 396</b>	<b>9 257</b>	<b>7 643</b>	<b>18 496</b>	
Intérêts courus sur dettes financières	1 080	1 080			non
Dettes sur biens pris en location	674	674			non
Ligne de crédit court terme (3)	4 500	4 500			non
Intérêts courus non échus - passif	10	10			non
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>6 264</b>	<b>6 264</b>			
<b>Endettement financier brut et assimilé</b>	<b>41 661</b>	<b>15 521</b>	<b>7 643</b>	<b>18 496</b>	

## 8.12. Instruments financiers dérivés

	Date d'émission	Nombre d'instruments	31 décembre 2019	31 décembre 2018
BSA Warrant A pour BEI	18 mars 2018	6 857	2 986	2 577
Dérivé sur OCA 3 et OC 4	4 juillet 2019	13 187	0	0
<b>Total</b>		<b>20 044</b>	<b>2 986</b>	<b>2 577</b>

La société a émis le 15 mars 2018 pour 6 857 Bons de Souscription d'Action (BSA BEI Warrant A) au profit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour l'accord du financement de 20 M€.

Ces BSA BEI Warrant A sont présentés et évalués comme un instrument dérivé passif pour les raisons suivantes :

- Ces BSA BEI Warrant A ne remplissent pas la condition d'un instrument de capitaux propres dans la mesure où son dénouement ne peut se traduire par un nombre fixe d'actions de la société ;
- Ces BSA BEI Warrant A sont assortis d'un *put option* permettant à la BEI de disposer d'un remboursement en cash pour la juste valeur des actions non reçues.

La variation de juste valeur du dérivé est comptabilisée en résultat financier. La valeur du dérivé correspond au coût de l'option en cas d'exercice de ces BSA.

Un instrument dérivé a été reconnu sur les emprunts obligataires OC 3 et OC 4 émis le 4 juillet 2019 et convertis en capital le 18 décembre 2019.

Les variations de la période et de la période précédente sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<i>en milliers d'euros</i>	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Instrument dérivé à l'ouverture</b>	<b>2 577</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur reconnue en résultat	408	(3)
Instrument dérivé émis sur la période (net des coûts)	29	2 580
Instrument dérivé annulé suite à conversion	(28)	0
<b>Instrument dérivé à la clôture</b>	<b>2 986</b>	<b>2 577</b>

## 8.13. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

### 8.13.1. Gestion du risque de crédit

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de retard dans les encaissements des clients ou en cas de défaillance de l'un de ses clients. Il fait en sorte de ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis d'eux en diversifiant la nature de sa clientèle et en développant sa part à l'export.

Le Groupe ne dispose pas de contrat d'assurance.

Le Groupe étudie actuellement la mise en place de solution de financement à l'acquisition des batteries de la division Transport et Stockage.

Le Groupe est exposé à un risque de crédit limité au 31 décembre 2019.

### 8.13.2. Gestion du risque de liquidité

Le Groupe est confronté à un risque de liquidité, c'est-à-dire à un risque que le Groupe ne puisse pas faire face à ses obligations financières, inhérent à la nature de recherche et développement.

La Direction financière a conduit la mise en place de plusieurs contrats de financement sur la cession de créances pour un montant maximum de 9.5 M€.

Par expérience, les banques et partenaires financiers ont accompagné régulièrement le Groupe dans sa croissance organique et ses besoins de financement.

Les parties liées contrôlant le Groupe ont toujours apporté leur soutien financier dans le financement de celui-ci. Il a ainsi bénéficié de plusieurs injections en compte courant et d'une recapitalisation financière le cas échéant. La dette financière relative aux parties liées s'élève à 6,2 M€ au 31 décembre 2019.

Une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 4 M€ a été réalisée en mars 2019 une seconde augmentation de capital a été constatée le 18 décembre 2019 d'un montant de 16,5 M€ avec l'arrivée d'un nouvel associé, portant le capital social à 2 998 760 €.

Par ailleurs Forsee Power a finalisé le 18 décembre 2017 un financement de 55 millions d'euros pour soutenir l'industrialisation de ses systèmes de batteries. Ce financement a été opéré par le conglomérat japonais Mitsui & Co., Ltd. (entrée au capital avec un apport de 18 millions d'euros de capital et 2 millions d'euros d'achat d'actions au fondateur), la Banque Européenne d'Investissement via le Fonds européen pour les investissements stratégiques dans le cadre du plan Juncker (prêt de 20 millions d'euros en 3 tranches conditionnées signé en mars 2018) et les associés historiques (capitalisation des apports en comptes courants à hauteur de 14,6 millions d'euros).

Le Groupe s'assure ainsi en permanence qu'il dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance.

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Autorisation de découvert		
<b>Sous-total facilités de crédit (a)</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 913	12 075
Découverts bancaires - Trésorerie Passive		
<b>Liquidité nette (b)</b>	<b>2 914</b>	<b>12 075</b>
<b>Total position de liquidité (a) + (b)</b>	<b>2 914</b>	<b>12 075</b>

Enfin, le Groupe négocie avec la BNP la mise en place d'un contrat de financement à moyen terme entre 8 et 10 M€.

Le Groupe place sa trésorerie disponible dans des établissements bancaires sur des comptes rémunérés de placement à court terme à risque faible.

### 8.13.3. Gestion du risque de marché

#### 8.13.3.1. Gestion du risque lié à la concurrence

Le Groupe est exposé à un risque lié à la concurrence notamment concernant les prix. Ce risque est actuellement maîtrisé compte tenu du positionnement haut de gamme des produits du Groupe.

#### **8.13.3.1. Gestion du risque lié aux technologies utilisées**

Le Groupe est spécialisé dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées, il s'agit d'un secteur d'activité ayant fréquemment des avancées technologiques.

Afin de limiter le risque lié aux technologies utilisées, le Groupe possède des brevets sur les technologies développées en interne et investit chaque année significativement en recherche et développement.

#### **8.13.3.2. Gestion du risque de change**

Le Groupe est exposé à un risque de change compte tenu des relations effectuées avec les participations situées en Chine et en Pologne. Le Groupe est ainsi confronté au risque de change de la devise dollar américain (USD), du Yuan (RMB) et dans une moindre mesure du Zloty polonais (PLN) et du dollar de Hong-Kong (HKD).

Le Groupe ne dispose pas de couverture de change sur l'évolution du cours de devises au 31 décembre 2019.

#### **8.13.3.3. Gestion du risque de prix**

Le Groupe est exposé aux risques de prix relatifs aux matières premières rentrant dans la composition des éléments de batteries (lithium principalement).

Le Groupe n'a pas mis en place de couverture spécifique liée à l'évolution du cours du prix.

#### **8.13.3.4. Gestion du risque de taux d'intérêt**

Le Groupe est exposé de manière limitée au risque de taux d'intérêt, dans la mesure où :

- les disponibilités et les actifs financiers incluent des comptes à terme ;
- les dettes financières sont rémunérées à taux fixe.

Compte tenu de la nature de l'endettement financier, le degré d'exposition au risque de taux d'intérêt du Groupe est limité au 31 décembre 2019.

#### **8.13.3.5. Gestion du risque de marchés financiers**

Le degré d'exposition du Groupe face aux risques relatifs au cours des actions ou des devises est quasi inexistant car le Groupe ne dispose pas de placement auprès de SICAV actions ou monétaires, et ne détient pas de participations ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

### **8.14. Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers**

#### **8.14.1. Trésorerie, prêts et créances**

Le Groupe estime que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, des autres créances, des dettes fournisseurs, des autres dettes et des divers dépôts et cautionnements, est une bonne approximation de la valeur de marché en raison du fort degré de liquidité de ces postes et de leur échéance à moins d'un an.

#### **8.14.2. Actifs à la juste valeur**

Le Groupe ne détient pas de valeurs mobilières de placements mais détient des placements sur des comptes à vue à court terme. Ceux-ci sont comptabilisés à l'actif de la situation financière à leur juste valeur par le compte de résultat.

#### **8.14.3. Instruments financiers dérivés et de couverture**

Le Groupe ne détient aucun instrument dérivé de trading et de couverture à la juste valeur sur les périodes présentées.

#### 8.14.4. Passifs financiers au coût amorti

Pour les dettes fournisseurs, le Groupe considère que la valeur comptable est une bonne approximation de la valeur de marché, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

La valeur de marché des dettes financières à long terme et à court terme est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie décaissés futurs estimés, actualisés en utilisant les taux observés par le Groupe en fin de période pour les instruments possédant des conditions et des échéances similaires.

#### 8.14.5. Bilan des instruments financiers

Les valeurs de marché des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière ont été classées dans le tableau ci-dessous selon la hiérarchie en trois niveaux définie dans la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : juste valeur déterminée exclusivement par référence aux prix constatés sur des marchés actifs ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée par un modèle utilisant des paramètres de marchés observables directement ou indirectement ;
- niveau 3 : juste valeur évaluée par un modèle incorporant certains paramètres non observables sur un marché ;

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Coût amorti	Niveau
Titres immobilisés	558			558	3
Créances rattachées à des participations					3
Dépôts de garanties et cautionnements versés	165			165	3
Autres actifs financiers	0			0	3
<b>Actifs financiers</b>	<b>723</b>			<b>723</b>	
Créances nettes	25 519			25 519	3
Autres actifs	3 766			3 766	3
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 913	2 913			1
<b>Actif</b>	<b>32 921</b>	<b>2 913</b>		<b>30 008</b>	
Dettes financières long terme	35 396			35 396	3
Dettes financières court terme	6 264			6 264	3
Dérivé sur instrument financier	2 986	2 986			3
Dettes fournisseurs	19 832			19 832	3
Autres passifs	9 096			9 096	3
<b>Passif</b>	<b>73 575</b>	<b>2 986</b>		<b>70 589</b>	

Les méthodes et hypothèses utilisées afin d'estimer la juste valeur des éléments d'actifs et passifs financiers sont présentées ci-dessous :

- Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur par le biais du compte résultat ;
- Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur par le biais des capitaux propres
- Les prêts, créances et dettes sont évalués au coût amorti ;

- Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti ;

#### 8.15. Dettes fournisseurs et avances

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fournisseurs	10 913	8 984
Clients - Avances et acomptes reçus	8 919	991
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>19 832</b>	<b>9 975</b>

L'échéance des dettes fournisseurs est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Fournisseurs</b>	<b>10 913</b>	<b>8 984</b>
Non exigibles		
Exigibles à moins d'un 1 an	10 913	8 984
Exigibles à moins + d'un 1 an	0	(0)

#### 8.16. Autres passifs

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Dettes sociales	6 432	3 946
Dettes fiscales	754	418
Produits constatés d'avance	417	277
Dettes sur actif	0	0
Autres dettes courantes diverses (1)	1 493	549
<b>Autres passifs</b>	<b>9 096</b>	<b>5 190</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	8 348	4 755
<i>Non courant</i>	748	435

1) Dont 745 K€ sur Zhongshan Uniross Industry Ltd ;

## 8.17. Détail du Besoin en Fonds de Roulement

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018	BFR	Reclassement (1)	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	31 décembre 2019
Stocks nets	8.5	10 040	8 114		15		18 170
Créances clients nettes	8.6	12 685	12 819		15		25 519
Autres actifs courants	8.7	4 320	545	(1 389)	(28)	(26)	3 422
Dettes fournisseurs	8.15	(9 975)	(15 778)	5 753	167		(19 832)
Autres passifs courants	8.16	(5 144)	(9 068)	5 135	16		(9 060)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>11 926</b>	<b>(3 367)</b>	<b>9 500</b>	<b>185</b>	<b>(26)</b>	<b>18 219</b>

### 1) Conversion en capital de 9,5 M€ de dettes fournisseurs MITSUI et comptes courants

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	31 décembre 2019
Variation des impôts différés		3 831	1 025	19	(794)	127	4 208
Variation des créances et dettes IS		270	38		0		308
<i>dont CIR</i>							
Charges fiscales comptabilisées		(405)	(197)				197
<b>Total des variations de l'impôt</b>			<b>867</b>	<b>19</b>	<b>(794)</b>	<b>127</b>	

Le détail du Besoin en Fonds de Roulement de l'exercice précédent est le suivant :

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2017	Variation de périmètre	BFR	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2018
Stocks nets	8.5	5 093		4 972		(25)	10 040
Créances clients nettes	8.6	9 006		3 717	0	(38)	12 685
Autres actifs courants	8.7	1 833		4 832	(2 385)	40	4 320
Dettes fournisseurs	8.15	(6 069)		(6 483)	2 602	(24)	(9 975)
Autres passifs courants	8.16	(3 172)		(1 974)		3	(5 144)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>6 690</b>		<b>5 064</b>	<b>217</b>	<b>(44)</b>	<b>11 927</b>

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2018
Variation des impôts différés		4 207		(376)		0	3 831
Variation des créances et dettes IS		342		(73)		(0)	270
<i>dont encaissement du CIR</i>				86			
Charges fiscales comptabilisées		2 603		405			(405)
<b>Total des variations de l'impôt</b>				<b>41</b>			



## 8.18. Impôts différés

Les impôts différés se décomposent de la manière suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Différences temporaires fiscales	16	18
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	58	34
Retraitement IFRS 16 sur contrats de location	116	
Frais d'augmentation de capital	195	211
Frais d'émission d'emprunt au TIE	50	18
Passifs sur contrat IFRS 15 non reconnu en revenu	168	0
Marges internes sur stocks	118	0
Autres différences temporaires	(11)	(6)
Activation des déficits	3 498	3 556
<b>Total Impôts différés nets</b>	<b>4 208</b>	<b>3 831</b>

Le Groupe reconnaît les IDA sur déficits fiscaux reportables des entités fiscales pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont attendues dans un futur proche.

Les impôts différés ont été valorisés pour les sociétés françaises avec un taux d'imposition dégressif passant à 28% en 2020 pour atteindre 25% en 2022 suite à la loi de finances 2020.

En milliers d'euros	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA (1)	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA
Forsee Power	13 991	3 498	13 991	3 556
Forsee Power Industry				
Z.U.I.				
Forsee Power Spz				
<b>Total éléments reconnus dans les états financiers</b>	<b>13 991</b>	<b>3 498</b>	<b>13 991</b>	<b>3 556</b>
Forsee Power	71 533	17 883	45 723	11 431
Forsee Power Industry				
Z.U.I.				
Forsee Power Spz				
<b>Total éléments non reconnus dans les états financiers</b>	<b>71 533</b>	<b>17 883</b>	<b>45 723</b>	<b>11 431</b>
<b>Total</b>	<b>85 524</b>	<b>21 381</b>	<b>59 714</b>	<b>14 987</b>

- (1) IDA évalué en fonction du taux d'impôt en vigueur à la date d'utilisation du déficit fiscal reportable en fonction du planning fiscal prévisionnel.

La variation des impôts différés est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Impôts différés actifs à l'ouverture</b>	<b>3 836</b>	<b>4 211</b>
Charge comptabilisée au résultat global	231	(394)
IDA sur activation des contrats de location	116	32
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	19	(14)
Autres	11	32
<b>Impôts différés actifs à la clôture</b>	<b>4 212</b>	<b>3 836</b>
<b>Impôts différés passifs à l'ouverture</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Charge comptabilisée au résultat global	0	(18)
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	19	(14)
Autres	(19)	32
<b>Impôts différés passifs à la clôture</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## 9. Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé

### 9.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Répartition du chiffre d'affaire par nature</b>	50 342	23 157
Ventes de marchandises	48 066	21 548
Prestations de services	2 107	1 318
Autres activités	169	291
<b>Total</b>	<b>50 342</b>	<b>23 157</b>

### 9.2. Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Production stockée	3 162	99
Subventions d'exploitation	34	740
Transferts de charges	0	(0)
Résultat cession d'immobilisations	(3)	(229)
Variation des justes valeurs	0	0
Autres produits et charges	(821)	(1 016)
Autres produits et charges non courants	(962)	(97)
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>1 409</b>	<b>(504)</b>

### 9.3. Services extérieurs et achats consommés

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Achats consommés	(41 575)	(18 570)
Honoraires, prestations extérieures	(2 696)	(2 039)
Locations, entretien & assurances	(995)	(2 039)
Transports, déplacements & réceptions	(3 008)	(2 483)
Frais d'études et de recherche	(3 340)	(1 800)
Frais postaux & de télécommunications	(169)	(173)
Sous-traitance	(80)	(819)
Gains et pertes de change sur achats	268	91
Autres	(40)	(18)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(51 635)</b>	<b>(27 850)</b>

#### 9.4. Charges de personnel et effectifs

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Charges de personnel</b>		
Rémunération	(12 953)	(9 401)
Charges sociales	(3 833)	(3 214)
Autres avantages court terme et CICE	(289)	(48)
Charges sur stock-options	(268)	
Participation	0	0
<b>Total</b>	<b>(17 343)</b>	<b>(12 663)</b>
<b>Effectif moyen</b>		
Cadres	178	137
Non Cadres	290	203
<b>Total</b>	<b>468</b>	<b>340</b>

#### 9.5. Impôts et taxes

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Taxes assises sur les salaires	(224)	(300)
Autres taxes	(360)	(68)
<b>Impôts &amp; taxes</b>	<b>(584)</b>	<b>(368)</b>

#### 9.6. Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(849)	(307)
Amortissements des droits d'utilisation sur immobilisations corporelles	(610)	0
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(855)	(752)
Provisions pour risques et charges	(2 374)	(1 445)
Dépréciation nettes d'actifs	(268)	(3)
<b>Dotations nettes</b>	<b>(4 957)</b>	<b>(2 507)</b>

## 9.7. Résultat financier

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Produits financiers encaissés sur les actifs financiers	0	0
<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Charges d'intérêts sur emprunt	(2 214)	(1 284)
<b>Cout de l'endettement financier brut</b>	<b>(2 214)</b>	<b>(1 284)</b>
Gains et pertes de change	(103)	(16)
Gains et pertes de change liés aux réserves de conversion	0	47
Dépréciations nettes des actifs financiers évalués au coût amorti	0	0
Variation de juste valeur du dérivé et effet du TIE	(1 412)	(837)
Charges financières des dettes sur bien pris en location	(99)	0
Autres produits financiers	52	34
<b>Autres charges et produits financiers nets</b>	<b>(1 562)</b>	<b>(772)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(3 776)</b>	<b>(2 056)</b>

## 9.8. Impôt sur les résultats

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Impôt courant	(35)	(29)
Impôt différé	231	(376)
<b>Charge fiscale</b>	<b>197</b>	<b>(405)</b>

La preuve d'impôt sur les périodes présentées est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Charge fiscale théorique (au taux en vigueur)	7 432	7 597
Charge fiscale réelle	197	(405)
<b>Différence</b>	<b>7 236</b>	<b>8 002</b>
Différences permanentes	155	21
Crédit d'impôts (CIR, CICE)	(8)	(77)
Dérivé sur instrument financier	288	1
Ajustement taux d'IS en France (report variable)	(2)	326
Charges financières non déductibles et non reconnues	239	218
Déficit fiscal né sur l'exercice et non reconnu	6 542	7 362
Autres différences	21	151
<b>Détail des différences</b>	<b>7 235</b>	<b>8 002</b>

## 9.9. Compte de résultat par destination

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	9.1	<b>50 342</b>	<b>23 157</b>
Coût de production des produits vendus	9.2	(41 510)	(19 516)
<b>Marge brute (a)</b>		<b>8 832</b>	<b>3 641</b>
Frais indirects de production	9.3	(8 561)	(8 116)
Frais de recherche et développement	9.4	(6 083)	(4 866)
Frais de distribution et de vente	9.6	(3 603)	(3 333)
Frais administratifs	9.5	(6 715)	(4 299)
Autres produits et charges opérationnels		(260)	(149)
<b>EBITDA (b)</b>		<b>(16 391)</b>	<b>(17 122)</b>
Amortissements, provisions et dépréciations nettes	9.6	(6 350)	(2 504)
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>		<b>(22 741)</b>	<b>(19 626)</b>
<b>Résultat financier</b>	9.7	<b>(3 776)</b>	<b>(2 056)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(26 517)</b>	<b>(21 683)</b>
Impôts sur le résultat	9.8	169	(405)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(26 347)</b>	<b>(22 087)</b>
Résultat net des activités abandonnées			(1 110)
<b>Résultat net</b>		<b>(26 347)</b>	<b>(23 197)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(26 347)</i>	<i>(23 197)</i>
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Pertes et gains actuariels			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Résultat global</b>		<b>(26 347)</b>	<b>(23 197)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(26 347)</i>	<i>(23 197)</i>
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			

a) Les charges ou produits liées aux gains et pertes de change sur les achats et les ventes sont présentés en « Autres produits et charges opérationnels ».

b) L'EBITDA comprend les dépréciations sur les stocks. Les dépréciations sur les créances sont présentées dans l'EBIT.

## 10. Autres informations

### 10.1. Relations avec les parties liées

#### 10.1.1. Rémunérations versées au management

Le Groupe n'étant pas astreint aux obligations légales de publication des comptes consolidés, les rémunérations allouées au management du Groupe ne sont pas publiées.

#### 10.1.2. Autres transactions avec les parties liées

Les transactions réalisées entre le Groupe et les parties liées sont effectuées à des conditions normales de marché.

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Compte courant Actif	75	462
Compte courant Passif	6 162	10 416
<b>Total éléments de l'état de la situation financière</b>	<b>6 237</b>	<b>10 878</b>
Charges d'intérêt	(984)	(804)
Charges opérationnelles		
<b>Total éléments du compte de résultat</b>	<b>(984)</b>	<b>(804)</b>

## 10.2. Engagements hors bilan

En juillet 2019, la société FORSEE POWER SAS a signé une convention de gage au profit d'Heuliez BUS portant sur des composants à titre de garantie, pour sûreté, en principal, intérêts, frais et accessoires, de l'acompte versé par celui-ci pour les commandes. Au 31 décembre 2019, la valeur des composants gagés s'élève à 2,7 M€.

Au 31 décembre 2019, la société FORSEE POWER SAS a consenti trois garanties au profit de certains de ses actionnaires (cf. Notes 4.3.12.1 et 8.9.3.1). Si une déclaration de la garantie s'avère inexacte, la société s'est engagée à réparer le préjudice subi par les actionnaires concernés au travers soit d'un paiement, soit d'une émission d'actions réservée sur exercice de BSA, soit d'une augmentation de capital souscrite par les investisseurs par compensation avec la créance qu'ils ont sur la société résultant du préjudice subi. Le montant maximum de l'indemnisation qui pourrait être due par la société est plafonné à 11 667 K€.

## 10.3. Honoraires du commissaire aux comptes

en milliers d'euros	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	147	126
Services autres que la certification des comptes		
<b>Total</b>	<b>147</b>	<b>126</b>

*En HT et hors frais*



### **18.1.3 Comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018**

#### **GROUPE FORSEE POWER**

---

Comptes consolidés IFRS  
au 31 décembre 2018

---

**FORSEE POWER S.A.S.**  
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 452 190 €  
Siège social : 54-56, Avenue Hoche  
75 008 Paris  
RCS Paris 494 605 488

## Etat consolidé de la situation financière

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Actifs non courants</b>		<b>17 119</b>	<b>11 761</b>
Goodwill	8.1	1 523	1 523
Immobilisations incorporelles	8.2	7 645	3 605
Immobilisations corporelles	8.3	3 870	2 213
Actifs financiers non courants	8.4	215	192
Autres actifs non courants	8.7	28	17
Actifs d'impôts différés	8.17	3 838	4 211
<b>Actifs courants</b>		<b>38 861</b>	<b>28 277</b>
Stocks	8.5	10 040	5 093
Créances clients	8.6	9 878	4 713
Autres actifs courants	8.7	6 868	3 056
Actifs financiers courants	8.6		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8.8	12 075	15 415
<b>Actifs destinés à être cédés</b>			
<b>Total Actif</b>		<b>55 980</b>	<b>40 038</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 852</b>	<b>15 592</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>2 852</b>	<b>15 592</b>
Capital social émis	8.9	2 452	2 188
Primes d'émission	8.9	62 475	52 828
Réserves de conversion groupe		0	(0)
Réserves	8.9	(39 433)	(24 965)
Résultat net	8.9	(22 643)	(14 459)
<b>Participations ne conférant pas le contrôle</b>			
Réserves des minoritaires			
Intérêts minoritaires de la période			
<b>Dettes</b>		<b>53 128</b>	<b>24 446</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>28 488</b>	<b>13 802</b>
Passifs financiers	8.11	25 034	11 917
Avantages du personnel	8.10	204	207
Provisions pour risques et charges	8.10	2 811	1 301
Autres passifs non courants	8.15	435	372
Passifs d'impôts différés	8.17	5	5
<b>Passifs courants</b>		<b>24 640</b>	<b>10 644</b>
Passifs financiers	8.11	9 910	1 421
Provisions pour risques et charges	8.9		
Dettes fournisseurs	8.14	9 975	6 372
Autres passifs courants	8.15	4 755	2 851
<b>Passifs destinés à être cédés</b>			
<b>Total Passif</b>		<b>55 980</b>	<b>40 038</b>

## Etat consolidé du résultat global

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	9.1	<b>23 157</b>	<b>17 774</b>
Autres produits et charges opérationnels	9.2	(504)	(3 602)
Services extérieurs et achats consommés	9.3	(27 850)	(20 184)
Charges de personnel	9.4	(12 663)	(8 946)
Impôts et taxes	9.5	(368)	(187)
Amortissements	9.6	(1 059)	(1 344)
Provisions et dépréciations nettes	9.6	(1 448)	1 054
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>		<b>(20 736)</b>	<b>(15 437)</b>
Produits financiers	9.7		
Cout de l'endettement financier brut	9.7	(1 284)	(1 716)
Autres charges et produits financiers nets	9.7	(219)	91
<b>Résultat financier</b>	9.7	<b>(1 504)</b>	<b>(1 625)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(22 240)</b>	<b>(17 062)</b>
Impôts sur le résultat	9.8	(403)	2 603
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(22 643)</b>	<b>(14 459)</b>
Résultat net des activités abandonnées			
<b>Résultat net</b>		<b>(22 643)</b>	<b>(14 459)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(22 643)</i>	<i>(14 459)</i>
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Résultat global</b>		<b>(22 643)</b>	<b>(14 459)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(22 643)</i>	<i>(14 459)</i>
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Résultat net		(22 643)	(14 459)
Reprise de provision liée au CIR		0	(3 090)
Ecart de conversion en résultat financier	9.7	(47)	(179)
Amortissements & provisions	9.6	3 269	1 489
(Plus)/Moins value sur cessions	9.2	(154)	1 031
Variation des impôts différés	8.16	374	427
Charge fiscale décaissée	9.8	29	60
Gains/Pertes liés aux var. de juste valeur	9.2	60	0
Charge financière nette	9.7	1 504	1 716
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(17 609)</b>	<b>(13 005)</b>
<b>Variation des subventions</b>		<b>(82)</b>	<b>(170)</b>
Variation des créances et dettes IS (hors CIR)	8.16	159	(87)
Charge fiscale décaissée	8.16	(29)	(60)
<b>Variation des créances et dettes liées à l'impôt</b>		<b>131</b>	<b>(147)</b>
Stocks	8.16	(4 972)	715
Créances clients	8.16	(5 175)	(965)
Autres créances	8.16	(6 300)	(899)
Dettes fournisseurs	8.16	6 294	1 397
Autres dettes	8.16	1 974	1 221
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>		<b>(8 179)</b>	<b>1 470</b>
<b>Trésorerie provenant des opérations liées à l'activité (A)</b>		<b>(25 740)</b>	<b>(11 853)</b>
Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes)	8.2	(7 339)	(3 810)
Cessions d'immobilisations (nettes des créances)	8.2	0	2
Encaissements sur actifs financiers	8.4	(14)	23
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (B)</b>		<b>(7 353)</b>	<b>(3 785)</b>
Augmentation de capital en numéraire	8.9	10 000	18 000
Frais décaissés sur émissions de capital	8.9	(374)	(667)
Variation des autres passifs financiers	8.11	(3)	5
Encaissement du CIR et d'une subvention d'exploitation		86	235
Emissions d'emprunts	8.11	15 000	4 980
Ligne de crédit court terme pour financement du BFR	8.11	6 000	
Remboursements d'emprunts	8.11	(413)	(598)
Financement factor	8.11	2 207	(1 344)
Frais d'émission d'emprunt	8.11	(513)	
Variations des passifs financiers relatifs aux parties liées	8.11	(1 049)	11 309
Charges financières décaissées	9.7	(1 183)	(1 716)
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>		<b>29 759</b>	<b>30 204</b>
Incidence des taux de conversion		(3)	(12)
<b>Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)</b>		<b>(3 337)</b>	<b>14 555</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	8.8	15 413	858
Trésorerie nette à la clôture	8.8	12 076	15 413
<b>Variation de trésorerie nette</b>		<b>(3 337)</b>	<b>14 555</b>

## Variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Notes	Capital social émis	Primes liées au capital	Réserves de conversion	Autres Réserves et résultats globaux	Total attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2017</b>		<b>1 330</b>	<b>22 108</b>	<b>0</b>	<b>(25 288)</b>	<b>(1 850)</b>		<b>(1 850)</b>
Transactions entre les actionnaires	8.9.3				(29)	(29)		(29)
Var. de capital en numéraire		475	17 525			18 000		18 000
Variation de capital par conversion du passif financier des parties liées	8.11	384	14 163		0	14 547		14 547
Coûts nets d'ID de transaction sur émission de capital			(969)		323	(646)		(646)
Résultat global					(14 459)	(14 459)		(14 459)
Autres éléments du résultat global								
Ecart de conversion				(0)	29	29		29
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2017</b>		<b>2 188</b>	<b>52 828</b>	<b>(0)</b>	<b>(39 424)</b>	<b>15 592</b>		<b>15 592</b>
Transactions entre les actionnaires	8.9.3							
Var. de capital en numéraire	8.9	264	9 736			10 000		10 000
Variation de capital par conversion du passif financier des parties liées	8.9				(0)	(0)		(0)
Coûts nets d'ID de transaction sur émission de capital			(89)			(89)		(89)
Résultat global					(22 643)	(22 643)		(22 643)
Autres éléments du résultat global								
Ecart de conversion				0	(9)	(9)		(9)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2018</b>		<b>2 452</b>	<b>62 475</b>	<b>0</b>	<b>(62 076)</b>	<b>2 852</b>		<b>2 852</b>

## SOMMAIRE DES NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN IFRS

1.	Présentation du GROUPE FORSEE POWER.....	9
2.	Faits caractéristiques de l'exercice .....	10
3.	Evènements postérieurs à la clôture.....	11
4.	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation..	11
4.1.	Référentiel comptable .....	11
4.1.1.	Base de préparation des états financiers consolidés .....	11
4.1.2.	Utilisations d'estimations de la Direction.....	12
4.2.	Modalités de consolidation .....	14
4.2.1.	Date de clôture et comptes annuels des entreprises consolidées .....	14
4.2.2.	Méthodes de consolidation .....	14
4.2.2.1.	Participations contrôlées exclusivement : intégration globale.....	14
4.2.2.2.	Opérations éliminées dans les états financiers consolidés .....	14
4.2.2.3.	Conversion des comptes établis en devises étrangères.....	14
4.2.2.4.	Traitement des regroupements d'entreprises .....	15
4.2.2.5.	Transactions avec les intérêts minoritaires .....	15
4.3.	Méthodes comptables et règles d'évaluation .....	16
4.3.1.	Présentation des éléments non courants et courants .....	16
4.3.2.	Goodwill .....	16
4.3.3.	Frais de développement .....	16
4.3.4.	Immobilisations incorporelles et corporelles.....	17
4.3.5.	Contrats de location .....	17
4.3.5.1.	Contrats de location financement .....	17
4.3.5.2.	Contrats de location simple .....	18
4.3.6.	Dépréciation des actifs immobilisés .....	18
4.3.7.	Actifs financiers.....	18
4.3.8.	Stocks et en-cours.....	19
4.3.9.	Créances clients .....	19
4.3.10.	Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	19
4.3.11.	Capital et frais d'émission de capital .....	19
4.3.12.	Paiements fondés sur des actions.....	20
4.3.12.1.	Transactions avec des actionnaires investisseurs.....	20
4.3.12.2.	Transactions avec le Management et les salariés.....	20
4.3.13.	Avantages du personnel.....	20
4.3.14.	Provisions pour risques et charges.....	21
4.3.15.	Dettes financières.....	21
4.3.16.	Dettes fournisseurs.....	21
4.3.17.	Instruments dérivés et comptabilité de couverture .....	21
4.3.18.	Reconnaissance des revenus .....	22
4.3.19.	Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi.....	22
4.3.20.	Fiscalité.....	22
4.3.20.1.	Impôts sur les sociétés .....	22
4.3.20.2.	Impôts différés .....	22
4.3.21.	Contribution économique territoriale .....	23
4.3.22.	Résultat financier .....	23
4.3.23.	Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères.....	24
4.3.24.	Résultat par action .....	24
4.3.25.	Secteurs opérationnels .....	24
4.3.26.	Parties liées .....	25
5.	Informations relatives au périmètre de consolidation.....	25
6.	Informations permettant la comparabilité des comptes .....	25
6.1.	Variation de périmètre de l'exercice.....	25
6.2.	Variation de périmètre de l'exercice précédent .....	25

6.3.	Changements de présentation et de méthodes comptables .....	25
7.	Informations par segment d'activité et par zone géographique .....	26
7.1.	Informations par segment d'activité .....	26
7.2.	Informations par zone géographique .....	27
8.	Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée .....	28
8.1.	Goodwill .....	28
8.2.	Immobilisations incorporelles .....	29
8.3.	Immobilisations corporelles.....	30
8.4.	Actifs financiers.....	31
8.5.	Stocks et en-cours .....	31
8.6.	Créances.....	32
8.7.	Autres actifs .....	32
8.8.	Trésorerie.....	33
8.9.	Capitaux propres.....	33
8.9.1.	Capital social .....	33
8.9.2.	Dividendes .....	34
8.9.3.	Paielements fondés sur des actions.....	34
8.9.4.	Résultat net par action .....	35
8.10.	Provisions pour risques et charges.....	35
8.10.1.	Détail des Provisions pour risques et charges.....	35
8.10.2.	Pensions et indemnités de départ à la retraite .....	36
8.10.2.1.	Régime de cotisations définies .....	36
8.10.2.2.	Régime de prestations définies .....	36
8.10.2.3.	Indemnités de fin de carrière .....	36
8.11.	Emprunts et dettes financières .....	37
8.12.	Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers.....	39
8.12.1.	Gestion du risque de crédit .....	39
8.12.2.	Gestion du risque de liquidité .....	39
8.12.3.	Gestion du risque de marché.....	40
8.12.3.1.	Gestion du risque lié à la concurrence .....	40
8.12.3.1.	Gestion du risque lié aux technologies utilisées .....	40
8.12.3.2.	Gestion du risque de change .....	40
8.12.3.3.	Gestion du risque de prix.....	40
8.12.3.4.	Gestion du risque de taux d'intérêt.....	41
8.12.3.5.	Gestion du risque de marchés financiers .....	41
8.13.	Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers .....	41
8.13.1.	Trésorerie, prêts et créances .....	41
8.13.2.	Actifs à la juste valeur .....	41
8.13.3.	Instruments financiers dérivés et de couverture .....	41
8.13.4.	Passifs financiers au coût amorti .....	41
8.13.5.	Bilan des instruments financiers.....	41
8.14.	Dettes fournisseurs et avances .....	42
8.15.	Autres passifs.....	43
8.16.	Détail du Besoin en Fonds de Roulement.....	43
8.17.	Impôts différés.....	44
9.	Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé .....	46
9.1.	Ventilation du chiffre d'affaires .....	46
9.2.	Autres produits et charges opérationnels .....	46
9.3.	Services extérieurs et achats consommés .....	46
9.4.	Charges de personnel et effectifs .....	47
9.5.	Impôts et taxes .....	47
9.6.	Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation .....	47
9.7.	Résultat financier .....	48
9.8.	Impôt sur les résultats .....	48
9.9.	Compte de résultat par destination .....	49

10.	Autres informations .....	50
10.1.	Relations avec les parties liées .....	50
10.1.1.	Rémunérations versées au management .....	50
10.1.2.	Autres transactions avec les parties liées .....	50
10.2.	Engagements hors bilan.....	50
10.3.	Honoraires du commissaire aux comptes .....	50



## 1. Présentation du GROUPE FORSEE POWER

FORSEE POWER SAS, désigné sous l'appellation « GROUPE FORSEE POWER » ou « Groupe », est une Société par Actions Simplifiées de droit français créée en février 2007, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 494 605 488.

Le siège social de FORSEE POWER SAS se situe au 54-56 Avenue Hoche à PARIS 75008.

FORSEE POWER SAS est une société spécialisée dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées :

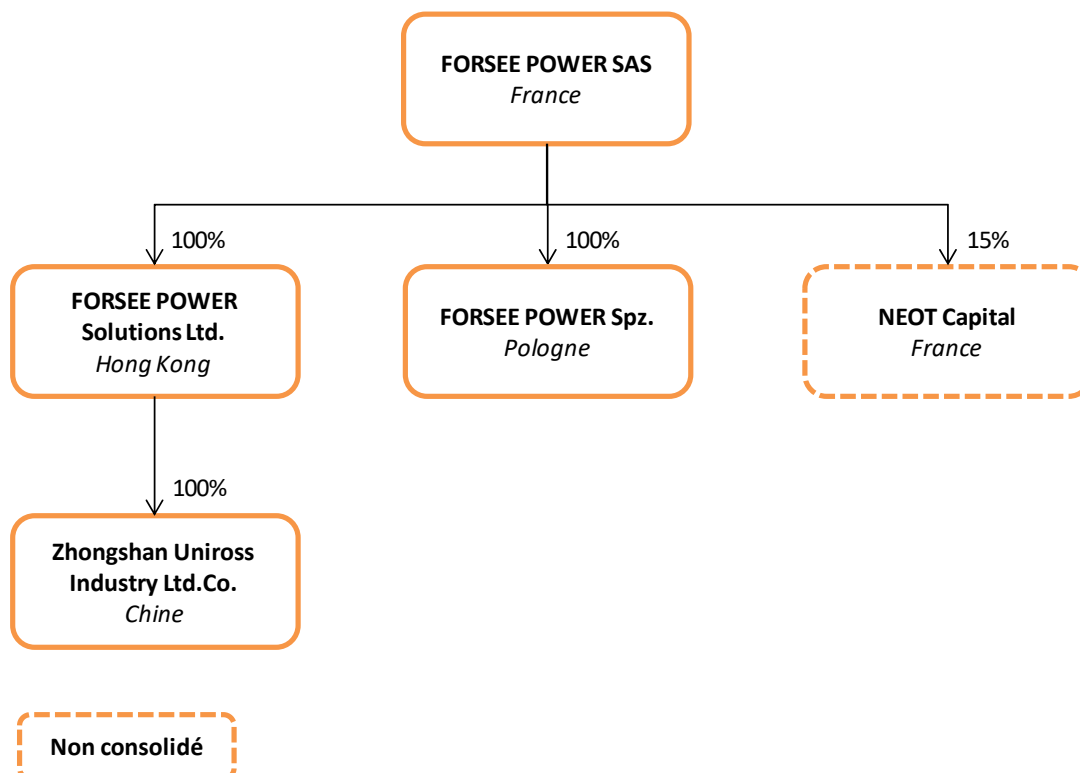
- dans le domaine de la portabilité et de la mobilité (vélo, scooters, matériel roulant, installations médicales, domotique, outillage professionnel ...) ;
- du transport électrique (bus, camions, véhicules circuits courts, transport maritime et ferroviaire, marine et offshore) et du stockage de l'énergie électrique (résidentiels, secteurs).

Le Groupe est constitué à la suite de plusieurs opérations de croissance externe des activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013.

Les comptes consolidés sont établis selon les normes IFRS et ont été arrêtés le 20 mai 2019 par le Président de la société FORSEE POWER SAS.

Le Groupe ne fait pas appel à des capitaux d'un marché réglementé au 31 décembre 2018.

### Organigramme du Groupe au 31 décembre 2018



## **2. Faits caractéristiques de l'exercice**

Le Groupe a conduit sur l'exercice clos au 31 décembre 2018 plusieurs opérations :

### **Financement :**

- Mise en œuvre de l'accord du protocole BEI signé en décembre 2017 :
  - Le 18 mars 2018, émission des 6 857 BSA BEI A et 100 BSA BEI B par décisions du Président faisant usage de sa délégation de compétence ;
  - Constatation de la souscription par la Banque Européenne d'Investissement des BSA BEI A et BSA BEI B
- Mise à disposition de la première tranche de 7,5 M€ par la Banque Européenne d'Investissement fin mars 2018 ;
- Mise à disposition de la deuxième tranche de 7,5 M€ par la Banque Européenne d'Investissement en octobre 2018 ;
- Mise en place d'une ligne de crédit court terme d'une valeur de 6 M€ avec la BNP au mois d'octobre 2018 pour le financement du BFR du client HEULIEZ/IVECO ;
- La Société a constaté une augmentation de capital de 10 M€ le 21 décembre 2018 avec l'entrée au capital du fonds SPI.

### **Evolutions opérationnelles / Ressources Humaines :**

- Fermeture du site de Maison Rouge en Brie et mise en œuvre d'un plan de licenciement collectif de moins de 9 personnes lié à la fermeture de l'unité de production. L'envoi de la convocation à la DUP date du 28 décembre 2017 et la première réunion de consultation des représentants du personnel a eu lieu début janvier 2018. Les 8 personnes concernées par ce plan sont sorties des effectifs de la Société au mois de Mars 2018.
- Consultation de la DUP dans le cadre d'un projet de nouveau site industriel sur le premier trimestre 2018.
- Création d'un nouveau site industriel à Chasseneuil du Poitou à partir de juin 2018 et qui présente les caractéristiques suivantes :
  - 9,200 m2 de surface de production
  - 1,720 m2 de surface de stockage
  - 2,490 m2 de surface pour les bureaux et les espaces sociaux
- Consultation de la DUP au mois d'Avril 2018 dans le cadre du projet de mutation des effectifs sur le nouveau site industriel de Poitiers. La mutation impacte tous les salariés affectés au site de Moissy Cramayel, soit 33 personnes.
- Déménagement des équipes opérationnelles ainsi que de l'ensemble des actifs du site de Moissy Cramayel vers le nouveau site industriel à Chasseneuil du Poitou au mois d'août 2018.
- Fermeture du site de Moissy-Cramayel réalisée fin octobre 2018. Mise en œuvre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi relatif au site Moissy Cramayel.
- À la suite de la proposition de mutation vers le site de Poitiers faite à l'ensemble des collaborateurs de Moissy-Cramayel et au refus de plus de 9 collaborateurs, la société a engagé une consultation de la DUP dans le cadre d'un projet de Plan de Sauvegarde de l'Emploi relatif au site Moissy Cramayel. Ces consultations tenues entre juillet et septembre 2018 ont abouti à l'homologation par la DIRECCTE du Document Unique relatif au PSE de Moissy Cramayel fin septembre 2018. La société a mis en œuvre ce plan qui s'est traduit par le licenciement de 21 collaborateurs.

### **Développement commercial :**

- Signature d'un contrat de développement et de livraison de batteries avec la société ALSTOM/NTL pour une durée de 6 ans de 2018 à 2023, à destination de leur projet de bus APTIS.
- Signature d'un contrat de livraison de batteries avec le client BOSCH China pour une durée de 3 ans de 2018 à 2021, afin d'équiper les chaînes de traction à destination des scooters électriques.
- Signature d'un contrat de développement et de livraison de batteries avec la société ALSTOM Ferroviaire pour une durée de 4 ans de 2019 à 2022, à destination de leur projet de TER hybride Regiolis.
- Annonce en décembre 2018 d'un partenariat avec le constructeur chinois NIU Technologie visant à équiper des scooters électriques. Ce contrat prévoit les premières livraisons de batteries dès le premier trimestre 2019 et s'étendra jusqu'en 2022.

### **3. Evénements postérieurs à la clôture**

#### **Financement :**

- Remboursement de la première tranche relative à la ligne de crédit court terme d'une valeur de 6 M€ avec notre partenaire BNP pour un montant de 1,5 M€ a eu lieu en 31 janvier 2019 comme prévu contractuellement. La Société négocie avec notre partenaire BNP la mise en place d'une ligne moyen terme comprise entre 8 M€ et 10 M€ en remplacement du premier contrat.
- La Société a constaté une augmentation de capital de 4 M€ le 13 mars 2019 par l'émission de 10 550 nouvelles actions de préférence de catégorie C3 au profit du fonds SPI.

#### **Evolutions opérationnelles / Ressources Humaines :**

- Fermeture du site de Moissy-Cramayel : les 2 derniers collaborateurs (dont 1 collaborateur protégé) concernés par le PSE devraient quitter l'entreprise d'ici fin avril 2019.

### **4. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation**

#### **4.1. Référentiel comptable**

##### **4.1.1. Base de préparation des états financiers consolidés**

Les comptes consolidés du Groupe FORSEE POWER sont établis conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standard*) telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et adoptées par l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (*Standing Interpretations Committee – SIC*) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (*International Financial Interpretations Committee – IFRIC*).

Les nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2018 n'ont pas eu d'impact significatif sur le résultat global consolidé et la situation financière consolidé des périodes présentées.

Les nouvelles normes d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont les suivantes :

- Norme IFRS 15 relative à la reconnaissance du Revenu : la nouvelle norme IFRS 15 remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction » et établit

un modèle en cinq étapes s'appliquant à tous les contrats conclus avec les clients. L'application de cette nouvelle norme n'a pas généré d'impact significatif sur l'information financière présentée.

- Norme IFRS 9 relative aux instruments financiers : l'application de la nouvelle norme IFRS 9 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat global consolidé et la situation financière consolidée des périodes présentées. La perte attendue sur les créances a été évaluée par la Direction non significative compte tenu de la qualité du portefeuille client du Groupe. Le Groupe n'a par ailleurs pas recours à des instruments financiers de couverture de taux d'intérêts.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 31 décembre 2018 :

- Norme IFRS 16 relative aux contrats de location ;

Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de la norme IFRS 16 sur le résultat global et la situation financière.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2018.

Dans une première analyse, le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat global et sa situation financière.

Les options ouvertes par le référentiel comptable et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- IAS 38 – Immobilisations incorporelles : le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations incorporelles au coût historique amorti ;
- IAS 16 – Immobilisations corporelles : le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations corporelles au coût historique amorti ;
- IAS 12 – Impôts sur les résultats : le Groupe a opté pour la présentation de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) en impôts sur les résultats au regard de l'interprétation IFRIC de 2006 et du communiqué de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 14 janvier 2010 ;
- IAS 33 – Résultat par action : le Groupe n'est pas coté sur un marché réglementé mais celui-ci a toutefois opté pour la présentation d'information relative au résultat par action ;
- IFRS 8 – Segments opérationnels : le Groupe n'est pas coté sur un marché réglementé mais celui-ci a toutefois opté pour la présentation d'une information sectorielle.

En l'absence de normes ou interprétations applicables, le Groupe se base sur les principes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe.

La devise de présentation des comptes consolidés et des notes annexes aux comptes est l'Euro.

#### **4.1.2. Utilisations d'estimations de la Direction**

L'établissement des états financiers, en conformité avec les normes comptables internationales, implique de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles

étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. La direction est amenée à réviser ces estimations en fonction de l'expérience passée et de sa vision du marché. Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement sur les éléments suivants :

*(a) Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill*

Les principales hypothèses utilisées par le Management pour apprécier annuellement la valeur recouvrable des goodwill sont les flux de trésorerie futurs et le taux d'actualisation.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour déterminer la valeur d'utilité sont ceux résultant des prévisions actualisées couvrant un horizon de 5 années selon le dernier plan stratégique. Le plan stratégique couvre la période 2018-2022 et a été élaboré avec des hypothèses économiques jugées réalistes par le Management, qu'il s'agisse des niveaux de chiffre d'affaires ou des coûts de production.

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût moyen pondéré du capital calculé sur la base de paramètres sectoriels, éventuellement majoré d'un spread reflétant le degré de risque spécifique de l'actif testé. Les données utilisées pour la détermination de ces taux proviennent dans leur grande majorité d'une source externe indépendante.

*(b) Frais de recherche et développement*

Le Management a identifié les projets de développement conduisant à l'amélioration ou à la création d'un produit et/ou d'une technologie qui sont utilisés par un ou plusieurs clients. Ces projets et les dépenses affectées sont analysés régulièrement par le Management en fonction des informations obtenues sur la période. Le Management apprécie les durées d'amortissement des projets de développement en fonction du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles (entre 5 et 7 ans).

*(c) Crédit impôt recherche (CIR)*

Le Management évalue le produit relatif au Crédit d'impôt recherche sur la base des dépenses éligibles, des échanges avec l'administration fiscale et des conclusions obtenues de la part des conseils et experts.

*(d) Frais relatifs aux opérations de recapitalisations*

Dans le cadre des opérations de recapitalisation intervenues sur la période, le Management a fait appel à son jugement pour déterminer les coûts liés à ces opérations au 31 décembre 2018 en vue d'une imputation sur les primes lors de leurs émissions en 2018.

*(e) Evaluation des créances*

Le Management évalue la valeur vénale des créances en fonction des probabilités de recouvrement.

*(f) Provisions*

Le Management analyse avec ses conseils juridiques les litiges et évalue les provisions à comptabiliser s'il est nécessaire de réaliser une sortie de trésorerie pour le Groupe.

*(g) Reconnaissance des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux*

Les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si le Management dispose d'une visibilité suffisante dans la récupération de ces déficits au regard des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Les impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ont été reconnus par prudence à hauteur de l'imputation estimée sur les bénéfices fiscaux futurs prévisionnels des 5 prochains exercices.

*(h) Engagements sociaux*

Le Management examine les hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation des engagements postérieurs à l'emploi notamment le taux d'actualisation, le taux de *turn over* et le taux de progression des salaires.

*(i) Frais d'émission d'emprunt*

Les coûts relatifs aux émissions d'emprunt sont identifiés par le Management et repris en résultat au rythme du coût financier des emprunts émis.

## **4.2. Modalités de consolidation**

### **4.2.1. Date de clôture et comptes annuels des entreprises consolidées**

Les présents comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes sociaux des sociétés filiales de la société FORSEE POWER SAS. Tous ces comptes couvrent une période de 12 mois et sont arrêtés au 31 décembre 2018.

Les états financiers utilisés au titre de l'information comparative sont ceux clos au 31 décembre 2017 et couvrent une période de 12 mois.

Les comptes annuels relatifs aux périodes présentées des sociétés consolidées en intégration globale sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenues pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

### **4.2.2. Méthodes de consolidation**

#### **4.2.2.1. Participations contrôlées exclusivement : intégration globale**

Une participation est une entité filiale contrôlée par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles à la date de clôture des comptes sont pris en considération.

Les états financiers de filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date où le contrôle cesse.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante dits « Part attribuable aux propriétaires de la société mère » ou « Part du Groupe », et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « Participations ne conférant pas le contrôle » ou « Intérêts minoritaires » ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

#### **4.2.2.2. Opérations éliminées dans les états financiers consolidés**

Dans les états financiers consolidés il est procédé à l'élimination des éléments suivants :

- Comptes réciproques de créances et de dettes,
- Opérations internes au Groupe (achats, ventes, dividendes, marges internes ...),
- Provisions constituées au titre de sociétés consolidées,

- Toute autre opération impliquant deux, ou plus, sociétés du Groupe.

#### **4.2.2.3. Conversion des comptes établis en devises étrangères**

Les participations établissant leurs états financiers en devises étrangères correspondent à des entités se trouvant à l'étranger (Chine et Pologne), et dont leurs opérations sont conduites principalement par le Groupe à partir de la France en fonction des objectifs de production du Groupe. Ces entités étrangères ne maîtrisent pas à ce jour leurs opérations et ne sont pas gérées de manière indépendante en particulier sur le plan financier.

Ces participations étant des centres de production interne, les états financiers de ces entités étrangères ne sont pas établis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité (devise euro, dollar américain ou dollar hongkongais), cette monnaie peut être différente de la devise locale de l'entité, c'est-à-dire le Yuan pour la Chine et le Zloty pour la Pologne.

La conversion des états financiers établis en devises étrangères s'effectue selon la méthode dite du cours historique :

- Les éléments d'actif et de passif non monétaires (immobilisations, goodwill) et les composantes des capitaux propres sont convertis en euro au taux de change historique ;
- Les éléments d'actif et de passif monétaires, sont convertis en euros au taux de change de clôture ;
- Les éléments du compte de résultat et les flux de trésorerie sont convertis en euro au cours de change aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice ;
- La différence de conversion en résultant est comptabilisée dans le résultat financier.

#### **4.2.2.4. Traitement des regroupements d'entreprises**

Le Groupe comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode dite de l'acquisition en application de la norme IFRS 3. Le Groupe est considéré comme acquéreur dès qu'il contrôle en substance l'entreprise.

Le coût d'une acquisition est mesuré à sa juste valeur le jour de l'acquisition. Les frais d'acquisition externes supportés sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue les actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à leur juste valeur, sauf exceptions prévues par la norme IFRS 3. Les actifs non identifiables, tels que les fonds de commerce ou mali technique, ne sont pas maintenus dans les actifs acquis. Les passifs éventuels sont également évalués et comptabilisés s'il s'agit d'une obligation actuelle. L'incidence de la fiscalité différée est comptabilisée conformément à IAS 12.

La période pour évaluer la juste valeur du prix d'acquisition, y compris les compléments de prix éventuels, et pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs identifiables, est d'une durée de 12 mois après la date d'acquisition. Passé ce délai, toute modification du prix d'acquisition et de la valeur des actifs et passifs identifiables est comptabilisée en résultat global.

Les regroupements d'entreprises sont traités en évaluant la juste valeur de l'actif net identifiable pour les participations ne conférant pas le contrôle (intérêts minoritaires) entraînant la comptabilisation d'un goodwill complet partagé entre la part du Groupe et la part relative aux intérêts minoritaires. Le goodwill complet est présenté dans l'état de la situation financière et ne fait pas l'objet d'un amortissement mais d'une dépréciation.

En présence d'un goodwill négatif, c'est-à-dire lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs nets de la filiale acquise, le Groupe revoit la valeur des actifs et passifs afin de s'assurer de l'absence de dépréciation ou de provision pour risques et charges à comptabiliser. En présence d'écart

d'évaluation sur les actifs incorporels, ces derniers sont plafonnés pour ne pas constater de goodwill négatif. Après ces analyses, le goodwill négatif est considéré comme un profit résultant d'une acquisition dans des conditions avantageuses et est comptabilisé en résultat de la période d'acquisition.

#### **4.2.2.5. Transactions avec les intérêts minoritaires**

Les transactions avec les intérêts minoritaires (participations ne conférant pas le contrôle) sans incidence sur le contrôle d'une filiale sur laquelle le Groupe dispose d'un contrôle exclusif, sont considérées comme des transactions entre associés sans incidence sur la valeur économique du Groupe, et sont comptabilisées en capitaux propres conformément à la norme IFRS 10 :

- En présence d'une acquisition complémentaire d'intérêts minoritaires, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise par le Groupe est comptabilisé en déduction des capitaux propres ;
- En cas de cession à des intérêts minoritaires, l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés cédés par le Groupe est comptabilisé en capitaux propres.

Ces transactions ne modifient pas les valeurs comptables des actifs et passifs de la participation concernée, y compris les goodwill et écart d'évaluation.

### **4.3. Méthodes comptables et règles d'évaluation**

#### **4.3.1. Présentation des éléments non courants et courants**

L'état de la situation financière présente les actifs et passifs en courants et non courants conformément à la norme IAS 1 relative à la présentation des états financiers.

Les actifs et passifs sont présentés en courants lorsque :

- Le Groupe s'attend à pouvoir réaliser l'actif ou régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les 12 mois suivant la date de clôture ;
- L'actif ou le passif sont détenus aux fins d'être négociés ou de transactions ;
- L'actif se compose de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie ;

Tous les actifs ou passifs ne répondant pas à l'un des critères ci-dessus sont présentés en non courants.

Les actifs financiers non courants et les autres actifs non courants évalués au coût amorti sont présentés avec une actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine correspondant généralement au taux d'Euribor 1 an à la date de clôture des états financiers consolidés.

#### **4.3.2. Goodwill**

Les goodwill complets issus de regroupement d'entreprises sont affectés à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) concernée. Les UGT sont définies comme étant le plus petit groupe d'actifs liés générant des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des flux de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais font l'objet de test de dépréciation à travers l'UGT à laquelle ils appartiennent, au moins à chaque date de clôture. Une dépréciation liée à une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable dont la méthode de détermination est présentée ci-dessous. La dépréciation à constater au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles, et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « Dépréciations des goodwill ».

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité d'une UGT, les flux de trésorerie futurs sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur



temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le Groupe utilise un seul taux d'actualisation pour ses flux de trésorerie futurs. Ce taux est calculé en fonction du coût moyen des capitaux employés. Les flux futurs de trésorerie sont déterminés sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Le Groupe utilise les prévisions les plus récentes, le plan à 5 ans, et au-delà de cet horizon, la valeur terminale correspond à la capitalisation à l'infini du dernier flux de l'horizon, sur la base d'un taux de croissance nul.

#### **4.3.3.Frais de développement**

Les dépenses engagées au titre des frais de développement sont inscrites obligatoirement en immobilisations incorporelles quand les conditions définies par la norme IAS 38 sont réunies :

- Faisabilité technique, et capacité technique pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif
- Intention d'achever le développement, capacité à utiliser ou à vendre l'actif, et disponibilité des ressources financières ;
- Probabilité de l'existence d'avantages économiques futurs ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses engagées.

Les dépenses engagées au titre des frais de développements portent sur l'amélioration de produit ou technologie qui seront utilisés par un ou plusieurs clients. Le Groupe évalue régulièrement à travers un Comité de suivi des projets les dépenses éligibles, principalement du temps passé, la date de début de projet et la date estimée de fin de projet (SOP Date).

Les durées d'amortissement des projets de développement sont issues du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles. La durée d'amortissement choisie pour l'ensemble des projets est de 5 ans à partir de la date estimée de fin de projet.

Les dépenses engagées ne répondant pas aux critères d'activation des frais de développement, et les dépenses engagées au titre des frais de recherche, sont comptabilisées en résultat.

#### **4.3.4.Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles, figurent dans les comptes consolidés pour leur prix d'acquisition ou de production, ou leur juste valeur si elles ont été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, diminué des amortissements cumulés et des dépréciations liées à des pertes de valeur constatées.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Lorsque cela est applicable, le coût total de l'actif corporel est réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément étant comptabilisé séparément. Tel est le cas lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les amortissements pour dépréciation ont été déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en fonction de leur utilisation probable. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des composants de chaque immobilisation comme suit :

Logiciels et licences	Linéaire	5 ans
Matériel industriel	Linéaire	5 ans
Installations générales et agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans

#### **4.3.5. Contrats de location**

##### **4.3.5.1. Contrats de location financement**

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété du bien loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre de la location. La dette correspondante est inscrite dans les passifs financiers.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt restant dû.

Ces immobilisations acquises dans le cadre de contrats de location-financement sont amorties selon le mode et les durées d'utilité de l'actif conformément aux règles du Groupe.

Si le transfert de propriété à l'issue du contrat est peu probable, les immobilisations correspondantes seront amorties sur la durée la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

##### **4.3.5.2. Contrats de location simple**

Les contrats de location ne répondant pas aux critères de qualification des contrats de location financement et dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété de l'actif sont comptabilisés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat. Les paiements minimaux futurs dus sont présentés dans les engagements financiers.

#### **4.3.6. Dépréciation des actifs immobilisés**

Les actifs immobilisés, à durée de vie définie ou indéfinie, font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, et que leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année en comparant la valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

##### **4.3.7. Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IAS 39, et présentés selon les dispositions des normes IAS 32 et IFRS 7.

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument. Les actifs financiers, utilisés par le Groupe, sont classés selon les quatre catégories :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat tels que les placements VMP : correspondent à des actifs titres acquis par le Groupe dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur (hors coûts direct de transaction comptabilisés en résultat). A chaque arrêté comptable les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.
- Placements détenus jusqu'à l'échéance tels que les dépôts et cautionnements : titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. En dehors de rares exceptions, la norme prévoit l'interdiction de céder ces titres avant leur échéance. Ces titres sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, puis ultérieurement selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. En cas de signe objectif de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- Prêts et créances rattachés ou non à des participations : cette catégorie enregistre les actifs financiers non dérivés à paiement déterminé ou déterminable. Ces actifs sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et les créances dont l'échéance est inférieure à 12 mois après la date de clôture ne sont pas actualisés. En cas de signe objectif de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.
- Actifs financiers disponibles à la vente : cette catégorie regroupe les autres actifs financiers tels que des participations non consolidées. Ils sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition (frais de transaction inclus). A chaque arrêté, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. En l'absence de marché actif, le Groupe évalue la juste valeur d'une participation non consolidée sur la base d'une quote-part de capitaux propres et sur les perspectives de rentabilité de cette la participation. Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans une réserve spéciale. En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable, la moins-value latente est comptabilisée en capitaux propres. Ces variations, y compris les dépréciations, sont contrepassées et constatées dans le résultat de l'exercice au moment de la cession de ces actifs.

Il n'a pas été identifié d'actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2018.

#### **4.3.8.Stocks et en-cours**

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré (CMUP).

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût d'achat comprenant le prix d'achat, les frais d'approche (transport et passage en douane), le marquage et les frais accessoires. Les frais financiers ne sont pas présentés dans l'évaluation des stocks.

Les marges internes, nettes des frais d'approche, pratiquées entre les différentes sociétés du Groupe sur des marchandises présentées en stock à la date de clôture, sont éliminées des états financiers consolidés.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle des produits à la date de clôture de l'exercice.

#### **4.3.9.Créances clients**

Les créances clients sont évaluées à leur juste valeur et principalement composées de la différence entre le chiffre d'affaires constaté, facturé, et les encaissements reçus des clients. Les créances évaluées pour leur juste valeur sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement en

tenant compte des sommes couvertes par les organismes d'assurance-crédit. Les dépréciations sont déterminées client par client. Les dépréciations sont comptabilisées en résultat sur la ligne « Provisions et dépréciations nettes », à l'exception des dépréciations constatées sur des créances nées sur la période qui sont présentées en diminution du chiffre d'affaires conformément à la norme IFRS 15.

Les créances clients cédées et mobilisées auprès d'un organisme d'affacturage sont maintenues dans les états financiers consolidés.

Il n'existe pas de créances clients relatives à des retenues de garantie ou de SAV compte tenu de l'absence de retour significatif.

Les produits relatifs à la vente de prestation de services et de biens non livrés à la date de clôture sont présentés en déduction des créances clients (produit constaté d'avance).

#### **4.3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme offrant une grande liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture (actifs financiers à la juste valeur par résultat). Les variations de valeur sont enregistrées en « Résultat Financier ».

#### **4.3.11. Capital et frais d'émission de capital**

Les instruments de capitaux propres sont enregistrés lors de leur émission à leur prix de transaction déduction faite des coûts de transaction. Les instruments de capitaux propres ne donnent pas lieu à réévaluation. Si l'instrument de capitaux propres est annulé ou racheté, la contrepartie versée est directement déduite des capitaux propres et aucun profit ou perte n'est enregistré en résultat.

Les frais directement attribuables aux émissions d'augmentation de capital sont comptabilisés en déduction de la prime d'émission, c'est-à-dire en déduction des capitaux propres conformément à IAS 32.

#### **4.3.12. Paiements fondés sur des actions**

Les transactions basées sur des actions comprennent les émissions d'attribution gratuite d'actions (AGA), les Bons de Souscription d'Actions (BSA), les Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE).

##### **4.3.12.1. Transactions avec des actionnaires investisseurs**

Les transactions basées sur des actions avec des associés investisseurs ne sont pas qualifiées de paiements en actions selon IFRS 2 mais sont assimilés à des instruments de capitaux propres et traités selon IAS 32. Ils sont enregistrés en capitaux propres pour leur prix de transaction (montant de la souscription) et ne sont pas réévalués lors des arrêts ultérieurs.

Les instruments émis par la société au profit d'investisseurs associés sont des Bons de Souscription d'Actions (BSA) et présentés en Note 8.9.3.

##### **4.3.12.2. Transactions avec le Management et les salariés**

Les transactions basées sur des actions avec des membres du Management, des salariés ou des tiers sont qualifiées de paiements en actions selon IFRS 2. Ces transactions sont présentées et évaluées à la juste valeur selon IFRS 2.

Le Groupe n'a pas procédé à la distribution d'actions gratuites de la société FORSEE POWER SAS au profit du personnel salarié, de membre des organes de direction ou de surveillance, ou de tiers au 31 décembre 2018.

#### **4.3.13. Avantages du personnel**

Les avantages du personnel sont évalués et présentés conformément à la norme IAS 19 selon :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations sociales, les primes payables, les véhicules mis à disposition du personnel qu'ils soient acquis par le Groupe ou financés au moyen d'un contrat de location financement, les dépenses de formation, ainsi que tous les autres éléments consommés gratuitement par le personnel ;
- Les avantages à long terme, telles que les médailles du travail et les primes payables au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Les indemnités de fin de contrat ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies ou à cotisations définies).

Les avantages à court terme sont comptabilisés en résultat sur la ligne « Avantages du personnel » et présentés en Note 9.4 ci-dessous.

Le Groupe verse au titre des régimes de retraite de bases, des cotisations à des organismes de prévoyance. Dans le cadre de ces régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes portées en résultat sur la ligne « Avantages du personnel ».

Le Groupe n'a pas mis en place d'avantages au personnel dans le cadre de régimes à prestations définies. Son engagement se limite aux indemnités légales de fin de carrière qui sont évaluées selon la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation est ensuite actualisée pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses financières et des hypothèses démographiques.

#### **4.3.14. Provisions pour risques et charges**

Une provision pour risques et charges est comptabilisée dès qu'il existe une obligation, nettement précisée quant à son objet, résultant d'événements survenus ou en cours, et rendant probable une sortie de ressources mais dont l'échéance reste incertaine. Le montant provisionné dans la situation financière est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture, en excluant les produits éventuellement attendus. Chaque risque ou charge fait l'objet d'une évaluation au cas par cas à la date de clôture et les provisions sont ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions sont présentées en provisions courantes si la provision couvre une obligation devant être réglée ou dénouée dans les 12 mois suivants la date de clôture, à défaut les provisions sont présentées en non courantes.

Les provisions non courantes sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif conformément à la norme IAS 37.

Les actifs et passifs éventuels, c'est-à-dire un actif ou un passif dont l'existence dépend d'événements futurs incertains, ne sont pas comptabilisés dans la situation financière à l'exception des passifs éventuels reconnus lors d'un regroupement d'entreprises.

#### **4.3.15. Dettes financières**

Les passifs financiers sont évalués selon les dispositions de la norme IAS 39, et présentés selon les normes IAS 32 et IFRS 7.

Ils sont enregistrés à leur juste valeur au moment de leur acquisition (coût de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières sont ventilées dans les états financiers consolidés entre :

- Les emprunts et dettes financières à long terme pour la partie des dettes supérieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs non courants ;
- Les emprunts et dettes financières à court terme pour la partie inférieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs courants.

Les dettes financières non courantes rémunérées ne font pas l'objet d'une actualisation à la date de clôture.

La trésorerie issue des opérations de créances cédées et mobilisées auprès de l'organisme financier d'affacturage est présentée en dette financière nette des réserves et dépôts de garantie appliqués par l'organisme d'affacturage.

Le Groupe ne dispose pas de passif financier évalué à la juste valeur (autres que des instruments dérivés) dans l'état de la situation financière à la date de clôture.

Les passifs financiers obtenus dans des conditions hors marché (emprunt à taux zéro) sont présentés à leur juste valeur avec contrepartie du profit en résultat. Le profit est par la suite repris en résultat pour être intégré au taux d'intérêt effectif de l'emprunt pour ramener ce dernier au taux normal du marché.

Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la juste valeur initiale de la dette émise, et étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **4.3.16. Dettes fournisseurs**

Les dettes fournisseurs cédées et mobilisées auprès d'un organisme d'affacturage sont maintenues dans les états financiers consolidés.

#### **4.3.17. Instruments dérivés et comptabilité de couverture**

Le Groupe ne dispose pas d'instruments dérivés détenus à des fins de transactions (dérivé de trading) et d'instrument dérivés avec une relation de couverture (de juste valeur ou de flux de trésorerie) sur les périodes présentées.

#### **4.3.18. Reconnaissance des revenus**

Les revenus du Groupe sont évalués et présentés selon la norme IFRS 15. Les revenus sont évalués en fonction du transfert de contrôle.

Le Groupe ne dispose pas d'engagement de retour de marchandises ou d'engagement de reprise à l'exception des batteries de type Flex 7 bénéficiant d'un engagement contractuel de reprise des batteries en fin de cycle. Cet engagement est provisionné dans les états financiers.

Les produits dont le recouvrement n'est pas probable ne sont pas reconnus dans les états financiers de la période de réalisation de l'opération.

#### **4.3.19. Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi**

Les produits relatifs aux subventions d'exploitation sont présentés en autres produits opérationnels.

Des crédits d'impôt recherche (CIR) sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire. Le produit relatif au crédit d'impôt recherche est présenté en déduction des charges auxquelles le CIR est lié, net des honoraires engagés au titre de l'évaluation de ce crédit d'impôt. Les flux de trésorerie issus du Crédit d'impôt recherche sont présentés dans les flux de trésorerie relatifs aux opérations de financement.

Les subventions d'exploitation ayant le même fonctionnement que le CIR sont traitées de la même façon que le CIR.

Le produit relatif au crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi est présenté en déduction du poste « Avantage au personnel ».

Les créances fiscales relatives au crédit d'impôt sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement ou l'imputation sur les impôts exigibles est supérieur à 12 mois après la date de clôture, et font l'objet d'une actualisation.

#### **4.3.20. Fiscalité**

##### **4.3.20.1. Impôts sur les sociétés**

Il n'existe pas de périmètre d'intégration fiscale au sein du Groupe au 31 décembre 2018.

Les créances fiscales relatives à des remboursements d'impôts exigibles versés (*carry back*) sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement est supérieur à 12 mois après la date de clôture et font l'objet d'une actualisation.

##### **4.3.20.2. Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporaires observées entre la valeur dans les états financiers consolidés d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale conformément à la norme IAS 12. Les différences permanentes telles que les dépréciations des goodwill et les paiements aux actions ne font pas l'objet d'une fiscalité différée.

Les taux d'imposition utilisés pour l'évaluation des impôts différés sont ceux relatifs à l'entité fiscale dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif. Le taux d'imposition retenu pour les sociétés françaises est de 33,33%. Les différences temporaires assises sur les biens immobiliers sont soumises au régime des plus ou moins-values de cession immobilière.

Les effets de modification des taux d'imposition (report variable) sont inscrits dans le compte de résultat de la période au cours duquel le changement a été décidé par l'administration fiscale locale sauf lorsque la contrepartie a été comptabilisée initialement en capitaux propres, dans ce cas l'effet de changement de taux est comptabilisé également dans les capitaux propres.

Les impôts différés ont été comptabilisés en fonction des échéances de retournement des différences temporaires et des nouveaux taux d'imposition issus de la loi de finance 2018 pour les sociétés françaises (taux progressif jusqu'à 25% en 2022).

Les impôts différés actifs et impôts différés passifs sont présentés en position nette (impôts différés nets) pour chaque entité fiscale.

En présence d'impôts différés nets actifs générés principalement par des situations fiscales déficitaires (déficits fiscaux reportables), les impôts différés actifs sont comptabilisés (reconnus) dans la situation financière que dans la mesure où il est fortement probable qu'ils seront imputés sur des bénéfices futurs de l'entité fiscale concernée. Les impôts différés actifs non reconnus sont mentionnés le cas échéant dans la Note 8.17 ci-dessous.

Les impôts différés sont présentés dans la partie non courante de la situation financière et ne font pas l'objet d'une actualisation.

##### **4.3.21. Contribution économique territoriale**

La contribution économique territoriale (CET) des sociétés françaises du Groupe est présentée au compte de résultat consolidé :

- En « Impôts et Taxes » pour la contribution foncière des entreprises (CFE), celle-ci étant assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, elle est de ce fait assimilable à une charge opérationnelle ;

- En « Impôts sur les sociétés » pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), celle-ci étant assise sur la valeur ajoutée produite par le Groupe, elle présente les caractéristiques des impôts sur le résultat au regard de la norme IAS 12. Les retraitements affectant la valeur ajoutée telle que définie par le Code général des impôts pour la détermination de la CVAE, font l'objet d'un impôt différé au taux de la CVAE conformément à la norme IAS 12.

#### **4.3.22. Résultat financier**

Le résultat financier comprend les éléments encaissés suivants :

- Les produits financiers encaissés d'instruments financiers tels que les revenus des titres, des prêts et des créances ainsi que les produits de cessions des VMP ;
- Les charges financières décaissées telles que les charges financières sur les découverts bancaires, sur les emprunts, sur les locations financements, sur l'affacturage, mais également les frais relatifs aux services bancaires ;

Le résultat financier comprend également les éléments calculés suivants :

- Les effets de l'actualisation des éléments de la situation financière ;
- La variation de la juste valeur des instruments financiers avec une relation de couverture de flux de trésorerie ;
- Les dépréciations et reprises de provision des actifs financiers évalués au coût amorti ;

Le coût de l'endettement net est constitué des charges financières décaissées déduction faite des produits financiers encaissés.

#### **4.3.23. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères**

La comptabilisation et l'évaluation des transactions libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au cours du jour de la transaction.

En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change à la clôture. Les gains et pertes de change en résultant sont inscrits au compte de résultat :

- En résultat opérationnel pour les transactions commerciales ;
- En produits de trésorerie ou dans le coût de l'endettement financier pour les opérations financières.

#### **4.3.24. Résultat par action**

Le résultat net de base par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation au cours de la période.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le bénéfice net par action.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée génère un effet anti-dilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte.



#### **4.3.25. Secteurs opérationnels**

Un secteur opérationnel est une composante distincte :

- qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges, y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes du Groupe ;
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Management du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Groupe comporte deux secteurs opérationnels appelés :

- Portable et mobilité ;
- Transport et stockage.

Le premier niveau d'information sectoriel du Groupe est le secteur opérationnel, le second est le secteur géographique.

Les données sectorielles du reporting interne et celles présentées dans la Note 7 ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les États financiers consolidés.

La mesure de la performance de chaque segment est effectuée à partir de l'EBITDA, de l'EBIT et du résultat opérationnel. Les agrégats EBITDA et EBIT se définissent comme suit :

- l'EBITDA se définit comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations sur les créances ;
- l'EBIT se définit comme le résultat opérationnel.

#### **4.3.26. Parties liées**

Les parties liées présentées dans les états financiers consolidés sont définies comme étant :

- Les parties contrôlées par le Groupe : il n'a pas été identifié de participation contrôlée ou d'entreprise associée ;
- Les parties contrôlant le Groupe telles que les personnes morales actionnaires ;
- Les personnes physiques membre du personnel de direction du Groupe ou des parties contrôlant le Groupe, ou qui l'influence notablement.

Les actifs et passifs financiers relatifs aux parties liées sont présentés en actifs ou passifs financiers non courants si ceux-ci sont réglés ou rendus exigibles dans les 12 mois suivant la date de clôture de la période présentée, à défaut ces éléments sont présentés en actifs et passifs financiers courants. Les actifs et passifs relatifs aux parties liées sont actualisés pour leur part non courante si l'effet de la valeur temps est significatif.

Les informations relatives aux parties liées sont présentées en Note 10.1 ci-dessous conformément à la norme IAS 24.

## 5. Informations relatives au périmètre de consolidation

Les entreprises comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Société	Localisation	Au 31 décembre 2018			Au 31 décembre 2017		
		% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
FORSEE POWER SAS	France	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER SOLUTIONS Ltd.	Hong-Kong	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER Spz	Pologne	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN UNIROSS INDUSTRY Ltd.Co.	Chine	100%	100%	IG	100%	100%	IG
NEOT CAPITAL	France	15%	15%	NC	15%	15%	NC

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation comprend 4 sociétés en intégration globale.

La participation NEOT CAPITAL n'a pas été consolidée au 31 décembre 2018 compte tenu d'une incidence non significative dans le résultat 2018 du Groupe.

## 6. Informations permettant la comparabilité des comptes

### 6.1. Variation de périmètre de l'exercice

Il n'existe aucune variation de périmètre sur l'exercice clos au 31 décembre 2018.

### 6.2. Variation de périmètre de l'exercice précédent

Il n'existe aucune variation de périmètre sur l'exercice clos au 31 décembre 2017.

### 6.3. Changements de présentation et de méthodes comptables

Il n'existe pas de changement de méthodes comptables par rapport à l'exercice clos au 31 décembre 2017.

## 7. Informations par segment d'activité et par zone géographique

Le Management a défini les segments d'activité sur la base des reporting qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments et d'évaluation de leur performance.

Les reporting du Groupe comportent deux secteurs opérationnels appelés :

- *Smart Life* : regroupant le marché de la mobilité légère ou des équipements portables des applications dont les besoins en énergie sont inférieurs à 2-4 kWh. Le Groupe développe des packs batteries répondant à une large majorité des besoins du marché sur les segments du vélo électrique (e-Bikes), du scooter électrique (e- Scooters), des autres véhicules légers de 1 à 4 roues, des équipements médicaux, des objets connectés, de la domotique, de la robotique et de l'outillage professionnel.
- *Smart Transport & Mobilité* : regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation hybride ou électrique des différents moyens de transport (véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », bus, camions, marine, offshore, tramways et trains) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel).

## 7.1. Informations par segment d'activité

Le compte de résultat par segment d'activité n'est pas disponible au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 5,8 M€ sur le secteur *Smart Life* et de 6 M€ sur le secteur Transport et Stockage au 31 décembre 2018.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 5,9 M€ sur le secteur *Smart Life* et de 4.3 M€ sur le secteur Transport et Stockage au 31 décembre 2017.

Les orientations prévues en 2018 par le Management permettront d'atténuer le degré de dépendance à l'égard de ces clients.

en milliers d'euros	Smart Life	Smart Transport et Mobilité	Inter secteur et Autres	31 décembre 2018
Actifs sectoriels non courants	11 964	3 889	1 270	17 123
Actifs sectoriels courants	10 690	10 441	17 729	38 861
Passifs sectoriels non courants	(364)	(2 807)	(25 316)	(28 488)
Passifs sectoriels courants	(6 681)	(10 021)	(7 938)	(24 640)
<b>Total</b>	<b>15 609</b>	<b>1 502</b>	<b>(14 255)</b>	<b>2 856</b>
Capitalisation de frais de R&D	688	3 735		4 423
Acquisition d'immobilisations	693	498	1 726	2 917
Autres dépenses d'investissement non courants	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 381</b>	<b>4 232</b>	<b>1 726</b>	<b>7 339</b>

en milliers d'euros	Smart Life	Smart Transport et Mobilité	Inter secteur et Autres	31 décembre 2017
Actifs sectoriels non courants	6 476	4 577	708,00	11 761
Actifs sectoriels courants	6 429	4 635	17 213	28 277
Passif sectoriel non courants	(637)	(1 040)	(12 124)	(13 802)
Passif sectoriel courants	(4 116)	(1 437)	-5091	(10 644)
<b>Total</b>	<b>8 152</b>	<b>6 735</b>	<b>706</b>	<b>15 592</b>
Capitalisation de frais de R&D	888	1 763		2 651
Acquisition d'immobilisations	601	290	268	1 159
Autres dépenses d'investissement non courants				
<b>Total</b>	<b>1 489</b>	<b>2 053</b>	<b>268</b>	<b>3 811</b>

## 7.2. Informations par zone géographique

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
France	9 021	6 179
Europe	8 256	5 990
Asie	1 344	2 603
Etats-Unis	4 495	2 669
Reste du monde	41	333
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>23 157</b>	<b>17 774</b>

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
France	7 120	3 311
Europe	23	
Asie	196	499
Reste du monde		
<b>Total Investissements</b>	<b>7 339</b>	<b>3 810</b>

## 8. Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée

### 8.1. Goodwill

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2018
Goodwill	1 523						1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>
<b>Dépréciations</b>							
Goodwill							
<b>Total</b>							
<b>Goodwill</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>

Il n'a pas été établi de tests de sensibilité dans la détermination de la valeur actuelle des goodwill au 31 décembre 2018, les tests de dépréciation n'ont pas décelé d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2018.

en milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2018
Goodwill issu des activités Ersé (2012)	219	219
<b>Goodwill UGT Portable et Mobilité</b>	<b>219</b>	<b>219</b>
Goodwill issu des activités Dow Kokam (2013) (1)	1 304	1 304
<b>Goodwill UGT Transport et Stockage</b>	<b>1 304</b>	<b>1 304</b>
<b>Total</b>	<b>1 523</b>	<b>1 523</b>

- (1) L'acquisition des activités de Dow Kokam France en 2013 a généré un goodwill de 1 304 K€ après la reconnaissance d'un passif éventuel de 6,5 M€ relatif au contentieux en cours avec l'Administration fiscale sur le Crédit d'impôt recherche des exercices 2010 à 2012. Cette provision sur passif éventuel a été reprise intégralement en résultat au 30 juin 2017 suite à l'abandon des motifs de contestation de l'Administration fiscale le 3 juillet 2017.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Impairment	Effets de conversion	31 décembre 2017
Goodwill	1 523						1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>
<b>Dépréciations</b>							
Goodwill							
<b>Total</b>							
<b>Goodwill</b>	<b>1 523</b>						<b>1 523</b>

## 8.2. Immobilisations incorporelles

L'augmentation des immobilisations incorporelles en cours correspond aux dépenses de recherche et développement activées.

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2018.

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	31 décembre 2018
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>							
Frais de développement	(0)				2 028		2 028
Logiciels	1 026		77				1 103
Autres immobilisations incorporelles	0		87			(1)	86
Frais de développement en cours	3 470		4 423	(229)	(2 028)		5 636
Immobilisations incorporelles en cours	65		1		0		66
<b>Total</b>	<b>4 561</b>		<b>4 588</b>	<b>(229)</b>		<b>(1)</b>	<b>8 920</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
Frais de recherche			(253)				(253)
Logiciels	(956)		(54)				(1 010)
R&D Autres immobilisations incorporelles	(0)		(11)			0	(12)
<b>Total</b>	<b>(957)</b>		<b>(318)</b>			<b>0</b>	<b>(1 275)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>3 605</b>		<b>4 270</b>	<b>(229)</b>		<b>(1)</b>	<b>7 645</b>

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2017
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>							
Concession, brevets & droits similaires	962		64				1 026
Autres immobilisations incorporelles	1 965		2 678	(991)	(113)	(5)	3 535
<b>Total</b>	<b>2 927</b>		<b>2 742</b>	<b>(990)</b>	<b>(114)</b>	<b>(5)</b>	<b>4 561</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
Logiciels	(916)		(40)			(0)	(957)
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>2 011</b>		<b>2 702</b>	<b>(990)</b>	<b>(114)</b>	<b>(5)</b>	<b>3 605</b>

### 8.3. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	31 décembre 2018
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>							
Constructions	19					(1)	18
Installations techniques, matériels et outillages	4 283		1 031			2	5 316
Autres immobilisations corporelles	2 043		520		(1 005)	(2)	1 557
Immobilisations corporelles en cours	392		1 176	(295)		(0)	1 273
<b>Total</b>	<b>6 736</b>		<b>2 728</b>	<b>(295)</b>	<b>(1 005)</b>	<b>(0)</b>	<b>8 165</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
Constructions	(6)		(2)			0	(8)
Installations techniques, matériels et outillages	(2 994)		(490)		(14)	(11)	(3 509)
Autres immobilisations corporelles	(1 523)		(952)	678	1 018	1	(778)
<b>Total</b>	<b>(4 523)</b>		<b>(1 444)</b>	<b>678</b>	<b>1 005</b>	<b>(9)</b>	<b>(4 294)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>2 213</b>		<b>1 284</b>	<b>383</b>	<b>(0)</b>	<b>(10)</b>	<b>3 870</b>

L'augmentation des immobilisations corporelles en cours correspond aux dépenses liées à la création du site industriel à Chasseneuil du Poitou.

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations corporelles au 31 décembre 2018.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2017
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>							
Constructions	18			(0)		1	19
Installations techniques, matériels et outillages	4 151		109	(411)	409	25	4 283
Autres immobilisations corporelles	1 743		13	(3)	297	(6)	2 043
Immobilisations corporelles en cours	246		746		(593)	(7)	392
<b>Total</b>	<b>6 158</b>		<b>867</b>	<b>(415)</b>	<b>113</b>	<b>12</b>	<b>6 736</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>							
Constructions	(4)		(2)			(0)	(6)
Installations techniques, matériels et outillages	(2 882)		(457)	372		(27)	(2 994)
Autres immobilisations corporelles	(589)		(936)	0		2	(1 523)
<b>Total</b>	<b>(3 476)</b>		<b>(1 394)</b>	<b>373</b>		<b>(26)</b>	<b>(4 523)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>2 682</b>		<b>(527)</b>	<b>(42)</b>	<b>113</b>	<b>(13)</b>	<b>2 213</b>

## 8.4. Actifs financiers

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2018
<b>Actifs financiers</b>								
Titres immobilisés (1)	37		0			(0)		38
Dépôts de garanties et cautionnements versés	154		23				0	178
Autres actifs financiers (versements à effectuer)	0					(14)	14	0
<b>Total</b>	<b>192</b>		<b>23</b>			<b>(14)</b>	<b>14</b>	<b>215</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	192		23			(14)	14	215

(1) Les titres immobilisés correspondent à la participation de 15% pour 37,5 K€ dans NEOT CAPITAL (cf. Note 5).

Les actifs financiers non courants non rémunérés n'ont pas été actualisés au 31 décembre 2018 compte tenu des montants non significatifs et du taux d'Euribor 1 an.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2017
<b>Actifs financiers</b>								
Titres immobilisés	38					(0)		37
Dépôts de garanties et cautionnements versés	89		88	(23)			0	154
<b>Total</b>	<b>126</b>		<b>88</b>	<b>(23)</b>		<b>0</b>	<b>(0)</b>	<b>192</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	126		88	(23)		0	(0)	192

## 8.5. Stocks et en-cours

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Matières premières et autres approvisionnements	7 254	3 513
En cours de production	1 056	1 511
Marchandises et produits finis	2 682	991
Dépréciations de stocks	(951)	(921)
<b>Stocks nets</b>	<b>10 040</b>	<b>5 093</b>



## 8.6. Créances

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Créances clients	5 201	3 713
Dépréciation des créances clients	(80)	(170)
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	4 757	1 169
<b>Créances nettes</b>	<b>9 878</b>	<b>4 713</b>

L'échéance des créances clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Créances clients</b>	<b>5 201</b>	<b>3 713</b>
Non échues	0	0
Echues à moins d'un 1 an	5 201	3 713
Echues à plus d'un 1 an	0	0

## 8.7. Autres actifs

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Créances sociales	45	28
Créances fiscales	3 349	1 438
Comptes courants	462	159
Débiteurs divers	2 692	1 099
Charges constatées d'avance	379	380
Dépréciation des autres actifs courants	(30)	(30)
<b>Autres actifs</b>	<b>6 896</b>	<b>3 073</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	<i>6 868</i>	<i>3 056</i>
<i>Non courant</i>	<i>28</i>	<i>17</i>

## 8.8. Trésorerie

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	12 075	15 415
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>12 075</b>	<b>15 415</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	12 075	15 415
Découverts bancaires		3
<b>Trésorerie nette</b>	<b>12 076</b>	<b>15 413</b>
en milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	15 415	859
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>15 415</b>	<b>859</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	15 415	859
Découverts bancaires	3	0
<b>Trésorerie nette</b>	<b>15 413</b>	<b>858</b>

## 8.9. Capitaux propres

### 8.9.1. Capital social

Au 31 décembre 2018 le nombre de titres de la société FORSEE POWER SAS en circulation est de 245 219 à la valeur nominale de 10 €, soit un montant total du capital social de 2 452 190 €.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) du 18 décembre 2017, des actions de préférence ont été créés : les actions de préférence de catégorie C2 et les actions de préférence de catégorie C3 (ADPC3). A Chaque ADPC2 est attaché 0,67 droits de vote et à chaque ADPC3 est attachée une quote-part de voix correspondant à la quote-part de capital que représente la dite ADPC3. L'AGE du 18 décembre 2017 a converti 5 275 actions ordinaires en 5 275 ADPC3 et 87 074 actions ordinaires en ADPC2.

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur l'exercice 2017 à la suite de la recapitalisation du Groupe :

- le 18 décembre 2017 pour 40 700 € par l'émission de 4 070 actions ordinaires au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 1 502 481,20 € par compensation de créance ;
- le 18 décembre 2017 pour 342 990 € par l'émission de 34 299 ADPC2 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 12 661 818,84 € par compensation de créance ;

- le 18 décembre 2017 pour 474 730 € par l'émission de 47 473 ADPC3 au prix unitaire de 379,16 €, soit une prime d'émission de 369,16 € par action et une prime d'émission globale de 17 525 132,68 € en numéraire ;
- le 18 décembre 2017 pour 1 € par la souscription de 100 BSA<sub>G</sub> (cf Note 8.9.3) ;

Le capital social de la société FORSEE POWER SAS a été modifié sur 2018 à la suite du refinancement du Groupe :

- le 18 mars 2018 pour 6 957 € par l'émission des 6 857 BSA BEI A et 100 BSA BEI B souscrits par la Banque Européenne d'Investissement.

Le Groupe ne détient pas d'actions propres dans les périodes présentées.

### **8.9.2.Dividendes**

La société FORSEE POWER SAS n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

La société n'envisage pas de distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### **8.9.3.Paiements fondés sur des actions**

Lors de l'AGE du 18 décembre 2017, le Groupe a émis 100 BSA<sub>G</sub> en contrepartie d'un prix d'émission global d'un euro. Ces BSA peuvent être convertis en contrepartie d'un maximum de 52 748 ADPC3. Les bénéficiaires de ces BSA<sub>G</sub> étant des associés investisseurs, ces BSA concernés ne sont pas qualifiés de paiements en actions mais d'instruments de capitaux propres. Ils sont enregistrés en capitaux propres pour leur montant de transaction à la date d'émission.

En mars 2018, le Groupe a émis 6 957 Bons de Souscription en Actions (BSA) au profit d'un associé investisseur (BEI). Les bénéficiaires de ces BSA étant des associés investisseurs, ces BSA concernés ne sont pas qualifiés de paiements en actions mais d'instruments de capitaux propres. Ils sont enregistrés en capitaux propres pour leur montant de transaction à la date d'émission.

Les autres Bons de souscription en actions (BSA) émis au profit d'associé investisseur sont caducs ou annulés au 31 décembre 2018.

Le Groupe n'a pas procédé au 31 décembre 2018 à la distribution d'actions gratuites (AGA) ou de BPSCE de la société FORSEE POWER SAS au profit du personnel salarié, de membre des organes de direction ou de surveillance, ou d'autres tiers.

#### 8.9.4. Résultat net par action

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Résultat net	(22 643)	(14 459)
Nombre moyen d'action en circulation	218 844	136 068
<b>Résultat net par action</b>	<b>(166,41) €</b>	<b>(106,26) €</b>
Résultat net	(22 643)	(14 459)
Effect des dilutions :		
100 BSAG émis le 18 décembre 2017 pouvant être convertis pour un montant maximum de 52 748 ADPC3 (1)	52 748	52 748
BSA émis le 18 mars 2018 donnant accès à 6 957 AO (2)	6 957	
<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>(81,70) €</b>	<b>(104,81) €</b>

- 1) Lors de l'AGE du 18 décembre 2017, le Groupe a émis 100 BSA<sub>G</sub> en contrepartie d'un prix d'émission global d'un euro.
- 2) BSA attribués le 18 mars 2018 à la BEI. Les BSA ont une valeur de 1€, chaque BSA donnant accès à 1 action ordinaire (AO).

#### 8.10. Provisions pour risques et charges

##### 8.10.1. Détail des Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2018
<b>Provisions</b>									
Litiges	827		323	(668)					482
Avantages au personnel	207			(3)	(3)				204
Autres provisions pour risques et charges	473		2 116	(260)					2 329
Provision réglementaire									
<b>Provisions</b>	<b>1 508</b>		<b>2 438</b>	<b>(932)</b>	<b>(3)</b>				<b>3 014</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	1 508		2 438	(932)	(3)				3 014

L'augmentation des autres provisions pour risques et charges vient principalement :

- De l'augmentation de 322 K€ des provisions pour destruction des packs R&D FLEX et ZEN déjà constituées ;
- De la constatation de 1 373 K€ de provisions relatives à la mutation de l'activité du site de Moissy Cramayel vers le nouveau site de Poitiers.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	31 décembre 2017
<b>Provisions</b>									
Litiges	1 013		392	(577)					827
Avantages au personnel	183		24						207
Autres provisions pour risques et charges	3 348		216	(3 090)					473
Provision réglementaire									
<b>Provisions</b>	<b>4 544</b>		<b>632</b>	<b>(3 667)</b>					<b>1 508</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	4 544		632	(3 667)					1 508

## 8.10.2. Pensions et indemnités de départ à la retraite

### 8.10.2.1. Régime de cotisations définies

Une charge a été comptabilisée au 31 décembre 2018 au titre des régimes à cotisations définies.

### 8.10.2.2. Régime de prestations définies

Le Groupe ne dispose pas de régime à prestations définies.

### 8.10.2.3. Indemnités de fin de carrière

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées par :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Indemnités de fin de carrière	204	207
Médailles du travail		
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>207</b>

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Provision de début de période</b>	<b>207</b>	<b>183</b>
Coût net sur la période	(3)	24
Prestations versées		
Pertes et (gains) actuariels reconnus en capitaux propres		
<b>Provision de fin de période</b>	<b>204</b>	<b>207</b>

## HYPOTHESES ACTUARIELLES

Pour le régime d'indemnités de fin de carrière, les hypothèses de base (taux de rotation du personnel, augmentation de salaire) de ces calculs ont été déterminées en fonction de la politique prévisionnelle et historique du Groupe. Les hypothèses prises en compte pour les évaluations se déclinent ainsi :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Hypothèses financières</b>		
Taux d'actualisation	1,46%	1,44%
Hypothèse de taux de progression des salaires à long terme	3,00%	3,00%
Taux de charges sociales Cadres	43,00%	48,00%
Taux de charges sociales Non cadres	17 à 37%	28 à 52%
<b>Hypothèses démographiques</b>		
Âges de départ en fin de carrière retenus pour les cadres	65-67 ans	65-67 ans
Âges de départ en fin de carrière retenus pour les non cadres	65-67 ans	65-67 ans
Table de mortalité	INSEE 2018	INSEE 2017

Les taux d'actualisation retenus sont obtenus par référence au taux de rendement des obligations émises par les entreprises de 1<sup>er</sup> rang de maturité équivalente à la durée des régimes évalués d'environ 10 ans.

Le taux a été déterminé en considérant des indices de marché de taux des obligations notées AA disponibles à fin décembre 2018.

Il n'a pas été effectué d'analyse de la sensibilité de l'engagement au 31 décembre 2018.

### 8.11. Emprunts et dettes financières

en milliers d'euros	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Emissions	Frais d'émission d'emprunt	Remboursements	Reclassement	Effet du TIE	Variation nette	31 décembre 2018
Emprunts auprès établis. de crédit (1)	561		15 000	(513)	(413)		60		14 695
Dépôts et cautionnements reçus					(0)	20			20
Dettes relatives aux parties liées	11 485		10 416		(11 465)	(20)			10 416
Dettes relatives au financement des créances clients	1 279		3 486		(1 279)				3 486
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>13 326</b>		<b>28 902</b>	<b>(513)</b>	<b>(13 157)</b>		<b>60</b>		<b>28 618</b>
Intérêts courus sur dettes financières			321						321
Ligne de crédit court terme			6 000						6 000
Intérêts courus non échus - passif	9							(3)	6
Concours bancaires (trésorerie passive)	3							(3)	
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>12</b>		<b>6 321</b>					<b>(6)</b>	<b>6 327</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>13 337</b>		<b>35 223</b>	<b>(513)</b>	<b>(13 157)</b>		<b>60</b>	<b>(6)</b>	<b>34 944</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>	1 421		9 807		(1 409)		98	(6)	9 910
<i>Non courant</i>	11 917		25 416	(513)	(11 748)	(0)	(38)		25 034

- 1) Refinancement par la BEI et mise à disposition de la première tranche de 7,5 M€ en mars 2018 et de la deuxième tranche de 7,5 M€ en octobre 2018.

Les frais directement attribuables aux émissions d'emprunts sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif conformément à IFRS 9, et présentés en résultat financier dans l'état du résultat global. Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la valeur initiale de la dette financière.

- 2) Ligne de crédit court terme pour financement du BFR du client HEULIEZ/IVECO mis en place en octobre 2018 et remboursé pour 1,5 M€ en janvier 2019.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Emissions	Remboursements	Effets de conversion	Conversion en capital	Variation nette	31 décembre 2017
Emprunts obligataires (1)			3 701			(3 701)		
Emprunts auprès établis. de crédit	1 159			(598)				561
Dettes relatives aux parties liées (2)	11 024		11 309	(0)		(10 847)		11 485
Dette relative au financement des créances clients	1 344		1 279	(1 344)				1 279
<b>Dette financière long terme</b>	<b>13 527</b>		<b>16 289</b>	<b>(1 942)</b>		<b>(14 548)</b>		<b>13 326</b>
Concours bancaires (trésorerie passive)	0						2	3
Intérêts courus non échus - passif	4						5	9
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>13 531</b>		<b>16 289</b>	<b>(1 942)</b>	<b>(0)</b>	<b>(14 548)</b>	<b>8</b>	<b>13 337</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>	<i>1 979</i>		<i>1 279</i>	<i>(1 812)</i>	<i>(33)</i>		<i>8</i>	<i>1 421</i>
<i>Non courant</i>	<i>11 552</i>		<i>15 010</i>	<i>(130)</i>	<i>33</i>	<i>(14 548)</i>		<i>11 917</i>

- 1) La société a autorisé l'émission de plusieurs emprunts obligataires sur la période dont les caractéristiques sont les suivantes :

- i. Emission de 3 517 obligations convertibles OC1 en action de la société pour un montant nominal de 1 301 K€ émis le 31 mai 2017 et à échéance 30 mai 2020. Ces OC sont remboursées à l'échéance au nominal et intérêts capitalisés au taux de 10%.
- ii. Autorisation d'émettre 11 899 obligations convertibles OC2 en action de la société pour un montant nominal de 4 402 K€ émis entre le 16 juin 2017 et le 30 septembre 2017 et à échéance juin 2020. Ces OC sont remboursées à l'échéance au nominal et intérêts capitalisés au taux de 10%.

Un tirage de 6 488 obligations convertibles a été réalisé pour un montant de 2 400 K€ le 27 juillet 2018.

- iii. Autorisation d'émettre 11 899 obligations convertibles OC3 en action de la société pour un montant nominal de 4 402 K€ comportant les mêmes caractéristiques que les OC1 et OC2. L'autorisation d'émission de ces OC3 court jusqu'au 30 novembre 2018.

Suite au refinancement du Groupe qui a eu lieu le 18 décembre 2017, les tranches tirées ont été converties en compte courant.

- 2) Les parties liées ont injecté 11,3 M€ au cours de la période précédente dont 10,8 M€ a été converti en capital.

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	à 1 an	1 à 4 ans	5 ans ou plus	Covenant
Emprunts auprès établis. de crédit	14 695	98	65	14 533	non
Dépôts et cautionnements reçus	20			20	non
Dettes relatives aux parties liées	10 416		10 416		non
Dettes relative au financement des créances clients	3 486	3 486			
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>28 618</b>	<b>3 584</b>	<b>10 481</b>	<b>14 553</b>	
Intérêts courus sur dettes financières	321	321			non
Ligne de crédit court terme	6 000	6 000			non
Intérêts courus non échus - passif	6	6			
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>6 327</b>	<b>6 327</b>			
<b>Endettement financier brut et assimilé</b>	<b>34 944</b>	<b>9 910</b>	<b>10 481</b>	<b>14 553</b>	

## 8.12. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

### 8.12.1. Gestion du risque de crédit

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de retard dans les encaissements des clients ou en cas de défaillance de l'un de ses clients. Il fait en sorte de ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis d'eux en diversifiant la nature de sa clientèle et en développant sa part à l'export.

Le Groupe ne dispose pas de contrat d'assurance.

Le Groupe étudie actuellement la mise en place de solution de financement à l'acquisition des batteries de la division Transport et Stockage.

Le Groupe est exposé à un risque de crédit limité au 31 décembre 2018.

### 8.12.2. Gestion du risque de liquidité

Le Groupe est confronté à un risque de liquidité, c'est-à-dire à un risque que le Groupe ne puisse pas faire face à ses obligations financières, inhérent à la nature de recherche et développement.

La Direction financière a conduit la mise en place de plusieurs contrats de financement sur la cession de créances pour un montant maximum de 5 M€.

Par expérience, les banques et partenaires financiers ont accompagné régulièrement le Groupe dans sa croissance organique et ses besoins de financement.

Les parties liées contrôlant le Groupe ont toujours apporté leur soutien financier dans le financement de celui-ci. Il a ainsi bénéficié de plusieurs injections en compte courant et d'une recapitalisation financière le cas échéant. La dette financière relative aux parties liées s'élève à 10,4 M€ au 31 décembre 2018.

Une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 10 M€ a été réalisée le 21 décembre 2018 avec l'arrivée d'un nouvel associé, portant le capital social à 2 452 190 €.

Par ailleurs Forsee Power a finalisé le 18 décembre 2017 un financement de 55 millions d'euros pour soutenir l'industrialisation de ses systèmes de batteries. Ce financement a été opéré par le conglomérat japonais Mitsui & Co., Ltd. (entrée au capital avec un apport de 18 millions d'euros de capital et 2 millions d'euros d'achat d'actions au fondateur), la Banque Européenne d'Investissement via le Fonds européen pour les investissements stratégiques dans le cadre du plan Juncker (prêt de 20 millions d'euros en 3 tranches conditionnées signé en mars 2018) et les associés historiques (capitalisation des apports en comptes courants à hauteur de 14,6 millions d'euros).



Le Groupe s'assure ainsi en permanence qu'il dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance.

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Autorisation de découvert		
<b>Sous-total facilités de crédit (a)</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 075	15 415
Découverts bancaires - Trésorerie Passive		3
<b>Liquidité nette (b)</b>	<b>12 076</b>	<b>15 412</b>
<b>Total position de liquidité (a) + (b)</b>	<b>12 076</b>	<b>15 412</b>

Le Groupe ne place pas sa trésorerie disponible dans des établissements bancaires sur des comptes rémunérés de placement à court terme à risque faible.

### 8.12.3. Gestion du risque de marché

#### 8.12.3.1. Gestion du risque lié à la concurrence

Le Groupe est exposé à un risque lié à la concurrence notamment concernant les prix. Ce risque est actuellement maîtrisé compte tenu du positionnement haut de gamme des produits du Groupe.

#### 8.12.3.1. Gestion du risque lié aux technologies utilisées

Le Groupe est spécialisé dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées, il s'agit d'un secteur d'activité ayant fréquemment des avancées technologiques.

Afin de limiter le risque lié aux technologies utilisées, le Groupe possède des brevets sur les technologies développées en interne et investit chaque année significativement en recherche et développement.

#### 8.12.3.2. Gestion du risque de change

Le Groupe est exposé à un risque de change compte tenu des relations effectuées avec les participations situées en Chine et en Pologne. Le Groupe est ainsi confronté au risque de change de la devise dollar américain (USD), du Yuan (RMB) et dans une moindre mesure du Zloty polonais (PLN) et du dollar de Hong-Kong (HKD).

Le Groupe ne dispose pas de couverture de change sur l'évolution du cours de devises au 31 décembre 2018.

#### 8.12.3.3. Gestion du risque de prix

Le Groupe est exposé aux risques de prix relatifs aux matières premières rentrant dans la composition des éléments de batteries (lithium principalement).

Le Groupe n'a pas mis en place de couverture spécifique liée à l'évolution du cours du prix.

#### 8.12.3.4. Gestion du risque de taux d'intérêt

Le Groupe est exposé de manière limitée au risque de taux d'intérêt, dans la mesure où :

- les disponibilités et les actifs financiers incluent des comptes à terme ;
- les dettes financières sont rémunérées à taux fixe.

Compte tenu de la nature de l'endettement financier, le degré d'exposition au risque de taux d'intérêt du Groupe est limité au 31 décembre 2018.

#### **8.12.3.5. Gestion du risque de marchés financiers**

Le degré d'exposition du Groupe face aux risques relatifs au cours des actions ou des devises est quasi inexistant car le Groupe ne dispose pas de placement auprès de SICAV actions ou monétaires, et ne détient pas de participations ou de titres de placement négociables sur un marché réglementé.

### **8.13. Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers**

#### **8.13.1. Trésorerie, prêts et créances**

Le Groupe estime que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, des autres créances, des dettes fournisseurs, des autres dettes et des divers dépôts et cautionnements, est une bonne approximation de la valeur de marché en raison du fort degré de liquidité de ces postes et de leur échéance à moins d'un an.

#### **8.13.2. Actifs à la juste valeur**

Le Groupe ne détient pas de valeurs mobilières de placements mais détient des placements sur des comptes à vue à court terme. Ceux-ci sont comptabilisés à l'actif de la situation financière à leur juste valeur par le compte de résultat.

#### **8.13.3. Instruments financiers dérivés et de couverture**

Le Groupe ne détient aucun instrument dérivé de trading et de couverture à la juste valeur sur les périodes présentées.

#### **8.13.4. Passifs financiers au coût amorti**

Pour les dettes fournisseurs, le Groupe considère que la valeur comptable est une bonne approximation de la valeur de marché, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

La valeur de marché des dettes financières à long terme et à court terme est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie décaissés futurs estimés, actualisés en utilisant les taux observés par le Groupe en fin de période pour les instruments possédant des conditions et des échéances similaires.

#### **8.13.5. Bilan des instruments financiers**

Les valeurs de marché des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière ont été classées dans le tableau ci-dessous selon la hiérarchie en trois niveaux définie dans la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : juste valeur déterminée exclusivement par référence aux prix constatés sur des marchés actifs ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée par un modèle utilisant des paramètres de marchés observables directement ou indirectement ;
- niveau 3 : juste valeur évaluée par un modèle incorporant certains paramètres non observables sur un marché ;

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Coût amorti	Niveau
Titres immobilisés	38			38	3
Créances rattachées à des participations					3
Dépôts de garanties et cautionnements versés	178			178	3
Autres actifs financiers (versements à effectuer)	0			0	3
<b>Actifs financiers</b>	<b>215</b>			<b>215</b>	
Créances nettes	9 878			9 878	3
Autres actifs	6 896			6 896	3
Trésorerie et équivalent de trésorerie	12 075	12 075			1
<b>Actif</b>	<b>29 064</b>	<b>12 075</b>		<b>16 989</b>	
Dette financière long terme	28 618			28 618	3
Dette financière court terme	6 327			6 327	3
Dettes fournisseurs	9 975			9 975	3
Autres passifs	5 190			5 190	3
<b>Passif</b>	<b>50 109</b>			<b>50 109</b>	

Les méthodes et hypothèses utilisées afin d'estimer la juste valeur des éléments d'actifs et passifs financiers sont présentées ci-dessous :

- Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur par le biais du compte résultat ;
- Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur par le biais des capitaux propres
- Les prêts, créances et dettes sont évalués au coût amorti ;
- Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti ;

#### 8.14. Dettes fournisseurs et avances

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Fournisseurs	8 984	5 322
Clients - Avances et acomptes reçus	991	1 050
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>9 975</b>	<b>6 372</b>

L'échéance des dettes fournisseurs est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Fournisseurs</b>	8 984	5 322
Non exigibles		
Exigibles à moins d'un 1 an	8 984	5 322
Exigibles à moins + d'un 1 an	(0)	(0)

### 8.15. Autres passifs

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Dettes sociales	3 946	2 273
Dettes fiscales	418	348
Produits constatés d'avance	277	422
Dettes sur actif	0	0
Autres dettes courantes diverses	549	180
<b>Autres passifs</b>	<b>5 190</b>	<b>3 224</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	4 755	2 851
<i>Non courant</i>	435	372

### 8.16. Détail du Besoin en Fonds de Roulement

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2017	Variation de périmètre	BFR	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2018
Stocks nets	8.6	5 093		4 972		(25)	10 040
Créances clients nettes	8.7	4 712		5 175		(38)	9 850
Autres actifs courants	8.7	2 601		6 300	(2 385)	40	6 556
Dettes fournisseurs	8.14	(6 069)		(6 294)	2 602	(24)	(9 785)
Autres passifs courants	8.14	(3 172)		(1 974)		3	(5 144)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>3 164</b>		<b>8 179</b>	<b>217</b>	<b>(44)</b>	<b>11 517</b>

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2017	Variation de périmètre	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2018
Variation des impôts différés		4 207		(374)		0	3 833
Variation des créances et dettes IS		342		(73)		(0)	270
<i>dont CIR</i>				86			
Charges fiscales comptabilisées		2 603		403			(403)
<b>Total des variations de l'impôt</b>				<b>(131)</b>			

Le détail du Besoin en Fonds de Roulement de l'exercice précédent est le suivant :

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2016	Variation de périmètre	BFR	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2017
Stocks nets	8.6	5 898		(715)	(0)	(90)	5 093
Créances clients nettes	8.7	3 749		965		(1)	4 712
Autres actifs courants	8.7	1 517		899		185	2 601
Dettes fournisseurs	8.14	(4 771)		(1 397)	(0)	99	(6 069)
Autres passifs courants	8.14	(1 962)		(1 221)	(0)	10	(3 172)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>4 431</b>		<b>(1 470)</b>	<b>(0)</b>	<b>204</b>	<b>3 166</b>

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2016	Variation de périmètre	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	31 décembre 2017
Variation des impôts différés		4 312		(427)	323	(1)	4 208
Variation des créances et dettes IS		247		93		(2)	342
<i>dont encaissement du CIR</i>				7			
Charges fiscales comptabilisées		(394)		(2 603)			2 603
<b>Total des variations de l'impôt</b>				<b>(2 944)</b>	<b>323</b>		

### 8.17. Impôts différés

Les impôts différés se décomposent de la manière suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Différences temporaires fiscales	0	0
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	34	52
Autres différences temporaires	243	341
Activation des déficits	3 556	3 814
<b>Total Impôts différés nets</b>	<b>3 833</b>	<b>4 207</b>

Le Groupe reconnaît les IDA sur déficits fiscaux reportables des entités fiscales pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont attendues dans un futur proche.

Les impôts différés ont été valorisés pour les sociétés françaises avec un taux d'imposition dégressif passant à 28% en 2020 pour atteindre 25% en 2022 suite à la loi de finances 2018.

En milliers d'euros	31 décembre 2018		31 décembre 2017	
	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA (1)	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA
Forsee Power	13 991	3 556	13 991	3 814
Forsee Power Industry				
Z.U.I.				
Forsee Power Spz				
<b>Total éléments reconnus dans les états financiers</b>	<b>13 991</b>	<b>3 556</b>	<b>13 991</b>	<b>3 814</b>
Forsee Power	45 723	11 431	26 081	6 520
Forsee Power Industry				
Z.U.I.				
Forsee Power Spz				
<b>Total éléments non reconnus dans les états financiers</b>	<b>45 723</b>	<b>11 431</b>	<b>26 081</b>	<b>6 520</b>
<b>Total</b>	<b>59 714</b>	<b>14 987</b>	<b>40 072</b>	<b>10 334</b>

- (1) IDA évalué en fonction du taux d'impôt en vigueur à la date d'utilisation du déficit fiscal reportable en fonction du planning fiscal prévisionnel.

La variation des impôts différés est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Impôts différés actifs à l'ouverture</b>	<b>4 211</b>	<b>4 316</b>
Charge comptabilisée au résultat global	(374)	(427)
IDA imputé sur la prime d'émission	32	324
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	(32)	(0)
Autres	32	322
<b>Impôts différés actifs à la clôture</b>	<b>3 838</b>	<b>4 211</b>
<b>Impôts différés passifs à l'ouverture</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
Charge comptabilisée au résultat global	0	0
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	(32)	(0)
Autres	32	0
<b>Impôts différés passifs à la clôture</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## 9. Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé

### 9.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Répartition du chiffre d'affaire par nature</b>	23 157	17 774
Ventes de marchandises	21 548	15 941
Prestations de services	1 318	1 675
Autres activités	291	157
<b>Total</b>	<b>23 157</b>	<b>17 774</b>

### 9.2. Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Production stockée	99	296
Subventions d'exploitation	740	2
Transferts de charges	(0)	0
Résultat cession d'immobilisations	(229)	(1 024)
Variation des justes valeurs	0	0
Autres produits et charges (1)	(1 016)	(2 208)
Autres produits et charges non courants	(97)	(669)
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(504)</b>	<b>(3 602)</b>

### 9.3. Services extérieurs et achats consommés

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Achats consommés	(18 570)	(13 434)
Honoraires, prestations extérieures	(2 039)	(2 263)
Locations, entretien & assurances	(2 039)	(1 356)
Transports, déplacements & réceptions	(2 483)	(1 112)
Frais d'études et de recherche	(1 800)	(814)
Frais postaux & de télécommunications	(173)	(126)
Sous-traitance	(819)	(584)
Gains et pertes de change sur achats	91	(479)
Autres	(18)	(16)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(27 850)</b>	<b>(20 184)</b>

#### 9.4. Charges de personnel et effectifs

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Charges de personnel</b>		
Rémunération	(9 401)	(6 683)
Charges sociales	(3 214)	(2 250)
Autres avantages court terme et CICE	(48)	(13)
Participation	0	0
<b>Total</b>	<b>(12 663)</b>	<b>(8 946)</b>
<b>Effectif moyen</b>		
Cadres	137	106
Non Cadres	203	155
<b>Total</b>	<b>340</b>	<b>261</b>

#### 9.5. Impôts et taxes

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Taxes assises sur les salaires	(300)	(147)
Autres taxes	(68)	(41)
<b>Impôts &amp; taxes</b>	<b>(368)</b>	<b>(187)</b>

#### 9.6. Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(307)	(40)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles (1)	(752)	(1 304)
Provisions pour risques et charges (2)	(1 445)	(55)
Dépréciation nettes d'actifs (3)	(3)	1 109
<b>Dotations nettes</b>	<b>(2 507)</b>	<b>(290)</b>

- 1) En 2017 : 678 K€ de dépréciation des immobilisations corporelles correspondent à l'amortissement accéléré des locaux de Moissy en raison du futur déménagement.
- 2) En 2018 : augmentation de 322 K€ des provisions pour destruction des packs R&D FLEX et ZEN et constatation de 1 373 K€ de provisions relatives à la mutation de l'activité du site de Moissy Cramayel vers le nouveau site de Poitiers.

En 2017 : dont 1 743 K€ de reprise de provision sur créances comptabilisées en perte sur créances irrécouvrables de ZUI.



## 9.7. Résultat financier

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Produits financiers encaissés sur les actifs financiers	0	0
<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Charges d'intérêts sur emprunt	(1 284)	(1 716)
<b>Cout de l'endettement financier brut</b>	<b>(1 284)</b>	<b>(1 716)</b>
Gains et pertes de change	(16)	(7)
Gains et pertes de change liés aux réserves de conversion	47	179
Dépréciations nettes des actifs financiers évalués au coût amorti	0	0
Autres charges financières et effet du TIE	(282)	(89)
Autres produits financiers	31	8
<b>Autres charges et produits financiers nets</b>	<b>(219)</b>	<b>91</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 504)</b>	<b>(1 625)</b>

## 9.8. Impôt sur les résultats

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Impôt courant	(29)	(60)
Reprise provision passif éventuel lié au CIR (1)	0	3 090
Impôt différé	(374)	(427)
<b>Charge fiscale</b>	<b>(403)</b>	<b>2 603</b>

- 1) La provision pour passif éventuel de 3 090 K€ a été reprise en résultat au 31 décembre 2017 suite à l'abandon le 3 juillet 2017 des motifs de redressement de l'Administration fiscale. Cette reprise de provision est présentée en « Impôts sur les résultats » compte tenu de la nature de l'élément provisionné.

La preuve d'impôt sur la période 2018 est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Charge fiscale théorique (au taux en vigueur)	7 413	5 687
Charge fiscale réelle	(403)	2 603
<b>Différence</b>	<b>7 815</b>	<b>3 084</b>
Crédit d'impôts (CIR, CICE)	(77)	(96)
Reprise provision CIR		(3 090)
Ajustement taux d'IS en France (report variable)	326	374
Déficit non activé	7 362	5 468
Autres différences et différences permanentes fiscales	206	427
<b>Détail des différences</b>	<b>7 817</b>	<b>3 083</b>

### 9.9. Compte de résultat par destination

en milliers d'euros	Note	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	9.1	<b>23 157</b>	<b>17 774</b>
Coût de production des produits vendus	9.2	(19 516)	(14 852)
<b>Marge brute (a)</b>		<b>3 641</b>	<b>2 922</b>
Frais indirects de production	9.3	(8 116)	(2 416)
Frais de recherche et développement	9.4	(4 866)	(3 146)
Frais de distribution et de vente	9.6	(3 333)	(2 929)
Frais administratifs	9.5	(4 299)	(6 572)
Autres produits et charges opérationnels		(149)	(1 896)
<b>EBITDA (b)</b>		<b>(17 122)</b>	<b>(14 037)</b>
Amortissements, provisions et dépréciations nettes	9.6	(2 504)	(1 399)
<b>Résultat opérationnel (EBIT)</b>		<b>(19 626)</b>	<b>(15 436)</b>
<b>Résultat financier</b>	9.7	<b>(1 504)</b>	<b>(1 625)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(21 130)</b>	<b>(17 061)</b>
Impôts sur le résultat	9.8	(403)	2 603
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(21 533)</b>	<b>(14 458)</b>
Résultat net des activités abandonnées		(1 110)	
<b>Résultat net</b>		<b>(22 643)</b>	<b>(14 458)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		(22 643)	(14 458)
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Pertes et gains actuariels			
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Résultat global</b>		<b>(22 643)</b>	<b>(14 458)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		(22 643)	(14 458)
<i>Dont participations ne conférant pas le contrôle</i>			

a) Les charges ou produits liées aux gains et pertes de change sur les achats et les ventes sont présentés en « Autres produits et charges opérationnels ».

b) L'EBITDA comprend les dépréciations sur les stocks. Les dépréciations sur les créances sont présentées dans l'EBIT.

## 10. Autres informations

### 10.1. Relations avec les parties liées

#### 10.1.1. Rémunérations versées au management

Le Groupe n'étant pas astreint aux obligations légales de publication des comptes consolidés, les rémunérations allouées au management du Groupe ne sont pas publiées.

#### 10.1.2. Autres transactions avec les parties liées

Les transactions réalisées entre le Groupe et les parties liées sont effectuées à des conditions normales de marché.

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Compte courant Actif	462	159
Compte courant Passif	10 416	11 485
<b>Total éléments de l'état de la situation financière</b>	<b>10 878</b>	<b>11 645</b>
Charges d'intérêt	(804)	(1 585)
Charges opérationnelles		
<b>Total éléments du compte de résultat</b>	<b>(804)</b>	<b>(1 585)</b>

### 10.2. Engagements hors bilan

Pas d'engagements hors bilan au 31 décembre 2018.

### 10.3. Honoraires du commissaire aux comptes

en milliers d'euros	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	126	134
Services autres que la certification des comptes		68
<b>Total</b>	<b>126</b>	<b>202</b>

*En HT et hors frais*

## **18.2 Informations financières intermédiaires et autres**

### **18.2.1 Comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2021**

#### **GROUPE FORSEE POWER**

---

#### **Comptes consolidés intermédiaires résumés IFRS au 30 juin 2021**

---

**FORSEE POWER S.A.S.**  
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 998 760 €  
Siège social : 54-56, Avenue Hoche  
75 008 Paris  
RCS Paris 494 605 488

## Etat consolidé de la situation financière

en milliers d'euros	Notes	30 juin 2021	31 décembre 2020 <sup>(1)</sup>
<b>Actifs non courants</b>		<b>33 903</b>	<b>35 804</b>
Goodwill	7.1	1 523	1 523
Immobilisations incorporelles	7.2	12 831	12 060
Immobilisations corporelles	7.3	16 891	16 731
Actifs financiers non courants	7.4	1 009	4 398
Autres actifs non courants	7.7	1 333	600
Actifs d'impôts différés	7.18	317	492
<b>Actifs courants</b>		<b>48 631</b>	<b>56 749</b>
Stocks	7.5	24 414	28 284
Créances	7.6	13 128	14 180
Autres actifs courants	7.7	3 109	3 013
Actifs financiers courants	7.4	3 785	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	7.8	4 195	11 273
<b>Total Actif</b>		<b>82 535</b>	<b>92 553</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>(49 065)</b>	<b>(32 406)</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>(49 065)</b>	<b>(32 406)</b>
Capital social émis	7.9	2 999	2 999
Primes d'émission	7.9	994	991
Réserves de conversion	7.9	52	(1)
Réserves	7.9	(36 340)	(6 983)
Résultat net	7.9	(16 769)	(29 412)
<b>Intérêts minoritaires</b>			
<b>Dettes</b>		<b>131 599</b>	<b>124 959</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>107 046</b>	<b>101 755</b>
Passifs financiers non courants	7.11	88 112	87 456
Avantages du personnel	7.10	227	227
Provisions pour risques et charges	7.10	7 285	6 413
Autres passifs non courants	7.16	3 068	3 197
Dérivés sur instrument financier	7.12	8 350	4 457
Passifs d'impôts différés	7.18	5	5
<b>Passifs courants</b>		<b>24 554</b>	<b>23 204</b>
Passifs financiers courants	7.11	4 005	4 864
Provisions pour risques et charges	7.10		0
Dettes fournisseurs	7.15	11 897	9 786
Autres passifs courants	7.16	8 652	8 554
<b>Total Passif</b>		<b>82 535</b>	<b>92 553</b>

<sup>(1)</sup> Bilan retraité (cf. Note 5.4)

## Etat consolidé du compte de résultat

en milliers d'euros	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	8.1	<b>37 171</b>	<b>27 653</b>
Autres produits et charges opérationnels	8.2	(177)	(742)
Services extérieurs et achats consommés	8.3	(33 212)	(24 960)
Charges de personnel	8.4	(10 593)	(8 413)
Impôts et taxes	8.5	(471)	(479)
Amortissements	8.6	(2 171)	(2 210)
Dépréciations nettes	8.6	124	(647)
Provisions nettes	8.6	(824)	205
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(10 154)</b>	<b>(9 592)</b>
Produits financiers	8.7		
Cout de l'endettement financier brut	8.7	(3 151)	(1 954)
Autres charges et produits financiers nets	8.7	(3 226)	(476)
<b>Résultat financier</b>	8.7	<b>(6 377)</b>	<b>(2 430)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>(16 531)</b>	<b>(12 023)</b>
Impôts sur le résultat	8.8	(238)	(3 568)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>(16 769)</b>	<b>(15 590)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(16 769)</i>	<i>(15 590)</i>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>			
<b>Résultat net par action</b>	7.9.5	<b>(55,92) €</b>	<b>(51,99) €</b>

## Etat des autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
<b>Résultat net consolidé (A)</b>		<b>(16 769)</b>	<b>(15 590)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Ecart de conversion sur la période	7.9.4	(113)	
Ecart de conversion sur les actifs non-monétaires à la date du changement de monnaie fonctionnelle	5.3	(26)	
Variation de valeur des couvertures de flux de trésorerie en devises	7.11		
Effets d'impôts			
<b>Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres et transférables en compte de résultat</b>		<b>(139)</b>	
Variation des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	7.10.2		
Variation de la juste valeur des instruments financiers non détenus à des fins de transaction	3.3.7		
Effets d'impôts			
<b>Total des gains et pertes enregistrés en capitaux propres et non transférables en compte de résultat</b>			
<b>Total des gains et pertes comptabilisés en capitaux propres, net d'impôt (B)</b>		<b>(139)</b>	
<b>Résultat global (A) + (B)</b>		<b>(16 908)</b>	<b>(15 590)</b>
<i>Dont part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>(16 908)</i>	<i>(15 590)</i>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>			

## Etat consolidé des flux de trésorerie

en milliers d'euros	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net		(16 769)	(15 590)
Amortissements & provisions	8.6	2 996	2 004
(Plus)/Moins-value sur cessions	8.2	193	144
Païement en actions	7.9.3.2	247	224
Variation du dérivé sur instrument financier	7.12	2 693	82
Charge (Produit) d'impôt sur résultat	8.8	238	3 568
Gains/Pertes liés aux var. de juste valeur et au TIE	8.7	778	329
Reprise de l'avantage octroyé sur emprunt PGE en résultat	8.2	(7)	(2)
CCA reconnues sur biens pris en location		(117)	(2)
Charge financière nette	8.7	3 151	2 430
Effet des couvertures de change		(29)	
Effet de change sur gage sur espèces		(122)	
Reprises des produits différés et des QP de subventions présentées en résultat, et autres éléments calculés		451	128
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(6 297)</b>	<b>(6 685)</b>
<b>Variation des subventions</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Variation des créances et dettes IS (hors CIR)	7.17	(1)	(18)
(Charge) ou Produit d'impôt exigible	7.17	0	(24)
<b>Charge fiscale décaissée</b>		<b>(1)</b>	<b>(42)</b>
Stocks	7.17	3 999	(9 774)
Créances clients	7.17	1 130	4 601
Autres créances	7.17	1 443	(2 872)
Dettes fournisseurs	7.17	415	(336)
Autres dettes	7.17	264	1 361
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>		<b>7 252</b>	<b>(7 020)</b>
<b>Trésorerie provenant des opérations liées à l'activité (A)</b>		<b>953</b>	<b>(13 747)</b>
Acquisitions d'immobilisations (nettes des dettes et avances versées)	7.2 7.3 7.7	(4 861)	(2 869)
Subvention d'investissement relative à un projet R&D	7.2	337	
Gage sur espèces	7.4		
Cessions d'immobilisations (nettes des créances)	7.2	0	0
Encaissements sur actifs financiers	7.4	8	(0)
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement (B)</b>		<b>(4 515)</b>	<b>(2 869)</b>
Souscription à l'émission de BSA warrant C	7.9	4	0
Frais décaissés sur émissions de capital	7.9	0	(86)
Variation des autres passifs financiers	7.11	10	0
Encaissement du CIR et d'une subvention d'exploitation		0	0
Emissions d'emprunts	7.11	21 500	55 000
Ligne de crédit court terme pour financement du BFR	7.11	0	(4 500)
Remboursements d'emprunts	7.11	(20 000)	0
Remboursements dettes sur bien pris en location	7.11	(444)	(295)
Financement factor	7.11	(1 381)	(4 329)
Décaissement des frais d'émission emprunt BEI	7.11	(108)	0
Décaissement des frais d'émission IPO	7.7	(250)	
Variations des passifs financiers relatifs aux parties liées	7.11	278	388
Charges financières décaissées	8.7	(3 162)	(1 559)
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement (C)</b>		<b>(3 553)</b>	<b>44 619</b>
Incidence des taux de conversion		38	(5)
<b>Variation de trésorerie (A) + (B) + (C)</b>		<b>(7 078)</b>	<b>28 000</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	7.8	11 273	2 914
Trésorerie nette à la clôture	7.8	4 195	30 914
<b>Variation de trésorerie nette</b>		<b>(7 078)</b>	<b>28 000</b>



## Etat consolidé des variations des capitaux propres

en milliers d'euros	Notes	Capital social émis	Primes liées au capital	Réserves de conversion	Réserve sur paiement en actions	Autres Réserves et résultats globaux	Total attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2019</b>		<b>2 999</b>	<b>82 585</b>	<b>(0)</b>	<b>268</b>	<b>(89 292)</b>	<b>(3 441)</b>		<b>(3 441)</b>
Augmentation de capital en numéraire		0				0	0		0
Conversion des obligations convertibles									
Conversion des dettes relatives aux parties liées									
Frais nets d'ID sur augmentation de capital									
Imputation des pertes accumulées			(81 594)			81 594	0		0
Paievements en actions	7.9.3.2			0	465	(1)	464		464
Résultat global						(29 412)	(29 412)		(29 412)
Autres				(1)		(17)	(18)		(18)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2020</b>		<b>2 999</b>	<b>991</b>	<b>(2)</b>	<b>733</b>	<b>(37 127)</b>	<b>(32 406)</b>		<b>(32 406)</b>
Augmentation de capital en numéraire									
Conversion des obligations convertibles									
Conversion des dettes relatives aux parties liées									
Frais nets d'ID sur augmentation de capital									
Souscription à l'émission de BSA warrant C	7.9		4				4		4
Paievements en actions	7.9.3.2				247		247		247
Stocks options caducs					(56)	56			
Résultat global				(139)		(16 769)	(16 908)		(16 908)
Changement de monnaie de fonctionnement	5.3			193		(193)			
Autres									
<b>Capitaux propres au 30 juin 2021</b>		<b>2 999</b>	<b>994</b>	<b>52</b>	<b>924</b>	<b>(54 034)</b>	<b>(49 065)</b>		<b>(49 065)</b>

## SOMMAIRE DES NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN IFRS

<b>1. Présentation du GROUPE FORSEE POWER.....</b>	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
<b>2. Faits caractéristiques de la période.....</b>	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
<b>3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation ....</b>	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.1. Référentiel comptable.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.1.1. Base de préparation des états financiers consolidés intermédiaires .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.1.2. Estimations et jugements comptables significatifs utilisés par la Direction pour les comptes intermédiaires au 30 juin 2021 .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.1.3. Continuité d'exploitation.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2. Modalités de consolidation.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.1. Date de clôture et comptes semestriels des entreprises consolidées.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2. Méthodes de consolidation .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2.1. Participations contrôlées exclusivement : intégration globale .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2.2. Opérations éliminées dans les états financiers consolidés ....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2.3. Conversion des comptes établis en devises étrangères .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2.4. Traitement des regroupements d'entreprises et des branches d'activités industrielles acquises.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2.5. Intérêts minoritaires .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.2.2.6. Participations dans les entreprises associées.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3. Méthodes comptables et règles d'évaluation.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.1. Présentation des éléments non courants et courants .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.2. Goodwill.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.3. Frais de développement .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.5. Contrats de location.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.6. Dépréciation des actifs immobilisés .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.7. Actifs financiers.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.8. Stocks .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.9. Créances clients.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.10. Instruments de financement du BFR.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.12. Capital et frais d'émission de capital .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.13. Paiements réalisés avec des actions .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.13.1. Transactions avec des actionnaires investisseurs.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.13.2. Transactions avec le Management et les salariés.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.14. Avantages du personnel .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.15. Provisions pour risques et charges .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.16. Dettes financières.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.17. Dettes fournisseurs.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
3.3.18. Instruments dérivés.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>

3.3.19.	Comptabilité de couverture.....	Error! Bookmark not defined.
3.3.20.	Reconnaissance des revenus .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.21.	Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.22.	Subventions publiques .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.23.	Fiscalité.....	Error! Bookmark not defined.
3.3.23.1.	Impôts sur les sociétés .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.23.2.	Impôts différés .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.24.	Contribution économique territoriale.....	Error! Bookmark not defined.
3.3.25.	Résultat financier .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.26.	Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.27.	Résultat par action.....	Error! Bookmark not defined.
3.3.28.	Information sectorielle .....	Error! Bookmark not defined.
3.3.29.	Parties liées .....	Error! Bookmark not defined.
<b>4.</b>	<b>Informations relatives au périmètre de consolidation.....</b>	Error! Bookmark not defined.
<b>5.</b>	<b>Informations permettant la comparabilité des comptes .....</b>	Error! Bookmark not defined.
5.1.	Variation de périmètre de la période .....	Error! Bookmark not defined.
5.2.	Variation de périmètre de la période précédente .....	Error! Bookmark not defined.
5.3.	Conversion des comptes établis en devises étrangères.....	Error! Bookmark not defined.
5.4.	Changements de présentation comptable.....	Error! Bookmark not defined.
5.5.	Changements de méthodes comptables .....	Error! Bookmark not defined.
<b>6.</b>	<b>Informations par segment d'activité et par zone géographique.</b>	Error! Bookmark not defined.
6.1.	Informations par segment d'activité .....	Error! Bookmark not defined.
6.2.	Informations par zone géographique .....	Error! Bookmark not defined.
6.3.	Informations par segment d'activité des exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 .....	Error! Bookmark not defined.
<b>7.</b>	<b>Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée .....</b>	Error! Bookmark not defined.
7.1.	Goodwill.....	Error! Bookmark not defined.
7.2.	Immobilisations incorporelles .....	Error! Bookmark not defined.
7.2.1.	Variations des immobilisations incorporelles sur la période et sur la période précédente .....	432
7.2.2.	Variations des immobilisations incorporelles sur les exercices clos au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020.....	Error! Bookmark not defined.
7.3.	Immobilisations corporelles .....	Error! Bookmark not defined.
7.4.	Actifs financiers.....	Error! Bookmark not defined.
7.5.	Stocks et en-cours.....	Error! Bookmark not defined.
7.6.	Créances .....	Error! Bookmark not defined.
7.6.1.	Echéancier des créances clients sur les exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 .....	437
7.7.	Autres actifs.....	Error! Bookmark not defined.
7.8.	Trésorerie.....	Error! Bookmark not defined.
7.9.	Capitaux propres.....	Error! Bookmark not defined.
7.9.1.	Capital social .....	Error! Bookmark not defined.

7.9.2. Dividendes .....	Error! Bookmark not defined.
7.9.3. Paiements fondés sur des actions.....	Error! Bookmark not defined.
7.9.3.1. Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie	Error! Bookmark not defined.
7.9.3.2. Stock-Options .....	Error! Bookmark not defined.
7.9.4. Réserves de conversion .....	Error! Bookmark not defined.
7.9.5. Résultat net par action .....	Error! Bookmark not defined.
7.9.6. Résultat net par action des exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020.....	441
7.10. Provisions pour risques et charges.....	Error! Bookmark not defined.
7.10.1. Détail des Provisions pour risques et charges .....	Error! Bookmark not defined.
7.10.2. Indemnités de départ à la retraite .....	Error! Bookmark not defined.
7.10.2.1. Régime de cotisations définies.....	Error! Bookmark not defined.
7.10.2.2. Régime de prestations définies .....	Error! Bookmark not defined.
7.11. Emprunts et dettes financières .....	Error! Bookmark not defined.
7.12. Dérivés sur instruments financiers .....	Error! Bookmark not defined.
7.13. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers.....	Error! Bookmark not defined.
7.13.1. Gestion du risque de crédit .....	Error! Bookmark not defined.
7.13.2. Gestion du risque de liquidité .....	Error! Bookmark not defined.
7.13.3. Gestion du risque de marché.....	Error! Bookmark not defined.
7.14. Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers	Error! Bookmark not defined.
7.14.1. Trésorerie, prêts et créances.....	Error! Bookmark not defined.
7.14.2. Actifs à la juste valeur.....	Error! Bookmark not defined.
7.14.3. Instruments financiers dérivés et de couverture.....	Error! Bookmark not defined.
7.14.4. Passifs financiers au coût amorti.....	Error! Bookmark not defined.
7.14.5. Bilan des instruments financiers .....	Error! Bookmark not defined.
7.15. Dettes fournisseurs et avances .....	Error! Bookmark not defined.
7.16. Autres passifs.....	Error! Bookmark not defined.
7.17. Détail du Besoin en Fonds de Roulement.....	Error! Bookmark not defined.
7.18. Impôts différés.....	Error! Bookmark not defined.
<b>8. Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé</b>	Error! Bookmark not defined.
8.1. Ventilation du chiffre d'affaires .....	Error! Bookmark not defined.
8.2. Autres produits et charges opérationnels.....	Error! Bookmark not defined.
8.3. Services extérieurs et achats consommés .....	Error! Bookmark not defined.
8.4. Charges de personnel et effectifs.....	Error! Bookmark not defined.
8.5. Impôts et taxes .....	Error! Bookmark not defined.
8.6. Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation .....	Error! Bookmark not defined.
8.7. Résultat financier.....	Error! Bookmark not defined.
8.8. Impôt sur les résultats .....	Error! Bookmark not defined.
<b>9. Autres informations.....</b>	Error! Bookmark not defined.
9.1. Evènements postérieurs au 30 juin 2021 .....	Error! Bookmark not defined.
9.2. Relations avec les parties liées .....	Error! Bookmark not defined.

9.2.1. Rémunérations versées au management .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
9.2.2. Autres transactions avec les parties liées.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
9.3. Engagements hors bilan.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
9.4. Honoraires des Commissaires aux comptes .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>

## 1. Présentation du GROUPE FORSEE POWER

FORSEE POWER SAS, désigné sous l'appellation « GROUPE FORSEE POWER » ou « Groupe », est une Société par Actions Simplifiées de droit français créée en février 2007, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 494 605 488.

Le siège social de FORSEE POWER SAS se situe au 54-56 Avenue Hoche à PARIS 75008.

FORSEE POWER SAS est une société spécialisée dans la conception et l'intégration de batteries spécialisées :

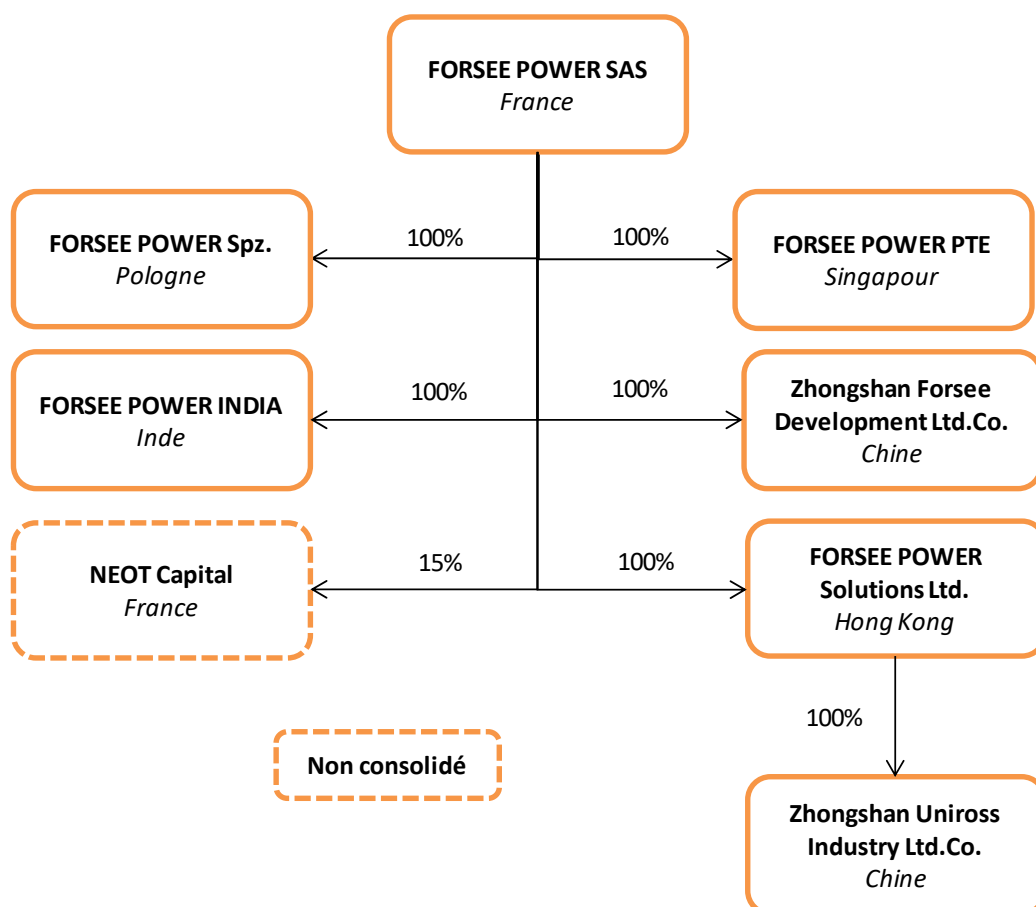
- Dans le domaine de la portabilité et de la mobilité (vélo, scooters, matériel roulant, installations médicales, domotique, outillage professionnel ...) ;
- Du transport électrique (bus, camions, véhicules circuits courts, transport maritime et ferroviaire, marine et offshore) et du stockage de l'énergie électrique (résidentiels, secteurs).

Le Groupe est constitué à la suite de plusieurs opérations de croissance externe des activités d'Uniross Batteries (ex Alcatel Saft) en 2011, d'Ersé en 2012, et de Dow Kokam France (ex Société de Véhicules Electriques – SVE) en 2013.

Les comptes consolidés semestriels résumés sont établis selon les normes IFRS et ont été arrêtés le 29 septembre 2021 par le Président de la société FORSEE POWER SAS.

Le Groupe ne fait pas appel à des capitaux d'un marché réglementé au 30 juin 2021.

### Organigramme du Groupe au 30 juin 2021



## 2. Faits caractéristiques de la période

Les faits caractéristiques de la période sont les suivants :

- Impact de la crise de la Covid-19 sur l'activité et dans les états financiers

Le Groupe a été impacté par la crise de la Covid-19 en 2020 par des interruptions de production en Chine (de fin janvier à début 2020) et en France (de mi-mars à fin mars 2020, suivi d'une activité partielle sur les principales lignes de production avant une reprise de l'activité totale à partir de la mi-mai 2020). Le Groupe n'a pas connu d'interruption de production en 2021.

La crise du Covid-19 a impacté l'activité du Groupe en particulier la production en Pologne et en Chine où l'activité médicale, avec notamment la livraison de systèmes de batteries pour respirateurs, défibrillateurs et concentrateurs d'oxygène, a été particulièrement élevée en 2020 et en 2021.

- Livraisons nouveaux bâtiments de l'usine de Chasseneuil-du-Poitou

La livraison des nouveaux bâtiments s'est poursuivie en 2021, et permet à Forsee Power, au-delà de disposer d'un site entièrement modernisé, de doubler sa surface de production disponible sur le second semestre 2021.

- Montée en puissance du centre de production en Inde

Démarrage fin mai 2021 de la production en série de batteries pour véhicules électriques légers sur le site industriel de Pune, en Inde.

- Projet d'introduction en bourse

La Direction a engagé le processus d'introduire sur le second semestre 2021 la société Forsee Power SAS sur un marché réglementé sur Euronext Paris.

- Levée de l'emprunt Tranche A BEI pour 21.5 M€ et remboursement pour 20 M€ de l'emprunt 2018

La première tranche de l'emprunt BEI signé en décembre 2020 a été tirée en juin 2021 pour 21,5 M€. Cette tranche est accompagnée du remboursement pour 20 M€ de l'emprunt BEI émis en 2017 et 2018.

- Nouvelles lignes de financement bancaire de 9 M€ avec gages sur stocks

Le Groupe a négocié sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021 des lignes de financement bancaires auprès de 3 banques pour un montant global de 9 M€ avec garantie de gage sur des stocks pour une valeur de 11,7 M€ : (i) Banque Populaire Val de France (contrat conclu le 30 juin 2021), (ii) Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou (contrat conclu le 30 juin 2021) et (iii) Crédit Industriel et Commercial (contrat conclu le 2 juillet 2021). Ces lignes de crédit n'ont pas été utilisées à la date du 30 juin 2021. L'emprunt BEI signé en décembre 2020 contient une clause d'exigibilité anticipée dans le cas de souscription à de nouveaux endettements financiers. Un accord préalable doit être obtenu de la part de la BEI afin de souscrire à de nouveaux endettements financiers. La Société a obtenu en date du 28 septembre 2021 la renonciation (*waiver*) de la BEI de faire usage de cette clause d'exigibilité anticipée. En contrepartie de l'obtention de cette renonciation, le taux d'intérêt capitalisé applicable à la Tranche A de l'emprunt BEI a été augmenté de 0,5% passant de 4% à 4,5% par an (applicable rétroactivement). En raison de l'obtention de ce *waiver*, le 28 septembre 2021, soit avant la date

d'arrêté des comptes, il n'y a pas lieu de reclasser la dette afférente à l'emprunt BEI en dette courante au 30 juin 2021.



### **3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation**

#### **3.1. Référentiel comptable**

##### **3.1.1. Base de préparation des états financiers consolidés intermédiaires**

Les principes comptables utilisés pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux IFRS (*International Financial Reporting Standard*) telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2021. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS) et les interprétations du Comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales IFRIC IC (SIC et IFRIC).

Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

Ces comptes consolidés au 30 juin 2021 ont été établis pour les besoins du projet de la Direction d'introduire la société sur un marché réglementé sur le second semestre 2021 (cf. Note 2).

Les comptes consolidés présentés au 30 juin 2021 sont des comptes consolidés intermédiaires résumés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire dans la mesure où ces comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2021 comportent les notes annexes présentant un caractère significatif. Ces notes annexes ne comportant pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2020.

Ces notes annexes résumées présentent également des précisions d'information aux états financiers consolidés des exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 compte tenu du projet de la Direction d'introduire la société sur un marché réglementé au cours du second semestre 2021. Ces compléments d'informations portent essentiellement sur l'information relative à IFRS 8 (cf. Note 6.3).

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne mais dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2021.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2021.

La devise de présentation des comptes consolidés et des notes annexes aux comptes est l'Euro.

##### **3.1.2. Estimations et jugements comptables significatifs utilisés par la Direction pour les comptes intermédiaires au 30 juin 2021**

L'établissement des états financiers, en conformité avec les normes comptables internationales, implique de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges et sur les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. La direction est amenée à réviser ces estimations en fonction de l'expérience passée et de sa vision du marché. Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement sur les éléments suivants :

*(a) Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill (cf. Notes 3.3.2 et 7.1)*

Les principales hypothèses utilisées par le Management pour apprécier annuellement la valeur recouvrable des goodwill sont les flux de trésorerie futurs et le taux d'actualisation.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour déterminer la valeur d'utilité sont ceux résultant des prévisions actualisées couvrant un horizon de 6 années selon le dernier plan stratégique. Le plan stratégique couvre la période 2021-2027 et a été élaboré avec des hypothèses économiques jugées réalistes par le Management, qu'il s'agisse des niveaux de chiffre d'affaires ou des coûts de production.

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au coût moyen pondéré du capital calculé sur la base de paramètres sectoriels, éventuellement majoré d'un spread reflétant le degré de risque spécifique de l'actif testé. Les données utilisées pour la détermination de ces taux proviennent dans leur grande majorité d'une source externe indépendante.

Il n'a pas été établi de test de valeur au 30 juin 2021 compte tenu de l'absence d'indice de perte de valeur.

*(b) Frais de recherche et développement (cf. Notes 3.3.3 et 7.2)*

Le Management a identifié les projets de développement conduisant à l'amélioration ou à la création d'un produit et/ou d'une technologie qui sont utilisés par un ou plusieurs clients. Ces projets et les dépenses affectées sont analysés régulièrement par le Management en fonction des informations obtenues sur la période. Le Management apprécie les durées d'amortissement des projets de développement en fonction du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles (entre 5 et 7 ans).

*(c) Crédit impôt recherche (CIR) (cf. Notes 3.3.21)*

Le Management évalue le produit relatif au Crédit d'impôt recherche sur la base des dépenses éligibles, des échanges passés avec l'administration fiscale sur certains types de dépenses retenues, et des conclusions obtenues de la part des conseils et experts mandatés pour l'évaluation du CIR.

Le Management n'a pas engagé d'évaluation du Crédit d'impôt recherche sur la période intermédiaire au 30 juin 2021. La société mandate annuellement un cabinet expert en évaluation du CIR pour la clôture annuelle.

*(d) Evaluation des stocks de batterie (cf. Notes 3.3.8 et 7.5)*

Le Management évalue la valeur nette de réalisation à partir du prix auquel pourrait être vendu les batteries, soit sous forme de produits finis, soit sous forme de composants et de cellules. Cette appréciation de la valeur nette de réalisation tient compte de l'évolution technique et technologique des batteries, en particulier pour les gammes de batteries les plus anciennes qui peuvent être concurrencées par d'autres produits lancés plus récemment par la société.

*(e) Evaluation de la juste valeur des paiements en actions (Stock-Options) (cf. Notes 3.3.13.2 et 7.9.3.2)*

Le coût des transactions menées avec des membres du personnel et réglées en instruments de capitaux propres au moyen de stock-options, est évalué par le Management à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date à laquelle ils ont été attribués.

L'estimation de la juste valeur de ces paiements fondés sur des actions requiert de recourir au modèle d'évaluation des options de Black & Scholes qui prend en compte des hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action.

*(f) Provisions (cf. Notes 3.3.15 et 7.10)*

Le Management analyse avec ses conseils juridiques les litiges et les engagements de garantie (SAV et recyclage), et évalue les provisions à comptabiliser s'il est nécessaire de réaliser une sortie de trésorerie pour le Groupe.

*(g) Engagements sociaux (cf. Notes 3.3.14 et 7.10.2)*

Le Management examine les hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation des engagements postérieurs à l'emploi (régime à prestations définies) notamment le taux d'actualisation, le taux de turn over et le taux de progression des salaires.

Le Management n'a pas conduit de nouvelle évaluation au 30 juin 2021 des engagements de fin de carrière et les médailles du travail compte tenu de l'absence d'événements majeur sur la période.

*(h) Evaluation des dettes financières sur contrat de location (cf. Notes 3.3.5 et 7.3)*

Le Management a évalué tous les faits et circonstances pour déterminer la probabilité qu'une résiliation anticipée ou une des options de renouvellement incluses dans les contrats de location devraient être exercées à l'avenir afin d'évaluer le passif sur les contrats de location selon IFRS 16.

Le Management a utilisé les données disponibles telles que la prime de risque et le spread de la société par rapport au taux sans risque pour évaluer le taux d'endettement marginal utilisé pour l'évaluation des passifs selon IFRS 16.

*(i) Evaluation de la juste valeur des dérivés sur instruments financiers (cf. Notes 3.3.18 et 7.12)*

La juste valeur des instruments financiers donnant accès au capital (BSA) est évaluée à partir du modèle de Black & Scholes qui prend en compte des hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

Le Management apprécie la probabilité de survenance des pertes couvertes par des garanties accordées aux investisseurs en 2017 et 2018 notamment en cas d'exercice des BSA rattachés à ces garanties (BSAG1, BSAG2 et BSABEI Warrant B).

*(j) Impôts sur les sociétés (cf. Notes 3.3.23 et 7.18)*

La charge d'impôt au 30 juin 2021 est évaluée par le Management sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu au 31 décembre 2021 et appliqué au résultat de la période.

*(k) Reconnaissance des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux (cf. Notes 3.3.23 et 7.18)*

Les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables sont comptabilisés si le Management dispose d'une visibilité suffisante sur un horizon de 3 ans dans la récupération de ces déficits au regard des bénéfices fiscaux futurs prévisionnels d'une part et d'autre part des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

En l'absence de normes ou interprétations applicables, le Groupe se base sur les principes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe. Il n'y a pas eu au 30 juin 2021 de traitement comptable spécifique ayant nécessité l'exercice d'un jugement

### **3.1.3. Continuité d'exploitation**

Les comptes consolidés au 30 juin 2021 ont été établis selon la convention comptable de continuité d'exploitation compte tenu des éléments suivants :

- Le niveau de trésorerie disponible au 30 juin 2021 qui s'élève à 4 195 K€ ;
- Les perspectives de flux de trésorerie liés à l'activité du Groupe sur les prochains mois à venir et ;
- Les financements assurés sur les 12 prochains mois (cf. Note 7.13.2).

Le Groupe Forsee Power possède en effet un carnet de commandes qui lui apporte une bonne visibilité sur ses ventes pour les mois à venir. Il reçoit également chaque semaine de nouvelles commandes de ses principaux clients, qui viennent étoffer ce carnet de commande.

Le Groupe dispose par ailleurs de plusieurs instruments de financement de son activité avec :

- Les lignes de financement bancaire de 9 M€ obtenues le 30 juin 2021 pour une période de 12 mois auprès de la Banque Populaire Val de France, de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, et du CIC. Ces lignes étaient non encore utilisées, et restaient donc disponibles, au 30 juin 2021.
- Des lignes de financement contractées avec la BEI (Banque Européenne d'Investissement) mises à disposition dans le cadre du contrat signé en décembre 2020. Parmi les 3 tranches obtenues, la Tranche B pour 8,5 M€ et la Tranche C pour 10 M€ étaient conditionnées à des covenants de niveau de chiffre d'affaires que le Groupe a d'ores et déjà atteint dès la clôture de l'exercice 2020. La Tranche B n'était pas encore utilisée et était donc disponible au 30 juin 2021. La Tranche C de 10 M€ est également conditionnée, à la réalisation d'une augmentation de capital de 10 M€ de la part d'un ou plusieurs actionnaires. Fort du soutien financier historique et récent de ses principaux actionnaires, le Management du Groupe Forsee Power reste tout à fait confiant sur la mobilisation d'un ou plusieurs actionnaires à l'augmentation de capital préalable de 10 M€, requise pour la libération de la Tranche C et la mise à disposition des 10 M€ par la BEI.
- En complément, le Groupe dispose de plusieurs programmes d'affacturage (cf. Note 3.3.10).

Les prévisions de trésorerie du Groupe n'intègrent pas les flux financiers additionnels qui seraient perçus dans le cadre de son projet d'introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

## **3.2. Modalités de consolidation**

### **3.2.1. Date de clôture et comptes semestriels des entreprises consolidées**

Les présents comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes individuels des sociétés filiales de la société FORSEE POWER SAS. Tous ces comptes couvrent une période de 6 mois et sont arrêtés au 30 juin 2021.

Les états financiers utilisés au titre de l'information comparative sont ceux clos au 31 décembre 2020 pour l'état de la situation financière, et au 30 juin 2020 pour l'état du résultat et du tableau des flux de trésorerie qui couvrent une période de 6 mois.

Les comptes semestriels relatifs aux périodes présentées des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenues pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

### **3.2.2.Méthodes de consolidation**

#### **3.2.2.1. Participations contrôlées exclusivement : intégration globale**

Une participation est une entité filiale contrôlée par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles à la date de clôture des comptes sont pris en considération.

Les états financiers de filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date où le contrôle cesse.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante dits « Part attribuable aux propriétaires de la société mère » ou « Part du Groupe », et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « Participations ne conférant pas le contrôle » ou « Intérêts minoritaires » ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

#### **3.2.2.2. Opérations éliminées dans les états financiers consolidés**

Dans les états financiers consolidés il est procédé à l'élimination des éléments suivants :

- Comptes réciproques de créances et de dettes,
- Opérations internes au Groupe (achats, ventes, dividendes, marges internes ...),
- Provisions constituées au titre de sociétés consolidées,
- Toute autre opération impliquant deux, ou plus, sociétés du Groupe.

#### **3.2.2.3. Conversion des comptes établis en devises étrangères**

Les opérations réalisées dans les sociétés filiales à l'étranger (Zhongshan Forsee Power Industry Ltd et Zhongshan Forsee Development Ltd en Chine, Forsee Power Solution Ltd à Hong Kong, et Forsee Power Spz en Pologne) étaient jusqu'à récemment conduites par le management à partir de la France en fonction des objectifs de production du Groupe. Ces entités étrangères ne maîtrisaient pas leurs opérations et n'étaient pas gérées de manière indépendante en particulier sur le plan financier (entités non autonomes).

Les devises étrangères locales, en particulier le Yuan en Chine et le Zloty en Pologne, utilisées pour établir les états financiers individuels de ces participations n'étaient pas majoritairement utilisées comme monnaie de fonctionnement de ces entités compte tenu du volume des transactions internes entre ces entités constituées en centre de production interne et le reste du Groupe utilisant la monnaie de fonctionnement en euro.

La conversion des états financiers établis en devises étrangères de ces participations s'effectuait jusqu'à 31 décembre 2020 selon la méthode dite du cours historique :

- Les éléments d'actif et de passif non monétaires (immobilisations, goodwill) et les composantes des capitaux propres étaient convertis en euro au taux de change historique ;

- Les éléments d'actif et de passif monétaires, étaient convertis en euros au taux de change de clôture ;
- Les éléments du compte de résultat et les flux de trésorerie étaient convertis en euro au cours de change aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice ;
- La différence de conversion en résultant était comptabilisée dans le résultat financier.

Ces entités situées à l'étranger ont au cours de ces dernières années acquis une autonomie au moyen de l'installation et d'un renforcement d'un management local, d'un développement commercial sur les zones géographique (Asie, Europe) et d'un développement de l'activité notamment en localisant la production de batteries au plus près des usines d'assemblage des clients du Groupe ; y compris pour l'activité créée fin 2020 en Inde (Forsee Power India).

La maturité de ce processus d'autonomie d'une part, et d'autre part les hypothèses de croissance retenues par la Direction ont pour conséquence que ces filiales utilisent dorénavant majoritairement la devise étrangère locale (Yuan, Zloty, Roupie indienne), utilisée par ces participations pour établir leurs comptes individuels, comme monnaie fonctionnelle de l'environnement économique de ces entités.

Au regard de cette évolution la conversion des états financiers établis en devises étrangères s'effectue depuis le 1er janvier 2021 selon la méthode dite du cours de clôture :

- Les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis en euro au taux de change de clôture, l'exception des composantes des capitaux propres qui sont convertis au taux de change historique ;
- Les éléments du compte de résultat et les flux de trésorerie sont convertis en euro au cours de change aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période ;
- La différence de conversion en résultant est inscrite parmi les autres éléments du résultat global (OCI), et composant la « Réserve de conversion » répartie entre la part du Groupe et la part des intérêts minoritaires le cas échéant.

Les taux de conversion utilisés pour l'établissement des états financiers consolidés sur les périodes présentées sont les suivants :

Devise	Code devise	Taux au 30 juin 2021 1 € = devise	Taux moyen 6 mois au 30 juin 2021 1 € = devise	Taux au 1er janvier 2021 (1) 1 € = devise	Taux au 30 juin 2020 1 € = devise	Taux moyen 6 mois au 30 juin 2020 1 € = devise
Dollar de Hong Kong	HKD	9,22930	9,35510	9,51420	8,67880	8,55314
Yuan renminbi	RMB	7,67420	7,79599	8,02250	7,92190	7,75091
Zloty	PLZ	4,52010	4,53740	4,55970	4,45600	4,41196
Roupie indienne	INR	88,32401	88,41256	89,66053	NA	NA
Dollar de Singapour	SGD	1,59760	1,60594	1,62180	NA	NA

(1) Taux de conversion à la date du changement de monnaie fonctionnelle

#### 3.2.2.4. Traitement des regroupements d'entreprises et des branches d'activités industrielles acquises

Le Groupe a comptabilisé la reprise en juin 2011 des activités industrielles d'Uniross Batteries en France et l'acquisition de la société Zhongshan Uniross Industry Ltd (renommée Zhongshan Forsee Power Industry Ltd) en Chine, l'acquisition en mars 2012 auprès d'Ersé de la société polonaise Energy One (renommée ensuite Forsee Power Spz) et l'acquisition en novembre 2013 de la société Dow Kokam

France (renommée ensuite Forsee Power Industry) selon la méthode dite de l'acquisition en application de la norme IFRS 3.

Le Groupe a été considéré comme acquéreur dès qu'il a obtenu le contrôle en substance de l'entreprise ou les branches d'activités industrielles acquises.

Le coût de chaque acquisition a été mesuré à la juste valeur le jour de l'acquisition. Les frais d'acquisition externes supportés ont été comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus.

Le Groupe a évalué les actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à leur juste valeur, sauf exceptions prévues par la norme IFRS 3. Les actifs non identifiables, tels que les fonds de commerce ou mali technique, n'ont pas été maintenus dans les actifs acquis. Les passifs éventuels, en particulier le passif éventuel sur un contentieux fiscal en cours à la date d'acquisition relatifs aux Crédits d'impôts recherche (CIR) des activités acquises de la société Dow Kokam France, ont été évalués et comptabilisés en provision dès lors qu'il s'agissait d'une obligation actuelle à la date d'acquisition sans qu'il soit probable qu'une sortie de trésorerie soit nécessaire pour éteindre cette obligation. Les provisions relatives à ces passifs éventuels ont été reprises en résultat dès l'obtention d'une réponse positive de l'Administration fiscale. L'incidence de la fiscalité différée a été comptabilisée conformément à IAS 12.

La période pour évaluer la juste valeur du prix d'acquisition, y compris les compléments de prix éventuels, et pour déterminer la juste valeur des actifs et passifs identifiables, était d'une durée de 12 mois après la date d'acquisition. Passé ce délai, toute modification du prix d'acquisition et de la valeur des actifs et passifs identifiables a été comptabilisée en résultat.

Le reprise des activités industrielles d'Uniross Batterie et la société Zhongshan Uniross Industry Ltd a conduit à un goodwill négatif, c'est-à-dire que le coût d'acquisition était inférieur à la juste valeur des actifs nets acquis. Le Management a vérifié la valeur des actifs et passifs acquis afin de s'assurer de l'absence de dépréciation ou de provision pour risques et charges à comptabiliser d'une part, et d'autre part a limité l'évaluation sur les actifs incorporels, en particulier les contrats clients et les bases de données informatiques afférentes aux spécificités techniques et commerciales des produits de la branche d'activité acquise, conduisant à ne pas constater de goodwill négatif sur ces éléments incorporels. Après ces analyses, le goodwill négatif a été considéré comme un profit résultant d'une acquisition dans des conditions avantageuses et a été comptabilisé en résultat en 2011.

La prise de contrôle en mars 2012 à hauteur de 51% de la société Energy One a été traitée en évaluant la juste valeur de l'actif net identifiable pour les participations ne conférant pas le contrôle (intérêts minoritaires) entraînant la comptabilisation d'un goodwill complet partagé entre la part du Groupe et la part relative aux intérêts minoritaires. Le rachat successif entre octobre 2013 et octobre 2014 des 49% détenus par les intérêts minoritaires a été traité dans les états financiers consolidés comme une transaction entre les associés dans les capitaux propres conformément à IFRS 10, et sans incidence sur le goodwill évalué à la prise de contrôle de 2012.

#### **3.2.2.5. Intérêts minoritaires**

Le Groupe ne dispose plus de participation ne conférant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sur les périodes présentées.

#### **3.2.2.6. Participations dans les entreprises associées**

Le Groupe dispose depuis 2016 d'une participation de 15% dans l'entreprise NEO CAPITAL dédiée au financement dans les secteurs des énergies renouvelables et de la mobilité électrique. Les partenaires Mitsubishi et EDF détiennent à parts égales les 85% du capital social de la société.

Le Groupe participe aux décisions de la politique financière et opérationnelle de la société NéoT CAPITAL, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques compte tenu des dispositions statutaires et du pacte d'associés. Le Groupe exerce par conséquent une influence notable sur la participation NéoT CAPITAL selon IAS 28 et IFRS 10.

La société NéoT CAPITAL n'est pas consolidée dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021 compte tenu de la non significativité de l'activité et de la situation financière de la société, la société étant en phase de développement. Les titres de participation de NéoT CAPITAL sont traités comme instruments financiers non détenus à des fins de transaction (cf. Note 3.3.7).

Le Management appréciera pour les comptes clos au 31 décembre 2021 le niveau d'activité et la situation financière de la société NéoT CAPITAL

### **3.3. Méthodes comptables et règles d'évaluation**

#### **3.3.1. Présentation des éléments non courants et courants**

L'état de la situation financière présente les actifs et passifs en courants et non courants conformément à la norme IAS 1 relative à la présentation des états financiers.

Les actifs et passifs sont présentés en courants lorsque :

- Le Groupe s'attend à pouvoir réaliser l'actif ou régler le passif au cours de son cycle d'exploitation normal ou dans les 12 mois suivant la date de clôture ;
- L'actif ou le passif sont détenus aux fins d'être négociés ou de transactions ;
- L'actif se compose de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie ;

Tous les actifs ou passifs ne répondant pas à l'un des critères ci-dessus sont présentés en non courants.

Les actifs financiers non courants et les autres actifs non courants évalués au coût amorti sont présentés avec une actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine correspondant généralement au taux d'Euribor 1 an à la date de clôture des états financiers consolidés.

#### **3.3.2. Goodwill**

Les goodwill complets issus de regroupement d'entreprises sont affectés à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) concernée. Les UGT sont définies comme étant le plus petit groupe d'actifs liés générant des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des flux de trésorerie provenant d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les goodwill ne sont pas amortis, mais font l'objet de test de dépréciation à travers l'UGT à laquelle ils appartiennent, au moins à chaque date de clôture. Une dépréciation liée à une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable dont la méthode de détermination est présentée ci-dessous. La dépréciation à constater au titre d'une UGT est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles, et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « Dépréciations des goodwill ».

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, et sa valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité d'une UGT, les flux de trésorerie futurs sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le Groupe utilise un seul taux d'actualisation pour ses flux de trésorerie futurs. Ce taux est calculé en fonction du coût moyen des capitaux employés. Les flux futurs de trésorerie sont déterminés sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Le Groupe utilise les prévisions les plus récentes, le plan entre 5 et 6 ans, et au-delà de cet horizon, la valeur



terminale correspond à la capitalisation à l'infini du dernier flux de l'horizon, sur la base d'un taux de croissance nul.

### 3.3.3. Frais de développement

Les dépenses engagées au titre des frais de développement sont inscrites obligatoirement en immobilisations incorporelles quand les conditions définies par la norme IAS 38 sont réunies :

- Faisabilité technique, et capacité technique pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif
- Intention d'achever le développement, capacité à utiliser ou à vendre l'actif, et disponibilité des ressources financières ;
- Probabilité de l'existence d'avantages économiques futurs ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses engagées.

Les dépenses engagées au titre des frais de développements portent sur l'amélioration de produit ou technologie qui seront utilisés par un ou plusieurs clients. Le Groupe évalue régulièrement à travers un Comité de suivi des projets les dépenses éligibles, principalement du temps passé, la date de début de projet et la date estimée de fin de projet (SOP Date).

Les durées d'amortissement des projets de développement sont issues du retour d'expérience interne relative à la durée de vie des technologies développées sur les divisions actuelles. La durée d'amortissement choisie pour l'ensemble des projets est de 5 ans à partir de la date estimée de fin de projet.

Les dépenses engagées ne répondant pas aux critères d'activation des frais de développement, et les dépenses engagées au titre des frais de recherche, sont comptabilisées en résultat et sont présentées en note 7.2.

### 3.3.4. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles, figurent dans les comptes consolidés pour leur prix d'acquisition ou de production, ou leur juste valeur quand elles ont été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, diminué des amortissements cumulés et des dépréciations liées à des pertes de valeur constatées.

Le Groupe a opté pour la comptabilisation des immobilisations incorporelles et corporelles au coût historique amorti.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Lorsque cela est applicable, le coût total de l'actif corporel est réparti entre ses différents éléments constitutifs, chaque élément étant comptabilisé séparément. Tel est le cas lorsque les différentes composantes d'un actif ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les amortissements pour dépréciation ont été déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, en fonction de leur utilisation probable. Les durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation sont comptabilisés de façon prospective.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité des composants de chaque immobilisation comme suit :

Logiciels et licences	Linéaire	5 ans
Matériel industriel	Linéaire	5 ans
Installations générales et agencements	Linéaire	8 à 10 ans

Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans

### 3.3.5. Contrats de location

La norme IFRS 16 sur les contrats de location remplace la norme IAS 17 et les interprétations liées. Elle introduit un principe unique de comptabilisation des contrats de location pour les preneurs avec la reconnaissance d'un actif immobilisé et d'une dette de location pour la grande majorité des contrats.

Le preneur enregistre ainsi :

- Un actif non courant représentatif du droit d'utilisation du bien loué à l'actif de l'état de la situation financière consolidée ;
- Une dette financière représentative de l'obligation de payer ce droit au passif de l'état de la situation financière consolidée ;
- Des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les dettes de location au compte de résultat consolidé.

Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation du droit d'utilisation et du passif locatif sont :

- La durée d'un contrat de location. Elle correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, à laquelle s'ajoutent les périodes optionnelles de renouvellement ou de résiliation que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer (pour l'option de renouvellement) ou de ne pas exercer (pour l'option de résiliation). La probabilité d'exercer ou de ne pas exercer une option est déterminée par typologie de contrat ou au cas par cas sur la base des dispositions contractuelles et réglementaires et de la nature de l'actif sous-jacent (en particulier, sa spécificité technique et son emplacement stratégique) ;

Les durées retenues pour les contrats de location des bâtiments industriels et commerciaux correspondent à la durée des périodes exécutoires contractuelles les plus longues en cas de présence d'option de résiliation pour les baux commerciaux français. Cette durée reflète la meilleure estimation du Management pendant laquelle le Groupe est raisonnablement certain de poursuivre le contrat bail jusqu'à son terme. Les périodes de tacite prolongation du bail initial n'ont pas été retenues dans l'évaluation de la durée initiale du bail par le Management au regard de l'évolution possible des besoins futurs du Groupe pouvant conduire à une adaptation de la taille de certains sites.

Ainsi les durées retenues pour l'évaluation des contrats de location pour les bâtiments industriels et commerciaux sont :

- o l'échéance du bail BEFA du site industriel situé à Chasseneuil-du-Poitou soit le 2 août 2033 ;
- o l'échéance au 29 février 2024 pour le site situé à Zhongshan ;
- o et au 30 avril 2026 pour les locaux commerciaux situés à Ivry-sur-Seine.

Le Management réexamine les durées à chaque date de clôture les durées des contrats de location soit par reconduction du contrat initial, soit par utilisation d'une période de tacite prolongation, en fonction de la survenance d'événements.

- Le taux d'actualisation du passif locatif : le taux d'actualisation retenu est le taux d'emprunt marginal du preneur (prime de risque ajouté au spread de la société par rapport au taux sans risque).

Les taux d'actualisation utilisés au 31 décembre 2020 et au 30 juin 2021 pour évaluer les passifs financiers sont les suivants :

Durée du contrat	Nature de l'actif loué	Nombre de contrats	France	Chine	Pologne
Inférieure à 3 ans	Véhicules Equipements et outils industriels Locaux de courte durée > 12 mois	19	entre 3,21% et 4,02%	NA	entre 3,21% et 4,02%
Entre 4 et 7 ans	Equipements et outils industriels	5	3,84%	NA	NA
Supérieure à 7 ans	Bâtiments industriels et locaux commerciaux	8	Entre 3,21% et 3,721%	3,72%	NA

À la date de prise d'effet du contrat de location, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements minimum restant à effectuer sur la période non résiliable du contrat ainsi que des paiements liés aux options que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. Ce montant est ensuite évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À cette même date, le droit d'utilisation est comptabilisé pour une valeur correspondant au montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, (i) les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur, (ii) les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat ainsi que (iii) l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Ce montant est ensuite diminué des amortissements et des pertes de valeur constatés. Les droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat, y compris les options de résiliation anticipée et de renouvellement que le preneur est raisonnablement certain d'exercer. Lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou lorsqu'il comprend une option d'achat, qui sera exercée avec une certitude raisonnable, le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent selon les mêmes conditions que celles appliquées aux actifs détenus en propre.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et le remboursement du principal du passif locatif et sont reconnus dans les flux sur les opérations de financement, dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Par la suite, la dette et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent doivent être ré-estimé pour prendre en compte les situations suivantes :

- La révision de la durée de location ;
- Toute modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option de résiliation anticipée ou de renouvellement ;
- La ré-estimation des garanties de valeur résiduelle ;
- La révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers ;
- Les ajustements des loyers.

Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont (i) l'exclusion des contrats de courte durée et (ii) l'exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les loyers des contrats exclus du scope de la norme IFRS 16 ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, sont comptabilisés en charges opérationnelles.

### 3.3.6. Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés à durée de vie définie font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, et que leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Les actifs immobilisés à durée de vie indéfinie, tels que les goodwill et les immobilisations en cours, font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture, et lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période.

Des tests de dépréciation sont réalisés en comparant la valeur recouvrable et la valeur nette comptable de l'actif. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

### 3.3.7. Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IFRS 9, et présentés selon les dispositions des normes IAS 32 et IFRS 7.

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles d'un instrument financier. Un actif financier est classé en fonction du modèle de gestion du Groupe qui est basé sur l'intention de recouvrement de flux de trésorerie contractuels d'une part, et d'autre part du respect des caractéristiques contractuelles de l'actif au test SPPI (*solely payments of principal and interest* ou du « prêt basique »).

- Actifs financiers au coût amorti comprenant :

Placements détenus jusqu'à l'échéance tels que les dépôts et cautionnements : titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ces titres sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, puis ultérieurement selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée, intégrant une perte de crédit future attendue, c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

Prêts et créances rattachés ou non à des participations : cette catégorie enregistre les actifs financiers non dérivés à paiement déterminé ou déterminable. Ces actifs sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et les créances dont l'échéance est inférieure à 12 mois après la date de clôture ne sont pas actualisés. Une dépréciation est enregistrée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée, intégrant une perte de crédit future attendue, c'est-à-dire les flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine.

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat tels que les placements VMP : correspondent à des actifs titres acquis par le Groupe dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur (hors coûts direct de transaction comptabilisés en résultat). A chaque arrêté comptable les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

- Actifs financiers à la juste valeur en contre partie des autres éléments du résultat global (OCI)

Le Groupe a opté pour les instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction pour la présentation en contre partie des autres éléments du résultat global (OCI) et non en résultat. Cette catégorie regroupe les autres actifs financiers tels que des participations non consolidées et non comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces titres sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition (frais de transaction inclus). A chaque arrêté, ces actifs sont évalués à leur juste valeur selon IFRS 13. Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans une réserve spéciale des « Autres éléments du résultat global » (OCI). En cas de signe de diminution de la juste valeur, la moins-value latente est comptabilisée également en capitaux propres. Les variations de la juste valeur ne sont pas recyclables dans le résultat de l'exercice au moment de la cession de ces actifs. Les dividendes perçus sont comptabilisés au résultat de l'exercice, sauf pour les dividendes perçus immédiatement après l'acquisition des titres qui sont alors présentés en OCI.

Il n'a pas été identifié d'instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction au 30 juin 2021 hormis la participation non consolidée NéoT CAPITAL. Les titres non consolidés de NéoT CAPITAL, société en développement, ont été évalués à la juste valeur. En

l'absence de marché actif, le Groupe évalue la juste valeur de la participation NéoT CAPITAL sur la base d'une quote-part de capitaux propres et sur les perspectives de rentabilité de cette la participation limité aux capitaux investis au 30 juin 2021.

### **3.3.8.Stocks**

Les stocks sont composés de pièces achetées (cellules de batteries, composants ...), de produits semi-finis/semis-assemblée et de produits finis.

Les stocks de matières premières et autres approvisionnement sont évalués au coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen unitaire pondéré (CMUP). Ce coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les frais d'approche (transport et passage en douane) et les frais accessoires.

La valorisation du stock de produits finis intègre les frais d'approches, droits de douanes, coûts de transport sur achat, ainsi que les coûts de main d'œuvre de production. Les frais financiers ne sont pas présentés dans l'évaluation des stocks.

Les stocks sont dépréciés pour tenir compte de leur valeur nette de réalisation des produits à la date de clôture de l'exercice.

Une dépréciation des stocks est évaluée au cas par cas en tenant compte à la fois des perspectives de vente d'un produit par rapport à l'avancement de son cycle de vie et de l'évolution des prix de vente du marché du kWh. La dépréciation vient prendre en compte à la fois les produits finis mais également les composants qui ne pourraient pas être utilisés dans la production d'une autre gamme de batteries. Elle ramène la valeur nette à la valeur nette de réalisation à laquelle il est probable de vendre ce produit ou d'utiliser ces composants. Les cellules et composants à faibles rotation, et certains produits finis sont ainsi dépréciés en totalité.

Les marges internes pratiquées entre les différentes sociétés du Groupe sur des marchandises présentées en stock à la date de clôture, sont éliminées des états financiers consolidés.

### **3.3.9.Créances clients**

Les créances clients sont évaluées initialement à leur juste valeur et principalement composées de la différence entre le chiffre d'affaires constaté, facturé, et les encaissements reçus des clients notamment en présence d'acomptes versés.

Le Groupe a opté pour le modèle simplifié pour les dépréciations des créances dans la mesure où les créances commerciales ne comportent pas de composante de financement significative. La dépréciation est évaluée à la date de comptabilisation initiale et tout au long de la vie de la créance, et correspond aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie.

La perte de crédit attendue est évaluée à partir d'une matrice de dépréciation établie à partir de l'historique d'impayés, ajusté d'information prospective (*forward-looking*). Le taux moyen de perte historique sur le chiffre d'affaires observé sur les 5 dernières années est inférieur à 0.04%, et le taux moyen de perte de crédit historique sur l'encours client est inférieur à 0.2%.

Les dépréciations sur créances clients sont comptabilisées en résultat sur la ligne « Dépréciations nettes ».

### **3.3.10. Instruments de financement du BFR**

Le Groupe dispose de plusieurs instruments de financement de son Besoin en fonds de roulement

#### *(a) Programme d'affacturage avec recours*

Les créances clients cédées et mobilisées auprès d'établissements de crédit sans transfert du risque de crédit sont maintenues dans les états financiers au poste « Créances clients ».

La trésorerie issue des opérations de créances cédées et mobilisées auprès de l'organisme financier d'affacturage est présentée en dette financière nette des réserves et dépôts de garantie appliqués par l'organisme d'affacturage.

Le Groupe dispose d'un seul contrat d'affacturage avec recours au 31 décembre 2020 (contrat BNP Paribas Factor) pour un encours à durée indéterminée limité à 3 550 K€. Ce contrat a été clôturé au 30 juin 2021.

L'encours de créance financé par l'affacturage avec recours est présenté en Note 7.6.

*(b) Programme d'affacturage sans recours*

Le Groupe a renégocié fin 2020 ses contrats d'affacturage et dispose d'un programme d'affacturage sans recours, c'est-à-dire avec un transfert des risques de retard de paiement, d'impayé, de change, et une limitation des recours du factor en cas de non paiements des créances garanties

Le contrat d'affacturage renégocié transférant au factor les droits contractuels aux flux de trésorerie et la quasi-totalité des risques et avantages associés, les créances clients cédées et mobilisées sans recours sont conformément à IFRS 9 décomptabilisées du poste « Créances clients » du bilan consolidé à l'exception des dépôts de garantie maintenus au poste « Actifs financiers ».

Le contrat d'affacturage sans recours (contrat HSBC Factoring France) couvre un encours à durée indéterminée limité à 3 500 K€ réparti entre 3 300 K€ pour les créances libellées en Euro et 200 K€ pour les créances libellées en dollar américain (\$), et un encours couvrant le marché export pour 700 K\$.

L'encours de créance financé par l'affacturage sans recours est présenté en Note 7.6.

*(c) Contrat d'affacturage inscrit dans un programme de reverse factoring d'un client*

Un contrat d'affacturage inscrit dans un programme de *reverse factoring* d'un client (Heuliez Bus-IVECO-Case NewHolland) auprès d'un établissement bancaire (Banco Santander) a été mis en place avec des modalités de règlement par escompte variable selon la maturité de la créance à la date de la cession au factor.

Ce contrat d'affacturage est sans recours au moment de l'escompte, c'est à dire avec un transfert des risques de retard de paiement, d'impayé, de change, et une limitation des recours du factor en cas de non paiements des créances garanties, conduisant selon IFRS 9 à la décomptabilisation des créances clients dès la présentation à l'escompte auprès du factor.

Cet affacturage est à durée illimitée et sans plafond sur les créances du client Heuliez-Iveco (groupe Case New Holland).

L'encours de créance financé par l'affacturage inscrit dans un programme de *reverse factoring* est présenté en Note 7.6.

*(d) Gage sur espèces sur lettre de Crédit Stand-by*

Le Groupe dispose de lettre de crédit stand-by (*stand by letter of credit* SBLC Documentaire) à hauteur de 7 000 K\$ auprès d'un établissement bancaire au profit d'un fournisseur étranger jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette SBLC Documentaire est garantie par un gage sur espèces pour un montant de 4 500 K\$. Cette trésorerie n'étant pas immédiatement disponible, ce gage sur espèce n'est pas présenté dans le poste « Trésorerie » mais dans le poste « Actifs financiers » conformément à IAS 7.

Le montant du gage en espèces est présenté en Note 7.4.

*(e) Gage sur stock*

Des nouvelles lignes de financement à hauteur de 9 M€ au taux de Euribor 3 Mois + 2% ont été obtenues pour la période du 30 juin 2021 jusqu'au 30 juin 2022. Le taux EURIBOR est flooré au taux de 0% conduisant un taux d'intérêt minimum de 2%.

Ces nouvelles lignes de crédit sont garanties par des gages sur les stocks de cellules et de pièces électrotechniques et à hauteur de 11 700 K€. Ces gages sur stocks sont sans dépossession

publiée et les bénéficiaires de cette garantie n'imposent pas de conditions particulières hormis les clauses usuelles (suivi d'un état des stocks gagés, état de suivi des valeurs).

Les stocks gagés sont maintenus dans le poste « Stocks de matières premières et autres approvisionnement » à l'actif du bilan compte tenu de l'absence de transfert des risques aux établissements bancaires et du maintien des avantages économiques.

Le Groupe n'a pas encore utilisé ces nouvelles lignes de financement à la date du 30 juin 2021.

Le montant du gage en stock est présenté en Note 7.5.

Les commissions et charges d'intérêts relatives à ces programmes de financement sont présentés en Résultat financier du compte de résultat.

### **3.3.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les dépôts à vue en euro et en devise dollar américain (\$), et des placements à court terme offrant une grande liquidité et non soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture (actifs financiers à la juste valeur par résultat). Les variations de valeur sont enregistrées en « Résultat Financier ».

### **3.3.12. Capital et frais d'émission de capital**

Les instruments de capitaux propres sont enregistrés lors de leur émission à leur prix de transaction déduction faite des coûts de transaction. Les instruments de capitaux propres ne donnent pas lieu à réévaluation. Si l'instrument de capitaux propres est annulé ou racheté, la contrepartie versée est directement déduite des capitaux propres et aucun profit ou perte n'est enregistré en résultat.

Les frais directement attribuables aux émissions d'augmentation de capital sont comptabilisés en déduction de la prime d'émission, c'est-à-dire en déduction des capitaux propres conformément à IAS 32.

### **3.3.13. Paiements réalisés avec des actions**

#### **3.3.13.1. Transactions avec des actionnaires investisseurs**

Les transactions basées sur des actions avec des associés investisseurs ne sont pas qualifiées de paiements en actions selon IFRS 2 mais sont assimilés à des instruments de capitaux propres et traités selon IAS 32. Ils sont enregistrés en capitaux propres pour leur prix de transaction (montant de la souscription) et ne sont pas réévalués lors des arrêts ultérieurs.

Les Bons de Souscription d'Actions de *warrant* d'indemnisation (BSA<sub>G</sub>) correspondent à des instruments émis par la société au profit d'investisseurs associés, et sont présentés en Note 7.9.3.

#### **3.3.13.2. Transactions avec le Management et les salariés**

Les distributions de stock-options (SO) auprès de membre du personnel sont assimilées à des paiements en actions et sont évaluées et présentées dans les états financiers consolidés conformément à la norme IFRS 2.

Les paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments de capitaux en contrepartie des services rendus par les membres du personnel. L'évaluation à la juste valeur est établie au jour de la date d'attribution des stock-options et au moyen du modèle d'évaluation financière des options de Black & Scholes. Ce modèle d'évaluation comprend plusieurs hypothèses et variables complexes : la valeur de l'action de la société, la durée de vie de l'option, le prix d'exercice, la volatilité attendue de l'action, le taux sans risque, la prime de risque de l'action, la prime de liquidité de l'action ...

Le coût d'un paiement effectué en actions est comptabilisé en charge de la période sur la ligne « Charges de personnel », en proportion des services rendus à partir de la date d'attribution des actions gratuites.

Si la période d'acquisition des droits s'étale sur plusieurs périodes, le coût d'un paiement en action est réparti au prorata *temporis*.

Le coût est ajusté à chaque date de clôture si au cours de la période le nombre d'actions à émettre varie. Le coût comptabilisé en charge n'est pas repris au résultat même si l'option n'est pas exercée par le bénéficiaire.

La charge relative à la cotisation employeur URSSAF est comptabilisée à la date d'attribution des stocks options.

### **3.3.14. Avantages du personnel**

Les avantages du personnel sont évalués et présentés conformément à la norme IAS 19 selon :

- Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations sociales, les primes payables, les véhicules mis à disposition du personnel qu'ils soient acquis par le Groupe ou financés au moyen d'un contrat de location financement, les dépenses de formation, ainsi que tous les autres éléments consommés gratuitement par le personnel ;
- Les avantages à long terme, telles que les médailles du travail et les primes payables au-delà des 12 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Les indemnités de fin de contrat ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies ou à cotisations définies).

Les avantages à court terme sont comptabilisés en résultat sur la ligne « Avantages du personnel » et présentés en Note 8.4 ci-dessous.

Le Groupe verse à différents régimes à cotisations définies pour :

- Les salariés français des cotisations à des organismes de prévoyance au titre des deux régimes de retraite de base (obligatoire et complémentaires) ;
- Les salariés situés en Chine des cotisations au régime de retraite de base et au régime complémentaire obligatoire ;
- Pour les salariés situés en Pologne des cotisations à l'Institut public d'assurance sociale (ZUS) pour les deux régimes de retraite obligatoires (répartition et capitalisation), et n'a pas souscrit de contrat d'assurance à titre volontaire.

Dans le cadre de ces régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes portées en résultat sur la ligne « Avantages du personnel ».

Le Groupe n'a pas mis en place d'avantages au personnel dans le cadre de régimes à prestations définies. Son engagement se limite au régime des indemnités légales de fin de carrière pour les salariés français qui sont évaluées selon la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluées séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation est ensuite actualisée pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses financières et des hypothèses démographiques présentées en Note 7.10.2.2. Les coûts relatifs aux services rendus par les membres du personnel au cours de la période, le coût des services passés c'est-à-dire les profits ou pertes relatifs à une modification conventionnelle ou réglementaire du régime et/ou la réduction du régime (diminution importante du nombre de personnel couvert par le régime), sont présentés en compte de résultat sur la ligne « Avantages du personnel ». Les écarts actuariels relatifs à la variation des hypothèses financières et démographiques, et le coût des services passés en cas de réduction non significative du régime (départ des membres du personnel représentant moins de 10% de l'effectif concerné par le régime) assimilé à des écarts actuariels d'expérience, sont présentés dans l'état des Autres éléments du résultat global (OCI).



### 3.3.15. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée dès qu'il existe une obligation, nettement précisée quant à son objet, résultant d'événements survenus ou en cours, et rendant probable une sortie de ressources mais dont l'échéance reste incertaine. Le montant provisionné dans la situation financière est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture, en excluant les produits éventuellement attendus. Chaque risque ou charge fait l'objet d'une évaluation au cas par cas à la date de clôture et les provisions sont ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions sont présentées en provisions courantes si la provision couvre une obligation devant être réglée ou dénouée dans les 12 mois suivants la date de clôture, à défaut les provisions sont présentées en non courantes.

Les provisions non courantes sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif conformément à la norme IAS 37.

Les actifs et passifs éventuels, c'est-à-dire un actif ou un passif dont l'existence dépend d'événements futurs incertains, ne sont pas comptabilisés dans la situation financière à l'exception des passifs éventuels reconnus lors d'un regroupement d'entreprises.

Le Groupe est soumis en tant que producteur aux obligations légales et réglementaires suivantes :

- L'obligation de réparation ou de remplacement de tout élément défectueux des systèmes de batteries vendues.

Cette obligation est couverte dans les comptes par une provision SAV évaluée sur la base d'un pourcentage de chiffre d'affaires (2,5% des ventes hors ventes d'extension de garantie). Ce pourcentage a été déterminé sur la base à la fois d'un benchmark et d'une estimation des coûts probables de réparation pondérée par une probabilité de retour. Le Management affinera cette estimation sur la base des coûts réels de réparation.

- L'obligation de collecte et de traitement des batteries en fin de vie (réglementation européenne sur les déchets d'équipements électriques et électroniques – DEEE).

Cette obligation est couverte dans les comptes par une provision recyclage évaluée en fonction des éléments vendus (au poids) et à recycler à terme.

### 3.3.16. Dettes financières

Les passifs financiers sont évalués selon les dispositions de la norme IFRS 9, et présentés selon les normes IAS 32 et IFRS 7.

Ils sont enregistrés à leur juste valeur au moment de leur acquisition (coût de transaction incrémentaux et directement rattachables à la dette) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières sont ventilées dans les états financiers consolidés entre :

- Les emprunts et dettes financières à long terme pour la partie des dettes supérieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs non courants ;
- Les emprunts et dettes financières à court terme pour la partie inférieure à 12 mois après la date de clôture, qui sont classés en passifs courants.

Les dettes financières non courantes rémunérées ne font pas l'objet d'une actualisation à la date de clôture.

La trésorerie issue des opérations de créances cédées avec recours et mobilisées auprès de l'organisme financier d'affacturage est présentée en dette financière nette des réserves et dépôts de garantie appliqués par l'organisme d'affacturage

Le Groupe ne dispose pas de passif financier évalué à la juste valeur (autres que des instruments dérivés) dans l'état de la situation financière à la date de clôture.

Les passifs financiers obtenus dans des conditions hors marché (emprunt à taux zéro ou à taux inférieur au taux du marché) sont présentés à leur juste valeur avec contrepartie du profit en résultat. Le profit est par la suite repris en résultat pour être intégré au taux d'intérêt effectif de l'emprunt pour ramener ce dernier au taux normal du marché.

Les frais d'émission d'emprunt sont présentés en déduction de la juste valeur initiale de la dette émise, et étalés sur la durée de vie de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### **3.3.17. Dettes fournisseurs**

Les dettes fournisseurs sont évaluées, à la date de comptabilisation initiale, à la juste valeur de la contrepartie à donner. Cette valeur correspond à la valeur nominale, en raison de l'intervalle de temps assez court existant entre la reconnaissance de l'instrument et son paiement passif.

### **3.3.18. Instruments dérivés**

Les Bons de Souscription d'Action (BSA) émis par la société ne répondant pas à la définition d'un instrument de capitaux propres, c'est-à-dire lorsque le dénouement de l'instrument ne se traduit pas par la remise d'un nombre fixe d'actions de la société, sont classés et évalués comme un instrument dérivé et présenté au passif.

Cet instrument financier passif est évalué à la juste valeur à la date d'émission de l'instrument, et à chaque date de clôture. La variation de juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée en résultat et présentée en charge financière.

### **3.3.19. Comptabilité de couverture**

Le Groupe a souscrit depuis avril 2021 à des couvertures de change (contrat à terme) sur la devise dollar américain (\$) pour limiter le risque de change dans le règlement des factures auprès de certains fournisseurs. Les contrats à terme sont individuellement souscrits en notionnel pour le montant de la dette fournisseur, dans la même devise et avec la même maturité que la dette fournisseur.

Le Management a opté pour l'application de la comptabilité de couverture selon IFRS 9 afin de refléter dans les états financiers l'impact de la gestion du risque de change par l'utilisation des contrats à terme de devise (*currency forward*).

Le Management a établi, pour s'assurer des critères d'applicabilité de la comptabilité de couverture, une documentation de la couverture précisant la stratégie et l'objectif de la gestion du risque de change de la devise dollar \$, la nature du risque de change, le type de relation de couverture et l'identification des éléments couverts et de l'instrument de couverture. Des tests qualitatifs d'efficacité par comparaison des caractéristiques principales et des tests quantitatifs d'efficacité (*dollar offset method*) sont établis pour vérifier que le ratio de couverture est approprié, et qu'il n'existe pas de déséquilibre entre les dettes fournisseurs en devise et la couverture constituée de contrat à terme en devise.

Le dérivé de couverture en devise est présenté au bilan dans le poste dette financière.

La variation de juste valeur de la couverture de devise est comptabilisée en résultat de la période dans le poste « Achats consommés ». De même la variation de juste valeur de la dette fournisseurs en devise entre le taux de conversion initial et le taux de conversion à la date de clôture de la période, est comptabilisée en résultat dans le poste « Achats consommés ». En conséquence les variations de juste valeur constatées au résultat sur les instruments de couverture constitués de contrats à terme et sur l'élément couvert constitué des dettes fournisseurs, se compensent à l'inefficacité de la couverture près.

Le report et le déport des contrats à terme sont exclus de la comptabilisation de la couverture.

### **3.3.20. Reconnaissance des revenus**

Les revenus du Groupe sont évalués et présentés selon la norme IFRS 15. Les revenus sont évalués en fonction du transfert de contrôle.

Les passifs sur contrats sont constitués des produits constatés d'avance sur les facturations émises de batteries non encore livrées au client.

Le Groupe ne dispose pas d'engagement de retour de marchandises ou d'engagement de reprise, hormis engagements légaux et réglementaires constitués des engagements de SAV et de recyclage (cf. Note 3.3.15).

Les produits dont le recouvrement n'est pas probable ne sont pas reconnus dans les états financiers de la période de réalisation de l'opération.

### **3.3.21. Subventions d'exploitation, crédit d'impôt recherche**

Les produits relatifs aux subventions d'exploitation sont présentés en autres produits opérationnels.

Des crédits d'impôt recherche (CIR) sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire. Le produit relatif au crédit d'impôt recherche est présenté en déduction des charges auxquelles le CIR est lié, net des honoraires engagés au titre de l'évaluation de ce crédit d'impôt. Les flux de trésorerie issus du Crédit d'impôt recherche sont présentés dans les flux de trésorerie relatifs aux opérations de financement.

Les subventions d'exploitation ayant le même fonctionnement que le CIR sont traitées de la même façon que le CIR.

Les créances fiscales relatives au crédit d'impôt sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement ou l'imputation sur les impôts exigibles est supérieur à 12 mois après la date de clôture, et font l'objet d'une actualisation.

### **3.3.22. Subventions publiques**

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) obtenu à taux zéro, sont des prêts à taux inférieur au marché.

La différence entre le montant reçu en trésorerie et la juste valeur initiale du prêt octroyé (comptabilisé conformément à IFRS 9) constitue une aide ou subvention publique reçue selon IAS 20. En conséquence, l'emprunteur :

- Comptabilise la dette correspondante à sa juste valeur, c'est-à-dire avec une décote (correspondant au différentiel de taux, actualisé au taux du marché), de manière à ramener à la date d'émission le taux d'intérêt effectif (TIE) à celui d'une dette normale. La décote est reprise selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie des emprunts PGE dans le compte de résultat en charge financière avec une partie actuarielle
- Comptabilise l'avantage reçu (contrepartie de la décote) comme une subvention c'est-à-dire en produits constatés d'avance. Cette aide est étalée sur la durée de vie des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif conformément à IFRS 9, et présentée au compte de résultat dans le poste « Autres produits »

### **3.3.23. Fiscalité**

#### **3.3.23.1. Impôts sur les sociétés**

Il n'existe pas de périmètre d'intégration fiscale au sein du Groupe au 30 juin 2021.

Les créances fiscales relatives à des remboursements d'impôts exigibles versés (*carry back*) sont présentées en « Autres actifs non courants » si le règlement est supérieur à 12 mois après la date de clôture et font l'objet d'une actualisation.

### **3.3.23.2. Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporaires observées entre la valeur dans les états financiers consolidés d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale conformément à la norme IAS 12. Les différences permanentes telles que les dépréciations des goodwill et les paiements aux actions ne font pas l'objet d'une fiscalité différée.

Les taux d'imposition utilisés pour l'évaluation des impôts différés sont ceux relatifs à l'entité fiscale dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif. Le taux d'imposition retenu pour les sociétés françaises est de 26,5%. Les différences temporaires assises sur les biens immobiliers sont soumises au régime des plus ou moins-values de cession immobilière.

Les effets de modification des taux d'imposition (report variable) sont inscrits dans le compte de résultat de la période au cours duquel le changement a été décidé par l'administration fiscale locale sauf lorsque la contrepartie a été comptabilisée initialement en capitaux propres, dans ce cas l'effet de changement de taux est comptabilisé également dans les capitaux propres.

Les impôts différés ont été comptabilisés en fonction des échéances de retournement des différences temporaires et des nouveaux taux d'imposition issus de la loi de finance 2021 pour les sociétés françaises (taux progressif jusqu'à 25% en 2022).

Les impôts différés actifs et impôts différés passifs sont présentés en position nette (impôts différés nets) pour chaque entité fiscale. Les impôts différés actifs et impôts différés passifs ne sont pas présentés en position nette en fonction de la maturité du retournement des différences temporaires (i.d. impôts différés nets à moins de 12 mois, et impôts différés nets à plus de 12 mois).

En présence d'impôts différés nets actifs générés par des déficits fiscaux reportables, les impôts différés actifs sont comptabilisés (reconnus) dans la situation financière uniquement si il est fortement probable qu'ils seront imputés sur un horizon de 3 ans sur les bénéfices fiscaux futurs prévisionnels de l'entité concernée en tenant compte des règles fiscales d'imputation et d'étalement.

Les impôts différés actifs non reconnus sont mentionnés dans la Note 7.18.

Les impôts différés sont présentés dans la partie non courante de la situation financière et ne font pas l'objet d'une actualisation.

### **3.3.24. Contribution économique territoriale**

La contribution économique territoriale (CET) des sociétés françaises du Groupe est présentée au compte de résultat consolidé :

- En « Impôts et Taxes » pour la contribution foncière des entreprises (CFE), celle-ci étant assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, elle est de ce fait assimilable à une charge opérationnelle ;
- En « Impôts sur les sociétés » pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), celle-ci étant assise sur la valeur ajoutée produite par le Groupe, elle présente les caractéristiques des impôts sur le résultat au regard de la norme IAS 12. Les retraitements affectant la valeur ajoutée telle que définie par le Code général des impôts pour la détermination de la CVAE, font l'objet d'un impôt différé au taux de la CVAE conformément à la norme IAS 12.

### **3.3.25. Résultat financier**

Le résultat financier comprend les éléments encaissés suivants :

- Les produits financiers encaissés d'instruments financiers tels que les revenus des titres, des prêts et des créances ;
- Les charges financières décaissées telles que les charges financières sur les découverts bancaires, sur les emprunts, sur les locations financements, sur l'affacturage, mais également les frais relatifs aux services bancaires ;

Le résultat financier comprend également les éléments calculés suivants :

- Les effets de l'actualisation des éléments de la situation financière ;
- La variation de la juste valeur des instruments financiers avec une relation de couverture de flux de trésorerie ;
- Les dépréciations des actifs financiers évalués au coût amorti ;

Le coût de l'endettement net est constitué des charges financières décaissées déduction faite des produits financiers encaissés.

### **3.3.26. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères**

La comptabilisation et l'évaluation des transactions libellées en monnaies étrangères sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au cours du jour de la transaction.

En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change à la clôture. Les gains et pertes de change en résultant sont inscrits au compte de résultat :

- En résultat opérationnel pour les transactions commerciales ;
- En produits de trésorerie ou dans le coût de l'endettement financier pour les opérations financières.

### **3.3.27. Résultat par action**

Le résultat net de base par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux associés de la société FORSEE POWER SAS par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles dilutives en circulation au cours de la période.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le bénéfice net par action.

Si la prise en compte pour le calcul du résultat dilué par action des instruments donnant droit au capital de façon différée génère un effet anti-dilutif, ces instruments ne sont pas pris en compte.

### **3.3.28. Information sectorielle**

Un secteur opérationnel est une composante distincte :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges, y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatives à des transactions avec d'autres composantes du Groupe ;
- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Management du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Groupe est mono-secteur selon IFRS 8.

Le Groupe comporte néanmoins deux segments d'activité appelés :

- *Light Vehicles and Industrial Tech* (Lev & Ind Tech) : regroupant le marché de la mobilité électrique légère ainsi que celui d'autres applications électriques (scooter électrique, véhicules légers de 2 à 4 roues, vélo électrique, équipements médicaux, objets connectés, domotique, robotique et outillage professionnel) ;

- *Heavy Vehicles* (HeV) : regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation électrique ou hybride des différents moyens de transport (bus, véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », tramways, trains, camions et marine) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel).

Le premier niveau d'information sectoriel du Groupe est le segments d'activité, le second est le segment géographique.

Les données sectorielles du reporting interne et celles présentées dans la Note 6 ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

La mesure de la performance de chaque segment d'activité est effectuée à partir du chiffre d'affaires ; l'allocation de certains coûts par segment n'est à ce jour pas suivi dans le reporting interne du Management.

Le Président et le Comité exécutif (Comex) de la société Forsee Power constitue le principal décideur opérationnel du Groupe.

### **3.3.29. Parties liées**

Les parties liées présentées dans les états financiers consolidés sont définies comme étant :

- Les parties contrôlées par le Groupe : il n'a pas été identifié de participation contrôlée ou d'entreprise associée à l'exception de la participation NEO T CAPITAL dans laquelle le Groupe détient 15% ;
- Les parties contrôlant le Groupe telles que les personnes morales actionnaires ;
- Les personnes physiques membre du personnel de Direction du Groupe ou des parties contrôlant le Groupe, ou qui l'influence notablement.

Les actifs et passifs financiers relatifs aux parties liées sont présentées en actifs ou passifs financiers non courants si ceux-ci sont réglés ou rendus exigibles dans les 12 mois suivant la date de clôture de la période présentée, à défaut ces éléments sont présentés en actifs et passifs financiers courants. Les actifs et passifs relatifs aux parties liées sont actualisés pour leur part non courante si l'effet de la valeur temps est significatif.

Les informations relatives aux parties liées sont présentées en Note 9.2 conformément à la norme IAS 24.

#### 4. Informations relatives au périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation sur les périodes présentées est le suivant :

Société	Localisation	Devise	30 juin 2021			31 décembre 2020			30 juin 2020		
			% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
FORSEE POWER SAS	France	Euro	100%	100%	IG	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER SOLUTIONS Ltd.	Hong-Kong	Dollar de Hong Kong	100%	100%	IG	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN FORSEE POWER INDUSTRY Co Ltd.	Chine	Yuan renminbi	100%	100%	IG	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ZHONGSHAN FORSEE POWER DEVELOPMENT Co Ltd.	Chine	Yuan renminbi	100%	100%	IG	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER Spz	Pologne	Zloty	100%	100%	IG	100%	100%	IG	100%	100%	IG
FORSEE POWER INDIA PRIVATE Ltd	Inde	Roupie indienne	100%	100%	IG	100%	100%	IG	NA	NA	NA
FORSEE POWER PTE Ltd	Singapour	Dollar de Singapour	100%	100%	IG	100%	100%	IG	NA	NA	NA
NEOT CAPITAL	France	Euro	15%	15%	NC	15%	15%	NC	15%	15%	NC

Le périmètre de consolidation comprend 7 sociétés en intégration globale au 30 juin 2021.

L'identification des participations est la suivante :

- Forsee Power Solutions Ltd, société de droit hongkongais dont le siège social est situé au Flat/RM 2806, Central Plaza, 18 Harbour Road, Wanchai, Hong-Kong, et immatriculée sous le numéro 58025949-000-03-18-0 au registre du commerce et des sociétés de Hong-Kong ;
- Zhongshan Forsee Power Industry Co. Ltd, société de droit chinois dont le siège social est situé aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages, No.39 Gongye Da Dao Zhong, Industry District, Xiao LanTown, Zhong Shan en République Populaire de Chine, et immatriculée sous le numéro 9144200075451119XY au *Zhongshan Administration for Market Regulation* ;
- Zhongshan Forsee Power Development Co. Ltd, société de droit chinois, dont le siège social est situé 1<sup>er</sup> étage, No.39 Gongye Da Dao Zhong, Industry District, Xiao LanTown, Zhong Shan en République Populaire de Chine, et immatriculée sous le numéro 91442000MA52PUYC0T au *Zhongshan Administration for Market Regulation* ;
- Forsee Power Spz, société de droit polonais, dont le siège social est situé ul. Prosta 27a, 55-114 Ligota Piękna, Pologne, et immatriculée sous le numéro 0000256591 au Registre Judiciaire National ;
- Forsee Power India Private Ltd, société de droit indien, dont le siège social est situé 4th Floor, Wolrd Mark 3, Asset 7, Aerocity, NH-8, Delhi, South West Delhi, Delhi, Inde, 110037, et immatriculée sous le numéro U51909DL2020FTC365683 au registre du commerce et des sociétés de New-Delhi.
- Forsee Power PTE Ltd, une société de droit singapourien, dont le siège social est situé 1 Georges Street, n°10-01, One Georges Street, Singapour (049145), et immatriculée sous le numéro 201838879C au registre du commerce et des sociétés de Singapour.
- NEoT Capital, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé 49 rue de Ponthieu, 75008 Paris, France et immatriculée sous le numéro 821 239 670 au R.C.S de Paris.

Toutes les participations détenues sont consolidées au 30 juin 2021 à l'exception de la participation NEoT CAPITAL qui n'est pas consolidée compte tenu d'une incidence non significative de ses résultats et de son bilan au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020 (société en phase de développement).

## 5. Informations permettant la comparabilité des comptes

### 5.1. Variation de périmètre de la période

Il n'existe aucune variation de périmètre sur la période au 30 juin 2021.

### 5.2. Variation de périmètre de la période précédente

Il n'existe aucune variation de périmètre sur la période au 30 juin 2020.

Néanmoins les variations de périmètre suivantes ont été constatées postérieurement au 30 juin 2020 :

- Création de l'entité Forsee Power India en juillet 2020 et détenue à 100 % par Forsee Power SAS ;
- Intégration des comptes de la filiale Forsee Power Pte située à Singapour et détenue à 100 % par Forsee Power SAS.

### 5.3. Conversion des comptes établis en devises étrangères

Les comptes établis en devises des filiales situées à l'étranger sont convertis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 selon la méthode dite du cours de clôture compte tenu de la maturité du développement de ces participations utilisant dorénavant majoritairement la devise étrangère locale comme monnaie de fonctionnement de leur environnement économique (cf. Note 3.2.2.3).

Les comptes établis en devises étrangères sont convertis jusqu'au 31 décembre 2020 selon la méthode dite du cours historique. Les devises étrangères locales (Yuan en Chine et Zloty en Pologne) n'étaient pas majoritairement utilisées sur les précédents exercices comme monnaie de fonctionnement de ces entités compte tenu du volume des transactions internes entre ces entités et le reste du Groupe utilisant la devise euro.

Cette évolution de la monnaie de fonctionnement dans l'environnement économique des participations établissant des comptes en devises étrangères, est appliquée de manière prospective à compter de la date du changement de monnaie, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément au paragraphe 35 de la norme IAS 21 relative aux transactions en monnaies étrangères, et n'est pas concernée par la norme IAS 8 relative aux changements de méthodes comptables.

Le changement de monnaie de fonctionnement des filiales établissant des comptes en devises étrangères impacte la réserve de conversion au 1<sup>er</sup> janvier 2021 de la manière suivante :

en milliers d'euros	Au 1er janvier 2021
Incidence sur la variation de la réserve de conversion de la conversion des actifs non monétaires des taux historiques au taux à la date du changement de la monnaie fonctionnelle	49
Incidence du reclassement des réserves consolidées à la réserve de conversion de la conversion des actifs monétaires au taux du changement de la monnaie fonctionnelle	144
<b>Total impact du changement des monnaies de fonctionnement</b>	<b>193</b>

Le changement de monnaie de fonctionnement impacte l'état de la situation financière par une diminution de 49 K€ des immobilisations nettes (actifs non monétaires) en contrepartie de la réserve de conversion pour le montant correspond à l'écart de conversion entre les taux historiques appliqués aux différentes immobilisations et leurs amortissements, et le taux de conversion à la date du changement. Les actifs monétaires ayant toujours été convertis au taux de clôture sur les exercices précédents, l'écart de conversion reconnu en résultat financier sur les périodes précédentes est reclassé pour 144 K€ du poste « réserves résultats accumulés sur les périodes précédentes » à la réserve de conversion.



#### 5.4. Changements de présentation comptable

Les comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2020 ont été retraités par rapport aux comptes consolidés publiés au 31 décembre 2020 pour tenir compte d'un reclassement en dépréciation de stock de 1,9 M€ présentée en provision pour risque dans les comptes publiés (cf. Note 7.5).

Les postes des états financiers du 31 décembre 2020 impactés par ce retraitement sont présentés conformément à IAS 8 ci-dessous :

en milliers d'euros	31 décembre 2020 publié	Reclassement	31 décembre 2020
<b>Actifs non courants</b>	<b>35 804</b>		<b>35 804</b>
Goodwill	1 523		1 523
Immobilisations incorporelles	12 060		12 060
Immobilisations corporelles	16 731		16 731
Actifs financiers non courants	4 398		4 398
Autres actifs non courants	600		600
Actifs d'impôts différés	492		492
<b>Actifs courants</b>	<b>58 649</b>	<b>(1 901)</b>	<b>56 749</b>
Stocks	30 184	(1 901)	28 284
Créances clients	14 180		14 180
Autres actifs courants	3 013		3 013
Actifs financiers courants			
Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 273		11 273
<b>Total Actif</b>	<b>94 454</b>	<b>(1 901)</b>	<b>92 553</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>(32 406)</b>		<b>(32 406)</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>(32 406)</b>		<b>(32 406)</b>
Capital social émis	2 999		2 999
Primes d'émission	991		991
Réserves de conversion	(1)		(1)
Réserves	(6 983)		(6 983)
Résultat net	(29 412)		(29 412)
<b>Intérêts minoritaires</b>			
<b>Dettes</b>	<b>126 859</b>	<b>(1 901)</b>	<b>124 959</b>
<b>Passifs non courants</b>	<b>103 656</b>	<b>(1 901)</b>	<b>101 755</b>
Passifs financiers non courants	87 456		87 456
Avantages du personnel	227		227
Provisions pour risques et charges	8 314	(1 901)	6 413
Autres passifs non courants	3 197		3 197
Dérivés sur instrument financier	4 457		4 457
Passifs d'impôts différés	5		5
<b>Passifs courants</b>	<b>23 204</b>		<b>23 204</b>
Passifs financiers courants	4 864		4 864
Provisions pour risques et charges	0		0
Dettes fournisseurs	9 786		9 786
Autres passifs courants	8 554		8 554
<b>Total Passif</b>	<b>94 454</b>	<b>(1 901)</b>	<b>92 553</b>

Il n'existe pas d'autre changement de présentation comptable sur la période par rapport aux comptes publiés de l'exercice clos au 31 décembre 2020. La présentation comptable est appliquée de façon constante sur les périodes présentées.

L'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global est présenté de manière séparée en deux états différents, à savoir un état consolidé du compte de résultat net d'une part et d'autre part un état consolidé des autres éléments du résultat global, compte tenu de l'évolution sur la période des gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les précédents états financiers consolidés présentaient un état unique du résultat net et des autres éléments du résultat global compte tenu de l'absence d'opérations significatives comptabilisées directement dans les capitaux propres.

### **5.5. Changements de méthodes comptables**

Il n'existe pas de changement de méthode comptable sur la période par rapport aux comptes publiés de l'exercice clos au 31 décembre 2020. Les méthodes comptables sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

## 6. Informations par segment d'activité et par zone géographique

Le Management a défini les segments d'activité sur la base des reporting qu'il examine régulièrement en vue de prendre des décisions en matière d'allocation de ressources aux segments et d'évaluation de leur performance.

Le Président et le Comité exécutif (Comex) de la société Forsee Power constitue le principal décideur opérationnel du Groupe.

Les reporting du Groupe comportent deux segments d'activité appelés :

- *Light Vehicles and Industrial Tech* (LeV & Ind Tech) : regroupant le marché de la mobilité électrique légère ainsi que celui d'autres applications électriques (scooter électrique, véhicules légers de 2 à 4 roues, vélo électrique, équipements médicaux, objets connectés, domotique, robotique et outillage professionnel) ;
- *Heavy Vehicles* (HeV) : regroupant le marché des solutions adaptées au développement des véhicules à motorisation électrique ou hybride des différents moyens de transport (bus, véhicules utilitaires et de « dernier kilomètre », tramways, trains, camions et marine) et du stockage stationnaire (résidentiel, commercial et industriel).

### 6.1. Informations par segment d'activité

L'information par segment d'activité est suivie dans les reporting internes du Management uniquement au niveau du chiffre d'affaires.

L'information du résultat par segment d'activité, y compris au niveau du résultat opérationnel, n'est pas suivie jusqu'à présent par le Management compte tenu des limitations du système d'information interne dans l'allocation des coûts par segment d'activité. La présentation de l'information du résultat par segment d'activité limitée uniquement à la présentation du chiffre d'affaires est conforme à IFRS 8 compte tenu de l'absence de tout autre reporting managérial interne.

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	30 juin 2021
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>7 597</b>	<b>29 573</b>	<b>37 171</b>

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	30 juin 2020
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>7 355</b>	<b>20 298</b>	<b>27 653</b>

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	Inter secteur et Autres	30 juin 2021
Actifs sectoriels non courants	12 930	21 237	(264)	33 903
Actifs sectoriels courants	15 690	12 940	20 001	48 631
Passifs sectoriels non courants	(11 659)	(1 946)	(93 441)	(107 046)
Passifs sectoriels courants	(3 702)	(7 366)	(13 486)	(24 554)
<b>Total</b>	<b>13 260</b>	<b>24 866</b>	<b>(87 190)</b>	<b>(49 065)</b>
Capitalisation de frais de R&D		1 874		1 874
Acquisition d'immobilisations	422		2 565	2 987
Autres dépenses d'investissement non courants	-	-		-
<b>Total</b>	<b>422</b>	<b>1 874</b>	<b>2 565</b>	<b>4 861</b>

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	Inter secteur et Autres	31 décembre 2020
Actifs sectoriels non courants	15 721	20 018	65	35 804
Actifs sectoriels courants	9 675	33 936	13 138	56 748
Passifs sectoriels non courants	(44 240)	(4 464)	(53 050)	(101 755)
Passifs sectoriels courants	(1 729)	(2 338)	(19 137)	(23 204)
<b>Total</b>	<b>(20 574)</b>	<b>47 152</b>	<b>(58 984)</b>	<b>(32 406)</b>
Capitalisation de frais de R&D		4 018		4 018
Acquisition d'immobilisations	834		1643	2 476
Autres dépenses d'investissement non courants				
<b>Total</b>	<b>834</b>	<b>4 018</b>	<b>1643</b>	<b>6 495</b>

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 0 M€ sur le segment *LeV & Ind Tech (Light Vehicles and industrial tech)* et de 27,3 M€ sur le segment *HeV (Heavy Vehicles)* au 30 juin 2021.

Le montant des revenus réalisés avec des clients représentant individuellement plus de 10% des produits est de 0 M€ sur le segment *LeV & Ind Tech (Light Vehicles and industrial tech)* et de 37,4 M€ sur le segment *HeV (Heavy Vehicles)* au 31 décembre 2020.

Les clients représentant individuellement plus de 10% des revenus du Groupe sont les suivants :

en milliers d'euros	Segment d'activité concerné	30 juin 2021	30 juin 2020
Client 1	HeV	21 709	10 857
Client 2	HeV	5 602	3 658
Client 3	HeV		4 452
<b>Total</b>		<b>27 310</b>	<b>18 967</b>

Les orientations prévues en 2021 par le Management permettront d'atténuer le degré de dépendance à l'égard de ces clients.

## 6.2. Informations par zone géographique

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	30 juin 2021
France	2 415	27 529	29 945
Europe	1 753	1 996	3 749
Asie	2 597		2 597
Etats-Unis	832		832
Reste du monde		48	48
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>7 597</b>	<b>29 573</b>	<b>37 171</b>

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	30 juin 2020
France	2 672	14 622	17 293
Europe	2 124	5 643	7 767
Asie	1 514	3	1 517
Etats-Unis	990	30	1 020
Reste du monde	56		56
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>7 355</b>	<b>20 298</b>	<b>27 653</b>

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
France	4 439	9 326
Europe	3	11
Asie	419	823
Etats-Unis		
Reste du monde		
<b>Total Investissements</b>	<b>4 861</b>	<b>10 159</b>

### 6.3. Informations par segment d'activité des exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020

L'information du chiffre d'affaires par segment d'activité n'était pas publiée dans les états financiers consolidés des exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020.

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	31 décembre 2020
France	5 846	38 341	44 186
Europe	3 361	9 171	12 532
Asie	3 520	6	3 526
Etats-Unis	1 645	30	1 675
Reste du monde	121	20	141
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>14 492</b>	<b>47 568</b>	<b>62 060</b>

en milliers d'euros	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	31 décembre 2019
France	5 093	22 001	27 095
Europe	9 890	6 721	16 611
Asie	3 888	6	3 894
Etats-Unis	2 662	2	2 663
Reste du monde	79		79
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>21 612</b>	<b>28 730</b>	<b>50 342</b>

Reste du monde	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)	Heavy Vehicles (HeV)	31 décembre 2018
France	4 316	3 610	7 926
Europe	5 268	3 485	8 753
Asie	2 762		2 762
Etats-Unis	3 379	5	3 384
Reste du monde	118	214	332
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>15 842</b>	<b>7 315</b>	<b>23 157</b>

Les clients représentant individuellement plus de 10% des revenus du Groupe sont les suivants :

en milliers d'euros	Segment d'activité concerné	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Client 1	HeV	29 004	19 881	3 375
Client 2	HeV	8 397		
Client 3	HeV			2 732
Client 4	LeV		6 037	
<b>Total</b>		<b>37 401</b>	<b>25 918</b>	<b>6 107</b>

## 7. Informations relatives aux postes de l'état de la situation financière consolidée

### 7.1. Goodwill

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Augmentation liée aux variations de périmètre	Impairment	Effets de conversion	30 juin 2021
Goodwill	1 523				1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>				<b>1 523</b>

Les goodwill se répartissent sur les UGT suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2020	30 juin 2021
Goodwill issu des activités Ersé (2012)	219	219
<b>Goodwill UGT <i>Light Vehicles and Industrial Tech</i></b>	<b>219</b>	<b>219</b>
Goodwill issu des activités Dow Kokam (2013) (1)	1 304	1 304
<b>Goodwill UGT <i>Heavy Vehicles</i></b>	<b>1 304</b>	<b>1 304</b>
<b>Total</b>	<b>1 523</b>	<b>1 523</b>

- (1) L'acquisition en 2013 des activités de la société Dow Kokam France a généré un goodwill de 1 304 K€ après la reconnaissance d'un passif éventuel de 6,5 M€ relatif au contentieux en cours à la date d'acquisition avec l'Administration fiscale sur le Crédit d'impôt recherche (CIR) des exercices 2010 à 2012 (cf. Note 3.2.2.4). Cette provision sur passif éventuel a été reprise intégralement en résultat au 30 juin 2017 suite à l'abandon le 3 juillet 2017 des motifs de contestation de l'Administration fiscale.

Il n'a pas été identifié d'indice de perte de valeur au 30 juin 2021.

Le test de valeur n'a pas conduit à une dépréciation au 31 décembre 2020. Le Groupe n'a pas comptabilisé de perte de valeur sur les goodwill depuis leur acquisition.

Les tests de dépréciation sont effectués selon un modèle d'évaluation dont les modalités sont décrites à la Note 3.3.2. Les hypothèses clés utilisées dans le modèle sont le taux de croissance de l'activité, le taux de croissance à long-terme, et le taux d'actualisation (cf. Note 3.1.2.(a)) :

en %	Light Vehicles and Industrial Tech (LeV & Ind Tech)		Heavy Vehicles (HeV)	
	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Taux d'actualisation (WACC)	11,43%	11,39%	11,43%	11,39%
Taux de croissance annuel moyen sur le plan à 5 ans	46,66%	33,09%	43,49%	47,41%
Taux de croissance long-terme	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%

Les valeurs recouvrables des UGT obtenues par le modèle sont supérieures à la valeur nette comptable des capitaux employés des UGT.

Aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés n'entraînerait de dépréciation à comptabiliser.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Augmentation liée aux variations de périmètre	Impairment	Effets de conversion	30 juin 2020
Goodwill	1 523				1 523
<b>Total</b>	<b>1 523</b>				<b>1 523</b>

## 7.2. Immobilisations incorporelles

### 7.2.1 Variations des immobilisations incorporelles sur la période et sur la période précédente

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	Subvention accordée pour financement de la R&D	30 juin 2021
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de développement	4 702		6		6 438	0		11 146
Logiciels	1 461		77					1 538
Autres immobilisations incorporelles	145		19	(16)		6		154
Frais de développement en cours	9 514		1 874		(6 438)			4 949
Immobilisations incorporelles en cours	500		114		0		(337)	277
<b>Total</b>	<b>16 322</b>		<b>2 089</b>	<b>(16)</b>		<b>6</b>	<b>(337)</b>	<b>18 064</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Frais de développement	(2 908)		(904)					(3 812)
Logiciels	(1 279)		(57)					(1 336)
Autres immobilisations incorporelles	(74)		(23)	16		(3)		(85)
<b>Total</b>	<b>(4 262)</b>		<b>(985)</b>	<b>16</b>		<b>(3)</b>		<b>(5 233)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>12 060</b>		<b>1 105</b>			<b>3</b>	<b>(337)</b>	<b>12 831</b>

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles au 30 juin 2021.

Les frais de recherche et de développement non capitalisés s'élèvent à 2 583 K€ au 30 juin 2021 (soit 8% du chiffre d'affaires), et à 2 242 K€ au 30 juin 2020 (soit 8% du chiffre d'affaires).

Les frais de recherche et de développement non capitalisés s'élèvent à 4 951 K€ au 31 décembre 2020 (soit 8% du chiffre d'affaires), 5 096 K€ au 31 décembre 2019 (soit 10% du chiffre d'affaires) et à 4 036 K€ au 31 décembre 2018 (soit 17% du chiffre d'affaires).



Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	30 juin 2020
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de développement	4 702							4 702
Logiciels	1 310		97					1 407
Autres immobilisations incorporelles	143			(10)		(2)		131
Frais de développement en cours	5 614		2 519		(630)			7 503
Immobilisations incorporelles en cours	500		0		0			500
<b>Total</b>	<b>12 269</b>		<b>2 617</b>	<b>(10)</b>	<b>(630)</b>	<b>(2)</b>		<b>14 244</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Frais de développement	(1 003)		(954)					(1 957)
Logiciels	(1 099)		(88)					(1 187)
Autres immobilisations incorporelles	(36)		(19)			1		(54)
<b>Total</b>	<b>(2 138)</b>		<b>(1 061)</b>			<b>1</b>		<b>(3 198)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>10 131</b>		<b>1 556</b>	<b>(10)</b>	<b>(630)</b>	<b>(1)</b>		<b>11 046</b>

### 7.2.2 Variations des immobilisations incorporelles sur les exercices clos au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020

Les tableaux de variations des immobilisations incorporelles pour les exercices clos au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 ont été retraités par rapport aux tableaux publiés dans les notes annexes aux états financiers de ces mêmes exercices pour tenir compte d'un reclassement de 2.9 M€ entre les postes « Frais de développement en cours » et « Immobilisations incorporelles en cours ».

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2020
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de développement	4 702							4 702
Logiciels	1 310		151					1 461
Autres immobilisations incorporelles	143		16	(10)		(4)		145
Frais de développement en cours	5 495		4 018					9 514
Immobilisations incorporelles en cours	618			(118)				500
<b>Total</b>	<b>12 269</b>		<b>4 185</b>	<b>(128)</b>		<b>(4)</b>		<b>16 322</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Frais de développement	(1 003)		(1 905)					(2 908)
Logiciels	(1 099)		(180)					(1 279)
Autres immobilisations incorporelles	(36)		(40)			2		(74)
<b>Total</b>	<b>(2 138)</b>		<b>(2 125)</b>			<b>2</b>		<b>(4 262)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>10 131</b>		<b>2 059</b>	<b>(128)</b>		<b>(2)</b>		<b>12 060</b>

en milliers d'euros	31 décembre 2018	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	31 décembre 2019
<b>Immobilisations incorporelles brutes</b>								
Frais de développement	2 028				2 675			4 702
Logiciels	1 103				207			1 310
Autres immobilisations incorporelles	86		72	(14)		0		143
Frais de développement en cours	5 636		2 741		(2 881)			5 495
Immobilisations incorporelles en cours	66		552					618
<b>Total</b>	<b>8 920</b>		<b>3 365</b>	<b>(14)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>12 269</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Frais de développement	(253)		(750)					(1 003)
Logiciels	(1 010)		(89)					(1 099)
Autres immobilisations incorporelles	(12)		(39)	14		0		(36)
<b>Total</b>	<b>(1 275)</b>		<b>(878)</b>	<b>14</b>		<b>0</b>		<b>(2 138)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>7 645</b>		<b>2 487</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>10 131</b>

### 7.3. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	Nvx contrats de loc IFRS 16	30 juin 2021
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>								
Constructions	17					0		17
Droits d'utilisation sur constructions	12 352				(979)	37	(16)	11 394
Installations techniques, matériels et outillages	7 003		541	(76)	267	(10)		7 726
Autres immobilisations corporelles	2 297		126	(4)	4	18		2 442
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles	280				(184)	0	87	183
Immobilisations corporelles en cours	4 196		782	(161)	(272)	13		4 558
<b>Total</b>	<b>26 146</b>		<b>1 449</b>	<b>(240)</b>	<b>(1 163)</b>	<b>59</b>	<b>70</b>	<b>26 321</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Constructions	(11)		(1)			(0)		(13)
Droits d'utilisation sur constructions	(3 257)		(584)		979	(27)		(2 889)
Installations techniques, matériels et outillages	(4 612)		(411)	42		11		(4 970)
Autres immobilisations corporelles	(1 313)		(170)	6		(8)		(1 485)
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles	(221)		(36)		184	(0)		(73)
<b>Total</b>	<b>(9 414)</b>		<b>(1 202)</b>	<b>48</b>	<b>1 163</b>	<b>(25)</b>		<b>(9 430)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>16 731</b>		<b>247</b>	<b>(193)</b>		<b>34</b>	<b>70</b>	<b>16 891</b>

Il n'a pas été décelé d'indice de perte de valeur sur les immobilisations corporelles au 30 juin 2021.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Adoption d'IFRS 16	30 juin 2020
<b>Immobilisations corporelles brutes</b>								
Constructions	18					(1)		18
Droit d'utilisation de biens immobiliers	4 083					(11)	8 290	12 362
Installations techniques, matériels et outillages	6 432		99	(18)	349	(18)		6 844
Autres immobilisations corporelles	1 882		153	(28)	99	(6)		2 099
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles	225				34	(1)	23	281
Immobilisations corporelles en cours	3 204			(75)	181	(0)		3 310
<b>Total</b>	<b>15 844</b>		<b>252</b>	<b>(121)</b>	<b>664</b>	<b>(38)</b>	<b>8 314</b>	<b>24 914</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Constructions	(10)		(1)			0		(11)
Amort droit d'utilisation de biens immobiliers	(2 078)		(596)			8		(2 666)
Installations techniques, matériels et outillages	(4 053)		(313)	16		7		(4 343)
Autres immobilisations corporelles	(1 008)		(195)	4		3		(1 196)
Droits d'utilisation sur autres immobilisations corporelles	(124)		(43)		(8)	0		(175)
<b>Total</b>	<b>(7 273)</b>		<b>(1 148)</b>	<b>20</b>	<b>(8)</b>	<b>19</b>		<b>(8 390)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>8 570</b>		<b>(896)</b>	<b>(101)</b>	<b>655</b>	<b>(19)</b>	<b>8 314</b>	<b>16 524</b>

L'augmentation des immobilisations relatives au droit d'utilisation de biens immobiliers correspond principalement à la mise en service du contrat de location en BEFA sur le site de Chasseneuil-du-Poitou.

#### 7.4. Actifs financiers

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	30 juin 2021
<b>Actifs financiers</b>								
Instruments financiers non détenus à des fins de transaction (1)	558				284	0		842
Dépôts de garanties et cautionnements versés	177			(8)	(1)	0		167
Gage sur espèces (2)	3 663		0			122		3 785
<b>Total</b>	<b>4 398</b>		<b>0</b>	<b>(8)</b>	<b>283</b>	<b>122</b>	<b>(0)</b>	<b>4 794</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>					3 785			3 785
<i>Non courant</i>	4 398		0	(8)	(3 502)	122	(0)	1 009

Les actifs financiers non courants non rémunérés n'ont pas été actualisés au 30 juin 2021 compte tenu des montants non significatifs et du taux d'Euribor 1 an.

- 1) Les instruments financiers non détenus à des fins de transaction correspondent aux titres non consolidés de la participation NéoT CAPITAL détenue à hauteur de 15% pour 842 K€ (cf. Note 3.2.2.6 & 3.3.7) ;
- 2) Gage en espèces de 4 500 K\$ au titre de la SBLC Documentaire de novembre 2020 à maturité 31 décembre 2021 auprès d'un fournisseur étranger de cellule (cf. Note 3.3.10.(d)).

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	Reclassement	Effets de conversion	Autres	30 juin 2020
<b>Actifs financiers</b>								
Instruments financiers non détenus à des fins de transaction (1)	558					(0)		558
Dépôts de garanties et cautionnements versés	165		1					166
<b>Total</b>	<b>723</b>		<b>1</b>	<b>0</b>		<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>723</b>
<i>Dont</i>								
<i>Courant</i>								
<i>Non courant</i>	723		1	0		(0)	0	723

- (1) Les instruments financiers non détenus à des fins de transaction correspondent aux titres non consolidés de la participation NéoT CAPITAL détenue à hauteur de 15% (cf. Note 3.2.2.6 & 3.3.7).

## 7.5. Stocks et en-cours

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Matières premières et autres approvisionnements	16 838	17 327
En cours de production	1 360	1 463
Marchandises et produits finis	10 184	13 506
Dépréciations de stocks	(3 968)	(4 013)
<b>Stocks nets</b>	<b>24 414</b>	<b>28 284</b>

Il n'existe pas de stock gagé au 30 juin 2021, le financement de ligne de crédit a commencé postérieurement au 30 juin 2021 (cf. Note 3.3.10.(e)).

La valeur brute du stock au 30 juin 2021 s'élève à 28.4 M€, pour un montant de dépréciation de 4.0 M€.

Au 31 décembre 2020, la valeur brute des stocks était de 32.3 M€, pour un montant de dépréciation de 4.0 M€.

Une dépréciation de 1.9 M€ a été enregistrée au second semestre 2020 pour couvrir la baisse de la valeur nette de réalisation des stocks des gammes Zen 4 et Flex 7. Ces deux produits, présents en stock sous forme à la fois de composants, de cellules et de produits finis, correspondent aux gammes de produits commercialisées les plus anciennes sur lesquels le Management anticipe un risque de ne pas pouvoir les écouler en totalité, ou bien de devoir concéder des baisses de prix exceptionnelles afin de les écouler. Ces gammes sont en effet en partie concurrencées par d'autres produits lancés plus récemment par le Groupe.

## 7.6. Créances

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Créances clients	7 411	8 789
Dépréciation des créances clients	(114)	(184)
Fournisseurs - Avances et acomptes versés	5 830	5 574
<b>Créances</b>	<b>13 128</b>	<b>14 180</b>

Le Groupe a mis en place des programmes de cession de créances d'exploitation auprès d'établissements bancaires (cf. Note 3.3.10) :

- Le montant des créances cédées sans recours (contrat HSBC) et qui ne sont plus présentées au bilan, s'élève à 2 421 K€ au 30 juin 2021 (2 086 K€ au 31 décembre 2020) ;
- Le montant des créances cédées avec recours (contrat BNP) et qui sont présentées au bilan, s'élève à 0 € au 30 juin 2021 suite à la clôture du contrat en juin 2021 (1 520 K€ au 31 décembre 2020) ;
- Dans le cadre du contrat d'affacturage inscrit dans un programme de *reverse factoring* d'un client, le Groupe a escompté au 30 juin 2021 auprès de l'établissement bancaire Banco Santander pour 5 047 K€ de créances dont la date d'échéance est postérieure au 30 juin 2021 (aucune créance n'a été cédée au 31 décembre 2020).

Le montant des pertes de crédit attendues n'est pas significatif et n'a pas été comptabilisé au 30 juin 2021.

#### **7.6.1 Echancier des créances clients sur les exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020**

L'échéancier des créances clients pour les exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 a été retraité par rapport aux informations publiées dans les notes annexes aux états financiers de ces mêmes exercices pour tenir compte d'un reclassement dans la ventilation entre la part « échue » et la part « non échue ».

en milliers d'euros	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>Créances clients</b>	<b>8 789</b>	<b>18 613</b>	<b>8 008</b>
Créances clients non échues	8 037	16 056	7 255
Créances clients échues	752	2 557	753

## 7.7. Autres actifs

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Créances sociales	11	24
Créances fiscales	347	456
Comptes courants	0	270
Débiteurs divers (1)	1 246	1 344
Charges constatées d'avance (2)	1 039	1 205
Dépréciation des autres actifs courants	(35)	(30)
<b>Autres créances présentées en BFR</b>	<b>2 609</b>	<b>3 269</b>
Fournisseurs - Avances versées sur immobilisations	1 323	0
Créances d'impôt sur les sociétés	322	344
Frais nets d'impôt des émissions sur opération en cours de réalisation (3)	188	0
<b>Autres actifs</b>	<b>4 442</b>	<b>3 612</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	3 109	3 013
<i>Non courant</i>	1 334	600

1) Dont 484 K€ chez l'entité Zhongshan Forsee Industry Ltd au 30 juin 2021 ;

Dont 493 K€ au 30 juin 2021 de comptes courants et retenues de garanties sur les créances cédées au factor HSBC relatif à l'affacturage sans recours (1 135 K€ au 31 décembre 2020) ;

Dont 2 K€ de cautions et retenue de garantie sur les créances cédées restant à percevoir du factor BNP suite à la clôture du contrat en juin 2021 (140 K€ au 31 décembre 2020)

2) Dont 651 K€ sur dettes de location contre 559 K€ au 31 décembre 2020.

3) Frais net d'impôt relatifs à l'opération d'introduction sur un marché en cours (IPO). Ces frais seront imputés sur la prime d'émission lors de la réalisation de l'opération d'augmentation de capital de la société Forsee Power SAS.

Les frais d'émission relatifs aux emprunts souscrits sont présentés en déduction des dettes financières et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêts effectif (TIE).

## 7.8. Trésorerie

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	4 195	11 273
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>4 195</b>	<b>11 273</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 195	11 273
Découverts bancaires		
<b>Trésorerie nette</b>	<b>4 195</b>	<b>11 273</b>

La trésorerie est constituée au 30 juin 2021 de dépôts à vue en euro et en dollar américain (\$).

Les soldes de la période précédente se présentent comme suit :

en milliers d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Equivalents de trésorerie		
Trésorerie	30 914	2 913
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>30 914</b>	<b>2 913</b>
Trésorerie et équivalent de trésorerie	30 914	2 913
Découverts bancaires		
<b>Trésorerie nette</b>	<b>30 914</b>	<b>2 913</b>

## 7.9. Capitaux propres

### 7.9.1. Capital social

Au 30 juin 2021, le nombre de titres de la société FORSEE POWER SAS en circulation est de 299 876 à la valeur nominale de 10 €, soit un montant total du capital social de 2 998 760 €.

Le Groupe ne détient pas d'actions propres dans les périodes présentées.

### 7.9.2. Dividendes

La société FORSEE POWER SAS n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La société n'envisage pas de distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

### 7.9.3. Paiements fondés sur des actions

#### 7.9.3.1. Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie

Dans le cadre des dernières levées de fonds, la société a émis plusieurs garanties au profit des nouveaux investisseurs pour couvrir certaines pertes liées à des risques spécifiques. Ces garanties financières ont pris la forme d'émission de plusieurs Bons de Souscription d'Action ou *warrant* de garantie :

- 100 BSA<sub>G1</sub> lors de l'AGE du 18 décembre 2017 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 52 748 ADPC3 ;
- 100 BSA<sub>BEI Warrant B</sub> au 15 mars 2018 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 1 650 ADPC3 ;
- 100 BSA<sub>G2</sub> lors de l'AGE du 21 décembre 2018 au prix d'émission global d'un euro, convertibles au maximum en 26 375 ADPC3.

Ces BSA ne sont pas une composante d'un instrument financier hybride avec une composante dette/capitaux propres. Par ailleurs les bénéficiaires de ces BSA étant des actionnaires investisseurs, les BSA attachés à ces actions ne sont pas qualifiés de paiement en action selon IFRS 2.

Ces BSA de garantie comportent des caractéristiques semblables à des BSA de type *Ratchet* permettant aux investisseurs de maintenir leur prix moyen d'investissement. Ces BSA sont exerçables à tout moment et jusqu'à leur date d'échéance sous réserve de la survenance d'un risque couvert.

Toutefois compte tenu que les conditions d'exercice de ces BSA de warrant de garantie n'ayant jamais été remplies pour les principaux risques couverts par la garantie, la Direction estime que la probabilité de réunir les conditions d'exercice de ces BSA est très petite. Ainsi la Direction considère que ces instruments financiers ont une valeur non significative, et ne sont donc pas présentés en tant que dérivé passif.

Compte tenu de ces éléments, ces BSA de warrant de garantie sont qualifiés selon IAS 32 d'instrument de capitaux propres, et seront enregistrés en capitaux propres pour leur montant de transaction aux dates d'émission et d'exercice.

### 7.9.3.2. Stock-Options

Le tableau ci-dessous présente les stock-options attribuées au 30 juin 2021 :

	Date d'attribution	Nombre de SO attribués	Nombre de SO annulés	Nombre en cours	Période d'acquisition	Maturité
Stock Options (SO 2018)	2 avril 2019	6 000	0	6 000	4 ans	2 avril 2023
Stock Options (SO 2018)	28 janvier 2020	1 800	(750)	1 050	4 ans	28 janvier 2024
Stock Options (SO 2018)	13 novembre 2020	750	0	750	4 ans	13 novembre 2024
<b>Total</b>		<b>8 550</b>	<b>(750)</b>	<b>7 800</b>		

La charge reconnue au titre des transactions basées sur des actions sur les périodes présentées est la suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Coûts constatés en réserve spécifique à l'ouverture de la période</b>	<b>733</b>	<b>268</b>
Charges constatées en résultat de la période (services rendus)	247	464
Annulation des coûts passés des options devenues caduques sur la période (forfeiture lié à la condition de présence)	(56)	0
Reprise des coûts des attributions exercées sur la période (vested lié à l'exercice de l'option)		
<b>Coûts en réserve spécifique à la clôture de la période</b>	<b>923</b>	<b>733</b>
Charges à reconnaître sur les exercices futurs	953	1 323
<b>Coût total probable des attributions estimé à la date de la clôture</b>	<b>1 876</b>	<b>2 056</b>

Le tableau ci-dessous résume les données utilisées dans le modèle d'évaluation des stock-options.

	Hypothèses utilisées au 31 Décembre 2020 - à la juste valeur au PER selon IFRS 2 (Black & Scholes)				Evaluation unitaire selon IFRS 2	Cout probable IFRS 2
	Strike price en €	Taux sans risque	Prime de risque	Volatilité attendue		en milliers d'euros
Stock Options (SO 2018)	340,00 €	-0,44%	10,0%	69,6%	238,63 €	1 432
Stock Options (SO 2018)	340,00 €	-0,59%	10,0%	70,8%	240,11 €	432
Stock Options (SO 2018)	340,00 €	-0,74%	10,0%	80,4%	256,01 €	192

### 7.9.4. Réserves de conversion

La réserve de conversion par devise est la suivante :



en milliers d'euros		30 juin 2021	31 décembre 2020
Dollar de Hong Kong	HKD	2	
Yuan renminbi	RMB	53	
Zloty	PLZ	(2)	
Roupie indienne	INR	(1)	(1)
Dollar de Singapour	SGD	(1)	
<b>Réserve de conversion - Part Groupe</b>		<b>52</b>	<b>(1)</b>

La monnaie fonctionnelle a évolué au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les participations établissant des comptes en devises étrangères conduisant à la présentation d'une réserve de conversion au 30 juin 2021 (cf. Notes 3.2.2.3 et 5.3).

#### 7.9.5. Résultat net par action

	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat net consolidé	(16 769)	(15 590)
Nombre moyen d'action en circulation	299 876	299 876
<b>Résultat net par action</b>	<b>(55,92) €</b>	<b>(51,99) €</b>
<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>(55,92) €</b>	<b>(51,99) €</b>

Le résultat net dilué par action est selon IAS 33 égal au résultat net par action en présence d'un résultat déficitaire.

#### 7.9.6 Résultat net par action des exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020

Le résultat net dilué par action pour les exercices clos au 31 décembre 2018, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2020 a été retraité par rapport aux informations publiées dans les notes annexes aux états financiers de ces mêmes exercices pour tenir compte de la disposition de la norme IAS 33 conduisant à retenir le résultat net par action en présence d'un résultat déficitaire.

	31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Résultat net consolidé	(29 412)	(26 347)	(23 197)
Nombre moyen d'action en circulation	299 876	255 252	219 566
<b>Résultat net par action</b>	<b>(98,08) €</b>	<b>(103,22) €</b>	<b>(105,65) €</b>
<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>(98,08) €</b>	<b>(103,22) €</b>	<b>(105,65) €</b>

## 7.10. Provisions pour risques et charges

### 7.10.1. Détail des Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	30 juin 2021
Litiges	2 158			(133)					2 025
Avantages au personnel	227								227
Autres provisions pour risques et charges	4 255		1 569	(564)	(564)			0	5 260
<b>Provisions</b>	<b>6 640</b>		<b>1 569</b>	<b>(698)</b>	<b>(564)</b>			<b>0</b>	<b>7 512</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	6 640		1 569	(698)	(564)			0	7 512

Les principales provisions pour risques et charges sont détaillées ci-dessous :

- Une provision pour garantie SAV a été constituée pour un montant de 2.9 M€ au 30 juin 2021 (2.5 M€ au 31 décembre 2020). Cette provision est destinée à couvrir le risque de coûts SAV futurs du fait de la responsabilité de FORSEE POWER sur les produits vendus (engagement de réparation ou de remplacement de tout élément défectueux des systèmes de batteries vendues). Cette garantie est une obligation légale, elle n'est pas optionnelle au contrat, et s'étale en général de 4 à 5 ans. Compte tenu du caractère aléatoire de la probabilité de la survenance d'un défaut, cette provision est évaluée selon IAS 37 de manière statistique en fonction des produits vendus, et est ajustée en fonction des coûts de SAV effectivement supportés par le Groupe en cours d'exercice.
- Une provision pour recyclage de 1.6 M€ (1 M€ au 31 décembre 2020) a été constituée pour couvrir les coûts estimés futurs de recyclage des systèmes de batteries vendues et pour lesquelles le Groupe a un engagement de reprise. Cette provision est calculée en fonction du nombre de systèmes vendus concernés par l'engagement de reprise, et valorisée suivant le coût externe de recyclage des différents types de batteries. Le Groupe actualise régulièrement ces coûts de recyclage externe, afin de prendre en compte les améliorations des coûts de traitement de cette filière relativement récente.
- Les autres provisions, représentant un montant total de 3.0 M€, correspondent à la valorisation d'autres risques, tels que des risques de pénalités clients, des contentieux, de la provision pour indemnité de départ en retraite et d'autres charges estimées probables et provisionnées en conséquence par le Groupe.

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Dont utilisées	Reclassement	Juste valeur	Effets de conversion	30 juin 2020
Litiges	1 895		373	(66)					2 201
Avantages au personnel	235								235
Autres provisions pour risques et charges	3 259		1 101	(1 613)					2 747
<b>Provisions</b>	<b>5 389</b>		<b>1 473</b>	<b>(1 679)</b>					<b>5 183</b>
<i>Dont</i>									
<i>Courant</i>									
<i>Non courant</i>	5 389		1 473	(1 679)					5 183

### 7.10.2. Indemnités de départ à la retraite

#### 7.10.2.1. Régime de cotisations définies

Une charge a été comptabilisée au 30 juin 2021 au titre des régimes à cotisations définies.

#### 7.10.2.2. Régime de prestations définies

Le Groupe ne dispose pas de régime à prestations définies autres que les indemnités de fin de carrière et médaille de travail sur pour les salariés français dont le détail est le suivant:

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Indemnités de fin de carrière	227	227
Médailles du travail		
<b>Total</b>	<b>227</b>	<b>227</b>

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Engagement de début de période</b>	<b>227</b>	<b>235</b>
Services rendus		(9)
Intérêt sur la dette		
Pertes et (gains) actuariels les variations des hypothèses financières et démographiques		
Gains actuariels d'expérience (départs de bénéficiaires du régime)		
Prestations versées au départ à la retraite		
<b>Engagement des indemnités de fin de carrières de fin de période</b>	<b>227</b>	<b>227</b>

## HYPOTHESES ACTUARIELLES

Pour le régime d'indemnités de fin de carrière, les hypothèses de base (taux de rotation du personnel, augmentation de salaire) de ces calculs ont été déterminées en fonction de la politique prévisionnelle et historique du Groupe. Les hypothèses prises en compte pour les évaluations se déclinent ainsi :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Hypothèses financières</b>		
Taux d'actualisation	0,65%	0,65%
Hypothèse de taux de progression des salaires à long terme	1,00%	1,00%
Taux de charges sociales Cadres	44,00%	44,00%
Taux de charges sociales Non cadres	17 à 35%	17 à 35%
<b>Hypothèses démographiques</b>		
Ages de départ en fin de carrière retenus pour les cadres	65-67 ans	65-67 ans
Ages de départ en fin de carrière retenus pour les non cadres	65-67 ans	65-67 ans
Table de mortalité	INSEE 2019	INSEE 2019

Les taux d'actualisation retenus sont obtenus par référence au taux de rendement des obligations émises par les entreprises de 1er rang de maturité équivalente à la durée des régimes évalués d'environ 10 ans.

Le taux a été déterminé en considérant des indices de marché de taux des obligations notées AA disponibles à fin décembre 2020.

Il n'a pas été effectué d'analyse de la sensibilité de l'engagement au 31 décembre 2020.

L'engagement des indemnités de départ n'a pas été actualisé au 30 juin 2021 en l'absence de variation significative des bénéficiaires du régime.

## 7.11. Emprunts et dettes financières

en milliers d'euros	31 décembre 2020	Emissions	Remboursements	Frais d'émission d'emprunt	Intérêts présentés au titre des emprunts à taux zéro	Reclassement	Ecart de conversion	Effet du TIE	Variation nette	Juste valeur	Emissions emprunts #RS 16	30 juin 2021
Emprunts obligataires (1)	28 727									542		29 270
Emprunts auprès de la BEI (2)	18 765	21 500	(20 000)	(108)				1 302		(2 273)		19 185
Emprunts auprès de la BPI												
Emprunt Atout auprès de la BPI	5 000											5 000
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI	5 000											5 000
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP (3)	6 263				160			4				6 427
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC (3)	6 263				160			4				6 427
Dettes sur droit d'utilisation - non courant	9 289		(444)			(6)	8				70	8 918
Dépôts et cautionnements reçus	56											56
Dettes relatives aux parties liées	6 821	278										7 100
Dettes relatives au financement des créances clients (4)	1 382								(1 381)			
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>87 566</b>	<b>21 778</b>	<b>(20 444)</b>	<b>(108)</b>	<b>320</b>	<b>(6)</b>	<b>8</b>	<b>1 309</b>	<b>(1 381)</b>	<b>(1 731)</b>	<b>70</b>	<b>87 382</b>
Intérêts courus sur dettes financières	3 856	2 266	(2 277)				0					3 845
Dettes sur droit d'utilisation - courant	896					6	4					905
Ligne de crédit court terme												
Couvertures de juste valeur liées au risque de change (5)									(29)			(29)
Intérêts courus non échus	3								10			13
Concours bancaires (trésorerie passive)												
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>4 754</b>	<b>2 266</b>	<b>(2 277)</b>			<b>6</b>	<b>4</b>		<b>(19)</b>			<b>4 735</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>92 321</b>	<b>24 045</b>	<b>(22 721)</b>	<b>(108)</b>	<b>320</b>		<b>12</b>	<b>1 309</b>	<b>(1 400)</b>	<b>(1 731)</b>	<b>70</b>	<b>92 117</b>
Dont												
Courant	4 865	2 266	(2 277)			6	4		(1 400)	542		4 005
Non courant	87 455	21 778	(20 444)	(108)	320	(6)	8	1 309		(2 273)	70	88 112

- 1) La société FORSEE POWER SA a émis 30 M€ d'obligations convertibles OC5 auprès du Fonds SPI (15 M€), et d'Idinvest (15 M€) en février et mai 2020. Ces obligations n'ont pas été converties en actions au 30 juin 2021.
- 2) Financement par la BEI et mise à disposition de la première tranche de 7,5 M€ en mars 2018, de la deuxième tranche de 7,5 M€ en octobre 2018 et de la troisième et dernière tranche de 5 M€ en décembre 2019. Cet emprunt de 20 M€ a été intégralement remboursé en juin 2021.

L'emprunt de 20 M€ de la BEI est accompagné de 6 857 BSA<sub>BEI Warrant A</sub> émis le 15 mars 2018, conduisant en cas d'exercice à l'émission de 7 965 actions ordinaires (AO).

Dans le même temps, la tranche A pour 21.5 M€ du nouveau contrat de financement signé avec la BEI en décembre 2020 a été levée le 16 juin 2021. Cette tranche est accompagnée de 3 500 BSA<sub>BEI Warrant C</sub> émis le 4 juin 2021, conduisant en cas d'exercice à l'émission de 3 500 actions ordinaires (AO).

Les instruments financiers dérivés sur les emprunts BEI, les BSA<sub>BEI Warrant A</sub> et BSA<sub>BEI Warrant C</sub>, sont présentés en Note 7.12 ci-dessous.

- 3) Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) auprès de la BNP et d'HSBC ont été accordés à taux 0%, et renégociés en mars 2021 respectivement à 0.75% et 0.31%.
- 4) Le Groupe a mis un terme en juin 2021 au contrat factor avec recours auprès de la BNP. Les dettes relatives au financement des créances clients sont donc soldées au 30 juin 2021, seul demeure un solde de 2 K€ de cautions et retenues de garantie présenté en « Autres créances ». Le montant des créances cédées et maintenues au bilan s'élevait au 31 décembre 2020 à 1 520 K€, pour une dette financière nette de 1 382 K€.
- 5) Contrats à terme en devise (*currency forward*) pour couvrir des dettes fournisseurs en devise dollar

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	31 décembre 2019	Emissions	Remboursements	Intérêts présentés au titre des emprunts à taux zéro	Reclassement	Ecart de conversion	Effet du TIE	Variation nette	Juste valeur	Emissions emprunts IFRS 16	30 juin 2020
Emprunts obligataires (1)		30 000					(1 478)		82		28 603
Emprunts auprès de la BEI (2)	18 107	0					329				18 436
Emprunts auprès de la BPI	19			14							33
Emprunt Atout auprès de la BPI		5 000									5 000
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI		5 000									5 000
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP (3)		7 500		(1 404)							6 096
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC (3)		7 500		(1 404)							6 096
Dettes sur droit d'utilisation - non courant (4)	1 815		(295)		(79)	(3)				8 314	9 751
Dépôts et cautionnements reçus	56										56
Dettes relatives aux parties liées	6 162	388	(0)								6 549
Dettes relative au financement des créances clients	9 238							(4 329)			4 909
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>35 396</b>	<b>55 388</b>	<b>(295)</b>	<b>(2 794)</b>	<b>(79)</b>	<b>(3)</b>	<b>(1 150)</b>	<b>(4 329)</b>	<b>82</b>	<b>8 314</b>	<b>90 530</b>
Intérêts courus sur dettes financières	1 080	1 334	(462)				(0)				1 952
Dettes sur droit d'utilisation - courant	674				104	(1)					777
Ligne de crédit court terme (5)	4 500							(4 499)			1
Couvertures de juste valeur liées au risque de change											
Intérêts courus non échus	10										10
Concours bancaires (trésorerie passive)											
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>6 264</b>	<b>1 334</b>	<b>(462)</b>		<b>104</b>	<b>(1)</b>		<b>(4 499)</b>			<b>2 740</b>
<b>Endettement financier brut &amp; assimilés</b>	<b>41 661</b>	<b>56 721</b>	<b>(756)</b>	<b>(2 794)</b>	<b>25</b>	<b>(5)</b>	<b>(1 150)</b>	<b>(8 828)</b>	<b>82</b>	<b>8 314</b>	<b>93 270</b>
<i>Dont</i>											
<i>Courant</i>	15 518	1 334	(462)		104	(1)	(1 478)	(8 843)	82		6 253
<i>Non courant</i>	26 142	55 388	(295)	(2 794)	(79)	(3)	329	15		8 314	87 017

- 1) La société FORSEE POWER SA a émis 30 M€ d'obligations convertibles OC5 auprès du Fonds SPI (15 M€), et d'Idinvest (15 M€) en février et mai 2020. Ces obligations n'avaient pas été converties en actions en décembre 2020.
- 2) Refinancement par la BEI et mise à disposition de la première tranche de 7,5 M€ en mars 2018, de la deuxième tranche de 7,5 M€ en octobre 2018 et de la troisième et dernière tranche de 5 M€ en décembre 2019.  
  
L'emprunt de 20 M€ de la BEI est accompagné de 6 857 BSA BEI Warrant A émis le 15 mars 2018. L'instrument financier dérivé sur l'emprunt et les BSA est présenté en Note 7.12 ci-dessous.
- 3) Les Prêts Garantis par l'Etat auprès de la BNP et d'HSBC ont été accordé à taux 0.
- 4) L'émission correspond principalement à la prise d'effet du Bail en Etat Futur d'Achèvement (BEFA) pour le site de Chasseneuil du Poitou en 2020 pour 8 257 K€.
- 5) Ligne de crédit court terme pour financement du BFR du client HEULIEZ/IVECO mis en place en octobre 2018 et remboursé en 2020.

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

en milliers d'euros	30 juin 2021	à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Covenant
Emprunts obligataires	29 270			29 270	non
Emprunts auprès de la BEI	19 185			19 185	oui
Emprunt Atout auprès de la BPI	5 000		5 000		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BPI	5 000		5 000		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la BNP	6 427		6 427		non
Prêt Garanti par l'Etat auprès de la HSBC	6 427		6 427		non
Dettes sur biens pris en location	8 918		3 514	5 404	non
Dépôts et cautionnements reçus	56			56	non
Dettes relatives aux parties liées	7 100		7 100		non
Dettes relative au financement des créances clients					non
<b>Dettes financières long terme</b>	<b>87 382</b>		<b>33 467</b>	<b>53 915</b>	
Intérêts courus sur dettes financières	3 845		3 845		non
Dettes sur biens pris en location	905	905			non
Couvertures de juste valeur liées au risque de change	(29)	(29)			
Ligne de crédit court terme					non
Intérêts courus non échus	13	13			non
<b>Dettes financières court terme</b>	<b>4 735</b>	<b>889</b>	<b>3 845</b>		
<b>Endettement financier brut et assimilé</b>	<b>92 117</b>	<b>889</b>	<b>37 313</b>	<b>53 915</b>	

## 7.12. Dérivés sur instruments financiers

	Date d'émission	Date d'échéance	Nombre d'instruments	30 juin 2021	31 décembre 2020
BSA Warrant A pour BEI	18 mars 2018	15 mars 2028	6 857	5 139	2 984
Dérivé sur OCA 5	1er mars 2020	1er mars 2025	123 957	938	1 473
BSA Warrant C pour BEI	4 juin 2021	4 juin 2041	3 500	2 273	
<b>Total</b>			<b>134 314</b>	<b>8 350</b>	<b>4 457</b>

La société a émis le 15 mars 2018 pour 6 857 Bons de Souscription d'Action (BSA BEI Warrant A) au profit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour l'accord du financement de 20 M€.

Ces BSA BEI Warrant A sont présentés et évalués comme un instrument dérivé passif pour les raisons suivantes :

- Ces BSA BEI Warrant A ne remplissent pas la condition d'un instrument de capitaux propres dans la mesure où son dénouement ne peut se traduire par un nombre fixe d'actions de la société ;
- Ces BSA BEI Warrant A sont assortis d'un *put option* permettant à la BEI de disposer d'un remboursement en cash pour la juste valeur des actions non reçues.

La variation de juste valeur du dérivé est comptabilisée en résultat financier. La valeur du dérivé correspond au coût de l'option en cas d'exercice de ces BSA.

Un instrument dérivé a été reconnu sur les emprunts obligataires OC 5 émis le 1<sup>er</sup> mars 2020.

Les variations de la période et de la période précédente sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<i>en milliers d'euros</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Instrument dérivé à l'ouverture</b>	<b>4 457</b>	<b>2 986</b>
Variation de juste valeur reconnue en résultat	1 619	(8)
Instrument dérivé émis sur la période (net des coûts)	2 273	1 478
Instrument dérivé annulé suite à conversion		0
<b>Instrument dérivé à la clôture</b>	<b>8 350</b>	<b>4 457</b>

L'échéancier des dérivés sur instruments financiers est le suivant :

	à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
BSA Warrant A pour BEI			5 139	5 139
Dérivé sur OCA 5		938		938
BSA Warrant C pour BEI			2 273	2 273
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>938</b>	<b>7 412</b>	<b>8 350</b>

### 7.13. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

#### 7.13.1. Gestion du risque de crédit

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de retard dans les encaissements des clients ou en cas de faillite de l'un de ses clients qui manqueraient à ses obligations, et entraînant une perte financière pour le Groupe. Le Groupe fait en sorte de ne pas créer ni entretenir de dépendance vis-à-vis d'eux en diversifiant la nature de sa clientèle et en développant sa part à l'export.

Le Groupe est exposé à un risque de crédit limité au 30 juin 2021 compte tenu de la qualité financière des principaux clients.

#### 7.13.2. Gestion du risque de liquidité

Le Groupe est confronté à un risque de liquidité, c'est-à-dire à un risque que le Groupe ne puisse pas faire face à ses obligations financières inhérentes à la poursuite de son activité.

Par expérience, les banques et ses partenaires financiers ont accompagné régulièrement le Groupe dans sa croissance organique et ses besoins de financement.

Les actionnaires de la société ont toujours apporté leur soutien financier dans le financement de celui-ci. Il a ainsi bénéficié de plusieurs injections en compte courant et d'une recapitalisation financière. La dette financière relative aux actionnaires s'élève à 7,1 M€ au 30 juin 2021.

Forsee Power a finalisé le 18 décembre 2017 un financement de 55 M€ pour soutenir l'industrialisation de ses systèmes de batteries. Ce financement a été opéré par le conglomérat japonais Mitsui & Co., Ltd (entrée au capital avec un apport de 18 M€ de capital et 2 M€ d'achat d'actions au fondateur), la Banque Européenne d'Investissement via le Fonds européen pour les investissements stratégiques dans le cadre du plan Juncker (prêt de 20 M€ en 3 tranches conditionnées signé en mars 2018) et les associés historiques (capitalisation des apports en comptes courants à hauteur de 14,6 M€). Les 3 tranches ont été levées en 2018 et 2019, l'intégralité de la dette a été remboursée par anticipation en juin 2021.



Par ailleurs, une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 4 M€ a été réalisée en mars 2019, et une seconde augmentation de capital a été constatée le 18 décembre 2019 d'un montant de 16,5 M€ avec l'arrivée d'un nouvel associé.

En 2020, Forsee Power a réalisé une levée de fonds de 55 M€ se caractérisant par un emprunt obligataire de 30 M€, deux emprunts auprès de la BPI de 5 M€ chacun et deux PGE de 7.5 M€ chacun.

A la fin de l'année 2020, le Groupe a signé un contrat de financement avec la BEI (Banque Européenne d'Investissement) qui lui met à disposition notamment trois nouvelles lignes de financement complémentaire (Tranches B, C et D), toutes les trois avec un remboursement du capital *in fine* cinq ans après la date de tirage. La Tranche B de 8,5 M€ et la Tranche C de 10 M€ de la BEI étaient conditionnées à des covenants d'atteinte de niveau de chiffre d'affaires que le Groupe a obtenu dès la clôture de l'exercice 2020.

La Tranche C requiert en sus un refinancement d'un ou de plusieurs de ses actionnaires d'un montant de 10 M€.

Dans le contexte de croissance du Groupe, d'extension de sa notoriété dans un marché de l'électromobilité en forte expansion, mais aussi de soutien financier historique et récent des principaux actionnaires, le Management du Groupe Forsee reste tout à fait confiant sur la mobilisation d'un ou plusieurs actionnaires à l'augmentation de capital préalable requise de 10 M€, permettant la mise à disposition de la Tranche C de 10 M€ par la BEI.

La Tranche D de 10 M€ est quant à elle conditionnée à un niveau de chiffre d'affaires et de profitabilité que le Groupe projette d'atteindre à moyen terme.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes de financement bancaire de 9 M€ obtenues le 30 juin 2021 pour une période de 12 mois auprès de la Banque Populaire Val de France, de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, et du CIC. Ces lignes étaient non encore utilisées, et étaient donc disponibles, au 30 juin 2021.

En complément, le Groupe dispose de programmes d'affacturage auprès de la banque Santander et de HSBC.

Le Groupe s'assure ainsi en permanence qu'il dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses dettes lorsqu'elles arrivent à échéance.

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Autorisation de découvert		
<b>Sous-total facilités de crédit (a)</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 195	11 273
Découverts bancaires - Trésorerie Passive		
<b>Liquidité nette (b)</b>	<b>4 195</b>	<b>11 273</b>
<b>Total position de liquidité (a) + (b)</b>	<b>4 195</b>	<b>11 273</b>

### 7.13.3. Gestion du risque de marché

Le risque de marché n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2020.

## **7.14. Informations relatives à la juste valeur des actifs et des passifs financiers**

### **7.14.1. Trésorerie, prêts et créances**

Le Groupe estime que la valeur comptable de la trésorerie, des créances clients, des autres créances, des dettes fournisseurs, des autres dettes et des divers dépôts et cautionnements, est une bonne approximation de la valeur de marché en raison du fort degré de liquidité de ces postes et de leur échéance à moins d'un an.

### **7.14.2. Actifs à la juste valeur**

Le Groupe ne détient pas de valeurs mobilières de placements.

### **7.14.3. Instruments financiers dérivés et de couverture**

Le Groupe ne détient aucun instrument dérivé de trading.

Le Groupe dispose depuis avril 2021 de couverture en devise dollar américain (\$) au moyen de contrat à terme (*currency forward*).

### **7.14.4. Passifs financiers au coût amorti**

Pour les dettes fournisseurs, le Groupe considère que la valeur comptable est une bonne approximation de la valeur de marché, en raison du fort degré de liquidité de ces éléments.

La valeur de marché des dettes financières à long terme et à court terme est déterminée en utilisant la valeur des flux de trésorerie décaissés futurs estimés, actualisés en utilisant les taux observés par le Groupe en fin de période pour les instruments possédant des conditions et des échéances similaires.

### **7.14.5. Bilan des instruments financiers**

Les valeurs de marché des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur qui correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale constatée sur le marché principal ou le plus avantageux, à la date d'évaluation. Les méthodes de valorisation des actifs et passifs financiers retenues par niveau sont les suivantes :

- Niveau 1 : juste valeur déterminée exclusivement par référence aux prix constatés sur des marchés actifs ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par un modèle utilisant des paramètres de marchés observables directement ou indirectement ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par un modèle incorporant certains paramètres non observables sur un marché ;

en milliers d'euros	30 juin 2021	Juste valeur	Niveau 1 Cours cotés non ajustés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 195	4 195	4 195		
Instruments financiers non détenus à des fins de transaction	842				842
<b>Actifs financiers à la juste valeur</b>	<b>5 037</b>	<b>4 195</b>	<b>4 195</b>		<b>842</b>
Dépôts de garanties et cautionnements versés	167	167			167
Autres actifs financiers	3 785	3 785			3 785
Créances nettes	13 128	13 128			13 128
Autres actifs	4 442	4 442			4 442
<b>Actifs au coût amorti</b>	<b>21 523</b>	<b>21 523</b>			<b>21 523</b>
Dérivés sur instrument financier	8 350	8 350		8 350	
Dérivé de couverture de change	(29)			(29)	
<b>Passifs financiers à la juste valeur</b>	<b>8 321</b>	<b>8 350</b>		<b>8 321</b>	
Dettes financières long terme	87 382	87 382			87 382
Dettes financières court terme	4 764	4 764			4 764
Dettes fournisseurs	11 897	11 897			11 897
Autres passifs	11 720	11 720			11 720
<b>Passifs au coût amorti</b>	<b>115 763</b>	<b>115 763</b>			<b>115 763</b>

Les méthodes et hypothèses utilisées afin d'estimer la juste valeur des éléments d'actifs et passifs financiers sont présentées en Note 3.3.7.

#### 7.15. Dettes fournisseurs et avances

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Fournisseurs	9 576	8 684
Clients - Avances et acomptes reçus	2 321	1 101
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>11 897</b>	<b>9 786</b>

## 7.16. Autres passifs

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Dettes sociales	6 863	7 313
Dettes fiscales	1 096	945
Passifs liés aux contrats clients (1)	563	329
Autres dettes courantes diverses (2)	1 037	675
<b>Autres dettes présentées en BFR</b>	<b>9 559</b>	<b>9 262</b>
Dette d'impôt sur les sociétés	13	14
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	0	0
Avantages octroyés sur PGE avec taux à des conditions hors marché	2 147	2 475
<b>Autres passifs</b>	<b>11 720</b>	<b>11 751</b>
<i>Dont</i>		
<i>Courant</i>	8 652	8 554
<i>Non courant</i>	3 068	3 197

- 1) Revenus constatés d'avance sur des phases de développement de batterie spécifique ;
- 2) Dont 419 K€ chez Zhongshan Forsee Industry Ltd (contre 422 K€ au 31 décembre 2020) et 468 K€ sur Zhongshan Forsee Development (contre 200 K€ au 31 décembre 2020) ;

Les autres passifs ont une échéance à moins de 12 mois à l'exception de l'avantage octroyé sur PGE à taux zéro à échéance entre 1 et 5 ans.

## 7.17. Détail du Besoin en Fonds de Roulement

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2020	BFR	Effet non cash en BFR des éléments calculés	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	30 juin 2021
Stocks nets	7.5	28 284	(3 999)		129	(0)	24 414
Créances clients nettes	7.6	14 180	(1 130)		78		13 128
Autres actifs courants	7.7	3 269	(1 443)	1 089	(306)		2 609
Dettes fournisseurs	7.15	(9 786)	(415)	(1 634)	(62)		(11 897)
Autres passifs courants (1)	7.16	(11 737)	(264)	2 475	(33)		(9 559)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>24 210</b>	<b>(7 252)</b>	<b>1 930</b>	<b>(193)</b>	<b>(0)</b>	<b>18 695</b>

(1) Reclassement des 2 475 K€ des avantages octroyés sur PGE à taux zéro au 31 décembre 2020

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2020	Variation et impact résultat	Reclassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	30 juin 2021
Variation des impôts différés	7.18	487	(210)	63	(27)		312
Variation des créances et dettes IS		330	1	(21)	1		309
<i>dont CIR</i>							
Charges fiscales comptabilisées		(3 728)	238				(238)
<b>Total des variations de l'impôt</b>			<b>29</b>	<b>41</b>	<b>(27)</b>		

Les variations de la période précédente sont les suivantes :

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2019	BFR	Effet non cash en BFR des éléments calculés	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	30 juin 2020
Stocks nets		18 170	9 774		(36)		27 907
Créances clients nettes		25 519	(4 601)		(19)		20 899
Autres actifs courants		3 422	2 872	(2 405)	(34)		3 855
Dettes fournisseurs		(19 832)	336	3 041	16		(16 440)
Autres passifs courants		(9 060)	(1 361)	(636)	33		(11 024)
<b>Total des variations du Besoin en Fonds de Roulement (BFR)</b>		<b>18 219</b>	<b>7 020</b>	<b>(0)</b>	<b>(41)</b>		<b>25 198</b>

en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2019	Variation et impact résultat	Redassement	Effets de conversion	Adoption IFRS 16	30 juin 2020
Variation des impôts différés	7.18	4 208	(3 299)	(0)	(244)		664
Variation des créances et dettes IS		308	18		(0)		326
<i>dont CIR</i>							
Charges fiscales comptabilisées		197	3 568				(3 568)
<b>Total des variations de l'impôt</b>			<b>286</b>	<b>(0)</b>	<b>(244)</b>		

### 7.18. Impôts différés

Les impôts différés se décomposent de la manière suivante :

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
Différences temporaires fiscales	24	16
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	57	57
Retraitements IFRS 16 sur contrats de location	122	113
Frais d'augmentation de capital	158	128
Frais d'émission d'emprunt au TIE	172	80
Passifs sur contrat IFRS 15 non reconnu en revenu	(218)	0
Marges internes sur stocks	5	35
Autres différences temporaires	(8)	60
Activation des déficits fiscaux reportables	0	0
<b>Total Impôts différés nets</b>	<b>312</b>	<b>488</b>

Le Groupe a limité depuis le 31 décembre 2020 la reconnaissance des IDA sur les déficits fiscaux reportables des entités fiscales en fonction des perspectives de recouvrement sur un horizon de 3 ans. Le Groupe limitait auparavant la reconnaissance des IDA sur les déficits fiscaux reportables en fonction de la probabilité de récupération sur un horizon de 5 ans.

Les impôts différés ont été valorisés pour les sociétés françaises selon le taux d'imposition en vigueur l'année du retournement des différences temporaires, tenant compte du taux d'imposition dégressif passant à 26.5% en 2021 pour atteindre 25% en 2022 suite à la loi de finances 2021.

En milliers d'euros	30 juin 2021		31 décembre 2020	
	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA	Déficits fiscaux reportables (base)	IDA
Forsee Power	0	0	0	0
Zhongshan Forsee Power Industry				
Forsee Power Spz				
Forsee Power India				
<b>Total éléments reconnus dans les états financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Forsee Power	122 102	30 526	110 351	27 588
Zhongshan Forsee Power Industry				
Forsee Power Spz				
Forsee Power India				
<b>Total éléments non reconnus dans les états financiers</b>	<b>122 102</b>	<b>30 526</b>	<b>110 351</b>	<b>27 588</b>
<b>Total</b>	<b>122 102</b>	<b>30 526</b>	<b>110 351</b>	<b>27 588</b>

La variation des impôts différés est la suivante :

en milliers d'euros	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Impôts différés actifs à l'ouverture</b>	<b>492</b>	<b>4 212</b>
Charge comptabilisée au résultat global	(225)	(4 270)
IDA sur activation des contrats de location	15	116
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	63	(0)
Autres	(27)	434
<b>Impôts différés actifs à la clôture</b>	<b>317</b>	<b>492</b>
<b>Impôts différés passifs à l'ouverture</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Charge comptabilisée au résultat global	0	0
Compensation IDA/IDP sur entité fiscale	(63)	(0)
Autres	63	0
<b>Impôts différés passifs à la clôture</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## 8. Informations relatives aux postes de l'état du résultat global consolidé

### 8.1. Ventilation du chiffre d'affaires

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Ventes de marchandises	36 479	25 724
Prestations de services	626	1 719
Autres activités	65	211
<b>Total</b>	<b>37 171</b>	<b>27 653</b>

### 8.2. Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Production stockée	0	0
Subventions d'exploitation	20	2
Transferts de charges	267	(0)
Résultat cession d'immobilisations	(13)	(2)
Variation des justes valeurs	0	0
Autres produits et charges	(430)	(703)
Autres produits et charges non courants	(22)	(39)
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(177)</b>	<b>(742)</b>

### 8.3. Services extérieurs et achats consommés

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Achats consommés	(28 877)	(21 029)
Honoraires, prestations extérieures	(1 772)	(1 562)
Locations, entretien & assurances	(499)	(282)
Transports, déplacements & réceptions	(965)	(1 183)
Frais d'études et de recherche	(648)	(611)
Frais postaux & de télécommunications	(133)	(127)
Sous-traitance	(269)	(150)
Gains et pertes de change sur achats	0	0
Autres	(48)	(19)
<b>Services extérieurs et achats consommés</b>	<b>(33 212)</b>	<b>(24 960)</b>



#### 8.4. Charges de personnel et effectifs

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
<b>Charges de personnel</b>		
Rémunération	(7 706)	(6 193)
Charges sociales	(2 514)	(1 858)
Autres avantages court terme et CICE	(125)	(138)
Coûts des services rendus des régimes à prestations définies (IFC et MDT)	0	0
Coûts des paiements en actions (stock-options)	(247)	(224)
Participation	0	0
<b>Total</b>	<b>(10 593)</b>	<b>(8 413)</b>
<b>Effectif moyen</b>		
Cadres	152	137
Non Cadres	356	340
<b>Total</b>	<b>508</b>	<b>477</b>

#### 8.5. Impôts et taxes

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Taxes assises sur les salaires	(206)	(173)
Autres taxes	(264)	(306)
<b>Impôts &amp; taxes</b>	<b>(471)</b>	<b>(479)</b>

#### 8.6. Dotations/Reprises aux amortissements et provisions d'exploitation

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	(980)	(1 050)
Amortissements des droits d'utilisation sur immobilisations corporelles	(620)	(639)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(571)	(520)
Provisions pour risques et charges	(824)	205
Dépréciation nettes sur stocks et créances	124	(647)
<b>Dotations nettes</b>	<b>(2 872)</b>	<b>(2 651)</b>

## 8.7. Résultat financier

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Produits financiers encaissés sur les actifs financiers	0	0
<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Charges d'intérêts sur emprunt	(3 151)	(1 954)
<b>Cout de l'endettement financier brut</b>	<b>(3 151)</b>	<b>(1 954)</b>
Gains et pertes de change	113	62
Gains et pertes de change liés aux réserves de conversion	0	0
Dépréciations nettes des actifs financiers évalués au coût amorti	0	0
Variation de juste valeur des dérivés	(2 155)	(1)
Variation de juste valeur du dérivé et effet du TIE	(1 309)	(329)
Charges financières des dettes sur bien pris en location	(170)	(163)
Autres charges financières (1)	(59)	(54)
Autres produits financiers	354	8
<b>Autres charges et produits financiers nets</b>	<b>(3 226)</b>	<b>(476)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(6 377)</b>	<b>(2 430)</b>

1) Dont 54 K€ des commissions d'affacturage au 30 juin 2021 ;

## 8.8. Impôt sur les résultats

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Impôts courants	0	(24)
Impôts différés	(238)	(3 544)
<b>Charge fiscale</b>	<b>(238)</b>	<b>(3 568)</b>

La preuve d'impôt sur les périodes présentées est la suivante :

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Charge fiscale théorique (au taux en vigueur)	4 133	3 186
Charge fiscale réelle	(238)	(3 568)
<b>Différence</b>	<b>4 371</b>	<b>6 754</b>
Différences permanentes	9	155
Crédits d'impôt (CIR, CICE)	0	0
Dérivés sur les instruments financiers	851	101
Ajustement taux d'imposition en France (report variable)	37	
Charges financières non déductibles et non reconnues	60	80
Déficit fiscal né sur la période et non reconnu au bilan	3 284	3 121
Dépréciation sur la période de déficits fiscaux antérieurement reconnus au bilan	0	3 918
Autres différences	130	(621)
<b>Détail des différences</b>	<b>4 371</b>	<b>6 754</b>

## 9. Autres informations

### 9.1. Evénements postérieurs au 30 juin 2021

Les événements significatifs intervenus entre le 30 juin 2021 et la date d'arrêté des comptes par le Président le 29 septembre 2021 sont les suivants :

- Reprise le 21 juillet 2021 de l'activité et d'une partie des effectifs d'Holiwatt (ex Centum Adetel Transportation) spécialiste du stockage d'énergie ferroviaire et des systèmes de charge rapide permettant au Groupe de se renforcer sur le marché du transport ferroviaire ;
- Accord des obligataires sur la renégociation des OC5 sur une diminution du taux et de la parité de conversion ;
- Autorisation par l'AGE du 5 août 2021 pour un plan de stocks options (SO<sub>2021</sub>) et d'attribution d'actions gratuites (AGA<sub>2021</sub>) ;
- Obtention du *waiver* de la BEI dans le cadre de la souscription des lignes de financement bancaires pour un montant de 9M€ (cf. Note 2 « Faits caractéristiques de la période »).

### 9.2. Relations avec les parties liées

#### 9.2.1. Rémunérations versées au management

Les rémunérations allouées aux membres du Comité exécutif sont les suivantes :

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Salaires et autres avantages à court terme	1 506	1 195
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres rémunérations		
Indemnités de fin de contrat	7	
Païement en actions	238	448
Jetons de présence		
<b>Rémunérations des principaux dirigeants</b>	<b>1 751</b>	<b>1 643</b>

#### 9.2.2. Autres transactions avec les parties liées

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Créance envers NEOT CAPITAL	0	270
Emprunt obligataire OC5 (30 M€) vis-à-vis des actionnaires	29 270	28 603
Dette financière envers les actionnaires	7 100	6 821
<b>Total éléments de l'état de la situation financière</b>	<b>36 370</b>	<b>35 695</b>
Charges d'intérêt (compte courant et OC5)	(2 096)	(1 455)
Produits d'intérêt sur créance envers NEOT CAPITAL	18	
Charges opérationnelles		
<b>Total éléments du compte de résultat</b>	<b>(2 078)</b>	<b>(1 455)</b>

### 9.3. Engagements hors bilan

La société FORSEE POWER SAS a consenti des garanties au profit de certains de ses actionnaires (cf. Notes 3.3.13.1 et 7.9.3.1). Si une déclaration de la garantie s'avère inexacte, la société s'est engagée à

réparer le préjudice subi par les actionnaires concernés au travers soit d'un paiement, soit d'une émission d'actions réservée sur exercice de BSA, soit d'une augmentation de capital souscrite par les investisseurs par compensation avec la créance qu'ils ont sur la société résultant du préjudice subi. Le montant maximum de l'indemnisation qui pourrait être due par la société est plafonné à 18 717 K€. La société et les bénéficiaires de ces garanties se sont accordés pour annuler ces garanties postérieurement au 30 juin 2021.

La société FORSEE POWER a bénéficié en juin 2021 de lignes de crédit pour 9 M€ garanties par un gage sur stocks de 11.7 M€ pour la période 30 juin 2021 au 30 juin 2022.

Lettre de crédit SBLC Documentaire de 7 000 K\$ à échéance 31 décembre 2021 et garantie par un gage sur espèces de 4 500 K\$.

#### 9.4. Honoraires des Commissaires aux comptes

en milliers d'euros	30 juin 2021	30 juin 2020
Certification et examen des comptes individuels et consolidés	46	70
Services autres que la certification des comptes	18	23
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>93</b>

*En HT et hors frais*

## **18.2.2 Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2021**

### **FORSEE POWER**

Société Par Actions Simplifiée  
54-56, avenue Hoche  
75008 - Paris

---

### **Rapport d'examen limité des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés**

**Période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021**

---

Au Président,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Forsee Power (ci-après la « Société ») et à votre demande dans le cadre du projet d'offre au public et d'admission de titres de capital de la Société à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext Paris, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Société, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021 (ci-après les « Comptes Consolidés Intermédiaires Résumés »), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que, dans la mesure où la Société n'a pas établi de comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2020, les informations relatives à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des Comptes Consolidés Intermédiaires Résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces Comptes Consolidés Intermédiaires Résumés ont été établis sous votre responsabilité. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les Comptes Consolidés Intermédiaires Résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des Comptes Consolidés Intermédiaires Résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Paris-La-Défense et Sarcelles, le 29 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Thierry QUERON

Jean LEBIT

## **18.3 Audit des informations financières annuelles historiques**

### **18.3.1 Rapport d’audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l’exercice clos le 31 décembre 2020**

#### **FORSEE POWER**

Société par Actions Simplifiée  
54-56, Avenue Hoche  
75 008 - PARIS

---

#### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2020

---

Aux Associés de la société FORSEE POWER

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société FORSEE POWER SAS relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l’opinion**

##### **Référentiel d’audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d’émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à



distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Votre société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables, selon les modalités décrites aux paragraphes (b) « Frais de recherche et développement » de la note 4.1.2. « Utilisations d'estimations de la Direction » et 4.3.3. « Frais de développement » de la note 4.3. « Méthodes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité ainsi que les autres éléments sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous sommes assurés que les notes de l'annexe fournissent une information appropriée.

Votre société procède à chaque clôture à un test d'évaluation et de dépréciation des goodwill en fonction des flux de trésorerie futurs et d'un taux d'actualisation, selon les modalités décrites dans les paragraphes (a) « Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill » de la note 4.1.2. « Utilisation d'estimations de la Direction » et 4.3.2. « Goodwill » de la note 4.3. « Méthodes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre, les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement

détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense et Sarcelles, le 12 mai 2021

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Thierry QUERON

Cabinet Jean LEBIT

### **18.3.2 Rapport d’audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l’exercice clos le 31 décembre 2019**

#### **FORSEE POWER**

Société par actions simplifiée  
54-56 Avenue Hoche  
75008 Paris

---

<b>Rapport</b>	<b>des</b>	<b>commissaires</b>	<b>aux</b>	<b>comptes</b>
<b>sur les comptes consolidés</b>				

Exercice clos le 31 décembre 2019

---

Aux associés de la société FORSEE POWER

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société FORSEE POWER relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu’ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 5 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d’audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes

auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Votre société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables, selon les modalités décrites aux paragraphes (b) « Frais de recherche et développement » de la note 4.1.2. « Utilisations d'estimations de la Direction » et 4.3.3. « Frais de développement » de la note 4.3. « Méthodes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité ainsi que les autres éléments sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous sommes assurés que les notes de l'annexe fournissent une information appropriée.

Votre société procède à chaque clôture à un test d'évaluation et de dépréciation des goodwill en fonction des flux de trésorerie futurs et d'un taux d'actualisation, selon les modalités décrites dans les paragraphes (a) « Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill » de la note 4.1.2. « Utilisation d'estimations de la direction » et 4.3.2. « Goodwill » de la note 4.3. « Méthodes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre, les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 5 juin 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et

sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Sarcelles et Paris-La-Défense, le 8 juin 2020

Les commissaires aux comptes

Jean LEBIT

Deloitte & Associés

Thierry QUERON

### **18.3.3 Rapport d’audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l’exercice clos le 31 décembre 2018**

#### **FORSEE POWER**

Société par actions simplifiée  
54-56 Avenue Hoche  
75008 Paris

---

<b>Rapport</b>	<b>des</b>	<b>commissaires</b>	<b>aux</b>	<b>comptes</b>
<b>sur les comptes consolidés</b>				

Exercice clos le 31 décembre 2018

---

Aux associés de la société FORSEE POWER

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société FORSEE POWER relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d’audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Votre société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables, selon les modalités décrites aux paragraphes (b) « Frais de recherche et développement » de la note 4.1.2. « Utilisations d'estimations de la Direction » et 4.3.3. « Frais de développement » de la note 4.3. « Méthodes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité ainsi que les autres éléments sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous sommes assurés que les notes de l'annexe fournissent une information appropriée.

Votre société procède à chaque clôture à un test d'évaluation et de dépréciation des goodwill en fonction des flux de trésorerie futurs et d'un taux d'actualisation, selon les modalités décrites dans les paragraphes (a) « Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill » de la note 4.1.2. « Utilisation d'estimations de la direction » et 4.3.2. « Goodwill » de la note 4.3. « Méthodes comptables et règles d'évaluation » de l'annexe aux comptes consolidés. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre, les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport du président sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Sarcelles et Paris-La-Défense, le 6 juin 2019

Les commissaires aux comptes

Jean LEBIT      Deloitte & Associés

Thierry QUERON

#### **18.4 Informations financières pro forma**

Non applicable.

#### **18.5 Politique en matière de dividendes**

La Société n'a procédé à aucun versement de dividendes au titre des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018. Il n'est pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court ou moyen terme compte tenu du stade de développement de la Société afin de mobiliser les ressources disponibles au financement de son plan de développement.

#### **18.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage**

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, arbitrales, administratives ou réglementaires, qui peuvent notamment inclure des contentieux avec ses clients, fournisseurs, concurrents, employés ainsi que des administrations fiscales ou autres. À la date du Document d'enregistrement, le Groupe n'a pas connaissance de procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en cours ou dont le Groupe est menacé) autres que celle mentionnée ci-dessous, susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou du Groupe.

Une provision est enregistrée par le Groupe dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraînent des coûts à la charge de la Société ou de l'une de ses filiales et que le montant de ces coûts peut être raisonnablement estimé. Au 30 juin 2021, le montant total des provisions pour risques et charges du Groupe s'élevait à 7 512 milliers d'euros (voir la note 7.10.1 « Détail des provisions pour risques et charges » des comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2021 inclus à la section 18.2.1 du Document d'enregistrement).

##### *Contentieux avec la société Unu GmbH*

En date du 23 juillet 2016, Unu GmbH et la Société ont conclu un accord d'approvisionnement basé sur les informations techniques concernant les scooters fournies par Unu. En cas de défaillance des batteries, le Groupe s'est engagé à remplacer gratuitement les produits défectueux livrés ou à les rembourser. Le Groupe a été amené à changer de fournisseur et de type de cellules pour ses batteries, ce qui a conduit les parties à conclure un avenant au contrat d'approvisionnement le 29 juin 2018. Depuis le 5 février 2019, 45 incendies se sont déclarés et l'origine de ces incendies a été attribuée par la société Unu à des défauts primaires de la batterie du scooter Unu (i.e. l'absence de protection en mousse dans certaines batteries, le changement de cellules composant le bloc de batteries, cellules endommagées lors de la fabrication, mauvaises soudures, défaillance du système de protection de la batterie). Dans de nombreux cas, le sinistre est survenu alors que la batterie n'était ni incorporée au scooter ni en charge. Suite au signalement effectuée par le Groupe auprès des autorités compétentes, une procédure de rappel a été engagée par Unu auprès des autorités compétentes. Le 12 mars 2021, Unu GmbH a assigné en référé devant le tribunal de commerce de Paris pour une demande d'expertise judiciaire la Société (et son assureur). Unu agit contre le Groupe sur le fondement de la responsabilité du fait des produits défectueux et la responsabilité contractuelle de droit commun, en alléguant que les batteries présentent des défauts et ne répondent pas aux caractéristiques techniques convenues entre les parties aux termes de l'accord d'approvisionnement du 23 juillet 2016. Unu estime le coût global des dommages matériels et immatériels à une somme minimale comprise en 3,4 et 4 millions d'euros (hors coûts internes générés par la procédure de rappel et hors sinistres supplémentaires susceptibles de survenir). La Société ne s'est pas opposée à cette demande d'expertise judiciaire mais a indiqué que celle-ci devait également porter sur les scooters produits par la société Unu, dont les caractéristiques non-conformes aux spécifications contractuelles sont à l'origine de dysfonctionnements des batteries étant susceptibles d'avoir entraîné lesdits sinistres. Par une ordonnance du 14 avril 2021, le juge des référés a ordonné la nomination d'un expert dont la mission porte à la fois sur l'étude des batteries et sur celle des scooters. La provision

constatée dans les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2021 d'un montant de 2 025 milliers d'euros comprend donc à la fois les honoraires du conseil juridique de la Société mais également ceux de l'expert judiciaire et des experts externes sollicités par la Société.

#### **18.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale**

A l'exception de ce qui est décrit dans le Document d'enregistrement, il n'y a pas eu, à la connaissance de la Société, de changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe depuis le 30 juin 2021.

## **19. INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES**

### **19.1 Capital social**

#### **19.1.1 Montant du capital social**

A la date du Document d'enregistrement, le capital social de la Société s'élève à 3 941 690 euros divisé en 394 169 actions de (dix) 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Le capital de la Société est composé de 62 093 actions ordinaires, 121 373 ADPC2, 185 300 ADPC3 et 25 403 ADPC3b.

Les actions de préférence ADPC2, ADPC3 et ADPC3b sont des actions de préférence au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce. A la date de règlement-livraison, l'ensemble des actions de préférence ADPC2, ADPC3 et ADPC3b seront automatiquement converties en actions ordinaires avec une parité d'une action ordinaire pour une action de préférence. Ainsi, à compter de cette date, le capital social de la Société sera exclusivement composé d'actions ordinaires.

Une assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, aux fins de procéder à une division de la valeur nominale des actions de la Société, sans incidence sur le montant du capital social.

#### **19.1.2 Titres non représentatifs du capital**

A la date du Document d'enregistrement, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

#### **19.1.3 Actions détenues par la Société**

A la date d'approbation du Document d'enregistrement, la Société ne détient aucune de ses propres actions et aucune action de la Société n'est détenue par un tiers pour son compte.

L'assemblée générale des associés devant se tenir au plus tard le jour de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris autorisera, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'assemblée, le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce et du Règlement (UE) n°596/2014 du 16 avril 2014 sur les abus de marché et conformément au Règlement général de l'AMF dans les conditions décrites ci-dessous :

**Nombre maximum d'actions pouvant être achetées :** 10 % du nombre total d'actions composant son capital social à la date du rachat des actions. Lorsque les actions sont acquises dans le but de favoriser l'animation et la liquidité des titres, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

#### **Objectifs des rachats d'actions :**

- favoriser l'animation et la liquidité des titres de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement indépendant, conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ; et/ou
- permettre d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions, d'attribution d'actions gratuites, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés de la Société ou d'une entreprise associée, en ce compris (i) la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code

de commerce, (ii) l'attribution d'actions existantes aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 à L. 3332-8 et suivants du Code du travail, ou (iii) l'attribution gratuite d'actions existantes dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; et/ou

- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de tout autre manière, dans le respect de la réglementation en vigueur ; et/ou
- l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve d'une résolution spécifique ; et/ou
- plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

**Prix d'achat maximum :** 200 % (hors frais d'acquisition) du prix par action nouvelle arrêté dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé Euronext Paris, sous réserve d'ajustements destinés à prendre en compte l'incidence de nouvelles opérations sur le capital de la Société, notamment de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres.

Les actions ainsi rachetées pourront être annulées.

Il est précisé que la mise en place du programme de rachat d'actions et sa mise en œuvre feront l'objet de communications conformément aux dispositions légales et réglementaires.

#### 19.1.4 **Informations sur les valeurs mobilières**

A la date du Document d'enregistrement, les titres donnant accès au capital de la Société sont présentés ci-après.

##### 19.1.4.1 *Bons de souscription d'actions (BSA)*

	<b>BSA<sub>BEI A</sub></b>	<b>BSA<sub>BEI C</sub></b>
Date d'assemblée	18 décembre 2017	3 juin 2021
Date de souscription	15 mars 2018	4 juin 2021
Nombre de BSA autorisés	6 857	3 500
Nombre de BSA émis	6 857	3 500
Nombre total d'actions auxquels les BSA étaient susceptibles de donner droit à la date de leur émission	6 857 <sup>49</sup> actions ordinaires	3 500 <sup>5</sup> actions ordinaires
dont nombre total d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux de la Société	-	-

<sup>49</sup> Sous réserve des cas d'ajustement prévus dans le « *Subscription Agreement* » conclus avec la Banque Européenne d'Investissement, tel que décrits ci-après dans les paragraphes détaillant chacun des bons de souscription d'actions.

	<b>BSA<sub>BEI A</sub></b>	<b>BSA<sub>BEI C</sub></b>
Nombre de bénéficiaires non mandataires	1	1
Point de départ d'exercice des BSA	Exercice à compter de la survenance d'un Evénement des BSA <sub>BEI A</sub> décrit ci-après	Exercice à compter de la survenance d'un Evénement des BSA <sub>BEI C</sub> décrit ci-après
Date d'expiration des BSA	18 décembre 2027	3 juin 2041
Prix d'émission du BSA	1 €	1 €
Prix d'exercice du BSA (prime d'émission incluse)	10 €	10 €
Modalités d'exercice	Modalités d'exercice pour chaque BSA détaillées ci-après	
Nombre d'actions souscrites à la date du Document d'enregistrement	-	-
Nombre cumulé de BSA caducs ou annulés à la date du Document d'enregistrement	-	-
BSA restants à la date du Document d'enregistrement	6 857	3 500
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à la date du Document d'enregistrement	6 857 actions ordinaires (sous réserve des éventuels ajustements)	-
Nombre total maximum d'actions pouvant être souscrites sur exercice de l'ensemble des BSA en circulation à la date du Document d'enregistrement (en supposant remplies l'ensemble des conditions d'exercice desdits BSA) pour les besoins du tableau figurant à la Section 16.1	6 857 actions ordinaires (sous réserve des éventuels ajustements)	3 500 actions ordinaires (sous réserve des éventuels ajustements)

À la date du Document d'enregistrement, le capital de la Société est composé de 62 093 actions ordinaires, 121 373 ADPC2, 185 300 ADPC3 et 25 403 ADPC3b (décrites aux paragraphes 16.1 et 19.1.1 du Document d'enregistrement).

A la date du Document d'enregistrement, il existe 10.357 bons de souscription d'actions, donnant accès, en cas d'exercice, à 12 090 actions nouvelles de la Société, correspondant à 2,79 % du capital sur une base diluée à la date du Document d'enregistrement. Une description détaillée des plans de bons de souscription d'actions figure à la note 7.9.3.1 « Bons de souscription d'action à titre de warrant de garantie » des comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021 inclus au paragraphe 18.2 du Document d'enregistrement.

#### *BSA<sub>BEI A</sub>*

Dans le cadre d'une levée de fonds de 20 millions d'euros (le « Contrat de Prêt n°1 ») auprès de la Banque Européenne d'Investissement (la « BEI »), la Société a émis plusieurs garanties financières au profit de la BEI ; ces garanties financières ayant pris la forme d'émissions de bons de souscription d'actions. Conformément au contrat de souscription en date du 18 décembre 2017, 6.857 bons de

souscription d'actions A (les « BSA<sub>BEI A</sub> ») ont été émis conformément aux dispositions des articles L. 228-92 et L. 225-129 du Code de commerce au profit de la BEI lors du tirage du Contrat de Prêt n°1 et souscrits en date du 15 mars 2018. Chaque BSA<sub>BEI A</sub> donne le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société (sous réserve des ajustements prévus dans les termes et conditions de ces BSA<sub>BEI A</sub>) au prix d'exercice de 10 euros<sup>50</sup>. Les BSA<sub>BEI A</sub> peuvent notamment être exercés à compter d'un changement de contrôle, d'un cas de défaut ou de la date de maturité de la tranche 1 du Contrat de Prêt n°1 (un « Évènement des BSA<sub>BEI A</sub> ») jusqu'à leur expiration fixée à dix ans à compter de leur date d'émission (la « Période d'Exercice des BSA<sub>BEI A</sub> »). Les BSA<sub>BEI A</sub> ne sont pas librement cessibles avant le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI A</sub>, à l'exception de tout transfert avant le premier jour de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI A</sub> (i) avec le consentement écrit préalable de la Société, (ii) dans le cadre de tout cas de remboursement anticipé volontaire ou obligatoire ou (iii) en cas de transfert à un cessionnaire apparenté au cédant.

De plus, en cas de cession envisagée de BSA<sub>BEI A</sub> par le titulaire de BSA<sub>BEI A</sub> à un tiers entre le 18 décembre 2017 et la date d'expiration mentionnée au paragraphe ci-dessus, sauf si cette cession (i) est prévue en faveur d'un cessionnaire apparenté au cédant ou (ii) résulte de l'exercice par le titulaire des BSA<sub>BEI A</sub> de la Promesse de Vente (tel que ce terme est défini dans le paragraphe ci-après), la Société en premier lieu et les actionnaires de la Société en second lieu en cas d'exercice par la Société de son droit de substitution (les « Bénéficiaires »), bénéficieront d'un droit de premier refus afin d'acquérir les BSA<sub>BEI A</sub> concernés. A cet effet, le titulaire des BSA<sub>BEI A</sub> ne peut pas effectuer un transfert de ses BSA<sub>BEI A</sub> sans avoir au préalable offert les BSA<sub>BEI A</sub> concernés aux Bénéficiaires.

Alternativement à l'exercice des BSA<sub>BEI A</sub>, le titulaire des BSA<sub>BEI A</sub> bénéficie d'une promesse de vente portant sur la cession à la Société ou le remboursement de tout ou partie de ses BSA<sub>BEI A</sub> pour un montant correspondant à la valeur de marché des BSA<sub>BEI A</sub> (la « Promesse de Vente BSA<sub>BEI A</sub> »), étant précisé que la Promesse de Vente BSA<sub>BEI A</sub> est exerçable depuis le 21 juin 2021 et aussi longtemps que les BSA<sub>BEI A</sub> sont en vigueur (voir la note 7.12 des comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021).

#### *BSA<sub>BEI C</sub>*

Dans le cadre d'une levée de fonds de 50 millions d'euros auprès de la BEI, la Société a émis plusieurs garanties financières au profit de la BEI ; ces garanties financières ayant pris la forme d'émissions de bons de souscription d'actions. Conformément au contrat de souscription en date du 3 juin 2021, 3.500 bons de souscription d'actions C (les « BSA<sub>BEI C</sub> ») ont été émis conformément aux dispositions des articles L. 228-92 et L. 225-129 du Code de commerce au profit de la BEI lors du tirage de la tranche A du Contrat de Crédit BEI 2020 en date du 4 juin 2021. Chaque BSA<sub>BEI C</sub> donne le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société au prix d'exercice de 10 euros<sup>51</sup>. Les BSA<sub>BEI C</sub> peuvent notamment

<sup>50</sup> A noter que dans le cas où notamment de nouvelles actions seraient émises par la Société (l' « Évènement d'Ajustement »), la Société s'engage à (i) émettre de nouveaux BSA<sub>BEI A</sub> au profit des titulaires des BSA<sub>BEI A</sub> ou (ii) ajuster le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI A</sub> afin que la participation des titulaires des BSA<sub>BEI A</sub> aux bénéfices de la Société demeure identique à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Évènement d'Ajustement (l' « Engagement d'Ajustement »). L'Engagement d'Ajustement ne sera toutefois pas applicable dans le cas où l'émission d'actions nouvelles remplit cumulativement les conditions listées ci-après : l'augmentation de capital est réalisée (i) pour financer le développement de la Société ; (ii) sur la base d'un prix par action au moins égal à 379,16 euros (prime d'émission incluses) ; et (iii) BEI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners) sont dilués au titre de l'augmentation de capital dans les mêmes proportions. A ce titre, l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ne représentera pas un Évènement d'Ajustement.

<sup>51</sup> A noter que dans le cas où notamment de nouvelles actions seraient émises par la Société (l' « Évènement d'Ajustement »), la Société s'engage à (i) émettre de nouveaux BSA<sub>BEI C</sub> au profit des titulaires des BSA<sub>BEI C</sub> ou (ii) ajuster le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI C</sub> afin que la participation des titulaires des BSA<sub>BEI C</sub> aux bénéfices de la Société demeure identique à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Évènement d'Ajustement (l' « Engagement d'Ajustement »). L'Engagement d'Ajustement ne sera toutefois pas applicable dans le cas où l'émission d'actions nouvelles remplit cumulativement les conditions listées ci-après : l'augmentation de capital est réalisée (i) pour financer le développement de la Société ; (ii) sur la base d'un prix par action au moins égal à 379,16 euros (prime

être exercés à compter d'un changement de contrôle, d'un cas de défaut ou de l'admission aux négociations des actions de la Société sur un marché réglementé (un « Evènement des BSA<sub>BEI C</sub> ») jusqu'à leur expiration fixée à vingt ans à compter de leur date d'émission (la « Période d'Exercice des BSA<sub>BEI C</sub> »). Les BSA<sub>BEI C</sub> ne sont pas librement cessibles avant le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI C</sub>, à l'exception de tout transfert avant le premier jour de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI C</sub> (i) avec le consentement écrit préalable de la Société ou (ii) en cas de transfert à un cessionnaire apparenté au cédant.

De plus, en cas de cession envisagée de BSA<sub>BEI C</sub> par le titulaire de BSA<sub>BEI C</sub> à un tiers après le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI C</sub>, sauf si cette cession (i) est prévue en faveur d'un cessionnaire apparenté au cédant ou (ii) résulte de l'exercice par le titulaire des BSA<sub>BEI C</sub> de la Promesse de Vente (tel que ce terme est défini dans le paragraphe ci-après), la Société en premier lieu et les actionnaires de la Société en second lieu en cas d'exercice par la Société de son droit de substitution les (« Bénéficiaires ») bénéficieront d'un droit de premier refus afin d'acquérir les BSA<sub>BEI C</sub> concernés. A cet effet, le titulaire des BSA<sub>BEI C</sub> ne peut pas effectuer un transfert de ses BSA<sub>BEI C</sub> sans avoir au préalable offert les BSA<sub>BEI C</sub> concernés aux Bénéficiaires.

Alternativement à l'exercice des BSA<sub>BEI C</sub>, le titulaire des BSA<sub>BEI C</sub> bénéficie d'une promesse de vente portant sur la cession à la Société ou le remboursement de tout ou partie de ses BSA<sub>BEI C</sub> pour un montant correspondant à la valeur de marché des BSA<sub>BEI C</sub> (la « Promesse de Vente BSA<sub>BEI C</sub> »), étant précisé que la Promesse de Vente BSA<sub>BEI C</sub> est exerçable à compter de la survenance d'un Evènement des BSA<sub>BEI C</sub> (i.e. à compter de l'admission aux négociations des actions de la Société sur un marché réglementé) et aussi longtemps que les BSA<sub>BEI C</sub> sont en vigueur (voir la note 7.12 des comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2021).

#### *BSA<sub>BEI D</sub>*

Dans le cas où la tranche B du Contrat de Crédit BEI 2020 d'un montant maximum en principal de 10 millions d'euros viendrait à être tirée, 1.000 bons de souscription d'actions D (les « BSA<sub>BEI D</sub> ») seraient émis conformément aux dispositions des articles L. 228-92 et L. 225-129 du Code de commerce au profit de la BEI. Chaque BSA<sub>BEI D</sub> donnerait le droit de souscrire à un nombre d'actions ordinaires de la Société déterminé conformément à la formule suivante<sup>52</sup> :

$$X = 8.500 / (SP \times 1.7)$$

Où :

*SP* : signifie (i) 379,16 euros ou (ii) le prix par action versé par un ou plusieurs tiers dans le cas où, préalablement à l'émission des BSA<sub>BEI C</sub>, BSA<sub>BEI D</sub> et BSA<sub>BEI E</sub>, un ou plusieurs tiers viendraient à souscrire à des actions de la Société pour un montant au moins égal à 10 millions d'euros (la « Levée

---

d'émission incluses) ; et (iii) BEI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners) sont dilués au titre de l'augmentation de capital dans les mêmes proportions. A ce titre, l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ne représentera pas un Evènement d'Ajustement.

<sup>52</sup> A noter que dans le cas où notamment de nouvelles actions seraient émises par la Société (l' « Evènement d'Ajustement »), la Société s'engage à (i) émettre de nouveaux BSA<sub>BEI D</sub> au profit des titulaires des BSA<sub>BEI D</sub> ou (ii) ajuster le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI D</sub> afin que la participation des titulaires des BSA<sub>BEI D</sub> aux bénéfices de la Société demeure identique à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Evènement d'Ajustement (l' « Engagement d'Ajustement »). L'Engagement d'Ajustement ne sera toutefois pas applicable dans le cas où l'émission d'actions nouvelles remplit cumulativement les conditions listées ci-après : l'augmentation de capital est réalisée (i) pour financer le développement de la Société ; (ii) sur la base d'un prix par action au moins égal à 379,16 euros (prime d'émission incluses) ; et (iii) BEI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners) sont dilués au titre de l'augmentation de capital dans les mêmes proportions. A ce titre, l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ne représentera pas un Evènement d'Ajustement.



de Fonds ») (ou le prix moyen par action versé par un ou plusieurs tiers dans le cas où la Levée de Fonds serait réalisée en plusieurs fois).

Les BSA<sub>BEI D</sub> pourront notamment être exercés à compter d'un changement de contrôle, d'un cas de défaut ou de l'admission aux négociations des actions de la Société sur un marché réglementé (un « Evènement des BSA<sub>BEI D</sub> ») jusqu'à leur expiration fixée à vingt ans à compter de leur date d'émission (la « Période d'Exercice des BSA<sub>BEI D</sub> »). Les BSA<sub>BEI D</sub> ne seront pas librement cessibles avant le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI D</sub>, à l'exception de tout transfert avant le premier jour de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI D</sub> (i) avec le consentement écrit préalable de la Société ou (ii) en cas de transfert à un cessionnaire apparenté au cédant.

De plus, en cas de cession envisagée de BSA<sub>BEI D</sub> par le titulaire de BSA<sub>BEI D</sub> à un tiers après le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI D</sub>, sauf si cette cession (i) est prévue en faveur d'un cessionnaire apparenté au cédant ou (ii) résulte de l'exercice par le titulaire des BSA<sub>BEI D</sub> de la Promesse de Vente (tel que ce terme est défini dans le paragraphe ci-après), la Société en premier lieu et les actionnaires de la Société en second lieu en cas d'exercice par la Société de son droit de substitution les (« Bénéficiaires ») bénéficieront d'un droit de premier refus afin d'acquérir les BSA<sub>BEI D</sub> concernés. A cet effet, le titulaire des BSA<sub>BEI D</sub> ne peut pas effectuer un transfert de ses BSA<sub>BEI D</sub> sans avoir au préalable offert les BSA<sub>BEI D</sub> concernés aux Bénéficiaires.

Alternativement à l'exercice des BSA<sub>BEI D</sub>, le titulaire des BSA<sub>BEI D</sub> bénéficiera d'une promesse de vente portant sur la cession à la Société ou le remboursement de tout ou partie de ses BSA<sub>BEI D</sub> pour un montant correspondant à la valeur de marché des BSA<sub>BEI D</sub> (la « Promesse de Vente BSA<sub>BEI D</sub> »), étant précisé que la Promesse de Vente BSA<sub>BEI D</sub> est exerçable à compter de la survenance d'un Evènement des BSA<sub>BEI D</sub>.

#### *BSA<sub>BEI E</sub>*

Dans le cas où la tranche C du Contrat de Crédit BEI 2020 d'un montant maximum en principal de 10 millions d'euros viendrait à être tirée, 1.000 bons de souscription d'actions E (les « BSA<sub>BEI E</sub> ») seraient émis conformément aux dispositions des articles L. 228-92 et L. 225-129 du Code de commerce au profit de la BEI. Chaque BSA<sub>BEI E</sub> donnerait le droit de souscrire à<sup>53</sup> :

- i. 3 actions ordinaires dans le cas où entre le 21 décembre 2020 et la date du tirage de la tranche C, une ou plusieurs entités viendraient à souscrire à des actions de la Société pour un montant au moins égal à 40 millions d'euros ; ou
- ii. un nombre d'actions ordinaires déterminé conformément à la formule suivante dans le cas où entre le 21 décembre 2020 et la date du tirage de la tranche C, une ou plusieurs entités viendraient à souscrire à des actions de la Société pour un montant compris entre 10 millions d'euros (inclus) et 40 millions d'euros (exclus) :

$$X = 10.000 / (SP \times 2)$$

---

<sup>53</sup> A noter que dans le cas où notamment de nouvelles actions seraient émises par la Société (l' « Evènement d'Ajustement »), la Société s'engage à (i) émettre de nouveaux BSA<sub>BEI E</sub> au profit des titulaires des BSA<sub>BEI E</sub> ou (ii) ajuster le ratio d'exercice des BSA<sub>BEI E</sub> afin que la participation des titulaires des BSA<sub>BEI E</sub> aux bénéfices de la Société demeure identique à ce qu'elle aurait été en l'absence de l'Evènement d'Ajustement (l' « Engagement d'Ajustement »). L'Engagement d'Ajustement ne sera toutefois pas applicable dans le cas où l'émission d'actions nouvelles remplit cumulativement les conditions listées ci-après : l'augmentation de capital est réalisée (i) pour financer le développement de la Société ; (ii) sur la base d'un prix par action au moins égal à 379,16 euros (prime d'émission incluses) ; et (iii) BEI et Eurazeo (anciennement dénommé Idinvest Partners) sont dilués au titre de l'augmentation de capital dans les mêmes proportions. A ce titre, l'augmentation de capital qui serait réalisée à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ne représentera pas un Evènement d'Ajustement.

Où :

*SP* : signifie (i) 379,16 euros ou (ii) le prix par action versé par un ou plusieurs tiers dans le cas où, préalablement à l'émission des BSA<sub>BEI C</sub>, BSA<sub>BEI D</sub> et BSA<sub>BEI E</sub>, un ou plusieurs tiers viendraient à souscrire à des actions de la Société pour un montant au moins égal à 10 millions d'euros (la « Levée de Fonds ») (ou le prix moyen par action versé par un ou plusieurs tiers dans le cas où la Levée de Fonds serait réalisée en plusieurs fois).

Les BSA<sub>BEI E</sub> pourront notamment être exercés à compter d'un changement de contrôle, d'un cas de défaut ou de l'admission aux négociations des actions de la Société sur un marché réglementé (un « Evènement des BSA<sub>BEI E</sub> ») jusqu'à leur expiration fixée à vingt ans à compter de leur date d'émission (la « Période d'Exercice des BSA<sub>BEI E</sub> »). Les BSA<sub>BEI E</sub> ne seront pas librement cessibles avant le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI E</sub>, à l'exception de tout transfert avant le premier jour de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI E</sub> (i) avec le consentement écrit préalable de la Société ou (ii) en cas de transfert à un cessionnaire apparenté au cédant.

De plus, en cas de cession envisagée de BSA<sub>BEI E</sub> par le titulaire de BSA<sub>BEI E</sub> à un tiers après le début de la Période d'Exercice des BSA<sub>BEI E</sub>, sauf si cette cession (i) est prévue en faveur d'un cessionnaire apparenté au cédant ou (ii) résulte de l'exercice par le titulaire des BSA<sub>BEI E</sub> de la Promesse de Vente (tel que ce terme est défini dans le paragraphe ci-après), la Société en premier lieu et les actionnaires de la Société en second lieu en cas d'exercice par la Société de son droit de substitution les (« Bénéficiaires ») bénéficieront d'un droit de premier refus afin d'acquérir les BSA<sub>BEI E</sub> concernés. A cet effet, le titulaire des BSA<sub>BEI E</sub> ne peut pas effectuer un transfert de ses BSA<sub>BEI E</sub> sans avoir au préalable offert les BSA<sub>BEI E</sub> concernés aux Bénéficiaires.

Alternativement à l'exercice des BSA<sub>BEI E</sub>, le titulaire des BSA<sub>BEI E</sub> bénéficiera d'une promesse de vente portant sur la cession à la Société ou le remboursement de tout ou partie de ses BSA<sub>BEI E</sub> pour un montant correspondant à la valeur de marché des BSA<sub>BEI E</sub> (la « Promesse de Vente BSA<sub>BEI E</sub> »), étant précisé que la Promesse de Vente BSA<sub>BEI E</sub> est exerçable à compter de la survenance d'un Evènement des BSA<sub>BEI E</sub>.

19.1.4.2 *Attribution gratuite d'actions (AGA)*

	AGA
Date d'assemblée	5 août 2021
Date d'attribution par le Président	14 septembre 2021
Nombre d'AGA autorisées	4 000
Nombre d'AGA attribuées	4 000
dont nombre total d'AGA attribuées aux mandataires sociaux de la Société	0
dont nombre total d'AGA attribuées aux salariés de la Société	4 000
Période d'acquisition	1 an
Période de conservation	1 an
Nombre d'actions en cours d'acquisition	4 000
Nombre d'actions en cours de conservation	0
Nombre cumulé d'AGA caduques ou annulées à la date du Document d'enregistrement	0

19.1.4.3 *Options donnant droit à la souscription d'actions*

	Stock-Options 2018	Stock-Options 2021 <sup>54</sup>
Date d'assemblée	20 et 21 décembre 2018	5 août 2021
Date d'attribution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 avril 2019</li> <li>• 28 janvier 2020</li> <li>• 13 novembre 2020</li> </ul>	12 août 2021
Nombre de stock-options autorisés	17 137	15 000
Nombre de stock-options attribués	8 550	15 000
dont nombre total de stock-options attribuées au dirigeant mandataire social de la Société	2 250	15 000
Nombre total d'actions auxquels les stock-options étaient susceptibles de donner droit à la date de leur émission	17 137 actions ordinaires	15 000 actions ordinaires

<sup>54</sup> Le plan de Stock-Options 2021 s'est substitué à hauteur de 8 587 stock-options non attribuées au titre du plan de Stock-Options 2018.

	Stock-Options 2018	Stock-Options 2021 <sup>54</sup>
Point de départ d'exercice des stock-options	A l'issue d'une période de blocage de 4 ans, débutant à chaque date d'attribution des stock-options sauf réalisation antérieure d'évènements particuliers (opération de changement de contrôle, opération de cession à 100 % ou d'introduction en bourse définies dans le règlement du plan)	A l'issue d'une période de blocage de 2 ans, débutant à la date d'attribution des stock-options sauf réalisation antérieure d'évènements particuliers (opération de changement de contrôle ou opération de cession à 100 % définies dans le règlement du plan)
Date d'expiration des stock-options	20 décembre 2033	5 août 2036
Prix d'émission des stock-options	-	-
Prix d'exercice des stock-options (prime d'émission incluse)	340 euros pour les options déjà attribuées <sup>55</sup>	650 euros
Modalités d'exercice	L'exercice des stock-options se matérialisera par l'envoi par chaque bénéficiaire, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception, ou lettre remise en main propre contre décharge au Président, d'une déclaration d'exercice de stock-options, accompagnée du bulletin de souscription correspondant ainsi que du versement effectif du prix de souscription.	
Nombre d'actions souscrites à la date du Document d'enregistrement	-	-
Nombre cumulé de stock-options caducs ou annulés à la date du Document d'enregistrement	750	-
Stock-options restant à attribuer à la date du Document d'enregistrement	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites à la date du Document d'enregistrement	-	-
Nombre total maximum d'actions pouvant être souscrites sur exercice de l'ensemble des stock-options en circulation à la date du Document d'enregistrement (en supposant remplies l'ensemble des conditions d'exercice desdits stock-options) pour les besoins du tableau figurant à la Section 16.1	7 800	15 000

<sup>55</sup> Pour les options non encore attribuées, le prix de souscription des actions sera fixé à la date d'attribution de l'option correspondante, au regard des mêmes méthodes et pondérations que celles exposées dans le rapport de Grant Thornton en date du 29 septembre 2018.

#### 19.1.4.4 Synthèse des instruments dilutifs

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des instruments dilutifs à la date d'approbation du Document d'enregistrement :

	BSA	AGA	Stock-option 2018	Stock-Options 2021	Total
Nombre total d'actions pouvant être souscrites sur exercice des BSA, des stock-options ou des actions gratuites	12 090	4 000	7 800	15 000	38 890
Dilution potentielle	2,79%	0,92%	1,8%	3,46%	8,98%

#### 19.1.5 Conditions d'acquisition

Une assemblée générale des associés de la Société se réunira, préalablement à l'approbation par l'AMF du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, aux fins d'adopter les délégations financières décrites ci-dessous, sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

	Durée de validité/Expiration	Plafond (valeur nominale) <sup>(1)</sup>	Modalités de détermination du prix
Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires*	26 mois	1 970 845 euros <sup>(2)</sup> 150 millions d'euros s'agissant des titres de créance	
Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public (en dehors des offres visées au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier)	26 mois	1 970 845 euros <sup>(2)</sup> 150 millions d'euros s'agissant des titres de créance	Se référer au <sup>(3)</sup>
Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée	26 mois	788 338 euros <sup>(2)</sup> dans la limite de 20 % du capital social par période de 12 mois 150 millions d'euros s'agissant des titres de créance	Se référer au <sup>(4)</sup>

	Durée de validité/Expiration	Plafond (valeur nominale) <sup>(1)</sup>	Modalités de détermination du prix
au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier *			
Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée aux termes des délégations susvisées	26 mois	dans la limite de 15 % de l'émission initiale <sup>(2) (5)</sup>	Même prix que l'émission initiale
Autorisation à consentir au conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ou de toute valeur mobilière avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission dans la limite de 10 % du capital social*	26 mois	dans la limite de 10 % du capital social tel qu'existant à la date de l'opération considérée	Se référer au <sup>(6)</sup>
Délégation de compétence à conférer au conseil d'Administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires* <sup>(7)</sup>	18 mois	788 338 euros 150 millions d'euros s'agissant des titres de créance	Se référer au <sup>(8)</sup>
Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société*	26 mois	788 338 euros <sup>(2)</sup> 150 millions d'euros s'agissant des titres de créance	
Délégation de pouvoir à consentir au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, dans la limite de 10 % du capital, pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange*	26 mois	10 % du capital social tel qu'existant à la date de l'opération considérée <sup>(2)</sup>	

	<b>Durée de validité/Expiration</b>	<b>Plafond (valeur nominale) <sup>(1)</sup></b>	<b>Modalités de détermination du prix</b>
Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres *	26 mois	788 338 euros	-
Autorisation à donner au conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société*	38 mois	5% du capital social <sup>(9)</sup>	Se référer au <sup>(10)</sup>
Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre *	38 mois	5% du capital social <sup>(9)</sup>	-
Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions*	18 mois	10 % du capital social	-
Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions *	18 mois	10 % du montant du capital social par période de 24 mois	-

\* Sous la condition suspensive non-rétroactive de la fixation définitive du prix des actions de la Société dans le cadre leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

- (1) Les nombres d'actions figurant dans ce tableau correspondent au nombre d'actions d'une valeur nominale de 0,10 euro après prise en compte de la division du nominal et de la conversion en actions ordinaires des actions de préférence ADPC2, ADPC3 et ADPC3b.
- (2) Ces montants ne sont pas cumulatifs. Le plafond cumulé maximum autorisé par l'assemblée générale des augmentations de capital en valeur nominale est fixé à 1 970 845 euros. Le montant nominal global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès au capital de la Société ne pourra pour sa part, excéder 150 millions d'euros, ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce.
- (3) Le prix d'émission sera déterminé comme suit :
  - au titre de l'augmentation de capital à réaliser à l'occasion de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le prix de souscription d'une action nouvelle résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordre »,
  - postérieurement à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des trois dernières séance de bourse précédant le début de l'offre au public, telle que le cas échéant diminuée de la décote autorisée par la législation (soit, actuellement, 10 %) et corrigée en cas de différence de date de jouissance, étant précisé que le prix

d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus ;

- (4) Le prix d'émission des actions sera moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, telle que le cas échéant diminuée de la décote autorisée par la législation, soit actuellement, 10 %, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus ;
- (5) 15 % ou toute autre fraction qui aurait été déterminée par la réglementation en vigueur ;
- (6) Dans la limite de 10 % du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'opération) par période de 12 mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées et à fixer le prix d'émission des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital émises, selon les modalités suivantes :
- le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours cotés des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15 %, étant rappelé qu'il ne pourra en tout état de cause être inférieur à la valeur nominale d'une action de la Société à la date d'émission des actions concernées,
  - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini au paragraphe ci-dessus.
- (7) Catégories de bénéficiaires présentant l'une des caractéristiques suivantes, à savoir :
- (i) des personnes physiques ou morales, (en ce compris des sociétés), *trusts* ou fonds d'investissement, ou autres véhicules de placement, quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans les sociétés de croissance et/ou de *cleantech* ; et/ou
  - (ii) des sociétés, institutions, groupes ou entités quelle que soit leur forme, françaises ou étrangères, exerçant une part significative de leurs activités dans le domaine des énergies vertes et/ou renouvelables et pouvant le cas échéant signer un partenariat industriel et/ou commercial avec la Société ; et/ou
  - (iii) des prestataires de service d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) et/ou (ii) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.
- (8) Le prix d'émission des actions ordinaires sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours cotés des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20 %, étant rappelé qu'il ne pourra en tout état de cause être inférieur à la valeur nominale d'une action de la Société à la date d'émission des actions concernées.
- Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini au paragraphe ci-dessus.
- (9) Ces montants ne sont pas cumulatifs ; le nombre cumulé maximum autorisé par l'assemblée générale d'actions susceptibles de résulter de l'exercice des options de souscription d'actions et de l'attribution gratuite d'actions est de 1 970 845 actions ;



- (10) A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le prix d'achat ou de souscription par action sera fixé par le conseil d'administration au jour où l'option est consentie dans les limites prévues par la loi, sans pouvoir être inférieur à quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du conseil d'attribuer les options, arrondi au centime d'euro supérieur, ni s'agissant des options d'achat, à 80 % du prix moyen d'achat des actions auto-détenues par la Société, arrondi au centime d'euro supérieur.

**19.1.6 Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options**

Sans objet.

**19.1.7 Historique du capital social**

**19.1.7.1 Evolution du capital social**

Le tableau ci-après présente sous forme synthétique l'évolution du capital au cours des trois derniers exercices.

Date(s) de l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises ou annulées	Montant nominal (€)	Prime d'émission ou d'apport (€)	Montant nominal cumulé du capital social (€)	Nombre cumulé total d'actions en circulation	Valeur nominale (€)
20 et 21 décembre 2018	Augmentation de capital	26 375 ADPC3	263 750	9 736 595	2 452 190	245 219	10
13 mars 2019	Augmentation de capital	10 550 ADPC3	105 500	3 894 638	2 557 690	255 769	10
18 décembre 2019	Augmentation de capital	13 188 ADPC3	131 880	4 868 482,08	2 689 570	268 957	10
18 décembre 2019	Augmentation de capital	5 275 ADPC3b	52 750	1 947 319	2 743 3200	274 232	10
18 décembre 2019	Augmentation de capital	11 867 ADPC3b	118 670	4 380 821,72	2 860 990	286 099	10
26 décembre 2019	Augmentation de capital par conversion d'obligations convertibles en actions (OC3)	8 261 ADPC3b	82 610	3 049 630,76	2 943 600	294 360	10
26 décembre 2019	Augmentation de capital par conversion d'obligations convertibles en actions (OC4)	5 516 ADPC3b	55 160	2 036 286,56	2 998 760	299 876	10
28 septembre 2021	Augmentation de capital en numéraire réservée	3 296 actions ordinaires	32 960	2 109 440	3 031 720	303 172	10

Date(s) de l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises ou annulées	Montant nominal (€)	Prime d'émission ou d'apport (€)	Montant nominal cumulé du capital social (€)	Nombre cumulé total d'actions en circulation	Valeur nominale (€)
	au bénéfice du Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels						
28 septembre 2021	Augmentation de capital par conversion d'obligations convertibles en actions	76 923 ADPC3	769 230	29 230 667,52	3 800 950	380 095	10
29 septembre 2021	Augmentation de capital en numéraire réservée au bénéfice des Fonds Eurazeo	14 074 actions ordinaires	140 740	9 007 360	3 941 690	394 169	10

#### 19.1.7.2 Evolution de la répartition du capital de la Société au cours des trois derniers exercices

	Situation au 31 décembre 2018		Situation au 31 décembre 2019		Situation au 31 décembre 2020	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Christophe GURTNER	19.722	8,04%	19.722	6,58%	19.722	6,58%
Rond Point Holding	25.001	10,20%	25.001	8,34%	-	-
Groupe Industriel Dassault	-	-	-	-%	25.001	8,34%
FPCI Electranova Capital	41.563	16,95%	42.973	14,33%	-	-
FCPI Idinvest Patrimoine	9.852	4,02%	10.186	3,40%	-	-
FCPI Banque Postale Innovation 11	807	0,33%	807	0,27%	-	-
FCPI Capital Croissance 4	4.117	1,68%	4.275	1,43%	-	-
FCPI Objectif Innovation Patrimoine 4	5.866	2,39%	6.089	2,03%	-	-
FCPI Stratégie PME 2011	1.056	0,43%	1.093	0,36%	-	-
FCPI Allianz Eco Innovation 3	2.910	1,19%	2.910	0,97%	-	-
FCPI Objectif Innovation 5	2.180	0,89%	2.180	0,73%	-	-
FCPI Idinvest Croissance	1.336	0,54%	1.336	0,45%	-	-

	Situation au 31 décembre 2018		Situation au 31 décembre 2019		Situation au 31 décembre 2020	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
FCPI SG Innovation 11	408	0,17%	408	0,14%	-	-
FCPI Capital Croissance n°5	3.752	1,53%	3.886	1,30%	-	-
FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°5	4.220	1,72%	4.402	1,47%	-	-
FCPI Idinvest Patrimoine 2	5.565	2,27%	5.806	1,94%	-	-
FCPI Objectif Innovation Patrimoine n° 7	7.205	2,94%	8.187	2,73%	-	-
FCPI Idinvest Patrimoine 4	8.688	3,54%	9.849	3,28%	-	-
FPCI Electranova Capital 2/ FPCI Electranova - Idinvest Smart City Venture Fund	9.634	3,93%	25.129	8,38%	14.012	4,67%
Idinvest Expansion 2016	8.786	3,58%	8.786	2,93%	8.786	2,93%
FPCI Objectif Innovation Patrimoine n°8	534	0,22%	641	0,21%	-	-
FCPI Idinvest Patrimoine n°5	435	0,18%	522	0,17%	-	-
FCPI Idinvest Patrimoine 2015	332	0,14%	370	0,12%	370	0,12%
FCPI Objectif Innovation Patrimoine n°9	682	0,28%	1.609	0,54%	1.609	0,54%
FCPI Idinvest Patrimoine n°6	935	0,38%	2.207	0,74%	2.207	0,74%
FCPI Idinvest Patrimoine 2016	339	0,14%	800	0,27%	800	0,27%
FIP Régions & Industries	171	0,07%	190	0,06%	190	0,06%
Idinvest Innov FRR France	-	-	2.135	0,71%	2.135	0,71%
Idinvest Growth Secondary S.L.P	-	-	-	-	116.667	38,91%
Mitsui & Co Ltd	52.748	21,51%	65.936	21,99%	65.936	21,99%
Fonds SPI – Sociétés de Projets Industriels	26.375	10,76%	42.441	14,15%	42.441	14,15%
<b>TOTAL</b>	<b>245.219</b>	<b>100,00%</b>	<b>299.876</b>	<b>100,00%</b>	<b>299.876</b>	<b>100,00%</b>

## 19.2 Acte constitutif et statuts

### 19.2.1 Objet social

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers :

- la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés et affaires commerciales, industrielles, financières ou immobilières, françaises ou étrangères, et ce sous quelque forme que ce soit notamment par la souscription ou l'acquisition de toutes valeurs mobilières, parts d'intérêts ou autres droits sociaux ;
- la conception, la fabrication, la réalisation, l'assemblage et la commercialisation de batteries et de chargeurs de batteries et de tous accessoires associés ;
- l'activité relative au financement de projets et technologies innovants dans les domaines de l'énergie et de la mobilité ;
- l'acquisition et la gestion de tous biens et droits immobiliers et le cas échéant leur revente ;
- la mise en place des moyens financiers nécessaires à la réalisation de l'objet social et notamment tous emprunts avec ou sans garantie ;
- la gestion de sa trésorerie ainsi qu'éventuellement celle des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, le financement par voie de prêts, de cautionnements, d'aval, d'avances ou par tous autres moyens des sociétés et entreprises liées à la Société ;
- toute prestation de services liée à des fonctions de direction, de gestion, de coordination ou de contrôle des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts ou participations, ainsi qu'éventuellement tout service administratif juridique comptable et financier.

Elle pourra agir pour son nom soit seule soit en association ou société avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser directement ou indirectement en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet et généralement toutes opérations financières commerciales industrielles mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser son extension ou son développement.

#### **19.2.2 Disposition ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle**

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

#### **19.2.3 Franchissement de seuils statutaires**

Tant que les actions de la Société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute personne physique ou morale qui vient à posséder directement ou indirectement, seule ou de concert, une fraction du capital ou des droits de vote (calculée conformément aux dispositions des articles L. 233-7 et L. 233-9 du code de commerce et aux dispositions du règlement général de l'AMF) égale ou supérieure à 3 % du capital ou des droits de vote de la Société, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit notifier à la Société, le nombre total (i) des actions et des droits de vote qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert, (ii) des titres donnant accès à terme au capital de la Société qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, et (iii) des actions assimilées en application de l'article L. 233-9, I, 1° et 4° à 8° du Code de commerce. Cette notification doit intervenir, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par tout autre moyen équivalent pour les personnes résidant hors de France), dans un délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de seuil concerné.

L'obligation d'informer la Société s'applique également, dans les mêmes délais et selon les mêmes conditions, lorsque la participation de l'actionnaire en capital, ou en droits de vote, devient inférieure à l'un des seuils susmentionnés.

En cas de non-respect de l'obligation de déclaration de franchissement de seuils susvisée et à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital ou des droits de vote, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

La Société se réserve la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires soit les informations qui lui auront été notifiées, soit le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

#### **19.2.4 Stipulations particulières du règlement intérieur du Conseil d'administration**

Le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société qui sera applicable sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris prévoit que les décisions concernant :

- i. le transfert hors de France du siège social de la Société;
- ii. la transformation de la Société en société européenne lorsque l'entité résultante est immatriculée hors de France ;
- iii. la fusion transfrontalière de la Société avec une autre entité dans l'hypothèse où l'entité qui résulterait d'une telle opération ait son siège social hors de France ;
- iv. la délocalisation hors de France (de quelque manière que ce soit) du principal centre de recherche et développement de la Société ;
- v. la modification du règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société concernant les points i., ii., iii. et iv. ci-dessus;

sont soumises à l'approbation préalable du Conseil d'administration de la Société statuant à une majorité qualifiée de 85%.

## 20. CONTRATS IMPORTANTS

A l'exception des contrats décrits ci-dessous, le Groupe n'a pas conclu de contrats significatifs autres que ceux conclus dans le cours normal de ses affaires.

### *Contrat de coopération conclu avec Mitsui & Co. Ltd.*

Dans le cadre d'un contrat conclu le 21 décembre 2020 amendé le 28 avril 2021, la Société a autorisé Mitsui & Co. Ltd. à effectuer des activités de développement commercial, de ventes et de marketing au nom de la Société en tant qu'agent exclusif sur le territoire du Japon (le « Contrat de Coopération »).

Cette autorisation n'exclut pas la possibilité pour la Société de collaborer directement avec de potentiels clients au Japon et ne s'applique qu'au développement commercial et aux activités de vente et de marketing. La Société conserve à tout moment le droit de promouvoir ses produits au Japon et d'établir directement des relations commerciales avec de potentiels clients au Japon. Toutefois, au titre du Contrat de Coopération, la Société doit s'abstenir de traiter avec d'autres partenaires commerciaux qui pourraient être en concurrence avec Mitsui & Co. Ltd. et ne doit désigner aucun tiers comme agent ou distributeur au Japon ; la Société pouvant traiter directement avec des clients au Japon, en respectant le principe selon lequel, si le projet est mis en œuvre ou si la relation contractuelle est conclue au Japon, Mitsui & Co. Ltd. a le droit de recevoir la commission de succès (voir ci-dessous), sur toutes les ventes de la Société au Japon.

Par ailleurs, cette autorisation n'exclut pas la possibilité pour Mitsui & Co. Ltd. de collaborer directement avec d'autres sociétés et fournisseurs au Japon ; ledit Contrat de Coopération ne s'appliquant qu'au développement commercial et aux activités de ventes et de marketing de la Société. Mitsui & Co. Ltd. conserve à tout moment le droit de promouvoir ses produits au Japon et d'établir directement des relations commerciales avec de potentiels clients proposant d'autres produits au Japon.

Au titre du Contrat de Coopération, la Société et Mitsui & Co. Ltd. communiquent régulièrement par conférence téléphonique afin d'échanger sur le marché des systèmes de batteries, les pistes à contacter et les réunions avec les clients prévues au Japon. Par ailleurs, Mitsui & Co. Ltd. a le droit d'obtenir de la Société un rapport mensuel indiquant toutes les commandes, ventes et paiements en provenance du Japon.

Rémunération : En contrepartie de l'exécution par Mitsui & Co. Ltd. de ses obligations contractuelles, la Société lui verse, à la fin de chaque mois au cours duquel elle a reçu le paiement de tout client situé au Japon, une commission de succès basée sur les ventes facturées par la Société à tout client ayant son siège social au Japon.

Le montant de la commission de succès étant calculé comme suit :

Montant total des ventes réalisées au cours des 12 derniers mois au Japon	Commission de succès
Entre 0 et 500 000 euros	5%
Entre 500 001 et 1 000 000 euros	4%
Entre 1 000 001 et 2 000 000 euros	3%
A partir de 2 000 000 euros	2%

Si la Société venait à ne pas payer, en totalité ou en partie, la commission de succès due à Mitsui & Co. Ltd. à la date d'échéance, elle serait tenue de lui payer, à titre de dommages et intérêts, des intérêts de retard au taux de 2,6 % par an, calculés à compter de la date d'échéance dudit paiement jusqu'à la date effective de paiement.

Par ailleurs, Mitsui & Co. Ltd. supporte tous les frais de déplacement pour la promotion et la vente des produits de la Société au Japon.

A la date du Document d'enregistrement, les ventes réalisées au Japon dans le cadre du Contrat de Coopération se sont élevées à 56 milliers d'euros, correspondant à un montant de commissions de succès de 19 933 euros.

Durée du contrat : Le Contrat de Coopération est effectif depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020, pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, pour des durées successives d'un an.

Dans le cas où le Contrat de Coopération expirerait ou serait résilié, la Société sera tenue de continuer à verser la commission de succès à Mitsui & Co. Ltd. dont le montant sera alors basé sur les ventes facturées par la Société à tout client situé au Japon dans les 9 mois suivants la date d'expiration ou de résiliation et sera égal à 50 % du montant de la commission de succès qui aurait dû être payée au titre du contrat.

#### ***Contrat de services conclu avec Mitsui & Co. India PVT. Ltd***

Forsee Power India Private Limited et Mitsui & Co. India PVT. Ltd, ont conclu un contrat de services le 16 avril 2021, en vertu duquel Mitsui & Co. India PVT. Ltd fournit à Forsee Power India Private Limited un soutien afin d'étendre les activités du Groupe en Inde en échange d'une rémunération forfaitaire s'élevant à 1 100 000 roupies (le « Contrat de Services »).

Dans le cadre du Contrat de Services, Mitsui & Co. India PVT. Ltd doit :

- aider les services en charge des ventes et du marketing de Forsee Power India Private Limited, y compris l'expansion en Inde ;
- rechercher afin de recommander et d'acquérir de nouveaux clients pour Forsee Power India Private Limited, notamment dans les secteurs de l'automobile, de la marine, du ferroviaire, de l'agroalimentaire, de l'industrie, des mines, de la construction et de la robotique ;
- fournir des informations et des données sur le marché indien relatives à la mobilité électrique automobile et mener des études de marché sur les possibilités de marketing et de ventes des entreprises spécialisées dans les véhicules électriques/*Original Equipment Manufacturer* sur le marché indien, à la demande expresse de Forsee Power India Private Limited ;
- soutenir Forsee Power India Private Limited auprès des entreprises spécialisées dans les véhicules électriques/*Original Equipment Manufacturer* en Inde, pour leur électrification intéressées par les activités de Forsee Power India Private Limited, et traiter avec eux pour discuter d'éventuelles opportunités commerciales ;
- fournir des suggestions et des conseils si nécessaire / sur demande de Forsee Power India Private Limited pour améliorer le fonctionnement de l'usine de Forsee Power India Private Limited située à Pune ;
- soutenir Forsee Power India Private Limited dans les fonctions de management ;
- fournir un soutien aux opérations de *due diligences* et au processus d'approbation interne liés aux nouvelles opportunités commerciales recherchées par Forsee Power India Private Limited ;
- maintenir les relations existantes et développer de nouvelles relations et réseaux avec l'industrie indienne, y compris les clients et les équipementiers, pour l'expansion des activités de Forsee Power India Private Limited en Inde ;
- fournir les conseils et l'assistance nécessaires à Forsee Power India Private Limited pour qu'elle se conforme aux changements réglementaires concernant les investissements étrangers, les devises étrangères, les taxes et les droits et autres lois et règlements en Inde ;

- à la demande de Forsee Power India Private Limited, fournir des conseils juridiques et fiscaux à Forsee Power India Private Limited, aux partenaires de co-entreprises et aux partenaires commerciaux de Forsee Power India Private Limited ;
- fournir un soutien administratif tel que les demandes de visa, les réservations de voyage et d'hôtel, etc. au personnel désigné de Forsee Power India Private Limited ;
- à la demande de Forsee Power India Private Limited et conformément aux exigences commerciales, organiser et assister à des réunions avec Forsee Power India Private Limited, les partenaires commerciaux de Forsee Power India Private Limited ou tout partenaire commercial potentiel.

Durée du contrat : Le Contrat de Services a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 et restera en vigueur jusqu'au 31 mars 2022, sauf accord contraire écrit des parties au Contrat de Services. Par la suite, le Contrat de Services sera renouvelé automatiquement sur une base annuelle, sauf résiliation anticipée.

### ***Contrat de collaboration avec Mitsui & Co. Ltd.***

Dans le cadre d'un contrat conclu le 27 septembre 2021 (le « Contrat de Collaboration »), la Société et Mitsui & Co. Ltd. ont convenu les éléments ci-dessous :

- *Création d'un comité de coopération*
  - Ce comité agit en tant qu'interface principale entre la Société et Mitsui & Co. Ltd. afin de poursuivre conjointement la coopération et déploie des efforts raisonnables pour promouvoir une communication commerciale étroite et fréquente, à condition que cela soit conforme aux lois applicables afin de :
    - échanger des informations sur le marché des batteries ;
    - se présenter mutuellement de nouveaux contacts commerciaux et de nouvelles opportunités commerciales ;
    - identifier les opportunités de collaboration commerciale dans le domaine de la mobilité, notamment dans le cadre d'offre de « *battery as a service* », le suivi des batteries et les prévisions de consommation d'énergie des batteries ;
    - promouvoir de nouveaux projets notamment en matière de financement ou leasing de batterie, d'échange de batterie, en particulier pour des sites spécifiques tels que les aéroports, les mines, les ports, etc.
  - Ce comité est composé de 7 membres, dont 4 membres nommés par la Société et 3 membres nommés par Mitsui & Co. Ltd.
  - Ce comité se réunira au moins quatre fois par an, notamment dans le mois suivant la finalisation du *reporting* financier trimestriel.
- *Développement commercial*
  - Mitsui & Co. Ltd. peut détacher deux employés à temps plein au sein du Groupe pour développer des activités avec le Groupe afin d'accélérer sa croissance et occuper certains postes au sein du Groupe ou de ses filiales afin d'atteindre cet objectif. Ces deux employés resteront des employés de Mitsui & Co. Ltd. et devront signer des engagements (contraignants pendant leur détachement et pendant une durée de deux ans après la fin de leur détachement) comportant une acceptation de leur part de ne partager aucune information confidentielle à laquelle ils ont eu accès pendant leur détachement avec les départements commerciaux de Mitsui & Co. Ltd. qui (i) sont présents sur les mêmes marchés que ceux du Groupe, ou (ii) ont conclu des partenariats avec des entreprises qui sont présentes sur les mêmes marchés que ceux du Groupe.



– *Activités marketing*

- Mitsui & Co. Ltd. fournit un soutien stratégique au Groupe afin de lui permettre d'atteindre sa future croissance commerciale, en particulier via le développement de nouveaux produits et services et son expansion sur de nouveaux marchés.
- L'activité de Mitsui & Co. Ltd. en tant que représentant du Groupe au Japon se poursuivra à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris pendant une période minimum de 5 ans à compter de la date du Contrat de Collaboration.
- Si Mitsui & Co. Ltd. venait à trouver une opportunité de vente des produits de la Société à un nouveau client dans un secteur d'activité tel que l'exploitation minière, la marine ou le rail (le « Nouveau Secteur ») autre que ceux prévus par le Contrat de Coopération ou le Contrat de Services, Mitsui & Co. Ltd. pourra notifier cette opportunité à la Société. Si ce Nouveau Secteur présente un intérêt pour la Société (si ce Nouveau Secteur ne présente pas d'intérêt pour la Société, elle ne sera pas obligé d'accepter cette opportunité), la Société pourra le notifier à Mitsui & Co. Ltd., et les parties au Contrat de Collaboration auront l'obligation soit (i) de modifier le Contrat de Coopération ou le Contrat de Services pour y inclure le Nouveau Secteur, soit (ii) de conclure un nouveau contrat de coopération (exclusif ou non exclusif) en vertu duquel Mitsui & Co. Ltd. contribue à la commercialisation des produits de la Société auprès d'un nouveau client dans le Nouveau Secteur et, en contrepartie de laquelle, Mitsui & Co. Ltd. aura droit à des commissions de succès.

Lorsqu'un amendement est conclu en vertu de l'option (i) ci-dessus, si aucun contrat n'est conclu pour de nouvelles ventes de produits de la Société à un nouveau client dans le Nouveau Secteur concerné dans les 12 mois suivant la date à laquelle l'amendement a été conclu, l'une ou l'autre des parties au Contrat de Collaboration pourra choisir de modifier à nouveau l'accord pour retirer le Nouveau Secteur concerné de cet accord en donnant un préavis de 3 mois à l'autre partie. Lorsqu'un nouveau contrat est conclu en vertu de l'option (ii) ci-dessus, si aucun contrat n'est conclu pour de nouvelles ventes de produits de la Société à un nouveau client dans le Nouveau Secteur concerné dans les 12 mois suivant la date à laquelle le nouveau contrat a été conclu, chaque partie pourra choisir de résilier ce nouveau contrat en donnant un préavis de 3 mois à l'autre partie.

- Si Mitsui & Co. Ltd. venait à trouver une opportunité de vente des produits de la Société à un nouveau client dans un pays tel que l'Australie, la Russie, les pays d'Asie du Sud-Est ou les Etats-Unis (le « Nouveau Pays ») autre que ceux prévus par le Contrat de Coopération ou le Contrat de Services, Mitsui & Co. Ltd. pourra notifier cette opportunité à la Société. Si ce Nouveau Pays présente un intérêt pour la Société (si ce Nouveau Pays ne présente pas d'intérêt pour la Société, elle ne sera pas obligé d'accepter cette opportunité), la Société pourra le notifier à Mitsui & Co. Ltd., et les parties au Contrat de Collaboration auront l'obligation soit (i) de modifier le Contrat de Coopération ou le Contrat de Services pour y inclure le Nouveau Pays, soit (ii) de conclure un nouveau contrat de coopération (exclusif ou non exclusif) en vertu duquel Mitsui & Co. Ltd. contribue à la commercialisation des produits de la Société auprès d'un client dans le Nouveau Pays et, en contrepartie de laquelle, Mitsui & Co. Ltd. aura droit à des commissions de succès.
- Lorsqu'un amendement est conclu en vertu de l'option (i) ci-dessus, si aucun contrat n'est conclu pour de nouvelles ventes de produits de la Société à un nouveau client dans le Nouveau Pays concerné dans les 12 mois suivant la date à laquelle l'amendement a été conclu, l'une ou l'autre des parties au Contrat de Collaboration pourra choisir de modifier à nouveau l'accord pour retirer le Nouveau Pays concerné de cet accord en donnant un préavis de 3 mois à l'autre partie. Lorsqu'un nouveau contrat est conclu en vertu de l'option (ii) ci-dessus, si aucun contrat n'est conclu pour de nouvelles ventes de produits de la

Société à un nouveau client dans le Nouveau Pays concerné dans les 12 mois suivant la date à laquelle le nouveau contrat a été conclu, chaque partie pourra choisir de résilier ce nouveau contrat en donnant un préavis de 3 mois à l'autre partie.

- La commission de succès de Mitsui & Co. Ltd. sera discutée avec le Groupe au cas par cas pour chaque projet en tenant compte de l'impact financier pour le Groupe.
- La Société est libre de développer et de commercialiser ses produits par elle-même et/ou par l'intermédiaire d'un tiers, dans un Nouveau Secteur et/ou dans un Nouveau Pays, sans l'autorisation de Mitsui & Co. Ltd. et sans que Mitsui & Co. Ltd. ait droit à une commission sur les revenus perçus par la Société, à condition que si la Société décide de prendre des mesures pour développer et commercialiser ses produits par l'intermédiaire d'un tiers dans un Nouveau Secteur et/ou dans un Nouveau Pays (la « Commercialisation par un Tiers »), la Société ait notifié Mitsui & Co. Ltd. par écrit après avoir pris cette décision afin de permettre à la Société et à Mitsui & Co. Ltd. de discuter et de négocier la réalisation potentielle par Mitsui & Co. Ltd. de cette Commercialisation par un Tiers sur une base exclusive pendant une période d'au moins 60 jours à compter de la date de réception de cette notification. Après l'expiration de cette période de 60 jours (ou, le cas échéant, après une date antérieure à laquelle Mitsui & Co. Ltd. confirme qu'il n'est pas intéressé par la Commercialisation par un Tiers), à moins que la Société et Mitsui & Co. Ltd. ne soient parvenus à un accord concernant la Commercialisation par un Tiers par Mitsui & Co. Ltd., la Société sera libre de discuter avec toute personne de la Commercialisation par un Tiers au cours des 180 jours suivants. Après l'expiration de cette période de 180 jours, toute offre concernant la Commercialisation par un Tiers sera de nouveau soumise au droit de premier regard de Mitsui & Co. Ltd.

Durée du contrat : Le Contrat de Collaboration entrera en vigueur à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris pour une durée de 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat de Collaboration. Il sera automatiquement renouvelé à l'expiration de la durée initiale ou de toute prolongation de celle-ci pour des périodes supplémentaires de 2 ans chacune, sauf résiliation anticipée.

## **21. DOCUMENTS DISPONIBLES**

Des exemplaires du Document d'enregistrement sont disponibles sans frais au siège social de la Société situé au 1 boulevard Hippolyte Marques, 94200 Ivry-sur-Seine, France.

Le Document d'enregistrement peut également être consulté sur le site Internet du Groupe (<https://www.forseepower.com>) et sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux de la Société, ainsi que les informations financières historiques et toute évaluation ou déclaration établie par un expert à la demande du Groupe devant être mis à la disposition des actionnaires, conformément à la législation applicable, peuvent être consultés, sans frais, au siège social de la Société.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, l'information réglementée au sens des dispositions du Règlement général de l'AMF sera également disponible sur le site Internet du Groupe (<https://www.forseepower.com>).